

29
Marcel GILLET

**LE BASSIN HOULLER DU NORD
ET DU PAS-DE-CALAIS DE 1815 A 1914**
Etude économique et sociale

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS IV
LE 19 JUIN 1971



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549016_0007

Marcel GILLET

**LE BASSIN HOULLER DU NORD
ET DU PAS-DE-CALAIS DE 1815 A 1914**
Etude économique et sociale

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS IV
LE 19 JUIN 1971



INTRODUCTION

A propos du conte célèbre, les Mines de Falun, Gaston Bachelard a souligné que "l'attrait pour la mine est longuement décrit dans le récit de Hoffmann .La vie minérale attire sans limite l'être voué à la vie minérale , à la mort minérale .Et l'on arrive à des images complexes où la psychanalyse trouvera un beau matériel d'examen ... on comprend que Dürler ait pu dire que la descente dans le sein de la terre est un des symboles les plus agissants pour étudier l'inconscient " (1) . Nous devons donc d'abord déceler par quelque prise de conscience les motivations qui nous ont amené à consacrer tant d'années de notre vie à l'étude des charbonnages du Nord de la France .

Certains psychologues considèrent que les "accidents" sont impossibles car ceux-ci seraient toujours plus ou moins recherchés, mais inversement, le hasard est une variable que l'on intègre aux modèles et une oeuvre individuelle subit des impulsions que seuls les grands nombres amortissent ; il nous faut d'abord noter que deux péripéties ont joué quelque rôle : le sort d'une nomination universitaire nous transplantant à Lille et le fait que nous con-

(1) G.BACHELARD ,La terre et les rêveries de la volonté (Paris,Libr. José Corti ,8^e ,408 p.),p. 257 et 258 ; J.DÖRLER ,Die Bedeutung des Bergbaus bei Goethe und in der deutschen Romantik , (Frauenfeld ,Verlag Huber ,1936),p.110 .

naissions aux Charbonnages de France une personne capable de nous aider à accéder aux archives des anciennes compagnies houillères n'ont pas été sans guider le choix de notre sujet.

Nous tenions beaucoup à ne pas nous consacrer à une recherche qui nous cantonnerait dans la chaude quiétude des bibliothèques et dans le **commode accès aux archives** administratives **(1 bis)** officielles. Nous espérions aussi mener une oeuvre qui requerrait l'appel synthétique aux différentes sciences humaines, une oeuvre donc "pluridisciplinaire" (alors que le mot et le fait n'étaient pas encore à la mode) et qui **conduirait** en particulier à imbriquer étroitement les analyses économiques et les analyses sociales, estimées indissociables. Nous hésitions cependant encore entre une étude d'Histoire Moderne et une étude d'Histoire Contemporaine quand... en avril 1955, nous empruntâmes l'escalier menant à l'appartement de M. Ernest Labrousse (cet escalier que tant d'historiens ont gravi) ; M. Labrousse devait d'abord prôner la voie de la sagesse en faveur d'un "Roubaix au XVIIIème siècle" mais avec son enthousiasme si communicatif, se rallia bien vite à un sujet de thèse principale d'Etat sur "Le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais de 1815 à 1914. Etude économique et sociale". Quelques années plus tard, M. Louis Girard acceptait comme sujet de thèse complémentaire l'étude de "la Compagnie des Mines de Vicogne-Noeux 1844-1944" et lorsque M. Labrousse fit valoir ses droits à la retraite, M. François Crouzet voulut bien reprendre la direction

(1bis) Est-il besoin de préciser combien a grossi rapidement notre dette de reconnaissance, en particulier envers M. Pierre BOUGARD et ses confrères MM. PIETRESSON DESAINT-AUBIN et R. ROBINET, Directeurs des Services d'Archives du Nord et du Pas-de-Calais.

d'un travail déjà engagé dans le gué mais encore assez éloigné de la rive.

Lorsque nous avons commencé notre recherche, le charbon jouait encore un rôle essentiel dans la consommation énergétique nationale et si la concurrence des produits pétroliers déjà si sensible pouvait constituer à long terme une menace de mort, cette menace était encore ressentie comme lointaine et les dirigeants, les ingénieurs et les syndicats ouvriers des Houillères se souciaient bien davantage de maintenir un attachement à la priorité sécurisante d'un approvisionnement national que de ménager une issue par une amorce de conversion industrielle. La même euphorie régnait encore en ce qui concernait l'avenir de la région du Nord et les Chambres de Commerce du Nord et du Pas-de-Calais faisaient fleurir les affichettes Nord région pilote. Parmi les historiens, on peut considérer que régnait un large accord quant à l'appréciation du rôle décisif que le charbon aurait joué dans la genèse de la Révolution industrielle et du bouleversement de l'économie européenne et donc planétaire, et plus particulièrement de l'économie française : le couple houille - métallurgie n'aurait-il pas été l'agent essentiel de la mutation qui avait ébranlé l'ancien régime économique, fondé sur l'agriculture et l'industrie textile, et fait surgir un nouveau régime, arc-bouté sur les industries productrices de biens d'équipements et leurs fournisseurs ? Les appréciations de certains auteurs quant à la fonction primordiale de la houille au XIXème siècle ne paraissaient pas dépassées :

Maurice Baumont, dans l'introduction de sa thèse sur La grosse industrie allemande et le charbon (1928, p. XII) avait affirmé :

"Retracer l'histoire des houillères, branche capitale de la production, c'est évoquer non seulement l'histoire d'une industrie, mais celle de la grande industrie toute entière. C'est dépasser les intérêts particuliers des mines, pour examiner quelques-uns des intérêts fondamentaux d'une puissante nation". Dans la même ligne, André Siegfried avait pour sa part estimé dans son ouvrage sur La crise britannique au XXème siècle (1931, p. 8) que "l'hégémonie anglaise, quand nous nous retournons pour l'embrasser d'ensemble, coïncide dans l'histoire avec le règne de la machine à vapeur ; la période victorienne, apogée de prospérité et de puissance, évolue toute entière sous le signe du charbon" et J.M. Keynes a également écrit : "L'Empire a été en vérité construit par le charbon et par le fer plus que par le feu et le sang". - Sur le plan social, le "mot mineur" évoquait tout un long passé de luttes sociales très vives, faisait surgir en particulier un temps bien proche fait de combats menés sous l'Occupation et prolongés à la Libération ? Comment aurions-nous pu ne pas être séduit par un milieu auquel on attribuait tant de hauts faits dans le domaine du développement économique et tant de luttes sociales qui semblaient exprimer une égale combativité patronale et ouvrière ?

Depuis le début de notre recherche, bien des événements, bien des travaux sont venus troubler quelque peu les claires perspectives initiales. La récession de l'industrie houil-

lère s'est précipitée dans tout le monde occidental et fait significatif, après la grève de 1963, le syndicat des Ingénieurs des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a renoncé à prôner le maintien à tout prix de la production charbonnière, maintien qui lui paraissait malheureusement impossible, toutes les économies et toutes les politiques étant contraintes de rechercher des coûts énergétiques décroissants et il a dû se résoudre à réclamer des mesures de conversion. Depuis, les choses se sont encore précipitées, et si des besoins conjoncturels peuvent parfois amener à se demander si le pessimisme n'a pas été exagéré, ce n'est pas sans mélancolie que nous devons évoquer la fin de toute extraction de houille dans la région du Nord pour la date, bien proche, de 1983, date envisagée par les responsables gouvernementaux et les dirigeants des Houillères.

Y aurait-il un lien entre le recul présent du rôle économique du charbon et la place qu'on lui accorde dans la croissance économique ? Toujours est-il que de même que certains contestent de nos jours la fonction essentielle que les chemins de fer, actuellement déclinants, auraient tenue dans l'essor du XIXème siècle (2), on voit s'affirmer le point de vue de ceux qui pensent que l'industrie houillère n'a peut-être pas été l'industrie motrice que l'on pourrait croire : c'est par exemple l'avis qu'a formulé Claude Fohlen dans sa communication au Colloque Charbon et

(2) Cf. Robert W. FOGEL, Railroads and American Economic Growth (Baltimore, 1964). Ce point de vue n'était pas celui de Louis GIRARD, La politique des travaux publics du Second Empire (Paris, 1952) et n'est pas non plus celui de François CARON, Histoire de l'exploitation d'un grand réseau français : la Compagnie du Chemin de Fer du Nord de 1846 à 1936 (Paris, 1969, Th. Lettres, 2 vol. cartyl.).

Sciences Humaines tenu à Lille en Mai 1963: "Mon propos consiste à donner au charbon la place exacte qu'il a tenue dans la première moitié du XIXème siècle, c'est-à-dire à le minimiser" (3). T.J. Markovitch, par ses travaux d'histoire quantitative sur l'industrie française, aboutit à accorder une part importante aux industries traditionnelles, voire aux secteurs artisanaux. Dans l'essor, apparemment révolutionnaire, du XIXème siècle: "L'industrialisation de la France a été, entre autres choses, caractérisée par deux faits spécifiques: croissance ralentie de la population et croissance de la petite industrie parallèlement à celle de la grande" (4). Enfin, bien des historiens ont adopté l'idée de l'influence décisive des facteurs socio-économiques.

En ce qui concerne le problème de l'acuité des luttes sociales qui aurait caractérisé les bassins houillers, avouons que nous fîmes surprise lorsqu'en 1957, un ingénieur des Houillères nous déclara que la main-d'oeuvre minière est assez "docile". Mais nous dumes assez vite nous rendre compte que pour le XIXème siècle, au moins, on avait peut-être quelque peu surestimé les capacités de lutte des ouvriers mineurs ou du moins de leurs syndicats; aussi avons-nous provoqué parfois quelque surprise, et suscité en tout cas des réactions polémiques, lorsque dès avril 1957, à l'occasion d'une communication à la Société d'Histoire moderne, nous avons évoqué

(3) Claude FOHLEN, "Charbon et révolution industrielle en France (1815-1850), Actes du colloque Charbon et Sciences Humaines,, (Paris, Mouton, 1966, 408p-p. 140-152), p. 140.

(4) T.J. MARKOVITCH, l'industrie française de 1789 à 1964-Conclusions générales (Cahiers de l'I.S.E.A., A F 7, nov. 1966, 324 p.), p. 316.

"le rôle longtemps modérateur tenu par les syndicats de mineurs de la région du Nord parmi les associations ouvrières françaises"(5) . Depuis,Rolande Trempe a insisté sur "le réformisme des mineurs français à la fin du XIX ème siècle"(6) et développé la même conclusion dans sa thèse sur Les mineurs de Carmaux 1848-1914 (7).

Eussions-nous consacré notre travail à une industrie d'importance simplement notable,employant une main-d'oeuvre facile à aiguiller,que nous n'aurions pas l'impression d'avoir oeuvré en vain:l'Histoire ne s'est-elle pas détournée depuis longtemps de l'étude des seuls grands hommes pour préférer souvent l'analyse des comportements moyens,des grandes masses,des individus traduisant par leur vie une fréquence modale:de même l'histoire des industries d'importance moyenne ne serait pas à négliger ,bien au contraire. Quant aux réactions ouvrières,elles méritent d'être analysées comme révélatrices de mentalités,et leur violence ou leur modération méritent un égal intérêt,si l'on ne veut pas risquer de passer à côté du réel,du quotidien et tomber dans une préférence révélatrice simplement des idées,voire même du tempérament et du caractère de l'auteur de l'étude .

Confessons cependant que nous ne sommes pas pleine-

(5)Marcel GILLET,"L'affrontement des syndicalismes ouvrier et patronal dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais de 1884 à 1891",Bulletin de la Soc.d'Hist.Mod.,mars-avril 1957,(pp.7-10), p.9 .

(6)Rolande TREMPE,dans Le Mouvement Social,n° 65,oct.déc.1968,pp.93-106 .(Nous n'avons jamais prétendu que l'étiquette de "tempérament régional"constituait autre chose qu'une constatation et non une exécution).

(7)Univ. de Toulouse, Th.Lettres, 1969; Paris, Les Editions ouvrières, 1971, 2vol., 1012 p.

ment convaincus quant à nous par les théories qui remettent trop largement en cause le rôle du charbon dans l'industrialisation et la croissance économique du XIXème siècle .Cette révision a été principalement l'oeuvre des économistes (8) abordant l'histoire économique avec des méthodes dont la nouveauté et la qualité sont indéniables mais qui ne doivent pas inciter les historiens à accepter toutes les conclusions de ces auteurs pourtant si compétents (9); en particulier, la tentation est souvent grande, en dehors du monde des historiens de commettre le péché d'anachronisme. Nous ne sommes pas certains que l'on doive considérer, avec Jean Marczewski, comme seules industries motrices, les industries assurant, dans chaque période, la plus forte progression des valeurs ajoutées mais si on l'admet, alors il faudrait accepter que l'industrie houillère ne fut guère au XIXème siècle une industrie capitale. Pour sa part, établissant la structure du produit industriel français au XIXème siècle, T.J. Markovitch attribue les pourcentages suivants aux valeurs ajoutées par la houille et le lignite (10):

(8) cf. J. MARCZEWSKI, Histoire quantitative, buts et méthodes, Cahiers de l'I.S.E.A., n° 115, juillet 1961, série AF, 1, pp. III-LIV .

(9) Un exemple : l'établissement par François CROUZET d'un indice global de la production industrielle française pour le XIXème siècle a montré qu'il n'était nullement certain que la France n'ait connu aucun take-off dans les années 1830-1860: cf. F. CROUZET, "Essai de construction d'un indice annuel de la production industrielle française au XIXème siècle", Annales E.S.C., janv.-févr. 1970, pp. 56-99; voir aussi les calculs qu'à partir de cet indice, nous avons effectués dans notre art., "Révolution industrielle ou "take-off", Information historique, 1970, 2, (pp. 67-74), p. 73 .

(10) T.J. MARKOVITCH, L'industrie française... (Cahiers I.S.E.A., AF 6, juin 1966), tableau 4. - Selon Phyllis DEANE and W.A. COLE, British Economic Growth 1688-1959, Trends and structure (Cambridge Univ. Press, 1964, 348p.), les mines et carrières fournissent, en 1907, 6% du revenu national du Royaume-Uni (p. 175).

PERIODES	:	%	PERIODES	:	%
1815-24	:	0,20	1865-74	:	1,30
1825-34	:	0,30	1875-84	:	1,70
1835-44	:	0,35	1885-94	:	1,90
1845-54	:	0,50	1895-04	:	2,50
1855-64	:	0,85	1905-13	:	2,70
	:			:	

C'est évidemment assez peu, malgré l'énorme accroissement mais il nous semble que cette série ne doit pas faire négliger l'importance qualitative de l'industrie houillère, industrie directement liée à l'emploi de la machine à vapeur et donc à des innovations essentielles dans le bouleversement des transports, la production de masse dans l'industrie textile, industrie associée également au triomphe du coke dans la métallurgie et donc à son brutal essor; qu'on imagine une longue pénurie de charbon au XIXème siècle et c'est toute l'économie avancée et donc par contagion la plupart des mécanismes de la production qui se seraient bloqués, tout le processus de modernisation qui se serait grippé. On peut, nous semble-t-il, continuer à caractériser en grande partie le dynamisme d'une économie par la source essentielle de son approvisionnement énergétique et après un XVIIIème siècle où tout ce qui est neuf requiert la force hydraulique, le XIXème siècle devient bien le siècle du charbon . S'il demeure un point toutefois qui mérite d'être révisé, c'est celui de l'appréciation des bassins houillers comme pôles de croissance.

On a longtemps exagéré l'importance de ces bassins dans le développement des industries induites : les exemples du Borinage et du Pas-de-Calais sont particulièrement éloquentes quant au maintien de structures primaires contenant très largement la houille dans son rôle de fournisseur en quelque sorte colonial et ces bassins houillers comptent davantage de terrils que de cheminées d'usines .Notre travail contribuera peut-être à éclairer par quels biais la situation a pu se figer et a rendu si difficiles les tâches des hommes quand l'heure de la conversion a sonné .

Sur le plan social, la grande grève des mineurs en 1963 est venue raviver pour l'opinion publique son appréciation de la combativité des ouvriers de l'industrie houillère ,et lui faire retrouver "l'image de marque" traditionnelle du mineur (il semble peut-être qu'il s'agisse là d'une diffusion de l'opinion bourgeoise vis-à-vis du mineur : homme exerçant un métier pénible et dangereux et gréviculteur) ; comme souvent dans le passé, l'opinion s'est rangée du côté des travailleurs. Si l'on voulait traduire en termes militaires les luttes sociales du XIXème siècle, on pourrait estimer que les ouvriers mineurs ont souvent excellé dans la guerre de mouvement, gagnant ici la plupart des batailles menées par des grèves souvent massives, mais que les dirigeants patronaux ,eux, ont su grignoter par une guerre de tranchées la plupart des avantages concédés .Combativité ? Modération ? Ou réalisme ? Organisations ouvrières et patronales peuvent tour à tour ,selon les phases des oppositions, faire apparaître la pointe de leurs icebergs .Mais nous n'avons pas entendu, dans notre travail, essayer d'éclairer seulement ce point, par le critère

des luttes sociales .C'est toute la structure et les mentalités d'un milieu bien caractérisé que nous avons voulu analyser, en nous attachant également à ses composants, ouvriers certes, patrons aussi bien sûr, mais également ingénieurs, commerçants, prêtres, enseignants, hommes politiques, etc... Il ne pouvait être question de mener une telle étude à l'échelle de toute l'industrie houillère française et l'on comprend aisément que nous nous soyons limités au seul bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais .Guidés également dans leurs choix par M. Ernest Labrousse et bien que partis après nous, ont "abouti" avant nous Pierre Guillaume, qui a publié une remarquable Thèse de Troisième Cycle sur la Compagnie des Mines de la Loire (11) et Rolande Trempé, qui a rédigé l'importante Thèse d'Etat sur les mineurs de Carmaux à laquelle nous avons déjà fait allusion ; ces deux ouvrages consacrés chacun à une compagnie influente , sont surtout, l'un économique, l'autre social. On peut penser que l'addition des différents travaux apportera quelque éclairage nouveau sur l'industrie française du XIXème siècle .

Depuis le milieu du Second Empire, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont rejoint par leur extraction celle du bassin de la Loire qui fut longtemps le premier bassin français ; ils fournissent plus de la moitié de la production française de

(11) P. GUILLAUME, La Compagnie des Mines de la Loire, 1846-1854. Essai sur l'apparition de la grande industrie capitaliste en France, Paris, P.U.F, 1966, gr. 8°, 251 p.
L'étude des charbonnages de la Loire a été poursuivie par Patrick FRIDENSON, Les Mines de la Loire de 1854 à 1914, O.E.S, Paris, 1965, 239 p. dactyl.

houille à partir de 1886 et les deux tiers de cette production à la veille de la première guerre mondiale .En 1913,vingt-quatre sociétés effectivement exploitantes,dont toutes les principales et les moyennes remontent à l'octroi des concessions,se partagent le bassin et par leur taille,elles se placent souvent en tête des charbonnages français;elles souffrent certes de la comparaison avec les géants allemands ou américains ,mais peuvent être avantageusement confrontées avec leurs principaux rivaux,belges et anglais .Toutes ces concessions emploient alors une main-d'oeuvre de 130 703 ouvriers sur des concessions dont la superficie,dans le grand bassin du Nord et du Pas-de-Calais(non compris les concessions de 1908),atteint 127 413 hectares.Dans le vaste croissant qui constitue l'extrémité occidentale d'une succession de bassins houillers amorçés avec les gisements rhénoc-westphaliens ,le gisement de la région du Nord s'étend en lanière sur 120 kilomètres de longueur depuis la frontière belge jusqu'aux environs d'Aire-sur-la-Lys et une largeur variable mais qui n'exède nulle part 20 kilomètres ;on peut estimer que plus de 600 000 habitants s'y regroupaient en un peuplement dense,à la veille de la guerre de 1914-1918.C'est donc au bassin houiller et aux charbonnages qui depuis le milieu du XIXème siècle ,étaient les plus importants de France,que nous avons consacré nos recherches .

Sur les débuts de la houille dans le nord de la France au XVIII ème siècle,l'ouvrage d'un magistrat de Valenciennes,

E.Grar (12), a apporté, dès le milieu du XIX^{ème} siècle, beaucoup de précisions mais il n'est guère qu'un récit des événements , complété par quelques indications biographiques sur les principaux acteurs. L'ouvrage qui, sans conteste, a fourni jusqu'à présent le plus d'informations sur les charbonnages de la région du Nord demeure celui, publié de 1880 à 1883 par Emile Vuillemin, Le bassin houiller du Pas-de-Calais (13). E.Vuillemin (1822-1902) n'était pas originaire de la région du Nord: né à Arc-sous-Cicon le 2 février 1822, il a été élève du Lycée de Besançon puis de l'Ecole des Mines de Saint-Etienne, mais il a fait toute sa carrière d'ingénieur dans le Nord, en presque totalité au service de la Compagnie d'Aniche : après un court séjour aux Mines d'Hasnon, donc en fait d'Anzin, dès juillet 1845, il est entré à Aniche et il est devenu "gérant " de la Compagnie dix ans plus tard ; en septembre 1862, il a ajouté à ses fonctions de directeur celle d'administrateur, devenant ainsi "administrateur-gérant". Avec plusieurs membres de son conseil , il s'est associé à la fondation des Mines d'Ostricourt et il a vite joué un rôle important dans le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais dont il est devenu le vice-président en 1875 et le président en 1877 . On ne saurait donc dénier une longue expérience et une très grande compétence à Vuillemin, auteur d'un de ces trop rares ouvrages d'ingénieurs-administrateurs de sociétés s'attachant à décrire l'évolution

- (12) E.GRAR, Histoire de la recherche, de la découverte et de l'exploitation de la houille dans le Hainaut français, dans la Flandre française et dans l'Artois (1716-1791), Etude d'histoire économique et sociale (Valenciennes, Prignet, 1847-1851, 4^o, 3 vol.).
- (13) E.VUILLEMIN, Le bassin houiller du Pas-de-Calais, Histoire de la recherche, de la découverte et de l'exploitation de la houille dans ce nouveau bassin, Lille, Impr. Danel, 8^o, 1880, 3 vol.

du milieu dans lequel s'est déroulé leur carrière, ouvrages qui constituent d'excellents révélateurs de la mentalité patronale. Il faut pourtant signaler des lacunes : l'ouvrage de E. Vuillemin est formé, dans ses deux premiers tomes, par une simple succession de monographies des charbonnages du Pas-de-Calais, monographies retraçant surtout le démarrage des compagnies. L'essai de synthèse ne se concrétise que dans le troisième volume, où l'histoire du bassin est menée par périodes rigoureusement décennales ou quinquennales (par exemple 1840-1850 ou 1850-1855) fournissant alors surtout les séries de l'extraction. Nous serions cependant fort injuste envers le travail d'Emile Vuillemin si nous ne reconnaissons pas que celui-ci a été un guide commode pour le début de nos recherches.

Datant de 1907, l'ouvrage si solide de François Simiand sur Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France (14) premier ouvrage d'un auteur essentiel, nous a fourni une riche moisson de faits et d'idées et nous devons pour notre part beaucoup à l'héritage, aujourd'hui controversé, de l'auteur (15).

Entre les deux guerres mondiales, la thèse de Marcel Rouff sur Les mines de charbon en France au XVIIIème siècle (16) a

(14) François SIMIAND, Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France, Contribution à la théorie économique du salaire, Paris, E. Cornély, 1907, gr 8°, 520 p., tabl. et graph. Simiand avait publié auparavant un article important : "Essai sur le prix du charbon en France et au XIXème siècle", L'année sociologique, 1900-1901, t. 5, pp. 1-81.

(15) Maurice LEVY-LEBOYER, "L'héritage de Simiand : prix, profit et termes d'échange au XIXème siècle", Revue Historique, n° 493, janv.-mars 1970, pp. 77-120. - Nous estimons avoir quelques excuses pour "justifier notre adhésion".

(16) Marcel ROUFF, Les mines de charbon en France au XVIIIème siècle (1744-1791), étude d'histoire économique et sociale, Paris, 1922, 8°, LXII-624 p., Paris Th. Lettres.

éclairé certains problèmes essentiels des débuts de l'industrie houillère et a bien souligné en particulier l'importance économique et sociale de la législation sur la propriété du sous-sol, marquée par l'arrêt royal de 1744 réaffirmant les droits de l'Etat. L'importante thèse de Droit de R.J. Lafitte-Laplace⁽¹⁷⁾ constitue une remarquable synthèse sur les problèmes qu'a connus l'économie charbonnière française depuis la fin de la première guerre mondiale et durant les premières années de la crise de 1930. Dans les années précédant la guerre de 1939-1945, Alexandre de Saint-Léger, Professeur à la Faculté des Lettres de Lille, a obtenu des directeurs des Compagnies d'Anzin et d'Aniche l'autorisation de consulter et de reproduire des archives sur la deuxième moitié du XVIIIème siècle, et le début du XIXème siècle (rien de postérieur à 1815) et il a réuni la matière de plusieurs volumes sur Les mines d'Anzin et d'Aniche pendant la Révolution (18), publications de documents annotés avec une bonne présentation. Depuis, plusieurs thèses de Droit ont souligné certains problèmes passés ou présents du bassin houiller du Nord de la France (19) et l'histoire de plusieurs communes a été retracée par des chercheurs locaux, dont on trouvera les noms et les oeuvres dans notre bibliogra-

(17) R.J. LAFITTE-LAPLACE, L'économie charbonnière de la France, Paris, Jouve, 1933, 8°, 762p., Th. Droit Paris.

(18) A. de SAINT-LEGER, Les mines d'Anzin et d'Aniche pendant la Révolution, Paris, Leroux, 1935-1938, 8°, 2 t., 4 vol.

(19) Citons simplement ici Max HEAULME, L'évolution commerciale des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais (Th. Droit Lille, 1948, 460 ronéo.) et Jocelyn MONIEZ, L'industrie charbonnière française depuis 1948, Monographie économique et perspectives, (Th. Droit Lille, 1959, 523 p. ronéo.)

phie. Enfin, le colloque Charbon et Sciences Humaines organisé en mai 1963 par la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Lille et les Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais a réuni en une fructueuse confrontation ingénieurs, médecins, et universitaires de différentes disciplines (20). On le voit, l'histoire des charbonnages et du bassin de la région du Nord a déjà provoqué d'assez nombreux travaux, dont on trouvera en fin d'ouvrage un rappel moins rapide, mais son analyse, en ce XIXème siècle essentiel pour elle, nous laissait encore bien des aspects à découvrir et à éclairer.

Ayant passé notre enfance et notre prime jeunesse dans une petite ville industrielle de Moselle, où la majeure partie de la population était formée par des ouvriers étrangers, Belges, Italiens, Polonais, travaillant dans les mines de fer ou les hauts fourneaux, avec au-dessus de notre tête la noria incessante des bennes chargées de minerai, nous ne pouvions prétendre au départ posséder quelque familiarité avec le milieu des mineurs de charbon du Nord qui avant 1914 se recrutait encore, et de beaucoup, dans une population solidement autochtone, sauf une faible minorité belge et une amorce très embryonnaire de recrutement polonais. Aussi avons-nous accompli de très nombreux efforts pour tenter d'arriver à connaître et à comprendre de l'intérieur, un milieu que nous abordions

(20) Sur ce colloque, voir note (3) et Pierre LEON, "Les problèmes du charbon passé et présent, Colloque international "Charbon et sciences humaines (Lille, 13-16 mai 1963)", Revue historique, t. CCXXX, n° 468, oct. déc. 1963, pp. 437-446.

d'un œil neuf .D'où en particulier l'importance que nous avons accordée aux témoignages oraux,témoignages que nous avons mis beaucoup de temps et de peine à rassembler;nous n'aurions pu mener cette tâche à bien sans l'aide de la Caisse Autonome Nationale de Sécurité Sociale dans les Mines et de son directeur,M.René Bonnet,qui nous ont fourni dossiers et adresses grâce à l'exploitation mécanographique de leur fichier;on trouvera en annexe l'indication de la méthodologie employée.Nous ne prétendons pas avoir abouti,grâce à nos enquêtes orales ,à nous sentir dans le milieu de la mine comme le poisson dans l'eau mais au moins avons-nous réussi à avoir une connaissance plus intime d'un monde si original .On s'étonnera peut-être alors ne pas trouver,dans nos notes infrapaginales,de références plus fréquentes à nos entretiens.D'abord,les témoignages oraux apparaîtront mieux dans notre seconde partie,et en outre nous avons l'impression qu'ils ont contribué à sous-tendre tout notre texte .

Un autre moyen d'accroître la connaissance du milieu peut être apporté par l'analyse des sources littéraires et artistiques.M.Louis Chevalier a bien montré dans son ouvrage,Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris dans la première moitié du XIXème siècle(Paris,1958,566p.)le parti que l'on pouvait tirer d'une judicieuse confrontation des données statistiques et des oeuvres littéraires .Pour notre travail,nous n'avons pu qu'admirer le génie d'Emile Zola qui,après avoir passé peut-être une semaine et au plus trois semaines à Denain et à Anzin en février-mars 1884 ,une seule descente au fond et une documentation constituée surtout par deux livres,a su écrire l'immortel Germinal ,

roman le plus important parmi les oeuvres littéraires dont l'action se situe dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais (21). L'éclat de ce monument ne nous a point fait négliger de nombreuses autres oeuvres, certaines bien modestes et cependant témoignages, comme celles du poète-mineur Jules Mousseron.

Si les enquêtes orales et les sources littéraires nous ont aidé à comprendre le milieu de la mine, l'essentiel de notre documentation n'en demeure pas moins fondé sur les archives d'entreprises, qui ont exigé une longue et difficile collecte préalable. Sommairement, on peut présenter la situation de la façon suivante : durant l'Entre-deux guerres, les charbonnages disposaient encore, malgré certaines pertes causées par la guerre de 1914-1918, de très abondantes archives mais celles-ci étaient, sauf pour la période antérieure à 1815, pratiquement fermées aux historiens et le travail d'A. de Saint-Léger, on l'a vu, est à cet égard exemplaire ; avec la nationalisation, les archives devenaient plus accessibles, mais après 1945, d'assez nombreux documents ont été détruits (certains avaient voulu alors effacer toutes les traces de la gestion patronale révolue) et les archives restantes ont été dispersées ou partagées entre les nouveaux groupes du bassin et les sociétés liquidatrices. Bien entendu, aucun inventaire, aucun guide n'existait ; aidé, notamment, avec une patience inaltérable et méritoire,

(21) Cf. Ida-Marie FRANDON, Autour de "Germinal", La mine et les mineurs (Genève, Libr. Croz, Lille, Libr. Giard, 1955, 8°, 128 p.) - Zola aurait principalement utilisé : L. SIMONIN, La vie souterraine ou les Mines et les Mineurs (Paris, Hachette, 1867, gr. 8°, 604 p.) et Dr. H. BOËNS-BOISSIAU, Traité pratique des maladies, des accidents et des difformités des houilleux (Bruxelles, Tircher, 1862, 8°, 186 p.).

par nos amis des Houillères, Pierre Morel, Paul Robidet et Jean - Pierre Rousselot, nous avons dû nous livrer d'abord à un travail de détective pour relever Groupe par Groupe, Société liquidatrice par Société liquidatrice l'état des archives antérieures à 1914. Nous avons ainsi abouti à une moisson très importante, variable évidemment, selon les Compagnies, mais qui constitue, nous semble-t-il, une source capitale : comment analyser l'évolution d'entreprises privées sans réussir à transgresser le fameux secret des affaires ? La Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, par le biais du Service du Contentieux des Houillères nationales, nous a aussi fourni de précieux documents, qui nous ont en particulier permis de retracer, dans notre chapitre VI, l'évolution de l'Entente des Houillères au début du XXème siècle, et donc d'écrire, pensons-nous, une des très rares histoires d'un cartel de ventes à partir des propres archives de celui-ci. Robert Fabre, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, ex-secrétaire général du Comité Central des Houillères de France, nous a mis dès 1956, sur la trace d'abondantes archives du Comité, archives retrouvées dans des caves des Charbonnages de France et que, on le devine, nous avons dépouillées avec un intérêt particulier, sans toutefois accorder une importance privilégiée aux documents où figuraient des lettres commençant ainsi : "Nous vous envoyons les renseignements demandés, mais ne les publiez pas car ils vont à l'encontre de la thèse à démontrer". En revanche, nous avons éprouvé beaucoup de déceptions dans notre recherche des dossiers laissés par les syndicats d'ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Les pertes et

les destructions provoquées par les deux guerres mondiales n'expliquent pas seules cette regrettable lacune : les organisations ouvrières se sont montrées moins conservatrices que les organisations patronales.

Les archives d'entreprises sont indispensables mais elles ne doivent pas dissimuler ce fait que l'industrie houillère française offre pour l'historien cet avantage essentiel qu'en abordant le domaine minier, il est assuré d'emblée de ses arrières : entreprises concessionnaires, se livrant à une exploitation réputée dangereuse, confrontées avec des problèmes sociaux que l'agglomération d'une main-d'oeuvre nombreuse rend spectaculaire, les sociétés houillères ont eu des rapports obligatoires, multiples et fréquents, avec les organismes d'Etat ; gouvernement, direction et corps des mines, conseil d'Etat, préfectures, mairies etc., d'où une masse de documents conservés dans les archives publiques, en particulier dans la série F 14 (Travaux publics) des Archives Nationales, les séries M et S des Archives Départementales. Signalons ici à titre d'exemple que chaque octroi de concession a évidemment amené l'établissement et la conservation d'abondants dossiers, qui entre autres fournissent des données sur la nature et le capital des sociétés de recherches concurrentes ainsi que sur la fortune de leurs principaux associés. Le fait que la loi du 21 avril 1810 et un décret du 6 mai 1811 aient institué une redevance égale à 5% du "produit net" a frappé ainsi les charbonnages du XIXème siècle du seul impôt sur les sociétés existant dans la France du XIXème siècle et les séries de la redevance des

mines (dans F 14 des Archives Nationales ou S des Archives Départementales) permettent d'utiles confrontations avec les séries relevées dans les bilans et les comptes d'exploitation des charbonnages eux-mêmes ; l'ouvrage que nous avons écrit en collaboration avec Jean Bouvier et François Furet sur Le mouvement de profit en France au XIXème siècle (Paris, Mouton, 1965) en fournit l'illustration. Les relations incessantes entre les charbonnages et l'administration expliquent que l'on dispose des multiples séries publiées dans la Statistique de l'Industrie Minérale, statistique dont, dès le début du siècle, François Simiand avait souligné l'importance, cette Statistique constituant la base de son travail (22) ; on y trouve en effet des données essentielles sur la production, les prix, le volume et la répartition des ventes, les salaires, les nombres de journées de travail et les effectifs des ouvriers, les accidents du travail, le montant de la redevance des mines, donc sur les salaires, prix et profits. Les volumes récapitulatifs de 1900 et de 1934 (année du Centenaire de la Statistique) sont particulièrement commodes et précieux car les Ingénieurs des Mines ne se sont pas contentés de reproduire les données que l'on trouvait par année (avec de brèves séries) dans les différents volumes, ils ont tenu compte des modifications intervenues dans la qualité de la houille du fait des progrès dans l'extraction et la commercialisation et les séries des volumes récapitulatifs ; nous ont paru, ainsi ajustées, devoir être préférées parce qu'homogènes.

(22) F. SIMIAND, Le salaire des ouvriers des mines de charbon... (op. cit.), pp. 23-48.

Dans le monde si varié en fait des spécialistes des sciences humaines, l'historien se distingue encore par son rigoureux et humble recours aux sources, par sa méfiance envers toute théorie non étayée par les faits et sa prudence de Saint-Thomas, prudence qui le rend peut-être particulièrement apte à comprendre le monde des affaires et son réalisme. Fondée sur l'apologie de la source comme tout travail sérieux d'historien, notre recherche ne peut invoquer comme excuse le manque de documentation disponible. Encore nous a-t-il fallu évidemment opérer certains choix pour notre mise en oeuvre.

x

x

x

Le libellé de notre sujet souligne la volonté de conjuguer espace et temps long. Dans une étude audacieuse (23), E. A. Wrigley n'a pas hésité à étudier l'ensemble de la grande chaîne de bassins houillers qui s'égrène du Pas-de-Calais à la Westphalie et il souligne que la richesse plus ou moins grande des gisements a été pour beaucoup dans la différenciation des expansions. Mais en fait, cette vaste chaîne n'a été réunie que pendant la brève période de la domination napoléonienne et les brisures

(23) E.A. WRIGLEY, Industrial growth and Population change. A Regional Studies of the coalfield areas of North West Europe in the later Nineteenth Century, Cambridge Univ. Press, 1961, 8°, 191 p.

politiques, les décalages dans les bonds de prospection et d'exploitation, les distorsions dans les modes de gestion comme dans les mentalités sont venus au XIX^{ème} siècle perturber la continuité naturelle pour renforcer les réalités nationales et régionales et donner notamment au bassin du Nord et du Pas-de-Calais une nette spécificité par rapport à ses voisins et concurrents, par la même justifier une étude à la fois globale et particulière. La faible interpénétration des hommes et des capitaux a contribué au relatif isolement d'une série de grandes citadelles.

Au sein même de la région du Nord de la France, le bassin houiller apparaît comme un sous-ensemble nettement caractérisable. Au XIX^{ème} siècle, le Nord engendre moins la formation d'une région soudée qu'il n'éclate en morceaux selon les données naturelles, selon parfois les axes de communication, principalement orientés du nord au sud et brisés par la frontière, selon les principales activités économiques, donnant ainsi naissance à une douzaine au moins de régions différentes, le Nord devient ainsi une mosaïque de villes spécialisées, villes du lin, de la laine, de la métallurgie, de la houille, etc., toutes jalouses de leurs prérogatives particulières et hostiles à toute subordination à une "métropole" régionale.

En rédigeant son étude sur la Ruhr (24), François Perroux a souligné qu'il était légitime et commode de considérer la Ruhr comme un tout mais qu'il y avait en même temps quelque arbi-

(24) François PERROUX, Matériaux pour une analyse de la croissance économique, Cahiers I.S.E.A., D-6-1, 1955, 132 p. ronéot.

traire à le faire : les centres de décisions sont multiples et non soumis à un plan autoritaire ; à l'intérieur même de la Ruhr existent des centres dominants et dominés qui font du "pôle" un ensemble en renouvellement : les chefs d'unités et de groupes dominants rendent compatibles à leur propre plan d'expansion et de croissance les plans d'un grand nombre d'autres unités et ainsi s'opère la "création destructive" que signale avec insistance Schumpeter. Les mêmes problèmes se posent évidemment au sein du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais et nous ont incité à aller au delà de l'étude globale, certes indispensable, pour toucher du doigt ces réalités que sont "les Compagnies", rivales et en même temps solidaires, farouchement jalouses de leur indépendance et pourtant entraînées dans un irrésistible processus de rapprochement, maîtresses de leurs concessions minières, compagnies-providence pour les mineurs, et pourtant tenues de s'aligner sur les plus puissantes d'entre elles et aussi obligées d'accepter la confrontation à partir des années 1880 avec un syndicalisme ouvrier violemment réfréné et pourtant allié parfois. On ne pouvait pas ne pas mener de front l'étude et du bassin et des charbonnages.

Les limites chronologiques que nous avons adoptées permettent d'associer également l'analyse du temps long et des temps courts. Sans négliger totalement la période antérieure, nous avons pensé que la date de 1815 paraissait s'imposer comme point de départ puisque cette année marque la réapparition d'un hiatus entre les deux Hainaut et leurs bassins et restreint à nouveau pour les charbonnages du Nord la concurrence de leurs rivaux. On estime parfois

que le XIXème siècle se prolonge jusqu'en 1929 mais dans le cas des sociétés houillères de la région du Nord, la date, plus classique, de 1914 a aussi plus de signification puisqu'elle clôt deux décennies très favorables et ouvre une période qui, du fait de la première guerre mondiale avec son cortège de combats, d'occupations partielles et de destructions, a laissé la plupart des charbonnages terriblement meurtris et, malgré une reconstruction importante, mal préparés pour affronter les nouvelles épreuves de la crise de 1930 et de la seconde guerre mondiale et les a menés à la nationalisation. Pour les sociétés du Nord de la France, le XIXème siècle ainsi délimité affirme bien une unité certaine, celle d'un développement prospère. Dans une large mesure et en dépit de certaines ombres, c'est bien l'âge d'or des charbonnages que nous avons évoqué et nous avons été ainsi amené à accorder un intérêt particulier à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle lorsque la pluie des hauts dividendes ne paraît pas annoncer les gros orages ultérieurs.

Le cas des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais est-il exemplaire ? L'ambition de l'historien doit être toujours de revenir "du particulier au général, de distinguer - ou de retrouver - dans un cas déterminé les tendances de tout un ensemble", comme l'a écrit Jean Bouvier (25). Durant le XIXème siècle, deux motivations essentielles peuvent sembler avoir commandé la décision des dirigeants d'entreprises houillères : celui d'assurer

(25) Jean BOUVIER, Le Crédit Lyonnais de 1863 à 1882, Les années de formation d'une banque de dépôts (Paris, Impr. Nat., 1961, gr. 8°, 2 vol.), p. 7.

une hausse continue de la production et celui de maintenir de hauts résultats financiers, gages de dividendes et d'investissements. Sous la pression de leurs ingénieurs, et presque toujours anciens ingénieurs eux-mêmes, les directeurs de charbonnages ne pouvaient manquer de se passionner pour la recherche d'une expansion continue de la production, d'autant plus que leurs entreprises, demeurées pratiquement spécialisées dans le négoce du seul charbon, trouvaient dans la hausse des quantités vendues, l'espoir de résultats financiers meilleurs. Il n'y avait donc pas, c'est l'évidence, d'antinomie entre hausse de la production et hausse des bénéfices. Mais qu'on nous permette d'évoquer un entretien avec M.X...., directeur entre les deux dernières guerres d'une Compagnie houillère du Nord, qui nous a fourni, nous semble-t-il, une anecdote assez significative: chaque mois, M.Y.. présidait le conseil d'administration de la compagnie, conseil où s'incarnait le véritable pouvoir, et à chaque séance, avant même de saluer qui que ce soit, il s'approchait de son directeur et lui disait un seul mot: "combien?". Ce souci constant du bénéfice, nous n'avons cessé de le retrouver dans les archives des charbonnages; fait significatif, les rémunérations des directeurs ont été, pour l'essentiel et durant tout le XIXème siècle, fondées sur un pourcentage du dividende. Nous pensons pouvoir affirmer qu'au XIXème siècle, dans les sociétés houillères du nord de la France, le souci du bénéfice à réaliser et au sein du bénéfice, celui du profit à distribuer, du dividende, a continué à l'emporter sur la préoccupation de la production et du chiffre d'affaires.

"Ecrire l'histoire d'une entreprise, c'est avant tout faire l'histoire de ses coûts. Il n'est de vrai patron que celui qui est capable de les modifier" , note François Caron en concluant son histoire de la Compagnie du chemin de fer du Nord et il souligne que "toute l'histoire de la Compagnie du Nord se ramène à une réduction progressive de ce pouvoir de contrôle des coûts par les dirigeants" (26). Quoique concessionnaires mais étant assurés de la propriété perpétuelle de leurs mines, les dirigeants des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, jusqu'à la guerre de 1939-1945 ont maintenu , eux, leur plein pouvoir de décision. L'exploitation houillère, en particulier dans la région du Nord, se heurte à une rude contingence : le gisement, bon à une profondeur relativement faible, n'a cessé de perdre en qualité au fur et à mesure que les veines s'enfoncent, en même temps que la température s'élève et que le soutènement devient plus difficile; l'industrie houillère est ainsi soumise, à long terme, à la dure loi du "rendement décroissant" qui tend à donner à chaque "tonne en plus", un coût de plus en plus élevé, si aucune innovation technique importante ne vient compenser cette tendance à l'aggravation du prix de revient. En outre, il n'est pas possible de régler avec une grande souplesse la production sur la demande à court terme : un chantier abandonné est un chantier perdu à jamais et la main-d'oeuvre minière n'est pas aisément compressible ; bien au contraire, il faut prévoir l'exploitation avec cinq, dix ou même parfois quinze ans d'avance, et cette anticipation est d'autant plus diffi-

(26) F. CARON, op. cit.

cile que l'on ne sait de l'importance, de la nature, de l'exploitabilité et de la rentabilité des gisements que ce que l'on peut en apprendre par quelques sondages. Restreindre et prévoir les prix de revient, à court et surtout à moyen terme, était donc une nécessité pour le patronat des houillères. Ces tâches, les dirigeants des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais les ont certes accomplies au XIXème siècle puisque la production et plus encore les profits se sont considérablement enflés, que le prix de la tonne de houille s'est maintenu dans le très long terme à peu près au même niveau, mais des problèmes essentiels demeurent: la politique des dividendes n'a-t-elle pas freiné les investissements, les innovations techniques, et une certaine tendance à la facilité n'a-t-elle pas contribué à maintenir l'industrie houillère du Nord dans le secteur primaire, bref à retarder l'industrialisation des bassins eux-mêmes? A-t-on eu davantage tendance à agir sur les prix que sur les coûts, du moins sur ceux qui n'étaient pas liés exclusivement à l'effort ouvrier? Pouvait-on, au XIXème siècle déjà, atténuer l'aspect "industrie de main-d'oeuvre" de l'industrie houillère et pouvait-on faire autre chose que du, négoce de charbon? Nous devons ainsi nous demander si dans les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, on n'a pas eu quelque répugnance au changement, sauf lorsque celui-ci était imposé par la concurrence.

La France des XIXème et XXème siècles, est un pays déficitaire en énergie et la politique de tous les gouvernements a été tiraillée entre ces deux tendances contradictoires: protéger les sources nationales d'approvisionnement et tenir compte de la

nécessité de faire appel à des sources étrangères complémentaires et moins coûteuses. Cette politique se manifeste notamment, mais pas uniquement, par la variation des droits de douane. Produit pondéreux, la houille voit son prix rendu au consommateur fortement marqué par le coût du transport. A cet égard, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ne jouissaient pas d'une situation géographique leur garantissant une large protection naturelle : situés dans une région frontalière, ils subissent la rivalité de leurs voisins belges et leur position périphérique dans l'hexagone national les handicape par rapport à ces producteurs anglais qui peuvent expédier massivement par mer des houilles avanta-gées par un fret très inférieur au coût des transports terrestres. Au début du XXème siècle grandit en plus la concurrence allemande, qui s'exacerbe après 1911 (27). Du fait de frontières très poreuses, la concurrence des adversaires étrangers, bien plus que celle des rivaux français, encore plus mal lotis qu'eux, a été, nous semble-t-il, la donnée fondamentale qui a commandé l'évolution économique des sociétés houillères du Nord de la France, et, de ce fait, largement, l'évolution sociale dans le bassin. Une tâche essentielle s'imposait donc à nous, celle de présenter les éléments qui ont fait varier la compétitivité des protagonistes, ceci dans le court et surtout le long terme : il fallait analyser, alors que toute structure tend à se perpétuer, comment les structures ont été condamnées à un incessant et profond changement, avec des tentati-

(27) Cf. Raymond POIDEVIN, Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914, Paris, A. Colin, 1969, gr. 8°, 707 p., Paris Th. Lettres.

ves d'ajustement, d'adaptation - de pauses aussi - sans cesse remises en cause par la genèse de nouveaux déséquilibres et de fréquentes distorsions. Si les structures agissent sur les hommes, ce sont aussi - surtout ? - eux qui les font évoluer et on ne trouvera pas dans notre travail l'essai de démonstration d'un déterminisme strict qui ferait évoluer implacablement le milieu économique et social dans une direction fatale, même si cette direction semble apparaître : nous verrons au contraire la non-automaticité des évolutions, la part essentielle que certaines Compagnies, certains directeurs, certains syndicalistes ont prise dans l'affirmation ou au contraire le freinage de certaines tendances.

On comprendra aisément que notre recherche des éléments de supériorité ou d'infériorité qui ont pu renforcer ou affaiblir les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais au XIXème siècle nous ait d'abord conduit à retrouver les différentes étapes de la prospection et de la mise en exploitation des différents gisements car ici, l'antériorité, fruit certes d'expérience, constitue surtout un handicap, fait du cortège de puits plus profonds et de chantiers moins rationnels : à ce point de vue, le retard dans la découverte des faisceaux houillers du Pas-de-Calais n'est donc pas trop à déplorer pour l'économie française, du moins à long terme, dans la mesure où la découverte peut sembler avoir été effectuée, en ce milieu du XIXème siècle, à un stade décisif de l'industrialisation.

Plus que les données tactiques, reflétant les réactions, à objectif limité, du coup par coup, c'est aux données stratégiques que nous nous sommes surtout attaché, car ce sont celles-ci qui traduisent les évolutions en profondeur et les efforts d'adaptation. Convenait-il d'adopter pour cela un plan strictement chronologique ? Nous avons pensé que notre exposé gagnerait beaucoup en clarté si nous adoptions une solution mixte consistant à réperer pour chacun des domaines considérés les grandes étapes, quitte en conclusion à rassembler ce qui paraissait se dégager, avec les concordances, les dispersions et les chevauchements ? Notre plan reflète aussi notre souci de souligner ce que nos travaux de recherche n'ont cessé de nous révéler : le caractère indissoluble des évolutions économique et sociale, évolutions sans cesse entrelacées, avec une prépondérance certes de l'économique sur le social dans l'explication des transformations longues, mais avec d'évidentes et incessantes interactions. Que l'on se contente ici de ces exemples : le problème de la construction du "canal du Nord" n'a cessé, nous le verrons, d'opposer pendant un demi-siècle la Compagnie d'Anzin aux sociétés houillères du Pas-de-Calais, incitant même la puissante compagnie du Nord à ne pas prendre toute sa place sur le front du syndicalisme patronal ou celui du cartel économique ; c'est parce que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, en majorité, avaient constitué un Comité régional des houillères destiné principalement à exercer une pression sur les pouvoirs publics en faveur du canal du Nord que, bien malgré eux, ils ont été entraînés à signer dès 1891 une véritable convention collective avec les représentants ouvriers.

La première partie de notre travail, que nous présentons ici, trouve un élément de son unité dans son objet même, l'analyse des fondements de la position concurrentielle des houillères du Nord et du Pas-de-Calais par comparaison surtout avec les rivaux étrangers, analyse menée avec le souci de percevoir les évolutions dans le temps long. Elle dégager aussi un autre élément d'unité : ce qui apparaît en filigrane dans chacun de nos chapitres, c'est l'analyse du comportement des dirigeants, ces entrepreneurs, administrateurs ou directeurs des charbonnages, comportement révélateur de la mentalité patronale. Ce comportement patronal, nous pouvons le saisir aussi bien lorsqu'il s'agit de tenter de nouvelles conquêtes par des campagnes de prospection, que lorsqu'il faut accepter les impératifs de la croissance par une expansion et une concentration de la production, procéder au recrutement de nouveaux administrateurs, défendre jalousement l'indépendance de sa Compagnie ou accepter de contracter des alliances plus ou moins strictes avec des sociétés voisines. De même sont très révélatrices les réactions quand il faut accepter ou refuser l'adhésion à des organismes de défense corporative et sociale, agir dans une optique paternaliste ou accepter de discuter d'adulte à adulte lors de "face à face" puis, subis ou recherchés avec les représentants ouvriers.

Est-ce à dire que le monde des mineurs sera tout à fait absent du présent tome ? Les ouvriers auront évidemment la place essentielle dans notre seconde partie qui sera consacrée aux hommes, aux capitaux et aux marchandises d'une industrie de

main-d'oeuvre. Mais déjà ici, ça et là, transparaîtront les interventions de délégués syndicalistes affrontant les représentants patronaux au cours ou au terme de grands conflits sociaux, mais aussi à l'occasion et avec d'innombrables précautions dans le seul langage, apportant leur caution à la construction de voies de communication réclamées dans un esprit protectionniste par leurs patrons et à la fixation de prix de vente par zones. Des adversaires donc souvent mais aussi des partenaires parfois.

Présentant son projet d'étude quantitative de la croissance dans la région lyonnaise de 1815 à 1967, M. Pierre Léon a souligné que l'analyse de la "croissance" devait s'élargir en une analyse du "développement" : "quels que soient l'intérêt, l'importance de ces recherches, qui permettent de "quantifier" les progrès économiques et de sortir de l'imprévision ancienne, elles se sont trouvées, elles-mêmes, dépassées. Sous l'influence de François Perroux et de son école, une notion nouvelle a été introduite dans le langage et la pensée des économistes, celle de "Développement" dont la fortune a été grande. Alors que le concept de croissance est relativement simple et surtout est objet de mesure, celui de Développement, qui le complète, fait appel aux modifications structurelles, aux évolutions de la profondeur, à tout ce substratum d'éléments sociaux, intellectuels, moraux, voire spirituels, qui, en quelque sorte sous-tendent la croissance, rendent possible son démarrage et son épanouissement, l'accélération du mouvement ne pouvant se concevoir que par l'intervention de ces

modifications intimes qui en sont, à la fois, la cause et l'effet. Ainsi, suivant ce jeu de facteurs nouveaux dont Perroux montre toute la subtilité, dans ce très grand livre que constitue "L'Economie du XXème siècle", la croissance n'apparaît plus que comme l'épiphénomène d'un complexe très diversifié, et dont l'étude suscite l'intervention de spécialistes" (28). Dans le présent travail, sans prétendre atteindre tous les objectifs qu'implique l'étude du développement ainsi compris, nous pensons cependant apporter quelques éléments de réponse grâce à une étude qui tend principalement à analyser les évolutions structurelles, à la fois causes et conséquences d'une importante croissance.

(28) Pierre LEON, "Un projet : l'étude quantitative de la croissance dans une région dominante de l'ensemble économique français : la région lyonnaise 1815-1967", Bulletin du Centre d'Histoire économique et sociale de la région lyonnaise (mai 1969, pp. 21-39), p. 23.

LA POSITION CONCURRENTIELLE DES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

C R O I S S A N C E E T S T R U C T U R E S

- C H A P I T R E P R E M I E R -

LA CONQUETE DU BASSIN DU NORD

I. La découverte du bassin du Nord au XVIIIème siècle

II. La stagnation des recherches de la Révolution à la fin
de la Restauration

III. La fièvre des houillères . Ses origines . Les années 1834-
1839

CHAPITRE PREMIER

LA CONQUETE DU BASSIN DU NORD

Dans la concurrence qui a opposé le bassin houiller de la région du Nord à ses rivaux français et étrangers, on peut considérer que le Nord et le Pas-de-Calais ont joui d'un avantage certain: la jeunesse relative de l'exploitation dans le bassin du Pas-de-Calais. Ce n'est qu'au milieu du XIXème siècle que les gisements situés à l'ouest de Douai ont été repérés et mis en valeur, au moment même où les progrès de l'industrialisation rendaient indispensable une hausse rapide de la production houillère. On conçoit que la possibilité de disposer brusquement de richesses considérables, totalement vierges, qu'il était possible de répartir et d'exploiter rationnellement, ait constitué pour la région du Nord un avantage considérable par rapport aux rivaux directs du Massif Central, de Belgique et de Grande-Bretagne et dans une moindre mesure par rapport à la Ruhr, dotés tous de gisements plus anciennement découverts et exploités. La rapidité de la croissance économique des Etats-Unis ne tient-elle pas, du moins nous le pensons, à l'édification d'une industrie à partir de puissantes ressources naturelles et d'espaces neufs? Dans le cas de la région du Nord, l'avantage n'est toutefois pas total: le fait que ce soit à partir des premières décennies du XVIIIème siècle que le bassin de Valenciennes ait été découvert et réparti entre divers concessionnaires a eu beaucoup d'influence sur toute l'évolution économique et sociale de la région houillère du Nord de la France et du pays tout

entier ; bien des mutations industrielles s'annonçaient déjà mais elles demeuraient trop limitées pour que les méthodes et les traditions qui se sont affirmées durant les décennies antérieures à la Révolution n'aient pas ensuite pesé de tout leur poids, souvent de façon excessive, sur la façon d'aborder les problèmes du XIXème siècle . En particulier, la Compagnie d'Anzin, créée en 1757, a servi longtemps de modèle aux Compagnies houillères fondées au XIXème siècle et le précédent constitué par l'octroi de vastes concessions au XVIIIème siècle a été souvent invoqué au siècle suivant . Dans une large mesure il est vrai, l'expérience acquise dans le bassin du Nord a été fort utile en ce qui concerne l'exploitation du bassin du Pas-de-Calais . De plus, le bassin du Nord était encore peu exploité et reculait d'immenses réserves au milieu du XIXème siècle .

Parce que les couches houillères s'enfouissaient sous des morts-terrains, on a longtemps ignoré l'existence du charbon dans la région de Valenciennes , mais il a suffi que des recherches sérieuses fussent entreprises pour que la continuation du gisement borain fût rapidement retrouvée . Au contraire , il a fallu un siècle d'efforts pour que les couches houillères du Pas-de-Calais fussent découvertes . On a en effet cherché le prolongement des couches là où l'évidence semblait placer celles-ci : dans la ligne directe des couches déjà connues . La déviation de 45° que présente en fait le gisement houiller dans la région de Douai explique donc en grande partie le décalage dans la découverte des deux bassins du Nord et du Pas-de-Calais . Dès la veille de la Révolution de 1789, l'essentiel du bassin de Valenciennes est concédé et les recherches si actives de la décennie 1830-1840

n'ont pu aboutir qu'à l'octroi de petites concessions sur le pourtour de l'ancien périmètre .De 1847 à 1854, la découverte du prolongement du Nord permet un rapide partage de tout l'essentiel du bassin du Pas-de-Calais .Les campagnes ultérieures d'exploration ,souvent acharnées, n'ont plus abouti qu'à des gains très limités sur les limites nord et sud du bassin .Pour une industrie qui, jusqu'à 1914, est demeurée principalement fondée sur la vente du charbon, l'acquisition d'une concession houillère représentait évidemment une nécessité mais aussi l'assurance d'une longue activité et d'une sorte de sécurité apparentée à une rente .D'où l'âpreté des luttes qui souvent ont opposé les sociétés de recherches .Les deux premiers chapitres se proposent d'étudier les phases successives de la découverte du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais et celle de l'institution des différentes concessions fruits des découvertes ;ils retracent donc uniquement l'acquisition de la propriété ,l'étude de la mobilité de la propriété, d'ailleurs très limitée, ayant été intégrée à celle du mouvement de concentration économique .Qu'il s'agisse de la recherche ,longtemps errante, souvent acharnée ,parfois frénétique, ou de la lutte passionnée qui oppose les demandeurs de concessions, c'est bien l'histoire de conquêtes qui est brossée.

I.LA DECOUVERTE DU BASSIN DU NORD AU XVIIIème SIECLE

Parmi les facteurs qui ont provoqué la découverte puis l'extension du bassin de Valenciennes, le plus évident est constitué par l'influence de l'exploitation de la houille dans les bassins de Charleroi et de Mons, exploitation qui semble remonter au XIIIème siècle.

Si la découverte de la houille dans la région de Valenciennes a été beaucoup plus tardive que dans le reste du Hainaut, c'est à cause de l'approfondissement progressif des couches houillères vers l'ouest, masquées dans le Hainaut français sous des couches stériles. Le problème peut nous sembler relativement simple : on pouvait s'appuyer sur l'observation de la direction est-ouest des bassins houillers de Charleroi et de Mons pour penser que les couches houillères que l'on exploitait alors à ciel ouvert dans le Borinage devaient se continuer vers l'ouest sous les morts-terrains. Il fallait cependant se dégager de l'idée alors répandue que la houille se trouvait partout à la même profondeur (1). Et surtout, le besoin de nouvelles découvertes devait être impérieusement ressenti.

La pénurie croissante de bois, même si elle a été moins sensible qu'en Angleterre (2) n'a pu manquer, comme dans le reste de la France, de stimuler les recherches ; elle était particulièrement ressentie dans la région du Nord où les forêts, trop rares malgré les ressources de la Thiérache, suffisaient de moins en moins aux besoins de la

(1) C.J.E.BRUNEAU, Histoire des houillères du Nord et du Pas-de-Calais (Cambrai, A.Hattu, 1856, in-8°, T.1, 372p) p.69

(2) François CROUZET, Croissances comparées de l'Angleterre et de la France au XVIIIème siècle, Annales E.S.C., T.21 (1966, 2, pp254-291) p.286

consommation domestique et industrielle (3). A l'échelle régionale, on peut considérer comme un facteur important l'établissement d'une frontière qui, en 1678, n'a réuni à la France qu'une partie du Hainaut, celle où l'existence de la houille était ignorée. Tant que le Hainaut était demeuré uni, le charbon de terre du borinage avait pu être utilisé sans aucun obstacle le long des vallées de la Haine et de l'Escaut; la scission, elle, incitait à rechercher si le bassin honnuyer ne se prolongeait pas dans le territoire devenu français, afin d'éviter à celui-ci un approvisionnement étranger (4). L'Etat, toujours animé par des conceptions colbertistes, donc industrialistes et protectionnistes (5), a favorisé le développement d'un secteur économique essentiel, armé qu'il était par une législation de plus en plus attentive à ses droits sur le sous-sol. Il y a sans doute plus qu'une coïncidence entre la consolidation de la frontière provoquée par le traité d'Utrecht de 1713 et la découverte de la houille près de Valenciennes en 1720.

On doit cependant remarquer que la frontière n'a pas été seulement l'obstacle qui a rendu nécessaire la découverte du bassin du Hainaut français, elle a été aussi, dans une certaine mesure, le lien qui a permis cette découverte. C'est le Hainaut devenu autrichien qui a fourni au Hainaut français les hommes et les capitaux qui ont joué un rôle décisif dans la prospection, la découverte et l'exploitation du bassin houiller de Valenciennes. La volonté de constituer dans un ter-

(3) M. ROUFF, Les mines de charbon en France au XVIIIème siècle, 1744-1791. Etude d'histoire économique et sociale. (Paris, Rieder et Cie, 1922, in-8°, 624p, Paris Thèse Lettres) pp. 21-35.

(4) E. GRAR, Histoire de la recherche, de la découverte et de l'exploitation de la houille dans le Hainaut français, dans la Flandre française et dans l'Artois (Valenciennes, 1647-1851, in-4°, 3 vol.) T. II, p 19; A. LEQUEUX, Les prospections houillères dans la France du Nord et leurs conséquences humaines, dans RDN, T. XL, N° 158, Avril-Juin 1958, p. 324

(5) P. LEON, L'Industrialisation en France du XVIIIème siècle à nos jours, dans Première Conférence Internationale d'histoire économique, Stockholm, 1960, p. 172.

rain vierge de grandes exploitations de type moderne a sans doute été pour beaucoup dans le zèle avec lequel des exploitants carolorégiens ont engagé des capitaux et mené des recherches au delà de la frontière: c'était échapper aux inconvénients que présentaient les petites concessions des bassins de Mons et de Charleroi, concessions parfois achevées ou superposées .Fait significatif, les prospections fructueuses ont été le fait de personnalités qui, par leur vie, leurs alliances et leurs intérêts, continuaient à incarner l'unité du Hainaut .C'est le cas des hommes qui ont joué le rôle le plus important dans la découverte et le développement du bassin de Valenciennes :le vicomte Jacques Desandrouin (1682-1761),né à Lodelinsart,à proximité de Charleroi,propriétaire-exploitant d'un charbonnage près de son village natal,en même temps capitaine de dragons dans un régiment français et dont le frère Pierre Desandrouin Desnoelles possédait une verrerie à Fresnes ;Pierre Taffin(1664-1745),né à Gand,audiencier en la chancellerie du Parlement de Flandre,et plus tard,Emmanuel de Croÿ(1718-1784),issu d'une illustre famille liée à l'Empire,aux Pays-Bas et à la France ,seigneur de Condé dont il était originaire,maréchal de camp en 1748 (6) .

La famille Desandrouin a joué également un rôle important dans le développement du bassin du Boulonnais,bassin d'intérêt très secondaire ,mais dont l'exploitation a contribué ,aux XVIIIème et XIXème siècles,à susciter beaucoup d'espoirs et à orienter certaines recherches. La houille affleure au nord-est de Boulogne,le long de la faille de Ferques ainsi que dans le bois des Roches,recouverte seulement par la terre végétale .L'exploitation de la houille dans le Boulonnais semble avoir commencé dans le dernier tiers du XVIIème siècle .Ce qui est certain ,c'est que des exploitations existaient en 1692,dans les terres

(6)E.GRAR,op.cit.,t.III,p.4,15,63;G.DANSAERT,Histoire de la famille Desandrouin,Soc.Roy.A.etP.de Charleroi,t.42,1937,pp.1-115;H.CORNU,Notice historique sur le duc de Croÿ,maréchal de France(Valenciennes,Impr. A.Priguet,1846,8°,54 p.)

de Réty et d'Austruy : un arrêté du Conseil d'Etat du 29 Avril 1692 y fait allusion (7). Mais il ne s'agissait sans doute que de "grattages" paysans ; la recherche de la houille ne prend une certaine importance que lorsqu'interviennent des membres de la famille Desandrouin , autorisés à construire une verrerie dans la région : François-Joseph Desandrouin s'intéresse aux mines d'Hardinghen et à sa mort en 1731, l'un de ses parents , Pierre Desandrouin Desnoelles , le frère de Jacques, lui succède qui lui-même à son décès , en 1764, lègue les mines à un neveu . Depuis 1735, celles-ci se heurtaient à la concurrence des mines voisines du seigneur de Fiennes, de Fontanieu . Le rôle du petit bassin du Boulonnais demeurait cependant secondaire à la veille de la Révolution (8).

D'une importance bien plus grande pour l'économie française, la découverte du bassin de Valenciennes est postérieure à celle du bassin du Boulonnais . En 1716, les frères Jacques et Pierre Desandrouin s'associent à Pierre Taffin et à deux notables de Condé, Nicolas Desaubois, receveur du prince de Croÿ et J. Richard, receveur des Fermes du roi à Condé, beau-frère de P. Taffin . Il s'agit de trouver le prolongement du bassin hennuyer , en se fondant sur l'espoir que les couches houillères se continuent en s'enfonçant au delà de la frontière, espoir qui peut sembler à l'époque aussi bien raisonnable que chimérique . Le directeur

(7) Texte de l'arrêt dans LAME-FLEURY, De la législation minérale sous l'ancienne monarchie (Paris, Durand et Valmont, 1857, 8°, 224P.), pp. 137-138, n. 3.

(8) "Mémoire sur la minéralogie du Boulonnais dans ses rapports avec l'utilité publique..." dans Journal des Mines, T.I, 1, an III, 1794, pp. 34-54; A. OLRY, Topographie souterraine du bassin houiller du Boulonnais ou bassin d'Hardinghen (Paris, Impr. Nat., 1904, 4°, 240p.) pp. 88-89; E. VUILLEMIN, Le bassin houiller du Pas-de-Calais (Lille, Impr. Danel, 1880-1884, 8°, 3 vol.) t. II, pp. 250-253; FEVRE et CUVELETTE , Notice géologique et historique sur les bassins houillers du Pas-de-Calais et du Boulonnais (Arras, Impr. Repessé-Crépel, 1900, 8°, 166p.) pp. 55-56.

des recherches est Jacques Mathieu(1684-1747),bailli de Lodelinsart où il est à la tête du charbonnage de J.Desandrouin .Son expérience et ses qualités de technicien permettent de surmonter des difficultés inconnues dans le Borinage et le bassin de Charleroi .En particulier,J.Mathieu fait entourer les fossés creusés d'un cuvelage en chêne durant la traversée des niveaux aquifères .C'est en Février 1720 que les ouvriers qu'il a fait venir de Lodelinsart découvrent à Fresnes ,à quelques kilomètres de la frontière et de Valenciennes,une veine de charbon d'environ quatre pieds d'épaisseur,à une profondeur de 300 pieds .Selon un témoignage postérieur il est vrai de plusieurs années à la découverte, ce serait un sourcier venu de Charleroi qui aurait indiqué l'emplacement décisif à l'équipe de Mathieu(9).Mais il ne s'agit que de charbon maigre,seulement propre à la cuisson des briques et de la chaux et dont la vente est difficile .De plus,les difficultés se multiplient:exigences du directeur des Fermes,paiement en Septembre 1720 d'une aide gouvernementale de 35 000 livres (la moitié des sommes dépensées)en billets de Law dépréciés,et surtout inondation des travaux en fin d'année par suite d'une rupture du cuvelage .Dès Juillet 1721,les associés décident de se séparer ,mais les frères Desandrouin,P.Taffin et J.Richard reforment aussitôt une nouvelle société qui reprend le matériel et les travaux. Un peu après 1724,plus de 100 hommes sont au travail.Il faut à présent découvrir du charbon gras.On a déjà pu à l'époque repérer dans les bassins de Mons et de Charleroi la répartition des houilles maigres et des

(9)GRAR,op.cit.,t.II,pp.23-24 et p.29;ROUFF,op.cit.,p.564;A.de SAINT-LEGER,Les mines d'Anzin et d'Aniche pendant la Révolution (Paris, Leroux,1935-1938,8°,4 vol.)t.I,1,pp.XII-XIII

houilles grasses, ces dernières au sud des houilles maigres : J. Desandrouin et J. Mathieu estiment que puisqu'ils avaient découvert en France le prolongement souterrain des houilles maigres, en cherchant plus au sud, ils rencontreraient les houilles grasses ; d'où de nombreuses recherches au sud de Fresnes . Mais ce n'est qu'en Juin 1734 que la houille grasse est enfin rencontrée dans une fosse d'Anzin(10). L'Intendant du Hainaut, J. Moreau de Séchelles, n'avait cessé de soutenir les recherches . Avec la découverte d'un combustible propre à de nombreux usages industriels, un bel avenir semblait assuré à la jeune compagnie houillère .

Mais avec le succès, une grave menace ne tardait pas à s'affirmer. Il ne s'agissait pas, comme dans les régions houillères du Centre de la France, de la résistance des petits propriétaires du sol contre les concessionnaires du sous-sol. C'étaient les prétentions des seigneurs hauts-justiciers , forts des coutumes du Hainaut, qui étaient en cause, coutumes selon lesquelles les seigneurs hauts-justiciers étaient propriétaires du sous-sol dont ils pouvaient seuls concéder l'exploitation . Une partie à trois s'engageait, avec comme acteurs les exploitants, les seigneurs hauts-justiciers et l'Etat. Avant la découverte de la houille grasse , la question ne s'était pratiquement pas posée : les associés avaient payé, après entente, une redevance aux seigneurs hauts-justiciers . Mais à partir de 1734 se multiplient les tentatives de seigneurs désireux d'évincer à leur profit la société Desandrouin-Taffin ; l'arrêt de 1744, pourtant si net dans l'affirmation des droits de l'Etat sur le

(10) GRAR, op.cit., t.II, pp.41-46; Lille et la région du Nord en 1909, Lille, impr. Danel, 4°, 2 vol., t.II, pp.156-157.

17

sous-sol(11) ne résoud pas la question, car si l'Etat seul peut concéder le droit d'exploiter un gisement de houille, on considère dans le Hainaut que ce gisement demeure la propriété du seigneur haut-justicier ; d'ailleurs les seigneurs obtiennent souvent en Conseil confirmation de leurs concessions .Il a fallu une longue suite de procès, presque toujours défavorables aux concessionnaires, d'accords temporaires entre seigneurs et exploitants et la constitution de sociétés par certains seigneurs eux-mêmes, pour qu'enfin on aboutit à la réunion en une seule société des principaux protagonistes .Le 19 novembre 1757, l'acte constitutif de la Compagnie d'Anzin était signé."Pour parvenir à une réunion générale des fosses à charbon de terre de Fresnes, d'Anzin, Vieux-Condé, Raismes et Saint-Vast, terminer tous les différents et procès portés et indécis au Conseil, vivre en bonne union et intelligence, et faire l'avantage de l'Etat et du public, en formant des établissements solides"(12), le vicomte Jacques Desandrouin, le prince Emmanuel de Croÿ, le marquis de Cernay et leurs principaux associés se répartissaient les 24 parts du capital de la nouvelle société.Fruit de plusieurs décennies d'efforts, la nouvelle société qui devenait une des plus importantes compagnies minières du monde pouvait désormais se développer sans entraves .En 1791, la Compagnie d'Anzin avait déjà un personnel de 4 000 ouvriers environ (13).

Les succès obtenus par la société Desandrouin-Taffin puis par la Compagnie d'Anzin n'ont pas manqué, durant tout le XVIIIème siècle, de susciter la formation de nombreuses sociétés de recherches, plus ou

(11)M.ROUFF, op.cit., p 63 et suiv.

(12)Arch.Cie d'Anzin :acte de société du 19 Novembre 1757.

(13)M.ROUFF, op.cit.p.280 et 424.

moins éphémères, souvent constituées par des associés des deux côtés de la frontière et engageant à la fois des travaux dans les deux Hainauts. La prospection s'opère sur le pourtour des concessions en exploitation, dans le prolongement du bassin découvert ou même assez loin, dans les régions de Lille, de Douai, de Maubeuge, dans l'Artois également, avec l'espoir déjà de trouver les couches unissant peut-être le charbon d'Anzin à celui du Boulonnais ; la Compagnie d'Anzin elle-même a participé à ces recherches. Mais à la veille de la Révolution, deux petites sociétés seulement subsistaient à côté de la Compagnie d'Anzin, celles d'Aniche et de Saint-Saulvo .

La multiplicité des échecs tenait en partie au fait que malgré l'exemple d'Anzin, on continuait volontiers à croire que la houille se trouvait partout à la même profondeur : aussi arrêtait-on souvent le creusement des fosses de recherches à 75 ou 80 mètres, en se fondant sur le précédent de la Compagnie Desandrouin (14). En outre, des techniques irrationnelles continuent à être utilisées : en 1733, la Compagnie d'Aniche décide de faire "opérer des tourneurs de baguettes" pour tenter de repérer la direction des veines de charbon ; à la même époque d'ailleurs, dans la région de Rive-de-Gier, des sourciers opèrent également (15) .

La constitution de la Compagnie des Mines d'Aniche est due à l'initiative d'un noble du Hainaut, le marquis de Trainel, lieutenant-général des armées du roi, qui après avoir obtenu la permission exclu-

(14) BRUNEAU, *op.cit.*, p. 69.

(15) Arch. Cie d'Aniche : C A du 22-11-1773 ; LAURENT, *Notice historique sur la découverte de la houille à Rive-de-Gier* (Saint-Etienne, F. Gonin, 1839, 16 p.) p. 4.

sive d'exploiter pendant 30 ans les mines de charbon comprises entre les rivières de la Scarpe et de la Sansée, fonde, à l'imitation de la compagnie d'Anzin, une société avec quelques nobles et gros fermiers. Après plusieurs échecs, les travaux sont reportés à Aniche, dont la seigneurie appartenait en partie au marquis de Trainel, et dans une des fosses d'Aniche, la houille est découverte en septembre 1778. Mais l'exploitation était difficile et la vente peu rentable(16). Deux petites sociétés, les compagnies de Mortagne et de Saint-Saulve, bien qu'ayant rencontré le terrain houiller à l'est et au nord des concessions de la Compagnie d'Anzin, étaient encore moins heureuses que la société d'Aniche puisque pour leur part, elles n'avaient pu encore aborder l'exploitation.

A la veille de la Révolution, l'essentiel du bassin houiller de Valenciennes est concédé. L'apport des hommes et des capitaux du Hainaut autrichien et le rôle important joué par des nobles locaux ont facilité la découverte du prolongement des couches houillères en France. Une réussite est éclatante, celle de la Compagnie d'Anzin, dotée d'immenses concessions. Parce qu'il était au XVIII^{ème} siècle un bassin neuf, le bassin houiller du Hainaut français n'a pas connu les luttes qui ont opposé les petits propriétaires du sol aux nouvelles sociétés houillères dans le Centre de la France : de vastes domaines ont donc pu y être attribués. Mais les mines de l'Artois sont toujours ignorées et il a fallu encore un demi-siècle d'efforts pour les découvrir.

(16) Arch. Cie d'Aniche : PV de la Direction, depuis Septembre 1773 et acte de société; DIEUDONNE, Statistique du département du Nord (Douai, an XII, 1804, 3 vol.) t. I, pp. 172-176; A. de SAINT-LEGER, op. cit., t. I, 1, pp. XXIII-XXIV; E. GRAR, op. cit., t. II, pp. 263-288; E. VUILLEMIN, Les mines de houille d'Aniche (Paris, Dunod, 1878, 8°, 326 p. + pièces justificatives), pp. 29-35.

II-LA STAGNATION DES RECHERCHES DE LA REVOLUTION A LA FIN DE LA RESTAURATION

Dans la longue conquête qu'a exigée le bassin houiller de la région du Nord, la période qui va de la Révolution à la fin de la Restauration correspond à une relative stagnation .Les événements révolutionnaires en sont la cause initiale, événements qui ont d'abord remis en cause toute la répartition de la propriété du bassin découvert au XVIIIème siècle et ont en outre pendant un temps transformé la région houillère en une zone d'opérations militaires .Quand a cessé le va-et-vient des armées, il semble bien que l'annexion de la Belgique ait tendu à ralentir l'extension du bassin du Nord: l'entrée libre de la houille belge ,la certitude de pouvoir compter sur les ressources importantes des bassins de Liège, de Charleroi et de Mons n'incitaient pas à développer encore l'aire d'un bassin seulement entré en convalescence .Si au XVIIIème siècle l'existence des bassins belges avait constitué un stimulant, elle jouait maintenant à la manière d'un frein. La scission de 1815 engendrant rapidement des droits de douane élevés sur les houilles belges importées, aurait pu fournir l'occasion d'une nouvelle extension du bassin houiller de la région du Nord .Mais ces circonstances nouvelles n'ont pas eu un effet immédiat. En outre, l'importance de la Compagnie d'Anzin a pu faire craindre aux éventuels prospecteurs une concurrence trop difficile; le spectacle de la Compagnie d'Aniche, toujours languissante, n'était nullement encourageant. L'initiative, semblait-il, n'aurait pu venir que de la Compagnie d'Anzin mais celle-ci était déjà richement dotée .

Dès le début de la Révolution, la volonté de la Constituante d'adopter une loi fondamentale sur les mines pouvait constituer un grave danger pour les compagnies minières concessionnaires, menacées par les partisans des droits des propriétaires du sol. Et de fait, la loi du 28 Juillet 1791, à cause de ses équivoques, a provoqué dans le Centre de la France de multiples conflits (17). Elle affirmait pourtant le principe du droit de la Nation de concéder les Mines et laissait en place les concessionnaires, du moins pour 50 ans; les compagnies d'Anzin, d'Aniche et de Saint-Saulve étaient ainsi maintenues dans leurs droits .

Avec la déclaration de guerre d'Avril 1792, la production houillère du Nord est ralentie par suite de nombreux départs d'ouvriers; en 1793, l'avance autrichienne et l'occupation de Valenciennes s'accompagnent de la destruction de la plupart des installations de la région d'Anzin. Durant l'hiver de 1793-1794, la disette de charbon est si grande que le gouvernement lui-même fait procéder à des recherches de houille dans les départements du Nord et de la Somme. De plus, la plupart des nobles qui faisaient partie des sociétés houillères du Nord avaient émigré . Parmi les principaux associés d'Anzin, seuls restèrent en France Stanislas Desandrouin, Taffin, de Goeulzin, Dupio et de Roeulx (18); ainsi demeuraient en France quelques-uns des héritiers des pionniers de l'industrie houillère du Nord tandis qu'étaient partis en émigration les héritiers des seigneurs hauts-justiciers . La confiscation des avoirs des

(17) ROUFF, op.cit., pp. 511-582; cf. en particulier la défense de la Cie d'Anzin par Mirabeau, pp. 556-557, p. 564. Théodore Desandrouin, pourtant député de la noblesse, frère de Stanislas, s'est tu durant la discussion de la Loi.

(18) SAINT-LEGER, op.cit., t. I, p. XXIX et pièces annexes 19 et 102, t. II, pp. 223-224 .

émigrés au profit de la République pouvait mener à une gestion directe des mines du Nord par l'Etat et bouleverser le régime des concessions . Mais si la nationalisation a été réclamée ou amorcée en 1793-1794, c'est évidemment une toute autre solution qui a prévalu avec la Convention thermidorienne (19). La loi du 17 frimaire an III-7 décembre 1794 a autorisé "les citoyens intéressés dans les établissements de commerce ou manufactures , dont un ou plusieurs associés sont frappés de confiscation", à racheter à la Nation les parts confisquées . Les actionnaires d'Anzin et d'Aniche demeurés en France ont utilisé cette loi pour reprendre en 1795 la complète maîtrise des sociétés . Stanislas Desandrouin et son fondé de pouvoirs Jacques Renard ont pu mener à bien l'opération parce qu'ils ont obtenu les capitaux nécessaires, soit deux millions, de bailleurs de fonds dont les principaux sont Le Coultoux, Claude Pérrier, Guillaume Sabatier et Pierre-Nicolas Berryer; en échange, ceux-ci entrent dans la société(20). La part de la République a été estimée à 2 410 505 livres et les nouveaux actionnaires d'Anzin ont reçu de Desandrouin II sols et 4 deniers sur les 24 sols du capital (21). Pour Aniche, la solution fut plus facile puisque la société était déficitaire; en septembre 1795, il suffit au District de Douai de céder gratuitement les parts de l'Etat aux associés demeurés en France . Lorsque à partir de 1800 s'effectue le retour d'émigrés, les compagnies d'Anzin et d'Aniche ne tardent pas à

(19) Ch. SCHMIDT, Un projet de nationalisation des mines d'Anzin en 1792, Commission de rech. et publicat. des documents relatifs à la vie écon. de la Révolut., Bulletin trimestriel, 1910, n°3 et 4, pp. 225-232; SAINT-LEGER, op. cit., t. I, pp. XXIX-XXXII.

(20) Arch. Cie d'Anzin, C A du 22 messidor an III.

(21) Arch. Cie d'Anzin, C A du 22 messidor (10-07-1795) et du 22 thermidor an III (9-08-1795).

se heurter aux réclamations de leurs anciens associés. La Compagnie d'Aniche se refuse à toute restitution mais la Compagnie d'Anzin se résout en 1806 à une transaction avec les émigrés rentrés, transaction par laquelle elle leur rend trois sols, c'est-à-dire environ le quart des actions qu'ils possédaient avant 1789(22). Ainsi se trouvait résolu sous l'Empire un des plus épineux litiges provoqués par la Révolution, litiges relatifs à ce problème essentiel de la propriété minière .

Un autre apport de l'Empire est constitué par la loi absolument fondamentale du 21 Avril 1810 qui, pour la France et les pays où elle a été et est demeurée appliquée, a pesé d'un très grand poids sur la prospection et la répartition de la propriété des bassins houillers . L'Empire allait plus loin que ne l'avaient fait l'Ancien Régime et la Constituante puisque la loi énonçait nettement les droits de l'Etat sur le sous-sol, Etat seul habilité à octroyer des concessions . Il en résultait en particulier ce fait important que l'auteur d'une découverte n'avait ni la certitude d'obtenir une concession ni l'autorisation d'exploiter . On verra toutes les rivalités que ces dispositions ont entraînées entre les sociétés de recherche sollicitant le même périmètre . Mais la loi de 1810 ne limitait pas l'extension et la réunion des concessions et rendait celles-ci perpétuelles : l'acte de concession "donne la propriété perpétuelle de la mine, laquelle est dès lors disponible et transmissible comme tous autres biens"...(art. 7)(23). A la différence de l'Angleterre, les droits des propriétaires du sol sur le sous-sol n'

(22) Arch. Cie d'Anzin, C A du 1er Juin 1806.

(23) Texte de la loi dans J.B. DUVERGIER, Collect. complète des Lois, décrets, ordonnances, règlements, et avis du Conseil d'Etat, (2ème édition, Paris, Guyot et Scribe, 1836, 8°, t. 17), pp. 83-92.

étaient pas reconnus et par rapport à l'Ancien Régime, les droits de l'Etat étaient diminués: une fois la concession octroyée, ils se réduisaient à des exigences fiscales, une surveillance des règles de sécurité et des pouvoirs très restreints de déchéance en cas d'inexploitation. Les réunions de concessions étaient autorisées, sans l'intervention du gouvernement, "mais à la charge de tenir en activité l'exploitation de chaque concession" (art. 31). Tout Français et tout étranger, agissant isolément ou en société, pouvait solliciter et obtenir une concession minière à condition d'être domicilié en France (art. 13 et 23); les sociétés étrangères ne pouvaient ainsi agir en France que par l'intermédiaire de sociétés associées ou filiales.

L'article 51 de la loi de 1810 précisait que "les concessionnaires antérieurs à la présente loi deviendront, du jour de sa publication, propriétaires incommutables"; il rendait donc perpétuelle la propriété des vastes concessions d'Anzin et d'Aniche. Quelle était alors la superficie de ces concessions? La loi du 28 Juillet 1791 avait prescrit un maximum de 6 lieues carrées (11 850 hectares) pour toutes les concessions existantes. Les opérations militaires avaient retardé la mise en pratique de la loi dans le Nord. La loi fut appliquée à la Compagnie d'Anzin le 6 prairial an IV (25 mai 1796) et il ne lui fut laissé que deux périmètres à exploiter: la concession de Vieux-Condé, au delà de l'Escaut, qui ne dépassait guère une lieue carrée, et celle d'Anzin, réduite à 6 lieues carrées. Mais la Compagnie d'Anzin réussit à faire valoir que la concession d'Anzin était en réalité la somme de plusieurs concessions et finalement un arrêté du Directoire du 29 ventôse an VII (19 mars 1799) lui reconnut la propriété des quatre concessions de Vieux-Condé,

Anzin, Fresnes et Raismes d'une superficie totale de 22 706 hectares; la compagnie sauvegardait ainsi pratiquement son avoir. La Compagnie d'Aniche, elle, tombait sous le coup de la loi. La vaste concession de 18 à 20 lieues carrées dont elle disposait était réduite le 6 prairial an IV (25 mai 1796) à la surface légale (11 850 hectares) ce qui l'amputait des deux tiers (24). En outre, à la suite de laborieuses négociations, la Compagnie d'Anzin réussissait en 1808 à acquérir la concession de 7 000 hectares que possédait la Compagnie de Saint-Saulve. En 1810, la Compagnie d'Aniche, malgré la réduction qu'elle avait subie, et surtout la Compagnie d'Anzin se trouvaient ainsi très richement pourvues, avec des domaines dont la prospection et l'exploitation n'étaient qu'amorcées. Malgré la relative tranquillité retrouvée à partir du Directoire, les deux sociétés ne tirent toujours qu'un modeste parti de leurs concessions et elles n'éprouvent donc pas le besoin d'effectuer de nouvelles recherches dans la région (25).

Le bassin du Boulonnais avait connu une grande activité au temps de la Terreur, lorsqu'il avait fallu compenser les pertes de charbon subies dans la région de Valenciennes. Mais sous l'Empire, son importance déclina. Des membres de la famille Desandrouin se trouvaient toujours à la tête des mines d'Hardinghen, dont la concession s'étendait sur 3 067 hectares (26). La superficie totale concédée dans le Nord et le

(24) E. VUILLEMIN, le bassin houiller du Pas-de-Calais (Lille, Impr. Denel, 1880-1884, 8°, 3 vol.), t. II, pp. 250-253.

(25) E. DORMOY, Topographie souterraine du bassin de Valenciennes (Paris, Imprimerie Nationale, 1867, 4°, 296 p.), p. 43 et 45; Annuaire statistique du département du Nord, de 1803 à 1815.

(26) FEVRE ET CUVELETTE, Notice géologique et historique sur les bassins houillers du Pas-de-Calais et du Boulonnais (Arras, Impr. Repessé-Crépel, 1900, 8°, 166 p.), pp. 55-56; VUILLEMIN, op.cit., t. II, p. 251.

Pas-de-Calais s'élevait de ce fait en 1810 à 44 623 hectares .

Le retour de la paix en 1815 et le rétablissement de la protection contre la concurrence belge n'empêchent pas la Compagnie d'Aniche de continuer à stagner .En revanche,les conditions nouvelles permettent des progrès notables à la Compagnie d'Anzin,qui réalise d'importantes bénéfices pendant une grande partie de la Restauration .La Compagnie d'Anzin se livre à des travaux de recherche et d'exploitation qui lui permettent d'acquérir une meilleure connaissance de ses concessions :des fosses nouvelles sont creusées entre Saint-Vaast et Denain,près de Valenciennes,ainsi qu'à Abscon,à l'ouest de ses possessions,près de la limite de la concession d'Aniche .Dans son rapport au Conseil d'Administration du 15 juin 1826,Casimir Perier indique parmi les données qui ont dissipé l'inquiétude des années précédentes ce fait que "la Compagnie aura retiré cet immense avantage de la complète réussite des travaux entrepris à Abscon qu'elle a maintenant des notions exactes et rassurantes sur les richesses que renferme la concession d'Anzin "(27).

Il s'agissait jusque là de travaux de reconnaissance entrepris à l'intérieur des concessions déjà possédées ,mais la Compagnie d'Anzin songeait aussi à élargir ses possessions en acquérant des charbonnages en Belgique,de préférence dans le bassin de Charleroi et non dans le bassin de Mons : "Tous nos regards doivent être tournés vers Charleroi, c'est là où nous avons intérêt à prendre pied,pour acheter dans le Borinage il faudrait qu'on nous fit un pont d'or"écrivait Joseph Perier le 29 Janvier 1826 à l'Agent Général de la Compagnie,et deux jours plus tard : "J'appelle de nouveau votre attention sur le grand intérêt qu'a la

(27)Arch. Cie d'Anzin,C A du 15-06-1826 .

Compagnie à traiter d'une concession à Charleroy, pays qui devient le point de mire de gens à capitaux depuis qu'il est sérieusement question du canal de Charleroy à Bruxelles et de la canalisation de la Sambre" (28). Les projets ainsi esquissés n'aboutissaient pas mais en octobre 1826, la Compagnie sollicite pour sa concession d'Anzin une extension de 4 490 hectares .Elle n'a pu manquer d'être incitée à persévérer dans cette voie par des recherches concurrentes entreprises en 1828 au nord du bassin de Valenciennes par la Compagnie de Bruille et au sud par la Compagnie Dumas, société de négociants lillois qui, en janvier 1829, présente une demande en préférence .A cette dernière date ni la Compagnie d'Anzin ni la Compagnie Dumas n'avaient en fait entrepris aucune prospection, mais en mai 1829, l'Ingénieur des Mines du Nord constate que les deux sociétés "ont atteint simultanément les gîtes houillers dans les terrains litigieux" de la région de Denain(29), où un précieux gisement de charbon gras est découvert. Ces résultats heureux ont eu pour effet de relancer en grand quelques années plus tard les recherches houillères dans la région du Nord .

III. LA FIEVRE DES HOUILLERES

(Ses origines. Les années 1834-1839)

A partir de 1834, pendant cinq ans, la région du Nord connaît une fièvre de recherches houillères, qui contraste avec la longue stagnation antérieure . Cette intense reprise de la prospection s'explique direc-

(28) Lettres de J. Perier du 29 et du 31 janvier 1826, citées dans L.W., "Les banquiers Perier "managers "de l'industrie charbonnière au XIXème siècle, "Mines", 1958, n° 6, p.589.

(29) A D N , S , 8311 .

tement par les succès des sociétés qui ont réussi à obtenir des concessions minières dans le Nord, à côté de la Compagnie d'Anzin et malgré elle .En juin 1831, Casimir Perier étant président du Conseil des Ministres ,la Compagnie d'Anzin ,qui a renoncé à la plus grande partie de la stérile concession de Saint-Saulve, reçoit une nouvelle concession, celle de Denain, de 1 344 hectares .La Compagnie Dumas obtient, elle, en février 1832, au sud de ce périmètre la concession de Douchy de 3 419 hectares (30). Le gouvernement de Casimir Perier a donc dû tenir compte du désir de l'Administration régionale et des Chambres de Commerce du Nord de favoriser la concurrence pour l'établissement de nouvelles exploitations. Dans le même esprit ,pour la partie septentrionale du bassin, le terrain contesté entre la Compagnie d'Anzin et la Compagnie de Bruille est partagé en octobre 1832 entre les deux sociétés et réparti en deux petites concessions (31). De plus, la Compagnie d'Anzin avait acheté dans le Borinage en Novembre 1831 le petit charbonnage du Bois de Boussu Nord, pour la somme de 692 403 francs, affaire d'ailleurs peu rentable, puisque quelques années plus tard, les travaux ont dû être suspendus et le charbonnage a été cédé à la Société de Commerce de Bruxelles avec une perte de 181 400 francs (32).

Les recherches des sociétés de Douchy, de Bruille et d'Anzin s'étaient opérées jusqu'au début de la Monarchie de Juillet au milieu d'une relative indifférence .Mais l'année 1834 voit se développer dans

(30) A D N , S , 8311 et 8312.

(31) A D N , S, 8299 :conc. de Bruille(403 ha); A D N , S , 8340:conc.d'Odo-
mez(316 ha); A N , F 14, 7814, dr 45 .

(32) Arch.Cie d'Anzin, C A du 4-11-1831 et du 6-04-1835 .

la région du Nord une véritable frénésie de recherches houillères. Sur le pourtour des concessions instituées ,dans le prolongement du bassin du Nord et aussi dans des secteurs nettement distincts, de nombreux forages témoignent d'une ruée vers le charbon, or noir de l'époque .Les circonstances économiques générales expliquent en grande partie cette brutale renaissance :une brusque reprise du développement des chemins de fer retentit sur les deux industries les plus étroitement liées à ce développement, la métallurgie et la houille .On sort de la dépression qui a suivi la crise de 1825 et la Révolution de 1830. Aussi l'intérêt pour les valeurs houillères est-il un phénomène national et même international: les bassins de la Loire et du Gard, la Belgique ,l'ont également ressenti .

En France, les sociétés houillères créées entre 1836 et 1839 ont réuni des capitaux importants, ce qu'illustre le tableau ci-dessous, même si l'on tient compte de ce que les sommes réellement investies ont dû être notablement inférieures (33):

- T A B L E A U N° 1 -

Années	Sociétés d'exploitation Millions de F	Société de recherches Millions de F	TOTAL Millions de F
1836	23	1,2	24,2
1837	24,8	30,45	55,25
1838	56,86	6,3	63,16
1839	7,7		7,7
TOTAL	112,36	37,95	150,31

(33) Nous empruntons ce tableau à Bertrand GILLE , "Les plus grandes compagnies houillères françaises vers 1840", Actes du Colloque CHARBON et SCIENCES HUMAINES (Paris, Mouton, 1966) p.159; Voir aussi R.GILLF, La banque et le crédit en France de 1815 à 1848 (Paris, P.U.F, 1959, 8°, 380p.) pp.332-335; Jacques BRESSON, Annuaire des sociétés par actions.. (Paris, 1839-1840; 8°, 2 vol.).

L'attention des détenteurs de capitaux a été particulièrement attirée par le succès extraordinaire qu'ont obtenu les actions de la Compagnie des Mines de Douchy: celle-ci s'est constituée en société d'exploitation en décembre 1832, ses 26 parts ne versent que 3 000 francs et ne se cotent que 2 230 francs en février 1833; mais il suffit que la Compagnie rencontre, en Mai 1833, une veine de houille dans son unique puits pour que ses actions connaissent un bon prodigieux: leur cours aurait atteint 300 000 francs en janvier 1834 (34). Le mérite de la Compagnie de Douchy était certain, qui démontrait que la zone houillère débordait dans le département du Nord la limite des anciennes concessions octroyées; l'exploitation pouvait toutefois n'aboutir qu'à des résultats très limités. Mais pour les détenteurs de capitaux à la recherche de placements fructueux, la Compagnie de Douchy semblait attester qu'il y avait dans la région du Nord la possibilité de constituer à côté de la Compagnie d'Anzin des nouvelles sociétés houillères susceptibles d'assurer rapidement à leurs fondateurs des primes magnifiques pour des versements limités, avant même tout démarrage sérieux de l'exploitation. On était persuadé aussi que les recherches antérieures à la Révolution avaient abouti à des découvertes que la Compagnie d'Anzin avait rachetées et dissimulées; il suffisait donc de reprendre ces recherches, en se méfiant de la puissante société. Tous ces espoirs donnent un caractère spéculatif évident aux recherches effectuées alors dans la région du Nord: il s'agissait moins d'investir à long terme des capitaux dans des

(34) Notice sur la Cie de Douchy (Valenciennes, Impr. Hollande, 1889, 4°, 87p.) p.10; la production de la Cie ne devient notable qu'en 1836, avec 77 137 tonnes.

sociétés sérieuses que de tenter d'obtenir des résultats suffisamment prometteurs pour assurer la revente à un cours élevé d'actions acquises à bon compte .Aussi les recherches de houille dans la région du Nord ont-elles mobilisé des capitaux accumulés à Lille,Valenciennes,Cambrai et Arras,et drainé des capitaux parisiens et belges;elles devenaient l'objet d'une spéculation nationale et internationale .

L'évolution des techniques de recherche minière pouvait aussi bien faciliter les explorations sérieuses que les prospections purement formelles .L'invention du sondage à trépan remontait bien à 1775, mais selon l'Ingénieur des Mines de Bonnard,la presque totalité des recherches qui avaient été effectuées au XVIIIème siècle et au début du XIXème siècle l'avaient été par le creusement de puits,forcément très coûteux .L'emploi des sondages au trépan permettait vers 1830 de se contenter de consacrer 8 à 10 000 francs par forage,mais beaucoup de sociétés continuaient à préférer creuser des fosses :parmi les neuf sociétés qui en 1839 sollicitaient une concession au sud du périmètre d'Aniche ,la société d'Azincourt et la société d'Hordain-sur-Escaut, qui avaient recouru aux procédés traditionnels,avaient dépensé respectivement 311 000 et 362 000 francs,tandis que la société Carette et Minguet,qui s'était assuréeles services compétents de l'ingénieur Joseph Degousée,a pu,grâce à des sondages au trépan,obtenir des résultats tout aussi valables avec 91 000 francs seulement de dépenses(35).

(35)Lille et la région du Nord en 1909(Lille,Impr.Danel,1909,2 vol.) t.II,p.200 ;de BONNARD,Notice sur diverses recherches de houille entreprises dans le département du Pas-de-Calais...(dans Journal des mines ,t.XXVI,1809,(pp.415-446),p.439;du SQUICH,Essai sur les recherches de houille dans le Nord de la France(Paris et Arras,1839, 8°,132 p.)p.6;A N,F 14,7815 dr 47:concession d'Azincourt .

Un plan rationnel de recherches aurait pu permettre d'arriver à des certitudes par des méthodes beaucoup moins onéreuses qu'auparavant, mais inversement on pouvait se contenter d'opérer quelques sondages assez peu coûteux, solliciter une concession, se vanter de résultats et provoquer ainsi une montée rapide des prix. Les déboires ont été forcément nombreux. Si dans le Nord, des concessions nouvelles ont été instituées, l'échec a été complet dans le Pas-de-Calais.

En 1837, soixante-dix demandes de concessions avaient été transmises à la Préfecture du Nord et de nombreuses demandes à la Préfecture du Pas-de-Calais (36). Les hommes d'affaires de la région du Nord jouaient un rôle important dans l'organisation et dans l'accélération des nouvelles tentatives. La Compagnie d'Anzin, inquiète devant la frénésie des recherches qui cernaient son domaine, s'efforçait de gêner les concurrents en sollicitant pour elle-même de nouvelles concessions. Ses efforts étaient particulièrement contrecarrés par la volonté de banquiers de Valenciennes, Perret et Hamoir, qui s'efforçaient de regrouper plusieurs sociétés de recherches en une vaste association capable de rivaliser avec la Compagnie (37). La Compagnie d'Anzin et les Perrier demandaient la concession de Thivencelles en accord avec une société animée par la banque Rothschild et la Société de Commerce de Bruxelles, filiale de la Société Générale de Belgique, banque qui a joué un rôle considérable dans le développement de l'industrie houillère belge (38). En 1837, la

(36) Vuillemin, *op.cit.*, t.III, p.62.

(37) Arch. de la Sté des Hauts Fourneaux de Maubeuge; B.GILLE, *op.cit.*, p.253; E.HAMOIR, "Notes sur les Hamoir et les débuts des Hauts Fourneaux de Maubeuge", Extrait de l'Intermédiaire des Généalogistes, n°85, janvier 1960, 19 p.

(38) Nous utilisons les indications fournies par le dossier des A N, F14, 7815 dr 48 et par les registres du C A de la Cie d'Anzin; cf. aussi Le centenaire de la Société générale de Belgique, 1822-1922 (Bruxelles, 1922, 8°, 329 p.) , p. 60.

Compagnie de Cambrai fait choisir l'emplacement de ses sondages par André-Hubert Dumont(1809-1857) professeur à l'Université de Liège,un des grands géologues belges du XIXème siècle ;celui-ci est envoyé par John Cockerill,l'industriel de Seraing,tenté lui aussi par les prospections en cours(39).Les banquiers parisiens Carette et Minguet fondent une société qui entreprend des forages au sud de la concession d'Aniche (40).Enfin,plusieurs dizaines de sociétés,auxquelles s'associent souvent de vieilles familles de Lille ou de Cambrai,comme les Wacrenier,les Delaune,les Costeleyn ou les Boittelle et les Gueulain,multiplient pendant plusieurs années les recherches autour des concessions existantes et aussi dans les arrondissements de Lille et d'Avesnes(41).

Les recherches dans le Pas-de-Calais ,sans doute parce qu'elles paraissent plus aléatoires que celles entreprises de part et d'autre d'un bassin déjà reconnu,ont mobilisé des énergies et des capitaux beaucoup plus exclusivement régionaux .A l'origine des nombreuses sociétés explorant la région se trouvent toujours des membres de familles de Lille,Valenciennes,Arras ou Amiens ;la bourgeoisie de Cambrai,dont le rôle est essentiel dans le Nord,s'intéresse alors assez peu au Pas-de-Calais.Le petit bassin du Boulonnais lui-même est cerné par de nombreux sondages (42).Les Ingénieurs des Mines du Pas-de-Calais Clapeyron et du Souich cherchent à susciter la formation d'une grande association départementale qui éviterait une dispersion des efforts .Mais la Société Départementale constituée en 1837,avec un capital de 2 500 000 francs,

(39)A N,F 14,7827:note additionnelle pour la Soc.de Cambrai(Nov.1837).

(40)A N,F 14,7815 dr 47 .

(41)Cf.VUILLEMIN,op.cit.,t.III,pp.61-91 .

(42)A.OLRY ,Topographie souterraine du bassin houiller du Boulonnais ou bassin d'Hardinghen (Paris,Impr.Nationale,1904,4°,240 p.)p.106 .

ne peut exécuter que trois sondages (43). Les échecs s'expliquent par le fait qu'on continue presque toujours à aligner les sondages vers l'ouest et le sud-ouest dans la direction du bassin du Nord, par suite de l'ignorance où l'on est encore de la déviation des couches houillères à la hauteur de Douai. Cependant, la Compagnie des Caronniers de Lille entreprenait en 1835 à Flers, au nord de Douai, un sondage qu'elle devait arrêter dans le tourtia à 206,43 mètres de profondeur par suite d'un éboulement ; quelques mètres plus bas, elle aurait atteint le terrain houiller et repéré ainsi la véritable orientation du bassin houiller au delà de la concession d'Aniche (44).

Mais dès 1839, la frénésie de recherches cessait aussi vite qu'elle avait commencé. L'aspect passionnel qu'avait revêtu les prospections entreprises mettait celles-ci à la merci des fluctuations brusques ; l'engouement pour se maintenir aurait eu besoin de réussites retentissantes. Or, la floraison des sociétés, le caractère peu sérieux de trop d'entreprises, source de nombreux scandales et de résultats médiocres, n'avaient pas permis de brillants démarrages semblables à celui de la Compagnie de Douchy. La raréfaction des disponibilités financières des actionnaires empêchait de nouveaux investissements et l'atmosphère de pessimisme engendré par la crise de 1839 faisait naître un découragement brutal qui arrêta les recherches. La prospection fiévreuse n'avait duré que pendant les quelques années d'expansion qui avaient séparé une crise et une dépression d'une nouvelle crise. Les seules recherches

(43) A D P C : Société départementale pour la recherche et l'exploitation de la houille dans le Pas-de-Calais, Statuts du 27 octobre 1837.

(44) A N , F 14 , 7819 .

inutiles entreprises pour découvrir le prolongement du bassin houiller au delà de Douai avaient englouti près de quatre millions de francs(45). Dans un rapport du 5 novembre 1839, l'Inspecteur Général Héricourt de Thury estimait à quatorze millions de francs le coût global des recherches vaines menées dans la région du Nord et son commentaire était sévère : "Il est vraiment déplorable de voir ainsi prodigués les fonds de capitalistes trop confiants dans les promesses brillantes et illusoire de ces prospectus répandus pourtant à profusion, sur lesquels on ne saurait trop appeler l'attention de l'autorité , quand on voit qu'en moins de cinq ans, il a été dépensé plus de quatorze millions de francs en vaines recherches ; des sociétés ont dépensé sans aucune probabilité de succès plus de 3, 4 et 500 000 francs pour fosses, avaleresses, sans parler encore des dépenses pour acquisitions de terrains, de machines et constructions de bâtiments "(46).

Toutes les recherches des années 1834-1839 aboutissaient finalement dans le Nord à l'octroi de nouvelles concessions qui donnaient à la répartition du bassin houiller du Nord son extension à peu près définitive . Les lenteurs de l'instruction, les multiples contestations et oppositions menaient à 1841 l'octroi des dernières concessions de la période . Par rapport à la situation existant au début de la Monarchie de Juillet, la superficie des concessions instituées dans le département du Nord connaissait un progrès important, puisqu'elle passait de 34 756 à 55 844 hectares, soit un accroissement de 56,89% . La Compagnie d'Anzin qui, à la fin de la Restauration, disposait de près de 30 000 hectares,

(45) selon l'I. Gal Dufrenoy dans son rapport du 12 févr. 1850, dans F 14, 7819 .

(46) A N , F 14, 7815, dr 47 .

ne disposait plus à la fin de la Monarchie de Juillet que de 26 565 hectares, mais la renonciation à une grande partie de la concession de Saint-Saulve était plus que compensée par l'acquisition des concessions de Denain et d'Odomez et le rachat en 1843 de la concession d'Hasnon pour 575 000 francs (47). En revanche, c'était la Compagnie de Thivencelles et Fresnes-Midi, née de la fusion de la Compagnie de Fresnes-Midi animée par le maréchal Soult, et de la société Hamoir, qui avait obtenu les concessions de Thivencelles, Fresnes-Midi et Escaupont. Une lutte assez vive opposait la Compagnie de Thivencelles à la Compagnie d'Anzin jusqu'à la Révolution de 1848, en partie parce que la concession d'Escaupont constituait une enclave au sein du domaine d'Anzin (48). Faute de travaux suffisants, la Compagnie d'Aniche n'avait pu obtenir aucune extension mais une série de sondages au nord des anciennes exploitations de sa propre concession lui avait permis de découvrir en 1839 un nouveau faisceau de veines et d'y ouvrir sa fosse Renaissance plus rentable que les précédents puits (49).

Les 15 941 hectares octroyés à des compagnies autres qu'Anzin et Hasnon se répartissaient en dix concessions que se partageaient six sociétés, celles de Douchy, Crespin, Marly, Azincourt, Vicoigne, Thivencelles, Fresnes-Midi (50). La pression du gouvernement soucieux de sti-

(47) Arch. Cie d'Anzin, C A du 15-04-1843.

(48) A N, F 14, 7812, 7814, 7815 et 7817.

(49) E. VUILLEMIN, Les mines de houille d'Aniche, op.cit., p.95.

(50) A N, F 14, 7812 à 7817, 7827 et 7828; A D N, S 8292, 8299, 8308, 8311, 8312, 8329, 8340, 8346, 8349; Douchy (Concession de Douchy: 12 févr. 1832: 3419 ha); Crespin (Crespin, 27 mai 1836, 2842 ha); Marly (Marly, 8 déc. 1836, 3313 ha); Azincourt (Azincourt, 29 déc. 1840, 870 ha); Vicoigne (Bruille, 6 oct. 1832, 403 ha); Château l'Abbaye, 17 août 1836, 916 ha; Vicoigne, 12 sept. 1841, 1320 ha, soit 2639 ha). Thivencelles et Fresnes-Midi (10 sept. 1841: Escaupont, 110 ha, Thivencelles, 981 ha, Saint-Aybert, 455 ha, soit 1546 ha); La conc. d'Hasnon obtenue en 1840 par la Cie d'Hasnon et rachetée en 1843 par la Cie d'Anzin était de 1488 ha ;

muler la concurrence mais aussi d'éviter un morcellement des concessions préjudiciables à la rentabilité de l'exploitation, avait réussi à provoquer le regroupement d'une douzaine de sociétés dans les trois Compagnies de Vicoigne, Azincourt et Thivencelles. L'extension de la superficie concédée ne devait pas faire illusion: toutes les concessions nouvelles se situaient sur les marges du bassin et dépassaient en grande partie la limite réelle du terrain houiller. Les possessions des Compagnies d'Anzin et d'Aniche se voyaient ainsi bordées au nord, au sud et à l'est par un mince liseré de concessions à l'avenir très incertain. Les élus étaient donc peu nombreux et les résultats obtenus, malgré certaines apparences, bien médiocres par rapport aux efforts déployés et surtout aux espoirs initialement conçus. Seules les Compagnies de Douchy et de Vicoigne acquéraient une importance certaine et elles allaient contribuer plus tard et de façon décisive à la découverte et à la mise en valeur du bassin houiller du Pas-de-Calais.

Dans le Boulonnais, d'actives recherches avaient permis au gouvernement d'instituer légalement la concession de Fiennes et d'attribuer une nouvelle concession, celle de Ferques. Mais dans le reste du Pas-de-Calais, la décennie des années trente avait abouti à un échec complet, dont l'Ingénieur des Mines du Souich analysait les raisons dans une étude importante de 1839, Essai sur les recherches de Houille dans le Nord de la France (51). Ancien élève de l'Ecole Polytechnique, du

(51) Paris et Arras 1839, 8°, 132 p.; sur Alban du Souich (1812-1888) cf. F 14,

2378-I : dossier de du Souich à la Direction des Mines; E. CASTEL, Notice nécrologique sur M. DU SOUICH, inspecteur général des Mines, dans Annales des Mines, 8^e série, t. XIX, 1891, pp. 215-252; R. SAMUEL-LAJEUNESSE, Grands mineurs français (Paris, Dunod-1948, 8°, 252 p.) pp. 110-116.

Souich a fait toute sa carrière au Corps des Mines. Dès 1831, pour son premier poste, il avait été affecté comme Ingénieur Ordinaire à Arras, à la tête d'un bien modeste sous-arrondissement minéralogique puisque celui-ci comprenait seulement le petit bassin du Boulonnais. Mais ce qui semblait ne devoir être qu'un poste deshérité de débutant allait lui permettre de donner toute sa mesure. Du Souich pouvait suivre durant les années 1831-1839 toutes les tentatives effectuées dans la région du Nord ; dans son ouvrage de 1839, il faisait le point des résultats obtenus et regrettait l'arrêt des recherches. L'ingénieur déplorait "l'aveugle pratique" qui avait caractérisé les explorations entreprises, le mépris pour les considérations théoriques : "On ignore que ces considérations ne sont que la juste appréciation des faits . La théorie, c'est ici une pratique éclairée : une question de recherches de mines est une question toute géologique , et le géologue ne peut commencer à s'effacer que lorsque les gites ont été découverts" (52). On avait étendu la connaissance du bassin de Valenciennes au nord et au sud des anciennes concessions, mais on n'avait pu trouver le prolongement du bassin vers l'ouest. Du Souich proposait donc un plan rationnel de recherches, établi en fonction de la structure géologique de la région du Nord. Par une succession de sondages établis suivant des lignes perpendiculaires à l'orientation supposée des couches, il fallait d'abord rechercher si le bassin houiller du Nord se prolongeait dans le Pas-de-Calais suivant la même direction. Au cas où tous ces sondages bien coordonnés entre eux aboutiraient à un résultat négatif,

(52) DU SOUICH, op. cit., p.3 .

il conviendrait de procéder à toute une série de sondages plus au nord, suivant cette fois une ligne joignant la concession d'Aniche au bassin du Boulonnais ; seules la recherche organisée et l'union de la pratique et de la science pourraient conduire au succès. Tout en continuant encore à croire à la possibilité de l'existence de la houille dans la région d'Arras, du Souich envisageait donc aussi celle d'un changement de direction des couches houillères ; il craignait toutefois qu'en cas de déviation, la formation houillère ne présentât plus que des lambeaux discontinus.

Le désordre des recherches opérées le plus souvent sans compétence avait été certainement pour beaucoup dans l'inefficacité de la prospection : l'excuse des sociétés de recherches était qu'elles avaient pensé pouvoir procéder dans la recherche du bassin du Pas-de-Calais par la même méthode que celle qui, au XVIIIème siècle, avait permis la découverte du bassin du Nord dans le prolongement direct de celui de Mons. L'échec n'était d'ailleurs pas inutile. Il avait ce mérite élémentaire d'indiquer d'abord où le charbon ne se trouvait pas. Certains sondages fournissaient en outre des renseignements précieux, dont l'utilité apparaîtra en 1847. Avec la Compagnie des Canonnières de Lille, on avait failli toucher au but ; il allait désormais suffire de reporter de quelques kilomètres au nord la ligne des sondages pour que le but fût atteint.

L'aspect le plus négatif des années trente était peut-être la méfiance développée, du moins à moyen terme, dans le public français envers les investissements opérés dans l'industrie houillère de la région

du Nord. Plus encore que les chemins de fer, les sociétés houillères avaient constitué dans la période 1834-1839 un des ferments de l'expansion des valeurs mobilières (53). Mais les **déconvenues** ont été si grandes que le financement des nouvelles recherches houillères dans le Pas-de-Calais a dû pendant vingt ans être assuré par les seuls capitaux régionaux. -

(53) B. GILLE, Recherches sur la formation de la grande industrie capitaliste (1815-1848) (Paris, S.E.V.P.E.N., 1959, 8°, 164 p.), p. 65.

- C H A P I T R E I I -

LA CONQUETE DU BASSIN DU PAS-DE-CALAIS

- I. - La découverte du prolongement du bassin du Nord (1842-1847).
- II.- Le partage du bassin du Pas-de-Calais de 1847 à 1854.
- III.- La fièvre de recherches de 1855.
- IV.- La fièvre de recherches de 1873 à 1875.
- V.- Les recherches de la fin du XIXème siècle et du début du
XXème siècle : l'intervention des sociétés métallurgiques.

CHAPITRE II

LA CONQUETE DU BASSIN DU PAS-DE-CALAIS

1. LA DECOUVERTE DU PROLONGEMENT DU BASSIN DU NORD (1842-1847).

Un siècle d'efforts n'avait pas permis de découvrir le prolongement du bassin de Valenciennes au delà de Douai. En revanche, à partir de 1846, en quelques années, l'orientation des couches houillères dans le Pas-de-Calais est repérée et la partie essentielle du nouveau gisement est reconnue. Ce brusque progrès tient évidemment au fait qu'il suffisait de se rendre compte du changement d'orientation du bassin houiller dans la région de Douai pour que le reste fût facile. Mais quelle est l'origine de la découverte du changement d'orientation ? On se doit de doser la part du hasard heureux et celle du raisonnement scientifique. Au milieu du XIXème siècle, le rôle d'individus, jouant le rôle de pionniers, capables d'affronter de grands risques, n'a pas manqué d'être essentiel et il est difficile de préciser ce qui a amené ces innovateurs à agir. L'importance des initiatives individuelles et la part certaine de la chance ne doivent cependant pas faire perdre de vue cette donnée capitale : on a découvert et surtout mis en valeur le bassin houiller du Pas-de-Calais quand les changements des structures industrielles ont rendu pour la France un accroissement de sa production charbonnière à la fois indispensable et rentable. C'est le besoin qui en quelque sorte a créé l'organe, dans la mesure où une richesse inconnue est inexistante. Durant la décennie des années trente, une industrialisation encore insuffisamment affirmée et une conjoncture économique défavorable n'avaient permis que des découvertes médio-

ces ; les brillants résultats du milieu du XIX^{ème} siècle s'expliquent en grande partie par les changements survenus dans la structure économique de la France et par une conjoncture différente. Dans la mesure où la gravité de la crise économique et de la dépression de 1846-1851 s'explique partiellement pour une mutation brusque de l'économie française, sacrifiant certains aspects traditionnels (1), la crise a eu aussi ses aspects positifs : l'apparition de facteurs favorables à l'essor de la grande industrie, et la découverte du bassin du Pas-de-Calais est l'un d'eux. De plus, le renversement probable dans le sens favorable de la conjoncture de longue durée à partir de 1851 n'a pu manquer de faciliter la mise en valeur de nouveaux bassins houillers (2). Faits significatifs, le démarrage de l'exploitation du bassin houiller de Lorraine et surtout l'essor de la production houillère de la Ruhr datent également du milieu du XIX^{ème} siècle (3). Bien entendu, les nouveaux bassins accélèrent en retour l'essor économique qui leur a donné naissance.

(1) Cf. Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du XIX^{ème} siècle 1846-1851, Etudes sous la direction d'Ernest LABROUSSE (Paris, 1956, 8°, 356 p., Bibliothèque de la Révolution de 1848, t. XIX) ; Ch. H. POUTHAS, La population française pendant la première moitié du XIX^{ème} siècle (Paris, P.U.F., 1956, 8°, 224 p.) ; Louis GIRARD, "Naissance et mort..." La II^{ème} République (1846 - 1851) (Paris, Calmann-Lévy, 1968, 318 p.), notamment pp. 30-31 et p. 299.

(2) Nous avouons ne pas accueillir sans réserves les idées sur la conjoncture longue en France durant la première moitié du XIX^{ème} siècle exprimées par T.J. MARKOVITCH, L'industrie française de 1789 à 1964 - Conclusions générales (Cahiers de l'I.S.E.A., AF7, Nov. 1966, 324 p.), pp. 320-321 et par M. LEVY-LEBOYER, L'héritage de Simiand : prix, profit et termes d'échange au XIX^{ème} siècle, Revue Historique, n°493, t. CCXLIII, janv.-mars 1970, pp. 77-120.- T.J. Markovitch écrit notamment qu'il a trouvé "que la première moitié du XIX^{ème} siècle est caractérisée par une tendance à la hausse des prix industriels et non pas à la baisse, comme on est habitué à l'admettre" (op. cit., p. 320).

(3) La production de la Ruhr passe de 1 666 000 t. en 1850 à 11 813 000 t. en 1870 (M. BAUMONT, La grosse industrie allemande et le charbon, (Paris, Doin, 1928, 8°, 754 p., Thèse Lettres Paris), pp.49-50.

Avec ces données fondamentales toujours présentes à l'esprit, nous pouvons préciser le rôle des hommes qui ont été à l'origine de la découverte du bassin du Pas-de-Calais : on a trouvé ce bassin quand on a eu besoin de lui ; encore fallait-il le découvrir ! Trois hommes en fonction dans la région du Nord, qui incarnent l'alliance nécessaire de la finance, de la technique et de la science, ont joué un rôle capital : un homme d'affaires entreprenant, Eugène Soyez et deux techniciens avertis, Adrien de Bracquement, directeur de la Compagnie de Vicoigne et Alban du Souich, Ingénieur des Mines du Pas-de-Calais. C'est grâce à leurs efforts, à leurs études et à leurs initiatives que la découverte du bassin du Pas-de-Calais relève du progrès des techniques et des connaissances et s'apparente à une oeuvre scientifique mise au service du progrès économique. Mais on doit aussi évoquer l'influence possible des découvertes fortuites de l'ingénieur parisien Georges Mulot, qui laissent leur part au hasard et à la chance.

Résidant à Paris mais propriétaire de biens fonciers très importants dans la région du Nord, Henriette De Clercq, veuve d'un banquier, avait fait appel à un ingénieur sondeur, Georges Mulot, pour l'aménagement de son château d'Oignies, situé à une douzaine de kilomètres au nord-ouest de Douai : l'eau manquait aux étages (4). Les travaux de

(4) Henriette Crombez (1812-1878), fille de banquier, avait épousé un fils de banquier, De Clercq, qui était mort en 1838 ; G. Mulot s'était rendu célèbre en creusant le puits artésien de Grenelle de 1834 à 1841 et il avait fait quelques sondages houillers infructueux durant les années 1836-1839.

creusement d'un puits avaient commencé en 1841, une nappe d'eau était vite découverte à 130 mètres de profondeur mais le forage était poursuivi et il rencontrait le terrain houiller à 151 mètres de profondeur le 7 juin 1842 puis le traversait sur une hauteur de 248 mètres. Les travaux continuaient jusqu'en 1846 et atteignaient alors à 400 mètres la base du terrain houiller (5). S'il est évident que ce n'était pas la recherche du charbon qui avait constitué le but du forage de Mulot, il n'est pas certain que la découverte fortuite de 1842 ait été sans influence sur la naissance de l'exploitation dans le prolongement du bassin du Nord. Certes, il est probable qu'Henriette De Clercq et Mulot auraient laissé leur découverte stérile sans les succès ultérieurs d'Eugène Soyez. Ils n'ont tiré dans l'immédiat aucun parti de leur reconnaissance et n'ont fait opérer aucune constatation par les Ingénieurs des Mines. Ce n'est qu'en 1847, après la réussite des recherches effectuées par Soyez, que Mulot a communiqué à l'Ingénieur du Nord Comte, le journal du creusement qu'il avait tenu en 1841 et 1842, et qu'associé à H. De Clercq, il a entrepris de nouveaux sondages. Mais pourquoi avoir poussé les travaux de forage d'Oignies jusqu'à 400 mètres alors que l'eau recherchée avait été trouvée à 130 mètres ? Était-ce la rapide rencontre du terrain houiller qui avait incité à de nouvelles recherches, le silence de Georges Mulot et d'Henriette De Clercq s'expliquant par leur désir de ne s'engager dans la procédure d'une demande de concession minière qu'avec des renseignements très sûrs ? Ou bien, comme le pensait du Souich, le forage n'avait-il été poursuivi que dans l'espoir

(5) A N, F 14, 7 836, dr 17 ; art. de l'abbé MOIGNO dans le journal les Mondes du 10 décembre 1868.

de retrouver l'eau à la limite inférieure du terrain houiller, dont on ne comptait pas trouver la puissance aussi considérable (6). Les auteurs de la découverte n'auraient pas mesuré le prix de celle-ci parce qu'ils se seraient imaginés n'être tombés que sur une poche isolée de terrain houiller, gêne plutôt qu'aubaine, et jusqu'à la fin, le seul but poursuivi aurait été la recherche de l'eau.

Il semble probable qu'H. De Clercq et Mulet n'auraient pas eux-mêmes mis à profit leur découverte imprévue du charbon. Mais d'autres personnes ont-elles été averties du résultat et ont-elles utilisé celui-ci ? Nous ne disposons que d'indices, mais qui semblent indiquer que tel est peut-être le cas. Tout d'abord, on imagine mal les ouvriers sondeurs gardant un silence absolu sur des travaux poursuivis pendant plusieurs années. En outre, la visite que l'Ingénieur Comte a effectuée au sondage d'Oignies en mai 1847 l'a été, non pas à la demande de la châtelaine, mais sur les indications de Soyez (7). La visite avait lieu un an après le démarrage par Soyez de son sondage de l'Escarpelle ; Soyez lui-même a toujours déclaré avoir ignoré la découverte d'Oignies, mais les renseignements qu'il possédait étaient-ils bien très récents ? Le sondage de l'Escarpelle, qui en 1847, a permis la découverte de la houille, a sans doute été établi à partir des considérations scientifiques sur lesquelles nous reviendrons mais il se trouvait placé sur la ligne joignant les travaux de la fosse Renaissance d'Aniche au sondage d'Oignies. Autre indice, en 1847, Charles Mathieu, directeur de la Compagnie de Douchy, dont les indications et les sug-

(6) A N, F 14, 7 836, dr 17 : rapport de du Souich du 15-11-1849.

(7) A N, F 14, 7 819 : Mémoire par la Cie de la Scarpe (1850).

gestions sont à l'origine des travaux des Compagnies de Courrières et de Lens, avouait à Comte que depuis "plusieurs années" il était en possession de carottes charbonneuses qu'il s'était procurées en envoyant un de ses ingénieurs soudoyer des ouvriers d'Oignies (8). Ce fait est confirmé par Léonard Danel, l'important imprimeur lillois, un des fondateurs de la Compagnie de Courrières, qui a toujours déclaré que Charles Mathieu l'avait convaincu, ainsi que plusieurs de ses parents et amis, de s'adjoindre à lui pour entreprendre des recherches dans la Pas-de-Calais, en invoquant les renseignements dont il avait réussi à s'emparer à Oignies (9). Pour une faible part au moins, la découverte du prolongement du bassin du Nord, en plein milieu du XIXème siècle, s'apparenterait-elle encore de loin à ces recherches opérées au XVIIIème siècle lorsque les amateurs de mines de charbon croyaient accroître leurs chances de succès en se faisant aider par des sourciers ?

Sur le plan de la découverte, on peut peut-être invoquer le rôle joué par le sondage heureux d'Oignies ; en revanche sur le plan de la mise en valeur du nouveau bassin houiller, il est évident que le rôle fondamental a été joué par les recherches et les travaux de la Compagnie des Mines de l'Escarpelle fondée par Eugène Soyez, qui eux-mêmes sont la conséquence directe de la recherche théorique et technique de Du Souich et de Bracquemont. L'exploitation du bassin du Pas-de-Calais est la conséquence de la découverte assez rationnelle de l'Escarpelle et non celle de la découverte très accidentelle d'Oignies.

(8) A N, F 14, 7 819 : rapport de l'Ingénieur Comte du 5-07-1849.

(9) Hommage à Léonard DANIEL (Lille, 1906, 4°, 63 p.) p.34.

L'analyse du bilan des recherches effectuées pendant "la fièvre des houillères" et celle des données géologiques avaient rapidement permis à du Souich de nouveaux progrès par rapport à ses réflexions de 1839 (10). L'ingénieur était amené à considérer que les affleurements dévoniens des collines d'Artois marquaient la ride souterraine à laquelle se limitaient les dépôts houillers. En travaillant à l'exécution de la carte géologique du Pas-de-Calais, l'ingénieur avait complété, en 1841, l'étude du Boulonnais et reconnu la plus grande partie des affleurements dévoniens le long des collines d'Artois. Dans son rapport annuel au Conseil Général du Pas-de-Calais de 1844, du Souich présentait une minute de la carte géologique du département et son commentaire éclairait de façon nouvelle le problème du prolongement du bassin houiller du Nord. Indépendamment des affleurements dévoniens, du Souich avait figuré sur la carte sous le nom de trias ou permien, faute de pouvoir les désigner avec plus de précision, les terrains de formation postérieure au terrain houiller qui s'appuient contre les précédents ou se cachent immédiatement sous la craie en ne laissant paraître que des témoins très circonscrits. Il avait aussi esquissé approxima-

(10) Du Souich a retracé l'évolution de ses idées dans une étude, sans doute rédigée vers 1872, et qui est demeurée inédite jusqu'en 1913 : DU SOUICH, Notice historique sur la recherche du prolongement du bassin de Valenciennes dans le Pas-de-Calais, Bulletin de la Soc. de l'Ind. Minérale, 5ème série, t.III, février 1913, pp. 113-160 ; cf. aussi A N, F 14, 7 819, le rapport du Souich du 15-09-1849 ; FEVRE et CUVELETTE, Notice géologique et historique sur les bassins houillers du Pas-de-Calais et du Boulonnais (Arras, Impr. Repessé-Crépel, 1900, 8^o, 166 p.), pp. 71-72. Le rapport présenté par du Souich au Conseil Général du Pas-de-Calais, en 1844, se trouve analysé dans ces documents.

tivement la limite souterraine du terrain jurassique qui traverse le département du Pas-de-Calais en écharpe. Du Souich était amené ainsi à proposer la théorie suivante : un relèvement antérieur à l'époque houillère a provoqué la formation de la crête dévonienne, dont le pied a pu former le rivage de la mer carbonifère. De nouveaux mouvements importants ont dû suivre la période houillère, provoquer un nouveau relèvement des terrains dévoniens avec l'émersion du terrain houiller lui-même, et affecter celui-ci d'accidents plus ou moins importants ; enfin, après le dépôt de la craie, un dernier mouvement du sol a produit un nouvel exhaussement de la ride dévonienne, et amené sa dénudation. Tandis que les mouvements antérieurs avaient constitué la chaîne elle-même dans ses traits primitifs, les autres devaient avoir déterminé les accidents affectant le terrain houiller après son dépôt, et du Souich pensait que les directions de ces divers mouvements devaient peu s'écarter les uns des autres. Pour cette élaboration théorique, du Souich s'inspirait du texte explicatif de la carte géologique de la France, publié en 1841 par l'Inspecteur général des Mines, Elie de Beaumont (11) mais son mérite était de réexaminer tous les problèmes en fonction de ses propres observations. Par des considérations scientifiques, du Souich était ainsi amené à considérer que la ligne des affleurements primaires de l'Artois indiquait la possibilité de la présence du terrain houiller le long du revers septentrional de la chaîne suivant une direction à peu près parallèle à celle-ci. Possibilité et non certitude, car les affleurements de l'Artois cessent d'être visibles à la limite du territoire d'Aix-Neulette : les terrains paléozoïques

(11) DUFRENOY et L. ELIE de BEAUMONT, Explication de la carte géologique de la France... (Paris, Impr. Royale, 1841, 4^e, 3 vol.).

disparaissent dans la région de Douai sous une épaisse couche de craie. Ainsi s'interrompait le jalonnement qui eût pu avec certitude guider les explorations et s'expliquaient tant d'années de recherches vaines. Mais c'était l'utilité des sondages des années trente que d'avoir repéré sous la craie dans la région de Douai l'existence d'une formation quartzo-schisteuse identique à celle des affleurements dévoniens de l'Artois (12). Ainsi s'affirmait une continuité menant de l'Ardenne et du rebord méridional du bassin houiller du Nord aux collines d'Artois. Du Souich insistait donc sur la probabilité de la déviation des couches houillères au delà de la concession d'Aniche et l'infléchissement de ces couches suivant une direction parallèle aux collines d'Artois (13).

En fait, le problème de la limite méridionale du bassin houiller était plus complexe. Des considérations théoriques, jointes à des découvertes pratiques, allaient montrer que la rencontre du terrain dévonien ne signifiait pas qu'on se trouvait dans une zone stérile en charbon, ceci du fait de bouleversements qui ont amené les terrains dévoniens à recouvrir les formations houillères. La théorie de du Souich était donc en grande partie erronée mais de même qu'avec

(12) Suivant une ligne Carency, Fresnes-les-Montauban, Vitry, Brobières, Esquerchin, Cantin, Monhecourt.

(13) La carte géologique du Pas-de-Calais ne fut imprimée qu'en 1851, mais du Souich a toujours laissé consulter sa minute par tous les amateurs de concessions minières. Pour la conception actuelle de ces problèmes, cf. Philippe PINCHEMEL, Les plaines de craie du Nord-Ouest du Bassin Parisien et du Sud-Est du Bassin de Londres et leurs bordures. Etude de géomorphologie (Paris, A. Colin, 1954, 8°, 502 p., Thèse Lettres Paris) ; sur les affleurements primaires dans l'Artois, pp. 43-44.

une balance faussée, on peut faire des posées justes, il restait ceci d'exact dans les idées de du Souich que la ligne des affleurements ou des soubassements dévoniens permettait bien de repérer la direction générale des couches houillères et l'infléchissement de celles-ci vers le nord-ouest dans la région de Douai. Les travaux de 1834 à 1839 avaient montré où le charbon ne se trouvait pas, l'étude géologique venait indiquer où il pouvait se trouver. Elle simplifiait beaucoup le choix des points d'exploration au delà de la concession d'Aniche qui permettaient de savoir où la houille se trouvait. C'est pourquoi lorsque le problème fut repris il fut résolu avec une grande rapidité.

Encore devait-on rompre avec l'apathie qui caractérisait les recherches houillères dans la région du Nord depuis 1839. Seule une société lilloise, la société Bigo, animée par Louis Bigo-Danel, maire de Lille, continuait de 1839 à 1847, trois sondages également inutiles, dans le Pas-de-Calais, deux aux environs d'Arras, l'autre à Liévin (14). Echaudé par ses échecs antérieurs, du Souich ne tentait plus lui-même de susciter de nouvelles explorations. Une impulsion importante était alors donnée par le directeur de la Compagnie de Vicoigne, A. de Bracquemont. Il semble probable que Bracquemont a tiré parti des études et des rapports de du Souich puisque c'est en 1845 qu'il s'est efforcé d'amener la Compagnie de Vicoigne à entreprendre des recherches dans le Pas-de-Calais. Il a pourtant affirmé être parvenu seul à ses conclusions. Après avoir été à la tête d'un charbonnage belge de la région de Mons, de Bracquemont avait pris le 1er mars 1844 la direction de la Compagnie de

(14) A N, F 14, 7 819 et Arch. de la Cio de Courrières, notice manuscrite de Paul BOCA sur la Compagnie (1949).

Vicoigne. D'une part, l'étude qu'il avait faite des terrains qui encaissent le bassin houiller allait lui être utile et, d'autre part, son mérite certain par rapport à du Souich est d'avoir su s'appuyer sur l'étude des sondages effectués pour en dégager une leçon directement utile. En 1837, la fosse d'Esquerchin avait rencontré les schistes dévonien ; la structure du bassin étant alors conçue comme affectant la forme d'un synclinal régulier, d'un vaste V, la fosse d'Esquerchin paraissait donc indiquer où le terrain houiller ne se trouvait plus vers le sud. Inversement, les sondages de Flines et de Vred, en 1839, avaient rencontré le calcaire carbonifère et montré où la houille semblait ne plus se trouver au nord. Il suffisait donc d'explorer la zone comprise entre les deux limites et Bracquemont préconisait pour un sondage le choix du Fort de Scarpe ou de l'Escarpelle, un peu au nord de Douai, à mi-distance des points estimés stériles. Les théories et les recherches ultérieures devaient montrer qu'en fait, du houiller se trouvait sous le carbonifère dans la région d'Esquerchin et que Bracquemont avait également sous-estimé la limite nord. Un raisonnement approché allait pourtant, ici encore, provoquer un résultat exact.

Dès 1845, Bracquemont engageait la Compagnie de Vicoigne à adopter ses vues mais le Conseil d'Administration de la société, après bien des hésitations, écartait ses propositions le 6 avril 1846, principalement parce qu'il craignait de ne pouvoir obtenir une seconde concession (15).

(15) Arch. de la Cie des Mines de Vicoigne Nœux et Drocourt : A. de BRACQUEMONT, Compte rendu à Messieurs les administrateurs des mines de Vicoigne et Nœux de 1844 à 1872, 61 p., pp.27-29 ; A N, F 14, 7 819 et E. VUILLEMIN, Notice biographique sur M. Adrien Obé de Bracquemont, B.S.I.M., 2ème sér., t.XIV, 1885, 10 p.

Un des administrateurs de la Compagnie de Vicoigne allait tirer un parti direct des suggestions du directeur de la société.

Eugène Soyez, marchand brasseur à Cambrai avait été un des fondateurs de la société de Cambrai en 1837, une des quatre sociétés qui, réunies, avaient obtenu la concession de Vicoigne en 1841. Il avait donc à la fois l'expérience des recherches et celle de l'exploitation et il possédait suffisamment de fortune et de crédit personnels pour entreprendre d'abord seul puis avec des associés les sondages et travaux nécessaires au repérage puis à l'utilisation d'un gisement houiller. En juillet 1846, il faisait commencer un sondage à l'Escarpelle qui, le 20 mai 1847, découvrait une veine de houille à 158,98 mètres de profondeur (16).

La dette de Soyez, homme d'affaires entreprenant mais sans compétence technique, semble évidente vis-à-vis de Bracquemont ; Soyez l'a pourtant niée : il allait souvent en Belgique voir son frère Charles à Seraing, près de Liège, et aurait eu ainsi l'occasion de rencontrer A.H. Dumont, le savant géologue dont la société de Cambrai avait utilisé les services en 1837. Ce serait ses échanges de vues avec Dumont qui auraient amené Soyez à ses projets (17). Le mérite certain de Soyez, en tout cas, a été de se dissocier de la position des administrateurs de la société de Vicoigne, et de s'engager, d'abord seul, dans une aventure qui pouvait paraître incertaine, puis de réussir à regrouper d'anciens associés de la Société de Cambrai, en février 1847, pour former une nouvelle société;

(16) A. N. F. 14, Z 819 et F 14, 7 827 ; Arch. de la Cie de Vicoigne et Nœux : de BRACQUEMONT, op. cit. ; Progrès du Pas-de-Calais du 28-12-1856 et du Souich, B.S.I.M., fév. 1913, pp. 137-139.

(17) Du Souich, loc. cit., p. 58.

le sondage réussi de l'Escarpelle n'a coûté que 29 675 francs, mais dès juin 1848, les dépenses de la société s'élevaient à plus de 441 000 F. (18).

Oserons-nous maintenant conclure comme le faisait Elisée Reclus en 1877 que la découverte du prolongement du bassin de Valenciennes est due aux indications de la science pure : ni le hasard, ni des recherches capricieuses n'y auraient eu la moindre part (19). En fait, la réflexion théorique et l'étude géologique ont bien eu une importance décisive, mais, sans même évoquer la découverte fortuite d'Oignies, elles ont dû se fonder sur l'analyse des recherches, anarchiques et infructueuses, effectuées dans les périodes antérieures, recherches qui avaient éclairé les données du problème.

Le rôle des hommes et des capitaux de Belgique, s'il n'a pas disparu, n'a cessé de décliner depuis le XVIIIème siècle : comme la prospection et la découverte des gisements houillers s'effectuent de proche en proche, ce sont les hommes et les sociétés du bassin du Nord qui, dans la recherche du prolongement de leur bassin, jouent dès 1830 et plus encore au milieu du XIXème siècle, un rôle semblable à celui tenu précédemment par les Belges. Comme auparavant, ceux qui réussissent les premiers sont ceux qui disposent de l'expérience acquise dans des sociétés installées dans la partie déjà exploitée des gisements miniers.

(18) A N, F 14, 7 819 : états des dépenses de la Cie de la Scarpe au 30-06-1848 et au 31-05-1850.

(19) Elisée RECLUS, Nouvelle géographie Universelle, t. II : la France (Paris, Hachette, 1877, 4°, 959 p.), p. 784 ; E. Reclus attribuait le mérite essentiel à Jules Gosselet (né en 1832), dont le rôle ultérieur est important.

II. - LE PARTAGE DU BASSIN DU PAS-DE-CALAIS DE 1847 A 1854 .

A la date à laquelle elles ont été réamorçées et couronnées de succès, les nouvelles recherches houillères dans la région du Nord ne pouvaient provoquer une fièvre d'investissement semblable à celle des années 1834-1839. Le souvenir des échecs antérieurs marquait encore fortement l'esprit des détenteurs de capitaux ; les disponibilités de ceux-ci se trouvaient diminuées, soit par les investissements effectués dans les Compagnies de chemin de fer, soit par les répercussions de la crise économique générale dont les prémices affectaient la région du Nord dès 1845 (20). Le marasme qui gagnait le bassin houiller de Valenciennes en 1847, la Révolution de Février 1848 et la dépression économique accentuée par les événements politiques constituaient autant de facteurs tendant à freiner une reprise intense des recherches. Il en résulte un contraste très net entre le développement tranquille et sûr des années 1847-1854 et la multiplication des sociétés houillères, l'afflux de capitaux, la floraison de recherches qui avaient caractérisé la fièvre de 1834-1839 et qui se retrouveront dans d'autres périodes. Ce milieu du siècle décisif n'a vu ni course ni ruée vers le charbon et

(20) Cf. L. GIRARD, La politique des travaux publics du Second Empire (Paris, A. Colin, 1952, 8°, 415 p., Thèse Lettres Paris), pp. 6-10 ; E. LABROUSSE, Aspects de la crise..., op. cit. ; Revue du Nord, t.XXXVII, n° 149, janv.-mars 1956, n° spécial sur la crise de 1846-1851 dans la Région du Nord, dont Marcel GILLET : Aspects de la crise de 1846-1851 dans le bassin houiller du Nord, pp. 15-28 ; B. GILLE, op. cit., pp. 349-369.

l'essentiel du nouveau bassin a pu être repéré et la mise en valeur amorcée par quelques sociétés expérimentées, agissant rapidement et au bon moment, sans se heurter à de trop vives réalités. Ce n'est qu'en 1855 qu'une nouvelle fièvre d'investissements est apparue, lorsque l'exploitation des nouvelles concessions s'est révélée fructueuse.

Dans l'orientation et l'exécution des recherches effectuées dans le Pas-de-Calais, quelques sociétés du bassin du Nord et plusieurs hommes d'affaires déjà associés à des recherches effectuées dans ce bassin ont joué un rôle décisif : ils ont alimenté une partie importante des capitaux engagés dans les nouvelles prospections et surtout fourni les techniciens compétents nécessaires. Ce sont les frères Charles et Joseph Mathieu et la Compagnie de Douchy qui sont à l'origine directe des travaux qui ont abouti à l'octroi de la concession de Courrières. La Compagnie de Vicoigne a eu une influence particulièrement importante puisqu'elle a avancé des capitaux à la Compagnie de Lens et creusé la première fosse de celle-ci, participé à la fondation et aux travaux de la Compagnie de Dourges et surtout elle s'est engagée directement dans des recherches qui lui ont permis d'être la seule société houillère du Nord à obtenir une concession dans le Pas-de-Calais, la vaste concession de Noeux. La Compagnie d'Anzin a joué un rôle plus occulte, mais cependant notable. Dès que les recherches dans le Pas-de-Calais ont semblé aboutir à des résultats encourageants, les administrateurs de la Compagnie ont eu à choisir entre "une alliance utile ou une concurrence redoutable" et ils ont choisi la première voie (21). La

(21) Arch. Cie d'Anzin, C A de janv.-fév. 1853.

Compagnie était trop richement pourvue pour oser solliciter elle-même une nouvelle concession mais par l'intermédiaire de la petite Compagnie de Vicoigne, société où elle détenait une participation importante, elle s'est trouvée associée à l'avenir du nouveau bassin et liée à tous les projets d'association rapidement esquissés entre les Compagnies de Vicoigne, Lens et Dourges. A l'origine des Compagnies de Béthune et de Bruay se place l'action des frères Boittelle, banquiers à Cambrai, qui avaient participé à la fièvre des recherches de 1834 dans le Nord et étaient liés à la Compagnie de Vicoigne. Le rôle des sociétés houillères belges est moins important ; dans la phase des recherches qui aboutit à une première répartition du bassin du Pas-de-Calais, seul s'affirme, cas exceptionnel, le rôle d'Emile Rainbeaux, administrateur d'un charbonnage belge et qui est à l'origine de la Compagnie de Marles.

La découverte de la houille à l'Escarpelle par Soyez et ses associés était décisive puisqu'elle permettait d'échapper aux erreurs d'orientation des décennies précédentes. Il suffit cependant d'examiner la carte du bassin du Pas-de-Calais, telle que la prospection et l'exploitation ont permis de la dessiner, pour mesurer à quel point le sondage de l'Escarpelle aurait pu à lui seul conduire à des idées fausses sur la direction des couches houillères à l'ouest de Douai, qu'on aurait pu supposer formant avec les couches du nord un angle beaucoup plus ouvert qu'il ne l'est en réalité. Née de considérations théoriques, la conscience de l'intérêt qu'il y avait à échelonner les sondages parallèlement à la direction des collines d'Artois a été aussi importante que le résultat du sondage de l'Escarpelle. L'évolution des recherches s'est faite

principalement d'est en ouest, mais sans qu'il y ait eu une progression régulière : des espaces ont été parfois sautés, avant d'être repris, certaines sociétés ont un peu erré avant de se fixer.

En 1847, la société constituée par Soyez sous la dénomination de Compagnie de la Scarpe poursuit, en plus de celui de l'Escarpelle, l'établissement de plusieurs sondages dans la même région et peut, l'année suivante, entreprendre le creusement d'une fosse près de son premier sondage, fosse qui permet un faible démarrage de l'extraction de houilles maigres en 1850 (22). Dans cette hâte à aborder la stade de la production entre pour beaucoup la volonté d'accroître les chances d'obtention d'une vaste concession puisque l'importance des dépenses engagées et la démonstration de l'exploitabilité du gisement ne peuvent manquer en fait d'influer sur l'appréciation de l'Administration des Mines. La Compagnie de la Scarpe se heurte assez vite à la concurrence de la société constituée par Henriette De Clercq et Georges Mulot, qui n'ont tiré jusque là aucun parti de leur découverte fortuite d'Oignies mais qui espèrent pouvoir invoquer celle-ci pour faire valoir leurs droits. Ils entreprennent par prudence en 1847, au sud d'Oignies de nouveaux sondages qui découvrent des couches de houille maigre. Les événements de 1848 les incitent à interrompre leurs recherches, reprises en 1849 par deux sondages à Dourges et Hénin-Liétard, sondages qui atteignent le terrain houiller (23).

(22) A N, F 14, 7 819, dr 53.

(23) A N, F 14, 7 836, dr 17 et Notice sur la société de Dourges (Exposition Universelle de 1889, 4^e, 8 p., cartes), pp. 1-2.

Les résultats obtenus par la Compagnie de la Scarpe et Henriette De Clercq incitent les frères Mathieu à entraîner la Compagnie de Douchy, où ils jouent un rôle prépondérant, à participer à une prospection qui se révèle fructueuse. Mais il est difficile d'engager la Compagnie de Douchy elle-même dans des recherches nouvelles, alors qu'elle peut apparaître comme déjà suffisamment dotée. C'est la raison qui a conduit Charles Mathieu à s'adresser à la Société Bigo, dont la tenacité s'était manifestée après 1839. En avril 1849, sur les indications de Charles Mathieu, la société Bigo, formée d'industriels et de négociants lillois, établit un sondage à Courrières, qui atteint le terrain houiller à 140 mètres de profondeur. Le creusement d'une fosse, la première du nouveau bassin, est rapidement mené à proximité du forage. En juillet 1849, une autre société lilloise, la Société Casteleyn, entreprend des recherches dans la région de Lens, mais celles-ci n'aboutissent qu'en décembre 1850 (24), en partie grâce à l'impulsion donnée à la prospection par la Compagnie de Vicoigne. A. de Bracquemont avait, enfin obtenu des administrateurs de la société qu'ils se décident, en Juillet 1850, à entreprendre des recherches dans le Pas-de-Calais, d'abord près de Lens, puis plus à l'ouest, près de Béthune et de Noeux, recherches rapidement fructueuses (25).

En 1850 et en 1851, deux sociétés de recherches animées par les frères Alexis et Edouard Boittelle, banquiers à Cambrai, fils de Casimir Boittelle, président de la Compagnie de Vicoigne, opèrent d'assez nombreux sondages dans la région de Bruay, à l'ouest de la zone exploitée

(24) A N, F 14, 7 836, dr 18

(25) Arch. Cie de Vicoigne-Noeux : A. de BRACQUEMONT, op. cit., p.28 ; dr. de la conc. ; et A N, F 14, 7 836, dr 18.

par la Compagnie de Vicoigne, puis à l'Est de Béthune, dans l'intervalle compris entre les parties du bassin explorées par la société Castoleyn et la Compagnie de Vicoigne (26). Plus à l'Ouest, l'exploration devient plus difficile et les rivalités grandissent car le rétrécissement du bassin houiller se révèle rapidement. En 1852, de vives oppositions dressent l'une contre l'autre les sociétés qui font des recherches au delà de la région de Bruay, sociétés qui, à la différence des sociétés qui opèrent dans le centre du nouveau bassin, comptent souvent parmi leurs membres les plus influents des personnalités étrangères à la région du Nord, le cas le plus net est celui de la société de recherches de Lillers, future Compagnie de Marles, constituée par Emile Rainboaux, grâce au rachat des droits d'un ingénieur du Boulonnais, Beuchet, associé à un autre ingénieur, Lacretelle (27). A la fin de 1852, les nombreux sondages opérés ont permis de repérer tout l'essentiel du bassin houiller du Pas-de-Calais.

Pour la première fois, l'Etat devait en quelques années concéder une étendue très importante et le mode de partage qu'il a adopté a beaucoup pesé sur l'évolution économique et sociale du nouveau bassin. L'opération était délicate, mais en même temps l'occasion magnifique de répartir de vastes richesses de façon rationnelle. Les initia-

(26) Arch. Cie de Béthune : acte de fondation de la société de recherches de Béthune, état des sondages et créations de fosses ; Arch. Cie de Bruay : dr de la soc. de recherches ; A., F 14, 7 836 et 7 838.

(27) Arch. de la Cie de Marles : acte de fondation de la société de recherches de Lillers (19-11-1852) ; A N, F 14, 7 838 ; A D P C, S, dr de la conc. de Marles.

tives et les demandes des entrepreneurs ont influé sur les attributions opérées évidemment en fonction des recherches effectuées mais le choix par l'Etat d'une certaine politique de répartition a été non moins capital. Au milieu du XIXème siècle libéral, par le biais de l'octroi des concessions houillères comme par celui des concessions de chemins de fer, l'Etat a pu agir de façon décisive sur des fondements essentiels de l'économie française. La volonté des entrepreneurs est évidente : elle tendait à obtenir de très vastes concessions au profit d'un nombre de sociétés aussi limité que possible. Dès le début des recherches, les liens se nouent étroits et multiples entre les sociétés houillères du Nord et certaines nouvelles sociétés du Pas-de-Calais : la Compagnie de Douchy est liée à la société Bigo, future Compagnie de Courrières, elle-même liée à la société Casteleyn, future Compagnie de Lens . La Compagnie d'Anzin a des participations importantes dans les Compagnies de Vicoigne et de Dourges. Les banquiers Boittelle, père et fils, jouent un rôle **essentiel** dans la Compagnie de Vicoigne et dans les sociétés qui opèrent dans la région de Bully-Grenay et de Bruay. Seule l'extrémité ouest du bassin, partie du bassin la plus étroite et la moins riche voit une compétition sévère opposer plusieurs sociétés. Par suite des circonstances dans lesquelles s'étaient amorcées la découverte et la mise en valeur du nouveau bassin, l'action libérale tendait ainsi à aboutir à renforcer encore l'importance de sociétés **antérieurement** constituées et à octroyer la meilleure part du bassin du Pas-de-Calais à quelques sociétés étroitement associées. Un vaste monopole pouvait donc s'ériger dans la région du Nord, alors que la constitution de la Compagnie des Mines de la Loire, en 1845, avait provoqué tant de

protestations. Mais le gouvernement de Louis-Napoléon Bonaparte et le Second Empire ont freiné nettement le mouvement de concentration : alors que la République dictatoriale et le Second Empire ont laissé se multiplier les fusions de sociétés de chemins de fer (28), ils ont limité l'extension des concessions houillères et de ce fait, les dimensions des compagnies minières.

Pour l'Etat, le problème consistait à partager le nouveau bassin de façon telle que les sociétés d'exploitation fussent rentables en même temps que serait sauvegardé l'intérêt des consommateurs ; il s'insérerait donc dans le choix d'une politique économique. Ces préoccupations ont été fondamentalement celles des Ingénieurs de l'Administration des Mines qui, par leurs rapports, ont influé de façon essentielle sur les décisions arrêtées. En particulier, du Souich, qui est demeuré Ingénieur des Mines du Pas-de-Calais jusqu'en 1852, a énoncé, dès l'examen des premières demandes, les vues qui ont finalement été retenues par le Conseil Général des Mines et le Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics. Les décisions se sont ainsi inspirées de la volonté de promouvoir un grand essor économique mais elles ont été aussi orientées par des données de fait, et en particulier la situation existant dans les autres bassins houillers.

Deux problèmes principaux se posaient : fallait-il attribuer les concessions dans le sens longitudinal ou dans le sens transversal du bassin ; quelle étendue devaient avoir les différentes concessions ? L'ingénieur des Mines du Nord, Comte, préconisait la formation de concessions étendues d'est en ouest parce qu'il estimait que la spécialisation

(28) Cf. L. GIRARD, op. cit., en particulier pp. 88-96.

des Compagnies dans l'exploitation d'une certaine qualité de veines, maigres ou grasses, faciliterait l'organisation commerciale des sociétés. Au contraire, du Sculich, soutenu par l'Ingénieur en Chef du Nord Boudousquié et par l'Inspecteur Général Dufrénoy, estimait qu'il fallait diviser le nouveau bassin en vastes tronçons transversaux qui engloberaient toute la largeur du bassin et donc à la fois les couches de houille maigre, demi-grasse et grasse (29). On éviterait ainsi les inconvénients qui, dans le Centre, avaient été à l'origine de la loi de 1838 : il avait fallu envisager d'obliger les sociétés à s'entendre pour éviter des afflux d'eau dans les travaux respectifs. Les débouchés commerciaux des sociétés, plus divers, seraient plus assurés. On tiendrait compte enfin de la situation de fait créée par l'échelonnement des recherches et des demandes d'ouest et est et non du nord au sud.

En ce qui concernait l'étendue des concessions, l'exemple de la Belgique et de la Grande-Bretagne, souvent invoqué, semblait plaider en faveur de concessions de petites dimensions; on attribuait volontiers alors l'importance de la production de ces pays au stimulant de la concurrence (30). Le souci d'obtenir les prix les plus avantageux pour les consommateurs, plus caractéristique de l'époque que celui de l'accroissement de la production, allait dans le même sens. De plus, élément décisif, on voulait éviter dans la région du Nord un monopole semblable à celui établi depuis 1845 par la Compagnie des Mines de la Loire. La lettre et l'esprit du décret du

(29) A N, F 14, 7 836, dr 18, rapp. de du Sculich du 31-03-1852.

(30) A N, F 14, 7 839, lettre de la Cie de Courrières (1856).

23 octobre 1852 (31) ont interdit les réunions de concessions sans l'autorisation du **gouvernement**. Ce décret, en quelque sorte "anti-trust" visait essentiellement la Compagnie des Mines de la Loire, dont il voulait stopper l'expansion (32). L'Administration des Mines, stimulée par une très puissante opposition régionale à la compagnie unitaire, reprochait en particulier à la Compagnie de la Loire d'avoir effectué des investissements insuffisants et d'avoir ainsi amené un essor de l'extraction très inférieur à celui des sociétés dissidentes. Du Souich, devenu en 1852 ingénieur en chef des mines de Saint-Etienne, a joué un rôle important dans les efforts qui ont permis au gouvernement en 1854 d'amener la Compagnie des Mines de la Loire à se scinder en quatre sociétés. La crainte du décret du 23 octobre 1852 et le précédent constitué par le fractionnement de la Compagnie de la Loire ont beaucoup pesé, en faveur du morcellement, sur la répartition de la propriété houillère dans la région du Nord au milieu du XIXème siècle.

Inversement, la situation créée dans le bassin du Nord incitait à donner aux sociétés du Pas-de-Calais les moyens de résister aux compagnies richement pourvues d'Anzin et d'Aniche. Les petites concessions octroyées dans le département du Nord dans les années trente, qui, en général, n'avaient abouti qu'à des résultats médiocres, n'encourageaient guère à renouveler l'expérience. Enfin les sociétés sur les

(31) Art. 1er du décret : "Défense est faite à tout concessionnaire de mines, de quelque nature qu'elles soient, de réunir sa ou ses concessions de même nature, par association ou acquisition ou de toute autre manière, sans l'autorisation du Gouvernement".

(32) L.J. GRAS, Histoire économique générale des Mines de la Loire (St-Etienne, 1922, 8°, 2 vol.), t.I, p.409, et surtout Pierre GUILLAUME, La Compagnie des Mines de la Loire, 1846-1854 (Thèse de troisième cycle, Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Clermont-Ferrand, déc. 1963) Paris, P.U.F., 1966, 251 p., pp. 217 et suiv.

rangs n'étaient pas assez nombreuses pour qu'on pût multiplier les concessions.

De septembre 1850 à décembre 1855, dix concessions ont été instituées dans le nouveau bassin au profit de dix sociétés dotées chacune d'une seule concession dans le Pas-de-Calais. La Compagnie de Vicogne était l'unique société du bassin du Nord à avoir demandé et obtenu une nouvelle concession dans le département voisin. La concession de l'Escarpelle, d'une superficie de 4 721 hectares, relevait pour les problèmes administratifs de l'autorité du Préfet du Nord. Dans le Pas-de-Calais, les neuf concessions s'échelonnaient sur une longueur de 53 kilomètres et une largeur qui atteignait jusqu'à 12 kilomètres à Noeux pour diminuer rapidement à partir de Bruay ; au total 36 624 hectares étaient concédés dans le Pas-de-Calais (33). L'administration des Mines s'était efforcée, compte tenu des recherches et travaux effectués, de faire une part à peu près égale aux différentes sociétés, du moins tant que les dimensions du gisement l'avaient permis. De l'Escarpelle à Marles, les importantes concessions attribuées pouvaient permettre l'essor de sociétés puissantes ; elles n'étaient pas équivalentes aux vastes concessions d'Anzin, mais elles étaient supérieures aux domaines des petites compagnies du Nord ou de Belgique.

(33) Décrets : 29 septembre 1850 : conc. de l'Escarpelle (4 721 ha) ; 5 août 1852 : Dourges (3 787 ha) et Courrières (4 597 ha) ; 15 janvier 1853 : Lens (6 031 ha), Grenay (5 761 ha) et Noeux (6 528 ha) ; 17 août 1854 : extension de Courrières (720 ha) et de Lens (157 ha) ; 29 déc. 1855 : Bruay (3 809 ha), Marles (2 990 ha), Ferfay (928 ha) et Auchy-au-Bois (1 316 ha).

Le désir de ne pas être frappé par le décret du 23 octobre 1852 comme les avis du Conseil Général des Mines avaient amené l'abandon des diverses associations réalisées ou projetées entre différentes Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais. Le projet le plus important avait été celui d'une réunion des Compagnies de Lens, Noeux et Dourges, mais il s'était heurté à une vive méfiance envers la Compagnie d'Anzin, âme de la fusion. C'est ainsi que le sénateur du Nord Auguste Mimerel, ardent défenseur de l'industrie textile régionale, avait écrit au Ministre des Travaux Publics : "N'oubliez pas qu'Anzin est là derrière, qu'elle est intéressée dans Noeux et que la fusion demandée a pour conséquence inévitable de mettre dans les mains d'Anzin toutes les concessions du Nord et du Pas-de-Calais". Le rapporteur au Conseil des Mines avait conclu dans le même sens : "Ce serait donner à la société d'Anzin une entrée dans les concessions de Dourges et Lens comme elle l'a déjà dans les concessions de Noeux et lui donner là les moyens d'exercer sur les houillères du Pas-de-Calais la même prépondérance qu'elle exerce sur les mines du Nord" : le projet de fusion avait donc été interdit le 25 juillet 1855 (34).

Les concessions avaient été découpées, conformément aux vues de du Souich, selon des tranches transversales qui devaient englober toute la largeur présumée du bassin. On avait donc une série de rectangles ou de trapèzes, à laquelle ne faisaient de légères exceptions que les périmètres de Dourges et de Courrières, de Marles et de Ferfay ; il avait fallu tenir compte ici des travaux effectués. Pour sauvegarder dans l'

(34) A N, F 14, 7 837, dr 20.

avenir un découpage qui paraissait rationnel, les Ingénieurs des Mines avaient promis aux sociétés concessionnaires qu'au cas où de nouvelles découvertes de houille seraient effectuées au nord ou au sud de leurs domaines respectifs, elles pourraient obtenir des extensions de concessions afin de continuer à englober toute la largeur du bassin ; mais il ne s'agissait que de promesses verbales, car l'octroi d'une concession limitait strictement les droits réels des bénéficiaires au périmètre concédé.

Presque toutes les sociétés de recherches avaient obtenu une concession. A l'extrémité ouest du bassin, une compagnie constituée par Podevin, administrateur des Mines d'Hardinghen, avait commencé des sondages dès 1852 mais ne devait obtenir qu'en 1858 la petite concession de Fléchinelle (35). Une seule société n'aboutissait à aucun résultat : il s'agissait de la Compagnie des Canonniers de Lille qui s'était efforcée d'invoquer les sondages effectués dans la période 1834-1839 pour s'opposer à la demande de la Compagnie de la Scarpe. En réalité, en août 1850, tout l'actif de l'ancienne Compagnie des Canonniers avait été acquis pour 50 000 francs par de nouveaux associés conservant le même nom à une nouvelle société. Ces associés usurpaient donc des titres quand ils prétendaient avoir dépensé un million et se présentaient comme les auteurs du sondage si malchanceux de Flers en 1836 (36). En somme, la conquête du nouveau bassin, une fois la découverte de l'Escarpelle réussie, avait été une opération magnifique, peu coûteuse et réalisée sans vive concurrence.

[35] Décret du 31 août 1858 : conc. de Fléchinelle (533 ha).

[36] A N, F 14, 7 836, dr 17.

III. LA FIEVRE DE RECHERCHES DE 1855

A partir de 1855 renaît une "fièvre des houillères" : la stabilité politique, la hausse des prix du charbon, le succès des compagnies déjà constituées et de ce fait la confiance retrouvée, provoquent à nouveau les mêmes phénomènes que vingt ans plus tôt. Mais la nouvelle ruée vers le charbon se produit à retardement, lorsque l'essentiel du bassin est déjà partagé. La nouvelle campagne de recherches aboutit à établir qu'au nord comme au sud l'extension du bassin a été sous-estimée et que de nouvelles concessions peuvent être instituées, mais qui semblent devoir être d'une exploitation beaucoup plus aléatoire que les concessions antérieures.

Des ingénieurs appartenant à des sociétés houillères déjà pourvues réussissent à s'associer à des détenteurs de capitaux pour entreprendre de nouvelles recherches. En mai 1854, Bouchet, directeur des mines d'Hardinghen et de Bracquemont, directeur de la Compagnie de Vicoigne, s'associent avec Emile Vuillemin, directeur de la Compagnie d'Aniche et Charles Hanon, négociant de Béthune, pour opérer des sondages au nord-ouest de la concession de Noeux, sondages qui, dès octobre 1854, atteignent le terrain houiller à Vendin-les-Béthune puis rencontrent plusieurs veines de charbon (37). Le succès de la société de Vendin provoque rapidement toute une campagne de recherches en direction de Saint-Omer : on s'imaginait que ce qui n'était en réalité qu'une protubérance du bassin amorçait la bifurcation d'une longue branche des couches houillères.

(37) Acte de la société de recherches de VENDIN-LES-BETHUNE le 18 mai 1855 ; A N, F 14, 7 837, dr 22.

Les recherches entreprises au nord des concessions de Dourges, Courrières et Lens obtenaient des résultats beaucoup plus importants. Le promoteur était, ici encore, E. Vuillemin: il pensait que le bassin du Pas-de-Calais devait avoir dans cette région une largeur comprise entre 8 et 10 kilomètres et qu'en estimant celle-ci à 7 kilomètres seulement à partir de la limite méridionale des concessions instituées, il subsistait encore une surface assez importante de terrain houiller au nord de ces concessions. En février 1855, Vuillemin commençait un sondage au sud d'Ostricourt, près de la limite septentrionale de la concession de Dourges et fondait une société de recherches avec des administrateurs de la Compagnie d'Aniche (38), société dont les sondages aboutissaient rapidement à des découvertes de houille. Il en résultait dans la même région comme un peu plus à l'ouest de nombreuses recherches concurrentes, soit par des sociétés déjà pourvues, les Compagnies de l'Escarpelle, de Dourges, de Courrières et de Lens, soit par de nouvelles sociétés de recherches, celles de Marchiennes, Libercourt, Seclin, Carvin, Meurchin, Don et Douvrin (39).

Au sud du bassin, les recherches étaient aussi actives et la concurrence s'affirmait aussi âpre. Mais les sondages ne pouvaient aboutir qu'à des résultats limités car la technique des sondages à grande profondeur n'était pas encore assez avancée et surtout on ignorait toujours le renversement des terrains caractéristique du sud du

(38) A N, F 14, 7 916 et F 14, 7 840 ; Arch. Cie d'OSTRICOURT : Statuts de la Cie charbonnière douaisienne (1855) : E. VUILLEMIN, op. cit., t. II, pp. 27-28. - Les administrateurs d'Aniche ont rapidement cédé leurs parts à la Cie d'Ostricourt.

(39) A N, F 14, 7 839 et 7 840, dr 24.

bassin : quand un sondage rencontrait les terrains carbonifères ou dévoniens, il était à tort estimé infructueux, alors que poursuivi, il aurait pu atteindre le terrain houiller. La série de recherches de la période aboutit donc simplement à de faibles rectifications de la limite sud.

Deux faits auraient pu cependant avoir d'importantes conséquences. En 1856, des sondages entrepris au sud de la concession de Marles ont atteint le terrain houiller sous le calcaire carbonifère, mais les ingénieurs des Mines ont estimé que ce recouvrement des terrains anciens reconnu au puits de Cauchy-à-la-Tour ne correspondait qu'à un plissement purement local du terrain dévonien (40). En outre, la Compagnie d'Aix-Noulette, constituée près de Béthune en août 1859, invoquait en faveur de sa demande d'une concession au sud de Lens l'idée que le terrain houiller pouvait dans cette région comme dans celle de Cauchy-à-la-Tour se trouver sous des terrains plus anciens, mais elle envisageait uniquement une possibilité théorique et ce qui devait se révéler une intuition exacte n'était justifié par aucune de ces découvertes indispensables pour l'Administration des Mines (41). Si au nord du bassin, les recherches les plus importantes étaient le fait des nouvelles sociétés, dans le sud au contraire, la Compagnie de Vicoigne-Noeux et surtout la Compagnie de Lens étaient à l'origine de résultats essentiels. Le gouvernement se retrouvait placé devant un choix définissant sa politique économique. Dans l'esprit qui avait présidé à la répartition des premières concessions, fallait-il étendre au nord et au sud le domaine des compagnies déjà dotées, afin de les voir continuer à englober toute la

(40) Arch. direction des Mines, dr de la conc. de Comblain-Châtelain : rapport de l'I. Gal. Lorieux.

(41) A N, F 14, 7 842, rapp. de l'I. Gal. Levallois du 31 mai 1862.

largeur du bassin, et donc toutes les variétés de couches, ou convenait-il au contraire d'abandonner les vucs et les promesses antérieures et d'instituer des concessions différentes au profit de nouvelles sociétés, afin de stimuler la concurrence. Toutes les Compagnies houillères, de l'Escarpelle à Marles, réclamaient des accroissements et une quarantaine de sociétés de recherches avaient effectué des sondages au nord ou au sud du bassin. La solution adoptée a été mixte : quelques extensions ont été accordées aux Compagnies de Fléchinelle, de Vicoigne-Noeux et de Lens (42), mais le terrain concessible a été surtout attribué de 1857 à 1862 à des sociétés qui se sont réparties huit nouvelles concessions, six au nord, d'une superficie totale de 6 834 ha, et deux au sud s'étendant seulement sur 1 309 ha (43). Le nombre des sociétés exploitant le nouveau bassin passait donc de 10 à 18 mais les nouveaux venus ne disposaient que d'une superficie concédée égale à un peu plus du cinquième de celle octroyée aux premières compagnies ; leurs concessions, étirées sur les marges du bassin, cantonnées dans une seule catégorie de houille,

(42) Décrets du 30-12-1857 : extension de Noeux de 1 451 ha ; du 15-09-1862 : ext. de Lens de 51 ha ; du 16-09-1863 : ext. de Fléchinelle de 147 ha. A la même époque, la Cie d'Azincourt, dans le Nord, obtient également une extension de concession de 1 312 ha le 15-02-1860.

(43) Au nord : conc. de Vendin le 6-05-1857 (1 166 ha) ; Ostricourt (2 300 ha), Carvin (1 150 ha), Annoeulin (920 ha), le 19-12-1860 ; Meurchin (1 764 ha), décr. du 19-12-1860 et extension du 18-03-1863 ; Douvrin (700 ha) le 18-03-1863. Au sud : conc. de Cauchy-à-la-Tour (278 ha) le 21-05-1864 et de Liévin (761 ha) le 15-09-1862.

annonçaient une exploitation difficile. En 1852, du Souich avait quitté le Pas-de-Calais et on s'était beaucoup éloigné de la solution rationnelle qu'il avait préconisée. Les erreurs de du Souich lui-même et celles des premières Compagnies sur les limites du bassin, les nouvelles recherches et les décisions prises de favoriser la concurrence avaient rapidement abouti dans le bassin du Pas-de-Calais, à une répartition semblable à celle du bassin du Nord, celle que l'on avait voulu d'abord précisément éviter : des concessions puissantes situées dans l'axe du bassin étaient flanquées au nord et au sud d'une mosaïque de concessions beaucoup moins importantes. A nouveau, l'arbitrage de l'Etat avait joué en faveur d'une multiplication, et non d'un regroupement, des sociétés et des exploitations.

La compétition avait été particulièrement disputée pour l'attribution de la concession de Liévin, et fait qui souligne l'accroissement de la concurrence par rapport aux années 1847-1852, certains adversaires s'étaient efforcés de s'adjoindre des appuis politiques. Quatre compagnies étaient sur les rangs, celles de Béthune et de Courrières qui réclamaient des extensions de leurs concessions et deux sociétés nouvelles, la Compagnie de Liévin et la Compagnie d'Aix dont le siège social était fixé à Aix-Noulette, près de Béthune. Ces deux dernières sociétés s'opposaient avec une particulière âpreté ; toutes deux avaient placé un député au Corps Législatif à la tête de leur conseil d'administration . Germain-Joseph Delebecque, qui présidait la compagnie de Liévin, avait dû l'essentiel de sa carrière à la Monarchie de Juillet dont il avait été à la fois un haut fonctionnaire et un candidat fidèle. Après des débuts difficiles, il était chef de la première

division au Ministère de l'Intérieur lorsque la Révolution de 1830 avait fait de lui un maître de requêtes puis à partir de 1834 le député d'un collège électoral de Béthune (44). Ecarté de la vie politique en 1848, il se retrouvait, en octobre 1860, à nouveau comme candidat officiel, élu de la 2ème circonscription du Pas-de-Calais. Lorsque la société de recherches de Lens-Midi s'était, le 14 avril 1859, transformée en Compagnie de Liévin, société d'exploitation, Germain Delebecque, par ailleurs administrateur de la Compagnie de Chemin de Fer du Nord, avait été porté à la présidence du conseil d'Administration de la nouvelle société ; 12 parts sur 324 lui avaient été attribuées, ce qui l'engageait à opérer un versement immédiat de 24 000 F. (45). A la tête de la Compagnie d'Aix, transformée en société d'exploitation le 14 août 1859, son président Louis Belmontet pouvait à juste titre se vanter d'états de services dans le bonapartisme beaucoup plus brillants que ceux de son rival Delebecque : "Vieux ami de l'Empereur" comme il s'intitulait lui-même, c'était dès la Monarchie de Juillet que par ses activités, ses écrits, il s'était affirmé comme un compagnon de lutte de Louis-Napoléon Bonaparte. Depuis février 1852, il représentait le Tarn-et-Garonne au Corps Législatif (46). En ce qui concerne sa participation à la Compagnie d'Aix, on relève qu'il ne figurait pas parmi les fondateurs de la société tenus à un versement, et qu'il était entré dans la société, comme un autre

(44) BOURLOTON, ROBERT et COUGNY, Dictionnaire des Parlementaires : Germain-Joseph DELEBECQUE (1795-1875).- G. Delebecque a joué un rôle essentiel dans la Cie du Chemin de fer du Nord. Cf. François CARON, Histoire de l'exploitation d'un grand réseau français : la Compagnie du chemin de fer du Nord de 1846 à 1936, Paris, Thèse Lettres 1969, 2 vol. dactyl.

(45) Arch. Cie de Liévin : Statuts de la Cie de Liévin (1859).

(46) Dictionnaire des Parlementaires : Louis BELMONTET (1799-1879).

nouvel administrateur, le comte de Cardaillac, chef de division au ministère d'Etat, par le biais de l'article des statuts qui autorisait l'attribution d'actions gratuites à certaines personnes utiles à la société (47). Louis Belmontet allait prendre la défense des intérêts de la compagnie avec une grande véhémence et une non moins grande maladresse. Parmi ses principaux arguments figurait l'idée qu'il fallait choisir entre une compagnie "orléaniste" et une compagnie "bonapartiste"; dans une lettre à Napoléon III du 23 août 1862, il affirmait : "la compagnie de Liévin est soutenue par le Conseil des Mines où elle a des amis ; nous, nous en avons un sur le trône". Par une lettre au ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics, Delebecque répliquait : "M. Belmontet ajoute qu'il y a eu contre lui un complot orléaniste dont je suis le chef... Quant à l'opinion politique dont il lui plaît de m'affubler, c'est une calomnie grossière, inventée pour donner le coup de grâce aux intérêts que je représente. Où a-t-il pris le droit de m'attribuer des sentiments contraires au serment que j'ai prêté ? Je ne lui conteste pas à lui, le titre de Bonapartiste, mais Dieu me préserve de l'être à sa manière. Votre Excellence a trop d'expérience, M. le Ministre, pour ne pas connaître ces dévouements criards, besogneux, incapables, qui font toujours aux gouvernements plus de mal que de bien..." (48)

Si la Compagnie de Lens s'était livrée à des recherches sérieuses dès 1857, en revanche la Compagnie de Béthune n'avait opéré qu'un sondage infructueux. C'était la Compagnie de Liévin qui, à partir

(47) A N, F 14, 7 842, dr 26 : Statuts de la Cic d'Aix avec la liste des fondateurs ; lettres de Delebecque et Belmontet.

(48) A N, F 14, 7 842, dr 26 : lettre du 16 août 1862.

de mars 1858, avait procédé aux explorations les plus fécondes. Pour sa part, au prix de dépenses, qu'à la fin de 1863 elle devait estimer à 1 500 000 F., la Compagnie d'Aix avait, après plusieurs sondages, creusé une fosse qui permettait l'exploitation de petites veines. Dès le 31 mai 1861, le Conseil des Mines se prononçait pour l'élimination des Compagnies d'Aix et de Béthune dont les résultats obtenus étaient estimés insuffisants, pour une faible extension de la concession de Lens et pour l'octroi d'une concession nouvelle à la Compagnie de Liévin. Belmontet indisposait alors les Inspecteurs généraux des Mines en se livrant à de violentes attaques personnelles contre l'Ingénieur des Mines du Pas-de-Calais, Sens, l'Ingénieur en Chef du Nord, Boudousquié, l'Inspecteur général Levallois, tous trois accusés d'incompétence et de mauvaise foi. Il est probable que Napoléon III lui-même, qui, à plusieurs reprises, a reçu Belmontet et des délégations de "petits actionnaires" de la société d'Aix, et en tout cas plusieurs membres de son cabinet, n'ont pas été insensibles aux arguments développés par Belmontet et ses associés. A deux reprises, des compléments d'enquêtes ont été réclamés, mais le Conseil des Mines, en partie sans doute parce qu'il entendait que ne pût être entamée la réputation du Corps des Mines, maintenait son premier avis, approuvé par le Conseil d'Etat et un décret du 15 septembre 1862 tranchait la question dans le même sens.

De l'exemple de Liévin, on ne saurait cependant conclure que la tiédeur à l'égard du régime politique était un motif de préférence. Pendant plusieurs décennies, l'empreinte du bonapartisme est demeurée très forte dans le bassin du Pas-de-Calais, en partie à cause de l'influence exercée par les compagnies houillères créées sous le Second Empire, et ce fait est suffisamment éloquent.

On n'a pu manquer d'être frappé par la différence des politiques que le gouvernement de Napoléon III a adoptées vis-à-vis de sociétés pourtant également concessionnaires, les sociétés de chemins de fer et les compagnies houillères. Dans l'ensemble, le régime a été favorable aux grandes entreprises ferroviaires alors que, en partie seulement sous la pression des faits, il a contribué dans la région du Nord et le Massif Central à la dispersion des concessions et ainsi à une taille plus restreinte des compagnies houillères. Y a-t-il donc eu distorsion dans les politiques menées à l'égard de deux secteurs économiques essentiels et novateurs, distorsion peut-être provoquée par les influences divergentes du Corps des Mines et du Corps des Ponts-et-Chaussées ? ou s'agit-il plutôt de deux volets d'une même politique, visant en particulier à assurer un coût décroissant de l'énergie grâce à la fois à des charbonnages très concurrentiels et à des entreprises ferroviaires puissantes, seules capables de lutter contre les tarifs excessifs des voies d'eau ?

IV.- LA FIEVRE DE RECHERCHES DE 1873-1875.

En 1874, Jules Gosselet caractérisait de la façon suivante les nombreuses explorations à nouveau entreprises dans la région du Nord : "A voir l'activité que l'on met à certaines époques à rechercher de nouveaux gisements houillers et la manière dont on procède à ces travaux, on serait tenté de croire que l'on est sous l'influence de quelque épidémie qui altère les facultés mentales de ce que l'on nomme les actionnaires et les livre, pieds et poings liés, soit à des charla-

tans, soit à d'honnêtes ignorants, ce qui revient au même pour les résultats ; nous traversons une de ces fièvres épidémiques" (49). En fait, par ses propres travaux, J.Gosselet avait contribué à la reprise des recherches, mais celles-ci, une fois encore, s'opéraient sans tenir un compte suffisant des données empiriques ou théoriques.

Les premières années de la III^{ème} République ont vu progresser de façon assez importante la connaissance de la structure et des limites du bassin houiller du Nord - Pas-de-Calais. On a découvert qu'à son extrémité méridionale, le bassin était limité par une grande faille qui avait provoqué un renversement des terrains et recouvert la houille par des terrains plus anciens, carbonifères ou dévoniens. La limite méridionale pouvait donc être reculée et des extensions et créations de concessions ont été opérées. A nouveau, c'est l'alliance de la technique, de la science et de la finance qui a permis d'atteindre des résultats positifs et quand cette alliance ne s'est pas nouée, on n'a assisté qu'à un gaspillage d'énergie et d'argent.

Durant la dernière décennie du Second Empire, les explorations ont été fort rares : on supposait le pourtour du bassin bien connu et le démarrage difficile des compagnies les plus récemment dotées incitait à la prudence. Ce qui a permis de réamorcer une nouvelle campagne de recherches, ce sont les efforts des sociétés auxquelles leurs concessions peu étendues ou médiocres n'assuraient que des résultats très insuffisants. La Compagnie de Liévin a joué un rôle particulièrement important dans l'exploration de la bordure méridionale du

(49) J. GOSSELET, Etudes sur le gisement de la houille dans le Nord de la France, Bull. Soc. Ind. N. Eco., t.II, 1874, n°6 (pp. 102-123), p.102.

bassin et ainsi s'est trouvée vérifiée la justesse de la politique qui avait consisté à créer de nouvelles concessions au lieu de se contenter d'étendre les anciennes : il est probable que les sociétés dotées des vastes concessions centrales n'auraient pas déployé les mêmes efforts. Les travaux des Compagnies d'Auchy-au-Bois et de Liévin, à la fin du Second Empire, ceux concurrents entrepris à leur suite par les Compagnies de Courrières et de Béthune, ont montré que le terrain houiller se prolongeait au delà de la limite de son affleurement au tourtia sous les terrains plus anciens refoulés au-dessus de lui par une faille (50). Mais de l'inclinaison de cette faille devait dépendre l'étendue utilement exploitable au-dessous des terrains anciens. De nouveaux travaux directs étaient donc nécessaires pour démontrer au sud des périmètres déjà concédés l'existence de gisements houillers assez vastes pour justifier un recul de la limite méridionale du bassin. Les vues théoriques de J. Gossélet et les recherches entreprises par de nouvelles sociétés ont apporté cette démonstration.

La découverte du bassin du Pas-de-Calais n'avait été possible que grâce aux observations rationnelles de l'Ingénieur des Mines du Souich, à la fois technicien et savant ; celle du prolongement du bassin vers le sud doit beaucoup à l'oeuvre d'un pur savant, Jules Gossélet (1832-1916). Originaire de Cambrai, J. Gossélet a consacré l'essentiel de ses travaux scientifiques à la région comprise entre le Rhin et la Manche. Préparateur à la Faculté des Sciences de Paris de 1853 à 1860, il a soutenu en 1860 une thèse sur les terrains primaires

(50) Direct. des Mines, dr de la conc. de Drocourt, rapp. de l'I. G^{al} du Souich du 25-02-1878.

de la Belgique, des environs d'Avesnes et du Boulonnais (51), où il cherchait notamment à établir que le bassin houiller du Boulonnais est de même âge que celui du Nord et du Pas-de-Calais et son prolongement stratigraphique. Ce mémoire n'entraînait pas l'adhésion de tous les savants ; le géologue anglais Prestwich, entre autres, continua de considérer le bassin d'Hardinghen comme formé par de petites couches de houille interstratifiées dans le calcaire carbonifère et plus anciennes que la houille de Belgique et du Nord de la France (52). Après quatre ans au Lycée de Bordeaux et quelques mois à la Faculté de Poitiers, Gosselet était nommé professeur à la Faculté des Sciences de Lille en 1864, Faculté où il fondait l'enseignement de la géologie et où allait se dérouler toute sa carrière. En ce qui concernait les recherches houillères, il avait ainsi défini sa position : "Ce n'est pas sans inquiétude que j'aborde ce sujet. Etranger aux travaux réguliers des mines et aux entreprises de sondage, je n'ai ni l'autorité nécessaire pour établir une enquête, ni de droits acquis à la confiance des industriels, mais j'ai la foi la plus entière dans les lois de la géologie ; je crois à cette science qui prédisait le résultat et les circonstances du forage de Grenelle, sept ans avant que M. Mulot eût fait jaillir l'eau qui a

(51) J. GOSSELET, Mémoire sur les terrains primaires de la Belgique, des environs d'Avesnes et du Boulonnais, Paris, L.Martinet, 1860, 4°, 165 p., Paris, Th. Sc. - Sur J. Gosselet : Cinquantenaire scientifique de M. Jules Gosselet, 30 novembre 1902, Lille, Liégeois-Six, 1903, 8°, 140 p.; J. Gosselet (1832-1916) Notice nécrologique, par L. CAYEUX, Paris, O. Douin, 1916, 8°, 11 p. ; Charles BARROIS, La vie et l'oeuvre de J. Gosselet, Lille, Impr. Centrale, 1920, 8°, 38 p. ; Arch. de son petit-fils, F. Gosselet-Witz : en partic. lettre à Hébert (1881) et mémoire de 1914-1915.

(52) PRESTWICH, Adress delivered at the anniversary meeting of the geological society of London, 16 février 1872, p. 59.

immortalisé son nom" (53). Plusieurs articles soulignaient l'intérêt que J. Gosselet portait au bassin houiller de la région du Nord (54). En ce qui concernait le problème particulier de la limite méridionale de celui-ci, le savant était handicapé par la jeunesse de l'exploitation et aussi par l'absence de liens entre l'université et l'industrie: les ingénieurs ne transmettaient pas leurs trouvailles à la Faculté des Sciences et celle-ci ne pouvait recommander une collecte d'observations ; aussi la géologie, science appliquée et déductive, devait-elle se résigner à être en partie théorique et inductive, à apparaître parfois plus comme un art tatonnant que comme une science rigoureuse. L'apport de J. Gosselet est d'autant plus méritoire : alors que ses prédécesseurs avaient eu surtout recours à des analyses stratigraphiques, lui-même développait les observations paléontologiques et parvenait vers la fin du Second Empire à élaborer une théorie générale. Il concevait les terrains paléozoïques comme initialement répartis en deux plis synclinaux parallèles, celui de Dinant ou d'Avesnes et celui de Namur ou de Valenciennes, limités au nord et au sud par les plateaux de Brabant et d'Ardenne et séparés par la crête de Condroz ; à l'époque carbonifère moyenne, ces bassins, étaient recouverts par les forêts marécageuses qui ont produit le charbon. Mais

(53) J. GOSSELET, Observations sur le gisement de houille dans le département du Nord, Mémoires Soc. Sc. Lille, 2ème sér., X, 1863 (pp. 351-365), p. 362.

(54) Notamment : Réflexions sur les gisements de la houille dans le département du Nord et du Pas-de-Calais, Mém. Soc. Sc. Lille, 3ème sér., IX, 1871, pp. 41-48 ; Etudes relatives au bassin houiller du Nord de la France, Bull. Soc. géol. France, 3ème série, I, 1873 ; Du système du poudingue de Burnot, Ann. des sciences géologiques, IV, 1873, art. n°7, 30 p. ; Etudes sur le gisement..., 1874, loc. cit.

avant même la fin de l'époque houillère, le plateau de l'Ardenne fut poussé vers le plateau de Brabant, ce qui provoqua dans la zone intermédiaire des fractures, des cassures plus ou moins considérables, des glissements de certaines parties sur les autres, et en particulier le renversement du flanc méridional du bassin de Namur sur son flanc septentrional, et la limite de la région houillère par une longue cassure de 2 000 mètres d'amplitude, "la grande faille", que Gosselet suivait de Liège au Boulonnais et qui sépare le bassin nord de la crête de Condroz. La formation de la houille arrêtée, seuls des lambeaux de houille ont pu être retrouvés dans le bassin de Dinant. La lèvre septentrionale de la grande faille (appelée aussi faille eifélienne ou faille du midi), s'est souvent abaissée et la crête de Condroz est venue recouvrir le terrain houiller, d'où de nombreux exemples de superposition directe du grès rouge dévonien sur le terrain houiller ; parfois elle a poussé devant elle des masses de calcaire carbonifère, qui viennent alors s'interposer entre le grès rouge et le terrain houiller ; les "lambeaux de poussée" sont alors séparés du terrain houiller par une "faille-limite". Par l'importance très neuve pour l'époque, accordée aux forces tangentielles et aux failles, J. Gosselet était ainsi amené à prévoir et à expliquer la présence de la houille sous des terrains plus anciens tout le long du bord sud du bassin du Pas-de-Calais, grâce à une théorie applicable à tout le bassin houiller franco-belge. Souvent sollicité, Gosselet prodiguait directement ses conseils aux Compagnies de Liévin, de Béthune et de Noeux, mais il n'a jamais acquis une seule action de charbonnage (55), montrant un désintéressement semblable à celui de du Souich. Comme toute théorie

(55) Indicat. de son petit-fils, F. Gosselet-Witz.

pionnière, la conception de Gosselet aboutissait aussi à certaines suppositions qui devaient se révéler erronées : le savant surestimait la pente de la faille-limite et donc les difficultés d'exploitation dans le sud du bassin, au moins dans la région de Liévin, et il n'avait pas perdu l'espoir de retrouver des gisements de houille utilisables entre le nouveau bassin du Pas-de-Calais et le Boulonnais.

Le redémarrage des recherches a été le fait de compagnies houillères du Pas-de-Calais déjà pourvues et il a été aidé par l'apport scientifique de J. Gosselet. Mais c'est la grande hausse du prix des charbons et, plus encore, celle si considérable du cours des actions des sociétés houillères dans les années suivant la guerre de 1870-1871 qui ont provoqué une nouvelle multiplication des sociétés de recherches durant les années 1873-1875. "L'épidémie" est telle que l'on n'hésite pas à engager des capitaux alors que les chances de succès sont infimes. A un fondateur de société qui venait le consulter sur la reprise d'anciens travaux de recherches, J. Gosselet répondait qu'on avait 99 chances contre une de ne pas trouver de charbon. Son interlocuteur et ses associés décidaient de courir la 100ème chance ; Gosselet les avertissait : "Faites, mais je souhaite que vous ne réussissiez pas. Si vous trouvez du charbon, vous êtes ruinés.... car vous ne pourrez trouver qu'un bassin réduit, peu productif, et vous y ferez d'énormes dépenses sans en retirer aucun avantage" (56). Les travaux étaient pourtant entrepris. On comprend donc que, comme lors des précédentes "fièvres des houillères", les déboires aient été plus nombreux que les résultats positifs.

(56) J. GOSSELET, Etudes sur le gisement de la houille... 1874, loc. cit., pp. 102-103.

Une douzaine de sociétés nouvelles ont tenté en vain leur chance, soit sur le pourtour du bassin reconnu, principalement la long de la bordure méridionale, soit dans l'espace d'environ 35 kilomètres séparant le bassin du Boulonnais de la concession de Fléchinelle. Il s'agit le plus souvent de sociétés fondées par des détenteurs de capitaux de la région du Nord, mais cependant, comme à chaque poussée de recherches, l'intérêt suscité draine des fonds extérieurs : en août 1873, le directeur de la société des Usines à gaz réunies de Paris a constitué une "société de recherches de houille dans le Pas-de-Calais" qui entreprend un sondage près de Souchez, au sud de la concession de Liévin ; en 1875, la société des Forges et fonderies de Montataire fait un sondage à Surques, à l'est d'Hardinghen (57). Cette participation d'une société métallurgique à des recherches de houille est un fait nouveau pour la région. Autre élément nouveau, plusieurs sociétés houillères du Pas-de-Calais se sont associées pour explorer en commun l'espace Boulonnais-grand bassin du Pas-de-Calais : les compagnies de Bruay, Dourges, Liévin, Auchy-au-Bois se sont entendues en février 1875 pour constituer la "société de recherches d'Alembon" au capital de 100 000 francs, mais la société, après deux sondages infructueux, était dissoute en 1878 et son échec était le même que celui de cinq sociétés constituées dans le même but (58).

Deux sociétés nouvelles seulement parvenaient à obtenir des résultats assez probants pour justifier l'octroi d'une concession. A l'origine de la compagnie houillère de Courcelles-les-Lens, se place

(57) Rapport au C. Gal du P.C., 1873, p. 174 et id., 1875, p. 30.

(58) Ludovic BRETON, Les principaux événements de ma vie... (Calais, 1912-1914, 4 vol.), t.II, p. 65.

toute une série de démêlés entre un hardi spéculateur, Abel Lebreton-Dulier, et des actionnaires d'une des sociétés qu'il avait fondée en 1859 ; lassés des échecs de leur entreprise, des industriels et négociants de Lille et Roubaix ont pu éliminer Lebreton-Dulier et constituer une nouvelle société en juin 1869, sous la présidence d'Henri Delattre, filateur de lin à Lille (59). Cette société a réussi à atteindre le houiller et plusieurs couches de charbon, sous le calcaire carbonifère, grâce à sa fosse de Courcelles, au sud-ouest de la concession de l'Escarpelle. Des résultats plus probants encore ont été obtenus davantage à l'ouest, par une "société de recherches de Vimy et du Midi de Courrières" fondée en avril 1873 par des administrateurs de charbonnages belges et dont les forages ont coûté 213 585 F.; en 1874 et 1875, ses sondages de Méricourt et de Drocourt, au sud des concessions de Dourges et de Courrières, ont fourni la démonstration du recouvrement du bassin houiller par les terrains plus anciens refoulés vers le nord, suivant une faille qui, aux endroits forés, n'avait qu'une faible inclinaison de 14 à 18°, ce qui devait rendre possible l'exploitation à quelques centaines de mètres de profondeur seulement. Les recherches menées au début de la IIIème République permettaient ainsi l'octroi de deux concessions, celles de Courcelles-les-Lens et de Drocourt, et donc le développement de deux nouvelles sociétés d'exploitation (60). En outre, les compagnies de Liévin, Courrières, Béthune, Bruay, Auchy-au-Bois et Ferfay obtenaient des extensions de conces-

(59) Acte de société de la Cie de COURCELLES-LES-LENS : 12 juin 1869; Direct. Mines : dr de la conc. de Courcelles-les-Lens, A D P C, S : id.

(60) Direct. Mines et A D P C, S : drs de Courcelles-les-Lens et de Drocourt ; conc. de Courcelles le 18-09-1877 (440 ha) et extens. du 30-04-1880 (720 ha) ; conc. de Drocourt le 22 juill. 1878 (2 545 ha).

sions (61). Au total, le recul de la limite méridionale avait permis d'accroître dans le bassin du Pas-de-Calais la superficie concédée de 10 092 hectares (+ 21 %).

La limite des concessions rectifiées ou instituées n'avait pas été tracée en fonction de données rigoureuses, car l'étendue de la zone exploitable existant au midi ne pouvait être déterminée qu'avec une connaissance suffisante de l'allure des failles qui limitent le gisement et l'on n'avait atteint celles-ci que dans leurs parties les plus hautes. Par voie de continuité, on avait étendu aux parties profondes l'allure ainsi reconnue, à une époque où l'on n'était pas familiarisé avec les failles plates et ne pensait pas qu'un accident pût avoir, sauf exceptionnellement, moins de 25 à 30°. La plongée restreinte repérée par la société de Drocourt était considérée comme apparente, locale et résultant de failles inconnues. La ligne sud des concessions avait donc été établie en fonction d'une faille limite supposée présenter une inclinaison moyenne de 25 à 30° ; il en résultait qu'à l'aplomb des limites des concessions, le houiller ne pouvait, s'il existait, être le plus souvent rencontré qu'à une profondeur d'au moins mille mètres. Seules demeuraient alors concessibles la région non explorée au sud de Marles et de Cauchy-à-la-Tour et une petite zone au sud de Noeux. Il fallait donc de nouvelles découvertes et de nouvelles conceptions pour que la superficie concessible ne fût pas considérée comme définitivement fixée.

(61) A D P C, S : extens. de Liévin : 2-02-1874 (683 ha), 21-06-1877 (606 ha), 24-05-1880 (931 ha) ; Courrières : 22-07-1874 (142 ha) ; Béthune : 21-06-1877 (591 ha) ; Bruay : 25-11-1884 (1 092 ha) ; Auchy-au-Bois : 11-04-1878 (1 568 ha) ; Ferfay : 26-02-1883 (772 ha).

V. LES RECHERCHES A LA FIN DU XIX^{ème} SIECLE ET AU DEBUT DU XX^{ème}
SIECLE : L'INTERVENTION DE SOCIETES METALLURGIQUES.

La dernière décennie du XIX^{ème} siècle a vu une importante reprise des recherches houillères dans la région du Nord, recherches qui, par leur développement initial un peu anarchique, rappellent en partie les tentatives antérieures. Mais rapidement, l'intervention de puissantes sociétés métallurgiques françaises leur a donné une ampleur et un caractère rationnel jamais atteints ; on semble alors passer du stade en quelque sorte artisanal de la recherche à celui de l'exploration scientifique et industrielle. Une tentative particulière a permis l'octroi d'une nouvelle concession à la bordure nord du bassin, de nombreuses recherches ont été à nouveau suscitées vainement par l'espoir de découvrir vers l'ouest le prolongement des couches houillères, mais c'est surtout la volonté de provoquer un nouveau recul de la limite méridionale des concessions qui a animé les explorations les plus actives.

En 1890 et 1891, la société de Flines-les-Raches a exécuté deux sondages dans une région explorée vainement en 1839 et sous le Second Empire, celle située au nord de la Scarpo, près de la bordure septentrionale des concessions d'Aniche et de l'Escarpelle ; elle a découvert plusieurs veines de houille anthraciteuse, ce qui lui a permis d'obtenir une concession de 3 768 hectares le 9 août 1892 (62).

En 1890, un sondage entrepris à Douvres, sur l'emplacement des anciens travaux de tête du tunnel sous-marin, a rencontré le ter-

(62) Direct. des Mines : dr de Flines-les-Raches.

rain houiller à la profondeur de 353 mètres, l'a exploré sur une hauteur de 355 mètres et a regroupé plusieurs veines de houille, confirmant une hypothèse émise dès 1856 par le géologue Godwin-Austen. L'espoir de voir naître une importante exploitation houillère a incité plusieurs centaines d'actionnaires français à investir des fonds importants dans le nouveau bassin, se préparant ainsi bien des désillusions (63). En outre, la découverte anglaise a provoqué en 1894 et 1895 une campagne de recherches sur la côte française opposée, et depuis le cap Gris-Nez jusqu'à la frontière belge, une trentaine de sondages, engloutissant environ 500 000 francs, ont été exécutés par six sociétés ; mais seul celui de Straunne, près de Wissant, sur un emplacement conseillé par J. Gosselet, a rencontré le houiller, mais dans un affleurement trop limité et trop faible pour présenter un intérêt industriel (64). De même, quelques recherches effectuées entre la concession de Fléchinelle et le Boulonnais ont à nouveau échoué.

Aux recherches conduites sur les côtes de la Mer du Nord avaient participé deux sociétés fondées par l'ingénieur Ludovic Breton, qui a joué également un rôle essentiel dans les nouvelles explorations entreprises au sud du bassin du Pas-de-Calais. Ingénieur ou directeur

(63) R. GODWIN-AUSTEN, On the possible extension of the Coal- Measures beneath the South Eastern part of England, Quart. Journ. Geol. Soc., t. XII, 1856, pp. 38-73 ; M. BERTRAND, Sur le raccordement des bassins houillers du Nord de la France et du Sud de l'Angleterre, Annales M. 9ème sér., III, 1893, pp. 5-83 ; A. OLRV, op. cit., p. 212 ; selon L. Breton, à son A.G. du 31 décembre 1900, "The Consolidated Kent Collieries Corporation Limited" dénombrait 2 800 actionnaires, dont 500 Français qui possédaient le cinquième du capital de 31 250 000 F. (Direct. Mines : dr de Gouy-Servins).

(64) O. OLRV, op. cit., p. 107 et p. 213 ; J. GOSSELET, Etude préliminaire des récents sondages faits dans le Nord de la France pour la recherche du bassin houiller, Annales Soc. Géol. N. (t.27, 1898, pp.139-149), p. 149.

de petites sociétés houillères du Pas-de-Calais depuis 1862, L. Breton connaissait bien les problèmes de la limite méridionale du bassin ; acquéreur en 1888 de la concession d'Hardinghen, il s'efforçait avec difficulté d'en développer l'exploitation. Son mérite essentiel est d'avoir su tenir compte des espaces qui restaient encore à explorer, même si l'on supposait exactes les idées admises sur la séparation du houiller et des terrains plus anciens ; comme l'a lui-même déclaré L. Breton, il suffisait d'y songer. Associé à Jules Hermay, propriétaire d'une importante brasserie-malterie à Barlin et ancien député conservateur du Pas-de-Calais, Breton fonde en février 1894 une "société de recherches de la Clarence" qui découvre plusieurs veines de houille par son sondage de Divion, au sud de la concession de Marles. Les compagnies voisines de Bruay et de Ferfay déposent des demandes en concurrence et Théodore Rose, député du Pas-de-Calais et Théophile Depreux, franc-maçon, sénateur du Nord, interviennent auprès du gouvernement en faveur de la Compagnie de Ferfay "républicaine de la base au sommet" contre ses concurrents de la Clarence "ennemis de la République" (65). La concession de Camblain-Châtelain (746 ha) est pourtant attribuée en 1895 à la société de La Clarence.

Explorateur passionné, L. Breton commence en mai 1896 un sondage à Hersin-Coupigny, à la limite de la concession de Noeux, sondage qui atteint le houiller en avril 1899 à 606 mètres de profondeur. Cette découverte, qui confirme simplement que dans cette région la faille-limite présente une inclinaison de 25°, a pourtant beaucoup de retentissement car elle est associée dans les esprits aux résultats obtenus

(65) Direct. Mines : dr de Camblain-Châtelain.

à la même époque par la Compagnie de Liévin et provoque l'espoir d'un nouveau recul important de la limite méridionale des concessions.

C'est un peu par hasard et non en se livrant à une recherche systématique que la Compagnie de Liévin a découvert le replatissement de la Grande Faille du Midi du bassin du Pas-de-Calais au sud de sa concession. En 1896, la société faisait des travaux de reconnaissance à partir du niveau de son siège n°1 quand elle fut ainsi amenée à constater que l'inclinaison de la faille eifélienne était beaucoup moins forte qu'on ne pouvait le prévoir et d'autres recherches au sud de la concession, menées désormais systématiquement à partir de bowettes du même puits, établirent de 1896 à 1899 que dans la partie centrale de la concession de Liévin, l'inclinaison de la faille-limite diminue notablement en profondeur. Le terrain houiller y passe, au droit de l'ancienne limite sud de la concession, à la profondeur de 500 mètres seulement et la surface du houiller, inclinée localement d'une dizaine de degrés, ne s'y approfondit que de 175 mètres environ par kilomètre. Toutes ces données, d'abord tenues secrètes, puis révélées à partir de 1898 permirent à la Compagnie de Liévin d'obtenir le 24 juillet 1899 une nouvelle extension de concession de 1 164 hectares (66).

L'importance des découvertes de la Compagnie de Liévin et de la société L.Breton était beaucoup accrue par l'évolution des théories scientifiques sur la structure de la partie sud du bassin houiller. Plu-

(66) Direct. Mines : conc. au sud du B N P C, dr général ; A D P S, S, dr de Liévin ; A. SIMON, B.S.I.M., 1899, pp. 777-791 ; E. CUVELETTE, L'extension méridionale du bassin houiller du Pas-de-Calais, B.S.I.M., 4ème série V (1906), pp. 453-499), pp. 462-464.

sieurs savants étaient associés directement aux recherches entreprises. Jules Gossélet et ses continuateurs Marcel Bertrand (1847-1907) et Charles Barrois (1851-1930) étaient consultés directement sur les travaux à mener et leurs résultats par les Compagnies de Liévin et de Nocux, et surtout Marcel Bertrand précisait, à partir de celles de J. Gossélet et du célèbre géologue autrichien, Edouard Suess, des vues théoriques qui apportaient un grand encouragement à de nouvelles recherches houillères. Ingénieur en chef des Mines puis professeur à l'Ecole des Mines de Paris, Marcel Bertrand (1847-1907) avait étendu à l'évolution de tous les massifs montagneux, et en particulier à celui des Alpes, les conceptions de ses deux prédécesseurs sur l'importance des actions de refoulement des poussées tangentielles et attribué aux nappes de charriage une importance considérable. En ce qui concernait le bassin houiller du Pas-de-Calais, M. Bertrand concevait une évolution qui ne différait pas sensiblement de celle suggérée par J. Gossélet, mais selon lui, les plans de fracture devaient être considérés comme peu inclinés, presque horizontaux. Dans cette hypothèse, la Faille du Midi resterait peu inclinée jusqu'à une grande distance de la lisière sud du bassin et pourrait même éprouver sur certains points des relèvements l'amenant à peu de distance de la surface ; le houiller pouvait donc être atteint à une profondeur restreinte au delà des concessions instituées (67). L'exploration ne pouvait manquer d'être stimulée par une telle conception, à une époque

(67) Ed. SUESS, La face de la terre (Das Antlitz der Erde), trad. franç. (Paris, A. Colin, 1900-1918, 8°, 4 vol., Préf. de M. Bertrand) ; M. BERTRAND, Rapports de structure des Alpes de Glaris et du bassin houiller du Nord, Bull. Soc. Géol. Fce., 3ème série, XII, 1883-1884, pp. 318-330. Le bassin crétacé de Duveau et le bassin houiller du Nord, Annales M., 9ème sér., XIV, 1898 (pp. 5-85), p. 76 ; sur M. Bertrand, cf. Pierre TERMIER, Marcel Bertrand (Paris, 1906, 8°, 63 p.).

où en Belgique l'union de la science et de la recherche appliquée aboutissait en 1901 à la découverte du bassin houiller de la Campine, grâce aux travaux d'André Dumont (1847-1920), professeur d'exploitation des mines à l'Université de Louvain, fils d'André-H. Dumont.

Plusieurs compagnies houillères du Pas-de-Calais ont entrepris des sondages au sud de leurs concessions, comptant bien que l'administration des mines accepterait des extensions de leurs périmètres, comme lors de la campagne précédente de recherches. Mais les forages exécutés en 1899 et 1900 par les Compagnies de Béthune, de Noeux, de Bruay et de La Clarence se sont vite révélés difficiles, coûteux et n'ont abouti qu'à des résultats médiocres. De plus, la politique du Ministère des Travaux Publics, à l'échelle nationale, s'orientait vers l'octroi de concessions à de nouveaux bénéficiaires. Aussi les compagnies houillères régionales ont-elles préféré céder la place à d'importantes sociétés métallurgiques, avec la souci d'obtenir, par la cession de leurs sondages et de leurs droits, des participations dans les sociétés d'exploitation qui pourraient être constituées.

La prospection avait été jusqu'alors dans la région du Nord le fait à peu près exclusif de sociétés ayant en vue la seule exploitation houillère : Montataire était l'unique société métallurgique à avoir, en 1875, tenté une timide pénétration, d'ailleurs vaine. Fait essentiel et qui marquait son originalité par rapport aux bassins belges et allemands, aux bassins français du Massif Central, le bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais était demeuré le domaine exclusif de compagnies limitant leur activité à l'exploitation houillère de la

région. La pénétration des sociétés métallurgiques pouvait donc être un élément nouveau gros de conséquence . Elle a été pourtant en partie l'oeuvre des sociétés houillères du Pas-de-Calais elles-mêmes. La Compagnie de Béthune a attiré la Société des Aciéries d'Isbergues, la Compagnie de Vicoigne-Noeux la Société métallurgique du Senelle-Maubeuge, Léon Renard étant le président du Conseil d'Administration des deux sociétés ; H. Darcy présidait à la fois la Compagnie de Dourges et les Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons ; c'est M. Simon, directeur des mines de Petite-Rosselle, frère du directeur de Liévin, qui a conseillé à Henri et Robert de Wendel de s'intéresser à la prospection houillère dans le Pas-de-Calais (68).

La conjoncture économique à longue et courte période ne pouvait manquer d'encourager les métallurgistes à acquérir des charbonnages. L'élan des prix et des affaires dans la dernière décennie du XIXème siècle, la forte hausse des prix de la houille en 1898 et 1899, prix qui atteignent les maxima les plus élevés depuis 1875, incitent les sociétés grandes consommatrices de coke à tenter de diminuer leur dépendance vis-à-vis de leurs fournisseurs allemands, belges et aussi français. La constitution de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais en 1901, cartel de vente très souple, peut aussi leur apparaître comme une menace dont il faut limiter les conséquences. Et surtout, la fin du XIXème siècle voit s'accélérer en France la tendance à la concentration économique, et les liens houille-métallurgie qui tendent à se renforcer dans la région du Nord par la prospection développée ne sont que des symptômes d'un mouvement général d'in-

(68) Arch. des Cies de Vicoigne-Noeux et de Liévin, de la Sté des Hauts Fourneaux de Maubeuge; Direct. M.: dr général des conc. du sud du b. du P.-de-C.

tégration qui se précipite.

De 1899 à 1904 se développe tout le long de la limite méridionale des concessions du Pas-de-Calais une importante campagne de recherches menée à la fois par des sociétés métallurgiques du Nord, de Lorraine et du Centre, qui présentent deux traits communs : ces sociétés possèdent des mines de fer ou des usines sidérurgiques dans l'Est de la France, à la seule exception des Aciéries de France (Isbergues) et elles ne possèdent pas de mines de houille ou n'en possèdent que très peu. Les Aciéries de France, Senelle-Maubeuge, Denain-Anzin, les Forges du Nord et de l'Est, sociétés qui ont installé leurs établissements les plus importants dans la région du Nord, mènent une active prospection avec les sociétés de la Marine et d'Homécourt, de Pont-à-Mousson, Micheville, Pompey, Gorcy, Chatillon-Commentry et Neuves-Maisons, et les sociétés Raty de Saintignon et de Wendel, qui ont, depuis leur origine ou par transfert, leurs mines ou leurs usines les plus considérables dans l'Est de la France ou en Alsace-Lorraine. On dénombre ainsi treize sociétés métallurgiques qui ont continué les sondages commencés par des sociétés houillères régionales ou entrepris de nouveaux forages (69).

Seules des sociétés nombreuses et puissantes pouvaient mener à bien les recherches nécessaires. Quelque concurrence s'est d'abord affirmée, et l'on ne saurait voir dans le déroulement des recherches un plan initial rationnellement conçu car à l'origine, plu-

(69) Direct. Mines : dossier général et dossiers particuliers des six conc. de 1908 ; A D P C , S, dossiers des six conc. ; tableau des sondages, dans CUVELETTE, loc. cit., pp. 470-473.

sieurs sociétés avaient comme objectif d'obtenir la concession d'une bande englobant tout le sud des concessions du bassin du Pas-de-Calais. C'est le développement de la concurrence vite affirmée qui a obligé les diverses sociétés à se spécialiser dans l'exploration de secteurs géographiques limités. Vingt-et-un sondages ont été exécutés, et poussés à des profondeurs comprises entre 606 mètres et 1415 mètres. C'est dire que seuls les progrès des techniques de sondages et les puissants moyens financiers des sociétés métallurgiques ont permis de mener une campagne aussi importante et aussi difficile. Des procédés belges et allemands ont été utilisés et parfois des sociétés mixtes de sondage franco-allemandes ont été constituées pour exécuter certains forages à de grandes profondeurs. Plus de six millions de francs ont été dépensés (70).

Dès 1904, on peut considérer que les recherches ont produit tout leur effet ; à nouveau le résultat ne répond guère aux espoirs initiaux. Dans son compte rendu à l'assemblée générale du 30 août 1905, le rapporteur de la Société des Aciéries de Longwy constate à propos des recherches du Pas-de-Calais : "Les résultats obtenus ne répondent que bien imparfaitement à nos espérances, et quel que soit le sort réservé aux demandes en concession, il est dès à présent certain que notre Société ne pourra trouver dans les futures exploitations de cette région qu'une minime partie de ses besoins" (71). C'était en

(70) Arch. de la Soc. des Hauts Fourneaux de Maubeuge ; arch. de la Tiefbohrergesellschaft, société berlinoise ayant constitué une filiale à Paris (1900) ; A. RENIER, De la reconnaissance des terrains par les procédés modernes de sondage, Annales des Mines de Belgique, 1903, pp. 927-1 098 ; Direct. des Mines : rapp. de l'I. G. Delafond du 12-03-1905.

(71) Cité par Claude PRECHEUR, La Lorraine sidérurgique (Paris, S.A.B. R.I., 1959, 4°, 631 p.), p. 340.

effet à tort qu'on s'était imaginé que le raplatissement de la Faille du Midi constaté à Liévin s'étendait à toute la lisière sud du bassin du Pas-de-Calais ; les sondages exécutés obligeaient à se rendre à cette évidence que l'allure faible de la faille n'existait qu'au sud des concessions de Liévin et de Drocourt, où la pente était de 10° à 13° en moyenne et que la faille se redressait progressivement en allant vers l'ouest, au sud des concessions de Noeux et de Bruay, où son inclinaison moyenne semblait de 20° . En somme, on n'avait pas tellement appris de choses nouvelles, si ce n'est ceci : ce qu'on croyait être des accidents purement locaux, la faible pente de la surface séparant le houiller des terrains renversés s'étendait en réalité à toute la moitié est du bassin du Pas-de-Calais. A l'ouest, il avait fallu pousser les sondages de Beugin, de Baraffle et d'Olhain respectivement à 1 058, 1 235 et 1 400 mètres avant de rencontrer le houiller. On avait donc établi dans une certaine mesure la possibilité de nouvelles exploitations au sud des concessions instituées et l'on estimait que la bande houillère devait avoir une superficie de 6 000 hectares à la profondeur de 1 250 mètres. Or, cette profondeur était déjà atteinte dans certaines houillères belges des bassins de Mons et de Charleroi et l'exploitation ne susciterait pas de difficultés sérieuses mais il faudrait investir des capitaux importants : quinze millions de francs, condamnés à demeurer improductifs pendant dix ans, seraient nécessaires pour établir un siège d'extraction dans la nouvelle zone explorée. En outre se posait le problème de la qualité des charbons repérés ; si dans les gîtes situés au sud de Liévin, la teneur en matières volatiles ne dépass-

sait pas 29 %, au contraire à l'ouest, la série de veines paraissait plus complète avec des teneurs allant de 27 à 38 %. Il s'agissait donc de teneurs assez élevées, et comme le soulignait L. Breton, on allait concéder à des sociétés métallurgiques des gisements ne recélant pas tous, semblait-il, des charbons à coke (72). Les problèmes d'attribution étaient donc délicats.

En ce qui concernait une extension éventuelle du bassin du Nord, les résultats très décevants des recherches, d'ailleurs beaucoup plus modestes, menées dans la région de Valenciennes, sur la bordure méridionale, tranchait la question par la négative, du moins dans l'immédiat. Les différentes tentatives d'exploitation de la concession de Marly avaient démontré que le gisement reconnu par les fosees Petit et Saint-Saulve était trop pauvre et trop irrégulier pour donner lieu à une exploitation rentable. Des sondages entrepris à la fin du XIXème siècle par la Société des Mines de Marly et la Compagnie de Crespin, puis de 1906 à 1908, par la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, s'étaient efforcés de rechercher s'il n'existait pas dans la concession de Marly, ainsi que dans la région comprise entre cette concession et celle de Crespin, un autre gisement qui serait, lui, exploitable. Mais les trois sondages de la société métallurgique, poussés à grande profondeur, ne pouvaient inciter qu'à une exploitation houillère pratiquée à plus de 1 200 mètres, donc très coûteuse, et les Forges et Aciéries du Nord et de l'Est préféraient ici renoncer à une demande

(72) Pour ce paragraphe, cf. le rapp. cité de l'I. G. Delafond ; la teneur optimale en M.V. pour le coke était de 20-22 % (mais des mélanges étaient possibles).

de concession (73). Seul se posait donc le problème des concessions à instituer au sud du bassin du Pas-de-Calais.

Le nombre des demandeurs paraissait excessif : les ingénieurs des mines estimaient à cinq le maximum des concessions à attribuer et il y avait une quinzaine de sociétés sur les rangs. Sous la pression de l'Administration des Mines et aussi du fait de leurs propres liens, les sociétés métallurgiques se mettaient assez facilement d'accord pour grouper leurs demandes en fonction des cinq concessions envisagées. En revanche, aucune entente ne se révélait possible avec la société de Fresnicourt, constituée par Ludovic Breton avec l'aide d'ex-administrateurs de la Compagnie de Blanzky. A ce franc-tireur, à cet empêcheur de tourner en rond, les sociétés métallurgiques ne proposaient qu'une indemnité pour ses recherches. Mais Ludovic Breton était soutenu par la plupart des parlementaires du Pas-de-Calais, y compris les députés socialistes, le Conseil général du Département et également le Préfet, soucieux de défendre les intérêts régionaux. En plus de leur puissance propre, les sociétés métallurgiques avaient pour elles l'appui de plusieurs parlementaires (74), celui des Ingénieurs généraux des Mines et de la Section des Travaux Publics du Conseil d'Etat. Mais l'attitude d'A. Gauthier (de l'Aude), ministre des Travaux Publics dans les second et troisième ministères Rouvier, a été plus réservée en 1905-1906 et à sa suite celle de Jozon, Directeur des Routes, de la Navigation et des Mines. Le Ministère craignait

(73) DEFLINE, Note sur la constitution de la partie méridionale du bassin houiller du Nord dans la région de Valenciennes, Annales M., 10^{ème} sér., XIV, 1908 (pp. 469-521), pp. 492-515 et p. 521.

(74) En particulier, intervention des sénateurs Marquis et Méglière auprès du Ministre des T.P. le 7 juillet 1905 (drs de la Direct. des Mines).

beaucoup de voir les sociétés métallurgiques solliciter des concessions dans un but spéculatif, avec l'intention de les revendre peut-être rapidement, au besoin à des industriels allemands; certaines concessions de mines de fer de l'Est ne venaient-elles pas d'être cédées à des sociétés de la Ruhr?(75). La participation des techniciens allemands aux sondages effectués paraissait inquiétante. En réalité, il semble bien que dès cette époque, plusieurs sociétés métallurgiques aient modifié leurs objectifs; les résultats atteints étaient trop décevants pour permettre d'envisager avant longtemps une exploitation rentable, mais il fallait obtenir tout de même des concessions afin de disposer de moyens de pression sur les compagnies houillères du Pas-de-Calais. Cela seul suffisait à inciter le Ministère à une prudence encore accentuée par toutes les polémiques développées alors à propos de la législation minière et des concessions de l'Est de la France (76).

Dans son rapport du 12 mars 1905, l'Inspecteur général des Mines Delafund se prononçait pour l'établissement de cinq concessions au seul profit des sociétés métallurgiques intéressées; c'est en vain que Jozon, lors de la séance du Conseil Général des Mines du 31 mars 1905, défendait son point de vue: le Conseil adoptait les propositions du rapporteur dans son avis du 7 avril 1905, une indemnité de 340 000 F. étant simplement prévue pour L. Breton et la Société de Fresnicourt. Mais dans ses conclusions du 22 février 1906, transmises au Conseil d'Etat, le ministre Gauthier, s'il adoptait

----- la
(75) Les ventes des concessions de Jouaville et de Moineville à Thyssen étaient invoquées; cf. aussi C. PRECHEUR, op.cit., pp. 60-66 et R. POIDEVIN, Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914 (Paris, A. Colin, 1969, 707p.) pp. 214-217 et 520-531.

(76) Cf. rapp. Zévaès in Journal Officiel, Documents parlementaires Chambre, 1909, I, annexe n° 2431, pp. 544-570.

division en cinq concessions, se prononçait pour l'attribution de la concession de Fresnicourt à L. Breton et à sa société et pour l'éviction du "consortium de Longwy" formé par les Aciéries de Longwy, Senelle-Maubeuge, Gorcy, Saintignou, les Aciéries de la Marine et d'Hommécourt, et la Société de Wendel ; on voit donc ici un membre du ministère Rouvier, cabinet pourtant si favorable aux affaires, prôner une solution de compromis, qui concéderait l'essentiel de la nouvelle zone à des sociétés métallurgiques mais éliminerait tout de même les plus importantes d'entre elles au profit d'une modeste société locale. La Section des Travaux Publics du Conseil d'Etat, appelée à donner son avis sur les cinq projets de décrets qui lui étaient soumis, estimait pour sa part que puisque l'exploitation envisagée serait fort coûteuse, il fallait avant tout considérer la capacité financière de l'attributaire et dans cet esprit, le Conseil d'Etat, dans son avis du 20 juin 1906, se prononçait contre l'éviction du consortium de Longwy et réclamait un nouveau découpage qui permettrait l'octroi de six concessions. Cet avis constitue un nouvel exemple précis du rôle si important joué dans l'orientation de la vie économique française par le Conseil d'Etat, et de l'intérêt porté par celui-ci aux grandes affaires. Le 16 juin 1908 étaient enfin signés par le Président de la République, A. Fallières et par Louis Barthou, ministre des Travaux Publics dans le cabinet Clemenceau, les décrets qui instituaient six nouvelles concessions d'une superficie globale de 13 270 hectares sur la bordure méridionale du bassin du Pas-de-Calais, au profit des sociétés métallurgiques intéressées, y compris le consortium de Longwy, et de la société

de Fresnicourt (77). Dès 1909, les filiales des Aciéries de France et de Châtillon-Commentry se réunissaient en une Compagnie des Mines de Vimy et de Fresnoy, sollicitaient et obtenaient en 1910 la fusion de leurs deux concessions (78); on était donc ramené au chiffre des cinq nouvelles concessions d'abord prévu et cette fusion soulignait les difficultés des projets d'exploitation dans les périmètres récemment délimités et aussi les liens noués entre les sociétés fondatrices.

CONCLUSION

La campagne de recherches menée par les sociétés métallurgiques a marqué le terme des explorations et des découvertes opérées dans le bassin houiller de la région du Nord de la France. Un siècle d'efforts avait permis de porter la superficie concédée dans le Nord

(77) Direct. Mines : dr général et drs des concessions : Ablain-Saint-Nazaire (2 140 ha) aux 4 soc.: Forges et Ac. du Nord et de l'Est, Denaïn-Anzin, Pont-à-Mousson, Ac. de Micheville ; Fresnoy (3 180 ha) à la Sté des Charbonnages de Vimy (filiale de Châtillon-Commentry, et Neuves-Maisons ; Vimy (1 920 ha) à la Sté de recherches de Souchez (filiale des Ac. de France) ; Beugin (1 700 ha) à Pompey ; Fresnicourt (2 460 ha) aux 6 soc. (consortium de Longwy) : Ac. de Longwy, Senelle-Maubeuge, Gorcy, Saintignon, Ac. de la Marine et d'Homécourt, de Wendel; Gouy-Servins (1 870 ha) à la Soc. de rech. de Fresnicourt (L. Breton).

(78) Décret du 20 mai 1910 ; Acte de société de la Cie du Vimy-Fresnoy du 18 juin 1909 ; Direct. Mines : dr de la fusion des conc. de Vimy et de Fresnoy.

et le Pas-de-Calais de 44 623 hectares en 1810 à 141 056 hectares à la veille de la guerre de 1914-1918, situation qui devait demeurer définitive. La progression avait été le fruit, non pas d'un effort continu, mais d'une succession d'à-coups séparés par de longues périodes de stagnation. On n'a pu manquer d'être frappé par le contraste existant entre la fébrilité des recherches effectuées durant les années 1834-1839, 1873-1875 et celles du début du XIXème siècle, qui n'ont toutes abouti qu'à des résultats très limités, et le calme relatif avec lequel a pu s'opérer la campagne décisive qui, au milieu du XIXème siècle, a permis la découverte et le partage du bassin du Pas-de-Calais. La conjoncture économique à courte période a joué ici un rôle décisif, avec son mouvement pendulaire qui a souvent lancé les explorateurs dans des recherches fiévreuses et peu fécondes, et les a retenus au moment où d'habiles hommes d'affaires n'hésitaient pas, eux, à saisir l'occasion propice. Il peut donc sembler qu'il a fallu souvent beaucoup de peines pour obtenir peu de résultats et au contraire peu d'efforts pour acquérir les résultats décisifs ; en fait, si la recherche a pu, en une brève décennie, obtenir un extraordinaire rendement, c'est parce qu'elle avait été préparée, fructifiée, par l'enseignement des échecs antérieurs. Quand l'essentiel du bassin houiller du Pas-de-Calais a été repéré, la recherche n'a plus connu qu'un rendement décroissant.

Oeuvre essentiellement régionale, aussi bien au XVIIIème qu'au XIXème siècle, l'exploration du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais a peu tenté les détenteurs de capitaux étrangers aux deux départements, sauf durant la fièvre de 1834-1839 et au début du XXème siècle, c'est-à-dire trop tôt ou trop tard pour obtenir des résultats vraiment fructueux.

L'action de l'Etat a été relativement secondaire en ce qui concerne la prospection minière. Le rôle important de l'Ingénieur du Souich tient davantage à la personnalité qu'aux fonctions de celui-ci. De cette timidité de l'Etat résultent l'aspect longtemps anarchique des recherches et aussi le gaspillage de temps et d'argent que celles-ci représentent en partie. Une conduite plus rationnelle ne s'est manifestée qu'au milieu du XIXème siècle, en fonction des premiers résultats obtenus et de considérations scientifiques, et au début du XXème siècle, quand interviennent de puissantes sociétés métallurgiques. En revanche, le rôle de l'Etat a été évidemment décisif dans le partage du bassin houiller et cette action, si elle a été influencée par les pressions de certaines sociétés demandereses, semble avoir été tout de même fondamentalement orientée par le souci de favoriser l'intérêt général des consommateurs, d'où découle en particulier ce souci de favoriser la concurrence par l'établissement de concessions assez nombreuses. L'Etat a ainsi contribué à freiner, dès le point de départ, la tendance à la concentration économique, il a entendu ainsi stimuler la production et surtout provoquer un abaissement du prix de la houille. Les concessions minières du bassin de Valenciennes, résultats des conquêtes du XVIIIème siècle, peuvent sembler trop vastes au siècle suivant ; l'inconvénient est cependant moindre que celui d'un extrême morcellement de la propriété minière. En ce qui concerne le Pas-de-Calais, l'Etat semble bien avoir, par sa politique de partage assez rationnelle, permis aux compagnies du bassin de tirer un grand parti de cet avantage certain : le caractère récent des découvertes

et donc de la mise en valeur. Par rapport aux exploitants belges et britanniques, leurs principaux concurrents, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont su faire évoluer leurs structures de façon à renforcer leurs positions.

- C H A P I T R E I I I -

*LES STRUCTURES INDUSTRIELLES DES
CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS*

- I.- L'importance relative du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais en France et en Europe.
- II.- Réunions de concessions et absorptions de sociétés dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais.
- III. Le développement des liens entre les conseils d'administration.
- IV. Dimensions et expansion des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais.

CHAPITRE III

LES STRUCTURES INDUSTRIELLES

DES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS .

Dans la recherche des atouts et des handicaps qui ont caractérisé, au XIXème siècle et au début du XXème siècle, les conditions dans lesquelles les compagnies houillères de la région du Nord ont eu à affronter la concurrence de leurs rivaux, il convient d'accorder une place essentielle à l'analyse de l'importance relative du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, de la taille des entreprises régionales, à l'examen des liens qui ont pu unir celles-ci entre elles ou à d'autres sociétés. La concurrence est fondée sur l'existence et la recherche de l'inégalité, et il est bien évident que les chances ne sont pas égales quand se confrontent un bassin modeste et un bassin puissant, quand s'affrontent de petites sociétés et de grandes compagnies, des entreprises isolées et des entreprises alliées par des administrateurs, des participations ou des accords. En analysant et en comparant les stades atteints par les structures industrielles des charbonnages, ceci selon un point de vue purement économique, on dispose d'un outil privilégié pour comprendre l'efficacité différenciée des protagonistes au sein du marché houiller français et européen au XIXème siècle. Une certaine rigidité de la propriété minière, fruit en grande partie de la volonté des législateurs, s'oppose à une différenciation croissante entre les Compagnies, qui reflète à la fois l'importance et la qualité du domaine concédé comme l'efficacité de la

gestion : si la propriété tend à figer les positions initiales, l'expansion, elle, provoque des écarts importants.

I. L'IMPORTANCE RELATIVE DU BASSIN HOUILLER DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS EN FRANCE ET EN EUROPE.

Pour pouvoir préciser les dimensions des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, l'importance croissante qu'a prise le bassin de la région du Nord dans l'économie française et internationale doit d'abord être mesurée. Au XVIII^{ème} siècle, le bassin du Nord s'était développé plus rapidement que le bassin de la Loire, mais dans la première moitié du XIX^{ème} siècle, celui-ci a retrouvé son avance : pendant la Monarchie censitaire, le Bassin du Nord a assuré environ le quart de la production française de houille (1 021 400 tonnes soit 24 % pour la moyenne 1843-1847) ; il n'a occupé ainsi que le second rang parmi les bassins français, dépassé qu'il était par le bassin de la Loire, fournisseur du tiers de la production nationale (1). C'est l'essor du bassin du Pas-de-Calais, dont le rythme de développement a été supérieur à celui de la production et de la consommation française, qui a permis à la région du Nord d'acquérir une importance capitale. Dès le milieu du Second Empire, la production du Nord et du Pas-de-Calais a rejoint celle de la

(1) Production annuelle moyenne de la Loire pour 1843-1847 : 1 456 000 T. soit 34 % de la production française (d'après les séries de la S.I.M.).

Loire et l'a dépassée régulièrement depuis 1863. A partir de 1886, elle correspond à plus de la moitié de la production française et aux deux tiers de cette production à la veille de la première guerre mondiale (25 709 800 tonnes, soit 66 % pour 1908-1912) ; le second bassin français, le bassin de la Loire avec 3 760 800 tonnes n'assure plus qu'environ le dixième de la production du pays.

L'importance de plus en plus décisive qu'a acquise le bassin du Nord et du Pas-de-Calais à l'échelle nationale ne doit toutefois pas faire oublier que la place de celui-ci à l'échelle internationale est plus modeste. Parmi les pays directement concurrents, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Belgique, le bassin de la Ruhr domine par sa gigantesque puissance économique. Au milieu du XIXème siècle, les bassins de la région française du Nord et de la Ruhr ont des productions de même ordre, mais dès 1870, la production de la Ruhr, avec 11 813 000 tonnes, dépasse celle du Nord et du Pas-de-Calais de 174 % et jusqu'à la guerre, l'avance de la Ruhr s'accroît : en 1913, la Ruhr, comme le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, assure les deux tiers de la production nationale, mais elle fournit 110 765 000 tonnes, dépassant ainsi de 300 % la production de la région du Nord de la France (2).

Une attention plus grande encore doit être accordée à l'évolution comparée des bassins britanniques, grands fournisseurs avec

(2) M. BAUMONT, La grosse industrie allemande et le charbon (Paris, 1928), p. 50 ; Walter G. HOFFMANN, Das Wachstum der deutschen Wirtschaft seit der Mitte des 19. Jahrhunderts (Berlin, Springer Verlag, 1965, 8°, 842 p.), pp. 335-343.

les bassins belges des importations françaises de houille. Si la production anglaise peut être difficilement évaluée avec certitude durant la première moitié du XIX^{ème} siècle, faute de données officielles et privées, ensuite au contraire les rapports annuels du secrétaire d'Etat aux mines permettent des comparaisons aisées avec la production française. Deux groupes de bassins houillers ont essentiellement contribué aux exportations britanniques de charbon vers la France : les bassins de Northumberland et du Durham formant le groupe du Nord-Est, groupe qui au milieu du XIX^{ème} siècle est le principal fournisseur de la France mais qui voit après 1860 les exportations du bassin gallois progresser beaucoup plus rapidement (3). Au début des années 1840, la production du bassin du Pays de Galles atteint environ 4,5 millions de tonnes par an (4) ; celle du bassin du Nord est alors d'environ 900 000 tonnes (moyenne des années 1840-1844). En 1874, lorsque s'amorce la grande dépression et qu'en France le bassin du Pas-de-Calais est en pleine exploitation, la production galloise (Galles du Sud et Monmouth) s'élève à 16 754 685 tonnes alors que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, il est vrai grâce à l'adjonction de tout un bassin, atteignent 6 235 000 tonnes, ayant ainsi progressé plus rapidement. Cette croissance plus vive de la région du Nord française, par rapport aux concurrents du Nord-Est anglais et du Pays de Galles, s'est maintenue jusqu'à la guerre de 1914-1918, comme le souligne le tableau suivant :

 (3) François CROUZET, Le charbon anglais en France au XIX^{ème} siècle, Actes du Colloque CHARBON ET SCIENCES HUMAINES (Paris, Mouton, 1966), pp. 335-343 .

(4) J.H. MORRIS and L.J. WILLIAMS, The South Wales Coal Industry 1841-1875 (Cardiff, University of Wales Press, 1958, 8°, 289 p.), p.8 .

Tableau n° 2

N.P.C. .GALLES DU SUD .NORTHUMBERLAND .		DURHAM .NORTHUMBERLAND							
ET MONMOUTH								ET DURHAM	
1001t.	Indices	1000t.	Indices	1000t.	Indices	1000t.	Indices	1000t.	Indices
6 235	100	16 754	100	6 568	100	24 487	100	31 055	100
14 302	229	31 331	187	9 542	145	29 809	122	39 451	127
25 709	412	50 720	302	14 020	339	40 725	166	54 725	176

La supériorité du rythme de croissance en faveur du Nord et du Pas-de-Calais est particulièrement nette pendant la période 1874-1894 (+ 129 % contre + 45 % pour le Pays de Galles et + 38 % pour le groupe du Nord-Est). Cette différence de rythme tient sans doute à la disparité des niveaux absolus atteints par les bassins mais elle souligne qu'en tout cas, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont réussi à atténuer l'avance de leurs principaux rivaux britanniques. Ce fait ne reflète qu'en partie l'évolution globale des productions houillères britannique et française : si dans la première moitié du XIXème siècle et, dans une moindre mesure, jusqu'en 1894, le rythme de croissance de la production française a été supérieur à celui de son homologue anglais, à la fin du XIXème siècle et au début

du XIXème siècle, les taux de croissance se sont très rapprochés (5) :

Tableau N° 3
Production de houille

		FRANCE	GRANDE-BRETAGNE		
1 000 000 t. métriques		Indices	1 000 000 t. métriques		Indices
0, 941		100	16,92		100
1, 094		116	18,52		109
1, 863		197	23,84		140
3, 003		319	35,88		212
4, 434		471	52,59		310
8, 304		882	87,17		503
13, 330		1 416	117,54		694
16, 908	100	1 796	128,61	100	760
28, 271	155	2 791	183,38	142	1 083
38, 789	229	4 122	268,63	208	1 587

En 1874, par rapport à l'indice 1816 = 100, la production britannique a atteint l'indice 760 (dans la mesure où les données de la première moitié du XIXème siècle ont pu être approchées) alors que

(5) Cf. MITCHELL (B.R.) with the collaboration of Phyllis DEANE, Abstract of British Historical Statistics (Cambridge University Press, 1962, XIV-513 p.), p. 121 ; Phyllis DEANE and W.A. COLE, British Economic Growth 1688-1959, Cambridge University Press, 1964, XVI-348 p.), p. 216 ; HOFFMANN (W.G.) British Industry 1700-1950 (Oxford, B.Blackwell, 1955, 338 p.), pp. 228-230 ; Joseph LAJUGIE, L'industrie et le marché britanniques du charbon (Paris, 1939, 595 p., Th. Paris Droit) tableau A.- Nous avons converti les tonnes longues en tonnes métriques.

la production française elle, s'élève à l'indice 1 796 ; à la même date, la production britannique dépasse aussi de 660 % la production française, puis en 1890-1894 de 588 % et en 1908-1912 de 592 %. Entre la moyenne mobile (sur cinq ans) de 1892 et celle de 1910, les progressions française et britannique sont pratiquement semblables (47,65% et 46,25 %), et leurs taux de croissance annuels égaux tous deux à 2,1%. Malgré le léger rétrécissement entre les productions, étant donné la différence des niveaux absolus, on peut bien considérer qu'au début du XXème siècle, l'industrie houillère française prise globalement paraissait plus essoufflée que sa puissante voisine, favorisée par une capacité massive d'exportation, la production britannique se développant cependant elle-même moins rapidement que les productions allemande et américaine.

C'est donc essentiellement à leur taux de croissance particulièrement favorable au sein de la production française, à leur dynamisme supérieur à celui des autres bassins français que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais doivent d'avoir, quant aux niveaux d'extraction, amélioré leurs positions par rapport à celles de leurs principaux concurrents d'Outre-Manche et ceci de façon à peu près continue, jusqu'à la guerre de 1914-1918.

D'une manière plus nette encore, le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais n'a cessé de grandir en importance par rapport aux bassins belges, ses concurrents les plus proches et les plus dangereux. Au milieu du XIXème siècle, le décalage demeure considérable entre la production du bassin du Nord et celle des bassins du Hainaut et de Liège. Dans la vaste succession de bassins qui s'échelonnent de la

Ruhr à la région française du Nord, ce sont les bassins occupant la position centrale qui sont encore de loin les plus activement exploités. Durant les années 1843-1847, la production de la Belgique, avec 4 809 400 tonnes dépasse celle du bassin d'Anzin de 370,8 % et en 1865-1869, avec 12 522 000 tonnes contre 3 943 400 tonnes, elle est encore supérieure à celle du Nord et du Pas-de-Calais de 217,5 % . Mais dès 1890-1894, l'avance belge n'est plus que de 39 % et au début du XXème siècle, les deux productions sont de même ordre. A partir de 1908, le bassin du Nord et du Pas-de-Calais devance les bassins belges et les dépasse de 9,8 % pour la moyenne 1908-1912 (25 709 800 t. contre 23 403 500 t.).

L'importance relative des bassins houillers belges au sein du grand axe houiller Ruhr-Nord de la France se trouve ainsi inversée : les bassins centraux sont devenus le maillon le plus faible par rapport à leurs voisins de l'est surtout, mais aussi de l'ouest. Cette évolution apparaît clairement dans le tableau ci-dessous (6) :

Tableau N° 4

AXE HOUILLER N.P.C.- ALLEMAGNE % de la production globale				
	1850	1872	1890	1910
N.P.C.	10,9	16,1	19,7	18,1
Bassins belges	66,1	41,8	28	16,5
Bassins allemands (ouest de l'Allemagne)	23	42,1	52,3	65,4
	100	100	100	100

(6) Nous empruntons les données de ce tableau à E.A. WRIGLEY, Industrial Growth and Population Change (Cambridge, 1961, 193 p.), p. 41.

Ainsi, durant la seconde moitié du XIXème siècle, le retard du bassin houiller de la région du Nord n'a cessé de s'accroître par rapport aux géants allemands ; en revanche, la production des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais s'est constamment améliorée aux dépens des bassins britanniques et surtout des bassins belges, qui sont demeurés jusqu'à la guerre de 1914-1918 leurs principaux rivaux. Ces tendances sont à la fois la cause et le reflet du dynamisme comparé des différents bassins, le fait essentiel demeurant que le Nord - Pas-de-Calais s'est révélé excellemment compétitif.

II. REUNIONS DE CONCESSIONS ET ABSORPTIONS DE SOCIÉTÉS DANS LE BASSIN HOUILLER DU N.P.C.

Dans un bassin dont l'importance nationale et, dans une moindre mesure, l'importance internationale se sont beaucoup accrues au XIXème siècle, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, une fois constitués en sociétés d'exploitation, n'ont pas connu l'extraordinaire mobilité et la forte mortalité qui ont caractérisé les sociétés de recherches houillères. Une certaine concentration s'est cependant dessinée, en particulier au début du XXème siècle.

L'évolution de la propriété minière, sous la forme du bénéfice de la concession, est un premier moyen d'appréciation, qui donne la représentation la plus évidente. La loi fondamentale de 1810 autorisait les réunions de concessions minières, avec cette seule restriction que le concessionnaire devait "tenir en activité l'exploitation de chaque concession" sous peine de déchéance, mais le décret

du 23 octobre 1852 n'a plus permis ces réunions qu'avec l'accord du gouvernement. De plus, afin de lutter contre les prises de participation allemandes dans les mines de fer de Meurthe-et-Moselle, l'article 138 de la loi de finances du 13 juillet 1911, reprenant un amendement d'Albert Thomas, a précisé que "les mutations de propriété, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, et les amodiations de concessions minières par actes entre vifs, ne peuvent être effectués que si elles sont autorisées par un décret rendu après avis conforme du Conseil d'Etat". La portée de l'article était d'ailleurs atténuée par la circulaire d'application du Ministre des Travaux publics, datée du 21 février 1912, qui précisait que "lorsqu'une mine appartient à une société par actions, les négociations, ventes et achats dont les actions sont l'objet, ne changent pas l'entité de la société et ne sauraient donner lieu à l'application de l'article 138" (7) ; c'était laisser la porte ouverte à toute prise de participation majoritaire dans une société minière par le moyen d'achats d'actions.

Ainsi, durant la première moitié du XIXème siècle, les transferts de concessions, assimilés à ceux de propriétés ordinaires, se sont donc opérés avec une liberté totale, puis à partir de 1852, sous un régime de demi-liberté. Dans la région du Nord, les réunions de concessions houillères ont été cependant fort rares et n'ont intéressé que des domaines exigus et médiocres, le plus souvent abandonnés par de petites sociétés en faillite.

(7) Maurice VIGNES, Le bassin de Briey, Revue d'économie politique, t. XXVII, 1913, p. 3 et pp. 33-34.

Le 19 mai 1843, la Compagnie d'Anzin a racheté tout l'actif de la Compagnie d'Hasnon qui avait obtenu le 23 janvier 1840 une concession dans le Nord de 1 488 hectares vite révélée sans valeur, opération qui a permis à Anzin de s'immiscer dans les mines de Vicoigne. En 1868, dans le Pas-de-Calais, la Compagnie de Cauchy-à-la-Tour a été dissoute et sa concession a été reprise par la Cie de Ferfay, qui l'a réunie à son domaine en 1872 : la Cie de Ferfay elle-même entrée en liquidation en 1880, la Cie de Ferfay-Cauchy a pris sa succession en 1881. La Société de Douvrin ayant disparu en 1869, Lens a acheté sa concession en 1873 et a ajouté celle-ci à son périmètre en 1875. Le processus a été le même pour l'acquisition de la concession d'Annoeulin par la Cie de Meurchin, en 1884 et 1889 et de celle de Courcelles-les-Lens par la Cie de l'Escarpelle en 1889 et en 1890 (8). La superficie totale des quatre concessions ainsi réunies n'était que de 2 359 hectares. Quand elle s'est fondée en 1894, la société de Ligny-les-Aire a pu exploiter les deux petites concessions d'Auchy-au-Bois et de Fléchinelle, qui avaient ruiné plusieurs sociétés. Au total, les acquisitions et les réunions de concessions au profit de sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais plus puissantes ont donc été très rares. C'est une donnée fort importante, et qui distingue nettement l'évolution dans le Nord et le Pas-de-Calais de celle qu'a connue la Ruhr, où la loi prussienne de 1865 avait autorisé les réunions de concessions (9) ; celles-ci ont été nombreuses et ont fourni un aspect et un moyen essentiels de la concentration en Allemagne.

(8) A N, F 14, A D N et A D P C, S : dossiers des conc. Revue de Législation des Mines, Statistique des Houillères (1890), passim.

(9) M. BAUMONT, op. cit., p. 107 sv.; E. GRUNER et G. BOUSQUET, Atlas Général des Houillères, 2ème partie (Paris, 1911, 8°, 372 p.), p.109.

De la même façon, les acquisitions de domaines houillers dans la région du Nord par des sociétés étrangères au bassin, grâce à l'absorption plus ou moins complète de compagnies concessionnaires n'ont été opérées que tardivement, dans la décennie précédant 1914, et au profit de sociétés qui se sont emparées seulement de petits charbonnages marginaux en difficulté. Il s'est agi de sociétés métallurgiques françaises qui avaient déjà amorcé leur pénétration dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais en participant à la prospection et à la répartition de la bordure méridionale du gisement, mais qui se montraient peu satisfaites des résultats obtenus. En novembre 1905, la Cie de Crespin-Nord, dotée d'une concession de 2 842 hectares au sud-est d'Anzin, a procédé à une augmentation de capital de 6 millions ; celle-ci a été presque entièrement souscrite par la société de Wendel et Cie, qui a pris la direction de la petite compagnie (10). La Compagnie d'Azincourt, qui avait obtenu une concession sur la bordure méridionale du bassin du Nord en 1840, avait dû procéder à sa liquidation en 1882 et la Compagnie des Mines d'Azincourt et des fours à coke du Nord avait repris en 1883 l'exploitation de la concession de 2 182 hectares qui renfermaient un beau gisement de charbon à coke. En juin 1906, Denain-Anzin a absorbé cette société : le capital de Denain-Anzin a été accru de 1 250 000 F, les titres nouveaux étant distribués aux actionnaires d'Azincourt pour leur apport (11). De Wendel a procédé à une nouvelle

acquisition en 1908, en achetant les mines de Marty, pour 125 000 F

(10) Echo des Mines et de la Métallurgie, 20-11-1905 ; l'Information, 28-07-1912.

(11) DENAIN-ANZIN, Livre d'or de la société 1849-1949 (Paris, 4°, 105 p.), p. 72.

seulement, par l'intermédiaire de la Cie de Crespin-Nord (12). L'octroi de nouvelles concessions au sud du bassin du Pas-de-Calais en 1908 a permis le développement de sociétés d'exploitation dont les capitaux ont été souscrits pour la plupart par les sociétés métallurgiques concessionnaires. On connaît les rivalités qu'avait suscitées la concession de Gouy-Servins finalement attribuée à la société de Fresnicourt, présidée par Ludovic Breton. Or, dès décembre 1908, un certain nombre des parts de la compagnie de recherches ayant été acquises par les sociétés métallurgiques, L. Breton a consenti à la formation d'une société d'exploitation, au capital de dix millions de francs, où il se trouvait très minoritaire. La société de Fresnicourt recevait 5 000 actions de 500 francs pour son apport, dont 18 % devaient revenir à L. Breton. La nouvelle Cie de Gouy-Servins se trouvait ainsi aux mains des principales sociétés métallurgiques du Nord et de l'Est intéressées dans les nouvelles concessions au sud du bassin du Pas-de-Calais, concessions qu'elles contrôlaient désormais entièrement (13). Enfin, à la suite de la grave catastrophe qui l'a atteinte en septembre 1912 et qui l'a obligée à inonder ses travaux, la Cie de La Clarence ne disposait pas des ressources suffisantes pour reprendre l'exploitation et la société de Wendel a pu s'emparer de sa direction : en août 1913, La Clarence a porté son capital de 5 millions à 10 500 000 F., et en souscrivant à la majeure

(12) Echo du Nord, 25-07-1908.

(13) Etude de M^e LEROY, succ^r de M^e TACQUET, à Houdain : actes des sociétés de Fresnicourt (17 mai 1897) et de Gouy-Servins (11 décembre 1908 et 9 février 1909) ; Arch. Cie de Vicoigne et Noeux : dr Gouy-Servins.

parties des nouvelles actions, de Wendel a disposé du tiers du capital et de la présidence de la Compagnie (14). Si l'on ajoute les concessions obtenues par les sociétés métallurgiques à celles des compagnies houillères qu'elles contrôlent, on parvient en 1913 à un total appréciable de 22 353 hectares, soit 15,8 % de la superficie concédée dans le Nord et le Pas-de-Calais. Mais près de la moitié de ces concessions sont inexploitées (15) ; on creuse les premiers puits dans les concessions de Vimy-Fresnoy et de Gouy-Servins ; il faut envisager de gros frais pour reprendre l'exploitation de La Clarence et surtout la part de la production houillère de la région du Nord assurée par les sociétés métallurgiques n'est que 2,4 % en moyenne pour les années 1908-1912 (16). La pénétration de sociétés métallurgiques dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais avait donc été tardive et demeurait d'une importance très secondaire à la veille de la guerre de 1914-1918.

Le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais n'a donc connu de 1815 à 1914 qu'une mobilité de la propriété et des entreprises houillères assez restreinte. Dans le bassin du Nord, les deux puissantes compagnies d'Anzin et d'Aniche remontent au XVIIIème siècle. Parmi les neuf sociétés constituées au XIXème siècle, cinq survivent en 1914 : Douchy, Vicoigne et Noeux, Thivencelles, l'Escarpelle et Flines-les-Raches ; Courcelles-les-Lens, Marly, Crespin

(14) C.r. de l'A.G. de La Clarence le 21 mai 1913, Circulaire hebdomadaire du Crédit Français, 24-11-1919.

(15) Il s'agit des concessions inexploitées de : Marly, Ablain-Saint Nazaire, Fresnicourt, Beugin, soit 9 613 ha.

(16) 908 300 t. de moyenne annuelle ; cette part aurait été de 4,64% avec La Clarence (567 000 t. en moyenne pour 1908-1912).

-Nord et Azincourt ont disparu ou ont été absorbées. En ce qui concerne le Pas-de-Calais (à l'exclusion du Boulonnais) 22 compagnies houillères ont été fondées dans la seconde moitié du XIXème siècle à l'occasion de l'obtention d'une concession ; quatorze se retrouvent en place à la veille de la guerre (17). Les sept concessions de Douvrin, Cauchy-à-la-Tour, Fléchinelle, Auchy-au-Bois, Annoeulin, Ferfay et La Clarence ont vu une ou plusieurs sociétés disparaître, renaître ou être intégrées. Parmi les sociétés constituées pour l'exploitation des six concessions octroyées en 1908, celle de L. Breton a été rapidement absorbée et en outre Vimy-Fresnoy a réuni deux sociétés. Au total, sur la quarantaine de sociétés qui ont pratiqué l'exploitation houillère dans la région du Nord de 1815 à 1914, 28 subsistent en 1914. Si l'on ne tient pas compte des mines attribuées en 1908, qui ne produisent pas encore de houille en 1914, la proportion est de 23 sur 33. La mortalité des entreprises houillères du Nord et du Pas-de-Calais peut donc sembler avoir atteint un taux appréciable, quoique certainement inférieur à celui des industries métallurgiques ou textiles. Mais il faut tenir compte du fait que la mobilité des entreprises a uniquement caractérisé les charbonnages qui n'avaient été dotés que de petits gisements sur la périphérie du bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Les dix compagnies qui ont disposé de concessions dans l'axe du bassin, d'Anzin à Marles, ont connu parfois des moments difficiles, mais elles n'ont jamais été menacées dans leur existence. De graves dangers n'ont vraiment affecté que les compagnies

(17) Cies de Dourges, Courrières, Lens, Béthune, Vicoigne et Noeux, Bruay, Marles, Ligny-la-Aire, Vendin, Meurchin, Carvin, Ostricourt, Liévin, Drocourt.

établies sur le pourtour du bassin. Certaines ont succombé assez rapidement, comme les compagnies de Douvrin, ^{de}/Cauchy-à-la-Tour, d'Anneulin ou de Courcelles-les-Lens. D'autres, comme les sociétés qui ont exploité successivement les concessions de Ferfay, de Fléchinelle et d'Azincourt ont eu une existence pénible et Azincourt a disparu en 1906, absorbée par Denain-Anzin. Les petites sociétés installées sur la bordure nord du bassin, exploitant des charbons maigres, ont été moins menacées que celles de la bordure sud : les trois charbonnages absorbés au début du XXème siècle étaient situés sur la bordure méridionale, proies tentantes pour des sociétés métallurgiques à la recherche de charbons à coke. Certaines compagnies, malgré leur situation géographique initialement défavorable, ont pourtant connu une brillante réussite : la petite Compagnie de Vicoigne a réussi à acquérir une concession importante dans le Pas-de-Calais et la Société de Liévin, grâce à un travail de prospection fructueux, a pu obtenir plusieurs extensions et devenir une puissante compagnie. Etre doté d'une mauvaise concession n'a donc pas constitué un motif de condamnation, mais les tâches et donc l'avenir des différentes sociétés ont été tout de même fort dissemblables suivant le domaine minier qu'elles avaient pu acquérir à l'origine.

III. LE DEVELOPPEMENT DES LIENS ENTRE LES CONSEILS D'ADMINISTRATION.

En dehors des acquisitions de concessions minières, des absorptions plus ou moins complètes de compagnies houillères, qui constituent la forme extrême du processus de concentration, il est des liens moins étroits entre les sociétés qui sont pourtant autant de causes d'

interdépendance : les participations financières, et, relations plus lâches, les liaisons familiales ou personnelles. Il nous est apparu que pour l'analyse de ces liens, la notion de l'espace considéré (sociétés régionales, sociétés françaises extra-régionales, sociétés étrangères) avait joué un rôle plus important que celle de la nature d'industrie ou d'activité (industrie houillère française par exemple), d'où la méthode d'analyse que nous proposons pour les différentes périodes : le rapprochement s'est effectué plus aisément entre une entreprise textile et un charbonnage de la région du Nord qu'entre un charbonnage régional et une société houillère du Massif Central par exemple et une attention privilégiée devait donc être accordée aux liens établis selon l'espace envisagé.

Dans la première moitié du XIXème siècle, aucun lien, financier ou personnel, n'unit la Cie d'Aniche à sa puissante voisine, la Cie d'Anzin. La participation la plus importante est celle que la Cie d'Anzin a pu acquérir dans la Cie de Vicoigne en 1843. La Cie de Vicoigne avait été constituée le 1er octobre 1841 par la fusion des quatre sociétés de Cambrai, de l'Escaut, de Bruille et d'Hasnon, et en rachetant tous les droits d'Hasnon en 1843, la Cie d'Anzin est devenue propriétaire du quart du capital de Vicoigne et a obtenu le droit de désigner deux administrateurs sur huit. En outre, la présence à la tête de la Cie de Douchy des frères Charles et Joseph Mathieu, intéressés dans la Cie d'Anzin garantit de bonnes relations entre les deux sociétés voisines. Mais les liens existant entre les huit sociétés houillères du Nord sont dans l'ensemble limités quand s'est opéré le partage du bassin du Pas-de-Calais.

En obtenant une vaste concession dans le Pas-de-Calais, la Cie de Vicoigne a vu son importance s'accroître considérablement et de ce fait, la participation d'Anzin dans cette société est devenue beaucoup plus intéressante. Des associations s'étaient rapidement créées entre les sociétés qui exploitaient le nouveau bassin, mais l'opposition de l'Etat à tous les projets d'association et l'octroi définitif des concessions à des sociétés assez nombreuses ont beaucoup réduit les liens existant entre les compagnies d'exploitation. En janvier 1853, la Cie d'Anzin a acquis le tiers des actions de la société de Dourges mais dès 1857, par crainte de se voir reprocher d'enfreindre les dispositions du décret du 23 octobre 1852, elle a distribué ces actions gratuitement à ses actionnaires. Le capital de Dourges se composait de 1 800 actions de 1 000 francs dont le cours atteignait 1 500 francs ; la Cie d'Anzin a réparti les 576 actions qu'elle possédait à raison de deux actions de Dourges par denier d'Anzin. Les liens entre Anzin et Dourges ont été ainsi plus lâches, matérialisés cependant par la présence au Conseil de Dourges de Ch. Levasseur, gendre d'un administrateur d'Anzin (18). La Cie d'Anzin, tout en suivant ainsi de près les affaires du Pas-de-Calais, n'a pas non plus négligé la Belgique, et en juillet 1853, elle a pris une importante participation dans la formation de la Société des charbonnages du Nord de Charleroi (19).

La Cie de Douchy ayant fourni les premiers capitaux et guidé les travaux initiaux de la Cie de Courrières, des liens impor-

(18) Arch. Cie d'Anzin : C A du 31-01-1853 et du 20-06-1857 ; A N, F 14 , 7 916.

(19) Arch. Cie d'Anzin : C A de juillet 1853.

tants se sont maintenus entre les deux sociétés. Le 1er août 1849, une convention secrète avait réservé 312 des 500 actions de la société de recherches aux sociétaires de Douchy, les 188 autres étant alloués à la société Bigo, qui agissait seule en public. Cent un actionnaires de Douchy propriétaires de 289 deniers ont adhéré à la convention et ont autorisé leur société à avancer 300 000 francs de sa réserve au fur et au mesure des besoins, les avances devant être remboursées sur les bénéfices de la future société d'exploitation. Quand la Cie de Courrières a été constituée le 27 octobre 1852, les actionnaires de Douchy s'y sont retrouvés majoritaires, d'où le rôle essentiel joué dans la nouvelle société par des administrateurs de Douchy : sur sept administrateurs de Courrières en 1852, cinq étaient membres du Conseil de Douchy et Charles Mathieu, directeur de Douchy, jouait aussi un rôle essentiel dans la direction de Courrières, en attendant que son gendre, Constant Mathieu occupât le poste de directeur-gérant de 1854 à 1879 (20).

En août 1849 également, peu après l'accord signé entre la Cie de Douchy et la société Bigo, une autre convention unissait cette dernière à la société Casteleyn, convention par laquelle les fondateurs se promettaient réciproquement une participation dans leurs sociétés. C'est ainsi que les membres des sociétés Bigo et Casteleyn sont devenus actionnaires des deux compagnies de Courrières et de Lens, tout en estimant prudent de n'apparaître que dans un des deux conseils

(20) Arch. Cie de Courrières : A.G. du 15 mars 1853 ; notice de Paul BOCA sur la Cie de Courrières, 1949, passim.

d'administration. Mais en 1855-1856, les anciens membres de la société Bigo jugeant inconfortable leur position minoritaire au sein de la Cie de Courrières, cèdent leurs actions de Courrières et entrent au conseil d'administration de la Cie de Lens : Léonard Danel devient administrateur de Lens en 1855 et l'année suivante, son oncle Louis Bigo quitte Courrières, qu'il présidait depuis 1852, pour le conseil de Lens, qu'il présidera à partir de 1859. Ce choix opéré par les actionnaires lillois distend ainsi les liens initiaux entre Courrières et Lens (21).

De façon également occulte, une association étroite a uni à l'origine la Cie de Bruay à la Cie de Béthune, fondée par le négociant Charles Quentin et les banquiers Alexis et Edouard Boittelle, tous trois de Cambrai. En septembre 1851, les administrateurs de Béthune se sont associés à Louis Leconte, banquier à Dinan et à Julien-Paul Lalou, directeur de la Salubrité Publique à Paris, pour faire effectuer des recherches dans la région de Bruay. Quand la prospection a été fructueuse, Lalou et Leconte ont cédé en mai 1852 tous leurs droits à la Cie de Béthune, contre remise de 400 actions libérées de 1 000 francs sur les 3 000 de cette compagnie, et quelques jours plus tard, quand était fondée la compagnie d'exploitation, "la société Leconte", c'est en réalité la Cie de Béthune, par l'intermédiaire de ses administrateurs, qui a souscrit les 2 600 actions payantes de la nouvelle société et bénéficié des 400 actions gratuites attribuées à la société de recherches. Deux sociétés, chacune au

(21) Arch. Cie de Courrières : P. BOCA, *op. cit.*; Notes généalogiques, Léonard Danel 1816-1905 (Loos, impr. Danel, 1954, 8°, 23 p.), p.11 ; Auguste BIGO D'HALLUIN, Généalogie de la famille Bigo (Lille, impr. Danel, 1887, 4°, 448 p.), pp. 53-56.

capital nominal de 3 millions de francs, se proposaient ainsi d'exploiter les concessions à obtenir dans les régions de Bully-Grenay et de Bruay, en fait toutes deux émanations et instruments des mêmes hommes. Le 1er décembre 1852, à l'instigation de la Cie de Béthune, le conseil d'administration de la société Leconte décidait de libérer les actions à 400 francs ; il s'appuyait sur une décision de l'assemblée générale du 25 novembre précédent qui avait bien autorisé une limitation du capital, mais sans modifier les statuts. Ici encore, le décret d'octobre 1852 a bouleversé alliance et projets. Louis Leconte a bien été, comme candidat officiel, élu député des Côtes-du-Nord en février 1852, mais ni la Cie de Béthune ni sa filiale occulte n'avaient encore obtenu de concession, et leurs demandes risquaient d'être rejetées si leurs liens étaient révélés. Les administrateurs ont préféré se résigner à une prudente séparation de biens : en mars 1853, la Cie de Béthune a retrocedé à la société Leconte ses 300 actions contre une somme de 2 440 000 francs, soit 1 040 000 francs qu'elle avait versés et 1 400 000 francs de prime. La société Leconte écoulait avec facilité les actions à plus de 1 000 francs. Au prix d'une fructueuse opération pour la Cie de Béthune, qui en distribuait le bénéfice à ses actionnaires, les deux sociétés avaient rompu leur association ; en 1853 et en 1855, elles obtenaient respectivement les concessions de Bully-Grenay et de Bruay (22).

(22) Arch. de la Cie de Béthune: dossier Bruay ; Arch. de la Cie de Bruay : P.V. du C A, dont 1-12-1852 ; E. VUILLEMIN, Le bassin du Pas-de-Calais, t. I, pp. 191-195.

Les liens qui avaient, à l'origine, réuni les Cies de Béthune et de Bruay, allaient avoir, une fois révélés, pour conséquence de remettre en cause l'octroi de sa concession à la Cie de Bruay et donc l'existence même de cette société. En janvier 1857, un journal d'Arras, Le Progrès du Pas-de-Calais, engageait une campagne contre la Cie de Bruay, lui reprochant d'avoir libéré ses actions à 400 francs, de les avoir placées dans le public comme des titres de 1 000 francs, une estampille peu visible avertissant seule le souscripteur que les actions étaient "libérées de tout appel de fonds par le versement de 400 francs qui a été effectué". Six actionnaires de Bruay engageaient une action judiciaire pour obtenir des administrateurs de 1852 le versement des trois cinquièmes manquant du capital social prévu de 3 millions de francs. A leurs côtés intervenaient Charles Masson et les administrateurs de la Cie de Vendin, Cie qui en 1857 n'avait obtenu qu'une concession médiocre et sans avenir alors qu'en 1851, Masson avait sollicité une partie de la superficie attribuée à la Cie de Bruay. Le conseil d'administration de Bruay avouait alors l'association qui avait uni en 1852 les Cies de Béthune et de Bruay, afin de dégager sa propre responsabilité et faire supporter par les administrateurs de Béthune les conséquences éventuelles d'une décision dont ceux-ci avaient été les véritables inspirateurs. C'était Jules Favre qui était choisi comme avocat par les administrateurs de Bruay et le 8 juin 1858, il félicitait la Cie de Bruay d'avoir limité son capital et de n'avoir point fait "comme ces gouvernements aveugles qui empruntent sans mesure pour des constructions inutiles et qui courent ainsi à leur perte"(23).

(23) ADPC, M, 4 591-11 ; Progrès du Pas-de-Calais, janv., fév. et juin 1857 ; Arch. Cie de BRUAY ; Mémoire d'actionnaires de Bruay contre les Administrateurs de Bruay, Arras, 1859, 4^e, 39 p.

Le 31 juillet 1858, le Tribunal d'Arras n'en donnait pas moins tort aux clients de Jules Favre, annulait la décision prise par Bruay le 1er décembre 1852 et ordonnait aux administrateurs de la Cie de Béthune, tenus pour responsables, d'indemniser les demandeurs.

Le jugement du Tribunal d'Arras était fort grave, d'abord par ses incidences financières, mais en outre parce qu'il soulignait une infraction au décret du 23 octobre 1852. Il semble bien que les véritables instigateurs de la campagne menée contre les Cies de Bruay et de Béthune aient été les administrateurs de la Cie de Vendin : une déchéance de la concession de Bruay ne pouvait-elle pas être prononcée pour association illégale ? Une nouvelle procédure d'attribution aurait été alors engagée. Mais les espoirs de la Cie de Vendin devaient vite s'évanouir. La Cour d'Appel de Douai, le 4 août 1859, cassait le jugement du Tribunal d'Arras : une estampille avait été apposée sur les actions de Bruay et "malgré certaines circonstances qui auraient pu faire suspecter la loyauté d'intention des administrateurs de Bruay et de Béthune dans la double réduction du capital social et de la libération des actions, il est constant que si des simulations toujours fâcheuses au point de vue de la morale ont été pratiquées dans l'affaire de Bruay, elles n'avaient d'autre but que d'assurer plus certainement aux inventeurs la faveur de la concession qui eût pu leur être disputée" (24). En 1859, une enquête était bien engagée par la Préfecture du Pas-de-Calais et l'Administration des Mines, pour envisager un éventuel retrait de concession mais étant donné

(24) ADN, Feuillôt d'audience de la 2ème Chambre civile de la Cour de Douai, registre 53.

qu'après le décret d'octobre 1852, les deux compagnies de Béthune et de Bruay s'étaient rapidement séparées, elle concluait à l'abandon de toute poursuite.

De cette affaire de Bruay, l'ingénieur des mines du Pas-de-Calais devait être une des victimes. Né à Arras en 1826, fils d'un marchand de charbon lié à une famille d'agriculteurs, Edouard Sens avait été reçu à l'Ecole Polytechnique en 1843 et après un bref séjour à Mont-de-Marsan, il avait pu obtenir la succession de du Souich en 1852. Originaire du Pas-de-Calais, Sens n'avait pas manqué d'être, plus que son prédécesseur, tenté de participer aux affaires régionales. En 1860, la société d'Houdain accusait Sens d'être actionnaire des sociétés de l'Escarpelle, de Vendin et aussi de la Cie de Meurchin qui sollicitait la même concession qu'elle. Or, un décret du 24 décembre 1851 (article 26) avait interdit aux Ingénieurs des Mines d'avoir des intérêts dans les sociétés de leur ressort. Contre Sens, des attaques étaient menées par la Cie d'Aix-Noulette, l'adversaire de la Cie de Liévin, par la Cie d'Houdain, rivale de la Cie de Meurchin et par la Cie de Bruay, qui ne pardonnait pas à la Cie de Vendin ses tentatives auxquelles elle prétendait que l'ingénieur avait été mêlé. En fait, Sens avait été en relation avec une banque d'Arras, la Caisse artésienne, et par son intermédiaire, il avait acheté des actions de plusieurs charbonnages belges dans lesquels étaient également intéressés des fondateurs des Cies de Meurchin et de Vendin. Sens n'avait donc pas contrevenu aux dispositions du décret du 24 décembre 1851, mais le Ministre des Travaux Publics, devant tant de critiques, décidait de déplacer Sens à Châlon en octobre 1860. L'ingénieur pré-

férait alors solliciter sa mise en congé illimité, qui lui était accordée en mars 1861 (25).

Dans une certaine mesure, le départ de Sens pouvait apparaître comme une nouvelle satisfaction accordée à la Cie de Bruay. Celle-ci connaissait pourtant de grandes difficultés, dues en partie à son démarrage avec un capital trop restreint. En 1862, de nouveaux administrateurs, prêteurs de capitaux à court terme, prenaient la tête de la Cie, endettée de 950 000 francs. Ils se trouvaient vite acculés à la nécessité de trouver des fonds supplémentaires, soit par un emprunt, soit par une méthode plus radicale, inspirée par un passé récent : en 1863, des négociations s'engageaient entre Jules Marmottan, le nouveau président de Bruay et Alexis Boittelle, le président de la Cie de Béthune. Mais les projets d'association n'aboutissaient pas car la Cie de Béthune ne voulait envisager qu'une nouvelle absorption. En avril 1863, la majorité du conseil d'administration de Bruay se prononçait contre la fusion avec Béthune : une assemblée générale de la société approuvait cette position et donnait son accord pour le lancement d'un emprunt. Malgré la faible réussite de celui-ci (149 600 francs recueillis sur 600 000 demandés), les projets d'association entre Bruay et Béthune n'étaient pas renouvelés (26).

(25) AN, F 14, 2 732-2 : dr de E. SENS (1826-1905). Sens entraît dans l'industrie privée et commençait une carrière politique : conseiller général du Pas-de-Calais en 1866 et 1869 ; il était réélu, comme bonapartiste, en 1874, 1877 et 1885. On voit qu'il n'a pas tenu rigueur au gouvernement de Napoléon III de la sanction prise contre lui.

(26) Arch. Cie de Bruay : C A des 15 février, 11 et 24 avril, 19 juin 1863 ; A.G. du 11 avril 1863 ; Jules Marmottan (1829-1883) (Valenciennes, 1907, 12 p.), p. 10.

Lors de la grande hausse des actions houillères qui a marqué la crise de 1873, les liens étroits qui unissaient la Cie d'Anzin à la Cie de Vicoigne se sont en partie relâchés : en 1874, la Cie d'Anzin a distribué à ses actionnaires les 1 000 actions de 1 000 francs, correspondant au quart du capital de la Cie de Vicoigne, qu'elle possédait depuis 1843. La distribution s'est faite sur la base de trois actions de Vicoigne pour un denier d'Anzin ; Anzin conservait simplement comme propriété indivise les actions dont l'attribution aurait exigé un fractionnement et donc la réalisation du titre ; dans ce cas la Compagnie indemnisait ses sociétaires sur la base de 14 000 francs par action. La Cie d'Anzin n'a plus ainsi possédé qu'une très faible part du capital de Vicoigne (27). Les administrateurs d'Anzin n'avaient pas craint d'amputer leurs réserves et de diminuer leur influence dans le Pas-de-Calais. Mais de toute façon, les compagnies d'Anzin et de Vicoigne demeuraient unies par une partie de leurs actionnaires et par le droit que conservait Anzin de désigner deux des huit administrateurs de Vicoigne.

Vers 1875, l'évolution des compagnies houillères de la région du Nord connaît un palier après le brusque démarrage du Pas-de-Calais sous le Second Empire et l'activité fébrile des lendemains de guerre et de crise. On peut ainsi préciser l'état des liens qui se sont établis ou maintenus entre les différentes entreprises.

Il n'existe plus aucune compagnie houillère du Nord et du Pas-de-Calais qui conserve une forte emprise sur l'une de ses vois-

(27) Arch. Cie d'Anzin : C A de mars 1874. Le cours moyen des actions de Vicoigne a été en 1873 de 13 000 francs et de 20 193 francs en 1874.

nes par le biais d'une importante participation financière : la Cie d'Anzin a distribué à ses actionnaires les parts qu'elle détenait dans les capitaux sociaux de Dourges et de Vicoigne. Le lien le plus étroit qui subsiste est celui qui permet à la Cie d'Anzin d'intervenir dans la désignation d'une partie du conseil d'administration de Vicoigne : en 1875, la Cie d'Anzin, comme successeur de la Cie d'Hasnon, est représentée au sein du conseil de Vicoigne par son propre directeur, Ch. de Communes de Marsilly et par Barthélémy Dupont, avocat à Valenciennes, propriétaire d'un denier d'Anzin (28).

Entre les Cies de Douchy et de Courrières subsistent également des relations importantes, quoiqu'un peu lâches : c'est la Cie de Douchy qui est à l'origine directe de la Cie de Courrières, les actionnaires communs demeurent nombreux et l'influence de Douchy a été renforcée par le départ d'administrateurs qui ont préféré Lens à Courrières. Aussi au début de la IIIème République, les Cies de Douchy et de Courrières ont-elles plusieurs administrateurs communs, Magniez, Charlemagne Derome et plusieurs membres de la famille Mathieu (29). De même, les administrateurs de la Cie d'Anzin continuent à entretenir des relations étroites, familiales ou personnelles, avec ceux de la Cie de Dourges, Ch. Lelasseur, Henry Darcy et son beau-père Paul Hély d'Oissel, les héritiers des fondateurs, Louis de Clercq et Prosper Mulot. Ainsi, en dehors des relations entre conseils d'administration qui subsistent parfois comme formes atténuées d'associations antérieures plus importantes, certaines compagnies maintiennent

(28) Arch. Cie de Vicoigne-Noeux : registres du C A ; Arch. Cie d'Anzin : registre des associés (ADN, J, 318).

(29) Notice sur la Cie de Douchy (1889), pp. 13-15 ; Arch. Cie de Courrières : P.V. des A.G. 1870-1875.

par le biais de leurs administrateurs des liens plus ou moins étroits avec d'autres charbonnages régionaux mais ce sont encore le plus souvent les premiers apports de capitaux qui expliquent les situations existant vers 1875.

Le développement des compagnies houillères de la région du Nord a été surtout l'oeuvre de capitaux régionaux, aussi trouve-t-on certains banquiers du Nord associés à l'administration de sociétés minières. En 1855 a été fondée à Valenciennes la banque Piérard, Hamoir et Cie, qui est devenue en 1867 la banque Piérard et Cie ; en 1875, Jules Piérard est à la tête de la Cie de Thivencelles-Fresnes-Midi, et il est en même temps administrateur de la Cie de Courrières depuis 1856, et aussi de la société des Hauts Fourneaux de Maubeuge depuis 1871, dans cette dernière société aux côtés de René Hamoir (30). La banque Boittelle frères, de Cambrai, est représentée dans la Cie de Béthune par Alexis et Symphorien Boittelle. En outre le président de cette compagnie est le propre gendre d'Alexis Boittelle, Ignace Plichon (1814-1888), député du Nord. I. Plichon a été, du 15 mai au 10 août 1870, le ministre des Travaux Publics du Cabinet Ollivier, poste dans lequel il avait succédé au marquis de Talhouët, député de la Sarthe, administrateur de la Cie d'Anzin et comme lui administrateur de la Cie de Béthune (31). Le père d'Alexis et de Symphorien Boittelle est par ailleurs président de la Cie de Vicoigne. En avril 1877, Achille Dincq entre au conseil de Bruay ; il

(30) Arch. de la Cie de Courrières et de la Société des Hauts Fourneaux de Maubeuge ; Jacques LALOUX, Le rôle des banques locales et régionales du Nord de la France dans le développement industriel et commercial (Thèse Paris Droit, 1924, 172 p.), p. 65.

(31) Arch. Cie de Béthune : dr Plichon ; L. GIRARD, La politique des travaux publics du Second Empire (Paris, 1952), p. 204 et p. 390.

s'agit d'un banquier de Douai, appartenant à la maison Cailliau, Dineq et Cie (32). On s'étonnera peut-être de ne pas voir figurer de représentant de la banque Dupont, de Valenciennes, parmi les administrateurs des compagnies houillères de la région du Nord ; en fait, la banque Dupont, associée aux banquiers Sorret et Hamoir, avait bien réussi en 1837 à acquérir une part importante des actions de la Cie d'Aniche et à participer à la direction de la Compagnie, mais les actionnaires valenciennois s'étaient trouvés éliminés dès 1839 par d'importants actionnaires de Cambrai, dont les représentants ou les héritiers sont toujours à la tête d'Aniche en 1875 (33). Barthélémy Dupont, vice-président de la Cie de Vicoigne, est simplement un cousin des banquiers. Quant à la banque Verley-Decroix et au Crédit du Nord, ils ont encore une activité trop limitée à la région lilloise pour être déjà représentés au sein des conseils de sociétés houillères.

Les membres du patronat textile de Lille-Roubaix qui sont administrateurs de compagnies houillères le doivent à leurs apports personnels, mais le capitalisme textile revêt une forme tellement familiale que la présence d'industriels du Textile au sein du conseil d'une compagnie houillère tend à transformer des relations personnelles en liens de sociétés. En 1875, ceux-ci sont d'ailleurs encore fort limités, puisque la Cie de Lens est la seule Cie qui soit administrée presque complètement par des patrons de l'industrie textile, avec les Descamps, Scrive et Destombes : son président Léonard Danel est un grand imprimeur lillois et il est apparenté à ses collègues.

(32) Arch. Cie de Bruay : C A du 29-04-1877.

(33) Arch. Cie d'Aniche : A.G. du 31-01-1839.

En ce qui concerne les liens qui rattachent les charbonnages du Nord à des sociétés françaises hors du cadre régional, il faut d'abord rappeler le cas de la Compagnie d'Anzin qui, fondée au XVIIIème siècle, a connu de nouvelles bases au début du XIXème siècle, notamment grâce aux investissements de la famille Perier. En 1875, Auguste-Casimir Perier (1811-1876), petit-fils de Claude Perier, et plusieurs de ses parents par alliance assurent à la grande compagnie du Nord des relations étroites avec la banque Perier frères. Certes, il s'agit seulement de liens de personnes, et non d'un intérêt organique, de participations croisées entre la banque et le charbonnage; mais la banque assure le service financier d'Anzin (34) et il est difficile d'imaginer que ce service et la présence des Perier n'aient pas entraîné des relations plus étroites.

Un autre lien s'est noué, mais beaucoup plus récemment, grâce à la présence d'Anatole Lebrun de Sessevalle à la fois dans le conseil d'administration de l'importante Société de Commeny et Fourchambault depuis 1855 et dans celui de la Compagnie d'Aniche depuis 1869 mais ici encore, il ne s'agit ni de participations réciproques ni de liens de dépendance entre les deux sociétés. De même, Jules Marmottan, président de la compagnie de Bruay, a été en 1867 avec Deseilligny, Léon Say, Raoul Duval, Schneider et Johnston, un des acquéreurs, fondateurs et administrateurs de la Société nouvelle des forges et fonderies de Decazeville, qui a repris la succession de la société créée en 1826 par le Duc Decazeys (35). Enfin, c'est encore à titre personnel

(34) Cf. Bertrand GILLE, Les plus grandes compagnies houillères françaises vers 1840 : essai sur la structure du capitalisme, Actes du Colloque CHARBON ET SCIENCES HUMAINES (pp. 153-173), p.166, et C.A. de la Cie d'Anzin (ADN, J 316)

(35) Arch. Cie de Bruay : Jules Marmottan (1829-1883), op. cit., p.10.

que Germain Delebecque a été jusqu'à sa mort en 1875 à la fois administrateur de la Compagnie de Liévin et de la Compagnie du Chemin de fer du Nord.

Quant aux relations qui chevauchent la frontière franco-belge, elles s'incarnent surtout dans la personne d'Emile Rainbeaux, principal administrateur et très important actionnaire de la Compagnie de Marles et, dans le bassin de Mons, de la Société des Usines et Mines de houille du Grand-Hornu et de la Société des Mines du Grand-Buisson. En outre, la Compagnie d'Anzin continue à être représentée dans le conseil de la petite "société des Charbonnages du Nord de Charleroy".

Vers 1875, les liens unissant les conseils d'administration de charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais entre eux ou à d'autres sociétés régionales, extra-régionales ou étrangères sont donc encore relativement peu nombreux. Les sociétés houillères de la région du Nord sont demeurées complètement en dehors des courants qui, sous le Second Empire, ont vu souvent, dans le reste de la France, des entreprises métallurgiques ou ferroviaires prendre le contrôle de charbonnages. Les relations qui existent résultent presque toutes des situations créées lors de la fondation des compagnies et du versement de leur capital social ; le démarrage du bassin du Pas-de-Calais est encore trop récent pour que de nouvelles alliances se soient conclues. On a même pu observer que dans l'ensemble, l'évolution, sous le Second Empire, avait plutôt tendu à dénouer qu'à resserrer les liens initiaux. En revanche, l'évolution ultérieure, elle, a contribué à rendre plus étroites les relations entre les conseils d'administration.

Il faut cependant souligner le fait qu'entre 1875 et la fin du siècle, une seule société de la région du Nord, d'ailleurs fort modeste (et comme la suite devait le montrer, pour peu de temps) a été dominée par des administrateurs d'un charbonnage voisin. Il s'agit de la petite compagnie de Ligny-les-Aire qui en août 1894, a été fondée pour reprendre l'exploitation des concessions d'Auchy-au-Bois et de Fléchinelle, à l'extrémité occidentale du bassin du Pas-de-Calais, concessions qui avaient déjà ruiné plusieurs sociétés. C'est en fait à l'initiative des administrateurs de la Compagnie de Marles qu'était due cette création : la majeure partie du capital de 2 000 000 de francs était souscrite par des actionnaires de la Compagnie de Marles, encouragés par l'exemple de leur administrateur délégué, Firmin Rainbeaux. Celui-ci présidait le conseil d'administration de Ligny, dont l'administrateur-délégué, Clément Bailly, continuait à exercer ses fonctions d'ingénieur principal aux mines de Marles (36). On saisit ici la nécessité de ne pas s'en tenir aux seules liaisons organiques, aux seules participations financières entre charbonnages pour apprécier le processus de concentration ; l'exemple de Marles-Ligny est très caractéristique des pratiques du XIXème siècle dans l'industrie houillère régionale : la Cie de Ligny peut sembler indépendante alors que sur les plans juridique et financier, elle n'est guère qu'une sorte de filiale de Marles.

L'exemple ainsi analysé ne peut que nous inciter à nous pencher avec encore plus d'attention sur les liens que révèlent la présence d'administrateurs dans les différents conseils en 1900, lorsqu'

(36) Arch. Cie de Ligny-les-Aire , C A 1894-1900.

on est nettement sorti de la grande dépression mais que s'amorce seulement le brillant essor du début du XXème siècle. Bien entendu, il importe toutefois de distinguer ce qui est la matérialisation de participations financières des sociétés et ce qui résulte du simple jeu des relations personnelles ou familiales.

En 1900, les sociétés houillères ont retrouvé un rythme de développement plus rapide que dans les décennies antérieures, sans cependant que cette accélération ait pu déjà se traduire sensiblement par des modifications de structures reflétées éventuellement dans la composition des conseils d'administration. C'est donc beaucoup plus le résultat de la période difficile antérieure que celui des transformations en cours que l'année 1900 permet de saisir. On relève pourtant que les liens entre les conseils des compagnies houillères de la région du Nord se sont faits plus étroits et plus nombreux, sans cependant s'être multipliés. Les vingt-cinq sociétés en activité dans le Nord et le Pas-de-Calais comptent 174 postes d'administrateurs, occupés par 159 personnes ; 145 administrateurs n'occupent qu'un seul poste, autres ont deux postes et un seul trois postes. Le pourcentage des sièges d'administrateurs occupés par des titulaires dotés d'un seul poste s'élève ainsi à 83,3 %. Mais onze sociétés seulement (soit 44 % du total) n'ont aucun administrateur commun avec d'autres compagnies houillères régionales (37). La présence de Firmin Rainbeaux au sein des conseils des compagnies de Marles et de Ligny souligne la

(37) Ces onze sociétés sont les suivantes : Aniche, Azincourt, Béthune, Bruay, Dourges, Drocourt, Escarpelle, Flines-les-Raches, Lens, Liévin, Meurchin.

solidarité qui unit les deux sociétés. Le baron Louis de la Grange est à la fois administrateur des Cies d'Anzin et de Vicoigne-Noeux car cette dernière société n'a pas modifié ses statuts qui permettent toujours à la Cie d'Anzin de lui désigner deux de ses huit administrateurs. Les Cies de Douchy et de Courrières ont trois administrateurs communs, Charles Bocq, Charles Deroma et Paul Schneider, héritiers directs ou par alliance des fondateurs (38); on voit ici jouer une tradition appuyée sur le rôle d'actionnaires importants, unie par des alliances familiales, tradition qui affirme sa force en dehors de toute disposition statutaire. Les autres liens concernent des sociétés d'importance secondaire. La Cie de Crespin compte des administrateurs qui siègent aussi dans les conseils d'Ostricourt, de La Clarence et de Thivencelles. Les compagnies de Carvin et de Marly, celles de Marles 30 % et de Ferfay ont aussi des administrateurs communs. C'est Maurice Tilloy, important distillateur d'alcools de Courrières, qui est le seul administrateur à cumuler trois sièges de sociétés houillères régionales, celles de Crespin, d'Ostricourt et de La Clarence; en outre, son frère Ernest est administrateur de Lens et son beau-frère André Bernard, associé à son affaire de Courrières, est administrateur d'Aniche. Dans tous ces cas, c'est la fortune personnelle ou la famille des administrateurs qui explique la présence de ceux-ci dans différents conseils et non des liens entre les sociétés. De là découle le fait qu'en dehors des liens traditionnels entre certaines grandes sociétés, ce sont surtout de petites compagnies qui comptent des administrateurs communs.

(38) Paul Schneider, époux de Thérèse Maniez, est un cousin des dirigeants du Creusot.

Le réseau d'intérêts et de relations familiales ou personnelles que révèlent les liens entre les sociétés houillères et d'autres sociétés apparaît comme beaucoup plus complexe que celui qui existait en 1875 et aussi que celui qui unit entre elles les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais à la fin du XIXème siècle.

Parmi les relations qui ont été décelées entre les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais, certaines sont dues à la place que tiennent dans les conseils d'administration de neuf compagnies (39) une vingtaine de représentants de l'industrie et du négoce de la région lilloise. Le fait le plus important est constitué par la direction presque exclusive que des patrons de l'industrie textile ou leurs alliés continuent à assurer à la tête de la Compagnie de Lens, société qui est en voie de conquérir la première place dans le bassin houiller. Léonard Danel (1818-1905), un des initiateurs de la Compagnie, préside depuis 1876 un conseil qui en 1900 compte aussi son gendre Emile Bigo-Danel, par ailleurs associé à la gestion de son imprimerie lilloise, et plusieurs membres du patronat textile de Lille ou de Roubaix, Anatole Descamps, Pierre Destombes, Albert Crespel et Albert Motte (1858-1918) qui, avec son frère Eugène, dirige les établissements Motte et Cie et dont le rôle à Lens ne cesse de grandir (40), Théodore Barrois (1857-1920), Professeur à la Faculté de Médecine de Lille de 1885 à 1894 et qui s'occupe en outre de la filature de coton familiale et des Etablissements Kulmann dont il est adminis-

(39) Cies : Anzin, Béthune, Carvin, Escarpelle, Flines, Lens, Marles, Meurchin, Ostricourt.

(40) Arch. Cie de Lens : registres du C A 1900 ; ADN, M 121/36 ; Centenaire d'Alfred Motte-Grimonprez 1827-1927 (Lille, 1928, III p.) et La famille Motte de Roubaix 1794- 1909 (Tournai, s. d., 86 p.), passim.

trateur (il a épousé une petite-fille de Frédéric Kulmann) ; Th. Barrois est député du Nord (Lille) depuis 1898 (41). Ernest Tilloy, distillateur à Courrières, le seul administrateur de Lens à ne pas être associé à des activités industrielles de Lille ou de Roubaix, est cependant apparenté aux Bigo et Danel. La Cie d'Anzin a aussi des liens avec l'industrie de la région lilloise, mais ils sont plus récents et beaucoup moins étroits. Au sein de son conseil, Edouard Agache (1841-1923) représente à la fois l'industrie du lin, par les importants établissements Agache de Péronchies et l'industrie chimique : gendre de Frédéric Kulmann, Edouard Agache est entré au conseil d'administration des Etablissements Kulmann en 1873 et en est devenu le président en 1897 (42), mais E. Agache est le seul représentant des industries départementales parmi les administrateurs d'Anzin qui durant tout le XIXème siècle, se sont presque exclusivement recrutés parmi des personnalités extra-régionales. Parmi les autres compagnies houillères importantes, la Cie de Béthune compte parmi ses administrateurs un représentant du textile lillois : son vice-président Victor Degouy ; en outre, le filateur de coton lillois Alfred Thiriez (1833-1903) est administrateur de la Cie de Marles. Les autres représentants du textile ou du négoce lillois participent à la gestion de sociétés moins importantes, comme Henri Charvet et Auguste Bigo à Ostricourt, Hurltel

(41) Arch. Cie de Lens ; Dictionnaire illustré du Nord (Paris 1908) ; Jean LAMBERT DANSETTE, Le patronat textile du bassin lillois 1789-1914, RON (1959, pp. 23-38), p. 23 ; J. JOLLY, Dictionnaire des parlementaires français, t. II, p. 474.

(42) Cent ans d'industrie chimique : Les établissements Kulmann 1825-1925 (Paris, 1929, 138 p.) ; Jean LAMBERT DANSETTE, Quelques familles du patronat textile de Lille-Armentières 1789-1914 (Lille, 1954, 811 p.) p. 631.

-Béghin à Meurchin, Emile Rouzé à l'Escarpelle, Charles Mulié à Flines-les-Raches, Théophile Boittiaux, Oscar Fanyau, Gustave Nuytten, Hector Houyet à Carvin.

Les liens qui unissent certaines sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais à l'industrie et au négoce de la région lilloise expliquent en grande partie les autres liens qui se sont noués, plus tardivement, entre des Compagnies et d'importantes banques régionales. En effet, ces banques ont été formées le plus souvent par des patrons de l'industrie textile, à leur usage principal, patrons qui avaient longtemps répugné à l'usage du crédit bancaire et n'ont admis la création et l'utilisation de banques que si celles-ci étaient soigneusement contrôlées par eux (43). Comme dans le cas de l'industrie régionale, les relations ainsi établies ne sont pas la conséquence de participations financières prises par des sociétés lilloises dans les compagnies houillères, mais l'influence de certaines personnalités ou de certaines familles sur les banques régionales est telle que la présence de celles-ci au sein du conseil d'administration d'une société houillère implique ou entraîne toujours, ici également, des relations d'affaires importantes. On ne peut donc s'étonner que deux administrateurs de Lens, Albert Crepel et Ernest Tilloy soient aussi administrateurs de la banque du Nord la plus importante, le Crédit du Nord, qui, depuis quelques années, a créé plusieurs succursales dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais. Deux autres administrateurs du

(43) Cf. notamment B. GILLE, La banque de Lille et les premières grandes banques de Lille, RDN, 1954, pp. 369-376 et C. FOHLEN, Industrie et crédit dans la région lilloise, ibid., pp. 361-368 ; Jacques LALOUX, Le rôle des banques locales et régionales du nord de la France dans le développement industriel et commercial (Paris, 1924, 172 p., Thèse Droit Paris) ; Pierre POUCHAIN, Ebauche d'une histoire du Crédit du Nord de la fondation à 1939 (Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Lille, nov. 1969,

Crédit du Nord, Alfred Thiriez et Théophile Scittiaux participent également à la gestion de sociétés houillères, l'un à Marles, l'autre à Carvin. A. Thiriez préside en outre le conseil de surveillance d'une autre banque lilloise importante, la Société Henri Devilder et Cie (44). En revanche, si plusieurs de leurs parents administrent des charbonnages régionaux, aucun des gérants de la Banque du Nord et du Pas-de-Calais (Verley, Decroix et Cie) n'est membre d'un conseil de société houillère, malgré le rôle si important joué par les nombreuses succursales de cette banque dans le bassin houiller.

Le cas des représentants de la Banque Dupont est un peu différent, puisque cette dernière, solidement implantée à Valenciennes et à Douai, agit sans être sous l'emprise d'industriels lillois. Deux de ses administrateurs ont une grande influence dans les sociétés houillères régionales : Louis Dupont (1828-1902) est administrateur de la Cie de Vicoigne-Noeux depuis 1882, vice-président depuis 1891 et son neveu Paul Dupont est entré au conseil d'administration d'Aniche en décembre 1899 ; en ce qui concerne la Cie d'Aniche, il a donc fallu de longues décennies pour que la Banque Dupont, ou du moins l'un de ses représentants, pût reprendre une part dans la gestion d'une société dont elle avait été éliminée en 1839. Mais ce retour est significatif des liens croissants entre les sociétés houillères et les grandes banques régionales ; les petites banques de Douai, Cambrai, Valenciennes ou Arras, qui étaient les plus sollicitées et les plus influentes au milieu du XIX^{ème} siècle, ont vu décliner leur influence dans le bassin houiller au profit de concurrentes régionales plus puissantes.

(44) Annuaire H. Brs. Lille, 1895, n. 32 et 1901, pp. 48-51.

Quelques administrateurs siègent à la fois dans les conseils de compagnies houillères et de sociétés métallurgiques de la région du Nord ; ils le doivent surtout à leur situation personnelle et non à des participations financières ou des liens structurels entre les sociétés, mais leur présence est évidemment aussi la conséquence de liens toujours croissants entre les industries houillère et métallurgique. C'est la Cie d'Aniche, important producteur de coke, qui a les liens les plus solides avec une importante société métallurgique régionale, puisque deux membres de son conseil, André Bernard et Ernest Dejardin-Verkinder, sont également administrateurs de la Société des Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain et d'Anzin. Léon Renard, lui, préside à la fois la Cie de Vicoigne-Noeux et les Hauts Fourneaux de Maubeuge. En revanche, d'importants producteurs de coke, comme les Cies de Lens et d'Anzin, n'ont pas encore de représentants directs dans des sociétés métallurgiques ; il est vrai que les Aciéries de France, qui possèdent une importante usine à Isbergues (P. de C.) et une concession houillère en exploitation à Aubin (Aveyron) comptent parmi leurs administrateurs Jacques Commines de Marsilly, important actionnaire d'Anzin, puisque fils de l'ancien directeur de la Compagnie.

Par les zones géographiques de son activité, activité évidemment essentielle pour le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, la Cie du Chemin de Fer du Nord peut dans une certaine mesure être rattachée au milieu régional, mais par l'origine de ses capitaux, par son influence, elle est évidemment beaucoup plus une société de recrutement et de rayonnement nationaux. Aussi n'est-il pas étonnant qu'à la fin du XIXème siècle, un seul de ses vingt-six administrateurs

Edouard Agache, soit en même temps membre du conseil d'une société houillère de la région du Nord, celle qui précisément est la plus liée au capitalisme national, la Compagnie d'Anzin.

Si l'on examine maintenant l'état des liens existant en 1900 entre les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais et les sociétés françaises extra-régionales, on peut constater que ces liens, par rapport à 1875, sont devenus plus nombreux sans s'être cependant beaucoup multipliés.

En ce qui concerne les liens entre des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais et des sociétés françaises dotées de charbonnages, ils sont en 1900 toujours assez restreints. Anatole Lebrun de Sessevalle, administrateur de Commentry-Fourchambault depuis 1855 a assumé la direction de la société de 1874 à 1888 puis l'a abandonnée à un ingénieur très compétent, Henri Fayol alors que la société connaissait de grandes difficultés ; étant d'abord resté administrateur, il a fait nommer son fils Joseph à sa place en 1898. Depuis 1855, A. Lebrun de Sessevalle était en outre administrateur de la Cie d'Aniche et lorsqu'une présidence a été instituée en juillet 1898, elle lui a été confiée ; à la mort de son père en 1902, Joseph de Sessevalle devient administrateur d'Aniche (45). Au début du XIXème siècle, la petite compagnie des mines d'Albi est gérée par plusieurs administrateurs qui siègent aussi dans les conseils de sociétés houillères de la région du Nord : Gustave Petitjean, de la Cie de Douchy,

(45) La soc. de Commentry, Fourchambault et Decazeville, op. cit., pp. 5-6 et p. 173 ; Arch. Cie d'Aniche, C A 26-07-1898 et 23-06-1902.

Paul Schneider, vice-président de Courrières et président de Douchy, Henri Marmottan, président de Bruay. Ces liens s'expliquent par le rôle qu'a joué la société des Houillères et Fonderies de l'Aveyron (Decazeville) dans la croissance des mines d'Albi. En 1881, un ingénieur, Emile Grand, qui pensait que des recherches menées au sud de la concession de la Cie de Carmaux permettraient de nouvelles découvertes de houille s'est entendu avec G. Petitjean, administrateur-délégué de la société de l'Aveyron, pour fonder une "Société minière du Tarn". En 1883, celle-ci a opéré des sondages fructueux qui ont permis l'obtention d'une concession. Quand en 1889 s'est constituée la société anonyme des mines d'Albi, au capital de 3 millions de francs, plusieurs administrateurs de la société des Houillères et Fonderies de l'Aveyron ont été placés à la tête de la nouvelle compagnie, et parmi eux, G. Petitjean, nommé administrateur-délégué, Paul Schneider, Henri Marmottan et Léon d'Halloy, ces deux derniers administrateurs de la Cie de Bruay. Ils se sont maintenus au conseil d'Albi quand en 1892, ils ont été éliminés de la société des Houillères et Fonderies de l'Aveyron, société absorbée par la Cie de Commentry-Fourchambault (46). Paul Schneider et Gustave Petitjean étaient en outre associés dans la Société lyonnaise des schistes bitumeux et en 1891, P. Schneider réussissait à introduire son ami au conseil de la Cie de Douchy, Léon d'Halloy mort entre temps, P. Schneider, G. Petitjean et H. Marmottan siégeaient toujours en 1906 au conseil d'Albi, aux côtés de

(46) Arch. Comité Central Houillères : "Rapport de la Société des mines d'Albi ; "Notice nécrologique sur G. Petitjean (1830-1904)", Mémoires et C.R. de la Soc. des Ingénieurs Civils de France, sept. 1904, pp. 259-262. La Société des Houillères et Fonderies de l'Aveyron est absorbée en 1892 par la Cie de Commentry-Fourchambault, qui prend l'appellation de Cie de Commentry-Fourchambault et Decazeville en 1899.

Raoul Johnston et de René Raoul-Duval, qui était aussi administrateur de la Raffinerie Say.

En 1900, plusieurs administrateurs de sociétés houillères ont repris la direction de l'importante Cie des mines de Blanzv. L'importance des conflits sociaux à Montceau-les-Mines à la fin du XIXème siècle et en particulier en 1899, la précarité de la situation financière due, semble-t-il, en partie aux méthodes de gestion, ont entraîné un bouleversement de la Cie, où la famille Chagot a perdu la position prépondérante qu'elle détenait depuis l'origine de la société en 1832. Un nouveau comité de surveillance a été constitué et présidé par Hippolyte Perret, dont la famille jouait également depuis longtemps un rôle important dans la société (47) et ce comité a fait appel à de nouvelles collaborations. Le 1er août 1900, la société en commandite Jules Chagot et Cie se transformait en Société anonyme des mines de Blanzv et dans le conseil d'administration prenaient place Henry Darcy, président du Comité Central des Houillères, des Forges de Chatillon-Commeny et administrateur de la Cie de Dourges, Jean Plichon, administrateur de la Cie de Béthune, Gustave Kolb-Bernard, ancien directeur de la Cie de Courrières et Albert Galicier, administrateur de la Cie d'Azincourt (48). La Cie de Blanzv s'est trouvée ainsi revigorée par les apports de plusieurs personnalités associées à la gestion de sociétés houillères de la région du Nord.

(47) Né en 1831, H. Perret est entré à l'Ecole des Mines en 1851, au Conseil d'Etat en 1854 ; nommé Conseiller d'Etat en 1873, il a démissionné en 1881 ; au Conseil d'Etat, il s'était lié avec H. Darcy (enquête, auprès de François Perret (Paris), son petit-fils).

(48) Enquête auprès de François PERRET ; Arch. Cie de Blanzv, C A 1699-1901, en partic. 11, 15 août et 15 sept. 1900 ; La Cie des Mines de Blanzv, notices de 1878, 1894, 1904.

Inversement, les personnalités éliminées de la société de Blanz y ou réduites à y jouer désormais un rôle secondaire, entreprenaient de nouvelles activités, fondant notamment une société de Blanz y-Ouest spécialisée dans l'importation du charbon étranger. De même, Lionel de Gournay, neveu de Léonce Chagot et ancien gérant de la Cie de Blanz y ainsi que l'ex-secrétaire général et six anciens ingénieurs acquéraient, en 1900, 72 des 120 parts de la société de Fresnicourt, constituée par Ludovic Breton pour l'exploration de la bordure méridionale du bassin du Pas-de-Calais. Mais leur présence a contribué plutôt à retarder l'octroi d'une concession à la société de Fresnicourt, l'ingénieur des Mines Léon craignant de voir "introduire dans le bassin des principes et des méthodes qui n'ont que trop mal réussi à Montceau" (49).

Les liens qui unissent les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais à des entreprises métallurgiques d'autres départements français sont encore, comme ceux relatifs à l'industrie houillère, assez limités en 1900. Léon Renard, président de la Cie de Vicogne-Noeux, est également administrateur, depuis sa fondation, de la Société métallurgique de Senelle-Maubeuge. Le 3 octobre 1883, la Société des Hauts Fourneaux de Maubeuge, dont L. Renard était président, a fondé avec la Société en nom collectif d'Huart frères une nouvelle société Senelle-Maubeuge, au capital de 4 millions de francs, répartis en 8 000 actions de 500 francs, dont 3 980 attribués aux Hauts Fourneaux de Maubeuge ; la nouvelle entreprise, orientée vers la produc-

(49) Etude de M^E LEROY (Houdain) : acte de la société de Fresnicourt ; Arch. Direct. Mines : dr général du Sud du RPC, rapport du 12-03-1905.

tion d'acier, a installé à Longwy une importante usine avec plusieurs haut-fourneaux, une aciérie, des gros laminiers et en association avec les Hauts Fourneaux de Maubeuge et Denain-Anzin, elle a sollicité et obtenu plusieurs concessions de minerai de fer en Meurthe-et-Moselle et dans le Luxembourg (50). Autre lien, Henry Darcy, administrateur de la Cie du Dourges depuis 1874, est aussi, depuis 1886, administrateur de la Cie des Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons, qui possède de puissantes usines dans le centre de la France et près de Nancy, et qui, la première parmi les puissantes sociétés métallurgiques françaises, s'est associée aux recherches sur la bordure méridionale du bassin du Pas-de-Calais (51).

Pour apprécier le degré d'intégration d'entreprises régionales au capitalisme national ou international, le meilleur critère est sans doute fourni alors par l'analyse des relations établies entre ces entreprises et les sociétés assurant les flux de capitaux ou de marchandises. A cet égard, le rôle croissant joué par quelques représentants des grandes banques régionales dans la gestion des sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais peut paraître préparer la voie à une nouvelle étape, celle qui consacrerait le rôle décisif de puissantes banques parisiennes. En fait, à la fin du XIX^{ème} siècle, les grands établissements parisiens sont encore loin d'avoir conquis cette influence : cas exceptionnel, la présence des Perier et de leurs alliés dans le Conseil d'Anzin continue à incarner le témoignage d'un long passé et non celui d'une évolution en cours.

(50) Arch. S^tes Hauts Fourn. de Maubeuge et Senelle-Maubeuge (à Maubeuge) : drs de la direction et du C.A., notamment acte de société de Senelle-Maubeuge et C.A. Senelle-Maubeuge, 17-08-1897.

(51) Direct. Mines : dr des demandes au sud du BRNC, rapport de l'I.T.C. Delefond du 13-03-1905 ; Annuaire Bourse Paris, passim.

De même, ce sont les deux compagnies du bassin du Nord et du Pas-de-Calais les plus anciennes qui comptent des administrateurs communs avec de puissantes sociétés de transport ayant une activité nationale ou internationale. A la fin du XIXème siècle, Ernest Delandin-Verkinder, administrateur et Anatole de Sassevalle, président de la Cie d'Aniche sont en même temps administrateurs du Paris-Lyon-Méditerranée. Le prince Auguste d'Arenberg, qui vient d'entrer au conseil d'administration d'Anzin, préside pour sa part la Cie universelle du Canal de Suez.

Dans le prolongement des liens entre les sociétés houillères régionales apparaissent les relations rares mais étroites qui unissent certaines Compagnies à des entreprises similaires étrangères. Au début du XXème siècle, les liens entre la Cie de Marles et les charbonnages belges du Grand-Hornu et du Grand-Buisson, affirmés dès l'origine, sont toujours aussi solides par l'intermédiaire de la famille Rainbeaux, qui fournit leur administrateur-délégué aux trois sociétés (52). Le conseil de la Cie de Drocourt est presque formé entièrement d'administrateurs belges, dont plusieurs siègent aussi dans les conseils de petits charbonnages de Belgique : en effet, la Cie de Drocourt créée grâce à des capitaux belges, ne remonte qu'à un quart de siècle et les fondateurs ou leurs héritiers sont toujours à la tête de la société.

(52) En 1900, le Grand-Hornu a produit 265 400 t. et le Grand-Buisson 265 800 t.

Les Limette participent à la gestion des Charbonnages réunis des Grand-Conty et Spinov, dans le bassin de Charleroi et Dumeroy - Herman, autre administrateur de Drocourt, préside les Charbonnages réunis de la Concorde, dans le bassin de Liège (53). Le cas de la Cie d'Anzin rappelle, lui, un mouvement de capitaux dans le sens inverse France-Belgique ; en 1881, la Cie d'Anzin a vendu ses actions des Charbonnages du Nord de Charleroi, pour une somme de 250 000 francs (54) ; elle continue pourtant en 1900 à être représentée dans le conseil d'administration de cette société.

Ainsi, en 1900, une seule société houillère, bien modeste, la Compagnie de Ligny-les-Aires, apparaît dans le Nord et le Pas-de-Calais sous la dépendance directe d'une de ses puissantes voisines, la Cie de Marles, et encore s'agit-il ici d'une dépendance incarnée par des liens personnels. Entre 1875 et 1900, le réseau de relations, structurelles ou personnelles entre les charbonnages de la région du Nord et d'autres sociétés françaises ou étrangères, s'est compliqué mais le fait majeur demeure toujours la totale indépendance de la quasi-totalité des houillères régionales.

C'est entre 1900 et la guerre de 1914-1918 que le mouvement d'intégration s'est sensiblement accéléré. Cette accentuation de la tendance a tenu essentiellement à l'arrivée de la pénétration de sociétés métallurgiques dans le fief jusque là inviolé des sociétés

(53) En 1900, production des Grand-Conty et Spinov : 130 100 t., des charbonnages réunis de la Concorde : 121 500 t. (il s'agit de charbonnages indépendants de la Société Générale de Belgique).

(54) Arch. Cie d'Anzin C A juillet 1881 ; en 1900, les Charbonnages du Nord de Charleroi produisent 503 800 t.

houillères régionales : comme nous l'avons souligné, de petits charbonnages sont tombés sous la coupe de sociétés métallurgiques et en 1908, des consortiums ont obtenu des concessions sur la lisière méridionale du bassin du Pas-de-Calais. Des relations croissantes se sont ainsi nouées. Les Compagnies de Béthune et de Vicoigne-Noeux ont été associées à la formation des sociétés d'exploitation chargées de mettre en valeur les concessions octroyées en 1908.

Des capitaux beaucoup plus considérables ont été mis en commun par la Société des Mines de Lens et la Société de Commentry, Fourchambault et Decazeville, sociétés qui ont décidé de créer ensemble une importante usine métallurgique près de Lens. La Société de Commentry, Fourchambault et Decazeville constituait un exemple d'intégration verticale par son cumul d'entreprises houillères, minières et métallurgiques, réparties à la fois dans le Massif Central et l'Est de la France. Elle était cependant en déclin : en 1901, elle avait dû fermer son usine de Fourchambault et en 1910, elle cessait d'exploiter sa concession minière de Commentry à peu près épuisée (55). Aussi la proposition des Mines de Lens en 1911 de s'associer avec elle, quoique acceptée non sans hésitations (56), allait-elle lui permettre de relancer son activité. La société était bien avertie des problèmes de la région du Nord puisque dans son conseil siégeait Joseph de Sessevalle, également administrateur de la Cie d'Aniche. De plus, la

(55) La société de Commentry, Fourchambault et Decazeville 1854-1954 (Paris, 1954, 335 p.), p. 141 et p. 146.

(56) Arch. de la Soc. de Commentry, Fourchambault et Decazeville, C A du 16-01-1911 (A N, 59 AQ 12, 36 MI 15).

loi du 29 mars 1910 qui, tout en maintenant les droits sur la fonte, a notablement majoré la protection de l'acier, n'a pu manquer de contribuer à l'accord entre Lens et Commentry-Fourchambault en vue de la construction d'une importante usine métallurgique dans le Pas-de-Calais. Enfin, l'exemple allemand a joué, ainsi que le soulignait dans son rapport le président de Lens à l'assemblée générale de sa société le 13 novembre 1911 : "Nous avons suivi les exemples de concentration industrielle si nombreux chez nos concurrents de l'étranger qui s'efforcent, dans une mesure toujours plus large, d'associer les industries du fer et du charbon afin de pouvoir lutter avantageusement sur les terrains économiques" (57).

Le 20 mars 1900, Commentry-Fourchambault avait obtenu la concession de Joudreville dans le bassin de Briey et elle avait constitué en 1905 une société d'exploitation en participation avec la société des Hauts Fourneaux de la Chiers, filiale de la société belge d'Ougrée-Marihay (58) . En mars 1911, Lens et Commentry-Fourchambault ont fondé ensemble la Société métallurgique de Pont-à-Vendin, au capital de 18 millions de francs, qui devait édifier à Pont-à-Vendin et Wingles un ensemble industriel comprenant trois hauts fourneaux, une aciérie et un atelier de laminage, ensemble capable de transformer

(57) Arch. Soc. Lens : P.V. de l'A G du 13 nov. 1911.

(58) Le capital de la Société civile des mines de Joudreville était de 7 500 000 F., répartis en 60 parts, dont 40 à C.F.D. et 20 à La Chiers (Annuaire du Comité Central des Houillères de France, 1909, p.410); la société d'Ougrée-Marihay possédait 95% des actions de la Chiers en 1903 (M.COLLE-MICHEL, Les archives de la S.A. Cockerill-Ougrée des origines à nos jours, 1959, p.15).

chaque année 300 000 tonnes de fonte en produits laminés. Le minerai de fer devait être fourni par la concession de Joudreville et la Cie de Lens trouverait avec les usines de Pont-à-Vendin un débouché sûr et important pour son coke. Tout en s'assurant une participation intéressante, la Cie de Lens entendait en effet surtout trouver dans les nouvelles installations le moyen de développer fortement la distillation de la houille, et songeait en particulier à créer une grande usine de produits colorants. Les administrateurs lillois de la société, le directeur général Elie Reumaux, le directeur général adjoint Ernest Cuvelette, entré dans la famille Kulmann en 1909, étaient tous acquis à une politique de valorisation du charbon ; E. Cuvelette ne disait-il pas qu'il aurait voulu que pas une tonne de charbon ne sortît de Lens à l'état brut ? Le développement de Pont-à-Vendin faciliterait l'évolution technique et commerciale de la Cie de Lens. Les travaux de construction de l'usine activement menés, en partie avec du matériel de la maison Thyssen, étaient aux trois quarts achevés en 1914. La Société de Pont-à-Vendin s'était intéressée à des demandes de nouvelles concessions en Meurthe-et-Moselle, en Normandie et en Anjou ; c'est ainsi qu'en novembre 1912, une concession avait été accordée en Anjou à la Société des Mines de fer de Saint-Michel et Chanveaux, constituée en participation avec la Société de Pont-à-Vendin, les mines de Lens, la Société métallurgique de l'Anjou et Denain-Anzin. En février 1913, le capital de Pont-à-Vendin avait été porté à 25 millions de francs et en janvier 1914 était lancé un grand emprunt de 40 millions de francs, en 80 000 obligations de 500 F. à 5%, émises à 492,50 F. par le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Crédit Indus-

triel et Commercial et le Crédit du Nord, obligations garanties par Lens et par Commentry-Fourchambault. La plus importante société houillère de la région du Nord avait ainsi, en association avec une importante société métallurgique, pris une initiative qui accélérerait l'évolution de l'industrie houillère du Nord et du Pas-de-Calais et semblait indiquer que certaines transformations n'étaient possibles qu'à grâce à des progrès de la concentration industrielle (59).

En liaison également avec les transformations techniques en cours, plusieurs compagnies houillères de la région du Nord ont cherché à étendre leur champ d'activité économique en s'adjoignant des sociétés spécialisées dans la production et la distribution de l'énergie électrique, sociétés dotées de capitaux sociaux importants. En mai 1904 a été constituée à Douai la Compagnie Electrique du Nord, dont le capital de 2 000 000 de francs a été porté en 1907 à 3 000 000 puis à 6 000 000 en 1910 ; cette société était en fait une filiale de la Cie de Lens ; la Cie de Vicoigne-Noeux avait pour sa part souscrit pour 100 000 F. (60). De son côté, la Cie de Bruay a constitué en août 1909 la Société Béthunoise d'éclairage et d'énergie, au capital de 750 000 F.,

(59) Arch. Soc. de Lens : dr Pont-à-Vendin ; Arch. Cie de Commentry, Fourchambault et Decazeville (AN, 65 AQ - K - 52 et 59 AQ 12, 36 MI-15), C A des 16-01-1911 et 2-03-1911 et A G de 1911 ; Elie Reumeaux (1838-1922), Lille, 1922, 67 p.(p.15) ; Ernest Cuvelette (1869-1936), Lille, 1936, 40 p. ; R. SAMUEL-LAJEUNESSE , Grands mineurs français (Paris, 1948, 252 p.), p. 206 ; Centenaire de DENAIN-ANZIN, 1849-1949, p. 12 ; Grand quartier général allemand, L'Industrie en France occupée (Munich, 1918, 4°, XV-534 p.), p. 39 ; La société de Commentry, Fourchambault et Decazeville, op. cit., pp. 154-155 ; Actes du Colloque international, Le fer à travers les âges, Nancy, 1956, 582 p.), pp. 453-463.

(60) Arch. Soc. de Lens, A G de 10-11-1913 ; Arch. Cie de Vicoigne-Noeux : arch. secrétariat, sept. 1906 ; Annuaire Bourse Lille, 1913, p.100.

porté à 3 750 000 F. en 1912 (61). Le mouvement de création de filiales spécialisées avait été tardif, mais il se développait avec rapidité dans la décennie précédant 1914.

Le cas de la petite compagnie de Ligny-les-Aire souligne cependant que le mouvement d'intégration croissante n'était pas totalement irréversible. En janvier 1902, F. Rainbeaux a quitté le conseil de Ligny : il invoquait des raisons de santé, mais en réalité il pensait que l'affaire avait suffisamment démarré pour ne plus exiger sa présence ; il était remplacé à la présidence de Ligny par un de ses collaborateurs, Victor Mulpas, secrétaire général du charbonnage du Grand-Hornu. Mais un conflit éclatait dès janvier 1904 entre Firmin Rainbeaux et Clément Baily qui, depuis le début, n'avait cessé de jouer un rôle décisif dans la gestion de Ligny ; Baily devait quitter Marles et deux administrateurs de Ligny (sur les quatre du conseil) tentaient d'obtenir sa démission. Mais Baily se maintenait et une assemblée générale de la société l'approuvait le 20 février 1904, ce qui entraînait la démission des administrateurs solidaires de F. Rainbeaux : parmi les 89 actionnaires présents, représentant 6 310 actions sur les 12 000 du capital, Clément Baily avait pu réunir une majorité de parents et d'amis (62). La Cie de Ligny-les-Aire pouvait ainsi continuer son existence, assez difficile il est vrai, en fille devenue indépendante de sa mère. Sa sujétion n'avait grèrè duré qu'une décennie. L'exemple de Ligny-les-Aire illustre

(61) Arch. Cie de Bruay ; C A du 19 juin et du 5 août 1911 ; Annuaire Bourse Lille, 1913, p. 104 et p. 106.

(62) Arch. Cie de Ligny-les-Aire : dr correspondance Baily-Rainbeaux ; registres du C A : A.G. du 20-02-1904. Arch. Cie Marles : lettre de L. Thellier à Maurice David de Gheest du 13-03-1908. En 1904, Marles a produit 1 393 000 t. et Ligny 129 000 t.

le fait qu'entre des sociétés sans relations organiques, les liens de personnes, même apparemment bien noués, pouvaient se révéler fragiles assez rapidement ; mais le divorce entre Ligny et Marles a été dû essentiellement à l'insuffisance de la participation prise par Firmin Rainbeaux et ses amis dans le capital de la petite société : si Baily et sa famille n'avaient pas obtenu la majorité dans l'assemblée générale de Ligny, les liens entre Rainbeaux et Ligny et donc pratiquement entre les deux Compagnies se seraient maintenus.

Le résultat de tous les changements intervenus au début du XXème siècle trouve son expression dans la structure des conseils d'administration des différents charbonnages à la veille de la guerre.

A la fin de 1913, 27 sociétés exploitent le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais ; depuis 1900, la Cie d'Azincourt a été absorbée et sa concession est toujours maintenue en activité par la société de Denain-Anzin, la Cie de Marly a disparu, et sa concession n'est plus exploitée, deux nouvelles sociétés se sont constituées, celles de Gouy-Servins et de Vimy-Fresnoy, et le 1er février 1912, une Cie des Charbonnages de Vendin-les-Béthune s'est constituée pour reprendre l'exploitation de la petite et médiocre concession de Vendin. Si l'on considère comme particulier le cas de la concession d'Azincourt, exploitée directement par une société métallurgique, les conseils d'administration des vingt-six sociétés houillères de la région du Nord comportent 193 sièges occupés par 180 administrateurs, dont 167 n'ont qu'un seul poste ; 13 administrateurs

siègent dans deux conseils. Le pourcentage des sièges d'administrateurs dotés d'un seul posté, passé à 86,5% s'est accru par rapport à 1900 (83,3%) et peut donc donner l'impression d'un ralentissement du mouvement de concentration depuis 1900 (63). De même, en 1913, c'est à la moitié (au lieu de 44%) que s'élève la proportion des compagnies qui n'ont pas d'administrateurs communs (64). Mais des changements notables se sont produits dans l'importance et l'origine des sociétés houillères ayant des administrateurs communs.

Parmi les liens traditionnels figurent ceux qui continuent à unir le conseil d'administration d'Anzin et celui de Vicoigne-Noeux, où siège toujours le baron de La Grange et ceux de Douchy et de Courrières, qui comptent en 1913 quatre administrateurs communs : Ch. Boca, P. Bultot, Ch. Maniez et J. Mathieu.

C'est à leur fortune ou à leur influence personnelle que certains administrateurs doivent de figurer dans deux conseils : Maurice Tilloy, éliminé de Crespin et de la Clarence par l'action de la société de Wendel, continue à siéger à Ostricourt qu'il préside et a succédé à son frère Ernest au conseil de Lens. Albert Mabille de Poncheville, président de la Cie de Thivencelles, s'est maintenu au conseil de Crespin aux côtés des deux autres représentants de l'ancienne administration et des nouveaux venus de la société de Wendel. Gustave

(63) L'addition des 11 administrateurs de Denain-Anzin élèverait encore ce pourcentage puisqu'un seul administrateur de Denain-Anzin siège aussi dans une société houillère régionale : André Bernard, à Aniche.

(64) Ces 13 sociétés sont les suivantes : Aniche, Béthune, Bruay, Carvin, Dourges, Drocourt, Escarpelle, Ferfay, Ligny, Marles 70 %, Marles 30 %, Meurchin, Vendin (les soc. en italique figuraient déjà dans la liste de 1900); si l'on tient compte de la Cie d'Azincourt, le pourcentage est de 48,1%.

Viala, ex-directeur et administrateur de la Cie de Liévin est aussi administrateur de Flines-les-Raches. On peut aussi relever que Géry Reumaux, frère du directeur général de Lens, Elie Reumaux, est depuis 1907 administrateur de Drocourt. Les conseils de Marles et de Ligny sont, eux, totalement différents.

Par rapport à 1900, la composition des conseils d'administration des sociétés houillères régionales souligne ainsi en 1913 la persistance de liens noués dès le milieu du XIXème siècle, la rupture de la sujétion de Ligny envers Marles et le développement de liens nouveaux entre deux compagnies très importantes : Lens et Liévin, avec des sociétés moins puissantes.

Mais le principal fait nouveau est l'existence de liens récents entre les conseils de plusieurs sociétés par suite de l'intervention de sociétés métallurgiques. La présence de certains administrateurs communs unissait déjà en 1900 les petites compagnies de Crespin et de La Clarence. En 1913, cette union est devenue beaucoup plus étroite avec la présence de François de Wendel et d'Armand Delage, directeur des mines de Crespin, dans les deux conseils, présence qui traduit le rôle dominant joué par la société de Wendel. Les Cies de Vimy-Fresnoy et de Gouy-Servins ont en 1913 deux administrateurs communs : de Saintignon et C. Cavallier, directeur et administrateur de Pont-à-Mousson, ce qui souligne la part prépondérante que les sociétés métallurgiques de Meurthe-et-Moselle, souvent étroitement associées, ont prise dans la prospection et la mise en valeur des concessions octroyées en 1908 sur la lisière sud du bassin du Pas-de-Calais.

La Cie de Vicoigne-Noeux ayant été associée aux recherches et à la constitution des sociétés d'exploitation, son président, Louis Dupont, est aussi administrateur de Gouy-Servins.

Les liens entre les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais sont parfois renforcés par la présence de représentants de l'industrie de la région lilloise dont l'influence s'est accrue depuis le début du siècle : en 1913, vingt-neuf industriels de Lille, Roubaix ou Armentières participent à la gestion de onze sociétés houillères (65). La Cie de Lens, devenue la plus importante du bassin, est depuis la mort de Léonard Danel en 1905 présidée par Albert Motte et elle est toujours gérée par un groupe formé d'industriels lillois ou roubaisiens auquel s'est joint Maurice Tilloy à la mort de son frère Ernest Tilloy. Dans les conseils d'administration de cinq autres sociétés houillères, celles d'Anzin, de Carvin, de l'Escarpelle, de Ferfay et d'Ostricourt, la place des patrons de l'industrie de la région lilloise s'est maintenue, sans s'élargir. Alfred Thiriez mort en 1903, les administrateurs de Marles ne lui ont choisi un successeur qu'en 1913, A. Bénac, qui n'appartient pas au milieu lillois. En revanche, au sein des conseils des compagnies de Béthune, de Flines-les-Raches et de Meurchin, le nombre des industriels de la région de Lille s'est accru. La Cie de Béthune compte en 1913 parmi ses sept administrateurs Léon Thiriez (1845-1918), Alfred Degouy et Léon Salmon, qui possèdent des usines de coton ou de lin à Lille ou à Armentières ; René Descamps est entré en 1905 dans la Cie de Meurchin. De

(65) Cies : Anzin, Béthune, Carvin, Escarpelle, Ferfay, Flines-les-Raches, La Clarence, Lens, Meurchin, Ostricourt, Thivencelles.

plus, par rapport à 1900, trois sociétés supplémentaires comptent des membres de l'économie lilloise, celles de Ferfay, La Clarence et Thivencelles, mais au sein de ces deux dernières compagnies, l'influence prépondérante conquise par la société de Wendel limite les possibilités d'action des représentants d'autres branches industrielles. Charles Barrois (1851-1939), Professeur de géologie à la Faculté des Sciences de Lille, est depuis 1902 administrateur d'Aniche ; c'est un cousin de Théodore Barrois, administrateur de Lens, dont les attaches avec l'industrie lilloise sont si importantes.

Avec les grandes banques régionales, les liens des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais sont demeurés semblables entre la fin du XIXème siècle et 1913 car ils ne se sont pas renforcés par le biais de participations financières et quelques administrateurs seulement occupent des postes à la fois dans des banques régionales et dans des sociétés houillères : A. Crespel, administrateur de Lens, et Th. Boittiaux, administrateur de Carvin, siègent toujours au Crédit du Nord, et Léon Thiriez est administrateur de la Banque Devilder et de la Cie de Béthune, mais c'est à leur fortune personnelle et à leur importance dans le milieu lillois qu'ils doivent ces cumuls, les grandes banques départementales continuant souvent à être simplement l'émanation et un moyen d'action de l'industrie et du négoce lillois. Paul Dupont fils participe toujours à la gestion de la Cie d'Aniche, et son cousin Louis Dupont (fils) a succédé en 1902 à son père Louis Dupont au conseil de la Cie de Vicoigne-Noeux ; l'influence des membres de la Banque Dupont s'est ainsi maintenue.

Les nombreuses interventions de sociétés métallurgiques dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais depuis le début du siècle se traduisent en 1913 par des liens beaucoup plus nombreux qu'en 1900 entre des sociétés houillères et des sociétés métallurgiques régionales et s'il s'agit encore le plus souvent de liens personnels entre les conseils d'administration, plusieurs liens structurels, provoqués par des investissements communs, se sont noués.

Les relations se sont maintenues entre Aniche et Denain-Anzin : en 1913, les deux sociétés comptent parmi leurs administrateurs André Bernard et Pierre Dejardin-Verkinder qui a succédé à son père. Les liens se sont multipliés entre les Aciéries de France (Isbergues) et les compagnies houillères régionales. Parmi les sept administrateurs des Aciéries de France figurent Jacques Commines de Marsilly, Alfred de Soubeyran, administrateur de Bruay, le baron Le Couteux du Molay, administrateur de Vimy-Fresnoy et Louis Mercier, directeur de la Cie de Béthune et qui depuis 1909 préside la société des Aciéries de France.

De nouveaux cumuls sont apparus : Théophile Boittiaux est administrateur de la Cie de Carvin et de deux sociétés de la région valenciennoise, la Société métallurgique de l'Escaut, à Trith-Saint-Léger et la Boulonnerie et Ferronnerie de Thiant (66) ; André Bénac, administrateur des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, a été élu en janvier 1913 administrateur puis quelques mois plus tard, président de la Cie de Marles, qui a cessé ainsi d'apparaître comme un fief exclusif de la famille Rainbeaux. Emile Cornuault, administrateur de la Cie

(66) Annuaire Bourse Lille, 1913; Soc. métall. de l'Escaut, créée en 1899, au capital de 1 500 000 F.; Boulonnerie et Ferronnerie de Thiant, fondée en 1899, capital de 800 000 F.

de Dourges, est devenu administrateur des Aciéries de Paris et d'Outreau, société anonyme constituée en 1902, dont le capital a été porté à six millions de francs en 1910, et dont l'activité essentielle consiste à exploiter les hauts fourneaux, fours à coke et aciéries d'Outreau, près de Boulogne-sur-Mer.

Du fait des participations financières qui ont marqué leur formation, les Cies de Gouy-Servins et de Vimy-Fresnoy comptent en 1913 plusieurs administrateurs appartenant aussi à des sociétés métallurgiques régionales : le baron de Dorlodot, le baron Le Couteulx du Molay, Louis Mercier représentant les Aciéries de France au sein de Vimy-Fresnoy : G. Griollet et E. Villain, des forges et Aciéries du Nord et de l'Est, Jules Sirot, des Forges et Laminoirs de Saint-Amand (67) siègent parmi les administrateurs de Gouy-Servins. Mais ces liens sont cependant moins importants que ceux qui unissent la Cie de Lens à sa filiale, la Société Métallurgique de Pont-à-Vendin, témoins d'un mouvement inverse de celui qui a amené Denain-Anzin à acquérir l'exploitation de la concession d'Azincourt.

De même, le rôle essentiel joué par plusieurs compagnies houillères du Pas-de-Calais dans la fondation de sociétés électriques se reflète dans la composition des conseils d'administration de celles-ci : la Cie électrique du Nord est présidée depuis sa création par E. Reumaux, directeur de Lens, aidé par Maurice Tilloy et Albert Motte, administrateurs de Lens. Jules Elby, directeur de Bruay,

(67) Anciens établissements Jules Sirot ; S.A. fondée en 1898, au capital de 1 000 000 de F.

Alfred de Soubeyran, M. Flayelle, administrateurs de la même compagnie, se retrouvent dans la Société Béthunoise d'Eclairage et d'Energie. Quant à la Société Artésienne de Force et Lumière, plusieurs des sièges de son conseil sont occupés par des administrateurs de la Cie de Béthune, Albert Degouy, Léon Salmen et par Louis Mercier, directeur de la même compagnie, auquel s'est joint A. de Soubeyran. Toutes ces relations récentes, liées à des participations financières, témoignent de l'ampleur des transformations en cours dans la région du Nord depuis le début du siècle.

Les relations entre les compagnies houillères de la région du Nord et le capitalisme national se sont également beaucoup développées depuis la fin du XIXème siècle, du moins dans la plupart des secteurs. Quand il s'agit de liens strictement personnels, le décès ou la retraite d'un administrateur suffit à interrompre des relations parfois longues. C'est ainsi qu'en ce qui concerne le cas si important des relations entre les charbonnages régionaux et extra-régionaux, le décès de Gustave Petitjean en 1904, la retraite de Paul Schneider qui ne se consacre plus qu'à la Cie de Douchy, ont tranché les liens qui unissaient la Cie de Douchy à la Société des Mines d'Albi ; en revanche, Henri Marmottan a cédé en 1907 son poste d'Albi à A. de Soubeyran, son collègue de Bruay et celui-ci en 1913 continue à être à la fois administrateur de la Cie de Bruay et des Mines d'Albi (68). Joseph de Sessevalle maintient pour sa part les liens entre la Cie d'Aniche et la Cie de Commeny, Fourchambault et Decazeville .

(68) Notice sur G. Petitjean, op. cit.; Annuaire Bourse Lille, 1905, 1907 et 1913.

Henry Darcy, président de la Cie de Dourges, préside également la Cie de Blanz y dont Jean Plichon, vice-président de la Cie de Béthune, continue à être administrateur. Les quelques liens, strictement personnels, reliant certains conseils d'administration de charbonnages régionaux à des Mines du Centre se sont donc plutôt distendus entre la fin du XIXème siècle et 1913.

En revanche, les relations se sont le plus souvent renforcées entre les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais et les grandes sociétés métallurgiques de l'Est et du Centre. La composition de certains conseils d'administration reflète le rôle important ou dominant joué par des sociétés métallurgiques dans des charbonnages régionaux du fait de participations financières. Dans ce secteur industriel comme dans d'autres, l'évolution s'accomplit par le jeu complexe de reculs limités, de maintiens relatifs ou d'avances importantes.

C'est ainsi que la Cie de Vicoigne-Noeux et la Société Métallurgique de Senelle-Maubeuge témoignent d'un recul dans leur cas particulier. En juin 1902, la Société des Hauts Fourneaux de Maubeuge s'était dissoute et avait apporté à la Société Métallurgique de Senelle-Maubeuge tout son actif mobilier et immobilier ; du fait de son essor supérieur, lié en partie à sa situation géographique et à l'orientation de sa production, la société filiale avait ainsi en deux décennies réussi à absorber la société mère (69). Léon Renard a continué à parti-

(69) Arch. Soc. Hauts Fourneaux de Maubeuge et Senelle-Maubeuge, A G du 10-06-1902.

ciper à la gestion de Senelle-Maubeuge, aux côtés des frères Fernand et Hippolyte d'Huart mais en 1905, malade, il a démissionné de ses postes de président de Vicoigne-Noeux et de Senelle-Maubeuge et tout lien a été ainsi rompu entre les deux sociétés.

Entre la Cie de Fourges et les Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons, le trait d'union est demeuré identique, et Henry Darcy préside en 1913 les deux sociétés. Fait nouveau, deux membres de la puissante Cie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt, dont les usines et les mines de fer sont réparties à la fois dans le Centre, le Nord et l'Est de la France (70) siègent dans des conseils de sociétés houillères de la région du Nord : Théodore Laurent, directeur général adjoint de la Marine et d'Homécourt est devenu en 1910 administrateur de la Cie de l'Escarpelle et en 1911, il a été nommé directeur général de la société métallurgique. Florent Guillaïn, ancien ministre des Colonies, est régisseur d'Anzin depuis 1906 et il est en même temps vice-président de la Marine et Homécourt.

Fait particulièrement significatif de l'accélération de la restructuration, la création de liens nouveaux entre des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais et de grandes banques nationales par le biais de leurs conseils d'administration caractérise le début du XXème siècle. Si la Cie d'Anzin conserve ses relations a avec la banque Perier et Cie, ce qui incarne le maintien de liens traditionnels, des liens nouveaux et récents se sont noués. Florent Guil-

(70) La Cie de la Marine et Homécourt (capital de 28 millions de F.) possédait des usines dans la Loire (Saint-Chamond, Assailly et Rive-de-Gier), et grâce à l'acquisition de la Société de Vezin-Aulnoye en 1900, des mines et usines à Homécourt (Meurthe-et-Moselle), à Maubeuge et Hautmont (Nord). Cf. L'Information, 31 août 1908, et Annuaire Bourse Paris, 1913.

lain, régisseur d'Anzin, est un des trois censeurs de la Banque de France. Ernest Dejardin-Verkinder, président d'Aniche, est devenu membre du conseil d'administration de la Société Générale dont il assume la vice-présidence, et dans ce conseil, il retrouve André Bénac, administrateur de Marles. A. Bénac siège en outre au conseil de la Banque de Paris et des Pays-Bas, avec Gaston Griolet, président de la Cie de Gouy-Servins. Il convient toutefois de souligner qu'il s'agit simplement de liens de personnes entre certains conseils de sociétés houillères et de banques et non de matérialisations de participations financières.

De même, alors qu'en 1900, Edouard Agache, régisseur d'Anzin, était le seul administrateur de société houillère de la région du Nord à siéger au conseil d'administration de la Cie du Chemin de fer du Nord, en 1913, il retrouve dans ce conseil Firmin Rainbeaux, administrateur de Marles et Gaston Griolet, vice-président du comité de direction de la Cie du Nord et président de Gouy-Servins. Au conseil d'administration du P.L.M. siège toujours à la veille de la guerre de 1914-1918 Ernest Dejardin-Verkinder, devenu président d'Aniche à la mort d'Anatole de Sessevalle, qui avait également été longtemps administrateur de la même société ferroviaire. Henry Darcy, président de Dourges, et Florent Guillain, régisseur d'Anzin, sont aussi devenus administrateurs du P.L.M. Octave Le Vavasseur de Précourt, président de Marles, a également été membre du conseil du P.L.M. jusqu'à sa mort en 1912. Deux administrateurs de compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, André Bénac, président de Marles, et le prince Auguste d'Arenberg,

régisseur d'Anzin, sont en plus administrateurs de la Cie du Chemin de fer de Paris à Orléans ; le prince d'Arenberg pour sa part assume la vice-présidence de la Cie d'Orléans. Au total, en 1913, huit administrateurs de sociétés houillères régionales participent à la gestion des grandes compagnies de chemin de fer, alors qu'il n'y en avait que trois au début du siècle à être dotés du même cumul.

En ce qui concerne les sociétés dont les affaires débordent le cadre national, la Cie Universelle de Suez est toujours présidée à la veille de la guerre par le prince Auguste d'Arenberg. Ernest Dejardin-Verkinder, président d'Aniche, participe en outre à l'administration de la Banque russo-asiatique, société anonyme russe constituée en 1895 sous le nom de Banque russo-chinoise et qui a pris son nom définitif en 1910, après l'absorption de la Banque du Nord, et également à l'administration de la Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud, société anonyme française fondée en 1910 avec un capital de 25 millions de francs (71).

Les liens entre les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais et leurs voisines de Belgique demeurent en 1913 du même ordre d'importance qu'au début du siècle. Firmin Rainbeaux, administrateur de Marles, continue de diriger le charbonnage du Grand-Hornu et celui du Grand-Buisson, dans le bassin de Mons. La

(71) Annuaire Bourse Paris. Le capital de la Banque russo-asiatique était représenté par 80 000 actions de 187,50 roubles ou 500 francs.

prépondérance des Belges s'est un peu atténuée au sein du conseil de Drocourt, mais deux membres de ce conseil administrent toujours des charbonnages belges : Augustin Cornil est administrateur des Charbonnages du Centre de Jumet, de Noël-Sart-Culpart et de Masses-Diarbois, situés tous trois dans le bassin de Charleroi ; Simonis-Dudezele est commissaire des Charbonnages réunis de La Concorde, dans le bassin de Liège. La Cie d'Anzin continue à avoir des liens avec les Charbonnages du Nord de Charleroi, dont G. de Chabaud-Latour est l'un des commissaires. Seuls faits nouveaux par rapport à 1900, E. Tondeur, administrateur de Ferfay, est devenu également administrateur de la société assez importante des Houillères Unies du Bassin de Charleroi et Léon Salmon, administrateur de la Cie de Béthune, est aussi un des commissaires de la Société Houillère d'Anderlues, également dans le bassin de Charleroi (72). Comme en 1900, aucun des charbonnages belges avec lesquels les administrateurs des sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont des liens n'est contrôlé en 1913 par la Société Générale de Belgique. C'est surtout avec des charbonnages du bassin de Charleroi que ces liens se sont maintenus ou développés. En revanche, les sociétés houillères de la région du Nord ne se sont pas associées aux grandes banques et aux importantes sociétés métallurgiques françaises, en particulier de l'Est de la France, qui ont participé activement au

 (72) Production en 1912 : Grand-Hornu : 217 000 t.; Grand-Buisson : 129 000 t.; Centre de Jumet : 239 000 t.; Noël-Sart-Culpart : 210 000 t.; La Concorde : 119 000 t.; Charbonnages du Nord de Charleroi : 447 000 t. ; Houillères unies du Bassin de Charleroi : 647 300 t.; Anderlues : 328 000 t.

début du XXème siècle à la prospection du nouveau bassin belge de la Campine découvert en 1902.

Aussi, durant tout le XIXème siècle et le début du XXème siècle, des liens plus importants ont eu tendance à unir entre elles les sociétés houillères de la région du Nord et celles-ci à d'autres sociétés françaises ou étrangères, et le mouvement a manifesté une nette accélération au début du XXème siècle. Le fait majeur n'en demeure pas moins dans le Nord et le Pas-de-Calais que si la mobilité a été très grande parmi les sociétés de recherches, la stabilité en revanche a été forte parmi les sociétés d'exploitation constituées, sociétés qui ont conservé presque toutes leur indépendance, à l'exception de quelques petits charbonnages. Le réseau de liens est devenu plus complexe mais il ne doit pas masquer le fait que les sociétés houillères étaient demeurées essentiellement productrices et distributrices de charbon, présentant relativement peu de relations étroites en aval de leur production. Les fortes divergences que l'on constate dans les dimensions des charbonnages régionaux à la veille de la guerre de 1914-1918 ne sont donc pas le fruit d'absorptions ou de prises de participation; elles reflètent essentiellement l'expansion plus ou moins brillante de chaque société depuis sa formation et son comportement face aux fluctuations longues de la conjoncture.

IV. DIMENSIONS ET EXPANSION DES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Pour apprécier l'importance relative des différentes compagnies à l'intérieur du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, le critère le plus commode et aussi sans doute le plus sûr est fourni par la comparaison de la production des sociétés. Dans le cas des entreprises houillères, pour lesquelles jusqu'en 1914 la vente du charbon fournit de très loin le poste essentiel de leurs bénéfices, c'est bien la production qui permet d'établir la distinction décisive. La comparaison des quantités vendues et plus encore des chiffres d'affaires serait évidemment préférable mais en des temps où, dans la structure de l'énergie consommée, le charbon détient de loin la place primordiale, les stocks, même en période de conjoncture défavorable, ne sont jamais très importants ; de plus, à l'intérieur du bassin de la région du Nord, les écarts de prix de revient et de vente suivant les sociétés ne sont pas tels que la seule comparaison des productions fausse la hiérarchie qui se fonde évidemment aussi sur celle des capitaux investis et des profits, sur celle des chiffres d'affaires et des capacités d'autofinancement.

Durant la première moitié du XIXème siècle, la prépondérance de la Compagnie d'Anzin est demeurée écrasante dans la production houillère de la région du Nord. Les mines du Boulonnais n'assurent qu'une extraction d'importance négligeable. La prépondérance

d'Anzin est particulièrement nette jusqu'aux années quarante, tant que la production du département du Nord est assurée par les deux seules compagnies d'Anzin et d'Aniche. Sous le Premier Empire, l'extraction d'Aniche oscille entre 20 et 30 000 tonnes seulement et pour la période quinquennale 1810-1814, la production d'Anzin correspond à 91% de celle du bassin du Nord. Ce pourcentage atteint son point le plus bas en 1823 avec 89,59% mais c'est bien autour des neuf dixièmes que se maintient pendant plusieurs décennies la fréquence relative qui témoigne d'une écrasante supériorité, assurée par Anzin : 91,29 % pour la période 1820-1824, 93,19 % pour celle de 1830-1834. La supériorité d'Anzin tendait même à s'accroître et elle s'affirmait par une production moyenne de 646 857 tonnes pour la période 1835-1839 sur une production moyenne de 676 878 tonnes pour l'ensemble des deux compagnies, soit 95,56 % pour Anzin. Le maximum est atteint lors de la crise de 1839 avec un pourcentage de 96,41 %.

Cependant, à partir de 1840, la tendance se renverse : la Cie d'Anzin, tout en conservant de très loin la première place dans le bassin du Nord, voit cependant sa suprématie s'atténuer. D'une part, la Compagnie d'Aniche sort enfin de sa longue léthargie grâce à de nouveaux administrateurs et de nouveaux capitaux et d'autre part, les sociétés qui ont obtenu des concessions à la suite de la fièvre de recherches des années trente abordent le stade de l'exploitation. Aussi à la fin de la première moitié du XIX^{ème} siècle, au moment où le bassin du Pas-de-Calais va encore restreindre son importance relative, la Compagnie d'Anzin n'assure-t-elle

même plus les deux tiers de la production du département du Nord : pour la période 1843-1847, la production moyenne du Nord, fournie par huit sociétés, s'élève en effet à 1 010 253 tonnes alors que celle d'Anzin est de 639 985 tonnes, soit 63,3% du total.

La prépondérance d'Anzin n'en demeurait pas moins considérable dans le bassin du Nord, alors que le regroupement opéré dans le bassin de la Loire par la constitution de la Compagnie des Mines de la Loire en novembre 1845 provoquait à la même époque tant de polémiques. Durant la période 1846-1849, la Compagnie des Mines de la Loire assure 69,5 % de la production totale des bassins de Saint-Etienne et de Rive-de-Gier, alors que la Compagnie d'Anzin, elle, fournit 63,3% de l'extraction du Nord ; le taux d'Anzin est donc inférieur à celui de la Compagnie de la Loire, mais tout de même d'un ordre semblable. Il est vrai que la Compagnie de la Loire, par sa production moyenne (1 046 000 t.) (73) a ravi à la Compagnie d'Anzin (661 000 t.) sa première place à la tête des sociétés houillères françaises. En outre, la concentration intervenue dans la Loire est récente : les premiers signes de regroupement sont apparus en 1837 seulement, lorsque s'est constituée la Compagnie Générale des Mines de Rive-de-Gier. Le mouvement déclenché s'est rapidement accéléré et en moins d'une décennie, on est passé d'une multitude de petites exploitations qui n'employaient chacune que quelques dizaines d'ouvriers et n'extrayaient que quelques di-

(73) Nous avons utilisé les tableaux de Pierre GUILLAUME, La Compagnie des Mines de la Loire, 1845-1954 (P.U.F., 1966), p.135, pour la production de la Compagnie des Mines de la Loire et ceux de la S.I.M. pour le bassin de la Loire.

zaines de milliers de tonnes de houille par an à la puissante Compagnie des Mines de la Loire, qui emploie plusieurs milliers d'ouvriers, produit plus d'un million de tonnes et ne recherche rien moins que le contrôle d'une très large fraction du marché charbonnier (74). On comprend donc aisément les violentes oppositions que "le monopole" de la Loire a rencontrées dans le milieu régional, monopole qui bouleversait une longue tradition de morcellement de la propriété et plus encore de l'exploitation houillères. En revanche, la suprématie d'Anzin remontait au milieu du XVIIIème siècle ; longue de plus d'un siècle, elle ne choquait pas les esprits régionaux, qui ne songeaient pas à réclamer le démembrement de la société. Mais l'opinion publique, par contre, aurait mal vu un nouvel accroissement de la puissance d'Anzin, grâce à une extension dans le bassin du Pas-de-Calais, bassin dont on mesure à nouveau que le partage a été si important.

Pour apprécier les bouleversements provoqués par la mise en valeur du Pas-de-Calais, nous avons établi la production moyenne des différentes sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais durant la période 1865-1869, c'est-à-dire lorsque tout l'essentiel du nouveau bassin a été découvert, réparti et que le take-off de l'exploitation est assuré. A partir de ces données, nous avons calculé le pourcentage de l'extraction de chaque compagnie par rapport à la production de tout le bassin du Nord et du Pas-de-Calais et pu ainsi établir le classement des sociétés durant la période considérée, avec celui des pourcentages cumulés :

(74) P. GUILLAUME, op. cit., passim.

Tableau N° 5

SOCIÉTÉS HOUILLÈRES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

1865 - 1869

Compagnies	Production moyenne (1 000 t.)	% du total N.P.C.	% cumulés
. Anzin	1 390	34,82	34,82
. Aniche	450	11,27	46,09
. Lens	350	8,77	54,86
. Vicoigne-Noeux	308	7,72	62,58
. Courrières	252	6,31	68,89
. Béthune	183	4,58	73,47
. Douchy	171	4,28	77,75
. Escarpelle	122	3,06	80,81
. Dourges	107	2,68	83,49
0. Marles	100	2,51	86,00
1. Bruay	95	2,38	88,38
2. Carvin	74	1,85	90,23
3. Ferfay	72	1,80	92,03
4. Meurchin	71	1,78	93,81
5. Fresnes-Midi	49	1,23	95,04
6. Liévin	38	0,95	95,99
7. Vendin	33	0,83	96,82
8. Azincourt	33	0,83	97,65
9. Auchy	31	0,78	98,43
0. Ostricourt	19	0,48	98,91
1. Douvrin	15	0,37	99,28
2. Fléchinelle	13	0,32	99,60
3. Cauchy	12	0,30	99,90
4. Hardingham	4	0,10	100,00
TOTAL	3 992		

Le tableau ci-dessus permet d'établir une courbe à échelle arithmétique grâce à laquelle on peut apprécier graphiquement l'importance relative des firmes de même que le degré de concentration de la production : le nombre de sociétés est porté en abscisses et le pourcentage cumulé de l'extraction correspondant en ordonnées (75). Une égalité parfaite entre les compagnies houillères se traduirait par une droite unissant l'ordonnée 0 aux coordonnées de la dernière compagnie.

Tableau et courbe permettent d'apprécier la concentration ou la dispersion de la production dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais. Vingt-quatre sociétés exploitent le gisement, avec à leur tête toujours deux compagnies du Nord, Anzin et Aniche, qui, à elles seules, assurent 46,09 % de l'extraction. Trois compagnies suffisent à fournir la majorité de la production du bassin puisque la société la plus importante du Pas-de-Calais, Lens, a déjà un pourcentage notable de 8,77%. Sept sociétés : trois du Nord, trois du Pas-de-Calais et la Cie de Vicogne-Noeux fournissent plus des trois-quarts de la production régionale. En ce qui concerne la répartition des compagnies suivant leurs dimensions, on peut relever que les deux très grandes sociétés, assurant chacune plus de 10% de l'extraction régionale fournissent 46,09 % de celle-ci. Parmi les sociétés moyennes à l'échelle du bassin, les trois sociétés qui produisent de 5 à 10% assurent 22,80 % : dix sociétés, avec des taux de

(75) Cf. J. HOUSSIAUX, Le pouvoir de monopole (Paris, Sirey, 1958, 416 p.), p. 162 et suiv. Les représentations graphiques de la concentration.

1 à 5 % , fournissent 26,15 % ; ensemble, ces treize sociétés produisent donc près de la moitié de l'extraction du bassin du Nord et du Pas-de-Calais : 46,95 % . Enfin, les très petites sociétés, à moins de 1 % , sont au nombre de neuf et ne produisent ensemble que 4,96 %.

Parmi les dix plus importants charbonnages régionaux figurent trois sociétés du Nord, déjà six sociétés du Pas-de-Calais et la Compagnie de Vicoigne-Noeux, dont la majeure partie de la production provient aussi du Pas-de-Calais.

Quant à la situation dans chacune des deux parties du bassin de la région du Nord, on note que l'importance relative d'Anzin, qui reste considérable, a cependant encore un peu décru dans le Nord, par rapport au milieu du XIX^{ème} siècle : 60 % pour 1965-69 contre 63,3 % en 1846-1849. Dans le Pas-de-Calais, la société qui s'est affirmée d'emblée la plus puissante, Lens, n'assure encore que 16,6 % de la production du nouveau bassin.

Le rattachement de la Compagnie des Mines de la Loire en 1854 a replacé la Compagnie d'Anzin, qui est la seule compagnie à dépasser par an le million de tonnes, nettement en tête des sociétés houillères françaises. De plus les compagnies d'Aniche, de Lens, de Vicoigne-Noeux ont déjà conquis leur place parmi les dix charbonnages français les plus puissants mais la grande importance relative que conservent les mines du Massif Central, en particulier celles des quatre sociétés anonymes qui se sont réparti le domaine

de la Compagnie de la Loire (76), celles aussi de Roche-la-Molière et Firminy, de Blanzv et de la Grand'Combe laisse encore une place de choix à plusieurs entreprises extérieures à la région du Nord.

Afin de mesurer l'effet de la période de conjoncture longue et difficile caractérisant la période 1873-1895, nous avons effectué au sujet des productions des différentes compagnies les mêmes calculs et tracé les mêmes graphiques pour la période quinquennale 1890-1894 que ceux établis pour les années 1865-1869 . Nous aboutissons au tableau suivant, qui est parfaitement comparable au précédent puisque le nombre de sociétés d'exploitation est presque identique :

(76) Il s'agit des sociétés anonymes : Mines de la Loire, Houillères de Saint-Etienne, Houillères de Montrambert et de La Béraudière, Houillères de Rive-de-Gier. - On pourra trouver les productions des principales sociétés houillères du Massif Central dans l'ouvrage de Jean BOUVIER, François FURET, Marcel GILLET, Le mouvement du profit en France au XIXème siècle (Paris, 1965), tableaux annexes.

Tableau N° 6

SOCIÉTÉS HOUILLÈRES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS
1890 - 1894

Compagnies	Production moyenne (1 000 t.)	% du total N.P.C.	% cumulés
1. Anzin	2 855	19,96	19,96
2. Lens	1 959	13,70	33,66
3. Courrières	1 338	9,36	43,02
4. Vicoigne-Noeux	1 103	7,71	50,73
5. Béthune	1 072	7,50	58,23
6. Bruay	895	6,26	64,49
7. Aniche	821	5,74	70,23
8. Marles	712	4,98	75,21
9. Liévin	677	4,73	79,94
10. Dourges	566	3,96	83,90
11. Escarpelle	466	3,26	87,16
12. Douchy	340	2,38	89,54
13. Meurchin	285	1,99	91,53
14. Drocourt	278	1,94	93,47
15. Ferfay	205	1,43	94,90
16. Carvin	194	1,36	96,26
17. Ostricourt	138	0,96	97,22
18. Fresnes-Midi	131	0,92	98,14
19. Vendin	95	0,66	98,80
20. Azincourt	95	0,66	99,46
21. Crespin	52	0,37	99,83
22. Fléchinelle	22	0,15	99,98
23. Hardingham	3	0,02	100,00

TOTAL	14 302		

Les deux sociétés les plus puissantes, une compagnie du Nord, Anzin, et une compagnie du Pas-de-Calais, Lens, assurent ensemble le tiers de la production régionale, c'est-à-dire un pourcentage nettement inférieur à celui des deux sociétés les plus puissantes à la fin du Second Empire. Quatre sociétés (au lieu de trois) fournissent la moitié de la production du bassin du Nord et du Pas-de-Calais ; huit sociétés (au lieu de sept) fournissent les trois quarts de cette extraction. La répartition des compagnies suivant la taille souligne également que ce sont moins les deux plus importantes compagnies que les charbonnages constituant en quelque sorte la "classe moyenne" des charbonnages régionaux qui ont le plus profité de l'important accroissement absolu de la production. Alors qu'Anzin et Lens n'assurent plus que 33,66 % de la production régionale, quatorze sociétés fournissant de 1 à 10 % produisent au total 63,56 % (contre 48,95 % en 1865-1869) : cinq sociétés, avec des taux de 5 à 10 %, pour 36,57 % et neuf sociétés, entre 1 à 5 %, pour 25,6%. En revanche, sept très petites sociétés (au lieu de neuf), assurant chacune moins de 1%, ne fournissent que 3,94% de la production régionale (contre 4,96 % pour 1865-1869).

La Compagnie d'Anzin continue à occuper la première place des charbonnages régionaux mais la seconde Compagnie du Nord, Aniche, a reculé du deuxième au septième rang ; Douchy n'est plus qu'à la douzième place. On peut considérer que dans les années quatre-vingt-dix, huit sociétés du Pas-de-Calais figurent parmi les dix

compagnies régionales les plus importantes, puisque c'est à la production de sa concession du Pas-de-Calais que Vicoigne-Noeux doit sa quatrième place.

Dans le département du Nord, l'importance relative d'Anzin a encore légèrement décliné depuis un quart de siècle : 58,5% pour 1890-1894 contre 60% pour 1865-1869. En revanche, dans le Pas-de-Calais, celle de la Société des Mines de Lens s'est accrue aux dépens de ses voisines : 20% contre 16,6 %.

En 1894, année sans grève notable, le tableau des dix sociétés houillères françaises (77) les plus puissantes souligne qu'à l'accroissement de l'importance relative du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais dans l'économie française a correspondu un accroissement correspondant du poids des charbonnages de la région du Nord, ce qui ne se serait pas produit s'il y avait eu dans cette région un morcellement excessif de l'exploitation :

Tableau N° 7

Production de Houille en 1894	
1. <u>Anzin</u>	2 860 385 tonnes
2. <u>Lens</u>	2 286 701
3. <u>Courrières</u>	1 497 306
4. <u>Blanzey</u>	1 393 556
5. <u>Vicoigne-Noeux</u>	1 212 683
6. <u>Béthune</u>	1 068 886
7. <u>Bruay</u>	1 020 098
8. <u>La Grand'Combe</u>	946 836
9. <u>Aniche</u>	842 774
10. <u>Marles</u>	786 637

(77) Données de 1894 dans Statistiques des Houillères en France et en Belgique (1896).

Les sociétés houillères de la région du Nord sont en très large majorité, puisque parmi les charbonnages d'autres bassins, seules la Compagnie des Mines de houille de Blanz y et la Société Anonyme des Mines de la Grand'Combe figurent encore dans le tableau. Toutes les sociétés du bassin de la Loire ont disparu de celui-ci. Ce n'est qu'aux rangs immédiatement inférieurs, avec des productions comprises entre 500 000 et 663 000 tonnes que les sociétés de la Loire et aussi la Société anonyme de Commentry-Fourchambault (qui exploite les concessions de Commentry, Montvicq, Brassac et Decazeville) ont une puissance comparable à celle de Liévin (785 000 tonnes), de Dourges (568 000 tonnes) et de l'Escarpelle (539 000 tonnes). Plus de la moitié de la production française de houille est fournie par 13 charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais.

Par comparaison, l'analyse des productions des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais durant la période 1908-1912 permet de mesurer l'effet de la longue période prospère amorcée en 1895 sur la concentration des entreprises. La hiérarchie des sociétés régionales se traduit dans le tableau suivant :

Tableau N° 8

SOCIETES HOUILLERES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

1908 - 1912

Compagnies	Production moyenne (1 000 t.)	% du total N.P.C.	% cumulés
1. Lens	3 524	13,2	13,2
2. Anzin	3 369	12,6	25,8
3. Courrières	2 577	9,6	35,4
4. Bruay	2 554	9,5	44,9
5. Aniche	2 062	7,7	52,6
6. Béthune	2 060	7,7	60,3
7. Vicoigne-Nœux	1 860	6,9	67,2
8. Liévin	1 857	6,9	74,1
9. Marles	1 605	6,0	80,1
10. Dourges	1 266	4,7	84,8
11. Escarpelle	813	3,1	87,9
12. Ostricourt	608	2,3	90,2
13. Drocourt	525	2,0	92,2
14. Meurchin	493	1,8	94,0
15. Douchy	371	1,4	95,4
16. Carvin	284	1,1	96,5
17. Ferfay	213	0,8	97,3
18. Ligny	212	0,8	98,1
19. Thivencelles	172	0,6	98,7
20. Flines-les-Raches	128	0,5	99,2
21. La Clarence	113	0,4	99,6
22. Azincourt	84	0,3	99,9
23. Crespin	41	0,1	100
TOTAL	26 797		

L'accroissement de la production entre 1890 et 1912, quoique considérable, a été moins important qu'entre 1860 et 1890, mais il a entraîné des conséquences semblables. Par rapport à la période quinquennale 1890-1894, la part de la production assurée en 1908-1912 par les deux sociétés les plus puissantes, Lens et Anzin, a encore reculé, s'abaissant du tiers au quart de l'extraction régionale. Cinq sociétés (au lieu de quatre) fournissent la moitié de la production du bassin du Nord et du Pas-de-Calais ; en revanche, la part assurée par les neuf sociétés les plus importantes a peu varié : 80,1% en 1908-1912 contre 79,4 % en 1890-1894. Au total, les deux sociétés assurant plus de 10 % de la production régionale fournissent 25,8 % de celle-ci. Quatorze compagnies se répartissent toujours dans les taux de 1 à 10 %, et leur part s'est encore accrue : 70,7 % pour 1908-1912 contre 63,56 % pour 1890-1894 ; parmi ces sociétés, sept compagnies produisant de 10 à 5 % fournissent ensemble plus de la moitié de l'extraction régionale (54,3 %) et sept autres compagnies, qui se répartissent de 5 à 1% assurent ensemble 16,4 % de la production du bassin. Enfin, sept très petites sociétés ne fournissent que 3,5% de l'extraction du bassin du Nord et du Pas-de-Calais. L'étude de la courbe des fréquences cumulées confirme les analyses précédentes. Durant le demi-siècle qui a précédé la guerre de 1914-1918, les courbes sont parfaitement comparables puisque le nombre des sociétés exploitantes n'a pratiquement pas varié. A chacune des périodes que nous avons distinguées, on constate le

glissement de la première moitié de la courbe vers la diagonale AB : ce glissement souligne qu'au moins pour les dix compagnies les plus puissantes, on allait, non pas vers une concentration croissante, mais vers un régime de concurrence plus égale, aux dépens des deux compagnies les plus puissantes. On ne tendait donc pas dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais vers un monopole absolu, ni même vers un oligopole très restreint mais vers un bloc d'une dizaine de compagnies très puissantes. En revanche, les très petites sociétés voyaient leur part de la production régionale se restreindre constamment, comme le souligne aussi le mouvement de l'extrémité des courbes.

Durant les périodes 1890-1894, et 1908-1912, ce sont les mêmes compagnies qui figurent dans la liste des dix charbonnages régionaux les plus importants, avec huit compagnies du Pas-de-Calais (si l'on y comprend Vicoigne-Noeux) et deux sociétés du Nord. Mais quelques changements ont modifié la hiérarchie au début du XXème siècle. Alors que durant les années 1890-1894, la production d'Anzin était encore largement supérieure à celle de Lens, à partir de 1900, l'extraction de Lens a été à plusieurs reprises plus forte que celle d'Anzin et elle dépasse celle-ci régulièrement depuis 1908. En effet, Lens a su beaucoup mieux qu'Anzin tirer parti de la conjoncture iongue favorable de la fin du XIXème siècle et du début du XXème siècle : la production quinquennale moyenne de Lens s'est accrue de 80 % entre 1890-1894 et 1900-1912 ; celle d'Anzin n'a augmenté que de 17,7 %. En revanche, la Cie d'Aniche, en particulier grâce à une direction revigorée, a amélioré son classement puisqu'elle est passée de la 7ème à la 5ème place.

Le recul de l'importance relative d'Anzin et de Lens dans l'ensemble du bassin du Nord et du Pas-de-Calais se reflète également, et cette fois dans chacun de leur département respectif, pour ces deux géants. Lens n'assure plus que 17,9% de l'extraction du Pas-de-Calais (contre 20,07% en 1890-1894). L'importance d'Anzin a davantage diminué dans le Nord, et davantage aussi durant l'intervalle 1890-1912 que durant celui de 1860-1894 : en 1908-1912, Anzin fournit cette fois moins de la moitié de la production du Nord (49,1%) contre 58,5% en 1890-1894. Ce recul relatif d'Anzin tient en particulier à la brillante remontée d'Aniche.

Pour situer l'importance des sociétés houillères françaises à la veille de la guerre de 1914-1918, on peut faire le point de la situation en 1912, année qui, à la différence de 1913, n'a pas vu de grève importante :

Tableau N° 9

Production de houille en 1912

1. <u>Lens</u>	3 403 000 tonnes
2. <u>Anzin</u>	3 067 000
3. <u>Courrières</u>	2 793 000
4. <u>Bruay</u>	2 558 000
5. <u>Aniche</u>	2 001 000
6. <u>Béthune</u>	1 982 000
7. <u>Liévin</u>	1 853 000
8. <u>Blanzv</u>	1 801 000
9. <u>Vicoigne-Noeux</u>	1 719 000
10. <u>Marles</u>	1 689 000

Par rapport à 1834, la prépondérance des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais dans l'économie française s'est encore nettement accentuée : une seule compagnie extérieure à la région du Nord, Blanzzy, figure encore grâce à son important gisement du bassin de Montceau-les-Mines, dans le tableau des dix sociétés houillères françaises les plus importantes. La société de Lens, à elle seule, a une extraction qui correspond à peu près à la production totale des mines de la Loire (3 825 000 tonnes). Les sociétés de Commentry-Fourchambault, de Roche-la-Molière et Firminy et de la Grand'Combe, avec des productions inférieures au million de tonnes, suivent d'assez loin les compagnies du Pas-de-Calais : Marles (1 689 000 tonnes) et Dourges (1 214 000 tonnes). Neuf charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais (au lieu de 13 en 1834) suffisent à fournir plus de la moitié de la production française de houille. La supériorité des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais n'a donc pas cessé de s'amplifier jusqu'à la guerre de 1914-1918.

x

x

x

Afin de préciser les structures de l'industrie houillère française, on doit comparer celles-ci aux formes prises par la concentration dans les grands pays producteurs de houille. A la veille de la guerre de 1914-1918 la concentration de l'industrie houillère est plus poussée en France qu'en Grande-Bretagne ou en Belgique, mais moins avancée qu'en Allemagne.

En France, 79 sociétés se répartissent bien les mines de houille en exploitation ou en préparation, mais nous avons souligné l'importance croissante des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais et au sein de ceux-ci d'une dizaine de sociétés. Les liens avec la banque et la métallurgie, du moins dans la région du Nord, sont cependant encore assez faibles.

Par comparaison, la dispersion des sociétés houillères britanniques est beaucoup plus élevée, car elle a été maintenue par un régime légal qui, dans le Royaume-Uni, n'a jamais touché au droit de propriété des mines, aux relations avec la surface et a laissé ces questions soumises au droit commun coutumier, ce qui a permis au propriétaire terrien de disposer du sous-sol. Certes, la production houillère britannique, à la veille de la guerre de 1914-1918, dépasse de 600 % la production française, mais si l'on s'en tient pourtant aux seuls exploitants occupant plus de cent ouvriers au fond, le nombre de ces exploitants est déjà de 776, très supérieur relativement à celui des exploitants français : l'entreprise typique était

celle qui possédait deux ou trois puits (78).

De même en Belgique, pays caractérisé pourtant par un régime de propriété minière marqué par la loi française en 1810, le nombre des compagnies exploitantes est très supérieur à celui des sociétés du seul bassin du Nord et du Pas-de-Calais et donc de la France entière. En 1912, 114 charbonnages belges (79) fournissent une production de 22 972 000 tonnes, inférieure à celle des 23 sociétés de la région française du Nord ayant des puits en activité (27 730 000 tonnes). Les dix sociétés les plus importantes du Nord et du Pas-de-Calais ont à elles seules une extraction égale à celle de tous les charbonnages belges. Parmi ces derniers, six seulement produisent plus de 500 000 tonnes par an et la société qui vient à leur tête, celle des Charbonnages de Montceau-Fontaine et Martinet, dans le bassin de Charleroi, n'atteint que 712 000 tonnes. La plupart des sociétés houillères belges produisent entre 100 000 et 300 000 tonnes mais 33 compagnies n'atteignent même pas 100 000 tonnes (contre deux seulement dans le Nord).

Il est vrai qu'en Belgique intervient un correctif important : l'emprise de la principale banque du pays sur d'importantes compagnies houillères. La Société Générale de Belgique contrôle en effet six charbonnages dans le bassin de Mons, quatre autres dans le bassin de Charleroi, dont Montceau-Fontaine et un charbonnage

(78) Liste des exploitants et des concessions de Grande-Bretagne dans Atlas général des Houillères (op. cit.), 1ère partie, pl. XLIV et 2ème partie, pp. 345-372. En 1921, 1 400 sociétés se répartissaient 2 481 mines de charbon (W.H. CHALONER, Problèmes humains de l'industrie britannique du charbon, Actes du Colloque Charbon et Sciences Humaines, 1966, p. 236.

(79) Statistique des Houillères, 1913, pp. 285-505.

dans le bassin de Liège. Ces charbonnages produisent 2 513 800 tonnes dans le bassin de Mons, 2 055 900 tonnes dans le bassin de Charleroi et 308 000 tonnes dans le bassin de Liège, soit au total 4 677 700 tonnes, un peu plus du cinquième de la production houillère belge (80). L'emprise est donc considérable, surtout si l'on tient compte de l'émiettement de la concurrence locale à laquelle les charbonnages de la Société Générale ont à faire face. Ces charbonnages ne sont cependant qu'exceptionnellement juxtaposés, et le morcellement de l'exploitation qui en résulte atténue l'avantage des liens administratifs et financiers et il contraste avec l'unité d'exploitation des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais qui, à l'exception de la seule Compagnie de Vicogne-Noeux, exploite des périmètres d'un seul tenant. Malgré la Société Générale, la concentration houillère est donc beaucoup moins avancée en Belgique que celle du Nord de la France, qui elle-même est inférieure à celle de l'industrie houillère allemande.

Dans la Ruhr, la loi prussienne de 1865 a bien limité la superficie par concession minière à 219 hectares (maximum porté à 220 hectares en 1907); mais comme elle a autorisé la réunion indéfinie des concessions sans aucune des entraves que la législation française a prévues, la liberté minière a favorisé une restructura-

(80) Charbonnages contrôlés par la Société Générale : Hornu et Wasmes, Produits du Flénu, Levant du Flénu, Unis-Ouest de Mons, Charbonnages belges, Nord du Rieu du Coeur (Bassin de Mons), Charbonnages Réunis, Marcinelle-Nord, Gouffre, Montceau-Fontaine et Martinat (bassin de Charleroi), Bois d'Avroy (bassin de Liège). Cf. Le contentaire de la Société Générale de Belgique (1922), pp. 114-115.

tion qui s'est accélérée à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle. Le nombre des mines de la Ruhr atteint son maximum en 1874 avec 277 entreprises ; il n'est plus que de 173 en 1913 et ces entreprises assurent une production de 110 765 000 tonnes. Les charbonnages produisant moins de 50 000 tonnes ont perdu toute importance (c'est aussi le cas dans le Nord et le Pas-de-Calais) ; ceux qui produisent moins de 500 000 tonnes ne représentent plus qu'un dixième de la production (c'est encore la même proportion environ dans le Nord et le Pas-de-Calais) mais parmi les plus puissantes sociétés, seize groupes, dont la production varie entre 2 500 000 et 10 millions de tonnes, assurent les deux tiers de la production. A elle seule, la Gelsenkirchen arrive à 10 millions de tonnes. La concentration horizontale de la production est ainsi plus imposante dans la Ruhr qu'en France ; elle se double du plus d'une intégration verticale qui n'est qu'embryonnaire dans le Nord et le Pas-de-Calais. Dans la Ruhr, les liens entre l'industrie houillère et la métallurgie se sont multipliés et c'est ainsi que l'extraction de Deutscher Kaiser, qui s'élève à 332 000 tonnes en 1893, 4 460 000 de houille en 1913 avec une fabrication de 1 491 000 tonnes de coke permettait à Thyssen, non seulement d'alimenter ses usines sidérurgiques, mais de se livrer encore à un important négoce de charbon. Le bassin de Haute-Silésie connaissait également des phénomènes semblables.

Mais si en 1914, l'intégration verticale se développe dans la Ruhr et en Haute-Silésie, la concentration horizontale reste la forme normale de l'organisation industrielle dans les petits bassins houillers. En outre, à part la métallurgie, les autres in-

dustries n'avaient pas pris pied dans les charbonnages. Jusqu'en 1914, l'industrie électrique n'y a exercé qu'un assez modeste rôle. Dans l'industrie chimique, la Badische Anilin était seule à avoir acquis un charbonnage. Ce n'est qu'après la guerre que la situation s'est complètement modifiée au profit de ces industries. Ainsi, la concentration de l'industrie houillère allemande affirme en particulier sa supériorité par rapport à celle des charbonnages de la région française du Nord par l'existence de sociétés beaucoup plus puissantes et par des liens beaucoup plus étroits avec les entreprises métallurgiques (81).

A la veille de la guerre de 1914-1918, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais présentent ainsi des structures qui peuvent les rendre fragiles en face de la concurrence allemande ; en revanche, ces structures, tout le long du XIXème siècle et au début du XXème siècle, ont été en avance par rapport à celles de leurs principaux concurrents, les charbonnages belges et anglais ; comme la concurrence allemande n'est devenue sensible que dans la décennie précédant la guerre, on peut donc considérer que sur le marché européen et surtout, ce qui importait en fait, sur le marché français, les charbonnages français ont au XIXème siècle eu affaire à des concurrents aux caractères moins évolués que les leurs et donc présentant, au point de vue économique, une certaine infériorité.

(81) Voir le chapitre : La concentration dans l'industrie houillère in Maurice BAUMONT, op. cit., pp. 163-248.

Les structures industrielles des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais se sont essentiellement adaptées à un processus concentrationnel donnant la primauté plus à l'espace régional qu'à la nature de l'industrie. Une nette concentration géographique, à partir de la mise en valeur des concessions du Pas-de-Calais, a joué en France au profit des charbonnages de la région du Nord et, dans une moindre mesure, l'expansion du principal bassin français a été aussi supérieure à celle de ses concurrents belges ou britanniques. Au sein de l'ensemble régional, Anzin et Lens ont acquis une nette prépondérance mais une dizaine de compagnies ont su maintenir de solides positions qui tendaient même à se figer à la fin du XIXème et au début du XXème siècles. Ce ralentissement de la concentration proprement dite s'oppose aux progrès qui dans la même période caractérisaient le processus d'intégration, avec la multiplication des liens qui se nouaient alors, avec des entreprises métallurgiques principalement : l'alliance la plus riche en avenir, semblait-il, était conclue par la société la plus importante et la plus évoluée, la Société des Mines de Lens. Au terme de nombreuses décennies, le fait essentiel demeure peut-être cependant que, malgré quelques disparitions ou absorptions de petites sociétés et l'établissement de liens plus étroits avec des sociétés principalement du Nord mais aussi des sociétés extra-régionales ou étrangères, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont su préserver leur indépendance, demeurer surtout producteurs et vendeurs de charbon et renforcer sans cesse leurs dimensions et donc leur compétitivité aux dépens de leurs principaux rivaux français et étrangers.

- C H A P I T R E I V -

LIENS COMMERCIAUX ET GROUPES DE PRESSION
DANS LES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS
JUSQU'A LA FIN DU XIXème SIECLE.

I.- Durant la première moitié du XIXème siècle

1. Quelques accords commerciaux limités.
2. Les charbonnages du N. P.C. et l'Union des Houillères de France.

II.- Durant le Second Empire

1. Maintien de l'entente commerciale Anzin-Vicoigne.
2. Les charbonnages régionaux, le Comité des Houillères françaises et le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

III.- Durant la période 1873-1895

1. Premiers pas incertains vers une entente régionale sur les prix.
2. Le Comité et l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.
3. Les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais et le Comité Central des Houillères de France.

CHAPITRE IV

LIENS COMMERCIAUX ET GROUPES DE PRESSION DANS LES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS JUSQU'A LA FIN DU XIXème SIECLE.

La capacité d'affronter efficacement les concurrents s'est accrue pour les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais durant le XIXème siècle et le début du XXème siècle grâce à une constante adaptation des structures industrielles. Quant au domaine commercial, où la nécessité pouvait paraître moins pressante et où il fallait consentir à abandonner une part d'indépendance, les sociétés houillères de la région du Nord ne se sont très longtemps engagées qu'avec une prudence extrême dans la voie d'une politique de ventes concertées, se bornant à des accords particuliers très limités. Ce n'est qu'à la fin du siècle que les pas décisifs ont été franchis. Il est intéressant de souligner que dans le domaine de la défense corporative, celle des intérêts généraux et sociaux, on peut observer une évolution identique : un pas en avant ou en arrière dans le domaine corporatif ou social entraîne un autre dans le domaine commercial et inversement. Cette étroite symbiose nous a amené à mener de front l'analyse de l'évolution des organisations commerciales et corporatives, analyse qui nous est apparue comme devant être autrement incompréhensible, d'autant plus qu'il ne s'agit pas de secteurs nettement délimités : un groupe de pression efficace peut obtenir des avantages immédiatement exploitables sur le plan des ventes

et il peut n'être qu'un paravent pour une entente commerciale. Cette imbrication est particulièrement nette au début du XXème siècle, lorsque s'accélère le processus lentement amorcé depuis la première moitié du XIXème siècle.

Par rapport aux charbonnages des autres régions françaises, les sociétés houillères du Nord puis du Pas-de-Calais ont eu l'avantage d'une donnée naturelle, l'unité géographique d'un très vaste bassin, exception faite du minuscule Boulonnais, unité qui jouait en faveur d'une politique économique et sociale concertée, mais cette unité géographique a été bien lente à traduire ses effets.

Une situation de monopole sur le marché, en permettant de régler prix et débouchés, est évidemment très favorable à la formation d'entente et de cartels. Dans le cas de la France, la concurrence étrangère était trop importante pour que les sociétés houillères de la région du Nord pussent disposer d'un tel monopole de fait. La situation excentrique du bassin houiller du Nord rendait d'abord les charbonnages régionaux particulièrement vulnérables à la concurrence étrangère, la distance, cette donnée si importante pour le transport de produits pondéreux, ne jouant nettement en leur faveur que dans un espace géographique très limité. En outre, des droits protecteurs très élevés peuvent, en éliminant les rivaux étrangers, donner naissance à une situation de monopole sur le marché intérieur, mais ici à nouveau, la relative modicité des taxes douanières a été bien loin de provoquer une telle élimination de la concurrence.⁽¹⁾ Il a résulté de ces données qu'il n'a pas été question pour

(1) voir note p. 109 bis.

(1) Sur l'évolution de la législation douanière relative aux houilles, voir en particulier : S I M 1870-1872, pp. XXV-XXVI, Léon AME, Etude sur les tarifs de douanes et sur les traités de commerce (Paris, 1876, gr. 8°, 2 vol.), L.J. GRAS, Histoire de la Chambre de Commerce de Saint-Etienne... (Saint-Etienne, 1913, 4°, 505 p.), François CROUZET, Le charbon anglais en France au XIXème siècle, Actes du colloque Charbon et Sciences Humaines (Paris, Mouton, 1966), pp. 173-205, F. LENTACKER, Les charbons belges sur le marché français au cours du XIXème siècle, Bulletin des Séances de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Bruxelles, juin 1964, pp. 1392-1431, Maurice LEVY-LEBOYER, Les banques européennes... (Paris, 1964), notamment pp. 235-236, pp. 305-306.

Les importations de charbon n'ont jamais été contingentées en France au XIXème siècle. La loi du 28-04-1816 et le tarif publié le 3-06-1816 ont fixé les droits (à majorer d'un décime) sur la tonne de houille, par mer à 10 F sous pavillon français et 15 F sous pavillon étranger, par terre à 3 F de Baisieux aux Ardennes (zone la plus pénétrée par les houilles belges), 1,50 F des Ardennes au département de la Moselle sauf au droit de la rivière de Meuse (1 F), 6 F de Baisieux à la mer et pour toutes les autres frontières terrestres. - Les ordonnances des 8-12-1834, 10-10 et 28-12-1835, reprises par la loi du 2-07-1836 et des mesures de 1837 ont abaissé les droits à 5 et 10 F selon les pavillons pour les charbons importés de Dunkerque aux Sables d'Olonne et à 3 ou 6 F pour les côtes de l'Océan au sud des Sables et pour la Méditerranée ; le nouveau tarif laisse toujours à 3 F (décime en plus) le droit d'entrée par terre, sauf 6 F pour la zone d'Halluin au littoral, 1,50 F pour celle des Ardennes à la Moselle et 1 F pour la rivière de Meuse. La loi du 6-05-1841 met le tarif à 1,50 F (décime en plus) pour l'entrée par voie de terre, sauf pour la zone comprenant la rivière de la Meuse et le département de la Moselle. - Un décret du 14-09-1852 porte à 3 F le droit d'entrée pour la zone d'Halluin à Longwy mais le décret du 22 novembre 1853 remet à 1,50 F le droit d'entrée pour cette zone et il diminue aussi les droits d'entrée par mer : 3,60 F pour les importations de Dunkerque aux Sables, 1,80 F pour les ports plus au sud (Le décime est en outre doublé à partir de 1855). - Par le traité de commerce de 1860 avec l'Angleterre, la France s'engage à abolir toute discrimination contre les charbons anglais dans un délai de quatre ans et elle renonce donc au système des zones : les décrets des 26 juillet et 14 septembre 1860 fixent le droit d'entrée par terre comme par mer à 1,50 F (double décime en plus), sauf pour les départements des Ardennes et de la Moselle (1 F). Enfin, le décret du 27-01-1860 établit un droit unique total de 1,20 F par tonne, confirmé par la loi du 11-01-1892 ; la loi du 22-01-1872 a ajouté une taxe de statistique à 0,10 F par t. Le tarif n'a été majoré qu'en 1926.

Comme il s'agissait d'un droit spécifique et non d'un droit ad valorem, la protection qu'il a assurée a évidemment varié selon le niveau des prix ; pour les charbons anglais, elle a été sensible seulement jusqu'en 1834-1836 et pour les charbons belges jusqu'en 1840 : voir les art. cités de F. Crouzet et de F. Lentacker et nos tableaux et graphiques en fin d'ouvrage.

les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais de prétendre régner en maîtres sur le marché national. Tout ce que les sociétés pouvaient espérer, c'était rendre leur riposte plus efficace grâce à leur union en face des concurrents étrangers. Les frais de transports et les droits de douane n'assuraient une sorte de monopole aux charbonnages de la région du Nord que sur une partie des départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme. D'où pendant longtemps, la tentation d'accords particuliers entre charbonnages pour tirer parti de cet atout sans que, durant de longues décennies, on ait songé à étendre la lutte concertée à un plus vaste domaine géographique.

I. LA PREMIERE MOITIE DU XIXème SIECLE.

1. Quelques accords commerciaux limités.

Au cours de la première moitié du XIXème siècle, la prépondérance de la Compagnie d'Anzin a été telle qu'elle aurait pu constituer un frein à une entente réunissant les charbonnages du Nord : les sociétés moins importantes pouvaient-elles éviter de s'aligner sur leur puissante voisine ? Effectivement, aucun traité commercial n'a uni Anzin à sa principale rivale, Aniche. En revanche, quelques accords limités ont été conclus entre Anzin et d'autres sociétés houillères du Nord.

La donnée la plus importante est le traité qui a abouti à concentrer ^{presque} toute la vente des charbons maigres du département. En

septembre 1841, l'octroi de la concession de Vicoigne, concession riche en houilles maigres, avait d'abord provoqué une assez vive rivalité entre Anzin et les quatre sociétés réunies de Bruille, de Cambrai, de l'Escaut et d'Hasnon ayant obtenu le nouveau périmètre. Mais dès le début de 1843, on le sait, Anzin avait trouvé la parade en achetant tout l'actif de la société d'Hasnon, avait ainsi pris pied chez l'adversaire en entrant dans la Compagnie de Vicoigne définitivement constituée le 30 novembre 1843 (1bis).

La nécessité et la raison se combinaient pour amener une entente entre Anzin et Vicoigne. Comme devait le noter Casimir Boittelle, président de Vicoigne, "les sociétés de Bruille, de Cambrai et de l'Escaut n'étaient pour rien dans le fait qu'Anzin s'était substitué à Hasnon et que même à cette époque, elles auraient empêché si elles l'avaient pu ; mais bientôt elles reconnurent qu'en présence de la concurrence de la Belgique et de l'Angleterre, il n'y aurait pas de rivalité possible entre Vicoigne et Anzin, que les efforts communs devaient tendre à l'abaissement des prix de revient et à la hausse de l'extraction" (2). Le 30 novembre 1843, une entente, valable pour 99 ans, était signée entre Anzin et Vicoigne aux termes de laquelle, sous le couvert d'une société de vente Anzin-Vicoigne, la Compagnie d'Anzin se chargeait en fait de la vente de tous les

(1 bis) Arch. Cie d'Anzin, C A 15-04-1843.

(2) A N, F 14, 7 828 : lettre de Boittelle au Préfet du Nord du 8-10-1861.

charbons maigres des deux sociétés, donc des charbons provenant des concessions de Fresnes, de Vieux-Condé et de Vicoigne. Vicoigne devrait fournir un tiers des houilles vendues par la société de vente; l'accord aboutissait donc indirectement à une entente concernant l'écoulement, mais aussi la production, des deux sociétés. L'importance très inégale de celles-ci redonnait en fait à la Compagnie d'Anzin : une position privilégiée pour l'écoulement des charbons maigres produits par le bassin du Nord, la Compagnie de Vicoigne étant passée du rang de rivale dangereuse à celui d'associée un peu subalterne. Aussi en octobre 1843, les administrateurs d'Anzin félicitaient-ils leur directeur-gérant Lebret d'avoir si bien conduit les négociations qui "ont mis fin à une lutte désastreuse". Il subsistait bien la concurrence de la Compagnie de Fresnes-Midi, qui extrayait des houilles maigres de sa concession d'Escaupont, obtenue en septembre 1841, mais cette société ne produisait pas des quantités suffisantes pour pouvoir provoquer une baisse des prix de vente pratiquée par l'association Anzin-Vicoigne.

Encouragés par le succès de son entente avec la Compagnie de Vicoigne, la direction d'Anzin réussissait à conclure avec la société de Douchy un accord analogue, valable à compter du 1er janvier 1844 pour une période de 99 ans et par lequel la Compagnie d'Anzin était seule chargée de la vente en commun des charbons gras et demi-gras provenant des deux exploitations, selon une proportion fixée par l'acte (3). Cette nouvelle association était à nouveau fort

(3) Arch. Cie d'Anzin, C A 20-04-1844.

importante, elle renforçait encore la prépondérance commerciale d'Anzin car la Compagnie d'Aniche, désormais, ne pouvait guère que s'aligner sur les prix pratiqués par Anzin et Douchy. Un fait le souligne bien : en septembre 1844, un administrateur d'Aniche, Delloye, s'est procuré les prix courants pratiqués par Anzin et Douchy et l'agent général Lefrançois est alors chargé de préparer l'alignement des prix d'Aniche sur ceux de ses voisins ; "en attendant, les primes à allouer seront, à partir du 1er janvier 1845, calculées d'après le nouveau tarif de Douchy" (4). Mais les avantages acquis par Anzin sur le marché des charbons gras ont été beaucoup plus éphémères que ceux conquis sur celui des charbons maigres, sans doute parce qu'Anzin disposait de moins d'atouts vis-à-vis de Douchy que de Vicoigne ; l'association entre Anzin et Douchy a peu duré : à la demande de Douchy, elle a déjà été résiliée au bout d'un an (5).

Enfin, la Compagnie d'Anzin a conclu en avril 1846 un marché à participation valable pour dix ans, avec la société Dehaynin pour lui livrer des quantités importantes des charbons destinés à la fabrication de coke dans les usines de Denain et de Somain de cette société : contre des livraisons annuelles comprises entre 400 000 et 700 000 hectolitres de charbons à coke, la Compagnie d'Anzin participerait aux résultats de la fabrication et de la vente de coke par la société Dehaynin (6).

(4) Arch. Cie d'Aniche, C A 24-09-1844.

(5) E. WILLEMEN, Le bassin du Pas-de-Calais, t.II, p. 362.

(6) Arch. Cie d'Anzin, C Aavr. 1846.

Pour sa part, la Compagnie d'Aniche redoutait beaucoup la concurrence de sa puissante rivale. C'est ainsi qu'en juin 1845, un des administrateurs d'Aniche a tenté de s'opposer au choix d'Emile Vuillemin comme ingénieur de la société parce qu'il fallait l'enlever à la Compagnie d'Anzin, à laquelle il pourrait être tenté de donner des renseignements sur Aniche (7). Aniche s'est donc efforcée de s'entendre aussi avec certaines de ses voisines. En septembre 1844, un des administrateurs de la société d'Azincourt, société qui avait obtenu une concession en 1840, est venu proposer à Lefrançois "d'examiner de concert quelles devaient être les modifications à faire aux prix et conditions de vente actuellement en usage dans les deux sociétés" (8). Un accord a été signé en novembre 1844 entre les deux compagnies, qui s'engageaient à vendre leurs charbons aux mêmes prix, et autorisaient leurs administrateurs à contrôler réciproquement les livres comptables ; le traité était valable pour un an à compter du 1er décembre 1844 et renouvelable (9). L'entente entre Aniche et Azincourt, qui du fait de la production d'Azincourt, concernait pratiquement les seuls charbons gras, a duré plusieurs années, tant que le prolongement du bassin du Nord n'a pas été découvert. Mais lorsqu'en février 1850, la jeune société de l'Escarpelle a obtenu le droit d'exploiter et de vendre le produit de ses découvertes, la menace de la concurrence a amené Aniche à demander à Azincourt de réviser l'accord de 1844. Devant le refus d'Azincourt, Aniche a dénoncé l'entente (10).

(7) Arch. Cie d'Aniche, C A 30-36-1845.

(8) Arch. Cie d'Aniche, C A 24-29-1844.

(9) Arch. Cie d'Aniche, C A 5-11-4044.

(10) Arch. Cie d'Aniche, C A 5-02- et 5-03-1850.

Ainsi durant la première moitié du XIX^{ème} siècle, un régime d'entière concurrence a opposé les Compagnies d'Anzin et d'Aniche. De même, aucun accord n'a été conclu entre les charbonnages du Nord de la France et leurs rivaux belges. En revanche, lorsqu'à l'issue de la fièvre de recherches des années trente, de nouvelles sociétés houillères se sont développées sur les marges septentrionale et méridionale des concessions des compagnies du XVIII^{ème} siècle, les deux sociétés anciennes se sont efforcées de nouer des ententes avec certaines des nouvelles venues. C'est la Compagnie d'Anzin qui a réussi l'opération la plus fructueuse en s'associant à la Compagnie de Vicoigne : l'accord lui a donné une position privilégiée pour la vente des charbons maigres du Nord. En revanche, son association avec Douchy pour l'écoulement des charbons gras et demi-gras a été très éphémère puisqu'elle n'a duré qu'un an. L'entente entre Aniche et sa nouvelle voisine Azincourt a duré, lui, plus de cinq ans, de décembre 1844 à février 1850. Dans l'ensemble, à partir de 1843, des déformations notables de la concurrence ont donc caractérisé les charbonnages du Nord, la plus importante intéressant les charbons maigres. Elles n'ont toutefois été provoquées que par des accords limités ne mettant en cause que deux sociétés à la fois : une entente commerciale entre tous les charbonnages régionaux n'a même pas été tentée.

2. Les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais et l'Union des Houillères de France.

Les sociétés houillères du Nord n'ont durant la première moitié du XIX^{ème} siècle établi aucun organisme de défense régionale.

le qui aurait pu préparer la voie à des accords économiques s'étendant à tous les charbonnages départementaux.

L'Union des Houillères françaises, fondée en 1840, a été une institution nationale à laquelle seules la Compagnie d'Anzin puis la Compagnie de Vicoigne semblent avoir adhéré. Le 2 mars 1840, une assemblée constitutive à Paris a adopté les statuts de l'Union qui "a pour but de favoriser les progrès des exploitations nationales et de veiller à la défense de leurs intérêts communs". L'Union est représentée par un comité de sept membres, où figure Mark Jennings, représentant des mines d'Anzin. Les dépenses annuelles du comité seront couvertes par une cotisation de 50 centimes par 1 000 hectolitres de houille extraits dans les exploitations des adhérents. La cotisation sera au minimum de 150 francs et au maximum de 1 500 francs par exploitation ; fait qui souligne encore l'importance d'Anzin au sein du comité, cette cotisation devra être versée à la banque Perier frères, 17, rue Laffitte, à Paris. Elle doit servir aux dépenses de l'Union, qui consistent spécialement en publications, en insertions et en honoraires versés au secrétaire, fixé à Paris, J. Burat, ingénieur civil (11).

(11) Nous avons retrouvé les statuts et plusieurs circulaires de l'Union des Houillères dans les archives de la Cie de Vicoigne-Noeux. Les statuts avaient déjà été publiés, mais avec des erreurs dans l'énoncé de l'article 8, par L.J. GRAS, Histoire Economique Générale des Mines de la Loire, t. II, p. 724, statuts relevés par GRAS dans le Mercure Ségusien des 15 et 17 avril 1840. Pour l'adhésion d'Anzin, arch. de la Cie d'Anzin, C A n° 3-04-1840.

En fait, le but principal du Comité, premier exemple de "groupe de pression" constitué dans l'industrie houillère française, était de défendre les charbonnages français contre les concurrence anglaise et belge en s'opposant en particulier à toute réduction des droits de douane. Rapidement son activité a consisté, sous l'impulsion d'Anzin, à s'opposer à la conclusion d'une union douanière franco-belge, union au sujet de laquelle des négociations se sont engagées entre les gouvernements de France et de Belgique en 1840. La Revue indépendante dans sa chronique politique du 1er novembre 1842, rapporte qu'en 1831, un général de l'Empire pressant Perier d'accepter les offres des francophiles belges, et de réunir la Belgique à la France, le banquier-ministre avait répondu : "Il me semble, mon cher, que vous voyez la question à travers la fumée de la gloire". "Mais vous-même, aurait répliqué le militaire, ne la voyez-vous pas à travers la fumée des mines d'Anzin?". Henri-Thierry Deschamps, auquel nous empruntons cette citation de son ouvrage La Belgique devant la France de Juillet (12) estime que la répartition, si elle a été faite, était injuste à l'égard de Casimir Perier, mais pouvait s'appliquer à bon nombre de ses amis politiques qui, comme Cunin-Grédaine, ministre de l'Agriculture, et drapier à Sedan, s'étaient opposés à l'annexion de la Belgique pour des raisons au moins aussi

(12) H.T. DESCHAMPS, La Belgique devant la France de Juillet, L'opinion et l'attitude françaises de 1839 à 1848 (Paris, 1956, 561 p.), p. 197.

personnelles que nationales. En tout cas, il souligne qu'en 1841 et 1842, Anzin a été "le noyau de la résistance à l'union" (13).

Pour les charbonnages du Nord, il s'agissait d'éviter le retour d'une situation qui, sur le plan économique, serait l'équivalent de celle qui avait vu le rattachement de la Belgique à la France durant les années 1792-1814 : on conservait un souvenir pénible de cette période caractérisée par un grand essor des charbonnages borains aux dépens de leurs concurrents de la région du Nord.

Les interventions de l'Union des Houillères ont pu être efficaces parce qu'elles se sont appuyées sur l'opinion et l'action de la majorité des industriels français, en particulier d'un "comité des intérêts métallurgiques" créé en 1840 et parce qu'au sein même du gouvernement français, Guizot a dû tenir compte des réticences de plusieurs membres de son cabinet, Humann, Cunin-Gridaine et Martin (du Nord). D'ailleurs, lui-même hésitait, comme le montre une lettre privée du 6 novembre 1842 : "L'union douanière franco-belge est ajournée. Il faut du temps, beaucoup de temps et de discussion pour que cette grande affaire soit comprise du public, et il n'y a pas moyen de la faire sans l'intelligence et l'impulsion du public"(14).

(13) H.T. DESCHAMPS, op. cit., p. 203. L'auteur n'a cependant pas pu avoir accès aux archives de charbonnages français et ne mentionne donc pas l'action de l'Union des Houillères françaises. - Sur le projet d'union franco-belge, voir aussi Maurice LEVY-LEBOYER, Les banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIX^{ème} siècle (Paris, P.U.F., 1964, 313 p.), pp. 384-393.

(14) H.T. DESCHAMPS, op. cit., p. 237, Lettre à Madame de Gasparin dans A. GAYOT, François Guizot et Madame Laure de Gasparin, p. 229.

Pour sa part, Thiers, tout en penchant pour le protectionisme, était alors encore assez indécis quant aux questions douanières (Ce n'est qu'en avril 1847 qu'il acquiert un donier d'Anzin). Pratiquement, à la fin de 1842, le projet d'union douanière franco-belge est abandonné et l'Union des Houillères françaises a, pour sa part, contribué à l'échec des pourparlers.

L'Union des Houillères avait été conclue pour trois ans, mais nous n'avons pu établir à quel moment exact elle a disparu. Par une lettre du 12 décembre 1842, Jean Lebret, gérant d'Anzin, s'est adressé aux compagnies du Nord pour les inviter, au nom du Comité de l'Union des Houillères, à payer leur cotisation: "depuis deux ans qu'elle existe, l'Union des Houillères n'a prélevé qu'une fois la cotisation qui a suffi pour deux ans"; elle se consacre surtout à la lutte contre le traité projeté d'union douanière franco-belge et réclame une diminution des péages sur les canaux. Les membres du Comité sont alors Jennings (Anzin), Schneider aîné (Le Creusot), Marcuard (Epinaç), Baude (Rive-de-Gier) et de Crinçy (Haute-Loire) (15). En septembre 1846, les administrateurs d'Anzin consentent une avance de 466 francs à la banque Parier frères "pour solde du compte de la société centrale des houillères de France" (16). Lorsqu'en 1851, un nouveau Comité central de l'Union des Houillères de France se reconstituera, son secrétaire, Amédée Burot, commencera par rappeler dans sa première circulaire qu'en 1840, un Comité central s'était formé

(15) Arch. Cie de Viccigne-Nocux, Lettres reçues.

(16) Arch. Cie d'Anzin, C A 26-09-1846.

"qui s'est dissous après avoir atteint le but en vue duquel il s'était formé". La première Union des Houillères françaises ne semble donc avoir eu que quelques années d'existence, s'étant rompue lorsque le risque d'une union douanière franco-Belge a disparu.

L'Union des Houillères n'a regroupé qu'une minorité de charbonnages français, formée il est vrai des sociétés les plus puissantes. Le 2 mars 1840, deux places du Comité de l'Union des Houillères avaient été réservées aux exploitants du bassin de Saint-Etienne, parce que ceux-ci ne se trouvaient pas en nombre suffisant pour faire un choix définitif. Une semaine plus tard, le 9 mars, les représentants des sociétés du bassin houiller de Saint-Etienne se réunissaient pour délibérer sur leur adhésion, mais ne parvenaient pas à s'entendre. Quelques membres seulement consentaient à acquiescer aux propositions de l'Union et à envoyer quatre représentants à Paris pour chacun des deux bassins de Rive-de-Gier et de Saint-Etienne, mais l'adhésion était limitée à un an seulement au lieu de trois (17). L'adhésion semble cependant avoir été prorogée, par certains exploitants du moins, puisqu'à la fin de 1842, Baude représente le bassin de Rive-de-Gier au Comité.

Dans le Nord non plus, l'unanimité ne s'est pas faite : les archives de la Compagnie d'Aniche n'ont conservé aucune trace d'une éventuelle adhésion de la société à l'Union des Houillères. La menace d'une aggravation de la concurrence belge n'avait donc pas suffi à amener tous les charbonnages du Nord à s'unir. En 1839, la

(17) GRAS, op. cit., p. 725, d'après le mercure ségusien, du 15 avril 1840.

Compagnie d'Aniche a connu une révolution au sein de son conseil d'administration, et la nécessité qu'elle éprouve de régler d'abord ses problèmes intérieurs explique peut-être ses réticences.

L'Union des Houillères née en 1840, dans la mesure où elle a contribué à l'échec des pourparlers franco-belges d'union douanière, a donc eu d'importantes conséquences pour le développement du bassin houiller du Nord de la France, mais elle n'a pas contribué à resserrer les liens directs entre les deux principales compagnies, Anzin et Aniche, et en particulier à préparer la voie à des accords commerciaux. Pour le moment, deux éléments contribuent au maintien de l'émiettement des efforts : d'une part, la prépondérance d'Anzin est telle qu'elle effraie les sociétés voisines ; aussi la compagnie d'Anzin n'a-t-elle pu conclure qu'un accord éphémère avec Douchy et a-t-elle dû s'infiltrer au sein de la Compagnie de Vicoigne pour pouvoir conclure un traité commercial avec celle-ci. D'autre part, la concurrence belge a pu jouer de façon ambiguë : par sa puissance, elle a empêché la constitution d'un monopole, maître des ventes et des prix, au profit de compagnies du Nord, mais elle pouvait aussi mener ces compagnies à se grouper pour lui faire face plus efficacement. En fait, dans la première moitié du XIXème siècle, la concurrence belge a joué uniquement contre la concentration commerciale dans le Nord ; l'Union des Houillères françaises, au sein de laquelle la Compagnie d'Anzin a joué un rôle essentiel, et qui était pourtant destinée à éviter principalement un abaissement des droits de douane, n'a pas amené l'adhésion de toutes les compagnies du Nord, adhésion

qui aurait pu constituer un premier pas dans la voie d'une entente générale.

En sens inverse, la longue et victorieuse résistance de l'industrie française à une union douanière avec la Belgique a pu contribuer à l'interruption des investissements de capitaux français dans les houillères belges que l'on constate en 1846 (16), ce qui a pu freiner l'essor de charbonnages concurrents de ceux du Nord et donc de leur capacité compétitive.

II. DURANT LE SECOND EMPIRE

1. Maintien de l'entente commerciale Anzin-Vicoigne.

Avec la mise en valeur du bassin du Pas-de-Calais, les problèmes de l'écoulement des houilles de la région du Nord se sont trouvés bouleversés. Aucun changement n'a pourtant été apporté à l'association qui unissait les compagnies d'Anzin et de Vicoigne pour la vente de leurs charbons maigres, malgré des tentatives timides de l'Administration des Mines pour rompre cette entente. En 1857, un Ingénieur général des Mines estime que les houilles maigres exploitées dans la concession de Vicoigne (par la Compagnie de Vicoigne), et les concessions de Fresnes, Vieux-Condé, Odomez (par la Compagnie d'Anzin) et d'Escaupont (par la Compagnie de Fresnes-Midi) sont, à cause de leur teneur en matières volatiles mais aussi de leur prix relativement élevé, réservées à la fabrication de la chaux, à la

(16) B. GILLE, La banque et le crédit en France de 1815 à 1848 (Paris, 1959, 380 p.), p. 233.

cuisson des briques et à la torréfaction de substances végétales ; mêlées aux houilles grasses ou demi-grasses, elles seraient pourtant d'un bon emploi pour le chauffage des chaudières mais pour qu'il y eût avantage à pratiquer ce mélange, il faudrait que les houilles maigres fussent obtenues à un prix moins élevé que celui établi par l'entente Anzin-Vicoigne. La Compagnie de Fresnes-Midi, trop faible pour faire baisser les prix, se contente de profiter de l'accord de ses deux voisins pour maintenir des tarifs élevés. Les concessionnaires du Pas-de-Calais, eux, négligent leurs houilles maigres, craignant de se créer à eux-mêmes une concurrence pour la vente des houilles grasses auxquelles les maigres se substitueraient en partie (19). Pour sa part, l'Ingénieur du Nord considère en 1861 que l'association Vicoigne-Anzin est irrégulière en droit, bien qu'antérieure au décret de 1852 interdisant les réunions de concessions et qu'en fait, elle est contraire à l'intérêt général : les charbons maigres sont vendus à 1,35 F le quintal alors qu'ils pourraient l'être à 0,90 F (20). L'administration des Mines et la Préfecture du Nord se sont cependant contentées de quelques interventions et observations, inopérantes auprès d'Anzin et de Vicoigne : elles ne pouvaient s'appuyer sur le décret de 1852 relatif aux réunions de concessions pour combattre un accord commercial déjà ancien entre deux exploitants. Leur véritable riposte, habile et plus efficace, a consisté à ne voter en 1860 l'octroi, sur la bordure septentrionale du bassin de la région

(19) AN, F 14, 7 916, rapport du 25 mars 1857.

(20) AN, F 14, 7 020, rapport du 20 oct. 1861.

du Nord, de concessions riches uniquement en charbons maigres : celles d'Annoeulin, de Meurchin, de Carvin et d'Ostricourt, ce qui a rétabli une concurrence au détriment de l'entente Vicoigne-Anzin. Sur le plan commercial, l'essor du bassin du Pas-de-Calais a ainsi provoqué un grand développement de la concurrence entre les différentes sociétés houillères de la région du Nord : aucune entente n'a été conclue, et seule a subsisté l'association Vicoigne-Anzin, dont l'importance a diminué par suite du développement sur la frange nord du nouveau bassin de sociétés houillères productrices de houilles maigres. L'entente sur le plan de la défense corporative se révèle cependant un peu moins difficile entre les charbonnages du Nord et ceux du Pas-de-Calais.

2. Les charbonnages régionaux, le Comité des Houillères françaises et le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

Les liens corporatifs qui se sont noués entre les compagnies houillères de la région du Nord ont été plus solides durant la phase d'essor 1851-1873 que durant la première moitié du XIXème siècle : des organisations, soit régionales, soit nationales, ont été formées ou reconstituées, organisations qui se sont consacrées à la défense d'intérêts généraux communs, et se sont montrées en particulier très soucieuses de protéger l'industrie française contre la concurrence étrangère.

Le 25 février 1851, une réunion des représentants de charbonnages de toute la France a eu lieu à Paris au domicile de

- 15 -

Joseph Perier et elle a décidé la reconstitution d'une Union des Houillères. La plupart des principales sociétés étaient représentées, dont pour le Nord les Houillères d'Anzin, de Vicoigne, d'Aniche et de Thivencelles. Selon la première circulaire, datée du 24 mars 1851, "des circonstances nouvelles exigeaient que l'Union des houillères françaises se reconstitue et soit représentée à Paris par un Comité actif" (21) : les droits de douane qui protègent les charbonnages français sont remis en question et les attaques des doctrines du libre-échange se multiplient ; "par une étrange coïncidence", on propose une hausse des droits de navigation sur les canaux ; dans beaucoup d'adjudications pour les services publics, "les houilles françaises sont exclues sans motifs plausibles". Il faudrait ramener à des bases fixes toutes les parties de la législation des mines et "rétablir entre les exploitants et l'administration cette bienveillance mutuelle qui tend à s'altérer dans quelques départements". En 1843 s'est même posé le problème de l'abolition de la propriété des mines et il faut organiser une résistance commune pour le cas où de pareilles aberrations viendraient à se reproduire. Enfin, le développement des chemins de fer pose le problème des tarifs et celui de la répartition des nouvelles voies de communication.

Le règlement adopté par le nouveau Comité des Houillères françaises est, sauf pour certains détails, le même que celui de 1840, "qui n'avait produit que de bons effets". La certification est toujours de 50 centimes par 1 000 hectolitres extraits mais son maximum est fixé à 2 400 francs.

(21) Arch. de la Cie de Vicoigne et Nœux, Lettres reçues.

La Compagnie d'Anzin semble avoir en 1951 joué dans la naissance du nouveau Comité des Houillères un rôle moins important que celui qu'elle avait eu en 1840 dans la formation du premier Comité. Dans sa correspondance, le président du conseil d'administration de la Compagnie des Mines de la Loire, Jayr, laisse entendre qu'il a eu une influence déterminante dans la création du Comité ; "pour éviter toute susceptibilité", il a demandé à son beau-père, J.J. Baude, président de Roche-la-Molière et Firminy, ancien conseiller d'Etat et doyen des exploitants présents, d'assumer la présidence du Comité ; Baude a pour lui au Comité d'être le doyen d'âge et d'avoir une expérience longue et directe des milieux politiques (22). Jayr est donc simplement membre du Comité, comme Lebrat, d'Anzin, et le marquis de Dalmatie, représentant Thivencelles et Fresnes-Midi ; le poste de trésorier est occupé par Joseph Perier, administrateur d'Anzin. Le secrétaire permanent du Comité est Amédée Burat, professeur d'exploitation des mines à l'Ecole Centrale et ingénieur-conseil des Houillères de Blanzky et du Crausot (23), ce qui souligne encore le rôle prépondérant des charbonnages du Massif Central.

(22) P. GUILLAUME, La Compagnie des Mines de la Loire, p. 34 ; P. GUILLAUME, "Le Comité des Houillères françaises de 1951", Actes du 87ème Congrès national des sociétés savantes, Poitiers, 1962 (pp. 593-602), p. 595.

(23) L.J. GRAS, Histoire économique générale des mines de la Loire, pp. 725-726.

L'action du nouveau Comité des Houillères, comme celle de l'Union des Houillères, a surtout cherché à éviter tout abaissement des droits de douane, en particulier de ceux qui frappaient les houilles fournis par les charbonnages britanniques, concurrents du Nord et du Pas-de-Calais dans la région parisienne et la Basse-Seine. En décembre 1855, le comité proclame son entière solidarité avec les forges de toute la métallurgie dans la défense de la protection douanière (24). Par des brochures nombreuses et un volume annuel d'A. Burat à partir de 1859, les Houillères en...., il s'est efforcé de gagner l'opinion publique pour peser sur le gouvernement, mais sans beaucoup d'efficacité, puisqu'il n'a pu empêcher un abaissement des droits en 1860 et en 1864. L'action du Comité a pourtant continué sur ce point et en juillet 1865, Anzin verse 1 200 francs au Comité des Houillères et 3 000 francs au Comité pour la défense du travail national (25).

Les problèmes posés par l'essor des chemins de fer ont été aussi parmi les principales préoccupations du Comité. Dès 1854, c'est la guerre entre les compagnies de chemin de fer et les intérêts qu'elles desservent. Le Comité des Houillères se mêle à la polémique. Ses brochures dénoncent l'action du rail : il fait entrer en France le charbon étranger et enlève à la voie d'eau le transport du charbon français (26). En outre, la redevance des mines, seul impôt sur les

(24) Roger PRIOURET, Origines du patronat français (Paris, 1963, 283 p.), p. 133 ; Le Moniteur industriel, 2-12-1855.

(25) Arch. Cie d'Anzin, C A 'juillet' 1865.

(26) Louis GIRARD, La politique des travaux publics du Second Empire, 1952, p. 211.

bénéfices qu'ait connu l'industrie française au XIXème siècle, n'a pas manqué de provoquer de nombreuses interventions du Comité des Houillères, Comité qui, en 1860, réclame la suppression de la redevance, s'appuyant en particulier sur l'exemple de l'Angleterre (où le mode de propriété minière est pourtant tout différent). Dans une brochure de 1864, A. Burat, tout en protestant toujours contre le principe de la redevance et le mode de calcul du bénéfice imposable, doit pourtant reconnaître que l'Administration "a modifié dans ces derniers temps, les exigences qui donnaient lieu aux réclamations que les exploitants ont porté contre elles" ; en établissant largement l'abonnement à la redevance, elle est "entrée dans une voie dont ils doivent lui savoir gré, et qui leur permet d'espérer des réformes nouvelles" (27).

A l'origine, il semble que le Comité des Houillères ait envisagé de se poser en représentant de l'industrie minière et métallurgique (28). Mais les intérêts distincts des industriels de la houille et de la métallurgie, qui soulignent la faiblesse des intégrations réalisées entre deux branches mères de l'économie française de l'époque, n'ont pas permis le développement d'un organisme commun. Le Comité des Forges, fondé en 1864 (29) témoigne de la divergence des points de vue entre exploitants de houille et métallurgistes, ce qui cependant n'a point empêché le Comité des Houil-

(27) L.J. GRAS, op. cit., t.II, p. 503.

(28) P. GUILLAUME, loc. cit., p. 594.

(29) Gabriel GIRAULT, Le Comité des Forges de France (Paris, 1922, Th. Paris, droit, 201 p.), p.6 .

lères et le Comité des Forges de mener souvent par la suite des actions convergentes.

Le Comité des Houillères est demeuré actif durant tout le Second Empire et il a survécu à la guerre de 1870-1871, puisque ses représentants ont déposé en 1873 devant la Commission d'enquête parlementaire des mines (30). Si Anzin et la plupart des charbonnages du département du Nord ont cotisé au Comité, il semble en revanche que la majorité des sociétés houillères du Pas-de-Calais n'ait accordé qu'un intérêt médiocre au Comité des Houillères. Les sociétés du Nord ont apporté leur adhésion à un Comité national, celles du Pas-de-Calais ont préféré s'appuyer sur un Comité régional de défense.

Dès 1853, les présidents des compagnies houillères du Pas-de-Calais ont pris l'habitude de tenir des réunions périodiques pour discuter des intérêts généraux du bassin, en particulier de ceux relatifs aux canaux et aux chemins de fer et aussi de ceux posés par les rapports avec les ouvriers (31). Un comité des houillères du Pas-de-Calais a été constitué, mais avec des liens assez lâches. En mai 1856 et en février 1857, les délégués des charbonnages du Pas-de-Calais ont été reçus par le ministre des Travaux Publics, ministre auquel ils ont demandé l'exécution rapide de la ligne de chemin de fer Arras-Hazebrouck et l'amélioration des voies navigables de la région du Nord afin de mieux lutter contre la concurrence des houilles anglaises. Le protagoniste de cette action concertée est

(30) COMITE DES HOUILLERES FRANCAISES, A Messieurs les membres de la Commission d'enquête sur les houilles, Paris, s.d. (1873), 49 p., (brochure signée par A. Burat).

(31) Arch. Cie de Bruay, C A du 2-11-1853.

alors Edouard Degouve-Denunques, président de la petite société de Vendin-les-Béthune, un journaliste opposant à l'Empire et ancien préfet de la Seconde République dans le Pas-de-Calais en 1848-1849 puis dans les Deux-Sèvres (32) . En novembre 1857, une réunion des délégués des compagnies du Pas-de-Calais a eu lieu, afin d'obtenir du gouvernement que les raccordements qui pourraient être nécessaires entre les mines et la ligne Arras-Hazebrouck ou le canal de la Bassée fussent déclarés d'utilité publique ; un versement de 300 francs doit être effectué par chaque compagnie afin de faire aboutir le projet (33). C'est bien cette question de transports qui constitue alors l'une des raisons majeures incitant, sur le plan régional, les compagnies houillères à unir leurs efforts : il en est de même dans le bassin de la Loire où en mars 1859 se constitue un Comité des Houillères de la Loire, "comité permanent destiné à défendre les intérêts particuliers des mines du département de la Loire, principalement en ce qui concerne les questions de tarifs de transports et la propriété de surface" (34) ; les membres du Comité des Houillères de la Loire comme ceux du Comité du Pas-de-Calais, conservent d'ailleurs chacun une grande liberté d'action . Il semble que dans le cas du Comité des Houillères de la Loire, il y ait des liens assez nets entre le comité régional et le Comité central des houillères de France (35). Dans la

(32) Le Progrès du Pas-de-Calais, 26-02-1857 : AN, F 14, 2 737 ² ; Le Pas-de-Calais au XIX^{ème} siècle (1890), t.I, p. XLIII.

(33) Arch. Cie de Bruay, C A du 23-11-1857.

(34) Patrick FRIDENSON, Les Mines de la Loire de 1854 à 1914 (O.E.S. Paris, 1966, 239 p. Octyl.), p. 174 ; C A de la S.A. des Mines de la Loire du 30-07-1856.

(35) P. GUILLAUME, Le Comité des Houillères de 1851..., pp. 600-601.

région du Nord, la situation a été très différente, puisque le comité régional s'est développé dans le Pas-de-Calais et que seules quelques compagnies du Nord, dont la Compagnie d'Anzin, s'intéressaient alors au comité national.

La Compagnie de Marles joue en 1859 et en 1860 un rôle particulièrement important dans l'activité du Comité des Houillères du Pas-de-Calais : c'est Emile Rainbeaux, président de Marles, qui est à la tête du Comité, dont le secrétaire est Degouve-Denunques et toute la correspondance concernant l'association est à adresser au domicile particulier de Rainbeaux à Paris (36). L'expérience acquise en Belgique par Emile Rainbeaux explique sans doute sa position prééminente : en administrant le charbonnage du Grand-Hornu, Rainbeaux s'est associé aux efforts du Comité des Houillères du Couchant de Mons, Comité qui fonctionne depuis 1844 (37) ; le Comité des Houillères du Pas-de-Calais se serait davantage inspiré de l'expérience voisine d'un bassin belge que de l'exemple des Comités des autres bassins français ou du Comité central des Houillères françaises.

Cependant, en 1861, c'est Louis Bigo-Danel, président de Lens depuis deux ans, qui prend la direction du Comité des Houillères du Pas-de-Calais. En 1867, lors du passage de Napoléon III à Arras, il présente à l'Empereur un vœu réclamant l'abolition complète des droits de circulation sur les canaux (38).

(36) AN, F 14, 2 737², lettres du Comité des Houillères du Pas-de-Calais de nov. 1860.

(37) Arch. de la Soc. des Usines et Mines du Grand-Hornu (Arch. de l'Etat à Mons) : dr n° 1 229.

(38) Hommage à M. et Mme Bigo-Danel... (Lille, 1862, 39 p.), p.5 ; Arch. Soc. de Lens, A.G. du 11-11-1867.

A la fin du Second Empire, le Comité du Pas-de-Calais s'élargit en un Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais grâce à l'adhésion des Sociétés du Nord, en particulier d'Anzin et d'Aniche. Après la guerre de 1870-1871, il publie les résultats de l'Enquête sur les habitations, les écoles et l'instruction de la population ouvrière des mines du Nord et du Pas-de-Calais (39). Cette enquête a été effectuée par le Comité de l'Industrie minière du Nord de la France, dont le président est alors de Bracquemont, directeur de la Compagnie de Vicoigne et Noeux, et le secrétaire Vuillemin, directeur d'Aniche et elle a recueilli des données empruntées à toutes les sociétés houillères de la région ; l'un de ses principaux intérêts, comme pour toute enquête, est de fournir de précieux renseignements, à la fois sur l'objet des demandes et sur la mentalité des enquêteurs et donc du patronat de l'industrie houillère. En 1873, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais dépose devant la commission d'enquête parlementaire des mines, comme le Comité des Houillères de la Loire et le Comité Central des Houillères, Comité Central avec lequel il s'est soigneusement entendu puisqu'il présente les mêmes demandes (40).

Dans le domaine social, le Comité du Nord et du Pas-de-Calais a permis de coordonner l'action des différentes compagnies : lors de leur réunion du 27 février 1873, les représentants des sociétés définissent l'attitude à adopter quant à l'augmentation des salaires ouvriers.

(39) 1872, 1 Brochure 4. 70 p.

(40) Annuaire des charbonnages... (Paris, J.Baudry, 1878-1879), p.14

Ce qui souligne encore l'importance qu'avait prise le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, c'est le rôle qu'a joué ce Comité dans la conclusion d'un accord avec l'Etat en 1873 quant au financement de l'approfondissement à deux mètres des canaux formant la ligne de navigation de Dunkerque et Gravelines à La Bassée. Lors des séances du Comité de mars et d'avril 1873, les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais ont décidé d'avancer à l'Etat en 1875 une somme de 1 700 000 francs, le Conseil général du Nord faisait pour sa part une avance de 1 300 000 francs et le Conseil général du Pas-de-Calais refusant, lui, tout versement. Pour réunir les fonds nécessaires, les compagnies se sont adressées à la banque Errera et Oppenheim de Bruxelles qui leur a prêté le montant à avancer à l'Etat, mais en émettant elle-même des obligations garanties par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais et moyennant une commission et des frais d'émissions assez élevés. Les obligations émises étaient remboursables en dix annuités et donnaient droit à un intérêt de 4 % (41).

Ainsi, durant la période de 1851-1873, des liens se sont maintenus ou noués entre les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais sur le plan des organismes de défense ; dans des domaines limités, une action concertée a pu être engagée.

En ce qui concerne les accords commerciaux, aucun contrat nouveau n'a été adopté, malgré l'essor des nouvelles sociétés

(41) C.G.N., 1873, p.81 ; arch. de la Cie d'Anzin, C A du 1-05-1873 ; arch. de la Cie de Vicoigne-Noeux, C A du 28-07-1873 ; arch. de la Soc. de Lens, A.G. du 21-11-1874.

du Pas-de-Calais. Seule s'est maintenue l'entente Vicoigne-Anzin, conclue en 1843 , pour la vente des charbons maigres des deux sociétés et son importance a diminué du fait de l'octroi dans le nouveau bassin de concessions exclusivement destinées à la production de la même catégorie de charbons.

Quant à la défense des intérêts communs des compagnies houillères, la résurrection du Comité des Houillères en 1851 a permis d'engager une action nationale particulièrement attentive à la protection douanière, mais qui s'est montrée peu efficace ; ce sont d'ailleurs surtout les Compagnies du seul département du Nord, plus anciennes et aussi plus directement menacées par la concurrence belge, qui se sont associées aux efforts du Comité. En revanche, pour la défense des intérêts exclusivement régionaux, ce sont les sociétés houillères du Pas-de-Calais qui ont très vite pris l'initiative de réunions périodiques, où les problèmes posés par la création et l'amélioration des voies de chemins de fer et des canaux ont été particulièrement abordés. Ainsi est né un Comité des Houillères du Pas-de-Calais qui s'est chargé ensuite en Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; mais celui-ci n'a jamais eu que des moyens restreints, il n'a notamment pas disposé d'un local particulier et d'un secrétariat permanent. Il s'est agi simplement d'un organisme de coordination, tenant des réunions périodiques pour l'examen des questions d'actualité les plus pressantes. Une organisation aux liens aussi lâches n'a pas même pu songer à préconiser une politique commerciale commune à toutes les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

III. DURANT LA PERIODE 1873-1895 .

1. Premiers pas incertains vers une entente régionale sur les prix.

On pourrait penser que durant la phase longue 1873-1895, caractérisée par une conjoncture difficile, les accords commerciaux se sont multipliés entre les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais pour faire face au marasme des prix. En réalité seuls des accords occasionnels ont été conclus et l'entente Vicoigne-Anzin elle-même s'est brisée. Ce n'est que lentement que la pression de la conjoncture difficile a amené les dirigeants de l'industrie régionale à des rencontres fréquentes en vue d'accords sur les prix.

En avril 1879, un grave différend a opposé les compagnies d'Anzin et de Vicoigne : depuis trois ans, Anzin n'avait pas compris les charbons de sa fosse Chabaud-la-Tour, en plein développement, dans ceux livrés à la Société de charbons maigres établie en 1843 par Vicoigne et Anzin pour l'écoulement de leurs houilles maigres et elle les avait vendus pour son compte exclusif. Vicoigne considérait qu'Anzin avait ainsi violé la lettre de l'accord, qui prescrivait la vente en commun des charbons en provenance des concessions de Vicoigne, de Vieux-Condé, d'Odomez et de Fresnes . La production de Vicoigne avait été ralentie de ce fait et la Compagnie de Vicoigne estimait son déficit de production à 134 000 tonnes pour les exercices 1875-1876 à 1878-1879 et sa perte de bénéfices à 419 000 francs ; elle réclamait une indemnité correspondante à la Compagnie d'Anzin et l'in-

clusion des charbons de Chabaud-la-Tour dans les ventes assurées en commun par Vicqigne et Anzin. Pour sa part, la Compagnie d'Anzin invoquait l'esprit du contrat de 1843 : la fosse incriminée se trouvait bien dans la concession de Vieux-Condé mais à la limite des faisceaux de charbons maigres et de charbons gras. On ne pouvait reprocher à la compagnie d'Anzin de livrer directement aux usines un charbon destiné aux chaudières à vapeur plutôt que de le faire passer par une société commune chargée de vendre des houilles propres à la cuisson de la chaux et de la brique. De plus, affirmait Anzin, certains clients préféraient les charbons de Fresnes et de Vieux-Condé à ceux de Vicqigne, notamment pour les expéditions par voie d'eau dans la direction de Paris ; "si on résiste, ils achètent du Charleroy, on est donc obligé de céder".

A travers l'échange des arguments opposés parce la difficulté qu'avait eue les deux sociétés d'Anzin et de Vicqigne à assurer sans heurts la vente en commun d'une partie de leur extraction et peut-être aussi la tentation à laquelle Anzin, grâce à son rôle prépondérant dans la société de vente, avait parfois cédé de se tailler la meilleure part. Le fait que la Compagnie d'Anzin avait remis en 1874 à ses actionnaires la presque totalité des actions de Vicqigne qu'elle possédait a dû diminuer l'influence directe que la puissante Compagnie du Nord pouvait exercer sur sa voisine, dont l'importance avait en outre beaucoup grandi grâce à son nouveau domaine du Pas-de-Calais. Aussi la société d'Anzin, pour sauvegarder l'accord, acceptait-elle de nombreux amendements : les houilles de la

fosse Chabaud-la-Tour entreraient dans les charbons vendus par la société commune de vente de charbons maigres ; une part plus large de la vente serait accordée à la Compagnie de Vicoigne. C'était reconnaître à celle-ci une grande part de justesse dans ses arguments ; si l'accord commercial subsistait entre les deux sociétés, Anzin se refusait cependant à tenir compte du passé récent et à accorder une indemnité à son associée.

Vicoigne insistant pour obtenir un important dédommagement, c'était la rupture entre les deux sociétés : Anzin consentait à accorder à Vicoigne une indemnité de 400 000 francs, payable sans intérêts en six annuités mais l'accord entre les sociétés était dénoncé et cesserait à partir du 1er janvier 1880. Ainsi prenait fin, à l'issue d'une période d'application de plus de 37 ans, l'entente commerciale la plus importante jusqu'à cette date conclue dans la région du Nord (42).

La rupture de l'accord entre Vicoigne et Anzin n'a été compensée que partiellement par d'autres ententes entre des sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais, qui n'ont pas pris la forme d'associations contractuelles de longue durée. Il semble cependant que dès 1886, les directeurs des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais aient pris l'habitude de réunions intermittentes au sujet des prix (43). C'est ainsi qu'en 1887, les Compagnies d'Anzin,

(42) Arch. de la Cie d'Anzin, C A des 15 avril, 16 mai, 20 juin et 27 juillet 1879 ; arch. de la Cie de Vicoigne-Noeux, drs du C A 1879.

(43) Albert AFTALION, "Les cartels de la région du Nord de la France. Le cartel des mines de charbon du Nord et du Pas-de-Calais", Revue économique internationale, mai 1911 (pp. 274-308), p.280.

de l'Escarpelle et de Vicoigne-Noeux se sont entendues pour vendre leurs briquettes au même prix et par l'intermédiaire du même négociant belge, chaque compagnie opérant cependant pour son propre compte. En février 1891, ce sont les mines de Lens, de Courrières, de Bully-Grenay (Béthune), de Dourges, de Liévin et de Drocourt, donc plusieurs des plus importantes sociétés houillères du Pas-de-Calais, qui se sont entendues pour maintenir les mêmes prix pour leurs houilles (44). Delmiche, directeur de la compagnie de Drocourt le confirme quand, en avril 1891, il écrit à Agniel, directeur de la compagnie de Vicoigne et Noeux pour lui indiquer que "depuis quelques temps déjà", les directeurs des Compagnies de Béthune, Lens, Liévin, Courrières, Dourges et Forfay se réunissaient avec ceux de l'Escarpelle et de Drocourt tous les quinze jours à Lens pour "s'entretenir des prix du charbon ; il s'agit de réunions amicales où l'on se communique des impressions sur la situation du marché charbonnier". Tous ces euphémismes ne dissimulent pas la fréquence des réunions et la périodicité des ententes à l'amiable. Agniel déclinait cependant l'invitation à se joindre aux réunions car sa compagnie avait déjà engagé toute sa production ; il n'envisageait de participer aux réunions que l'année suivante (45). Autre accord, en février 1891, l'administrateur délégué de la Compagnie de Bruay s'entend avec Firmin Rainbeaux, administrateur général de la Compagnie de Marles, pour faire baisser d'un franc les prix convenus (46).

(44) Arch. du service commercial de la Cie de Vicoigne-Noeux, années 1887 et 1891.

(45) Arch. Cie de Vicoigne-Noeux : lettres entre Agniel et Delmiche "avril 1891.

(46) Arch. Cie de Bruay, C.A. n° 1-OP-1891.

Un pas de plus est franchi l'année suivante lorsqu'en février 1892, dans une réunion tenue à Lens, les représentants de 17 charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais décident de porter le prix du charbon tout venant à 15 francs la tonne comme prix de base, avec une augmentation de un franc par qualité (47).

On peut donc considérer qu'en 1892 est déjà bien prise l'habitude de réunions périodiques entre de nombreux directeurs de charbonnages du Nord et surtout du Pas-de-Calais, réunions visant à fixer en commun les prix à pratiquer. L'existence d'importants organismes corporatifs, tout en facilitant la tenue des réunions, n'a cependant pu amener les compagnies à s'associer dans un véritable syndicat de vente.

2. Le Comité et l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

Durant la phase 1873-1895, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a vu son importance s'accroître de façon considérable : son action en faveur d'une amélioration des moyens de transport de houille s'est beaucoup amplifiée et en outre, bien malgré lui, il s'est trouvé confronté avec des problèmes sociaux beaucoup plus graves qu'antérieurement. Des dissensions intérieures se sont alors manifestées, qui ont fini pour aboutir en 1892 à la dislocation du Comité.

(47) Georges DE LEENER, Les syndicats industriels en Belgique (Bruxelles et Leipzig, Misch et Thron, 1903, 8°, 335 p.), pp. 72-73.

En 1876 meurt Louis Bige, président de la Compagnie de Lens et c'est Emile Vuillemin, directeur d'Aniche, qui lui succède à la tête du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, dont il assumait déjà la vice-présidence depuis plusieurs années ; toutes les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais adhèrent alors au Comité, dont Vuillemin va être l'âme pendant de nombreuses années. Le directeur d'Aniche s'est efforcé de guider le Comité au milieu de bien des remous, remous dus en particulier au fait que les sociétés, très soucieuses de leurs intérêts particuliers, acceptaient mal l'idée même d'une discipline commune et entendaient jalousement préserver l'autonomie de leurs décisions ; il en est résulté des actions souvent inefficaces et à plusieurs reprises des risques d'éclatement du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, Comité qui n'a pu survivre aux grands conflits sociaux des années 1889 et suivantes.

Les compagnies houillères de la région du Nord se sont cependant volontiers associées quand il s'est agi d'intervenir auprès des pouvoirs publics ou des commissions parlementaires pour essayer d'infléchir la législation dans un sens favorable à leurs intérêts. C'est ainsi qu'en décembre 1883, E. Vuillemin et d'autres représentants des sociétés houillères de la région du Nord ont été reçus par la commission parlementaire chargée d'étudier les projets de loi relatifs à l'établissement de conseils de prud'hommes, à l'élection de délégués mineurs et à l'institution de la caisse de retraites des ouvriers mineurs. Les délégués du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, alors très hostiles aux réformes envisagées, ont essayé

de faire prévaloir le point de vue selon lequel les compagnies houillères devaient rester dans le droit commun et demeurer traitées comme les autres industries. Quelques années plus tard, les esprits ont un peu évolué : lorsque les Comités du Nord et de la Loire déposent en mars 1886 devant la commission parlementaire compétente, ils acceptent l'établissement de délégués mineurs mais à condition que ceux-ci travaillent, alors que plusieurs députés pensent que ce serait limiter l'indépendance des ouvriers élus. De même les représentants des compagnies houillères acceptent la création de caisses de secours et de retraites pour les ouvriers mineurs, mais souhaitent que chaque société ait sa caisse (ce qui maintiendrait le système antérieur) et surtout qu'au lieu d'une cotisation de 10% versée en parts égales par les compagnies et les ouvriers, une retenue de 6%, dont 3% à la charge des sociétés, soit seulement instituée. On le voit, il s'agissait d'actions purement défensives qui n'ont pu empêcher le vote de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ni celui de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, mais ont tout de même fait retenir certaines des préoccupations principales des dirigeants patronaux. C'est ainsi que les délégués mineurs ont dû continuer à travailler à temps partiel et que ce n'est qu'en 1919 qu'a été organisée la Caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs.

Le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'a pas non plus eu de difficultés à obtenir l'accord des compagnies lorsqu'il s'agissait de créer des institutions d'intérêt nettement

commun et n'engageant pas de gros capitaux. En octobre 1877, le Conseil d'Anzin accepte de participer pour un tiers à la subvention de 12 500 francs demandée par le Comité aux sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais en vue de créer une école de maîtres mineurs à Douai, mais à condition que les autres compagnies apportent leur contribution au prorata de l'extraction et que l'aide des Conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais, de la ville de Douai et de l'Etat soit assurée (48). L'école, chargée alors de la formation des cadres de maîtrise, a pu être inaugurée en décembre 1878. De même, en septembre 1891, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais verse 2 000 francs pour l'érection à Anzin du buste à la mémoire de P.J. Fontaine, cet ouvrier inventeur du parachute de mine et la somme est prélevée sur les cotisations payées par les Compagnies.

Mais lorsqu'il aurait fallu coordonner l'action des sociétés pour des actions mettant en cause des intérêts beaucoup plus importants, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a dû affronter beaucoup de difficultés, il n'a souvent obtenu que des appuis réticents et sa cohésion a été fréquemment compromise.

Le long marasme des prix, caractéristique de la période 1873-1895, a peu à peu amené les dirigeants de l'industrie houillère à essayer de s'entendre sur les prix de vente pratiqués, mais ce n'est qu'avec beaucoup d'hésitations et de réticences que ceux-ci se

(48) Arch. Cie d'Anzin, C A octobre 1877.

sont engagés dans la voie d'une véritable organisation des ventes et durant la période, les efforts du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'ont pu aboutir.

Lors d'une réunion du Comité des Houillères du 5 août 1882, Vuillemin a proposé avec insistance l'élévation des prix, mais le Comité, sous l'impulsion de Bollaert, directeur de Lens, ne l'a pas suivi, car il a estimé qu'il fallait éviter de faire quelque chose d'officiel et de public "qui pût engager les ouvriers à augmenter leurs prétentions et à faire grève" (49). Quelques années plus tard, en décembre 1885, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais propose l'établissement entre les compagnies régionales d'un syndicat commun qui tendrait d'une part à limiter la production et d'autre part à favoriser la vente des charbons du Nord et du Pas-de-Calais en dehors des limites du réseau du chemin de fer du Nord. Le montant de l'extraction de chaque compagnie serait limité à celui de l'extraction actuelle et chaque compagnie qui dépasserait cette extraction devrait payer une amende par tonne. Inversement, les sociétés se verraient fixer un minimum à exporter en dehors de six départements desservis par le réseau du Nord, minimum établi en fonction de l'extraction ; une prime serait payée aux compagnies houillères qui auraient exporté plus que ce minimum , et cette prime serait payée grâce aux fonds versés par les sociétés qui n'auraient pas atteint leur minimum. Par ce double mécanisme qui à la fois freinerait la production et diminuerait l'encombrement du marché régional,

(49) Arch. Cie de Vicoigne et Noeux : Lettre de L. Dupont à Agniel du 5 août 1882.

les ventes seraient rendues plus faciles et les prix pourraient redevenir plus résistants. Ce projet, élaboré sous l'égide de Vuillemin, était évidemment approuvé par les administrateurs d'Aniche (50) ; il était également accepté, avec quelques réserves, par la Compagnie de Vicoigne et Noeux qui demandait en particulier que tous les comptes soient faits par rapport aux houilles vendues et non aux houilles extraites (51). En revanche, "tout en reconnaissant la gravité de la situation et la nécessité de remèdes, la plupart des compagnies du Pas-de-Calais (Lens, Liévin, Dourges, Carvin, Béthune, Bruay et Marles) refusaient d'adhérer au syndicat envisagé. A une nouvelle demande du Comité, la compagnie de Bruay déclarait même que la nature particulière de ses charbons "ne lui permettait d'entrer dans aucune combinaison" (52). Le projet était repris en 1892, année qui pouvait paraître favorable étant donné la fréquence des réunions au sujet des prix mais les compagnies ne parvenaient pas à adopter les statuts envisagés. La Compagnie de Bruay continuait à manifester son opposition totale à tout comptoir d'exportation : son président ne voit à celui-ci aucun avantage pour sa société : "la Compagnie possède des charbons flénus trop recherchés pour aller les exporter à vil prix" (53). C'était donc l'échec de la création d'un syndicat de vente et il a fallu encore près d'une décennie avant que le projet pût aboutir.

(50) Arch. Cie d'Aniche, C A 29-12-1885.

(51) Arch. Cie de Vicoigne et Noeux : note du 3-01-1886.

(52) Arch. Cie de Bruay, C A du 16-06-1892.

(53) Arch. Cie de Bruay, C A du 16-06-1892.

Essayer d'amener les charbonnages régionaux à s'associer au sein d'un organisme de vente était une tâche très difficile pour le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais en partie parce que cela heurtait les habitudes de stricte indépendance chères aux compagnies et aussi parce que c'était pour lui sortir du domaine qui était le sien propre, celui de la défense des intérêts généraux des sociétés houillères en ce qui concernait l'amélioration des voies de transport et plus particulièrement des voies navigables. Pourtant, dans ce dernier domaine, en quelque sorte son domaine réservé traditionnel, le Comité a beaucoup de peine à soutenir une action concertée par l'ensemble des charbonnages régionaux, et son audience s'est même trouvée affaiblie par le départ de sociétés très importantes au terme des années quatre-vingts.

En 1880, le problème du remboursement des obligations Errera-Oppenheim émises en 1875 a provoqué de sérieuses dissensions au sein du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. L'Etat a alors remboursé en une fois les sommes que les charbonnages de la région du Nord lui avaient avancées pour améliorer la ligne de navigation de Dunkerque à La Bassée. Ainsi se trouvait posé le problème du remboursement par anticipation de l'emprunt contracté par les compagnies houillères auprès de la Banque Errera et Oppenheim de Bruxelles. Les banquiers refusaient d'abord tout paiement anticipé et dans sa séance de décembre 1890, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais décidait donc de ne point opérer le remboursement, mais ceci irritait plusieurs compagnies qui, comme la Compagnie

de Bruay, estimaient qu'il aurait fallu rendre par anticipation les avances faites par la Banque afin d'éviter un service d'intérêt et de commission (54). Le désaccord était suffisamment net pour qu'on pût au début de 1882 craindre une dislocation du Comité (55). Cependant, l'abaissement finissait par se réaliser entre les charbonnages du Nord de la France et la banque Errera, qui acceptait d'encaisser le remboursement par anticipation des sommes qu'elle avait prêtées, ceci à partir du 1er juillet 1882. Pour faciliter le décompte et le règlement de l'opération, la Banque Dupont et Cie, de Valenciennes, se chargeait de faire aux charbonnages l'avance des fonds nécessaires, au fur et à mesure des remboursements, moyennant une commission de 1/8 % et un intérêt de 5% sur leurs versements (56). Les rapides remous provoqués par une affaire mettant en jeu des intérêts qui n'étaient pas considérables donnent une idée des difficultés bien plus grandes qu'a connues le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais lorsqu'il s'est efforcé de résoudre une question aussi vitale que celle de la création d'une nouvelle voie d'eau entre le bassin houiller et la région parisienne.

Dès 1876, le projet d'amélioration du lit de la Seine et la mise au point du plan Freycinet ont incité le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais à demander la prévision de vastes travaux qui permettraient aux charbonnages de la région du Nord de

(54) Arch. Cie de Bruay, C A du 20-02-1881.

(55) Arch. Cie de Valenciennes-Nœux, C A du 18-04-1882.

(56) Circulaire du Comité des Houillères du N.P.C. du 3 juin 1882.

lutter efficacement contre les concurrences anglaise et belge. La vieille idée de "Paris port de mer" est alors reprise par les pouvoirs publics sous la forme d'un projet qui envisage des travaux d'approfondissement à 3,20 mètres du lit de la Seine entre Paris et Rouen. A la demande du Comité des Houillères, les Préfets du Nord et du Pas-de-Calais instituent des commissions qui concluent à la nécessité de créer une nouvelle voie d'eau qui unirait rapidement les charbonnages septentrionaux à la région parisienne (57). Un rôle très grand semble bien avoir été joué par Jules Marmottan, président de la Compagnie de Bruay, que l'on peut considérer comme l'un des principaux promoteurs du "canal du Nord" (58). C'est que les sociétés houillères du Pas-de-Calais étaient plus particulièrement intéressées par la question d'une amélioration de leurs liaisons par voie d'eau avec Paris : depuis leur essor au début du Second Empire, elles n'avaient rien vu de neuf se créer dans le domaine des voies navigables et elles devaient continuer à se servir de ce qui existait avant elles, le vieux canal de Saint-Quentin, qui les désavantageait par rapport à la Compagnie d'Anzin et aux charbonnages belges. Le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, où les sociétés favorables à la création d'une nouvelles voie d'eau raccourcissant la distance entre Douai et Paris sont en grande majorité, se rallie au projet de canal du Nord et défend celui-ci auprès du ministre des Travaux Publics Freycinet venu en visite dans le

(57) ADN, S 7 707.

(58) Cf. MARMOTTAN, Les houilles du Nord et du Pas-de-Calais et l'approfondissement de la Seine (Guillemin, 1878, une broch.)

Nord. Les intérêts en jeu sont considérables puisque se posent les problèmes de l'écoulement des charbons du Nord et de ceux du Pas-de-Calais, de la concurrence étrangère, de la navigation sur la Seine, l'Oise et le canal de Saint-Quentin et aussi à l'arrière plan du rôle des chemins de fer du Nord. Le point de vue soutenu par le Comité des Houillères s'inspire d'une conception nettement protectionniste, opposée à celle qui caractérise les projets de liaisons Manche-Méditerranée ou de Paris port de mer (59).

Freycinet évite de se prononcer nettement tout en formulant deux questions au Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais : trouverait-on assez d'eau pour alimenter le nouveau canal et celui-ci procurerait-il des économies importantes sur les frais de parcours ? De retour à Paris, le ministre institua le 13 septembre 1878 une commission chargée "d'étudier les moyens propres à mettre les houillères du Nord en situation de soutenir la concurrence étrangère lorsque les travaux projetés sur la Seine seront terminés". La commission, composée d'ingénieurs des Ponts et Chaussées et de représentants des compagnies houillères était placée sous la présidence du Du Seuich, Inspecteur Général des Mines, bon connaisseur, on le sait, de la question et elle remettait son rapport le 26 octobre 1878. Elle soulignait que le fret de Newcastle à Paris, de 16,50 francs la tonne, devait tomber à 10,50 francs après l'approfondissement de la Seine, permettant ainsi aux houilles anglaises d'arriver à Paris à 17 francs. Comme le charbon du Nord parvenait

(59) J. NERE, "Le projet de liaison Manche-Méditerranée (1875-1890)", Bull. de la Soc. d'Hist. nat., janv.-fév. 1953, p. 11-14.

à Paris à un prix rendu de 17 francs 50, il risquait d'être éliminé du marché parisien, d'où l'inquiétude des producteurs du Nord, qui expédiaient alors sur Paris 730 000 tonnes de houille représentant 14 % de leur production totale. Après avoir remarqué que les consommateurs ne profiteraient nullement des travaux d'amélioration de la Seine si les Anglais étaient, sans concurrents, maîtres du marché de Paris, la commission concluait à la nécessité de créer un service d'étude d'un canal direct entre le Nord et Paris, canal dont l'exécution avait déjà été demandée par les Conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais (60). Le service spécial était créé le 1er décembre 1878. Le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais avait été prompt à réagir devant la menace d'une aggravation de la concurrence anglaise. Mais la lutte qu'il a dû mener pour que commencent les travaux conformes à ses vues a été fort longue et elle a mis sa cohésion à rude épreuve.

Les études demandées par le ministère des Travaux Publics aboutissaient à l'élaboration de deux projets très différents. Celui établi par Holleaux, Ingénieur en Chef du Service de la navigation entre la Belgique et Paris envisageait le doublement à l'est de la ligne en service par la construction de nouveaux canaux qui auraient en particulier longé l'Escaut, l'Oise et la Seine près de Paris et aussi l'amélioration du canal de Saint-Quentin, dont quatre écluses, entre Fargniers et Chauny auraient été doublées ; le rapport entre la navigation en rivière et la navigation en canaux

(60) CGN, août 1879, p. 208 ; M. HENRY, "Le canal du Nord", Revue de la navigation intérieure et rhénane, janv. 1954, p.3.

aurait été ainsi inversé et la circulation des péniches rendue beaucoup plus facile ; en outre, la distance entre Valenciennes et La Villette alors de 316 kilomètres, aurait été, compte tenu des écluses, diminuée de 49 kilomètres. Les travaux auraient coûté 47 600 000 francs, non compris les dépenses pour la construction du canal de l'Escaut à la Meuse, entre Douchy et le canal de la Sambre à l'Oise, qui devait avoir lieu dans tous les cas (61). Grand défenseur de son service, Holleaux estimait que les économies que procureraient la construction d'un nouveau canal ne seraient pas suffisantes pour justifier les dépenses très importantes d'établissement. Son projet se ramenait en fait principalement à une amélioration des voies existantes et intéressait donc surtout la Compagnie d'Anzin et dans une moindre mesure les charbonnages belges.

Le projet mis au point par Charles Flamant, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, chargé à Amiens du service spécial d'étude du canal du Nord à Paris, était d'inspiration très différente : il prévoyait pour sa part le doublement à l'ouest de la ligne existante par le creusement d'un canal entièrement nouveau, qui unirait Courcelles-les-Lens, sur le canal de la Deûle, à Janville, sur l'Oise, en empruntant simplement sur quelques tronçons les voies existantes. Une dérivation, entre Courcelles-les-Lens et Courchelettes, permettrait d'éviter la traversée de Douai ; le canal de la Sensée serait amélioré entre Courchelettes et Arleux. Un canal direct serait creusé sur 45 kilomètres entre Arleux et Péronne et la

(61) ADP, L 7 704.

construction d'un vaste souterrain long de 4 544 mètres près de Ruyaulcourt serait nécessaire pour lui faire franchir les collines d'Artois séparant le versant de la Scarpe et le versant de la Somme. Le canal de la Somme serait amélioré entre Péronne et Ham. Un autre canal direct, long de 24 kilomètres, serait construit de Ham à Noyon. Le canal latéral à l'Oise serait amélioré entre Noyon et Janville. A partir de Janville, les projets Hollocaux et Flamant coïncidaient. Tous deux prévoyaient de prolonger le canal latéral à l'Oise de Janville à Méry-sur-Oise, point à partir duquel un canal direct serait construit jusqu'à Saint-Denis. La section Janville-Saint-Denis supprimerait la navigation en rivière et ferait cesser les chômages qui se produisaient chaque année lors des crues de l'Oise et de la Seine; elle éviterait aussi les difficultés de la navigation en remonte sur les deux rivières. Le total des sections à construire serait de 106 kilomètres, sections qui comporteraient 46 écluses. Les voies existantes seraient empruntées sur 49 kilomètres comptant six écluses.

Les principaux exploitants de bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais auraient désiré que le canal du Nord pût être emprunté par des bateaux de 5 à 600 tonnes et aussi que ses écluses fussent doublées. Flamant avait d'abord accepté ce point de vue et prévu pour les sections une largeur au plafond de 17 mètres. Mais le Conseil général des Ponts et Chaussées avait invité les Ingénieurs à s'en tenir aux dimensions types récemment adoptées par l'administration. Flamant avait donc dû finalement prévoir deux possibilités : soit un canal avec 11 mètres de largeur au plafond et des écluses

uniques de 5,20 mètres d'ouverture et de 30,50 mètres de longueur utile, ce qui permettrait la circulation de bateaux de 300 tonnes, chargées à l'enfoncement de 1,80 mètre et dont la longueur était de 30,50 mètres et la largeur de 5 mètres ; soit un canal avec des écluses doubles et une largeur au plafond de 17 mètres, qui permettrait de porter au besoin le mouillage jusqu'à 2,50 mètres et donc la circulation de bateaux plus vastes.

Le projet Flamant exigerait 105 millions de francs de dépenses dans le cas d'un canal avec 17 mètres de largeur et écluses doubles (dont environ 65 millions pour la partie Courcelles-les-Lens -Janville) et 90 millions de francs pour un canal de 11 mètres de largeur et écluses simples. Il pouvait apparaître comme se rattachant à la vaste ambition d'un grand canal Marseille-Paris, axe à partir duquel une branche, par la Seine améliorée, se dirigerait vers le Havre et l'autre, grâce au canal du Nord, vers le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais et ensuite vers Dunkerque. La principale distinction entre les projets Flamant et Holleaux se résumait en un choix à opérer entre d'une part l'amélioration de la voie de l'Escaut et du canal de Saint-Quentin et d'autre part la construction des tronçons entièrement nouveaux d'un canal direct entre les concessions houillères du Pas-de-Calais et l'Oise. Le projet Holleaux avait le mérite d'être moins coûteux, mais le canal du Nord avait l'approbation de la grande majorité des compagnies houillères de la région du Nord : on estimait que le coût du transport par eau serait réduit environ de moitié entre Lens et Paris grâce

à la construction du nouveau canal, ceci à cause de la diminution de la longueur du parcours et de la rapidité plus grande de la circulation des péniches : une péniche ferait du Nord à Paris cinq voyages en moyenne par an au lieu de trois jusqu'alors. La liaison par eau entre la région du Nord et Paris serait considérablement améliorée grâce à l'existence de deux voies et l'abaissement du fret pourrait obliger la Compagnie de chemin de fer du Nord à diminuer ses tarifs.

Les avantages de la construction du canal du Nord étaient beaucoup plus importants pour les compagnies houillères de la région de Douai et du Pas-de-Calais que pour la Compagnie d'Anzin. Entre Pont-à-Vendin, près de Lens et Paris (La Villette), la distance par voie d'eau diminuerait de plus de 97 kilomètres (246,795 km au lieu de 343,960 km) et le nombre d'écluses de 13 (58 au lieu de 71). En revanche, entre Valenciennes et Paris, la diminution serait également notable mais moindre, puisque la distance diminuerait de 61 kilomètres environ (252,953 km au lieu de 314,210 km) et le nombre d'écluses de 9 (60 au lieu de 69). On admettait alors que le franchissement d'une écluse équivalait à peu près à 2 kilomètres, compte tenu du temps de passage et du prix du fret. La différence d'avantages était particulièrement sensible pour le parcours en amont de Noyon. Entre Pont-à-Vendin et Noyon, la distance serait raccourcie de plus de 48 kilomètres (127,550 km au lieu de 175,024 km) et de seulement 12 kilomètres environ (133,702 km au lieu de 146,074 km) pour le trajet Valenciennes-Noyon, soit quatre fois moins. De même, le nombre d'écluses diminuerait de 14 entre Pont-à-Vendin et Noyon (35 au lieu

de 49) et de 10 seulement (37 au lieu de 47) entre Valenciennes et Noyon (62). On comprend donc que l'appui donné au projet Flamant par le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'ait pas suscité la même adhésion à Anzin que dans les charbonnages du Pas-de-Calais.

Une satisfaction importante est accordée aux sociétés houillères de la région du Nord avec l'inscription du canal du Nord dans le programme de classement et d'amélioration des voies navigables du plan Freycinet sanctionné par la loi du 5 août 1879. Mais il ne s'agissait que d'une décision de principe et la vote des crédits précis nécessaires à la réalisation du canal était indispensable.

Pour obtenir un vote favorable du Parlement, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'efforce de réunir dans la région les appuis les plus divers et les plus importants possibles. A cet effet, il constitue en mai 1880 une "Association pour la défense du canal du Nord", dont le comité d'action regroupe les présidents des principales Chambres de Commerce régionales, en particulier de Douai, Valenciennes, Lille et Dunkerque, le vice-président de la Chambre de Commerce de Paris, Gustave Dubar, secrétaire général de la Société des agriculteurs du Nord et aussi des Comités industriels du Nord, et plusieurs représentants des charbonnages locaux ; parmi ceux-ci figurent Vuillemin pour le Comité des Houillères, Bollaert, de Lens, Marmottan, de Bruay et aussi Guary, agent

général d'Anzin. La Compagnie d'Anzin a en effet adopté alors comme politique de s'associer aux efforts entrepris en faveur du canal du Nord mais en tâchant d'obtenir en compensation des améliorations pour les voies de l'est du bassin.

Au nom de l'Association, Vuillemin intervient au congrès des Chambres de Commerce, tenu à Lille le 9 mai 1880, pour défendre le projet Flamant, en demandant que la section de 17 mètres soit retenue pour le nouveau canal, car les sociétés houillères de Belgique et d'Allemagne utilisent des canaux à large section. Les représentants du Valenciennois demandent pour leur part qu'on ajoute au projet Flamant un tronçon destiné à desservir les mines d'Anzin, mais on leur objecte que ce projet ne prévoit pas un approfondissement à trois mètres de tirant d'eau jusqu'au centre des houillères du Pas-de-Calais et que la situation demeurera donc la même pour les deux bassins. La demande, d'abord repoussée, est finalement adoptée comme simple vœu (63).

Le 12 mars 1881, le Ministère des Travaux Publics ordonnait une enquête sur les projets Flamant et Holleaux dans les six départements intéressés, mais le 15 mars 1881, il précisait que le projet Flamant examiné devrait comporter uniquement un canal de 11 mètres de largeur au plafond et à écluses uniques.

Lors de la séance de la Chambre de Commerce de Lille tenue le 25 mars 1881, Théodore Barrois, intéressé dans les Mines de

(63) Moniteur des Chemins de Fer, 17 mai 1881.

Lens, demande qu'une importante manifestation soit organisée dans la capitale des Flandres en faveur du canal du Nord. Soutenu par Edouard Agache et Anatole Descamps, également actionnaires de charbonnages, il obtient la tenue d'un important congrès le 25 avril 1884 (64). Ce congrès nomme un "Comité de défense du grand canal du Nord", dont le vice-président est Vuillemin et le président Achille Testelin, sénateur, vice-président du Conseil Général du Nord, Comité qui engage les maires de la région à signer des pétitions en faveur du canal et à répondre favorablement à l'enquête administrative engagée.

L'enquête aboutissait à des résultats très favorables pour le projet Flamant. Les dépositions étaient très nombreuses, puisqu'elles dépassaient 17 000 (dont environ 1 000 provenant des conseils municipaux) ; les réponses avaient été particulièrement abondantes dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, où elles s'élevaient déjà à 13 519. La très grande majorité des réponses se prononçaient pour le projet Flamant dans sa forme la plus ambitieuse : parcours Courcelles-les-Lens - Méry-sur-Oise et sections de 17 mètres. Toutes les Chambres de Commerce et les Chambres consultatives intéressées appuyaient le même projet, à l'exception de la Chambre consultative d'Avesnes, favorable au projet Holleaux. La Chambre de Commerce de Paris émettait cependant un doute quant à l'utilité de doubler l'Oise par un canal entre Janville et Méry

(64) Journal manuscrit de Jules SCRIVE-LOYER, mars-avril 1884.

mais le Conseil Général de la Seine demandait, lui, que le canal fût prolongé jusqu'à la mer du Nord, ce qui aurait aidé la pénétration des houilles anglaises (65).

Parmi les arguments en faveur du canal du Nord, on relève en particulier l'espoir que le canal du Nord provoque une baisse des tarifs de chemins de fer et aussi l'idée que la construction de la nouvelle voie d'eau apparaîtra comme une compensation aux traités de 1860 : on avait alors promis de grands travaux et en particulier des canaux pour contrebalancer l'effet des traités ; l'inspiration protectionniste du projet était ainsi soulignée (66).

Une seule opposition s'était vigoureusement manifestée; elle émanait de la Compagnie du ~~touage~~ de la Basse-Seine et de l'Oise et ne concernait que la section comprise entre Janville et Paris. Directement menacée par le canal projeté, la Compagnie alléguait que la navigation fluviale suffisait aux besoins du commerce et que la substitution d'un canal à l'Oise et à la Seine procurerait des économies sur les transports sans commune mesure avec les dépenses engagées ; elle demandait que le nouveau canal fût limité à Janville.

Devant les résultats de l'enquête administrative, le Conseil général des Ponts et Chaussées adoptait le 29 décembre 1861 l'avant-projet sur le canal du Nord mais estimait qu'une

(65) J.O. Chambre, Doc. parlementaires, séance du 14 janv. 1862, p. 142.

(66) ADN, S 7707.

partie des dépenses devrait être supportée par les communes intéressées et par les compagnies houillères. Pas en avant important, le projet de loi ayant pour objet de faire déclarer d'utilité publique la construction d'un canal de navigation du Nord sur Paris était présenté à la Chambre des Députés le 14 janvier 1882 par Raynal, ministre des Travaux Publics et Allain-Targé, ministre des Finances du cabinet Freycinet. Il prévoyait que le canal à construire serait celui prévu par le projet Flamant le plus ambitieux, entre Courcelles-les-Lens et Paris, et que l'Etat assumerait seul les dépenses nécessaires, soit 105 millions de francs.

L'avancement de l'idée du canal du Nord était dû en partie à l'action du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais qui, pour sa propagande, avait prélevé des cotisations spéciales auprès de ses membres (67). Quant à elle, la Compagnie d'Anzin estimait qu'il était préférable de ne pas retarder l'adoption du projet de loi déposé. Dans une lettre du 26 janvier 1882, H. Guery, directeur de la Compagnie, précisait son point de vue à Alfred Girard, député de Valenciennes : "Le Canal du Nord remettra le bassin du Pas-de-Calais en parité avec le bassin de Valenciennes, tandis que nous avons pour les transports à Paris, 0 F,60 à 0 F,75 d'avantage actuellement. S'il n'y avait pas un grand intérêt général en jeu, commun aux deux bassins, et si les consommateurs n'en devaient retirer aucune bénéfice, le canal du Nord nous aurait été préjudicia-

(67) En juillet 1882, la Cie de Vicoigne-Noeux est invitée à verser une somme de 1 971 francs pour sa contribution (2ème appel de fonds).

ble. Mais d'un côté, nous combattons à Paris la concurrence anglaise que favorise beaucoup l'approfondissement de la basse Seine ; d'autre part, l'abaissement du fret ne pourra que développer la consommation du combustible sur les points desservis déjà et nous permettra d'aller bien plus loin au delà de Paris, surtout si le projet de canal de la Seine à la Loire est repris quelque jour. J'en conclus donc que nous devons éviter tout ce qui pourrait entraver l'adoption du projet de loi sur le canal du Nord". Il conviendrait cependant de demander le prolongement du canal entre Arleux et Valenciennes ou mieux entre Arleux et Denain ; ("moins on se rapprochera de la frontière belge et mieux on nous défendra contre les charbons belges") et en tout cas une amélioration des voies existantes entre la région de Valenciennes et le nouveau canal. Le Conseil de la Compagnie se rangeait à l'avis de son directeur et invitait ses membres Jean Casimir-Perier, député et Paul Cuvinot, sénateur, à intervenir auprès des députés de la Commission compétente de la Chambre pour "qu'on demande au rapport le complément des travaux qui mettront sur le pied d'égalité les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, ou tout au moins pour qu'on exprime un vœu pour que les canaux reliant Arleux à Denain soient mis dans les mêmes conditions de navigabilité que le Canal du Nord" (68). La Compagnie d'Anzin, tout en étant favorable, sans enthousiasme, à l'adoption du projet de canal du Nord, aurait donc désiré voir le réseau qu'elle utilisait bénéficier également d'améliorations.

(68) Arch. Cie d'Anzin, C A du 10-02-1882.

Certains représentants du Midi, du Centre et de l' Ouest s'inquiétaient de voir encore favoriser une région du Nord qu'ils estimaient déjà fort bien pourvue. Parmi eux, Francisque Reymond, député de la Loire, s'était d'abord opposé au projet de canal du Nord puis, à la suite d'une visite dans le Nord en juin 1862, avait estimé plus habile de demander que le canal fût limité à Janville, dans l'espoir que les fonds ainsi économisés pourraient être affectés à d'autres régions. Ses efforts se conjuguèrent avec ceux de Jean Lebaudy, député de Seine-et-Oise, sensible aux arguments développés par la Compagnie du touage de la basse Seine et de l'Oise et qui présentait la même requête.

Un rôle fort important a été joué par Sadi Carnot, député de la Côte-d'Or, ingénieur des Ponts et Chaussées de formation et ex-ministre des Travaux Publics, en sa qualité de rapporteur de la sous-commission des voies navigables. Parmi les membres de cette commission figuraient Alfred Girard, Pierre Legrand, député du Nord (Lille), Henri Marmottan, député de la Seine et frère de Jules Marmottan, président de la Compagnie du Bruay. Le rapport de Sadi Carnot était accepté par 5 voix contre 2 le 11 juillet 1862 ; tout en sauvegardant l'essentiel du projet Flament, il se faisait cependant l'écho de ceux qui avaient désiré limiter l'ampleur des travaux et en fait il correspondait à un compromis. Les résolutions adoptées par la commission demandaient la déclaration d'utilité publique du canal tout entier, conformément au projet Flament ; elles prévoyaient 60 millions de francs pour l'exécution de la section Courcelles-les-Lens

- Janville et aussi l'acquisition des terrains entre Méry-sur-Oise et Saint-Denis. En effet, la Commission renonçait à demander dès à présent l'exécution de la section Janville- canal de Saint-Denis, qu'une loi spéciale ultérieure devrait autoriser, car cette partie du canal ne présentait pas la même urgence ; il existait déjà une voie fluviale, défectueuse pendant une partie de l'année, mais capable de suffire à d'importants transports en remonte. La partie comprise entre Noyon et Paris était donc ajournée, mais il convenait d'assurer l'avenir en achetant dès maintenant pour quatre millions de francs les terrains qui seraient plus tard nécessaires (69). On ne renonçait pas à l'intégralité du projet Flamant et le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais pouvait être satisfait par ce qui lui importait le plus dans l'immédiat, mais les défenseurs de la circulation sur l'Oise et la Seine avaient tout de même obtenu d'importantes satisfactions. En revanche, les compensations souhaitées par la Compagnie d'Anzin n'étaient pas envisagées.

Les conclusions de sa commission des voies navigables étaient adoptées par la Chambre des Députés le 10 mars 1883, après un débat au cours duquel Jean Girault, député du Cher, était vigoureusement intervenu contre le projet de construction du canal du Nord, construction "difficile et coûteuse", qui doublerait le canal de Saint-Quentin et le réseau ferré, avantagerait encore le Nord, déjà privilégié, par rapport à d'autres départements. Pour la construction du canal, entre Courcelles-les-Lens et Janville, la Chambre

(69) J.O., Doc. Parlementaires Chambre, 1882, pp. 2 151-2 155 ; Débats parlém. Chambre, 1882, p. 1 221 et p. 2 224.

prévoyait 56 millions de francs de dépenses, imputés sur les ressources extraordinaires inscrites au budget de chaque exercice pour l'établissement et l'amélioration des canaux de navigation (70). C'était là un aboutissement important de l'action entreprise par le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, même si une partie seulement du projet Flamant avait été retenue. Il ne manquait pas de mécontenter certains représentants d'autres bassins houillers français. En mai 1885, Pillez, ingénieur de la Compagnie de Viccigne-Noeux, rencontrait à Paris Etienne Brossard et Francisque Reymond, députés de la Loire et rendait ainsi compte de son entretien à son directeur : "Ces messieurs paraissent très vexés de ce que le canal du Nord fasse son chemin. Ils trouvent cela injuste. On donne aux riches et pas aux pauvres, disent-ils" (71).

Si les demandes appuyées par les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont obtenu un accord somme toute satisfaisant de la Chambre des députés, elles se sont par contre heurtées à une forte résistance des sénateurs. Le 5 mai 1883, Freycinet déposait bien au Sénat un rapport favorable à l'adoption sans modification du projet de loi, favorable au canal du Nord, voté par la Chambre le 10 mars précédent (72); mais l'étude de ce rapport était ajournée, puis retirée de l'ordre du jour du Sénat, assemblée dans sa majorité inquiète devant l'importance des dépenses à engager. Après

(70) J.O., Débats Chambre, séances des 2, 3 et 10 mars 1883 ; Journal des Travaux publics, 8 mars 1883.

(71) Arch. Cie de Viccigne-Noeux, lettre du 8-05-1885.

(72) J.G., Débats parlem., Sénat, 1883, pp. 770-773.

avoir cru toucher au but en quelques années d'efforts, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais était obligé de s'engager dans de longues et difficiles négociations avec les gouvernements successifs, envisageant tous une participation plus ou moins importante des compagnies houillères aux dépenses nécessaires à la construction du canal du Nord, ceci afin de pouvoir espérer vaincre la répugnance du Sénat. C'est ainsi que dès sa séance du 17 janvier 1884, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais acceptait de promettre au Préfet du Nord l'appui financier des compagnies. Le 20 mars 1884, il examinait à nouveau la question, d'abord en présence des ingénieurs des Ponts et Chaussées Flamant, Derôme et Gruson ; il décidait de s'en tenir au projet Flamant et envisageait une aide des sociétés, limitée à un maximum de 10 à 15 millions de francs (73). Fait qui soulignait le recul du projet d'un nouveau canal, le service des études du canal du Nord était à partir du 1er novembre 1884, rattaché aux attributions de Gruson, ingénieur chargé à Douai du service des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais et Flamant était nommé professeur à l'Ecole des Ponts et Chaussées (74). Pendant plusieurs années, la question n'allait plus être évoquée qu'épisodiquement.

Le 10 décembre 1886, une loi adoptait les projets de travaux d'amélioration de l'Oise au sud de Janville et prévoyait à cet effet un crédit de six millions de francs ; la promulgation de

(73) ADN, S 7 707.

(74) Arrêté du ministre des Travaux Publics du 24 juin 1884.

cette loi soulignait l'abandon de la section du canal du Nord prévue le long de l'Oise, mais elle devait apporter dans l'immédiat des satisfactions à la fois aux charbonnages du Nord et à ceux du Pas-de-Calais.

Devant les difficultés à faire admettre le projet Flamant par le Sénat, le successeur de Holleaux à la tête du service de navigation entre la Belgique et Paris, l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées Derôme mettait alors au point un nouveau projet pour l'amélioration de la voie existante entre le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais et l'Oise. Comme Flamant, Derôme préconisait la construction d'une dérivation de 10 kilomètres autour de Douai, à partir de Courcelles-les-Lens. Mais alors que Flamant avait envisagé une voie directe à l'ouest entre Arleux et Noyon, longue de 95 kilomètres, avec 31 écluses, Derôme s'inspirait en partie du projet Holleaux et conseillait un arc à l'est, long de 108 kilomètres avec 36 écluses. Les voies existantes, en particulier le canal de Saint-Quentin, verraient leurs écluses et leurs garages doublés et tous leurs ponts à une seule voie de bateaux reconstruits ; mais en outre, deux coupures nouvelles seraient construites : l'une, de 19 kilomètres, unirait Arleux sur le canal de la Sensée et Noyelles sur le canal de Saint-Quentin, l'autre, de 26 kilomètres, joindrait Saint-Simon, au confluent du canal de Saint-Quentin et de la Somme, à Noyon, sur le canal latéral à l'Oise. Le coût du projet, très inférieur à celui du projet Flamant, serait de 32 millions de francs et pour le financement des travaux, Derôme préconisait un emprunt lancé par les départements

intéressés . et qui serait remboursé grâce à un péage sur le canal (75).

Lors de sa session de 1867, le Conseil Général de l'Aisne appuyait vigoureusement le projet Derôme, projet au contraire combattu par le Conseil Général du Pas-de-Calais , toujours ferme partisan du projet Flamant; les conseils généraux du Nord et de la Somme se montraient plus hésitants, mais dans la commission interdépartementale créée pour se prononcer sur les différents projets, ils soutenaient également le projet Flamant contre l'avis des représentants de l'Aisne.

Les pourparlers devenaient de ce fait très actifs entre le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et le ministère des Travaux Publics et en janvier 1869, ils paraissaient sur le point d'aboutir. Un projet de convention était établi entre l'Etat et les Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais. Soixante-six millions de francs seraient consacrés à l'exécution du canal du Nord (56 millions) et à l'amélioration de la voie existante (10 millions). Sur cette somme, 50 millions seraient fournis par l'Etat qui créerait un syndicat général de navigation chargé d'emprunter les capitaux nécessaires ; les fonds obtenus seraient remboursés grâce à un droit de péage à établir sur les canaux construits. Le Comité des Houillères fournirait une subvention de 8 millions payable en huit ans et remboursable dans les mêmes conditions ; les compagnies houillères participeraient à cette dépense proportionnellement à leur extraction de 1888 (76).

(75) ADN, S 7 705, 7 706 et 7 708.

(76) Arch. de la Cie d'Aniche , C A du 28-01-1889 ; Echo du Nord, 14-01-1889.

Un fait très important pour l'organisation du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais se produisait alors ; la Compagnie d'Anzin n'avait jamais chaudement appuyé le projet Flamant, elle préférait maintenant le projet Derôme et estimait insuffisante la part consentie à l'amélioration de la voie existante ; elle refusait donc d'adhérer à la convention envisagée, et en janvier 1889, elle se retirait du Comité, qui était ainsi dangereusement affaibli alors que les pourparlers avec l'administration paraissaient si bien engagés (77).

Les dissensions entre les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais avaient leur écho à la Chambre. Le 25 janvier 1889, Paul Le Gavrian, député du Nord, profitait de la discussion du projet sur l'amélioration du port du Havre et de la basse Seine, projet qui, selon lui ne pouvait profiter qu'au "commerce étranger", pour demander en priorité la construction du canal du Nord. Mais il s'entendait opposer par Pierre Deluns-Montaud, ministre des Travaux Publics du cabinet Floquet, que le projet de canal était retardé par les propres hésitations des compagnies houillères de la région du Nord, compagnies qui promettent tantôt leur appui financier, tantôt leur simple appui moral.

Le Comité des Houillères, dans lequel les sociétés du Pas-de-Calais et les compagnies de la région de Douai continuaient à soutenir vigoureusement le projet Flamant, ne se décourageait pas malgré l'affaiblissement provoqué par le départ d'Anzin. Yves Guyot, ministre des Travaux Publics dans le cabinet Tirard, passionné par les

(77) Arch. Cie d'Anzin, C A de janv. 1889 ; Echo du Nord, 2-08-1889.-----

problèmes de l'industrie houillère, appuyait beaucoup le projet de canal du Nord défendu par le Comité. Le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais obtenait une manifestation très importante qu'il pensait devoir être décisive pour l'avancement de son grand dessein : la visite du président de la République Sadi Carnot dans le bassin houiller du Pas-de-Calais au début de juin 1889. Le 1er juin 1889, Sadi Carnot quittait Paris pour Arras et le lendemain, il était reçu à Lens lors d'un grand banquet organisé par le Comité. Dans son discours, Emile Vuillemin évoquait la convention envisagée pour permettre la construction d'un canal dont il vantait tous les avantages et le Président de la République, qui avait été en 1882 et 1883 le rapporteur du projet à la Chambre, souhaitait dans sa réponse l'exécution prochaine du canal grâce à la combinaison proposée par le Comité des Houillères et déclarait qu'il serait heureux que sa visite pût hâter une solution. Les jours suivants, Sadi Carnot visitait Béthune, Bruay et d'autres villes du Pas-de-Calais, avant de regagner Paris le 4 juin (78). Si l'on tente de dresser le bilan du voyage du Président de la République dans le bassin houiller du Pas-de-Calais, il semble bien qu'on doive souligner que ce voyage n'a guère répondu aux espoirs du Comité des Houillères. La venue du chef de l'Etat est surtout apparue aux mineurs comme une manifestation de propagande républicaine et il a ainsi contribué à préparer l'atmosphère d'où est née l'importante grève qui a atteint les compagnies du Pas-de-Calais en octobre 1889(79).

(78) Echo du Nord, juin 1889.

(79) Cf. Marcel GILLET, "Aux origines de la première convention d'Arras", Revue du Nord, avril-juin 1957, p. 110.

L'appui public que le Président de la République a apporté au projet de canal du Nord a été sans effet sur le sort du projet devant le Sénat. Enfin la Société des Mines de Lens, peu satisfaite de l'action menée, quittait à son tour en juillet 1889 le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais (80). C'était un nouveau coup très grave subi par le Comité. Malgré une décennie d'efforts, le Comité n'avait pu obtenir la création du Canal du Nord qui était son principal objectif. Les dissensions que cette lutte avaient fait apparaître entre les compagnies régionales éclataient au grand jour en 1889 et aboutissaient à un grand affaiblissement du Comité par suite du départ des deux compagnies houillères les plus puissantes de la région, Anzin et Lens.

Essentiellement groupe de pression chargé de coordonner l'action de ses membres en vue d'obtenir d'importantes améliorations des moyens de communication, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais avait eu des buts surtout économiques, il ne s'était pas constitué, et il n'avait pas agi en vue d'objectifs sociaux. Il s'est pourtant trouvé confronté, par son existence même, avec d'importants problèmes posés par l'éclosion du syndicalisme ouvrier et le développement de puissantes grèves étendues à l'ensemble du bassin, ceci à la jonction des décennies 1880-1890. Déjà affaibli par l'insuccès de son action en faveur du Canal du Nord, par le départ des deux compagnies les plus puissantes du bassin, le Comité n'a pu survivre devant la nouveauté et la gravité des problèmes posés et il s'est désintégré.

(80) Echo du Nord, 2-08-1889.

Lors de la grande grève qui, du 21 février au 17 avril 1884, a affecté une large majorité des fosses de la Compagnie d'Anzin, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'a joué qu'un rôle insignifiant, bien qu'Anzin fût alors encore partie du Comité ; il s'en est tenu à sa position traditionnelle de non intervention dans les problèmes sociaux. La seule action du Comité a été faite à l'instigation de l'Administration des Mines ; par une lettre aux compagnies du 2 mars 1884, Emile Vuillemin signalait que cette administration "dans un souci d'apaisement", demandait aux sociétés houillères d'embaucher des ouvriers renvoyés par Anzin, et il faisait la même demande. C'était dans une certaine mesure apporter sa caution à l'action de la Préfecture, contre l'intransigeance de la Compagnie d'Anzin. Mais la timide intervention du président du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais demeurait sans effet : si la Compagnie d'Anzin supportait seule le poids du conflit, elle bénéficiait de l'appui tacite des autres charbunnages régionaux. Le fait que la grève de 1884 s'était limitée aux seules fosses d'Anzin avait permis au Comité de ne pas avoir à s'engager au grand jour dans le domaine social, qui n'était pas le sien. Bien malgré lui, il ne pouvait empêcher de le faire quelques années plus tard, quand la grève atteignait la plupart des Compagnies du Nord et surtout du Pas-de-Calais.

Durant le mois d'octobre 1889, une grève, dont la durée a varié selon les sociétés d'une semaine à un mois, a atteint les compagnies houillères de la région du Nord, à l'exception de la

Compagnie d'Anzin, société où l'insuccès de la grève de 1884 avait anéanti les syndicats ouvriers.

Le préfet du Pas-de-Calais, Vel-Durand, est intervenu auprès du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais pour le décider à accorder aux grévistes la satisfaction de leur principale revendication, soit une hausse des salaires de 10% . Tous les représentants des compagnies membres du Comité se sont réunis à Douai le 18 octobre 1889 et ont accepté d'accorder à leurs ouvriers les 10% réclamés. Ils ont cependant pris bien soin de ne pas paraître agir en qualité de membres du Comité et la proclamation de leurs décisions commençait simplement par "les représentants autorisés des compagnies dont les noms suivent....". Les noms des treize compagnies signataires étaient seuls mentionnés (81). Pourtant, le résultat obtenu l'avait bien été grâce à l'existence du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, subissant les effets de la pression gouvernementale et de l'action ouvrière . Les Compagnies de Lens et d'Anzin, qui n'appartenaient plus au Comité, s'alignaient cependant aussitôt sur les décisions adoptées. Les concessions du Comité n'aboutissaient pas à l'effet escompté, puisqu'elles contribuaient à relancer une grève que chaque Compagnie devait s'efforcer de régler pour son propre compte. Le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'en avait pas moins été, pour la première fois de son histoire, mêlé à un conflit social fort important.

(81) Il s'agit des Cies suivantes : Aniche, Béthune, Bruay, Courrières, Dourges, Escarpelle, Ferfay, Liévin, Marles, Meurchin, Ostricourt, Nœux et Vendin (ADPC, M 1 231 et Echo du Nord, 20-10-1889).

Fait qui soulignait son engagement plus prononcé dans les questions ouvrières, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais décidait en février 1890 que lorsqu'une Compagnie renverrait des ouvriers, les noms de ceux-ci seraient communiqués au Comité, qui recommanderait à toutes les compagnies adhérentes de ne pas les embaucher ; le principe de la liste noire était donc adopté. Le Comité ne s'en tenait cependant pas à cette ligne dure et en août 1890, "la situation générale du marché des charbons continuant à s'améliorer", les compagnies adhérant au Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais prirent la décision d'accorder une nouvelle augmentation de salaires de 10% sans qu'une grève les eût incitées à cette hausse, mais dans l'intention évidente d'éviter une nouvelle action ouvrière (82). Toutes les compagnies du bassin affichèrent l'annonce de la hausse accordée le 11 août 1890, mais sans mentionner que la décision était le fruit d'une entente préalable au sein du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Il s'agissait toujours d'éviter que le Comité apparût comme un interlocuteur qualifié pour intervenir dans les questions sociales. Dans le même esprit, lorsqu'Arthur Lamendin, secrétaire du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, écrit en septembre 1890 au Comité des Houillères pour lui faire part de revendications, le Comité lui répond qu'il n'est pas compétent en matière de salaires.

Du 26 septembre au 18 novembre 1890, une longue grève a atteint la petite compagnie de Carvin, et au cours du conflit, la

(82) Arch. du C.C.H.F., dr grève de 1893.

société a renvoyé trente ouvriers le 18 octobre. Ainsi se trouvait posé le problème de l'application de la décision du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, qui, au début de l'année, avait prévu dans ces cas de demander aux différentes compagnies de ne pas embaucher de mineurs congédiés. Or, Vuillemin a certes aidé la Compagnie de Carvin en faisant livrer des charbons pour son compte par la Compagnie d'Aniche, mais il a craint de compromettre le Comité en faisant circuler une liste noire et il s'est abstenu d'appliquer la décision de février 1890 ; les sociétés qui, comme celle de Vicoigne-Noeux, ont refusé d'embaucher des ouvriers licenciés par Carvin, l'ont fait de leur propre initiative(83).

La grève de Carvin s'est terminée par une transaction et du fait de sa longueur, elle avait provoqué de lourdes pertes pour la Compagnie ; elle avait illustré la difficulté pour une petite société de soutenir seule un important conflit. Aussi, dès décembre 1890, Jean-Joseph Delsol, sénateur de l'Aveyron, président de la Société des Mines de Carvin, a-t-il pris une importante initiative : en s'inspirant d'exemples allemands, il a proposé au Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais de constituer une association pour résister aux grèves de plus en plus fréquentes. L'étude qu'Ed. Gruner, à la suite d'un voyage en Allemagne, avait publiée sur "Les associations et syndicats mineurs en Allemagne et principalement en Westphalie" (84) avait aussi une influence directe. Le 10 janvier 1891, une commission, présidée par Vuillemin, s'est réunie -----
(83) Arch. de la Cie de Vicoigne-Noeux : LR. lettre de L. Dupont à Agniel, 20-10-1890.

(84) Paris, Impr. Chaix, 1887, 4°, 81 p.

à Paris pour étudier le projet et elle a groupé les parlementaires qui étaient administrateurs de charbonnages de la région du Nord, c'est-à-dire les sénateurs Delsol (Carvin) et de Marcère (Béthune), et les députés Marmottan (Bruay), Plichon (Béthune), Thellier de Poncheville (Courrières), Dejardin-Verkinder (Aniche) et Renard (Vicoigne-Noeux). Les statuts et le règlement intérieur proposés par Delsol sont examinés et mis au point. On les adopte lors d'une réunion des représentants des sociétés houillères régionales tenue à Douai le 28 février 1891 ; Anzin et Lens n'ont pas envoyé de délégués, parce que les liens entre le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et la nouvelle association leur paraissaient trop évidents. Les statuts de "l'Union des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais" ont été déposés à la mairie de Douai dès le 10 mars 1891. Rédigés conformément à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, ils prévoyaient que l'association, ayant son siège à Douai, était créée pour une durée de trois ans ; comme dans les associations allemandes correspondantes, le nombre des suffrages dont disposaient les différents membres était fonction de l'extraction au 31 décembre précédent : une voix était accordée par 100 000 tonnes ou fraction de plus de 50 000 tonnes ; au delà de un million de tonnes, la progression n'était plus que d'une voix par 300 000 tonnes et chaque société disposerait au maximum de 15 voix. Quatorze sociétés houillères adhéraient à la nouvelle Union, les mêmes que celles qui étaient membres du Comité des Houillères du Nord et du

Pas-de-Calais, à l'exclusion donc des deux compagnies les plus puissantes du bassin. Le règlement intérieur précisait, en sept articles, les véritables buts de l'association. Une cotisation de cinq centimes par tonne extraite serait versée chaque année par les compagnies adhérentes. Elle permettrait d'alimenter un fonds qui viendrait en aide aux sociétés membres atteintes par une grève. Pour que les secours soient attribués, il faudrait que la résistance à la grève soit décidée par l'assemblée générale de l'Union dès le début du conflit, que la grève dure au moins huit jours et entraîne une réduction de production d'un tiers au moins. Les secours alloués par l'Union seraient égaux à la moitié des dégâts matériels subis et à une indemnité de deux francs par tonne non extraite, tout ceci tant que la production n'atteindrait pas les deux tiers de la production normale antérieure ; ils seraient versés au plus tard un mois après la grève. Toutes les contestations seraient tranchées par l'Assemblée Générale. Vuillemin, président du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, devenait aussi président de l'Union des Houillères.

Relevons que le chiffre retenu de deux francs d'indemnité par tonne non extraite correspondait à peu près au montant du dividende moyen servi par les sociétés houillères du Pas-de-Calais en 1890 ; en effet, ces sociétés avaient versé à leurs actionnaires un dividende global de 17 949 000 francs pour une production de 9 077 000 tonnes.

Constituée en mars 1891, l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a été la première association contre les grèves organisée dans les charbonnages français : dès mai 1880, une association de même type avait été envisagée par le Comité des Houillères de la Loire (85), mais ce projet n'a abouti que quelques mois après celui de la région du Nord, qui a servi d'exemple et de modèle.

Il est bien évident que le mécanisme de défense imaginé par Deisol, en s'inspirant de l'exemple des associations contre les grèves créées en Allemagne, était surtout efficace en cas de conflits n'atteignant qu'un faible nombre des compagnies houillères adhérentes. Mais comme les buts véritables de l'Union des Houillères n'ont pas tardé à être connus des militants syndicalistes et des ouvriers mineurs, ceux-ci ont évité de s'engager dans une grève partielle. La constitution de l'association régionale contre les grèves a ainsi contribué à l'extension très large de la grève qui, durant la seconde quinzaine de novembre 1891, a arrêté le travail dans un grand nombre de compagnies du Nord et surtout du Pas-de-Calais : comme l'a écrit à l'époque le publiciste Edouard Lozé, "le Comité des Houillères était, on le savait, décidé à soutenir la première Compagnie atteinte par une grève partielle ; la grève, pour être efficace, devait être générale" (86). L'Union des Houillères n'atteignait ainsi guère son but d'opposer un barrage

(85) P. FRIDENSON, op. Cit., p. 207.

(86) Ed. LOZÉ, La grève de 1891 dans les bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais (Arras, Impr. Rohard-Courtin, 1891, 8° 108 p.), p. 69.

plus résistant puisqu'elle avait rapidement suscité la riposte appropriée, contribué à élargir un conflit et par là-même à diminuer sa propre efficacité.

De même, l'existence du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a été pour beaucoup dans l'évolution de la grève et la façon dont le conflit a abouti à la signature d'une sorte de convention collective entre les représentants patronaux et ouvriers. Le Comité est rapidement apparu comme l'interlocuteur principal auquel les responsables syndicaux pouvaient s'adresser. Dès le 13 novembre 1891, le bureau du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, composé de Vuillemin (Cie d'Aniche), Marmottan (Bruay), et Viala (Lévin), acceptait de répondre à Arthur Lamendin, secrétaire général du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais ; il le faisait au nom des 17 compagnies membres du Comité, dont les représentants avaient, il est vrai, décidé unanimement de s'opposer aux revendications présentées (87). C'était faire du Comité l'adversaire principal du mouvement envisagé, et la réponse négative entraînait le démarrage de la grève. Mais cette politique de résistance à outrance d'abord adoptée par le Comité ne pouvait se maintenir devant l'ampleur du conflit. De plus, le gouvernement Freycinet et le préfet du Pas-de-Calais Alapetite ont fait pression sur le Comité pour l'amener à accepter un compromis, et ils ne pouvaient manquer de poids

(87) Pierre MACQUERON, L'oeuvre du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais (Lille, Libr. Camille Robbe, 1904, 8°, 231 p.), p. 115.

auprès du Comité composé de sociétés concessionnaires, très attentif à l'évolution de la législation et soucieux d'obtenir d'importants crédits favorables à l'écoulement des charbons régionaux; plus directement, le président du Conseil Freycinet a menacé le Comité de retirer les troupes du bassin houiller si les compagnies ne cédaient pas à ses demandes (88). Emile Vuillemin, président du Comité, opposait longtemps une vive résistance aux démarches faites pour l'amener à rencontrer les délégués syndicaux en une réunion arbitrale; il voulait le mot "conférence" et non celui d'"arbitrage" et plaidait pour une réunion dont l'objet serait très limité; une petite difficulté supplémentaire surgissait du fait que Vuillemin entendait écarter des pourparlers la Société des Mines de Lens, qui n'appartenait pas à son Comité (89). Mais finalement, la pression conjuguée des pouvoirs publics et des syndicats ouvriers obligeait les membres du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais à accepter d'envoyer une délégation de cinq membres rencontrer à Arras une délégation ouvrière, de cinq membres également, les 27 et 29 novembre 1891. L'accord qui intervenait se traduisait par un compromis, puisqu'en particulier aucune nouvelle hausse de salaires n'était consentie; il engageait bien le Comité lui-même puisqu'il précisait : "La commission arbitrale composée de délégués du Comité des Houillères et de délégués du syndicat des ouvriers mineurs a arrêté les résolutions suivantes" (90).

(88) Arch. C.C.H.F., dr grève de 1891.

(89) ADPC, M 4 865.

(90) ADPC, M 2 103.

Une séance particulière avait réuni les représentants de la Société de Lens et des syndicats ouvriers le 29 novembre 1891 à Lens et avait abouti à une entente presque complète ; pour les questions non résolues, les parties s'en étaient rapportées à l'arbitrage entre le Comité des Houillères et les syndicats, tenu le soir à Arras : c'était souligner le rôle décisif joué par le Comité. Une étape très importante était franchie dans le domaine social : l'existence d'une organisation patronale, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, avait été pour beaucoup dans la conclusion d'une négociation paritaire entre délégués des employeurs et des ouvriers. Mais cet aboutissement n'avait été toléré par le Comité que parce que celui-ci s'était trouvé contraint, acculé au dénouement souhaité à la fois par le gouvernement et par les dirigeants du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais.

L'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'avait joué aucun rôle officiel dans la grève de novembre 1891, et c'était le Comité des Houillères et non l'Union qui avait signé la convention d'Arras. Alors qu'elle avait été surtout conçue pour rendre plus aisée la résistance des Compagnies envers les grèves partielles, l'Union avait contribué, dès sa première année d'existence, à aggraver et à généraliser un conflit et elle avait ainsi à intervenir pour indemniser la plupart de ses membres. La Compagnie d'Anzin avait évité la grève et de toute façon, n'adhérait ni au Comité ni à l'Union. La société de Lens avait, elle, ressenti le conflit mais n'appartenait pas non plus à l'Union, et sur les

17 sociétés membres de celle-ci, douze avaient subi des pertes justifiant, selon les statuts de l'association, le versement d'indemnités : certaines compagnies, comme la Compagnie d'Aniche, n'avaient été touchées que par la grève d'une faible fraction de leur personnel et n'avaient donc perdu qu'un pourcentage insuffisant de leur production normale pour avoir droit aux secours prévus. La petite société de Ferfay refusait de s'associer à l'accord d'Arras et de participer au règlement financier du conflit. Mais une répartition intervenait entre les autres sociétés adhérentes. Les fonds procurés par la première cotisation versée se trouvaient entièrement absorbés par le règlement des indemnités. La production des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, à l'exclusion d'Anzin et de Lens, avait été de 9 348 000 tonnes, une cotisation de cinq centimes par tonne avait donc fourni à l'Union des Houillères une somme de 467 400 francs. Cette somme était insuffisante pour dédomager les nombreuses sociétés qui avaient été atteintes par la grève : l'indemnité globale prévue peut être estimée à plus de 800 000 francs. Aussi au début de 1892, l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais faisait-elle appel au versement d'une seconde cotisation de 5 centimes par tonne pour en terminer avec le règlement du conflit de novembre 1891 et à une troisième cotisation, limitée provisoirement à 2 centimes et demi par tonne, pour la constitution d'un nouveau fonds de roulement (91). L'efficacité du règlement ainsi opéré

(91) Arch. Cie d'Aniche, C A du 23-02-1892.

était évidemment très atténué par le fait que la plupart des Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais ne faisaient que récupérer en partie les fonds qu'elles avaient elles-mêmes versés, les sociétés non atteintes par une grève presque générale subissant aussi les conséquences du conflit.

La nécessité d'un maintien de l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'en paraissait pas moins impérieuse à la plupart des sociétés membres, qui entendaient même élargir les buts de l'association. C'est ainsi que le conseil d'administration de la Compagnie de Vicoigne et Noeux concluait à cette nécessité "non seulement pour les indemnités de grève qui deviennent le petit côté de la question, mais surtout pour nous aider par la presse à agir sur l'opinion et le gouvernement pour sauvegarder nos propriétés"(92).

En revanche, les charbonnages régionaux étaient divisés quant au problème du maintien du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, Comité dont la mission était d'ordre économique et qui s'était trouvé contraint de jouer un rôle décisif dans le domaine social. Depuis une quinzaine d'années, l'âme du Comité, c'était son président, Emile Vuillemin, qui avait toujours voulu cantonner le Comité dans ses buts initiaux et n'avait accepté de signer la convention d'Arras que parce qu'il lui avait semblé impossible de faire autrement. Maintenir le Comité, c'était

(92) Arch. de la Cie de Vicoigne-Noeux, C A du 9-12-1891.

préparer la voie à de nouveaux accords ; le supprimer, c'était éliminer un instrument de dialogue. Vuillemin décida de choisir la voie de la politique de résistance contre le syndicalisme ouvrier, et en février 1892, il donna sa démission de président du Comité ; très rapidement, dès le mois d'avril 1892, son départ entraînait la dissolution du Comité. C'est en vain qu'en juin 1892, Léon Renard, président de la Compagnie de Vicoigne et Noeux, réunissait les membres de la commission nommée par le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais au moment de sa dissolution dans le but de préparer, si elle était jugée possible, la reconstitution sur de nouvelles bases de ce Comité ou d'un Comité analogue. L'accord ne pouvait se faire entre les compagnies sur le projet envisagé (93). Les charbonnages de la région du Nord, à la suite d'Emile Vuillemin, avaient préféré saborder l'association qui, depuis plus de trente ans, avait défendu leurs intérêts économiques, plutôt que de la voir évoluer en un élément de dialogue permanent avec les syndicats ouvriers.

La disparition du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'a pas manqué de contribuer à la léthargie du projet de canal du Nord : c'est en vain que durant son passage au ministère des Travaux Publics (3 décembre 1893 - 31 mai 1894), Charles Jonnart, député du Pas-de-Calais, a tenté de décider les sociétés intéressées à se réunir et à faire de nouvelles propositions

(93) La Croix d'Arras, 21-02-1892 ; La Petite République, 7-08-1895 ; Arch. de la Cie de Vicoigne-Noeux : C A des 6-04-1892 et 29-06-1892

relativement au canal (94).

Emile Vuillemin est demeuré président de l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais jusqu'en 1896, date à laquelle il a abandonné la direction de la Compagnie d'Aniche pour se consacrer, durant sa retraite, aux fonctions d'administrateur de la Compagnie. L'Union des Houillères a soutenu les Compagnies de Bruay et de Vendin qui ont connu des grèves partielles en janvier 1893 et a versé à ces sociétés les indemnités prévues. Les charbonnages ont pris grand soin de ne plus offrir de front commun officiel en face des revendications ouvrières. Lorsque s'est dessiné le grand conflit qui a éclaté en septembre 1893, Moché, secrétaire du syndicat des mineurs du Nord, s'est adressé à toutes les compagnies houillères du département pour leur présenter les demandes de son organisation. L'attitude des sociétés a été arrêtée dans une réunion commune tenue à Lille le 12 septembre 1893 : l'entente s'est faite sur un refus total, mais Vuillemin a pris bien soin de préciser qu'on ne répondrait pas aux lettres envoyées par les dirigeants des syndicats ouvriers : "il ne fallait pas admettre l'ingérence de ceux-ci dans les discussions avec les ouvriers des compagnies" ; un placard annonçant le refus a simplement été apposé par les différentes sociétés (95). La vive résistance des compagnies a provoqué l'échec complet de la longue grève menée du 10 septembre au 6 novembre 1893 dans la plupart des

(94) CARNOY, Dictionnaire biographique des hommes du Nord (1894), p. 192.

(95) Arch. de la Cie d'Aniche, C A du 14-09-1893.

charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais. Le refus de renouveler le dialogue de 1891, refus souligné par la disparition du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais quelques mois après la conclusion de l'accord d'Arras, s'était ainsi rapidement traduit dans les faits dès la renaissance d'un important conflit.

Le syndicalisme ouvrier très affaibli par l'échec de la grève générale de 1893, l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'a prélevé durant les années 1894 et 1895 qu'une partie des cotisations prévues. Toujours très attentive à l'action sur l'opinion, elle a créé à Lille en janvier 1895 un "bureau de développement de la presse régionale" alimenté par une cotisation particulière de 3 millimes par tonne extraite (96).

Durant la période 1873-1893, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'était ainsi consacré principalement à sa mission initiale, la défense des intérêts du bassin houiller dans le domaine des transports, il avait cru être proche d'un succès important lorsqu'en 1886, la Chambre des Députés avait adopté le projet de canal du Nord, mais l'opposition du Sénat l'avait fait rapidement déchanter et des dissensions internes avaient amené en 1889 les deux compagnies les plus importantes du bassin, Anzin et Lens, à se séparer des autres charbonnages. Quand, bien malgré lui, le Comité avait dû jouer un rôle essentiel dans les importants conflits nés avec le développement du syndicalisme chez

(96) Arch. de la Cie de Vicoigne-Noeux, C A du 17-01-1894.

les mineurs, il avait préféré se dissoudre plutôt que de continuer le dialogue avec les associations ouvrières. Une organisation issue du Comité, l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, conçue pour résister aux grèves, subsistait cependant et incarnait la ligne dure voulue par la majorité des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; son importance était cependant atténuée par l'abstention de Lens et d'Anzin, mais l'isolement de ces deux compagnies n'était pas dû à des divergences sur la politique à adopter, il tenait au poids du souvenir des dissensions apparues au sein du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

A la fin de 1892, la majeure partie des compagnies houillères de la région du Nord ne sont plus réunies sur le plan des organisations régionales que par l'Union des Houillères ; tous les efforts tentés pour constituer un syndicat de ventes ont échoué et le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a disparu. Presque toutes les sociétés régionales, y compris Lens et Anzin, se retrouvent cependant encore unies au sein du Comité Central des Houillères de France.

3. Les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais et le Comité Central des Houillères de France.

La formation du Comité Central des Houillères de France s'est amorcée dès 1883 mais ce n'est qu'en décembre 1892 que les statuts du Comité ont été officiellement déposés. Il n'entre pas dans notre propos de retracer l'histoire du Comité Central, mais

nous voudrions simplement souligner le rôle joué par les charbonnages de la région du Nord dans la genèse de l'organisation qui, à l'origine, n'a guère suscité d'enthousiasme dans le bassin septentrional . Ce n'est qu'avec beaucoup de réticences que la plupart des sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais se sont résignées à admettre la formation du Comité Central.

Le Comité des Houillères françaises reconstitué en 1851 avait vu son activité s'étioler peu à peu après la guerre de 1870-1871. La publication annuelle du volume : "Les Houillères en...." s'est arrêtée en 1872, et nous n'avons pas retrouvé la trace d'une activité du Comité après 1873. Ce n'est que dix ans plus tard que se réamorce le processus menant à la constitution d'une nouvelle organisation centrale des compagnies houillères françaises, aux structures beaucoup plus fermes que celles des associations précédentes.

En 1883, comme l'a souligné l'activité du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, les sociétés minières françaises ont été très préoccupées par les projets de lois relatifs à l'élection de délégués mineurs et à la création de caisses de secours et de retraites. Il s'est alors constitué à Paris au siège de la Société Anonyme des Mines de la Loire une "Commission d'étude pour les questions législatives concernant les mines" (97); le président en est Charles Tranchant, ancien conseiller d'Etat et

(97) L.J. GRAS, Histoire économique générale des mines de la Loire, t. II, p. 726 ; P. FRIDENSON, op. cit., p. 201.

administrateur des Mines de la Loire. La commission a un objectif nettement défini : préparer et coordonner les interventions auprès des députés et surtout des sénateurs, et sa mission semble ne devoir être que temporaire ; l'initiative de sa création n'est pas due à des sociétés de la région du Nord, mais à une compagnie du bassin de la Loire. D'emblée, la situation est donc différente de celle de 1840 et, dans une moindre mesure, de 1851, lorsque la Compagnie d'Anzin avait joué un rôle important dans la création des premières organisations nationales de l'industrie houillère française.

En juin 1888, la Commission d'étude se dissolvait pour céder aussitôt la place à une "Association pour la défense des droits et des intérêts des compagnies houillères". Le président de l'Association était Henry Darcy, président de la Société des Forges et Houillères de Châtillon-Commentry, et par ailleurs administrateur de la Société de Fourges. Ancien maître de requêtes au Conseil d'Etat, ancien préfet (il avait été en particulier préfet du Pas-de-Calais de juin 1874 à mars 1876), Henry Darcy était sorti de l'administration en 1877 pour se consacrer aux affaires et par sa formation et son expérience, il était tout désigné pour coordonner l'action des compagnies houillères dans la défense de leurs intérêts et essayer d'infléchir l'évolution de la législation. Le secrétaire de l'Association était Dujardin-Beaumetz, secrétaire général des mines de Carmaux. Dans une réunion préparatoire tenue à Paris en juin 1888 et à laquelle assistaient Danel

(Société de Lens) et Vuillemin (Compagnie d'Aniche), il était décidé de demander aux compagnies houillères de France une cotisation de cinq millimes par tonne extraite. Le 1er juillet 1886, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, qui regroupe encore tous les charbonnages de la région, engage ses membres à adhérer à la nouvelle Association de défense et à verser la contribution demandée (98) et effectivement toutes les sociétés houillères de la région du Nord ont donné leur adhésion à l'Association. Les circulaires de la nouvelle organisation soulignent que celle-ci suit surtout les travaux de la Chambre et du Sénat, mentionne ses interventions auprès des parlementaires, publie des informations sur les syndicats ouvriers français et étrangers (99). S'ils n'ont pas joué un rôle décisif dans les initiatives qui ont amené la renaissance d'une organisation centrale des sociétés houillères françaises, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, cependant n'ont à l'origine et à la suite d'Emile Vuillemin, président de leur association régionale, émis aucune réserve lors de leur adhésion à une organisation purement officieuse et dont les objectifs, comme la durée, pouvaient paraître limités. L'attitude de la plupart des sociétés de la région du Nord s'est faite plus réservée quand la forme et la portée de l'association centrale ont tendu à s'élargir considérablement.

(98) Arch. du C.C.H.F., réunion du Comité des Houillères du N.P.C. du 1-07-1887.

(99) Circulaires 1 à 60 du C.C.H.F. La circulaire n°46 du 29 janv. 1887 donne la liste des membres.

Le 10 mars 1887 avait lieu l'assemblée générale de l'Association de défense constituée en juin 1886. Parmi les 25 compagnies représentées se trouvaient celles d'Aniche, de l'Escarpelle, de Courrières et de Vicoigne ; un grand nombre de sociétés, dont Lens et Marles, avaient fait part de leur adhésion aux résolutions qui pourraient être prises. Le président, Henry Darcy, rappelait d'abord les buts du Comité : "diriger et au besoin redresser l'opinion publique sur la valeur des projets législatifs et autres ayant rapport aux mines". L'action menée avait surtout consisté jusque là en distributions de brochures et d'articles de journaux, et en "conversations avec les députés et les sénateurs sur la matière spéciale". Pour ses opérations, le Comité a encaissé environ 61 000 francs de cotisations et dépensé une somme de 20 000 francs (100) (somme qui, on peut le constater, était assez minime). Henry Darcy en venait ensuite au véritable objet de la réunion, la transformation de l'Association en Comité Central des Houillères de France, officiel et permanent : "il serait bon qu'à l'étude des questions de législation, que des circonstances exceptionnelles ont imposé d'urgence, il y a huit mois, à l'attention des Sociétés, se joignit l'étude des questions d'ordre économique qui demeurent toujours et que, suivant des exemples nombreux et probants, l'industrie houillère se constituât une représentation permanente, affirmant le concert des efforts communs devant les

(100) Arch. de la Cie d'Aniche, lettre de Bonnel à Vuillemin du 11-03-1887.

questions d'intérêts communs et investie de l'autorité que donnent la notoriété des personnes et un mandat public" (101). Une commission de 16 membres, présidée par Darcy et comprenant notamment Léonard Danel (Lens), Firmin Rainbeaux (Marles), Emile Vuillemin (Aniche) et Anatole Lebrun de Sessevalle, directeur général de Fourchambault-Commentry et administrateur d'Aniche, serait chargée de préparer les statuts de l'association. En attendant l'adoption de ces statuts par les sociétés adhérentes, le Comité percevrait une cotisation de quatre millimes par tonne, ce qui, compte tenu de la baisse de la production, lui permettrait de disposer d'environ 60 000 francs par an. Les propositions du président étaient adoptées à l'unanimité par les membres présents. On peut donc considérer que le Comité Central des Houillères de France, comme organisme de fait, est né le 10 mars 1887.

Mais l'unanimité qui s'était manifestée lors de la réunion de Paris se lézardait rapidement. Dès sa séance du 1er avril 1887, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais décidait d'avertir prudemment H.Darcy de ses réserves ; dans une lettre au président du Comité Central du 7 avril 1887, le bureau du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais indiquait que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais avaient décidé de différer leur réponse, qui dépendrait de leurs conseils d'administration "d'autant plus qu'il leur a paru que les conditions dans

(101) Arch. du C.C.H.F., P V de l'A G du 10-03-1887.

lesquelles fonctionnerait à l'avenir cette association (le Comité Central) différaient essentiellement de l'idée qui avait présidé à sa constitution originaire, puisqu'il s'agit maintenant de substituer à une oeuvre de défense commune, mais limitée à des besoins et à des objets déterminés un comité central permanent dont l'institution n'était point entrée au début dans la pensée des adhérents" (102). Le Comité du Nord et du Pas-de-Calais indiquait ainsi sa préférence pour une organisation semblable à l'Association de défense de 1886, chargée seulement de suivre la législation en cours d'élaboration.

Les premiers statuts envisagés pour le Comité Central des Houillères prévoyaient simplement la formation d'une association sans aucune référence à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, loi conçue en fonction des associations ouvrières. Mais à l'usage, il semble que les rédacteurs des statuts aient pensé qu'il y aurait plus d'avantages que d'inconvénients à donner au Comité Central une existence officielle, conforme à la loi de 1884. Dès le 14 juin 1887, Darcy proposait aux compagnies houillères françaises des statuts selon lesquels le Comité Central des Houillères de France serait institué "conformément à la loi sur les syndicats professionnels du 21 mars 1884" (art. 1). Dans une circulaire d'accompagnement, le président du Comité soulignait que l'association "aura de la sorte une existence légale et une autorité plus certaine devant l'opinion et les pouvoirs publics"(103).

(102) Arch. du C.C.H.F.

(103) Arch. du C.C.H.F. ; circulaire n°75 du 14-06-1887 ; projet de statuts.

La référence à la loi de 1884 ne faisait qu'accen-
tuer la réserve de la majorité des charbonnages de la région du
Nord. Lors de la réunion du Comité des Houillères du Nord et du
Pas-de-Calais, tenue à Douai le 22 juin 1887, seuls les représen-
tants des Compagnies d'Anzin, de Marles et de Dourges se montraient
favorables à l'adoption des propositions du bureau du Comité
Central : Darcy était administrateur des Mines de Dourges, sensi-
bles à son influence ; Rainbeaux, administrateur de Marles, retrouvait
souvent ses collègues à Paris ; quant à la Compagnie d'
Anzin, plus intégrée que les autres charbonnages régionaux au
capitalisme national, elle avait toujours été favorable à la cons-
titution et à l'action de puissantes organisations centrales.
Mais sous l'influence d'Emile Vuillemin, les autres directeurs
de Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais décidaient de s'en tenir
au vœu du simple maintien de l'Association de défense créée en
1886.

Il semble que jouait entre autres la crainte de
trouver les charbonnages de la région du Nord en minorité dans un
Comité appelé sans doute à se prononcer sur des questions de
transports puisque l'article 2 des statuts proposés donnait pour
objet, très large, à l'association "l'étude et la défense des
intérêts communs des participants", en outre l'article 6 envisa-
geait la répartition des adhérents en quatre circonscriptions (dont
une comprenant le département du Nord et du Pas-de-Calais) élisant
des membres du Conseil en fonction de leur extraction, mais il était

précisé qu'aucune circonscription ne pourrait avoir un nombre de représentants supérieur à la moitié du nombre total des administrateurs ; cette précaution visait évidemment le Nord et le Pas-de-Calais. Peut-être le souvenir de l'indépendance qu'avait connue sous le Second Empire le comité de la région du Nord par rapport au comité national pesait-il encore sur les réserves présentes de certains dirigeants.

La peur de susciter des réactions défavorables dans l'opinion publique et les associations ouvrières, de rendre plus aisée l'action des pouvoirs publics vis-à-vis des charbonnages semble cependant le motif essentiel de l'opposition d'Emile Vuillemin et de ses collègues à la création d'un Comité central régi par la loi de 1884 : "L'idée d'emprunter la forme d'un syndicat professionnel paraît à plusieurs membres pleine de dangers. L'unité permanente et générale, de tous les exploitants de mines de houille de France constituant à Paris un syndicat de patrons pour l'étude et la défense de tous les intérêts communs des participants peut être la justification de coalitions opposées et être la source de mesures dont ne sont pas à l'abri des concessionnaires". Enfin, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais affirmait sa préférence pour le "maintien absolu et sans changement du mandat donné en 1886 à l'Association" : "l'action officieuse, discrète, de l'Association de défense agissant par la Presse et par ses influences personnelles auprès des pouvoirs publics n'a rien à gagner en résultats sérieux à se voir substituer l'action officielle et publique

d'un syndicat de patrons, point de mire évident d'attaques inévitables" (104).

Les réticences de la plupart des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais irritaient beaucoup Henry Darcy, qui exprimait son courroux avec verve et vivacité dans une lettre adressée en juillet 1887 à Siméon Agnial, directeur de la Compagnie de Vicoigne et Noeux : "Nous ne comprenons rien à ce que vous faites dans le Nord. Nous voudrions savoir si les considérations exprimées dans le procès-verbal de votre dernière séance du comité des houillères sont des prétextes ou des motifs. Si on ne veut plus d'association, qu'on le dise donc sans ambages ; si c'est telle ou telle disposition des statuts que l'on critique, qu'on s'en explique en commun, et en ce cas je suis certain qu'on se reconcilierait, car nos statuts nous laissent aujourd'hui exactement ce que nous étions fier ; ils n'ont d'autre objet que de nous soustraire aux recherches du commissaire de police et nous permettre de causer avec le gouvernement sans mettre de faux nez". Le président du Comité central soulignait aussi combien serait lâche la discipline que s'imposeraient les compagnies adhérentes : "Il ne vous plaît plus de causer tarifs ? Nous n'en causerons pas, car nous n'avons pas d'instruments de torture pour vous faire parler malgré vous. S'il y a une minorité dans nos délibérations, elle restera toujours maîtresse de sa pensée et de son action, car nous n'aurons pas les moyens de la séquestrer ; et si la majorité tentait d'extorquer

(104) Arch. du C.C.H.F. , P V de la réunion du C.H.N.P.C. du 22-06-1887.

une décision, la minorité le punirait en s'en allant". Darcy invitait donc les charbonnages de la région du Nord à chasser "tous ces vains fantômes" et à faire "ce que font toutes les industries françaises et étrangères" (105). Par cette phrase, il faisait sans doute allusion aux organismes allemands et aussi au Comité des Forges dont l'assemblée générale du 5 mai 1887 venait de modifier les statuts pour placer le Comité sous le régime "des syndicats professionnels" institué par la loi de 1884 (106).

Les statuts proposés par le bureau du Comité Central des Houillères prévoyaient que le Comité fonctionnerait à compter du 1er janvier 1888 pour une durée de trois ans renouvelable. Dès janvier 1888, la Compagnie d'Anzin acceptait les statuts et décidait d'adhérer au Comité Central (107). Ce comité doit cependant l'essentiel de sa force à l'adhésion des compagnies houillères du Massif Central. Fait significatif, c'est Ed. Bruner, ingénieur civil des mines, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, qui a été choisi comme secrétaire général du Comité : fils du fondateur de la Société de l'Industrie minérale, il a conservé des liens étroits avec les charbonnages de la Loire. La majorité des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais se montrent beaucoup plus réservées qu'Anzin, même si le Comité approuve certaines de leurs initiatives. C'est ainsi qu'en mai 1891, le Comité Central propose

(105) Arch. du C.C.H.F., lettre de Darcy à Agniel du 3-07-1887.

(106) G. GIRAULT, Le Comité des Forges, p. 14.

(107) Arch. de la Cie d'Anzin, C A de janv. 1888.

d'organiser quatre associations contre les grèves sur le modèle allemand qu'Ed. Gruner a beaucoup contribué à faire connaître, et en partant de l'organisation du Nord-Pas-de-Calais déjà formée; en plus de celle-ci, il y aurait une association dans la Loire ("en formation"), une autre pour le Gard, Carmaux et Decazeville et une enfin pour le Centre. L'exemple de la région du Nord ne paraissait pas suffisant à toutes les compagnies puisqu'à une lettre de Gruner, Chalmeton répondait que sa société, la Compagnie de Bessèges (Gard) était hostile à la création d'une association contre les grèves "qui ne peut que révéler la scission patrons-ouvriers et faire croire au personnel que la classe qui possède est indifférente à son sort" (108). On peut considérer que les années 1887 et 1888 correspondent au début du Comité Central des Houillères de France dans sa nouvelle forme, mais les réticences des compagnies du Nord et du Pas-de-Calais ont retardé jusqu'en 1892 la naissance officielle du Comité : les statuts du Comité n'ont été adoptés que par l'assemblée générale du 2 décembre 1892, assemblée à laquelle les compagnies de la région du Nord ont participé. Finalement, celles-ci acceptaient que le Comité fût constitué selon les termes de la loi de 1884. La cotisation annuelle ordinaire serait de 50 000 francs seulement à répartir entre adhérents proportionnellement au tonnage extrait ; les cotisations extraordinaires seraient votées par l'assemblée générale. On avait renoncé, ce qui était favorable à la région du Nord, à une représentation par bassins et chaque société pouvait être représentée par un ou

(108) Arch. du C.C.H.F., de assurances contre les grèves.

plusieurs délégués à raison d'une voix par 100 francs de cotisation payée. Les propriétaires de mines autres que des houillères pouvaient sur leur demande et moyennant une cotisation annuelle de 100 francs, être agréés par le bureau et autorisés à prendre part, mais avec une voix consultative seulement, aux assemblées générales ordinaires et aux réunions ordinaires du Comité où seraient discutées les questions d'intérêt commun à toute l'industrie minière. Enfin des membres honoraires, versant une cotisation de 25 francs, pourraient assister aux séances du comité sur convocation spéciale (109).

L'adoption des statuts, l'adhésion massive des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais renforce considérablement en 1892 l'audience du Comité Central des Houillères de France qui groupe à la fin de l'année la grande majorité des charbonnages français, ainsi que plusieurs sociétés métallurgiques, associées conformément aux statuts. Dès 1883 s'était amorcé le processus qui, précipité à partir de 1886, avait abouti en mars 1887, à l'organisation du Comité Central des Houillères de France, Comité définitivement structuré en 1892 avec l'adoption définitive des statuts et l'adhésion des compagnies houillères de la région du Nord. Une décennie avait donc été nécessaire pour assurer la genèse difficile d'une nouvelle association commune aux charbonnages français et la majorité des sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais avaient contribué beaucoup plus à ralentir qu'à accélérer l'évolution.

(109) Comité Central des Houillères de France, statuts (BN : 4° W 17 237).

Les grands conflits qu'avaient connus en 1891 les charbonnages de la région du Nord n'avaient pu manquer d'inciter ceux-ci à surmonter en définitive leur répugnance à se plier à la discipline, pourtant fort souple, d'une association nationale. Effectivement, lors de la grande grève qui a affecté, durant l'automne de 1893, la plupart des compagnies du Nord et du Pas-de-Calais, le Comité Central des Houillères de France a apporté son appui à ses membres en difficulté. Instruit par l'expérience de la Convention d'Arras, il a pris cependant la précaution d'éviter d'apparaître officiellement en cause. A propos des avis qu'il communiquait aux journaux, le Comité Central indiquait dans une "note très confidentielle" aux compagnies : "Nous n'avons pas besoin de vous donner l'assurance que conformément à une constante pratique et à des résolutions sanctionnées par une longue expérience, l'action de notre Comité s'exercera dans des conditions d'absolue discrétion. Notre mission officielle se limite à l'examen des questions d'ordre technique ou législatif. Il serait périlleux à tous égards, au point de vue de nos rapports avec les administrations publiques, ainsi qu'avec les ouvriers, comme aussi de l'effet à produire sur l'opinion publique dans des questions de cette nature que notre intervention prît officiellement et publiquement l'apparence d'une action collective". De même lorsque le 17 décembre 1893, le Comité Central adressait un dossier sur les conséquences de la grève au Ministre des Travaux Publics Jonnart, il ne manquait de rappeler à celui-ci qu'il n'existait "à titre tout à fait officieux : le comité a été institué pour étudier les questions d'ordre technique, commercial et législatif d'intérêt

commun, il n'intervient pas dans les questions entre les membres et les ouvriers" (110). Ainsi, malgré son intervention évidente dans les problèmes sociaux, le Comité Central des Houillères de France tenait soigneusement à sauvegarder son apparente neutralité ce souci de clandestinité devait demeurer une constante de son action.

La position du Comité Central des Houillères était également adoptée par son homologue, le Comité des Forges. La parenté des intérêts avait même incité en 1890 les deux comités à envisager leur fusion, mais le projet n'avait pas abouti. Les relations entre les deux organisations n'en demeuraient pas moins très faciles, ne serait-ce que parce que toutes les deux siégeaient alors à la même adresse, 3, rue Scribe, à Paris (111) et surtout parce qu'elles comptaient de nombreux membres communs, à commencer par le propre président du Comité Central des Houillères de France, Henry Darcy. L'influence du Comité des Forges sur l'industrie métallurgique française semble avoir été cependant beaucoup plus importante que celle exercée par le Comité Central des Houillères sur l'industrie charbonnière. Cette disparité tient d'abord à la pérennité de l'institution du Comité des Forges depuis 1864 alors que l'association centrale des houillères a connu un long hiatus après 1873. Sa continuité a permis au Comité des Forges de favoriser la création du Comptoir de Longwy en 1876 pour la vente des

(110) Arch. du C.C.H.F., dr de la grève de 1893.

(111) Annuaire des syndicats professionnels, année 1893.

fontes lorraines (en marge du Comité mais en liaison officieuse avec lui), de fonder plusieurs comités régionaux, dont en avril 1891 le Comité des Forges du Nord siégeant à Valenciennes (Comité qui semble n'avoir eu que très peu de relations avec le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais) et aussi de réviser quelque peu la législation en créant en juin 1891 une caisse d'Assurance mutuelle contre les accidents du travail et en mars 1894 une caisse de retraites ouvrières (112).

Par suite de ses débuts difficiles, de sa nouveauté et aussi sans doute d'une moindre intégration économique de l'industrie charbonnière, le Comité Central des Houillères de France ne pouvait exercer sur ses membres à la fin du XIX^{ème} siècle une emprise comparable à celle assurée par le Comité des Forges. Il ne pouvait en particulier susciter la formation de syndicats de vente par bassins et l'industrie houillère française, de ce fait, présente un important décalage par rapport à l'industrie similaire allemande: depuis les années soixante-dix, des ententes provisoires pour les prix et les ventes ont réuni temporairement des producteurs allemands plus ou moins nombreux et surtout en février 1893, la majorité des charbonnages rhénan-westphaliens ont réussi à se regrouper en un syndicat unique de vente (Rheinisch-Wesphälisches Kohlen-syndikat, R.W.K.) ayant son siège à Essen, et constitué en société par actions (113). En 1895, les charbonnages français présentent

(112) G. GIRAULT, op. cit., pp. 16, 17 et 25.

(113) Maurice BAUMONT, La grosse industrie allemande et le charbon (Paris, 1920, 754 p.), Chap. V, en partie, pp. 255-261.

donc une organisation moins avancée que leurs concurrents allemands, dont ils tendent pourtant à s'inspirer, et aussi que les sociétés métallurgiques françaises. Si la Compagnie d'Anzin a joué un rôle fort important dans l'Union des Houillères françaises, durant les années quarante, en revanche les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais n'ont ensuite guère fait que suivre le mouvement qui a abouti à la création du Comité des Houillères françaises puis du Comité Central des Houillères françaises. Leur préférence allait aux organisations régionales, soucieuses de défendre leurs intérêts particuliers, tant sur le plan économique que sur le plan social, ce qui d'ailleurs n'allait pas, ici aussi, sans fréquents tiraillements. Le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'est même dissous en avril 1892 pour éviter d'avoir à maintenir un dialogue avec les syndicats ouvriers. En 1895, comme trait d'union entre les charbonnages de la région du Nord subsistait seulement une association contre les grèves, l'Union des Houillères, et en plus alors que les ententes sur les prix n'avaient durant tout le XIXème siècle concerné que des charbonnages en nombre extrêmement restreint, concluant des accords strictement particuliers, depuis 1892, la plupart des directeurs de charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais se retrouvent dans des réunions régulières pour débattre en commun des prix, sans cependant avoir encore réussi à fonder un cartel de vente, moins encore un véritable syndicat de vente comme dans la Ruhr. Une tâche importante semble d'ailleurs s'imposer à eux : reconstituer un "groupe de pression" remplaçant le défunt Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

- C H A P I T R E V -

*LES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS
ET LES ORGANISATIONS PATRONALES DE DEFENSE
CORPORATIVE ET SOCIALE (1895-1914) .*

**I.- Les associations régionales des charbonnages du Nord et du
Pas-de-Calais.**

1. L'Union des Houillères du N. P.C.
2. Les délégations patronales.
3. La Chambre des Houillères du N. P.C.

**II.- Les charbonnages du N.P.C. et le Comité Central des Houillères
de France.**

CHAPITRE V

LES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS ET LES ORGANISATIONS PATRONALES DE DEFENSE CORPORATIVE ET SOCIALE (1895-1914) .

A la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle, on a assisté en France à un foisonnement de cartels et d'ententes dans de nombreux secteurs industriels et à un renforcement sensible des associations patronales destinées à assurer la défense des intérêts généraux de leurs mandants et à présenter des fronts unis vis-à-vis de syndicats ouvriers souvent en plein développement. Pour les charbonnages de la région du Nord, le fait essentiel de la période se situe sur le plan économique avec la formation d'un cartel régional en 1901, cartel si important qu'il mérite d'être étudié en détail. Mais pour assurer leur défense corporative et sociale, les sociétés houillères ont également maintenu, reconstituées ou créées, des organisations assez solides : l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, le Service, les comités sociaux ont obligé les charbonnages à présenter des délégations patronales unies et une Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, après un hiatus de près de dix années, a pu jouer, à partir de 1897, le rôle antérieurement tenu par les comités régionaux. Enfin, les charbonnages ont maintenu leur adhésion au Comité Central des Houillères de France.

I. LES ASSOCIATIONS REGIONALES DES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS .

1. L'Union des Houillères du N.P.C.

La dissolution du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais en 1892 s'expliquait essentiellement par la volonté du président et de plusieurs membres du Comité de ne pas laisser subsister un organisme pouvant apparaître comme un moyen de dialogue avec les syndicats ouvriers ; la formation d'une Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais en mars 1891, Union issue du Comité mais maintenue après le sabordage de celui-ci, correspondait à la même attitude dure.

Après la grève de 1893, l'Union des Houillères s'est maintenue grâce à un renouvellement triennal de l'adhésion de ses membres. Jusqu'en 1897, elle a même constitué la seule association réunissant encore les charbonnages régionaux et Emile Vuillemin en a conservé la présidence jusqu'en janvier 1898, date à laquelle il a démissionné et a été remplacé par son successeur à la direction de la Compagnie d'Aniche, Paul Lemay (1). Lorsqu'en 1897, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'est reconstitué sous la forme d'une Chambre des Houillères, l'Union des Houillères a tenu ses réunions dans les locaux de cette Chambre, soulignant ainsi les liens officiels entre les deux organisations, liens semblables à ceux qui avaient uni le Comité et l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

(1) Arch. Cie d'Aniche, C A du 26-01-1898.

Le nombre des sociétés adhérentes à l'Union des Houillères a varié en fonction des conflits sociaux : après l'échec de la grève de 1893, qui a affaibli considérablement le syndicalisme ouvrier, il est tombé à 10 en 1894, mais il est remonté à 16 dès 1895 et il s'est maintenu à peu près constamment à ce niveau jusqu'en 1907 (2). Dès 1897, Lens a rejoint l'Union des Houillères mais lorsqu'en janvier 1900, celle-ci a lancé un appel à toutes les sociétés non-adhérentes, la Compagnie d'Anzin n'a pas répondu et s'est contentée dans son isolement (3). Au début du XXème siècle, l'Union des Houillères regroupait ainsi la très grande majorité des sociétés régionales : seules demeuraient en dehors de l'association une des deux compagnies les plus puissantes du bassin, Anzin, et les charbonnages les moins importants : Crespin Nord, Thivencelles, Azincourt et La Clarence (4). Les abstentions se situaient ainsi aux deux extrêmes de la hiérarchie des compagnies et réunissaient les compagnies les plus réticentes envers toute action concertée à l'échelon régional et qui étaient soucieuses de préserver leur totale liberté d'action. Traditionnellement la Compagnie d'Anzin n'avait accordé qu'un intérêt limité aux associations régionales, avec lesquelles elle était d'ailleurs souvent en profond désaccord, et sa puissance même lui permettait de pouvoir envisager de résister seule à d'importants conflits,

(2) Annuaire des syndicats professionnels et ADN, M 596/1.

(3) Arch. Cie d'Anzin, C A de janv. 1900.

(4) Arch. du Comité Central des Houillères de France (C.C.H.F.), de assurances contre les grèves.

malgré la renaissance du syndicalisme ouvrier. En revanche, l'absence de petits charbonnages peut sembler paradoxale : l'Union des Houillères n'était-elle pas née pour affermir les possibilités de résistance de ses membres ? En réalité : les petits charbonnages préféraient ne pas disposer d'indemnités lors des grèves plutôt que de voir l'Union intervenir dans leurs affaires : en effet, l'assemblée générale de l'association avait à juger, dès le début d'une grève, du bien fondé de la résistance opposée par la compagnie en cause aux réclamations des grévistes ; et surtout, les petites sociétés dissidentes entendaient ne pas être liées par les accords de salaires négociés au niveau du bassin par les représentants patronaux et ouvriers. C'est donc le désir de maintenir une politique de salaires autonome, non alignée sur celle des puissants charbonnages, qui explique la méfiance des petits charbonnages vis-à-vis de l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

Durant la relative accalmie qu'a connue le bassin houiller de la région du Nord de 1893 à 1900, l'Union des Houillères a été amenée à diminuer le montant de la cotisation annuelle ou même à suspendre la perception de celle-ci : c'est ainsi qu'en mars 1896, les sociétés adhérentes se sont imposées une cotisation de deux centimes par tonne extraite pour l'année 1896, mais cette cotisation, dont les sociétés se trouvaient débitées, ne devait être versée que si les circonstances l'exigeaient (5).

(5) Arch. Cie de Vicoigne-Noeux (V.N.O.), dr C A de mars 1896.

La renaissance d'importants conflits en 1900 a obligé l'Union des Houillères à modifier son règlement intérieur, en portant l'effort principal sur les grèves affectant une grande partie du bassin. Par rapport au règlement de 1891, les principales modifications ont été en 1900 les suivantes : Deux sortes de cotisations pouvaient être perçues ; l'une, ordinaire, était fixée au taux des années précédentes, soit deux centimes par tonne extraite, l'autre, extraordinaire, pouvait atteindre jusqu'à huit centimes par tonne, le montant maximum des versements à effectuer ne pouvant excéder dix centimes par tonne durant la même année ; l'appel de la cotisation annuelle de deux centimes était suspendue sans rappel d'une année sur l'autre, lorsque deux années totales étaient restées sans emploi. En ce qui concernait les indemnités versées par l'Union, celles-ci variaient suivant la plus ou moins grande extension de la grève. Lorsque la grève frappait moins de la moitié des compagnies réunies ou des compagnies représentant moins de la moitié du tonnage total de l'Union, l'allocation prévue était de 1,50 F par tonne non extraite tant que l'extraction n'avait pas atteint les deux tiers de la production normale antérieure et elle était prélevée sur la cotisation ordinaire. Quand au contraire la grève atteignait plus de la moitié des compagnies adhérentes ou des compagnies extrayant la moitié au moins du tonnage total de l'Union, l'allocation était seulement de un franc au maximum par tonne non extraite tant que l'extraction n'avait pas atteint les deux tiers de la normale, elle était prélevée sur les fonds provenant des

cotisations extraordinaires ; si toutefois, ces fonds étaient insuffisants pour allouer un franc à la tonne, l'indemnité était réduite proportionnellement. Dans tous les cas, la compagnie atteinte avait encore droit à une indemnité pécuniaire payée à concurrence de la moitié des dégâts matériels causés aux installations du jour par la grève (6). Ainsi, par rapport à 1891, les modifications apportées au règlement diminuaient l'importance des indemnités versées, mais la perception de cotisations extraordinaires permettait de mieux faire face aux grèves générales du bassin.

C'est en fonction du règlement intérieur ainsi remanié qu'ont été versées les indemnités aux compagnies plus ou moins atteintes par les conflits généraux ou partiels de 1902 à 1906. Mais comme en 1891, quand une grève atteignait la majeure partie des compagnies, le jeu des cotisations et des indemnités se traduisait par une compensation qui n'apportait qu'une aide d'importance secondaire aux sociétés particulièrement atteintes. Voici par exemple la façon dont s'est opérée la répartition des indemnités dues aux compagnies du Nord et du Pas-de-Calais pour la grève générale d'octobre-novembre 1902 : les 15 sociétés adhérentes avaient en 1901 extrait 14 538 061 tonnes. L'appel de la cotisation extraordinaire de huit centimes par tonne extraite fournissait un montant de 1 163 044 francs alors que l'indemnité globale à allouer, à raison de 1,50 F par tonne, aurait dû être de 1 563 640 francs ;

(6) Arch. du C.C.H.F., de assurances contre les grèves : règlement intérieur de l'Union des Houillères N.P.C. à la fin de 1901.

les fonds recueillis ne permettaient donc de verser que les trois quarts de l'indemnité prévue et le jeu des compensations aboutissait simplement à ce que sept compagnies (dont Aniche, Béthune, Bruay, Vicoigne-Noeux) eussent à verser une somme de 37 236 francs à huit autres compagnies (dont Dourges, Escarpelle, Lens et Liévin) (7). Par rapport aux pertes évaluées en fonction des allocations à allouer, les indemnités effectivement perçues par les compagnies les plus touchées étaient donc assez faibles, mais la solidarité des compagnies était renforcée par leur appartenance à une organisation de défense et les pertes se trouvaient partiellement égalisées.

En mars 1906, l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, étant arrivée à la fin d'une période triennale d'engagement, obtenait l'adhésion des 15 sociétés membres pour une nouvelle période de trois ans. Mais le règlement des indemnités versées pour l'importante grève qui a suivi la catastrophe de Courrières a été le dernier effectué par le biais de l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais : l'importance croissante prise par le Comité Central des Houillères de France et le développement des associations contre les grèves dans les différents bassins français ont amené en janvier 1907 le Comité Central à regrouper sous son égide les différentes organisations régionales ; aussi en mars 1907, l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais était-elle

(7) Arch. du C.C.H.F., fr assurances contr. les grèves.

liquidée, les fonds disponibles étant répartis entre les sociétés membres au prorata de leurs versements : pour sa part, la Compagnie de Vicoigne-Noeux recevait une somme de 30 561 francs, à laquelle s'ajoutait une indemnité de 18 196 francs pour la grève de 1906 (C).

En ce qui concernait les associations contre les grèves, une étape s'achevait en 1906, étape qui avait vu s'affirmer, sur le seul plan régional, la solidarité financière, d'ailleurs assez peu efficace, des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais dans la répartition des pertes provoquées par les conflits sociaux. Elle faisait place à une entraide élargie au plan national, mais d'importants liens, purement régionaux, continuaient à se maintenir ou à se nouer.

2. Les délégations patronales.

La conclusion de la première convention d'Arras en 1891 n'avait été possible que grâce à l'existence de deux organisations capables de représenter la majorité des compagnies houillères de la région du Nord et celle de leurs ouvriers : le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais. La dissolution du Comité des Houillères en 1892 et l'affaiblissement du syndicalisme ouvrier après 1893 ne laissaient plus provisoirement la place qu'à l'Union des Houillères, instrument de résistance. A la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle, dialogues et conflits n'ont cessé de reprendre et de se succéder dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais : périodique-

(C) Arch. Cie de V.N.D., C A du 15-04-1907.

ment, soit de plein gré, soit sous la pression de grèves, les sociétés houillères ont accepté de signer de nouvelles conventions avec les représentants ouvriers. Mais elles ont pris le soin de ne pas se retrouver dans la situation de 1891 ; elles ont voulu surtout éviter d'institutionnaliser le dialogue en fournissant un interlocuteur constant aux syndicats ouvriers : les accords n'ont été conclus que par des délégations patronales présentées comme exclusivement temporaires alors qu'en fait celles-ci tendaient à fonctionner comme une institution permanente.

En 1890, la renaissance du syndicalisme ouvrier et la création de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais peuvent paraître à nouveau ouvrir la voie à des accords négociés entre représentants ouvriers et patronaux. A la suite du congrès des ouvriers mineurs du Pas-de-Calais, Basly écrit à Danel, président de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais pour lui exposer les revendications de son syndicat. Danel, président de Lens, fait d'abord une fausse manœuvre puisqu'il répond à Basly qu'il transmet sa lettre aux membres du Comité. Ceci provoque immédiatement les protestations de plusieurs compagnies, qui soulignent que la Chambre n'a pas à s'occuper de ce genre de questions et Reumaux lui-même, directeur de Lens, le rappelle à son président. Aussi la Chambre des Houillères se déclare-t-elle incompétente : d'après ses statuts, il lui est formellement interdit de s'occuper des questions de salaires et son action doit se borner aux relations avec les pouvoirs publics. Danel n'en suscite pas moins discrètement

de Lille, réunion qui, devant la modération des revendications présentées, accepte d'envoyer une délégation patronale rencontrer une délégation ouvrière à Arras (8). Lors de l'entrevue qui s'ensuit à Arras le 20 septembre 1898, la Compagnie d'Anzin, bien qu'appartenant à la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, continue, comme durant la période 1889-1893, à ne pas se faire représenter ; pourtant son abstention antérieure s'expliquait par son départ du Comité régional des Houillères, Anzin maintient donc une position que rien ne justifie plus, si ce n'est peut-être une volonté d'apparaître comme une Compagnie à part, concernée moins vivement que les autres sociétés. Le délégué ouvrier d'Anzin, Caron, peut cependant déclarer qu'il a vu la veille A.François, le directeur général d'Anzin, qui lui a promis que sa compagnie se conformerait aux décisions de la réunion (10). La seconde convention d'Arras signée alors mentionnait qu'une nouvelle rencontre aurait lieu en avril 1899. Celle-ci était précédée de plusieurs réunions des directeurs de Compagnies à Lille ; on en arrive ainsi pratiquement à la formation d'une "Commission des Houillères" élue par les directeurs des Compagnies et chargée de préparer les rencontres avec les syndicats ouvriers. Cette Commission, présidée par Auguste Lavaurs, directeur de Courrières, comprend huit membres, dont les directeurs de Lens

(9) Arch. Soc. de Lens, C A du 12-09-1898.

(10) Ed. LOZL, Conciliation et arbitrage dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, 1893-1899 (Paris et Nancy, Berger-Lavraut, 1899, 8°, 80 p.), p. 49 et p.76.

et d'Aniche, et elle soumet ses propositions à une réunion générale des directeurs du Nord et du Pas-de-Calais, réunion qui décide de la position à adopter. Des contacts sont pris avec Anzin, ce qui permet à Lavaurs d'annoncer aux délégués ouvriers, lors de l'entrevue d'Arras du 14 avril 1899, que la Compagnie d'Anzin s'est engagée d'avance à accepter les décisions de la réunion ; en revanche, les petites compagnies de Ferfay et de Crespin ont déclaré réserver leur liberté d'action. La troisième convention d'Arras est suivie quelques mois plus tard, le 25 octobre 1899, de la signature d'une quatrième convention, préparée par la même procédure : à nouveau, Anzin avait promis d'accepter ce que décideraient les autres compagnies et les sociétés de Crespin et de Ferfay continuaient à faire bande à part (11).

La formation et le maintien de la "Commission des Houillères" s'étaient jusque là effectués en période d'accalmie sociale. La Commission a pourtant poursuivi son action lorsqu'il s'est agi de régler par un accord l'importante grève d'octobre-novembre 1900 : "les pouvoirs donnés antérieurement au comité élu pour discuter, en cas de grève les questions de salaires avec les délégués ouvriers ont été maintenus dans une réunion des représentants des Houillères du Pas-de-Calais (12).

(11) COMITE CENTRAL DES HOUILLERES DE FRANCE, Les conventions d'Arras 1893-1902 (Paris, 1906, 8°, 46 p.), pp. 11-12 et pp. 19-20.

(12) Arch. Cie V.N.D., C A du 29-10-1900.

Lors de la grève générale d'octobre-novembre 1902, les représentants patronaux prenaient à nouveau grand soin de présenter leurs délégations comme exclusivement temporaires ; le 2 novembre 1902, une délégation de la Fédération des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais demandait une nouvelle entrevue à Lavaurs, "président du Comité des Houillères du Pas-de-Calais" mais celui-ci répondait qu'il avait seulement présidé la délégation patronale d'Arras le 31 octobre et que cette délégation n'existait plus; de nouveaux pourparlers ne pouvaient être engagés (13). Une entrevue avait pourtant lieu le 31 décembre 1902 entre une délégation ouvrière et une délégation patronale présidée par Lavaurs (Courrières) et comprenant Reumaux (Lens), Simon (Liévin), Bailly (Marles), Tacquet (Meurchin) et Buchet (Ostricourt) (14). Lorsqu'en octobre 1903, le Comité de la Fédération régionale du Nord et du Pas-de-Calais demande à Lavaurs de convoquer le "Comité des Houillères", le président de l'ancienne délégation patronale répond que la Chambre des Houillères est incompétente, qu'il a pu seulement transmettre la proposition aux diverses compagnies et que celles-ci ont refusé l'entrevue demandée (15).

Dans les rencontres qui ont eu lieu pendant la violente grève générale du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, qui, en 1906, a suivi la catastrophe de Courrières, c'est Elie Reumaux, directeur de Lens, qui a joué le rôle prépondérant dans

(13) Pierre MACQUERON, L'oeuvre du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais (Lille, Camille Robbe, 1904, 1^{er}, 231 p.), pp. 127-128.

(14) Benoît DUQUESNE, Les conventions d'Arras relatives au salaire des mineurs (Lille, Impr. Sautai, 1906, 8^o, 206 p.), p. 83.

(15) COMITÉ CENTRAL DES HOUILLÈRES DE FRANCE, Les conventions d'Arras, p. 34.

les délégations patronales ; c'est ainsi qu'il a présidé la délégation qui le 14 avril 1906 a rencontré les délégués ouvriers à Paris au ministère des Travaux Publics (16). Jean Casimir Perrier, président de la Compagnie d'Anzin qui a renoncé à son attitude particulariste et Henry Darcy, président de Dourges (et par ailleurs président du Comité Central des Houillères de France) faisaient pourtant partie de la délégation.

L'accord conclu en 1906 était prorogé en juin 1907 et en juin 1909, Elie Reumaux et A. François, comme directeurs des deux plus puissantes compagnies du bassin, jouant un rôle décisif dans les délégations patronales. E. Reumaux et L. Champy, le nouveau directeur d'Anzin (François ayant été nommé administrateur) ont continué à exercer une influence prépondérante lors des rencontres de juin 1911, d'août 1912 et de novembre 1913 ; les modestes compagnies de Flines-les-Roches, de Ferfay-Cauchy, de Thivencelles et la petite société de Crespin, celle-ci dominée par le Wendel, n'étaient pas représentées lors de l'entrevue du 26 août 1912 (17).

Ainsi, à la fin du XIX^e siècle et jusqu'à l'entrée en guerre de 1914, il y a eu sur le front social une institution patronale de facto qui a fonctionné dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais et a permis la conclusion des accords séparés avec les syndicats ouvriers : la fondation d'une entente sur

(16) C.C.H.F., loc. cit., p. 37.

(17) La Croix du Nord, 28-08-1912.

le plan économique, l'existence d'une "association d'assurance contre les grèves" comme la pression des conflits ont amené les sociétés à aligner leurs positions et à susciter la formation de "délégations patronales" fréquemment réunies et qualifiées pour engager, après entente préalable, la majorité des compagnies. Mais, comme le souhaitaient les sociétés, il s'est agi d'une institution très souple, non officielle, qui permettait, en fonction des circonstances, d'engager ou de refuser le dialogue avec les délégués ouvriers. Certaines personnalités ont marqué de leur influence décisive l'orientation des délégations patronales. Alors que c'était le directeur d'une société du Nord, Emile Vuillemin, directeur d'Aniche, qui avait longtemps présidé les délégations patronales, c'est à la fin du XIXème siècle et au début de XXème siècle, des directeurs de charbonnages du Pas-de-Calais qui ont exercé une particulière influence : Lavaurs, directeur de Courrières, puis Reumaux, directeur de Lens. On peut y voir la conséquence du poids croissant de la production des charbonnages du Pas-de-Calais mais on ne saurait négliger le rôle intrinsèque de certaines personnalités, en particulier d'un homme comme Reumaux, ni non plus le fait que c'est le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais qui, dans les houillères du Nord, a commandé les principales actions ouvrières.

La Compagnie d'Anzin s'est longtemps tenue à l'écart des autres charbonnages, mais la part croissante qu'elle a prise dans certaines organisations régionales et aussi le fait que la

renaissance du syndicalisme ouvrier en son sein ne lui ont plus épargné les conflits, comme cela avait été longtemps le cas après l'échec de la grève de 1884, l'ont amenée à partir de 1896 à s'associer aux entrevues entre patrons et ouvriers. En revanche, plusieurs petites compagnies houillères n'ont cessé de préserver leur totale indépendance en refusant de participer aux accords envisagés ou souscrits. Ceci n'a pas manqué d'accroître encore le rôle décisif joué dans les négociations sociales par les charbonnages les plus puissants.

2. La Chambre des Houillères du Nord-Pas-de-Calais.

Le maintien de l'Union des Houillères comme la réunion de délégations patronales avaient été rendus plus faciles par la constitution en 1897 d'une Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais qui a repris le flambeau abandonné quelques années plus tôt par le Comité des Houillères. Officiellement, comme son prédécesseur, la Chambre a entendu se consacrer exclusivement aux problèmes économiques généraux, mais il est évident que par la facilité et l'habitude des rencontres qu'elle a permises, elle a joué un rôle certain dans le domaine social. Du même que le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, la nouvelle Chambre a cependant eu comme mission essentielle de se consacrer à l'amélioration des moyens de transport desservant le bassin houiller.

L'accalmie sociale qui a duré de longues années après 1893 a sans doute contribué à vaincre les réticences de certains

compagnies qui craignaient, en reconstituant un organisme de défense économique, de faire renaître la situation devant laquelle s'était trouvé sur le plan social et bien malgré lui, le Comité des Houillères en 1889 et en 1891. D'autre part, le grand essor qu'a connu le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais à la fin du XIXème siècle a rendu plus nécessaire encore que dans les décennies antérieures la reconstitution d'un nouveau comité chargé de défendre les intérêts communs des compagnies régionales.

En 1896, la possibilité envisagée de reconstituer un comité houiller du Nord et du Pas-de-Calais provoquait de nombreuses discussions entre les sociétés qui, presque toutes, donnaient un avis favorable. En janvier 1897, une "Chambre syndicale des houillères du Nord et du Pas-de-Calais" était constituée pour une période de dix ans ; son siège était fixé 71, boulevard Faidherbe, à Douai, au centre du bassin houiller. Fait essentiel, les deux compagnies les plus puissantes de la région, Anzin et Lens, adhéraient cette fois à la nouvelle association, qui regroupait presque tous les charbonnages régionaux, seules quelques très petites sociétés s'abstenant. Par ses statuts, la Chambre avait pour objet l'étude des questions générales, la défense des intérêts communs par des démarches et des recherches et enfin la publication de documents et d'informations intéressant les charbonnages régionaux (18), ce qui ne faisait apparaître qu'en partie le but essentiel de la Chambre : les relations avec les pouvoirs publics.

(18) ADN, M, 59C-1.

Toute modification des statuts devrait être adoptée par une assemblée générale spécialement convoquée et représentant au moins les deux tiers des sociétés adhérentes (article X des statuts). Lors des assemblées, les compagnies disposaient d'une voix par million de tonnes ou fraction de million de tonnes extraites, ce qui ne pouvait manquer de renforcer l'influence des compagnies les plus importantes. Le bureau de la Chambre était élu au scrutin secret pour deux ans par une assemblée générale ordinaire ; il se composait d'un président, non rééligible immédiatement à la fin de son mandat, de deux vice-présidents, d'un trésorier et de trois membres.

La Chambre des Houillères a d'abord eu à sa tête Léon Renard, président de la Compagnie de Vicoigne-Noeux, société qui, à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle, a joué un rôle très important dans les organismes économiques et corporatifs des houillères régionales. Naturellement, Anzin et Lens ont beaucoup d'influence : c'est François, directeur d'Anzin, qui préside l'assemblée générale du 1er juillet 1898 et c'est Léonard Danel, président de Lens, qui, en septembre 1898, succède à Léon Renard à la présidence de la Chambre (19). Les successeurs jusqu'à la fin de 1900 ont été Léon Renard et Alfred Dupont, président de Courrières, un président pouvant être réélu après un hiatus de deux ans.

(19) Notes généalogiques 1954, Léonard Danel 1815-1905 (L.S., Impr. Danel, 1954, 8°, 23 p.), p. 11.

Un secrétaire permanent a été affecté à la Chambre des Houillères : jusqu'en 1900, il s'est agi d'Henri Charpentier, jeune ingénieur sorti de l'Ecole des Mines de Paris en 1891 et qui avait été au service de plusieurs sociétés, aussi bien en France (notamment à la Compagnie des Mines de Carmaux) qu'en Hongrie (20). Charles Foucart, également ingénieur de formation, lui a succédé jusqu'à la guerre. Pour l'examen de problèmes particuliers, le bureau de la Chambre des Houillères a souvent sollicité l'avis de commissions spécialisées, formées par les chefs de service des différentes Compagnies, commissions des ingénieurs en chef et du contentieux notamment.

En 1906, comme une période décennale d'activité prenait fin pour la Chambre, des négociations s'engageaient entre les charbonnages régionaux et elles aboutissaient au début de l'année 1907 à la reconstitution, sur ses bases primitives, de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais pour une nouvelle période de dix ans. Les sociétés houillères régionales donnaient à nouveau leur adhésion à la Chambre, à la seule exception de la Compagnie de Marles, Compagnie qui s'était déjà retirée également de l'Office de Statistique des Houillères. En outre, les sociétés métallurgiques ayant obtenu des concessions dans le bassin du Pas-de-Calais en 1908 n'ont pas fait partie non plus de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Mais par rapport à la décennie antérieure, la Chambre des Houillères du

(20) Dictionnaire biographique illustré du Nord, Paris, Flammarion, s.d. (1908).

Nord et du Pas-de-Calais ne s'est trouvée jusqu'à la guerre que légèrement affaiblie.

Gustave Viala, ex-directeur de Liévin, administrateur à la fois de Liévin et de Flines-les-Raches, était élu président du nouveau bureau, qui comprenait en outre les directeurs des Compagnies d'Anzin (François), de Lens (Reumaux), d'Aniche (Lemay), de l'Escarpelle (Thiry), l'administrateur délégué de Bruay, Achille Dinq et toujours le président de Courrières, Alfred Dupont ; la prépondérance des grandes compagnies se trouvait donc largement assurée. Le bureau est demeuré en fonction jusqu'à la guerre, avec comme seules modifications le remplacement en janvier 1910 de François par Champy, son successeur à la direction d'Anzin et le changement de président tous les deux ans, ce qui a placé à la tête de la Chambre des Houillères G. Viala (1907-1909), Alfred Dupont (1909-1911) puis de nouveau Viala jusqu'à la guerre. En effet, sur la proposition du bureau, l'assemblée générale des 21 sociétés adhérentes a accepté le 5 avril 1913 de porter à quatre ans la durée des pouvoirs du président, la période de deux ans prévue par les premiers statuts s'étant révélée à l'usage un peu brève (21). De 1907 à 1914, le bureau de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'est réuni en moyenne une fois par mois, l'assemblée générale, elle, étant convoquée le plus souvent deux fois par an.

(21) Arch. de la Chambre des Houillères du N.P.C., P.V. des séances du bureau, 1907-1914, passim, en partic. 27-05-1913.

Les fonds dont la Chambre des Houillères a disposé ordinairement ont été assez modestes : la cotisation annuelle versée par chaque compagnie adhérente n'était en effet que de 300 francs, ce qui ne fournissait à la Chambre que 6 000 à 6 300 francs par an, mais il s'y est ajouté à plusieurs reprises des appels de cotisations extraordinaires. C'est ainsi qu'en mai 1900, la Chambre des Houillères, par tradition protectionniste, a décidé de suivre l'exemple de la Société de Lens et d'apporter son appui financier à la transformation de l'organe de Méline, La République française, en souscrivant de nouvelles actions de ce journal (22) ; une cotisation supplémentaire de trois millimes par tonne extraite a été prélevée à cet effet en septembre 1900 et elle a fourni environ 50 000 francs (23). L'année 1907, année ordinaire, donne une idée des dépenses habituelles (24) :

TABLEAU N° 10

Disponible au 31-12-1907	38 378,52
Cotisations en 1907 de 10 compagnies	6 000,00
Versements en retard de la Cie d'Anzin	1 258,50
Solde de l'Exposition de Liège	1 662,45
Intérêts en Banque	707,55

TOTAL	48 007,02
Dépenses de 1907	24 932,05

Disponible au 31-12-1908	23 075,97

(22) Arch. Soc. de Lens, C A du 7-05-1900.

(23) Arch. Cie de V.N.D., C A du 26-09-1900.

(24) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., Bureau du 8-02-1900.

Le Trésorier a pu faire face aux dépenses de l'exercice 1908 grâce au reliquat du compte de 1907 et à la cotisation ordinaire de 1908. En 1909, la Chambre des Houillères consacrait 9 135 francs à l'Exposition de Nancy. Pour sa participation à l'Exposition de Bruxelles en 1910 et surtout à l'Exposition de Roubaix en 1911, cette dernière au coeur d'une région où les charbonnages avaient de si importants clients, la Chambre a dû faire appel d'abord à une cotisation de un millime puis de cinq millimes par tonne. Il est vrai qu'un important reliquat de 36 910 francs a subsisté de la somme d'environ 140 000 francs qui avait été réunie pour l'Exposition de Roubaix. Mais les dépenses de la Chambre des Houillères s'étaient beaucoup accrues depuis la fin du XIXème siècle, comme le soulignent les comptes de 1912 (25).

TABLEAU N° 11

En caisse au 31 décembre 1911	17 180,45
Cotisations de 1912	5 300,00
Excédent du compte de l'Exposition de Roubaix	36 910,45
Intérêts des fonds en dépôt	307,62
TOTAL	60 698,52
Dépenses	56 575,00

L'année 1912 se terminait ainsi par un déficit 5 876,50 F, déficit qui s'ajoutant aux autres dépenses, obligeait

(25) Ibid., 5-04-1913.

à demander en 1913 une cotisation extraordinaire de deux millimes par tonne. Comme l'avait fait l'Union des Houillères, la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, grâce à l'appel de cotisations supplémentaires, avait pu ainsi disposer de ressources beaucoup plus importantes que ne l'aurait permis la modeste contribution ordinaire de 300 francs par compagnie adhérente, aussi ses dépenses s'étaient-elles beaucoup accrues à la veille de la guerre, tout en demeurant tout de même assez modestes si l'on considère l'importance des intérêts défendus par l'organisme régional. La formation de délégations patronales lors des grandes confrontations avec les syndicats ouvriers et le rôle sans cesse croissant du Comité Central des Houillères de France ont, il est vrai, beaucoup restreint l'action de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais dans le domaine social.

La Chambre des Houillères de Douai a souvent préparé les réponses à donner, sur le plan régional, aux enquêtes menées par le Comité Central des Houillères de France. C'est ainsi qu'en décembre 1907, lorsque le Comité Central a adressé aux compagnies adhérentes un questionnaire sur le problème du repos hebdomadaire, le secrétaire de la Chambre des Houillères est intervenu auprès des charbonnages régionaux pour les prier de ne pas répondre directement au Comité Central et de faire connaître leur avis au Bureau de la Chambre. Une réponse collective a ensuite été adressée au Comité Central, d'après les avis émis et après discussion de la question dans une assemblée générale (26). La Chambre des

(26) Ibid., 11-12-1907.

Houillères de Douai a ainsi tendu à devenir un échelon intermédiaire entre les compagnies de la région du Nord et le Comité Central, bien qu'il n'y eût aucun lien officiel entre les deux organismes ; en défendant un point de vue de "bassin" elle souligné et renforcé l'esprit régionaliste de ses membres.

L'effacement de la Chambre des Houillères de Douai par rapport au Comité Central des Houillères dès que se pose un problème politique ou social d'intérêt général apparaît en 1906 lorsqu'Emile Delcroix, avocat, directeur de la Revue de législation des Mines a voulu réunir à Lille un Congrès de la propriété minière au moment où l'éventuelle révision de la loi de 1810 provoquait d'importantes discussions au Parlement et dans la presse. La Chambre des Houillères de Douai, qui avait d'abord essayé d'amener Delcroix à renoncer à son projet a vite laissé agir seul le Comité Central, qui a entrepris des démarches pour obtenir au moins la modification de l'ordre du jour (27).

En revanche, sur le plan régional, la Chambre des Houillères a suivi avec une très grande attention toute la jurisprudence concernant l'élection des délégués mineurs, les cotisations et l'élection de ceux-ci aux caisses de secours, la diminution de la longueur de la journée de travail et l'évolution des accidents du travail et des retraites, évolution provoquée par la législation et aussi l'importance que prenaient ces questions dans les conflits de la fin du XIXème siècle et du début du XXème

(27) Ibid., 17-10-1906.

siècle. Pratiquement, le bureau de la Chambre des Houillères consacre une grande partie de chacune de ses séances à l'examen des décisions de justice récemment intervenues et aux cas d'espèce que lui soumettent les compagnies. Le plus souvent, il tente de restreindre la portée de la législation, mais ne rencontre pas toujours en cela l'accord de toutes les sociétés. C'est ainsi que selon la loi de 9 avril 1898 sur les accidents du travail, l'indemnité temporaire au blessé était due à partir du cinquième jour après l'accident si l'incapacité de travail durait plus de 4 jours et moins de 11, et à partir du premier jour si elle était plus grande. Cette disposition ne pouvait manquer d'encourager la prolongation de l'arrêt de travail pour tous les accidents susceptibles d'interruptions de 6 à 10 jours. Aussi à la suite d'un Congrès des Caisses de Secours mutuels du bassin houiller tenu à Leforest le 15 août 1912, les compagnies avaient-elles été sollicitées d'accorder l'indemnité journalière dès le premier jour de l'arrêt de travail, quel que fût la durée de celui-ci. Le bureau de la Chambre des Houillères était plutôt opposé à cette extension, mais l'Assemblée générale convoquée le 12 juillet 1913 avait sursis à toute décision et ordonné une enquête. Une minorité importante des sociétés adhérentes, dont Anzin, Azincourt, Béthune, Carvin, Droccourt, Escarpelle, Flines et Noeux, se prononçait pour le paiement dès le premier jour ; les autres compagnies s'y opposaient car elles craignaient de voir les arrêts de moins de cinq jours se multiplier et surtout parce "qu'il ne fallait pas

devancer les lois ouvrières". La Chambre des Houillères laissait donc la question à l'étude et se contentait de recommander aux compagnies qui avaient pris l'initiative d'accorder l'indemnité temporaire à partir du premier jour d'arrêt de ne pas payer en tout cas d'indemnité journalière pour les dimanches et jours fériés compris dans les quatre premiers jours (28). Comme dans bien des domaines, le bureau de la Chambre des Houillères ne pouvait donc recommander aux compagnies qu'une solution de compromis, qui ne faisait qu'atténuer les divergences entre les sociétés adhérentes.

La même absence de rigidité dans les mesures communes apparaît en mars 1914 lorsque Champy, directeur de la Compagnie d'Anzin, attire l'attention sur les fraudes commises par les ouvriers étrangers qui pour s'exonérer des retenues pratiquées sur les salaires par les compagnies qui leur ont fait des avances au moment de leur recrutement, quittent le premier employeur et vont s'embaucher ailleurs. La Compagnie d'Anzin voulait que la Chambre des Houillères invitât les compagnies à ne pas embaucher un ouvrier étranger sans lui demander son livret de travail (29) et sans s'adresser à la Compagnie d'où il vient. Mais lors de l'assemblée générale de la Chambre des Houillères réunie le 9 mai 1914, une seule mesure était retenue : de temps en temps, chaque compagnie communiquerait aux autres charbonnages

(28) Ibid., 24-09-1913.

(29) Le livret de travail, aboli par la loi du 2-07-1890, continuait en fait à être utilisé.

la liste des ouvriers étrangers l'ayant quittée sans rembourser les avances reçues et les prierait de lui communiquer les renseignements qu'ils auraient sur eux (30). La modestie de la mesure soulignait qu'à la veille de la guerre 1914-1918, la haute conjoncture caractéristique du début du XXème siècle et les problèmes du recrutement qu'elle entraînait provoquaient une certaine rivalité entre les compagnies dans l'embauchage des ouvriers et ne permettaient ici à la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais que de formuler des vœux pieux?

Toujours dans le domaine social, une subvention significative de 6 000 francs, a été accordée en 1907, grâce à une cotisation spéciale de ses membres, par la Chambre des Houillères à l'Oeuvre des Cercles du Soldat : la Chambre y a mis comme condition que le Foyer soit installé à Douai, au centre du bassin houiller, au profit d'une garnison importante où beaucoup de mineurs font leur service militaire et qui est "une des premières appelées à maintenir l'ordre dans nos exploitations en cas de grève" (31).

Confiant au Comité Central des Houillères de France l'essentiel des problèmes politiques et sociaux intéressant les mines, n'intervenant pas, au moins officiellement, dans les questions des salaires, la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'a ainsi joué qu'un rôle secondaire dans les relations

(30) Bureau de la Chambre des H.N.P.C., 31-03-1914.

(31) Ibid., 12-06-1907.

patrons et ouvriers dans la région du Nord. Son action la plus notable l'a été dans l'étude du contentieux provoqué par la rapide évolution de la législation à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle ; la Chambre des Houillères s'est efforcée alors d'uniformiser une application que chaque compagnie se réservait, dans la mesure où elle le pouvait, de rendre plus ou moins stricte.

L'étude de la découverte du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais nous a permis de souligner que le progrès des connaissances scientifiques avait contribué, lors de chaque étape de la prospection, à préciser les données que l'expérience pratique avait réunies et donc à permettre de nouvelles extensions des zones de recherche et d'exploitation. La Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais semble avoir été consciente de la nécessaire liaison entre la science géologique et l'industrie minière, et en tout cas, elle a été poussée dans la voie d'une certaine collaboration avec l'Université de Lille par Charles Barrois, qui en 1902, a succédé à Jules Gosslot dans le chair de géologie de la Faculté des Sciences de Lille et, à la même date, est devenu administrateur de la Compagnie d'Aniche. Promoteur, avec d'autres, de la méthode paléontologique, Charles Barrois obtint de la ville de Lille en 1907 la création d'un Musée houiller qui s'est ajouté aux musées de géologie déjà installés dans un des bâtiments de la Faculté des Sciences : grâce à l'appui de la Chambre des Houillères du Douai, le Musée houiller a pu progresser.

vement rassembler d'importantes collections de roches, plantes et animaux fossiles : avec ses deux assistants, Pierre Pruvost et Marcel Bertrand, Charles Barrois a effectué une descente au fond chaque semaine, rencontrant vite un accueil très favorable. Une collaboration s'est ainsi établie, qui a permis à la Faculté des Sciences de Lille d'enrichir sa documentation et aux Houillères de disposer d'un moyen de mieux connaître l'âge et la structure des couches exploitées (32).

En ce qui concernait les relations entre patrons et ouvriers comme celles, toutes différentes pouvant unir savants et ingénieurs, la Chambre des Houillères de Douai a joué un rôle certain, mais non essentiel. Comme son prédécesseur, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, la Chambre des Houillères s'est surtout consacrée à l'amélioration des voies de communication desservant le bassin houiller. Son mérite le plus grand a été de réussir là où le Comité animé par Emile Vuillemin avait échoué : la Chambre des Houillères a enfin obtenu au début du XXème siècle que démarrât la construction du canal du Nord. Les chemins de fer ont également retenu son attention, mais l'action ici n'a pu aboutir à des résultats de première importance.

Dès ses premières années d'existence, la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a entrepris plusieurs démarches à propos des transports de houille par chemin de fer.

(32) Renseignements recueillis au Musée houiller de Lille et lors de conférences de Pierre Pruvost (décédé en 1967).

Comme l'a souligné François Caron dans sa thèse sur La Compagnie des Chemins de fer du Nord(p.494), les tarifs du transport par fer de la houille aboutissaient en France au début du XXème siècle "à la définition de zones d'influence ,de domaines réservés pour les différents bassins houillers et les importations anglaises". Par ses interventions ,le Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'est efforcée d'élargir la diffusion géographique des produits commercialisés par ses adhérents .

En Janvier 1899, son bureau a été reçu par le Ministre des Travaux Publics Camille Krantz, auquel il a exposé son point de vue sur la représentation des intérêts houillers dans le Comité consultatif des chemins de fer et il a posé la candidature à ce comité de Firmin Rainbeaux, président de la Compagnie de Marles . Il a aussi tenté d'obtenir une amélioration du tarif PV n°7 appliqué par les chemins de fer de l'Ouest indifféremment aux houilles anglaises et françaises (33). Quelques années auparavant ,en 1896, le député socialiste du Pas-de-Calais Emile Basly avait en vain tenté de s'opposer à l'homologation de ce tarif en intervenant au ministère des Travaux Publics contre ces dispositions qui "favorisaient l'importation des charbons anglais au détriment des houillères du Nord"(34); il y a donc sur ce point convergence de l'action des syndicalismes ouvrier et patronal .

Lorsqu'en 1903, la Compagnie du P.L.M a voulu dénoncer le tarif commun PV n° 107 Nord-Est-Ceintures-P.L.M, la chambre de la région du Nord a d'abord tenté d'aboutir à une position semblable sur ce problème avec les Houillères du Centre et du Midi: Lavaurs, directeur de Courrières et Putaux, secrétaire de l'Office de Statistique de la chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, ont rencontré en octobre 1903 les représentants des autres mines pour élaborer la liste des localités les plus éloignées des bassins du Centre qui n' auraient pu en cas

(33) Arch. Cie de V.N.D., C A du 25-01-1899 .

(34) Pierre MACQUERON, op.cit., p.201 .

d'accord être réservées aux bassins du Nord et aboutir ainsi à une entente sur la question du tarif 107. Les entrevues ont été infructueuses, et ont donc interdit toute intervention commune auprès du ministre des Travaux Publics Emile Marvéols ; celui-ci n'a pas accordé au P.L.M. l'autorisation de dénoncer le tarif en vigueur, par crainte des réclamations des négociants et industriels ayant traité avec les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ; la Chambre des Houillères de Douai obtenait ainsi provisoirement satisfaction (35).

A propos du transport des bois de mine, la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais avait d'abord en 1907 envisagé de demander un abaissement de tarif à la Compagnie du Nord mais après une étude et une comparaison des tarifs en vigueur dans les divers réseaux, elle avait dû constater que les tarifs intérieur Nord pouvaient être rangés parmi les plus avantageux. De plus, le chemin de fer du Nord appliquait ses conditions avec des tolérances favorables : c'est ainsi que dans les gares de Dunkerque et de Calais, le Nord acceptait de transporter 12 tonnes par 10 tonnes payées, en attribuant au bois une densité inférieure à la densité réelle, d'où une réduction effective de 17 à 20 % sur le tarif ; la même tolérance existait pour les envois de l'Ouest et de l'Est. Dans ces conditions, le bureau de la Chambre des Houillères renonçait à demander un

(35) P.V. de la Délégation de l'Entente des H.N.P.C., 10 et 24 oct. 1903.

abaissement des tarifs à la Compagnie du Nord pour les expéditions par 10 et 20 tonnes, mais informé que la société de l'Escarpelle s'était vue refuser par la gare de Calais le bénéfice de la tolérance, il se contentait d'intervenir auprès de l'ingénieur en chef à Lille pour faire cesser ses agissements. Il faisait en outre une démarche auprès de la direction du Nord à Paris pour demander l'étude d'un tarif réduit, applicable aux expéditions par 25 wagons.

Ce qui cependant à la même époque préoccupe le plus la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, c'est la politique nouvelle du gouvernement et du comité consultatif des chemins de fer, politique qui tend à étendre aux ports et aux points frontières la tarification applicable aux houilles françaises pour les transports de réseau à réseau ; cette tarification est naturellement plus favorable que celle qui résulte de l'application des tarifs antérieurs de chaque compagnie de chemin de fer avec "ruptures de charge" à l'entrée du réseau et donc nouveau départ de la "discriminativité". La tendance nouvelle de l'administration a commencé à se manifester en 1905 dans un remaniement des tarifs Nord-Orléans et Nord-Est. Une proposition Nord-Paris-Orléans par 40 tonnes applicable aux ports et points frontières fut soumise à l'homologation le 5 juin 1905 et homologuée en même temps qu'un tarif Nord-Est établi sur les mêmes bases et accepté par simple réserve à l'homologation Nord-Paris-Orléans. La Chambre des Houillères de Douai n'a pu faire aucune objection à la suppression de l'interdiction de soudure, d'o-

bord parce qu'au départ de certaines gares de la frontière franco-belge, il existait déjà des prix formes qui faisaient échec à l'interdiction de soudure et ensuite parce que le tarif du 5 juin 1905 lui était nécessaire pour ouvrir le marché du Centre aux charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais : elle n'avait pu obtenir ce tarif qu'à condition d'accepter l'application de celui-ci aux points frontières et l'acquiescement au tarif Nord-Orléans avait entraîné par voie de conséquence l'acceptation du tarif Nord-Etat (36).

Un problème du même ordre s'est posé en 1908 lorsqu'une enquête a été ouverte par le contrôle commercial des chemins de fer sur la création d'un barème Nord-Est-P.L.M. demandée par les industriels de diverses régions de l'Est. La Chambre des Houillères de Douai, au cas où il se serait simplement agi d'ajouter au barème par 10 tonnes en usage un barème par 250 tonnes non applicable aux ports de mer et aux points frontières aurait volontiers appuyé le projet, avantageux pour ses membres. Mais si le bénéfice du barème, "selon les idées actuellement en faveur auprès de la Direction des chemins de fer", avait dû être étendu aux ports et aux points frontières, elle aurait décidé de s'y opposer énergiquement. Dans le doute où elle se trouvait sur les véritables intentions du Contrôle, elle a dû se contenter de se tenir prudemment sur la réserve (37).

(36) Bureau de la Chambre des H.N.P.C., 12-05-1909.

(37) Ibid., 18-12-1908.

En janvier 1909, devant une modification envisagée pour le tarif 307 Nord-Est-Ceintures après un avis favorable du Contrôle des chemins de fer étendant aux ports et aux gares frontalières le bénéfice de certains barèmes, le bureau de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais constatait qu'on ne pouvait intervenir auprès de la Compagnie du Nord pour demander son appui puisque celle-ci avait approuvé l'extension projetée et il estimait qu'il ne restait pas d'autres moyens de lutter contre l'homologation que "d'intéresser la population ouvrière des mines à cette question et de lui montrer combien une telle mesure serait nuisible à ses intérêts. Déjà dans la Loire, les syndicats ouvriers ont commencé à protester contre la tendance de plus en plus manifeste du contrôle des chemins de fer à empêcher l'exportation des charbons français" (38).

La Chambre des Houillères de Douai n'a pas pu non plus en 1909 empêcher l'homologation du nouveau tarif 107 Nord-Ouest contenant des dispositions semblables. Toutes ses démarches et protestations pour essayer d'empêcher la modification du tarif ont échoué devant la volonté très nette du Ministère d'aboutir (39).

Il est net que, dans les années qui ont précédé la guerre de 1914-1918, les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais éprouvaient de plus en plus de peine à s'opposer à des mesures qui rendaient la concurrence étrangère plus redoutable pour elles.

(38) Ibid., 13-01-1909.

(39) Ibid., 21-07-1909.

Le 25 août 1909, une proposition relative au tarif 107 Nord-Est était soumise à l'homologation : elle envisageait des réductions importantes (d'environ 20 %) pour les trains complets de houille ou de coke formés par wagons de 40 tonnes ; selon les demandes des Compagnies du Nord et de l'Est, il s'agissait d'une simple addition à un chapitre du tarif 107 seulement applicable aux expéditions en provenance de gares du Nord, à l'exclusion des ports et points frontières, et les charbons étrangers ne devaient donc pas bénéficier de la modification sollicitée. Mais des industriels de l'Est, en particulier à l'instigation de la Société Lévy Frères, spécialisée dans le négoce charbonnier, ont réclamé l'extension de la mesure. L'administration, confirmant sa tendance, a accepté leur demande et elle est même allée au delà de ce qu'avaient proposé les deux compagnies de chemins de fer intéressées : ~~elle~~ procéder à l'affichage préalable réglementaire, elle a, par sa décision homologative du 17 décembre 1912, étendu aux ports et aux gares frontières, non seulement le bénéfice du nouveau barème par 40 tonnes, mais, d'une manière générale, celui de toutes les dispositions du tarif 107 Nord-Est (40).

En avril 1913, la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais devait de façon voisine constater l'échec de ses démarches et de ses protestations contre les modifications apportées au cours des années précédentes aux tarifs 307 et 407 vers la Suisse. Les modifications intervenues avaient eu pour résultat

(40) Ibid., 11-01-1911 et 25-02-1913.

d'étendre à certains ports de la Manche et aux points frontières franco-belges le bénéfice des prix fermes et des barèmes de tarifs uniquement créés au début pour rendre plus aisées les exportations de charbon français, tarifs ainsi mués en tarifs de transit (41).

Nullement découragée par ses fréquents insuccès, la Chambre des Houillères de Douai n'en intervenait pas moins en septembre 1913 auprès du directeur du Contrôle commercial des chemins de fer pour s'opposer à une demande de la Compagnie de l'Est qui désirait étendre aux ports du réseau du Nord le tarif applicable au départ des rares houillères du Nord et du Pas-de-Calais pour les convois en service à destination de ses dévôts : afin de peser sur ses fournisseurs de la Sarre et de Westphalie, la Compagnie de l'Est voulait pouvoir leur opposer des offres anglaises obtenues dans de bonnes conditions grâce à un abaissement des prix de transport par chemins de fer. La Chambre des Houillères entendait essayer de faire échec à ce plan qui la désavantageait.

Ainsi, dès sa constitution et jusqu'à la guerre de 1914-1918, la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'a cessé, par des démarches auprès des ministres des Travaux Publics et du Commerce, de lutter pour essayer d'obtenir ou de maintenir des tarifs de chemin de fer avantageux pour le transport

(41) Ibid., 5-04-1913.

de la houille de la région du Nord et surtout éviter que la concurrence des charbons anglais ou belges ne fût facilitée. Parfois, elle a tenté, d'ailleurs en vain, de coordonner son action avec celle des charbonnages du Centre et du Midi. Mais dans l'ensemble, la Chambre a connu bien des échecs en particulier parce qu'elle s'est de plus en plus heurtée à la volonté de l'Administration d'étendre aux ports et gares frontières les dispositions d'abord réservées aux houilles françaises pour les tarifs de réseau à réseau. L'arbitrage de l'Etat appelé à se prononcer entre les intérêts divergents de sociétés concessionnaires est intervenu souvent contre les compagnies houillères ; il a donc joué partiellement, dans le souci d'aider les industries consommatrices, en faveur des importateurs et des producteurs de charbons étrangers. Si dans le domaine des transports par voie de terre, les tendances protectionnistes de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont connu quelques déboires, en revanche, dans celui des transports par eau, le démarrage de la construction du canal du Nord a paru apporter une compensation importante.

L'activité et la grande représentativité de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont permis au début du XXème siècle de réamorcer et de faire évoluer favorablement le vieux problème de ce canal du Nord destiné à rendre moins coûteuse et plus rapide l'expédition des houilles de la région du Nord vers la région parisienne et donc de rendre les

charbonnages français encore plus compétitifs vis-à-vis de leurs rivaux anglais et belges. Les hauts niveaux, sans cesse dépassés, atteints par la production houillère régionale et le grand intérêt que l'on retrouve alors pour les transports par voie d'eau ont contribué à créer un climat favorable. Un fait particulier semble avoir constitué un élément important : instruits par leurs échecs antérieurs, les charbonnages de la région du Nord n'ont plus tenté de mettre presque toutes les dépenses de la construction du nouveau canal à la charge de l'Etat et beaucoup d'entre eux se sont mis d'accord pour accepter que le gouvernement ne couvre que la moitié des frais, conformément d'ailleurs à ce qui tend alors à devenir un véritable principe de l'Administration en matière d'établissement de nouvelles voies navigables.

Dès juillet 1900, un accord se dessine entre la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et le Cabinet Waldeck-Rousseau, ce qui permet aux Ingénieurs des Ponts et Chaussées de déposer un avant-projet le 31 mai 1901. Les améliorations apportées à la navigation sur l'Oise et la Seine ne justifient plus l'exécution d'un canal Mory-sur-Oise - Saint-Denis et l'avant-projet retenu est proche des dispositions adoptées par la Chambre des députés en 1883 : une voie doit donc être créée entre Arleux et Moyon, longue de 94,550 kilomètres et comportant 38 écluses ; l'enfoncement de 2,20 mètres doit permettre la circulation des péniches de 360 tonnes. La construction, prévue en dix ans, coûterait 60 millions de francs. Sur cette somme, les

sociétés houillères intéressées avanceraient le quart du coût des travaux, les Chambres de Commerce régionales un autre quart et l'Etat n'aurait ainsi à sa charge que la moitié des dépenses.

En fait, il est vite apparu que seule la Chambre de Commerce de Douai acceptait de s'intéresser à l'opération et à la condition expresse de voir les compagnies houillères garantir intégralement l'emprunt de 35 millions de francs qu'elle serait amenée à lancer. Elle envisageait en effet d'émettre pour un montant de 35 millions de francs des obligations de 500 francs portant intérêt à 3,40 % et remboursables en 40 ans après la construction du canal du Nord ; pendant les dix ans que durerait la construction de la nouvelle voie, le service de l'intérêt des obligations exigerait 5 millions de francs, d'où la nécessité d'ajouter ces 5 millions aux 30 millions prévus. Sur le canal du Nord, le monopole du halage serait concédé à la Chambre de Commerce de Douai et celle-ci aurait aussi le droit de percevoir un péage ; la voie du canal de Saint-Quentin, qui demeurerait libre serait ainsi doublée par un canal à péage que sa moindre longueur inciterait pourtant beaucoup de mariniers à emprunter. Les études conjointes de la Chambre des Houillères, de la Chambre de Commerce de Douai et du gouvernement envisageaient un péage de 0,0012 F par tonne de jauge possible et de 0,0048 F par tonne de chargement effectif, ce qui, en supposant un trafic minimum de trois millions de tonnes, procurerait par an une recette totale en péages de 1 936 000 F, somme suffisante pour assurer en 40 ans

l'intérêt et l'amortissement du capital emprunté (42).

Un nombre important de charbonnages du Pas-de-Calais acceptaient de fournir leur caution à l'emprunt qui serait émis par la Chambre de Commerce de Douai, en particulier les plus importants d'entre eux : Béthune, Courrières, Dourges, Lens, Liévin, Noeux, Marles, mais les petites compagnies du département, aux seules exceptions de Meurchin et d'Ostricourt, avaient refusé de s'associer au projet : Ferfay-Cauchy, Ligny-les-Aire, La Clarence, charbonnages assez éloignés de l'embranchement du futur canal, mais aussi Drocourt et Carvin, figuraient donc dans le Pas-de-Calais parmi les récalcitrants. Dans le Nord ceux-ci étaient encore proportionnellement bien plus nombreux puisque seules les Compagnies d'Aniche et de l'Escarpelle, les plus proches de Douai, apportaient leur garantie. L'absence la plus notable était évidemment celle de la Compagnie d'Anzin, qui demeurait fidèle à la réserve qu'elle avait manifestée dès les premiers projets de canal du Nord ; mais les petites compagnies de Crespin, Azincourt, Marly, Thivencelles et Flines-les-Roches adoptaient la même attitude qu'Anzin. Au total, la moitié seulement des compagnies (12 sur 24) adhéraient au projet de financement envisagé du canal du Nord mais elles représentaient, pour les houillères du Pas-de-Calais seulement, 93 % des l'extraction des charbonnages du Pas-de-Calais et pour toutes les compagnies

(42) A G de la Chambre des H.N.P.C., 22-06-1901 ; Arch. Cie d'Aniche, C A du 9-05-1901.

75 % de la production globale du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais en 1900. En dehors de la Compagnie d'Anzin, attachée à l'amélioration du canal de Saint-Quentin et qui continuait à estimer que le canal du Nord servirait surtout les intérêts d'Aniche et des charbonnages du Pas-de-Calais, c'était surtout les petites sociétés houillères qui, pour des mobiles financiers évidents, avaient préféré demeurer en dehors de l'arrangement prévu. Après bien des hésitations, la Compagnie de Marles avait fini par adhérer au projet. Le gouvernement avait donc recherché en vain l'appui de toutes les sociétés houillères régionales mais il avait su obtenir l'accord d'un nombre suffisant de compagnies pour que la Chambre de Commerce de Douai pût s'engager à financer la moitié du coût du nouveau canal.

Une convention était conclue entre la Chambre de Commerce et les charbonnages intéressés. La caution des compagnies houillères avait d'abord été envisagée en fonction de la moyenne des expéditions par eau de chaque société durant les trois ans précédant le premier versement mais finalement celle retenue était proportionnelle à la production (et donc en grande partie aux possibilités financières) : la participation des charbonnages à la garantie serait de 2,20 francs par tonne extraite et elle serait basée sur l'extraction de 1900-1901, ce qui donnait pour les sociétés houillères les engagements suivants, en francs (43):

(43) J.O., Lois, 13-12-1903, p. 7 743 ; Arch. Cie de Bruzy, C A du 29-06-1901.

TABLEAU N° 12

Lens	6 923 316	Liévin	2 603 930
Courrières	4 332 264	Aniche	2 550 281
Bruay	3 910 911	Dourges	2 212 366
Béthune	3 384 211	Escarpelle	1 300 000
Vicoigne-Noeux	3 032 843	Meurchin	903 865
Marles	2 663 311	Ostricourt	468 820

Les charbonnages se liaient donc pour un total de 34 382 138 francs. Fait notable, chaque houillère concluait avec la Chambre de Commerce de Douai un contrat particulier, qui l'engageait seulement pour sa propre contribution. Cette absence de solidarité entre les sociétés limitait l'importance des cautions et ne pouvait manquer de poser des problèmes délicats avec la Chambre de Commerce et le gouvernement en cas de défaillance d'une compagnie. La Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, en accord avec la Chambre de Commerce de Douai, n'en avait pas moins pu obtenir le ferme espoir d'un aboutissement de ses efforts, grâce à la promesse d'une contribution financière importante d'une grande partie de ses membres.

Le 29 janvier 1902, la Chambre des députés adoptait l'ambitieux projet d'amélioration des voies navigables et des ports déposé par Pierre Baudin, le ministre des Travaux Publics du Cabinet Waldeck-Rousseau, qui prévoyait 703 350 000 francs de dépenses, dont 205 millions pour les seuls canaux, parmi

lesquels le Canal du Nord, Jean Plichon, député du Nord et administrateur de la Compagnie de Béthune, était intervenu à plusieurs reprises en faveur du projet ; les députés socialistes du Pas-de-Calais, Basly et Lamendin, bien que très partisans de la construction du canal, n'avaient pas pris la parole (44).

Le Sénat, jouant son rôle traditionnel de frein, ne maintenait dans les travaux prévus que ceux pour lesquels une part contributive de moitié au moins des dépenses avait été offerte par les intéressés et ajournait les autres dispositions : il posait en règle que l'Etat creusait les canaux avec le concours de particuliers admis à récupérer leurs avances au moyen de péages. De ce fait, la loi Baudin votée le 15 décembre 1903 n'autorisait le gouvernement qu'à réaliser un programme beaucoup moins vaste que celui adopté par la Chambre en 1902 et pour un montant de 292 750 000 francs seulement. Parmi les travaux retenus figuraient l'amélioration du canal de Lens pour 1 200 000 francs et la construction du canal du Nord pour 60 millions de francs. Monestier, rapporteur de la loi au Sénat, avait prévu que l'exécution du programme de 1903 durerait dix ans et que le financement des travaux demanderait environ chaque année 22 millions de francs au budget. La loi Baudin était promulguée le 23 décembre 1902 ; la construction du canal du Nord y était prévue sous forme d'une loi spéciale et elle était déclarée d'utilité publique (45).

(44) J.O., Débats Chambre, 29-01-1902, pp. 214-230 et 235-250. - Waldeck-Rousseau, au cours de sa carrière, a accordé beaucoup d'importance aux problèmes économiques et sociaux de la région du Nord : cf. Pierre SORLIU, Waldeck-Rousseau (Paris, A. Colin, 1966, 351 p., Paris Th. Lettres). E. Basly a notamment défendu le canal du Nord dans le Réveil du Nord du 4-10-1902.

(45) J.O., Débats, 23-12-1903, pp. 7 741-7 748 ; sur le canal du Nord, pp. 7 742-7 745.

La Chambre de Commerce de Douai était autorisée à émettre un emprunt, dont le taux d'intérêt ne devrait pas dépasser 4%, pour pouvoir participer pour 30 millions de francs aux dépenses qui seraient effectuées ; elle recevrait en compensation le monopole de la perception d'un droit de péage et des taxes de halage, à partir de la mise en exploitation du canal du Nord et tant que les obligations émises ne seraient pas amorties. Le produit net de l'exploitation du canal serait seul affecté au service du paiement des intérêts et du capital des obligations ; en cas d'insuffisance du produit net pour assurer ce service, aucun recours ne pourrait être exercé par les obligataires contre la Chambre de Commerce, qui serait libérée de toute dette à leur égard par l'affectation du produit net du canal au service des titres.

Le surplus des dépenses s'élevant à 30 millions de francs serait imputé sur les crédits inscrits chaque année au budget des Travaux Publics pour l'établissement et l'amélioration des canaux de navigation ; théoriquement la Chambre de Commerce, en promettant 30 millions de francs, s'était engagée à assurer le financement de la moitié des dépenses d'établissement du canal du Nord, dépenses prévues pour 60 millions, mais en fait, tout l'aléa de la construction demeurerait à la seule charge de l'Etat.

En annexe de la loi figurait le procès-verbal de la séance de la Chambre de Commerce du 30 janvier 1902 au cours

laquelle la Chambre de Commerce s'était engagée, grâce à un emprunt garanti par douze charbonnages régionaux, à verser 30 millions de francs à l'Etat au fur et à mesure des dépenses ; dans la mesure où les compagnies houillères interviendraient pour garantir l'émission de l'emprunt, la Chambre de Commerce aurait à leur servir un intérêt de 3,40 %.

Les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais intéressées par la construction d'un second canal entre leur bassin et la région parisienne voyaient donc leur demande aboutir au terme d'un quart de siècle d'efforts mais elles n'avaient pu obtenir satisfaction que parce qu'elles avaient accepté de cautionner une part importante du coût du nouveau canal. Par rapport à leurs positions de départ, l'évolution était très sensible : en 1879, le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais comptait sur l'aménagement d'une nouvelle voie navigable du Nord à Paris qui coûterait 125 millions de francs, à la charge exclusive de l'Etat ; en 1883, la Chambre des députés adoptait le projet de canal du Nord limité à Janville , sur l'Oise, pour 56 millions de francs, toujours fournis par le Budget. Mais pour obtenir le vote de la loi de 1893, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, qui avaient renoncé à s'engager unanimement et solidairement, ont dû garantir une participation aux dépenses de 30 millions de francs, correspondant, du moins théoriquement, à la moitié du coût du canal. Pour passer outre aux réticences de la Compagnie d'Anzin, il a fallu renoncer à l'accord et à l'appui

financier de la plus puissante société du bassin houiller ; pour rompre la résistance du Sénat, il a fallu se conformer aux vues de celui-ci.

Il semble que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais qui avaient accepté de garantir les emprunts émis par la Chambre de Commerce de Douai pour le canal du Nord avaient eu quelque espoir que le public souscrirait au moins partiellement aux obligations à émettre, ceci sans se faire toutefois beaucoup d'illusions. La construction du canal du Nord commençait en 1907 et pour répondre aux appels de fonds de l'Etat, la Chambre de Commerce de Douai émettait en 1909, 1910, 1911 et 1912 des emprunts publics représentant au total 20 200 obligations de 500 francs, soit 10 100 000 francs, par l'intermédiaire de la banque L. Dupont et Cie, à Douai, et de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, à Paris. En fait, ces émissions n'obtenaient aucun succès car elles étaient gagées sur un avenir bien incertain : les obligations étaient remboursables en principe en 50 ans, en 20 amortissements de 25 francs chacun, à des dates qui seraient fixées par la Chambre de Commerce de Douai ; l'intérêt annuel de 5,40 % était payable jusqu'au jour de la mise en exploitation complète du canal du Nord, mais après cette date, le paiement des intérêts ne serait assuré qu'en fonction du bénéfice net procuré par les recettes du péage et du halage, comme l'avait expressément prévu la loi de 1903, ce qui n'était guère encourageant pour les souscripteurs particuliers.

Les obligations non souscrites, c'est-à-dire la presque totalité des obligations émises, devaient donc être acquises par les charbonnages qui avaient accordé leur garantie. Cela n'allait pas sans quelque remous : en novembre 1910, la Compagnie de Marles, déjà très réticente au départ, déclarait à la Chambre de Commerce de Douai qu'elle ne verserait le montant de sa garantie dans la seconde émission que sous les plus expresses réserves et qu'elle déclinait toute garantie dans les émissions ultérieures ; elle estimait que les émissions intervenues n'étaient pas de véritables émissions publiques, parce que le taux de 3,40% n'était plus en rapport avec le prix de l'argent et que la Chambre de Douai avait eu tort de ne pas utiliser le taux de 4% autorisé par la loi du 23 décembre 1903 (46).

La Chambre de Commerce estimait devoir s'en tenir au taux initialement prévu, mais afin de permettre aux compagnies houillères de négocier leurs obligations, elle faisait admettre les titres de ses emprunts pour le canal du Nord à la cote au comptant de la Bourse de Lille les 26 juillet 1910, 1er juin 1911 et 15 février 1913 et à celle de la Bourse de Paris le 24 mai 1911. En 1910, le cours moyen du titre s'établissait à Lille en dessous du pair, à 455,81 F et certaines sociétés, comme la Compagnie de Vicogne-Neuix, décidaient de vendre les obligations qu'elles détenaient alors (47). Mais en 1911 et 1912, le titre

(46) Bureau de la Chambre des H.N.P.C., 11-01-1911.

(47) Arch. Cie de V.N.D., C A du 1-10-1910.

n'était plus demandé en Bourse de Lille et il n'a jamais pu être coté à la Bourse de Paris (48). Lors d'une réunion mixte des représentants de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Houillères de Douai, Louis Mercier, directeur de la Compagnie de Béthune, faisait remarquer en novembre 1911 que devant l'insuccès des émissions d'obligations du canal du Nord auprès du public, les frais de publicité apparaissaient comme inutiles et il en obtenait la suppression (49). Ce sont donc les douze compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'étant engagées qui ont pratiquement souscrit de 1909 à 1912 les 13 600 000 francs que la Chambre de Commerce de Douai a demandés pour pouvoir effectuer ses versements à l'Etat et elles n'ont pu, par l'intermédiaire de la Bourse de Lille, se débarrasser que d'une faible partie de leurs titres en 1910 et on le faisait à perte ; après 1910, cela ne leur a plus été possible du fait du peu de succès des obligations, aussi bien lors de l'émission que de l'introduction en Bourse.

Un autre motif d'inquiétude pour les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais était constitué par la relative lenteur des travaux de construction du nouveau canal. En mars 1912, Barbet, l'ingénieur en chef du canal du Nord, communiquait à la Chambre des Houillères une note sur la situation des travaux au 31 décembre 1911 : les dépenses s'élevaient alors à 32 500 000 francs, dont 21 568 000 francs fournis par l'Etat et 11 millions

(48) Annuaire des Bourses de Lille et de Paris, passim.

(49) Bureau de la Chambre des H.N.P.C., 20-11-1911.

de francs par la Chambre de Commerce de Douai ; le bureau de la Chambre des Houillères craignait alors que les travaux ne fussent pas terminés dans les délais. En revanche, en juillet 1913, lorsque Visla et Roumaux visitaient les travaux pour les Houillères sous la conduite des Ingénieurs des Ponts et Chaussées chargés de l'entreprise, ils en retenaient l'impression que les travaux seraient bien terminés vers la date prévue, dans les derniers mois de 1917 (50).

Quand en août 1914 la guerre a éclaté, on peut considérer que le canal du Nord était aux trois quarts achevé ; dans la première section, d'Arleux à Péronne, 17 kilomètres sur 44 étaient terminés, 8 écluses sur 11 étaient en place, le souterrain de Ruyaulcourt, long de 4,350 km, était percé et sa voûte complètement édifiée ; la seconde section, constituée par le canal de la Somme, de Péronne à Rouy-le-Grand, était à peine amorcée mais elle ne demandait que peu d'aménagements ; le troisième tronçon (30 km) enfin, de Rouy-le-Grand à Pont-l'Evêque, avec jonction du canal de la Somme au canal latéral à l'Oise, avait été construit sur 22 km, les trois écluses et le scuterrain de la Panneterie (1 100 mètres) étant terminés. Les dépenses s'élevaient environ à 70 millions de francs ; la Chambre de Commerce de Douai, grâce à l'aide des Houillères, avait fourni à l'Etat, en six versements effectués de 1909 à 1913, 22 millions de francs (51).

(50) Ibid., 13-1-1912 et 12-07-1913.

(51) M. MARY, "Le canal du Nord", Revue de la Navigation intérieure et maritime, janv. 1954, p. 4.

Pour édifier un nouveau canal, dont ils devraient être, il est vrai, les principaux bénéficiaires, douze charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais s'étaient donc imposés des charges financières importantes, rendues plus sensibles encore par le fait que toutes les sociétés houillères régionales n'y avaient pas participé. L'avancement des travaux montrait que les dépenses initialement envisagées de 60 millions avaient été très sous-estimées et en 1914, on en était à considérer que le coût du canal du Nord s'élèverait à 100 millions de francs. Avec leurs versements de 22 millions de francs, la Chambre de Commerce de Douai et donc les charbonnages garants des emprunts avaient fourni, dans les délais prévus, près des trois quarts des sommes qu'ils s'étaient engagées à verser. Mais l'Etat, lui, avait déjà participé pour 40 millions aux dépenses, donc pour beaucoup plus des 30 millions de francs prévus et beaucoup plus de la moitié du coût des travaux. La clause de la loi de 1903 qui avait limité à 30 millions la participation de la Chambre de Commerce de Douai et mis le surplus des dépenses à la charge du Budget avait donc pleinement joué en faveur de la Chambre de Commerce et des charbonnages régionaux ; elle avait en somme permis de tourner la prudence et la résistance du Sénat. Mais la guerre de 1914-1918 a ruiné, pour très longtemps, une oeuvre qui, après tant d'efforts, paraissait enfin bien engagée (52).

(52) La guerre de 1914-1918 a causé de très gros dommages au canal du Nord ; bien qu'un décret du 17 juillet 1919 ait déclaré urgente la reprise des travaux, seuls des travaux peu importants ont été entrepris après la guerre et ils ont été interrompus en 1932. La question a été reprise par les Houillères nationalisées et le canal du Nord, réclamé dès 1878, a pu entrer en service en 1966 : le canal du Nord a été inauguré le 28 avril 1966, exactement, jour pour jour, 156 ans après le canal de Saint-Quentin.

Grâce au canal du Nord, la Chambre des Houillères du Douai entendait améliorer considérablement les voies navigables desservant le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais aux dépens des voies utilisées par ses concurrents étrangers. Mais l'exécution en cours du nouveau canal ne pouvait et ne devait pas empêcher l'organisme de défense de suivre avec vigilance les efforts entrepris dans d'autres régions de France où apparaissaient ces mêmes concurrents. C'est ainsi que la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'a cessé de surveiller le vieux problème de Paris port de mer. Le 5 janvier 1911, le président de la Chambre des Houillères, Alfred Dupont, écrivait au ministre des Travaux Publics une lettre à ce sujet, lettre communiquée à Cherguéraud, Directeur de la Navigation et à Jean Plichon, député du Nord et vice-président de la Compagnie de Béthune ; il indiquait que les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'étaient émues des nouveaux projets de canalisation de la basse Seine et du Paris port de mer qui porteraient un "coup funeste" à l'exercice de leur industrie ; même après la construction du canal du Nord, l'avantage serait très grand pour les houillères étrangères : "Les très lourds sacrifices que - les premières en France - ces Houillères ont consentis, pour aider l'Etat dans l'exécution du canal du Nord seraient ainsi rendus inutiles et le droit de péage accordé sur le canal, seul gage de remboursement de ces avances, deviendrait de ce fait illusoire. Nos ouvriers s'inquiéteraient beaucoup" (53). Le Directeur de la

(53) Bureau de la Chambre des H.M.P.C., 11-01-1911.

Navigation rassurait d'ailleurs quelque peu le président de la Chambre des Houillères en ramenant le projet à des proportions plus modestes, puisqu'il s'agissait simplement de rendre la Seine navigable du Havre à Paris pour les chalands de 1 500 tonneaux environ et de placer Paris sous le régime d'un port de mer (54).

Au sujet du canal du Nord-Est, la Chambre des Houillères de Douai a toujours lutté contre toute scission du programme envisagé ; elle a insisté pour que les deux tronçons Denain-Charleville et Sedan-Longuyon-Pierrepont fissent partie d'un même projet et fussent exécutés simultanément. Elle a réussi à faire admettre sa manière de voir par l'Administration et à la faire consacrer par le Parlement : en adoptant en 1903 les conclusions du rapport relatif au canal du Nord-Est, la Chambre des députés a décidé que la branche est (canal de la Chiers) ne pourrait être livrée à l'exploitation avant la branche ouest (canal Escaut-Meuse). Mais en 1911, les métallurgistes de l'Est et la Chambre de Commerce de Nancy ont essayé de faire avancer la question conformément à leurs propres vues en faisant valoir que la section centrale, qui devait joindre Sedan à Pierrepont, était de beaucoup celle dont l'exécution immédiate s'imposait, en attendant que l'on puisse satisfaire complètement aux desiderata des industriels par la construction des embranchements vers Longwy et Briey, du prolongement vers la Moselle et enfin de la section nord.

(54) Ibid., 8-02-1911.

En mars 1912, au cours d'une séance à laquelle ne manquait pas de participer Champy, directeur de la Compagnie d'Anzin, et donc particulièrement intéressé par le problème, le bureau de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais maintenait ses positions antérieures : il était unanimement d'avis "que les Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais n'ont pas intérêt à favoriser le canal du Nord-Est dont la concurrence étrangère serait surtout appelée à bénéficier et qu'elles doivent s'efforcer de faire échec à ce projet". La Chambre des Houillères intervenait donc au ministère des Travaux Publics pour "contrecarrer" les partisans du canal de la Chiers (55).

En ce qui concerne la navigation sur les canaux existants, la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a pris une initiative qui aurait pu avoir des conséquences assez importantes : en s'inspirant de l'exemple des charbonnages du bassin de Charleroi qui depuis 1886 avaient organisé une chambre d'affrètement (56), elle a décidé en mars 1904 de créer à son tour une telle chambre qui, sous son égide, a commencé à fonctionner le 7 juillet 1904. Depuis la fin du XIXème siècle, les affréteurs avaient supplanté les compagnies houillères dans l'affectation et le cours des frets et les marinéets qui, en très grande majorité, étaient de petits propriétaires, se plaignaient de l'irrégularité des cours et de l'importance des commissions exigées par les intermédiaires. La commission que prenaient les affréteurs

(55) Ibid., 19-13-1912.

(56) F.V. Déclaration de l'Entente, 24.10.1903

était en général de 5% du fret ; la Chambre des Houillères décidait de demander 1% avec un maximum de 15 francs pour Paris. Ce serait donc, pour un fret moyen de 5 francs par tonne et une péniche de 280 tonnes, 70 francs de commission à payer à un affréteur (5% de 1 400 francs) et 14 francs seulement à la Chambre d'affrètement. De plus, la concentration des ordres par le nouvel organisme devait permettre une plus grande rapidité de chargement et donc un plus grand nombre de voyages par bateau (57).

En fait, les comptes de la Chambre d'affrètement le prouvent, l'institution a eu assez peu de succès, et les affaires traitées ont eu tendance à décliner pendant plusieurs années (58) :

TABLEAU N° 13

CHAMBRE D'AFFRETEMENT DE DOUAI		
Années	Courtages	Solde créditeur
1905	19 932 F	13 343 F
1906	19 793 F	905 F
1907	15 640 F	379 F

Le faible succès obtenu par la chambre d'affrètement tenait d'abord à la méfiance des marinières qui craignaient de dépendre des compagnies houillères et préféraient conserver l'en-

(57) A. LEGRAND, op. cit., p. 64.

(58) Bureau de la Chambre des H.N.P.C., 3J-25-1906.

cien système. De plus les affréteurs consentaient à leurs clients du négoce et de l'industrie des ristournes sur les frets, ristournes alimentées par leurs propres commissions et la Chambre d'affrètement, à cause du faible pourcentage qu'elle demandait, ne pouvait les suivre sur ce terrain. Enfin, et ce n'était pas le moins étonnant, la plupart des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais ne mettaient aucun empressement à s'adresser à l'organisme mis en place par leurs propres délégués et la Chambre des Houillères multipliait en vain les circulaires auprès des charbonnages régionaux pour inciter ceux-ci à remettre une plus large quantité d'offres à la chambre d'affrètement, chambre qui pourrait ainsi justifier et maintenir son existence (59). Aussi le 30 juin 1908, les courtages ayant encore baissé à 13 085 francs, l'exercice se traduisait-il par une perte de 1 814 francs, et un solde débiteur de 1 290 francs.

La Chambre des Houillères tentait alors de redresser la situation en installant à Paris au début de 1909 un agent de la Chambre d'affrètement chargé du rayon de la Seine, de la Seine-et-Marne et de la Seine-et-Oise et rétribué par une commission de 50% des courtages portant sur les ordres transmis par lui (60). Malgré cela, devant constater que la Chambre d'affrètement était "abandonnée par les compagnies qui lui refusent, soit les ordres dont elles disposent, soit les moyens de s'en procurer directement auprès de la clientèle en luttant à armes égales contre la concurrence des affréteurs", la Chambre des Houillères se résignait

(59) Bureau de la Chambre des H.N.P.C., 30-35-1908, 18-12-1908, 21-07- et 13-10-1909.

(60) Ibid., 18- 8- 1909.

en mai 1909 à engager des négociations avec les représentants des affréteurs et à envisager la création en commun à Douai d'une bourse d'affrètement qui réunirait tous les ordres reçus par les affréteurs ou par la chambre d'affrètement et les redistribuerait aux affréteurs ; mais les pourparlers n'aboutissaient pas (61).

La Chambre d'affrètement continuait à vivoter, tout en améliorant quelque peu ses affaires dans les années précédant la guerre : au 30 septembre 1909, le déficit était de 4 918 fr francs ; en revanche, un solde créditeur de 721 francs apparaissait le 1er décembre 1910 et il était de 10 116 francs le 31 décembre 1913. Un projet définitif de création d'une bourse d'affrètement avait pu être mis au point en 1913 avec les représentants des affréteurs, mais les réticences de plusieurs compagnies houillères, dont la compagnie de Bruay, l'empêchaient toujours de prendre corps (62).

Si elle avait bien fonctionné, la Chambre d'affrètement aurait apporté une solution à un problème particulièrement délicat : celui des délais de chargement des péniches aux "rivages", c'est-à-dire aux ports créés par les compagnies houillères. Lorsqu'ils étaient affrétés, les mariniers se rendaient aux rivages des mines désignés par leur contrat et devaient y attendre leur tour de rôle durant un temps indéterminé sans aucune espèce d'indemnité et sans qu'il y ait certitude pour eux d'être chargés

(61) Ibid., 12-05-1909.

(62) Ibid., 14-05- 1910 et 27-11-1914 ; arch. Cie de Bruay, C A du 24-12-1913.

dans un délai quelconque : ils n'avaient aucune possibilité juridique d'agir contre l'affrèteur, la société houillère ou le client. Les délais de chargement étaient en général de dix jours, mais ils pouvaient atteindre trois semaines à un mois et même davantage (63). En concentrant toutes les offres de la clientèle, la chambre d'affrètement de Douai aurait pu s'entendre avec les compagnies houillères, et fixer la date de mise à quai du bateau qu'elle affrétait; le problème des délais de chargement aurait été ainsi résolu. Mais le faible succès de la Chambre d'affrètement n'a fait de celle-ci qu'un affrèteur de plus, et qui, comme les autres affrèteurs, a décliné toute responsabilité pour les délais de chargement, tant pour elle que pour les expéditeurs.

La crainte de voir la législation imposer des délais réglementaires de chargement aux compagnies a obligé la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais à tenter d'atténuer l'arbitraire des conditions imposées aux mariniers. Le 25 octobre 1906, le député socialiste de la Seine Jean Allemane a déposé une proposition de loi tendant à fixer les délais de chargement et le taux des indemnités en cas de retard : l'article 32 de la loi du 21 avril 1810 aurait été complété par les dispositions suivantes : "Un délai maximum de 10 jours courants est accordé pour le chargement d'un bateau affrété et amarré au rivage de la mine. A partir du onzième jour de stationnement, la

(63) A. LEGRAND, op. cit. , pp. 77-81.

Compagnie houillère devra payer une indemnité de 0,05 francs par tonne et par jour" (64). Pour un bateau de 300 tonnes, le marinier aurait donc touché une indemnité de 15 francs par jour de retard.

La Chambre des Houillères de Douai, à l'instigation de Reumaux, directeur de Lens, a alors engagé des négociations avec certains représentants de la Chambre de Commerce de Paris et Morillon, le secrétaire du Syndicat de la Batellerie. La liaison avec le projet de loi Allemane est évidente : "M. Foucart (secrétaire de la Chambre des Houillères) attirera l'attention de M. le Secrétaire général du Syndicat de la batellerie sur les inconvénients que pourrait avoir le maintien du projet de loi Allemane au point de vue du succès des négociations" (65). Les pourparlers aboutissaient le 27 décembre 1907 à un accord entre la Chambre des Houillères et les syndicats de navigation intérieure, accord qui permettait de "geler" le projet Allemane : suivant la catégorie du charbon à emporter, un délai de 12 ou de 20 jours était prévu pour le chargement des péniches aux rivages, avec indemnités de 10 à 15 francs par jour de retard. Une convention-type devait être soumise à ses clients par chaque compagnie houillère adhérente et le système fonctionnerait à titre d'essai pendant un an à compter du 1er janvier 1908 (66).

(64) A. LEGRAND, op. cit., p. 85.

(65) Bureau de la Chambre des H.N.P., 16-10-1907.

(66) Ibid., 8-01 et 8-02-1908.

Comme toujours, l'accord conclu par la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'engageait ses membres que pour autant que ceux-ci voulussent bien accepter les dispositions retenues. En fait, la plupart des charbonnages de la région du Nord ont effectivement appliqué durant l'année d'essai les modalités de l'accord, en particulier Anzin, Lens, Liévin, Noeux, Béthune, Bruay et aussi Marles qui pourtant n'appartenait plus à la Chambre des Houillères : chaque mois, les compagnies ont établi le programme d'expédition du mois suivant afin de fixer, en accord avec les affréteurs, les mariniers et les clients, les dates approximatives auxquelles les péniches devaient être à vide à leur disposition aux quais d'embarquement. La Compagnie de Courrières, pour sa part, a préféré au système des dates de chargement retenu par Lens et la Chambre des Houillères celui, assez voisin, des numéros d'ordre attribués mensuellement aux mariniers, ce qui permettait également à ceux-ci de connaître la date approximative de leur chargement. La convention de 1890, appliquée par la plupart des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais a permis, malgré d'assez grandes difficultés dans le détail d'application, de réduire notablement les délais de chargement des péniches aux rivages, les compagnies houillères ayant intérêt à régulariser et à accélérer les opérations afin d'éviter le paiement d'indemnités aux mariniers. La convention était tacitement reconduite après 1900 et en réduisant le stationnement des péniches aux rivages des mines, elle a permis une réduction des frets, but recherché par les Houillères.

L'ne minorité de compagnies ont cependant vite abandonné certaines dispositions prévues par la convention, en particulier la disposition essentielle du paiement par les houillères d'indemnités pour retards de chargement. En octobre 1912, Henry de Peyerimhoff, secrétaire du Comité Central des Houillères de France, a écrit à la Chambre des Houillères de Douai pour attirer son attention sur l'incident que venait de soulever, à la séance inaugurale de l'Office National de la Navigation, Morillon, secrétaire du Syndicat de la batellerie, en signalant que plusieurs charbonnages ne respectaient pas les engagements pris en 1908. Une enquête auprès des Compagnies était alors organisée par la Chambre des Houillères : elle montrait que si la plupart des sociétés houillères, en particulier Aniche, Anzin, Dourges, Escarpelle, Lens et Liévin continuaient de se conformer aux engagements, en revanche Marles et Béthune avaient cessé de le faire. La Compagnie de Béthune, dans sa réponse, rappelait que la convention de 1908, n'ayant été conclue qu'à titre d'essai pour un an, avait cessé d'exister depuis janvier 1909 ; pour sa part, elle indiquait bien à ses acheteurs, le 20 de chaque mois, les dates auxquelles les bateaux affrétés par eux devaient être rendus à ses rivages, elle informait à leur arrivée les marins du délai approximatif dans lequel ceux-ci recevraient leur chargement mais elle ne payait pas d'indemnité, que le délai fût ou non dépassé. Le secrétaire de la Chambre des Houillères, Foucart, avait alors un entretien avec Sylvain Dreyfus, Directeur de l'

Office National de la Navigation, qui insistait beaucoup pour que les mesures prises d'accord avec la Batellerie fussent rendues générales : c'était le seul moyen de mettre fin à l'agitation sans cesse renaissante au sujet des délais de chargement. Le président de la Chambre des Houillères tentait donc, mais en vain, d'obtenir l'application par tous les charbonnages régionaux de la convention de 1908 (67).

Dans ses relations avec la batellerie utilisant les canaux et rivières qui desservaient le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, la Chambre des Houillères de Douai avait essayé d'agir dans deux domaines particulièrement importants : l'affrètement et les délais de chargement aux rivages. En grande partie à cause du peu d'intérêt apporté par ses propres adhérents à l'institution, la Chambre des Houillères de Douai n'avait pu mettre en place qu'une chambre d'affrètement languissante, sorte de gros affréteur supplémentaire qui n'avait pu avoir qu'une influence réduite sur la concentration et la régularisation de l'affrètement des péniches affectées aux transports de houille. En revanche, malgré certaines défections, elle avait pu à partir de 1908, restreindre les délais de chargement de bateaux aux rivages des mines, grâce aux dispositions d'un accord conclu avec les représentants de la batellerie et par lesquelles les compagnies houillères avaient accepté de verser des indemnités pour retard aux mariniers.

(67) Ibid., 10-12-1912 et 20-01-1913.

A la fin du XIXème et au début du XXème siècle, la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a ainsi consacré l'essentiel de ses efforts à ce domaine des moyens de transport, vital pour une industrie exportant en dehors du marché régional une partie importante de sa production. Elle l'a fait dans le souci de lutter contre la concurrence de ses rivaux français et surtout étrangers, en s'inspirant parfois de préoccupations véritablement protectionnistes. En ce qui concerne les tarifs de chemins de fer, elle a tenté de freiner la tendance croissante de l'administration française et des compagnies de chemin de fer d'étendre aux ports et aux gares frontalières les avantages des tarifs de réseau à réseau accordés aux gares des bassins houillers et sa tactique, qui ne pouvait ici être que défensive, n'a pu viser que des objectifs très limités, souvent même non atteints. Le grand but de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, la construction du canal du Nord, devait fournir aux charbonnages du Pas-de-Calais et de la région de Douai une voie navigable plus courte et sans doute moins onéreuse que les voies utilisées par les concurrents étrangers. Devoir continuer à emprunter le vieux canal de Saint-Quentin pourrait apparaître comme une pénalisation par rapport à l'utilisation du nouveau canal du Nord : c'était d'ailleurs ce que redoutait aussi la Compagnie d'Anzin. La menace de l'amélioration considérable de la navigabilité de la Seine avait déclenché l'action du Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais en faveur d'une

nouvelle voie d'eau ; finalement, la Chambre des Houillères de Douai avait obtenu en 1907 que commencât la construction du nouveau canal, sans que pourtant la voie de la Seine empruntée par les charbons anglais eût été sensiblement amendée, mais ce succès, elle n'avait pu l'obtenir que contre des sacrifices financiers importants consentis par une partie de ses membres. A la veille de la guerre de 1914-1918, le nouveau canal n'était pas encore achevé, de sorte que jusqu'à la guerre, les efforts de la Chambre des Houillères ont été, en ce qui concernait son domaine spécifique, peu féconds. Un résultat essentiel n'en paraissait pas moins acquis, mais la guerre de 1914-1918 l'a remis totalement en cause.

Les organisations de défense corporative et sociale maintenues ou fondées sur le plan régional par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais en 1895 et 1914 ont surtout bien fonctionné quand il s'agissait d'affronter les syndicats ouvriers : c'est le cas pour l'Union des Houillères jusqu'en 1906, c'est aussi le cas pour le maintien des délégations patronales qui, institution très souple, permet d'établir ou de refuser le contact. La Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, reconstituée en 1897, a, comme ses prédécesseurs, porté l'essentiel de ses efforts sur l'amélioration des moyens et des conditions de transport des houilles et si elle a paru aboutir là où ses prédécesseurs avaient échoué, elle n'en a pas moins souffert, elle aussi, de la mésentente entre ses mandants, de l'esprit

particulariste de certaines compagnies et de la difficulté d'imposer une décision décidée par une majorité. Cette difficulté inhérente au "syndicalisme" patronal se retrouve en partie dans les relations entre les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais et le Comité Central des Houillères de France.

II. LES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS ET LE COMITE CENTRAL DES HOUILLERES DE FRANCE.

Durant tout le XIXème siècle, les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont participé à la fois aux "groupes de pression" organisés sur le plan régional et sur le plan national mais en manifestant dans les années quatre-vingts une certaine réticence à s'agréger au Comité Central des Houillères de France. La gravité croissante des conflits sociaux au début du XXème siècle, la place prise notamment par les problèmes de la propriété minière et de la durée du travail des ouvriers mineurs dans les débats parlementaires et les préoccupations gouvernementales n'ont pu qu'accroître l'importance du Comité Central des Houillères de France, chargé d'influer sur des décisions qui, de plus en plus, étaient élaborées et prises à Paris.

A la fin du XIXème siècle et jusqu'à la guerre de 1914-1918, la présidence du Comité Central a continué à être assurée par Henry Darcy, mais on ne saurait voir ici la marque d'une

influence décisive exercée par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais car si Darcy était bien administrateur de Dourges, il était surtout président de Châtillon-Commentry. Un rôle essentiel était d'ailleurs joué par Edouard Gruner, secrétaire du Comité jusqu'en avril 1907, date à laquelle il est devenu vice-président du Comité. Le secrétariat a ensuite été assuré par Henri de Peycrimhoff, ex-maître des requêtes au Conseil d'Etat, homme sans lien spécial avec les houillères du Nord (68). Peycrimhoff n'a pas manqué de travailler en relation étroite avec R. Pinot, secrétaire du Comité des Forges et, depuis 1900, de l'Union des Industries métallurgiques et minières.

Le poids important des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais apparaissait bien dans la composition du bureau du Comité Central. Au début du XXème siècle, Léon Renard (1836-1906), président de Vicoigne-Noeux, ancien député du Nord, occupe la vice-présidence du Comité et le bureau, de 1907 à la guerre, apparaît comme largement dominé par des représentants du Nord et du Pas-de-Calais puisqu'aux côtés de Darcy et de Gruner, Théodore Berrois (1857-1920), ex-député du Nord (de 1890 à 1906) et administrateur de Lens, Paul Cuvinet (1837-1920), sénateur de l'Oise et président d'Anzin, Alfred Dupont, président de Courrières, ont occupé des vice-présidences (69). Si l'on voulait considérer

(68) Arch. du Comité Central des Houillères de France (C.C.H.F.), séance du 27-04-1907. H. de Peycrimhoff venait de publier Enquête sur les résultats de la colonisation officielle de 1871 à 1898 (Alger, 1898, 4°, 2 vol.).

(69) Arch. du C.C.H.F. et Arch. Ind. de Lens, C A 1906-1914.

Darcy comme un représentant du Nord de la France, on pourrait donc ~~conclure~~ qu'en 1907 tous les postes du bureau étaient tenus par des administrateurs de charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais à la seule exception d'E. Gruner, issu en quelque sorte du personnel permanent du Comité. Mais il convient de souligner que Darcy, quoique administrateur de Dourges, ne jouait aucun rôle dans les organismes corporatifs de la région du Nord et qu'en outre E. Gruner et Henri de Peyerimhoff étaient très influents. On remarque aussi la préférence accordée à des hommes ayant une expérience ou des fonctions politiques, ce qui correspondait bien à l'esprit d'une organisation chargée essentiellement d'infléchir l'action du législateur et de l'exécutif. Enfin apparaît le rôle important joué à la veille de la guerre de 1914-1918 par le représentant de la société de Lens, devenu le charbonnage le plus important du bassin du Nord de la France et par celui de la Compagnie d'Anzin, Compagnie qui, déjà durant tout le XIXème siècle, avait souvent été à l'avant-garde pour la participation à des organisations corporatives nationales alors qu'elle s'était non moins souvent montrée réticente vis-à-vis des associations régionales.

Dans la commission administrative du Comité Central, les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais étaient naturellement assurées d'une large représentation : c'est ainsi qu'en 1908 et en 1909, sur 32 membres (dont certains représen-

taient des sociétés métallurgiques, comme le baron de Nerve,

président de Denain-Anzin), une majorité, 19, étaient les délégués de sociétés houillères du Nord de la France. Parmi eux figuraient notamment, outre les présidents et vice-présidents déjà indiqués, Louis Boudenoot (1855-1922), sénateur du Pas-de-Calais et président de la Cie de Carvin, Ernest Dejardin-Verkinder (1840-1920), ancien député du Nord et administrateur d'Aniche, Emile de Marcèbre (1826-1918), sénateur inamovible, ancien député du Nord et ancien ministre, président de la Cie de Béthune, Jean Plichon (1863-1935), député du Nord et administrateur de Béthune, Elie Reumaux, directeur de Lens et aussi Florent Guillain (1844-1915), député du Nord, ancien ministre, président du Comité des Forges de France et de l'Union des Industries métallurgiques et minières, et qui allait en 1910 entrer au conseil d'administration d'Anzin (70).

La représentation largement majoritaire des sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais dans les organismes délibératifs et exécutifs du Comité Central des Houillères de France au début du XXème siècle ne faisait que refléter le rôle majeur joué par ces sociétés dans la production houillère de la France, production qui servait de base à l'établissement des cotisations, elles-mêmes fondement des représentations respectives. Pratiquement ces cotisations ont été le plus souvent, à partir de 1894, fixées à quatre millimes par tonne, cotisations ordinaires (deux millimes) et cotisations supplémentaires réunies. C'est ainsi que pour l'exercice 1907, les cotisations

(70) Arch. du C.C.H.F., C A de 1908 et de 1909.

versées au Comité Central ont fourni 121 098 francs, dont près des deux tiers ont dû être versés par les charbonnages de la région du Nord. Ces ressources peuvent paraître relativement modiques, mais il convient de leur ajouter les cotisations spéciales versées à partir de 1907 pour "la caisse d'assurance mutuelle contre les grèves", lorsque, comme nous le verrons, le Comité Central a regroupé les caisses régionales.

Pour l'exercice 1907, compte tenu de l'avoir en caisse au 1er janvier (52 761 francs) et des "produits divers" (29 326 francs) provenant de la vente des annuaires, des abonnements aux circulaires et des intérêts de fonds placés, le Comité a disposé au total de 203 185 francs (caisse contre les grèves exclue). Ces recettes ont permis en particulier la rétribution pour 54 412 francs d'un personnel parisien de 18 personnes, dont Gruner pour 13 333 francs et Feyetimhoff pour 12 916 francs et de trois correspondants étrangers (anglais, belge et allemand) rétribués ensemble 4 000 francs ; le président et les autres vice-présidents ne percevaient pour leur part que des frais de mission. Le total des dépenses qui, en fonction des ressources ne pouvait être que relativement modeste, s'est élevé à 173 569 francs, une partie importante des dépenses étant constituée par les publications et les subventions du Comité (71), mais il ne s'agissait, répétons-le, que du budget ordinaire.

Bien qu'en mesure de peser de façon essentielle sur

les décisions du Comité Central des Houillères de France, les

(71) Arch. du C.C.H.F., A G du 18-01-1908 et état des recettes et dépenses de 1907. - En 1908, un correspondant américain a été nommé : la rétribution de Gruner a été portée à 15 000 F, celle de Feyetrimhoff à 20 000 F.

charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais n'ont pas toujours approuvé l'action menée par le président et le personnel permanent du Comité. En mars 1900, S.Agniel, directeur de la Compagnie de Vicoigne-Noeux, estime devant les membres de son conseil d'administration que le travail du Comité Central est "insuffisant" : "La Société de Blanzv, la Compagnie de Carmaux sont traitées en ennemies par le gouvernement. Le Comité Central des Houillères de France est une réunion d'industriels chargés d'étudier les moyens de défense et de les faire valoir auprès des pouvoirs compétents. Il est en train de désarmer, d'abdiquer et de perdre toute influence sur la marche des choses. Nous avons créé à grands frais un instrument de défense qui ne servira à rien. Des industriels sérieux ne peuvent pas perdre ainsi leur temps et leur argent" (72). En décembre 1900, les dissensions entre la Chambre des Houillères de Douai et le Comité Central s'aggravaient, malgré les efforts de conciliation de L.Renard, qui écrivait à S.Agniel : "Si je ne m'étais pas efforcé de calmer les ardeurs, le Comité Central serait bien malade à l'heure qu'il est. Enfin, la sagesse a prévalu et nous allons tâcher d'améliorer ce qui existe" (73). En janvier 1901, H. Darcy démissionnait même de la présidence du Comité Central mais dès le mois suivant, il retirait sa démission (74).

(72) Arch. Cie de V.N.D., dr de la séance du C A du 14-03-1900.

(73) Arch. Cie de V.N.D., dr de la séance du C A du 27-12-1900 : lettre de L. Renard à S. Agniel du 22-12-1901.

(74) Arch. Cie d'Anzin, C A de janv. et de févr. 1901.

Dans les années postérieures à 1901 et jusqu'à la guerre de 1914-1918, les relations semblent s'être améliorées, entre les membres de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et le Comité Central. Les charbonnages de la région du Nord ont en particulier approuvé l'attitude du Comité Central qui a refusé toute discussion nationale entre le Comité et les syndicats ouvriers, notamment lors de la grève générale de 1902. De même que les Chambres des Houillères refusaient d'apparaître comme des interlocuteurs possibles sur le plan régional, le Comité Central se déclarait incompétent sur le plan national et refusait d'intervenir dans les conflits sociaux ; toute la responsabilité était ainsi laissée dans les différents bassins aux délégations patronales locales chargées de négocier des conventions limitées à leur ressort. Opposé à des accords nationaux, le Comité Central approuvait en revanche vivement les conventions collectives par bassin : lorsqu'en juillet 1900, la convention du Nord et du Pas-de-Calais est renouvelée pour un an et celle de la Loire pour deux ans, le Comité Central y voit la preuve que "sans ingérence administrative et par le libre contact des organes représentatifs qu'ils ont cru devoir se donner de part et d'autre, les intéressés sont en état de solutionner eux-mêmes et pacifiquement les plus graves problèmes de leur vie corporative" (75). Si l'opposition à l'intervention de l'Etat est traditionnelle, la reconnaissance de l'utilité d'un syndicalisme ouvrier,

(75) Arch. du C.C.H.F., dr conventions régionales, juil. 1900.

elle, est beaucoup plus neuve ; il est vrai que l'approbation concerne une phase modérée de l'action ouvrière. Comme le déclarait H. Darcy au Comité Central en novembre 1911 : "dans une industrie où la main d'oeuvre est multitude, bien faible est la cloison qui sépare le bénéfice contre le flot montant du salaire" (76).

Dès 1891, pour résister aux effets de grèves, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais avaient constitué une Union des Houillères qui, grâce aux cotisations perçues, versait des indemnités aux sociétés atteintes. Cette Union ne reflétait qu'un aspect du mouvement de réaction patronale en face des conflits sociaux aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis et au début du XXème siècle, le Comité Central des Houillères de France a suivi avec beaucoup d'attention les organisations patronales fondées pour résister aux grèves. De nombreuses "notes spéciales" ont analysé les associations allemandes (note du 30 juin 1904), la National Metal Trades Association, organisation patronale de la métallurgie des Etats-Unis et du Canada (note du 11 octobre 1904), la Shipping Federation, fédération des armateurs britanniques qui poursuivait parmi ses buts la protection de ses adhérents contre les pertes résultant des grèves (note du 17 octobre 1904). Mais l'exemple décisif pour le Comité Central des Houillères de France a été celui fourni par l'Union des Industries

(76) Patrick FRIDENSON, Les mines de la Loire de 1854 à 1914 (O.E.S., Paris, 1965, 239 p. Actyl.), n. 160, d'après les archives des Houillères de la Loire.

métallurgiques et Minières qui, en 1906, a décidé, dans le cadre juridique défini par le décret du 22 janvier 1868, de constituer des "caisses d'assurances mutuelles" dans les principales branches de la métallurgie française, caisses regroupées en une Caisses Centrale d'assurance contre les conséquences du chômage forcé, le principe de cette organisation avait été arrêté le 16 mai 1906, donc en liaison évidente avec les importantes grèves ayant alors déferlé sur la métallurgie, et les caisses ont été définitivement constituées en décembre 1906 (77).

Le Comité Central des Houillères de France a, pour sa part, mis au point à la fin de l'année 1906 un projet d'embliée plus centralisateur que celui établi par les entreprises métallurgiques puisque le Comité prévoyait l'adhésion directe des charbonnages à une caisse nationale unique et donc la disparition des associations déjà existantes, comme l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Les grandes grèves de l'année 1906, en particulier le grave conflit qui a affecté le bassin houiller de la région du Nord après la catastrophe de Courrières, ont, ici encore, accéléré la mise au point du projet et alors que le Comité Central se refusait à toute discussion menée à l'échelle nationale avec les syndicats ouvriers, il n'en prévoyait pas moins la constitution d'un fonds unique destiné à alimenter la résistance

(77) Arch. du C.C.H.F., Note sur l'organisation et le fonctionnement des sociétés métallurgiques d'assurances contre les conséquences du chômage forcé, 9-01-1907.

contre les grèves. Le 24 janvier 1907, l'assemblée générale du Comité Central des Houillères de France décidait de créer une Union générale des compagnies houillères formée pour une période de trois ans, Union dotée d'un "service d'assistance mutuelle contre les grèves", euphémisme moindre que celui utilisé par les sociétés métallurgiques. La cotisation annuelle serait de cinq centimes par tonne extraite et en outre un versement de deux centimes par tonne serait effectué pendant trois ans pour assurer "la défense des intérêts généraux de l'industrie houillère" ; c'était fournir au Comité Central des moyens financiers bien plus considérables que ceux que lui procurait le budget ordinaire. En cas de grève, les sociétés percevraient une indemnité de 1,70 F par tonne non extraite (78).

La plupart des charbonnages français adhéraient à la nouvelle caisse, qui englobait environ 50 exploitations. Pour la région du Nord, la Compagnie d'Aniche avait accepté d'en faire partie à condition que la Compagnie d'Anzin en fit autant (79), et effectivement sa puissante voisine, qui n'avait jamais été membre de l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, a en revanche appartenu d'emblée à la nouvelle caisse. Seize charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais au total ont adhéré à l'association et parmi eux, les charbonnages les plus puissants, à l'exception de la Compagnie de Bruay, souvent particulariste, et, fait plus surprenant, de la Compagnie de Courrières ; la grande

(78) Arch. du C.C.H.F., dr assurances contre les grèves ; Arch. Cie d'Aniche, C A du 5-02-1907.

(79) Arch. Cie d'Aniche, C A du 28-12-1906.

majorité des petites sociétés, y compris la mine d'Azincourt absorbée par Denain-Anzin, ont donné leur adhésion, seules s'abstenant les Compagnies de Ligny, de Thivencelles et aussi la Compagnie de Crespin-Nord, dominée par de Wendel (80).

Les délégués de la région du Nord ont joué un rôle important dans la "Commission nationale d'assistance mutuelle" du Comité Central, commission chargée de gérer la nouvelle caisse. Sabatier, administrateur d'Anzin, Dutemple-Crépin, président de Liévin et Reumaux, directeur de Lens ont représenté le Nord et le Pas-de-Calais et c'est Sabatier qui a présidé la Commission. Des fonds importants ont été réunis : durant les trois années 1907, 1908 et 1909, le service d'assistance mutuelle contre les grèves a encaissé des cotisations d'un montant global de 4 369 498 francs, cotisations auxquelles se sont ajoutés des intérêts pour 183 121 francs ; les conflits ayant été peu nombreux (dont celui de Drocourt en 1908), il n'a eu à verser, pour indemnités et frais, qu'une somme totale de 105 000 F . A la fin de 1909, la caisse du Comité disposait ainsi d'une réserve de 4 447 617 F . Le 29 janvier 1910, l'assemblée générale du Comité Central a alors décidé de proroger le service de lutte contre les grèves d'une nouvelle période de trois ans et de limiter désormais l'appel des cotisations aux besoins réels de chaque exercice (81).

(80) Arch. du C.C.H.F., de assurances contre les grèves, A G du 23-01-1909 ; Arch. Cie de Bruay, C A du 30-01-1907.

(81) Arch. du C.C.H.F., A G du 29-01-1910 ; Arch. Cie de V.N.D., C A du 24-02-1910.

Le Comité Central des Houillères de France, grâce à son service d'assistance mutuelle contre les grèves, a pu ainsi à partir de 1907, disposer d'un fonds de réserve fort important pour aider les compagnies à résister aux actions ouvrières, plus efficacement que ne l'avait fait auparavant l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais puisque l'appui que se prêtaient les compagnies ne perdait ainsi de sa valeur que lors d'un conflit national, tout à fait exceptionnel. Comme les cotisations étaient fonction de la production, ce n'en était pas moins surtout les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais qui alimentaient le fonds commun et de ce fait découle le grand rôle qu'ils ont joué dans la gestion de l'association.

Les grèves qui ont suivi la catastrophe de Courrières avaient contribué à la création au Comité Central des Houillères de France d'un fonds national de résistance. Cette même catastrophe a aussi amené, fait peut-être plus positif, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais à réclamer du Comité Central la formation d'une station d'essais où l'on rechercherait les moyens d'éviter le retour d'une telle tragédie. Cette station pu être installée à Liévin en 1907 grâce à une contribution d'un centime par tonne extraite, versée par toutes les sociétés adhérentes, et elle a ensuite fonctionné grâce à une cotisation de deux millimes par tonne. Son directeur, Taffanel, a entrepris dès 1907 plusieurs voyages d'études en Allemagne et aux Etats-Unis

et la station expérimentale de Liévin a obtenu assez vite de précieux résultats concernant les problèmes de sécurité, résultats qui ont beaucoup contribué à préparer la rédaction du nouveau et très important "règlement général des mines" du 13 août 1911 (82) .

En 1907, beaucoup de charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais avaient envisagé d'adjoindre à la station d'essais de Liévin un poste central de secours doté de moyens importants lui permettant d'intervenir rapidement et avec efficacité dans toutes les mines victimes de graves accidents. Mais la plupart des sociétés de la région n'acceptaient de s'engager qu'à la condition que tous les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, à la seule exception d'Anzin, fussent d'accord ; comme Anzin, Douchy et Meurchin refusaient de se rattacher à un poste central et préféraient organiser leurs propres postes de secours, le projet, qui aurait pourtant accru la solidarité des compagnies devant le danger, était provisoirement abandonné, diminuant ainsi en partie l'importance de la station de Liévin (83).

Si sur le front de la défense corporative et sociale et certains secteurs limités comme l'organisation du centre d'essais de Liévin, le Comité Central des Houillères de France,

(82) Arch. du C.C.H.F., dr sur la station de Liévin ; Arch. Cie de V.N.D., C A du 28-04-1910 ; J.O. du 25 août 1911.- La station de Liévin a été détruite pendant la première guerre mondiale ; une station a été reconstruite à Montluçon en 1921, puis transférée, en 1950, au laboratoire de Verneuil (Oise) où a été installé le Centre d'études et de recherches des Charbonnages de France (CERCHAR).

(83) Bureau de la Chambre des H.N.P.C., 11-12-1907 et 8-02-1908.

émanation en grande partie des charbonnages de la région du Nord, a exercé une influence fort importante, en revanche il n'a, dans le domaine économique, joué qu'un rôle secondaire à la fin du XIXème et au début du XXème siècle, très en deça de l'action menée durant la même période par le Comité des Forges. A la fin de l'année 1895, c'est d'ailleurs avec ce Comité des Forges que le Comité Central des Houillères de France envisage de constituer une société au capital de 500 000 francs afin d'explorer les richesses minières des provinces occidentales du sud de la Chine. Le conseil de la Société des Mines de la Loire refusait, quant à lui, de s'associer au projet, estimant que l'opération ne présentait pas un intérêt suffisant pour les sociétés houillères (84), mais la Société des Mines de Lens, elle, acceptait de verser sa quote-part, soit 20 000 francs (85).

Alors que le Comité des Forges a activement participé au fonctionnement des cartels et des comptoirs réunissant les sociétés métallurgiques, le Comité Central des Houillères de France, lui, a continué à n'avoir ici qu'un rôle extrêmement restreint : tout au plus peut-on signaler que dans le cadre de réunions tenues au Comité Central, les exploitants de diverses mines françaises se sont rencontrés en 1896 et en 1897 dans le but d'organiser des syndicats de vente puis "une entente commerciale qui permettrait à chacun d'eux de se développer librement dans la région qui l'entoure et où il doit trouver son expansion

(84) P. FRIDENSON, op. cit., p. 24.

(85) Arch. Soc. de Lens, C A du 25-11-1895.

normale" (86), mais ces ambitieux projets n'ont pas abouti. Le Comité Central n'a en particulier exercé aucune influence directe sur la formation et la marche de l'Entente et de l'Office de Statistique des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. On peut simplement relever en outre que le Comité Central a provoqué à son siège le 6 décembre 1910 une réunion de tous les charbonnages français fournisseurs de la Marine Nationale pour préparer une entente sur les soumissions (87).

CONCLUSION

Le Comité Central des Houillères de France demeure à la veille de la guerre de 1914-1918 essentiellement un groupe de pression surveillant l'évolution d'une législation qu'il s'efforce d'infléchir. Son rôle le plus important se situe donc sur le plan politique et social et il paraît n'avoir qu'une influence très secondaire dans le domaine proprement économique. Les relations avec les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais qui avaient été assez difficiles dans les premières années de formation du Comité ont connu de nouveaux remous en 1900-1901, puis elles se sont améliorées jusqu'à la guerre de 1914-1918, ne serait-ce qu'à cause de l'influence certaine exercée par les représentants de la région du Nord dans la commission administrative et le bureau du

(86) Arch. du C.C.H.F.

(87) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., circulaire de l'Office de Statistique des H.N.P.C. du 3-12-1910.

Comité. On doit cependant remarquer que les personnages les plus importants, Darcy, Gruner et Peyerimhoff ne sauraient nullement être considérés comme de simples exécutants de la volonté des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais.

Un répartition des tâches a pu s'opérer : tout ce qui concerne les problèmes politiques et sociaux envisagés à l'échelle nationale, en particulier l'examen de la législation, est devenu du ressort du Comité Central des Houillères de France. Ce Comité refuse d'intervenir officiellement dans les conflits sociaux, d'accepter de se poser en interlocuteur habilité à conclure des conventions nationales de salaires, mais à partir de 1907, il n'en constitue pas moins une caisse de résistance contre les grèves, qui absorbe en particulier l'Union des Houillères que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais avaient fondée dès 1891. En ce qui concerne les pressions à exercer sur les pouvoirs législatif et exécutif et la solidarité financière des compagnies lors des conflits, le Comité Central, placé à Paris, centre de toutes les décisions essentielles de la vie politique, tend donc à accaparer de plus en plus toutes les tâches principales. Le rôle de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais reconstituée en 1897 tend donc à se restreindre à un objectif presque unique, la défense des intérêts de ses adhérents en ce qui concerne le développement des voies de communication, par fer et surtout par eau. Le grand succès de la Chambre des Houillères a été le démarrage de la construction du canal du Nord mais il ne

pouvait être de portée immédiate. Encore n'avait-il pas été obtenu sans bien des dissensions internes et au prix d'un gros effort financier consenti seulement par la majorité des charbonnages de la région. Le "syndicalisme" patronal, sur le plan du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, apparaît donc comme ayant été d'un essor difficile, comme souvent mis en cause par des adhérents jaloux de leur indépendance et au total d'une efficacité plutôt limitée. Sur le plan national, ce n'est de même qu'avec réticence que les charbonnages de la région du Nord avaient d'abord accepté de s'associer à un organisme central, mais enfin dans les années précédant la guerre, cette adhésion est bien acceptée, bien assimilée. Egalement soucieux de masquer leur rôle dans le domaine social, le Comité Central des Houillères de France comme la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont refusé d'intervenir directement dans les conflits sociaux du début du XXème siècle, mais par leur existence même, ils ont favorisé la signature de conventions collectives régionales, issues en fait de la confrontation des syndicalismes ouvrier et patronal. De même, dans le domaine proprement économique, l'existence de leur Chambre des Houillères a contribué à préparer pour les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais la formation de leur cartel de prix. C'est donc par leurs effets indirects que les organisations patronales de défense corporative et sociale auraient peut-être été finalement les plus importantes dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais.

- C H A P I T R E V I -

*L' ENTENTE ET L' OFFICE DE STATISTIQUE
DES HOUILLERES DU NORD ET DU
PAS-DE-CALAIS (1901 - 1914) .*

I.- La mise en place et l'évolution des structures de l'Entente
et de l'Office des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

II.- L'organisation du marché charbonnier.

1. Les zones de vente.
2. La fixation des prix.
3. Les règlements commerciaux et financiers.

III.- L'organisation du marché des cokés.

1. Les concurrents et les clients.
2. La période 1901-1904.
3. La période 1904-1910.
4. L'accord entre les charbonnages du Nord et du
Pas-de-Calais et les sidérurgistes de Neurthe-et-
Moselle (1910-1914).
5. L'organisation des marchés des sous-produits de
la cokéfaction et des agglomérés.

IV.- Les réactions provoquées par l'Entente et l'Office des
Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

- CHAPITRE VI -

*L'ENTENTE ET L'OFFICE DE STATISTIQUE DES HOUILLÈRES DU NORD
ET DU PAS-DE-CALAIS (1901-1914) .*

Depuis leur fondation jusqu'à la fin du XIXème siècle, les sociétés houillères de la région du Nord n'avaient conclu entre elles que des accords commerciaux limités et peu nombreux ; toutes les tentatives pour mettre sur pied un organisme collectif qui fixerait le niveau des prix et la répartition des ventes avaient échoué sans avoir été beaucoup poussées. Au contraire, en 1901, la plupart des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais réussissent à se mettre d'accord pour fonder un cartel de prix qui leur assure une plus grande sécurité quant aux chiffres d'affaires et aux débouchés et atténue beaucoup l'âpreté de la concurrence entre sociétés. Seule la conjonction de nombreux éléments déterminants, dont le modèle d'organisation fourni par les syndicats de vente allemands est essentiel, peut expliquer un tel changement dans des habitudes acquises depuis si longtemps (1).

(1) L'étude de l'entente commerciale réalisée par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais au début du XXème siècle a été abordée dans la monographie de Paul ROBINET, L'Office de Statistique des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, Lille, Camille Robbe, 1910, 8°, 134 p., Th. Lille Droit ; par Albert AFTALION, "Les cartels de la région du Nord : le cartel des mines de charbon du Nord et du Pas-de-Calais", Revue économique internationale, mai 1911, pp. 274-308 ; les principaux éléments de la thèse de P. ROBINET ont été repris par Max HEAULME, L'évolution commerciale des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, Th. Lille Droit, 1940, 15 X 23, 460 p. ronéot. (pp. 112-160). Nous avons été en mesure, pensons-nous, de renouveler l'étude grâce aux archives de l'Entente et de l'Office de Statistique des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, archives que nous avons retrouvées parmi les documents laissés par la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et qui n'avaient point été consultées par les auteurs précédents.

L'unité géographique du bassin houiller, donnée naturelle favorable, n'a pu exercer son influence que lorsque la concentration industrielle, la taille croissante des sociétés et l'essor de la production ont permis, voire exigé, une certaine harmonisation des méthodes et des objectifs commerciaux afin d'adapter ceux-ci à l'importance des quantités de charbon et de coke à écouler. Les progrès de l'intégration commerciale sont ainsi directement liés à ceux de la concentration et de l'expansion des entreprises, si notables au début du XXème siècle.

En ce qui concernait la concurrence étrangère, très importante, il s'agissait pour les houillères du Nord et du Pas-de-Calais de fonder une association qui tirerait parti de leur position privilégiée sur le marché régional et permettrait en même temps de lutter plus efficacement sur le reste du territoire national. La France étant déficitaire en énergie et en particulier en houille, la nécessité ne semblait pas s'imposer de porter également la lutte à l'étranger, en tentant de développer des exportations jusque là squelettiques. La création d'un cartel de prix n'a donc pas été la conséquence d'un monopole de fait, elle a correspondu à la volonté de mettre en place une structure qui rendrait les charbonnages plus compétitifs et qui, tout en leur conservant leur primauté plus ou moins absolue sur le marché régional, leur assurerait dans le reste de marché national des débouchés élargis aux dépens de leurs rivaux français et surtout étrangers.

En France, les charbonnages des bassins autres que ceux du Nord demeuraient inorganisés ; pour les houilles du Nord et du Pas-de-Calais, il n'y avait donc pas là motif de progression. En revanche, l'avance des sociétés métallurgiques françaises et surtout l'exemple des associations existant dans les bassins houillers belges et allemands ont grandement incité les compagnies de la région du Nord à coordonner leur activité commerciale.

Parmi les bassins houillers français, le bassin du Nord et du Pas-de-Calais a été le premier à voir se développer une organisation commerciale commune. Il a donc eu, sur le plan de l'industrie charbonnière française, un rôle d'initiateur et l'on ne saurait en particulier considérer que ce sont les efforts du Comité Central des Houillères de France qui ont amené les sociétés de la région du Nord à réaliser une entente commerciale. En revanche, les affaires de plus en plus importantes que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais traitaient avec les sociétés métallurgiques du Nord-Est ont beaucoup poussé les sociétés du Nord à présenter un front uni à des clients dont l'organisation commerciale était beaucoup plus avancée que la leur et qui étaient donc en mesure de peser sur les prix qui leur étaient proposés. Depuis 1876, le Comptoir de Longwy, chargé d'écouler les fontes lorraines, a vu croître sans cesse le nombre de ses participants et à la fin du XIXème siècle, il regroupe toutes les

grandes sociétés métallurgiques de Meurthe-et-Moselle. De nombreux autres comptoirs spécialisés ne cessent de se développer: en 1896 sont fondés le Comptoir des Ressorts et le Comptoir des poutrelles, celui-ci réunissant 22 sociétés ; le Comptoir des aciers Thomas regroupe les sociétés de Longwy, Micheville, Pompey, de Wendel, et également les Forges et Aciéries du Nord et de l'Est. A la différence du Comptoir métallurgique de Longwy, qui ne vend que sur le marché national, la plupart des autres organismes vendant aussi à l'étranger, mais, comme le Comptoir de Longwy, tous se sont placés sous le régime de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, ce qui leur permet de se livrer à des opérations commerciales (2). Il était difficile pour les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais de continuer à traiter avec des partenaires, dont l'activité atteignait la région du Nord, sans s'inspirer en partie de leurs méthodes. Mais ce sont surtout les exemples fournis par les rivaux directs étrangers qui ont inspiré les mesures adoptées dans la région du Nord.

Les circulaires du Comité Central des Houillères de France ont attiré à de nombreuses reprises l'attention des producteurs français sur les syndicats de vente allemands et en 1898, Ed. Gruner, secrétaire du Comité, a publié sur eux une nouvelle étude (3). Mais les charbonnages du Nord et du Pas-de-

(2) Gabriel GIRAULT, le Comité des Forges de France (Paris, 1922), p. 16 ; COMITE DES FORGES DE FRANCE, La sidérurgie française 1864-1914 (Paris, 1920, 626 p.) ; Lucien BROCARD, "La grosse métallurgie française et le mouvement des prix de 1890 à 1913", R.H.E.S., t.X, 1922 (pp. 313-500), p. 303.

(3) GRUNER et FUSTER, Aperçu historique sur les syndicats de vente de combustibles dans le Bassin Rhénan-Westphalien (Paris, Comité Central des Houillères de France, 1898, 4°).

Calais ne se sont point contentés de ces informations et à plusieurs reprises, entre 1896 et 1900, ils ont envoyé eux-mêmes, des ingénieurs en mission d'information dans la Ruhr pour y étudier l'organisation et le fonctionnement du syndicat rhénan-westphalien (R.W.K.) ; comme la concurrence allemande a été de plus en plus ressentie et redoutée par les houillères du Nord, nul doute que celles-ci^{n'}aient voulu adopter en partie les méthodes si efficaces de leurs concurrents. Les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais avaient d'ailleurs été précédées dans cette voie par leurs voisins belges, qui ont accéléré leur intégration commerciale à la fin du XIXème siècle : le 10 février 1896 a été fondé le Syndicat des fines du Centre par lequel les sociétés participantes écoulaient en commun, grâce à une seule agence de vente, leurs fines demi-grasses proportionnellement à la production livrée au commerce pendant le trimestre qui avait précédé la signature du contrat (4) ; la société du Charbonnage de Bois-du-Luc a participé à la formation du comptoir (5). Mais c'est naturellement la Société Générale de Belgique qui, par l'intermédiaire des charbonnages qu'elle contrôle, joue un rôle moteur dans le processus qui s'accroît, en particulier elle s'emploie à développer le Syndicat belge des cokes (constitué en 1894) et à favoriser la conclusion d'accords débordant même le cadre national en vue de fixer les prix et de partager les débouchés : ce syndicat des cokes amorce à la fin du XIXème siècle une entente avec le syndi-

(4) Paul ROBINET, op. cit., pp. 27-28.

(5) Les charbonnages du Bois-du-Luc et d'Havré, Notices historiques par V. DELATTRE et abbé Joseph FLUMET (1935, 160 p. ronéot., A.E. MONS) p. 144.

cat similaire allemand (6). De plus, en 1897 sont constitués le Syndicat des charbonnages liégeois puis ceux du bassin de Charleroi et de la Basse-Sambre et du bassin du Couchant de Mons. Les ententes entre charbonnages font l'objet de contrats notariés. Tous les syndicats, organisés en comptoirs sur le modèle allemand, se chargent eux-mêmes d'écouler la production des sociétés membres grâce à des bureaux uniques de vente. Très significative à est à cet égard la façon dont la société métallurgique de Senelle-Maubeuge concluait alors ses marchés. Afin de satisfaire ses besoins en coke pour l'année 1899, Senelle-Maubeuge s'engageait en octobre 1898 avec les sociétés ou organismes suivants (7) :

Mines d'Aniche	: 6 000 tonnes
Mines de Douchy	: 6 000 -
Syndicat allemand	: 30 000 -
Syndicat belge	: 4 000 -

Un marché complémentaire de 6 000 tonnes de coke était conclu avec les Mines de Lens en février 1899 (8). Mais en avril 1899, les syndicats belge et allemand chargés de la vente des coques adressaient à tous leurs clients une circulaire pour les mettre en demeure de traiter immédiatement les marchés de coke pour l'année 1900, sinon ils ne pourraient garantir aucune quantité pour cette année. Senelle-Maubeuge acceptait les propositions des syndicats et pour 1900 commandait 25 000 tonnes de coke allemand et

(6) SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE, Le centenaire de la Société générale de Belgique, 1822-1922 (Bruxelles, 1922, 329 p.), p. 122.

(7) Arch. de la Société métallurgique de Senelle-Maubeuge, C A du 25-10-1898.

(8) Ibid., C A du 11-02-1899.

5 000 tonnes de coke belge (9). Les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais doivent ainsi affronter en ordre dispersé la concurrence de sociétés houillères allemandes ou belges dont l'intégration commerciale est plus avancée que la leur, faite uniquement de quelques accords très limités, et la concurrence étrangère est d'autant plus redoutable que se précise la menace d'une véritable coalition germano-belge. On comprend que les houillères de la région du Nord aient tendu à assimiler en partie des méthodes et d'organisations qui les plaçaient en situation d'infériorité.

En ce qui concerne l'influence des organisations déjà existantes, il convient enfin de souligner que la reconstitution de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, le développement de l'Union des Houillères et la fréquence des réunions périodiques entre directeurs n'ont pas manqué d'instaurer des habitudes de consultation qui se sont rapidement transférées dans le domaine commercial. C'est en particulier dans le cadre de la Chambre des Houillères de Douai qu'ont été prises les premières mesures communes et que se sont tenues les réunions préparatoires décisives.

Les structures qui existaient ou se modifiaient dans les pays voisins ou dans la région du Nord à la fin du XIX^{ème} siècle expliquent pour l'essentiel la formation d'un cartel de

(9) Ibid., C A du 19-04-1899.

prix entre les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais qui ont voulu s'aligner, dans la mesure du possible, sur celles de leurs concurrents. Les fluctuations conjoncturelles expliquent, elles, pourquoi la constitution du cartel s'est produite à la date précise de 1901.

Les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais avaient particulièrement ressenti la longue baisse des prix, symptôme important de la dépression de l'économie française, durant la période 1874-1889. Si nous nous en tenons aux mouvements directement perçus par leurs dirigeants, ceux-ci à la fin du XIXème siècle demeuraient hantés par le souvenir de la longue période de baisse mais ils ne pouvaient pas non plus ne pas être sensibles au fait que depuis 1895, les prix du charbon sur le carreau des mines, sans avoir retrouvé les niveaux exceptionnels de 1873, étaient en constante progression. En ce qui concerne les mouvements de longue durée, l'année 1901 se situe dans une phase ascendante, mais dont les contemporains ne peuvent avoir saisi l'importance, le souvenir de la phase longue décroissante continuant à peser sur les esprits. Quant aux mouvements à courte période, le début du XXème siècle se place au terme des années d'expansion du cycle court ; en particulier, les prix du charbon n'ont cessé de monter dans la région du Nord de 1895 à 1901, année qui correspond au sommet de la courbe et donc au renversement de la tendance à court terme : sur les carreaux de la région du Nord, le prix de la tonne qui avait atteint 15,15 F en 1901

est descendu à 14,04 F en 1902. Mais si à nouveau, nous nous en tenons aux éléments connus des contemporains, nous pouvons relever que ceux-ci avaient apprécié les effets de la hausse continue des prix depuis 1895 mais qu'ils s'inquiétaient des difficultés que connaissaient la métallurgie dès 1900 : "les difficultés de la métallurgie dans toute l'Europe vont entraîner une baisse des prix et de la consommation de la houille" notaient, dès février 1901, les administrateurs d'Aniche (10). Aussi bien en ce qui concerne les mouvements de longue durée que ceux à courte période, c'est donc au sein ou au terme de phases ascendantes de prix que s'inscrit la fondation d'un cartel par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, mais il est également indéniable que le souvenir des difficultés éprouvées durant la longue phase de baisse antérieure comme le poids de craintes apparues en 1901 ont également joué leur rôle. Conjonctures longue et courte, expansion et récession se sont mêlées en un jeu complexe où le désir d'écouler une production croissante comme celui de pallier des difficultés se sont conjugués. La crainte d'une crise a sans doute été l'élément décisif précipitant la naissance du cartel en 1901 mais de toute façon, cette naissance ne s'est pas opérée sous la menace d'un danger très grave ; fruit aussi de l'expansion, elle apparaît liée à la volonté d'améliorer les conditions de l'écoulement d'une production atteignant des niveaux sans cesse plus élevés. On comprend ainsi que l'organisation réalisée, apparaissant comme utile mais non rigoureusement indispensable,

(10) Arch. de la Cie d'Aniche, C A du 26-02-1901.

ait connu des limites et n'ait pas englobé la totalité des compagnies du bassin.

Comme dans les organismes de défense corporative ou sociale, les traditions d'autonomie plus ou moins jalouses des différentes compagnies, les dimensions des sociétés et le rôle de certaines personnalités sont intervenues dans la formation d'un cartel qui, pour la première fois, allait beaucoup plus loin que les institutions précédentes, puisque ce cartel touchait à la gestion même des sociétés en limitant leur indépendance et leurs possibilités d'intervention sur le marché. Comme dans d'autres domaines et à d'autres occasions, certaines données ont donc de nouveau joué. On a retrouvé la volonté des dirigeants d'Anzin, incarnée par la politique très prudente des directeurs, A. François puis L. Champy, d'éviter de se lier étroitement à leurs voisins et de préserver leur liberté de choix, sans pourtant se couper absolument des autres charbonnages régionaux. La crainte traditionnelle des petites sociétés d'être obligées de subir la loi des grandes compagnies s'est également manifestée. De plus Marles et Bruay, du fait de la qualité particulière de leurs charbons, ont hésité à se lier aux autres sociétés et en tout cas, ont veillé à suivre les mêmes politiques. Voilà donc bien des éléments négatifs. Il a fallu l'action résolue de plusieurs charbonnages pour qu'un résultat, même partiel, pût être obtenu. Edouard Bollaert, Directeur de Lens, n'avait pas appuyé dans les années 1880 les efforts que le Comité des Houillères

res du Nord et du Pas-de-Calais avait déployés afin de tenter de constituer un syndicat régional de vente des houilles, mais il change sa politique durant la décennie suivante, et surtout, après sa mort en 1898, son successeur, Elie Reumaux, a compté parmi les plus ardents promoteurs d'une lutte d'ensemble menée par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais sur le front commercial (11). Représentant de la Compagnie qui devient la première société houillère de la région du Nord et de la France entière, société qui est en outre une importante productrice de coke, E. Reumaux peut sembler tout naturellement porté à préconiser et à favoriser une intégration commerciale, mais la politique initiale de son prédécesseur à la tête de Lens et surtout les réticences d'Anzin attestent que l'inspiration propre de certaines personnalités n'a pas été négligeable : la Compagnie d'Anzin dispose d'une extraction du même ordre que celle de Lens et s'est lancée depuis très longtemps dans une importante production de coke et pourtant sa position a été très différente de celle de Lens. Les directeurs de la Compagnie de Vicoigne et Noeux S. Agniel (1832-1901) et son successeur E. Barthélémy, le président de la même société, Léon Renard, les directeurs respectifs d'Aniche, de Béthune et de Courrières, P. Lemay, L. Mercier et A. Lavaurs, tous représentants de grosses compagnies, ont, eux, compté parmi les dirigeants régionaux qui ont uni le plus fermement leurs efforts à ceux d'Elie Reumaux. Ainsi, au terme de cette analyse des facteurs qui ont provoqué la fondation

(11) Cf. en particulier Elie REUMAUX 1838-1922, notice (1922), pp. 50-51 ; Arch. Soc. Lens, C A, 1901.

d'un cartel par la majorité des charbonnages de la région du Nord se dégage le fait que le processus d'intégration commerciale auquel correspond cette fondation s'inscrit dans la ligne du tout un mouvement de concentration industrielle, facilement décelable sur les plans régional, national et international et dont elle ne représente qu'un aspect. Le cartel traduit un effort d'adaptation des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, soucieuses de lutter à armes égales contre leurs concurrents étrangers, grâce à des structures plus compétitives. Mais si l'on veut étudier de façon très concrète comment se mettent peu à peu en place les mécanismes économiques, on est forcé de constater que le jeu de ces mécanismes s'opère sans automaticité mais au contraire rencontre des oppositions provoquées par le poids de traditions, d'habitudes, de rivalités, incarnées par des personnalités bien définies. C'est dégager l'essentiel que de constater que le degré atteint par la concentration industrielle, par le niveau de l'extraction, l'exemple fourni par le syndicat rhénan-westphalien de vente de charbon et enfin la place croissante de la production de coke ont été les facteurs décisifs qui ont déterminé la formation d'un cartel de prix par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais. En outre, si cette formation est en partie directement liée à la crise de 1901, elle est aussi le fruit de l'expansion longue des prix. Mais le poids du passé comme le rôle de certaines compagnies expliquent que dans la région du Nord, l'intégration commerciale,

tout en acquérant une avance certaine par rapport à celle des autres bassins français, soit demeurée jusqu'à la guerre de 1914-1918 très en retrait par rapport à celle des charbonnages belges et surtout allemands.

I. LA MISE EN PLACE ET L'EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'ENTENTE ET DE L'OFFICE DES HOUILLERES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS.

En 1895, ce sont les producteurs de coke de la région du Nord qui ont pris l'initiative d'élaborer une politique commerciale commune et les négociations, d'abord difficiles, ont provoqué peu à peu un effet d'entraînement qui a permis d'aboutir en 1901 à un accord étendu à toutes les catégories de houille entre la majorité des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais.

Dès mars 1895, les administrateurs d'Aniche relèvent que des entrevues entre les fabricants de coke du Nord et du Pas-de-Calais ont lieu afin de "constituer un syndicat des cokes dans le genre de celui qui existe en Belgique, mais elles ont malheureusement peu de chances d'aboutir, car quatre compagnies seulement adhèrent au projet" (12). En 1896, les négociations s'élargissent et un projet d'entente est élaboré par la plupart des houillères du Nord et du Pas-de-Calais : il s'agit de prendre des mesures pour accroître les ventes dans les régions de France où les

(12) Arch. de la Cie d'Aniche, C A du 26-03-1895.

houilles de la région du Nord n'ont encore que faiblement pénétré (13) ; déjà la Compagnie de Bruay, tout en demandant d'importantes modifications du projet, estimait que de toute façon, elle ne participerait à l'accord éventuel que si Marles le faisait aussi (14). Ce sont les producteurs de coke qui ont poussé le plus à la conclusion d'un accord. En février 1897, S. Agnial, le directeur de Vicoigne et Noeux, dans une réunion avec ses administrateurs, estime qu'il faut développer la production régionale de coke au profit des métallurgistes de l'Est, car les cokes sont fortement en hausse ; "il serait utile de créer un comptoir des cokes afin de marcher rationnellement dans cette voie et d'obtenir des chemins de fer des tarifs raisonnables ; les métallurgistes de l'Est, pour leur part, se tiennent très bien et les cokiers du Nord et du Pas-de-Calais n'ont presque rien pu traiter" (15). Devant le front uni de leurs clients, les producteurs de coke de la région du Nord sont ainsi eux-mêmes poussés dans la voie de l'entente. En avril 1897, un accord avec les Belges et les Allemands est même envisagé pour la répartition des ventes de coke en Meurthe-et-Moselle mais Lens se refuse à tout engagement (16). A partir de 1899, les producteurs de coke de la région du Nord se réunissent souvent pour élaborer les prix à offrir aux clients. C'est ainsi que le 4 mars 1898, les producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais (dont Anzin

(13) Arch. de la Soc. de Lens, C A du 13-04 et du 29-06-1896 ; Arch. de la Cie de Vicoigne-Noeux, C A du 5-02-1896.

(14) Arch. de la Cie de Bruay, C A du 24-02-1896.

(15) Arch. de la Cie de Vicoigne et Noeux, dr de la séance du C A du 24-02-1897.

(16) Arch. de la Soc. de Lens, C A du 20-04-1897.

et Lens) se retrouvent à Douai dans les locaux de la Chambre des Houillères pour se tenir au courant des marchés qu'ils passent et s'entendre sur le prix du coke à fixer pour les marchés relatifs à 1900 et 1901 (23,25 F). Plusieurs compagnies ont reçu la visite d'un dirigeant des Aciéries de Mincerville, Curvigne, dont l'entreprise consomme annuellement 200 000 tonnes qu'elle achète exclusivement en Allemagne ; Curvigne a offert de s'engager à acquérir 80 000 tonnes par an dans la région du Nord pour une période de cinq ou six ans à condition qu'on s'entende sur des prix indexés sur ceux de la fonte, mais ses propositions n'ont obtenu aucun succès (17). On le voit, l'entente est alors déjà réalisée entre les producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais, qui ont pris l'habitude de réunions périodiques.

Bien que les problèmes commerciaux, officiellement, ne soient pas de sa compétence, la Chambre des Houillères de Douai a réussi en juillet 1899 à unifier les conditions de paiement que les sociétés membres doivent exiger de leurs clients : par une circulaire du 6 juillet 1899, elle a décidé que l'escompte de 2% consenti aux acheteurs de charbons et d'aggloméré réglant dans les 30 jours qui suivent la fin du mois de livraison serait désormais supprimé ; en cas de non paiement à l'échéance, il serait dû par le débiteur un intérêt de retard de 1/2 % par mois. La Chambre comptait bien que sa circulaire, fruit de labo-

(17) Arch. de la Cie de Vicoigne-Noeux (V.N.D.), dr de la séance du 22-03-1899.

rieuses négociations, serait sincèrement appliquée et qu'aucune prime, ristourne ou commission ne viendrait en détruire l'effet. Une exception était cependant faite en faveur des fabricants de sucre à la suite d'une intervention de la Compagnie de Vicoigne et Noeux, pour qui la sucrerie était un débouché particulièrement important : S. Agniel avait pu faire accepter un traitement privilégié pour une industrie qui faisait ses approvisionnements toute l'année et ne travaillait que trois mois, d'octobre à décembre : il était "peu équitable", selon lui, d'exiger de cette industrie le paiement de fin de mois de livraison sans escompte (18) ; un délai de 60 jours était accordé pour les expéditions faites avant le 1er septembre à la sucrerie et à la distillerie. Le fait qu'un accord ait pu s'opérer sous l'égide de la Chambre des Houillères souligne bien la progression qui peu à peu s'opère en faveur d'une entente dans le domaine commercial et aussi le facteur favorable que constitue le poids des organismes déjà existants.

Mais avant même qu'un accord global soit réalisé se pose le problème de l'accueil que les pouvoirs publics et les industriels réserveraient à un cartel constitué par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais. A ce propos, le vicomte Clément de Curières de Castelnau, conseiller général du Gard et administrateur de la Compagnie de Vicoigne et Noeux, écrit en décembre 1899 à Léon Renard, président de la même société et de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, après

(18) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., circulaire du 6-07-1899; Arch. de la Cie de Vicoigne-Noeux : lettre de S.Agniel à Ch. Foucart du 25-06-1899.

avoir été reçu par les ministres de la Marine et des Travaux Publics, Lanessen et Baudin : "Vous savez la campagne qui s'est faite pour la constitution d'un syndicat de vente dans le Nord et le Pas-de-Calais ; vous savez que le don du joyeux avènement de ce syndicat était une baisse sur le prix du charbon ; cette tentative faite sur l'initiative ministérielle a échoué ; naturellement on n'est pas content..." (19). Castelnau fait ici allusion aux propositions de marchés en hausse adressées à la Marine par les Compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, propositions auxquelles le Ministère riposte en menaçant de supprimer les droits de douane. Ainsi, le Cabinet Waldeck-Rousseau n'a pas ignoré à la fin du XIXème siècle les efforts entrepris dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais en vue d'aboutir à une entente sur les prix, il les a même d'abord encouragés, avec quelque naïveté, attendant d'un cartel une baisse des prix.

A la fin de l'année 1900, les négociations étaient très avancées entre les principaux charbonnages de la région du Nord mais c'est la crainte que la crise industrielle ayant déjà atteint d'autres secteurs ne frappe à leur tour les sociétés houillères qui a précipité l'accord, conclu en juillet 1901. Les avant-projets d'entente, mis au point soit par Reumaux, directeur de Lens, soit par Lavaurs, directeur de Courrières, soulignent tous cette influence : "les Compagnies houillères

(19) Arch. de la Cie de Vicoigne et Noeux : dr de la séance du C A du 12-12-1900.

du bassin, en présence de la crise industrielle, qui succède à l'ère de prospérité que nous venons de traverser..." et de même "la crise industrielle qui sévit menace d'atteindre l'industrie houillère en général et chacune des Compagnies contractantes en particulier" (20).

Les autres considérants éclairent les mobiles qui ont guidé les promoteurs de l'entente. Comme ils sont empruntés à des documents internes réservés aux compagnies houillères, on peut leur accorder un grand crédit, malgré la prudence à laquelle ne pouvaient manquer de se tenir les rédacteurs. La volonté qui s'exprime le plus nettement est celle d'élargir les débouchés sur le marché français, en refoulant autant que possible les concurrents étrangers : "ces débouchés nouveaux, nous ne pouvons les trouver que dans l'extension de nos rayons de vente et, par conséquent, dans une lutte énergique contre la concurrence étrangère, qui nous envahit et nous enserre de tous côtés". On ne peut espérer accroître les ventes dans les zones où pénètrent les houilles étrangères qu'en y alignant les prix rendus des charbons du Nord et du Pas-de-Calais sur ceux établis par les concurrents : "C'est une lutte difficile et que, isolément, aucune Compagnie houillère ne voudrait ni ne pourrait tenter. Nous ne pouvons l'entreprendre et réussir que par l'union de nos efforts communs, par la participation de tous aux sacrifices de cette lutte pour la conquête de notre marché français. A l'exemple de

(20) Arch. de la Chambre des H.N.P.C. : avant-projets de l'Entente des H.N.P.C., juillet 1901.

nos concurrents de l'Est, nos Compagnies doivent faire trêve aux rivalités pour faire face au péril commun". Pour cela, il faut "sans aller jusqu'à modifier notre organisation commerciale, abdiquer un peu de notre indépendance", en acceptant la fixation de prix minimaux décidés en commun. On ne va pas cependant aussi loin que les charbonnages allemands puisque les Compagnies contractantes prendront seulement des engagements "les obligeant personnellement envers chacune des autres et réciproquement sans solidarité et sans que par la présente, il soit formé aucune Société, Association ou Syndicat". Comme pour la formation de tout cartel, deux problèmes sont particulièrement importants : celui des prix et celui de la production. Il est évident que les charbonnages de la région du Nord entendent lutter contre l'avisement et l'irrégularité des prix : "à l'envi nous nous arrachons la clientèle par des baisses de prix aussi intempestives qu'inutiles" (21). En ce qui concerne la production, on ne revient pas à la proposition envisagée en 1885 de bloquer l'extraction : les compagnies se préoccupent, devant la crise industrielle, "de pouvoir maintenir leur extraction à son tonnage actuel et, s'il est possible, de la développer autant que le permettra le recrutement de la main d'oeuvre", ou, plus loin "d'assurer l'accroissement graduel de la production et de restreindre les chômages".

L'affirmation peut paraître paradoxale, car les cartels ont eu souvent pour but de relever les prix en réduisant la production mais il semble bien que les charbonnages du Nord et du Pas-de-

(21) Pour les citat. ci-dessus, arch. de la Chambre des H.N.P.C., mêmes avant-projets.

Calais, soutenus par leur long essor intérieur, ait effectivement désiré assurer la poursuite de leur croissance par un élargissement de leurs débouchés, seul moyen à long terme d'éviter un freinage de la production. On notera toutefois qu'il n'est nulle part question de tenter d'affronter la concurrence hors de France, en Belgique par exemple et qu'il s'agit simplement d'une reconquête menée à l'intérieur des frontières françaises ; la contre-offensive limitée qui est envisagée n'est donc pas sans relever partiellement de la prudence caractéristique des charbonnages français.

En Belgique, les accords commerciaux conclus entre les charbonnages avaient fait l'objet de contrats notariés et en Allemagne, le syndicat rhénan-Westphalien constituait une véritable société par actions. Dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, c'est par contre une simple convention qui, au début d'août 1901, a été signée par la plupart des charbonnages régionaux ; tout l'accord reposait sur la confiance réciproque des adhérents. Faut-il penser que les pragmatistes l'avaient emporté sur les juristes ? On peut croire plutôt que les compagnies n'avaient pas voulu se lier par un accord reposant sur des bases strictes qui leur auraient enlevé la possibilité de se retirer facilement de l'entente mise à l'essai : dans la région du Nord, les sociétés étaient moins gagnées à une collaboration franche que dans certains bassins houillers d'Allemagne et de Belgique, ou dans la région métallurgique lorraine et ce décalage

dans l'évolution des mentalités se reflétait dans les formes juridiques adoptées pour matérialiser les accords. De plus et peut-être surtout, les compagnies houillères avaient craint les réactions des pouvoirs publics et celles des industriels de la région du Nord ; elles avaient donc préféré agir avec une grande discrétion et un certain camouflage.

L'accord entre les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais était conclu à titre d'essai pour une période d'un an, à compter du 2 août 1901. La grande majorité des sociétés régionales adhéraient au contrat, mais l'abstention la plus importante était celle de la Compagnie d'Anzin, compagnie toujours particulariste qui entendait ne se lier que partiellement aux autres charbonnages ; de plus, Marles et Bruay, les deux compagnies voisines ^{du Pas-de-Calais,} ~~toutes deux~~ productrices de charbons flambants, réservaient leur adhésion en attendant que leur soit reconnue la possibilité de vendre leurs fines à un prix inférieur à celui qui serait fixé par l'Entente. Enfin, la plupart des petites sociétés du Nord et du Pas-de-Calais refusaient de signer la convention car elles craignaient d'être obligées de suivre une politique commerciale déterminée par les seules grandes compagnies (22). Au départ, la convention signée entre les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais englobait ainsi la majorité des sociétés du

(22) Les petites compagnies de Ligny-les Aire, La Clarence, Flines-les-Raches, Azincourt, Crespin, Marly et Thivencelles n'adhéraient pas à l'Entente ; Arch. de la Chambre des H.N.P.C., P.V. de la Délégation de l'Entente, 17-09-1901.

bassin de Valenciennes (14 sur 24), ces compagnies adhérentes assurant environ les deux tiers de la production houillère régionale. Il n'était donc pas question pour le nouvel organisme de disposer d'un monopole, même sur le marché régional puisque les dissidents assuraient une part notable des ventes : la différence est particulièrement sensible avec le syndicat rhénan-westphalien, qui avait sous son égide environ 98 % de la production de la Ruhr (23). Cette différence est cependant atténuée par le fait que dès septembre 1901, leurs demandes ayant été acceptées, Marles et Bruay ont adhéré à l'Entente (celle-ci regroupait ainsi 83 % de l'extraction) ; en plus, Anzin n'était pas complètement coupée, loin de là, des autres charbonnages, et enfin les petites compagnies du Nord et du Pas-de-Calais seraient bien obligées de s'aligner plus ou moins sur les prix déterminés par leurs puissants voisins et concurrents.

Peu à peu, durant le second semestre de 1901, les structures correspondant à l'accord commercial signé par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais se sont mises en place en fonction de la volonté des adhérents, mais une volonté tempérée par la crainte des réactions de la clientèle et du grand public. La portée, les caractères, et aussi les limites de l'accord apparaissent dans les structures adoptées.

(23) Maurice BEAUMONT, La grosse industrie allemande et le charbon, p. 272.

Il importe d'abord de souligner que deux organismes, à l'origine bien distincts, ont été constitués : l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais d'une part, l'Office de Statistique des mêmes houillères d'autre part ; cette distinction permettait de ménager l'opinion (et aussi la susceptibilité de certains dirigeants de charbonnages).

L'organisation prévue par l'accord entre les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais se met à fonctionner en août 1901. Elle est communément appelée "Entente" par les compagnies adhérentes. Comme les sociétés, traditionnellement attachées à leur indépendance, ont veillé à préserver leur autonomie, un grand rôle est réservé à "l'Assemblée plénière" : celle-ci doit être convoquée au moins quatre fois par an, et peut être réunie en session extraordinaire ; c'est elle seule qui prend toutes les décisions importantes et fixe en particulier les prix de vente minimaux. Chaque société adhérente envoie un représentant à l'Assemblée, qui est ainsi formée pratiquement par la réunion des directeurs des Compagnies membres. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix ; les sociétés disposent d'un nombre de voix qui change chaque année en fonction de la production de l'année antérieure déclarée à l'Administration des Mines : elles ont droit à une voix par 100 000 tonnes jusqu'à un million de tonnes et à une voix par 300 000 tonnes au-dessus d'un million de tonnes (article VII des statuts). La répartition des voix, malgré le caractère dégressif de la représentation au

delà du million de tonnes, assure une très large prépondérance aux compagnies les plus puissantes : il suffit par exemple que la Société de Lens ait l'accord de quelques grandes compagnies pour que la majorité requise soit atteinte mais l'avis concordant de plusieurs puissants charbonnages est toujours nécessaire (24).

Dans l'intervalle des sessions de l'assemblée générale, des "Groupes" de producteurs, ou comités, réunissent, au moins une fois par mois, les cinq ou six directeurs intéressés par la vente d'une catégorie particulière de charbons ; bien entendu, les compagnies non spécialisées (et c'est le cas de la plupart des sociétés adhérentes) peuvent participer à plusieurs groupes. Les représentants au sein des groupes sont élus par l'assemblée générale. Dès août 1901, quatre Groupes étaient organisés : celui des charbons maigres et quart-gras ; ceux des cokés, des agglomérés et des charbons de foyers domestiques gras ; l'adhésion de Marles et de Bruay entraînait la formation d'un cinquième groupe, celui des charbons flénus (ou flambants). Les Groupes délibéraient de leurs problèmes particuliers et soumettaient notamment à la Délégation leurs propositions de prix pour les marchés à renouveler.

(24) D'après la production de 1900, la répartition des voix au sein de l'A.G. de l'Entente à la fin de 1901 était la suivante : Lens 17 voix ; Courrières 13, Bruay 12, Béthune et Vicoigne-Noeux 11, Aniche, Dourges, Lévin, Marles 10, Escarpelle 7, Drocourt et Meurchin 4, Gouchy 3, Carvin et Ostricourt 2, Ferfay 1 ; la majorité absolue était de 64 voix.

La "Délégation" est l'émanation de l'Assemblée plénière, elle remplit le rôle de Direction. Véritable conseil d'administration de l'Entente, elle est composée d'un délégué des différents Groupes, et de deux membres nommés par l'assemblée générale. Chaque Groupe élit son délégué à la majorité des voix, et ses participants sont dotés du même nombre de voix, fonction de la production, que lors des assemblées générales. La Délégation élit son bureau de trois membres et prend ses décisions à la majorité. Elle est chargée de déterminer les conditions, les zones et les prix de vente, qu'elle soumet à l'assemblée générale. Fait important, elle peut, dans l'intervalle des sessions, "exceptionnellement, et dans les cas spéciaux, si la concurrence le rend nécessaire, et si cette mesure exceptionnelle présente un avantage pour l'ensemble des Compagnies, autoriser la vente dans la deuxième zone, à un prix inférieur au prix fixé" (c'est-à-dire hors du marché régional) (article X des statuts). On voit les précautions, soulignées notamment par l'emploi des mots exceptionnellement, cas spéciaux, mesure exceptionnelle qui entouraient ce pouvoir confié à la Délégation. De plus, une Commission, constituée par les chefs des services commerciaux des Compagnies, était mise à la disposition de la Délégation, pour préparer les décisions et les avis relatifs aux prix, ce qui accentuait le contrôle des adhérents. Il est évident que pour obtenir le plus grand nombre possible d'adhésions, Reumaux et Lavaurs avaient dû réserver le maximum de pouvoirs à l'Assemblée

pleinière, en présentant comme limitée et extraordinaire la portée des décisions que pourrait prendre d'elle-même la Délégation.

D'après les statuts de l'Entente, l'essentiel des décisions définitives appartenait ainsi à l'Assemblée plénière, formée des représentants des différentes Compagnies membres. Deux préoccupations apparaissaient nettement : les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ne s'engageaient qu'avec une grande prudence dans la voie d'une entente commerciale mais ils franchissaient un pas important en acceptant de se soumettre à une majorité : la répartition des voix reflétait l'importance relative de la production de chaque adhérent et tendait donc, aussi bien dans l'Assemblée plénière que dans les Groupes et la Délégation, à assurer la prépondérance des compagnies les plus importantes et en particulier de la plus puissante des signataires de l'Entente, la Société des Mines de Lens. Un engrenage pouvait se trouver ainsi mis en marche, qui entraînerait, peut-être un peu malgré elles, les compagnies houillères dans la voie d'un accord de plus en plus rigide. Sans doute plusieurs charbonnages craignaient-ils une évolution semblable à celle qu'avait connue depuis 1893 le syndicat rhénan-westphalien (R.W.K.) : l'assemblée générale des actionnaires, c'est-à-dire les sociétés houillères adhérentes, élisait un conseil de surveillance (Aufsichtsrat) formé de membres (neuf en 1893) élus pour quatre ans, conseil qui désignait une direction (Vorstand) ; rapidement l'assemblée

générale et le conseil de surveillance n'avaient plus eu qu'une existence de pure forme et la direction avait pris une importance considérable (25). Par comparaison, le principal problème que posait, sur le plan de l'organisation, la constitution d'une Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais en 1901 était donc celui des pouvoirs respectifs que, dans la pratique et par leurs fonctionnement même, conserveraient ou acquéreraient l'Assemblée plénière et la Délégation de la nouvelle association.

Pour pouvoir agir efficacement, les différents organismes de l'Entente avaient besoin de disposer de nombreux renseignements sur les prix et les ventes des concurrents étrangers. Le service chargé de collecter ces renseignements aurait pu être établi et fonctionner sous l'égide de la Délégation . Mais au début de novembre 1901, Alfred Dupont, président de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais (et de Courrières) a insisté pour que ce service, qui prendrait le nom d'Office de Statistique , fût rattaché à la Chambre des Houillères. L'Office pourrait fournir à la Délégation et aux Groupes de l'Entente des éléments d'appréciation ; mais d'une utilité propre et d'un caractère permanent, établi en dehors de tout groupement formé dans un but commercial, il pouvait parfaitement correspondre aux statuts de la Chambre des Houillères et ses attributions s'arrêteraient là où commencerait le domaine particulier et purement commercial de l'Entente. Le 9 novembre 1901, la Délégation de l'Entente, présidée par E. Reumaux, acceptait la demande de

(25) M. BAUMONT, op. cit., p. 262.

la Chambre des Houillères (26). Ainsi s'esquissait une répartition des tâches qui permettait de tenir compte des susceptibilités du bureau de la Chambre des Houillères et de la direction de la Compagnie de Courrières et aussi de présenter une forme officielle, apparemment anodine, à l'accord intervenu entre les charbonnages régionaux.

Au début de l'année 1902, toutes les Compagnies houillères adhérant à l'Entente régionale se mettaient d'accord pour considérer que la période d'essai partait du 1er janvier 1902, ce qui pratiquement prolongeait la convention intervenue d'au moins cinq mois ; la grande majorité d'entre elles acceptaient aussi que l'accord créant un Office de Statistique fût conclu pour dix ans, seules les sociétés de Bruay et de Courrières s'abstenant devant un engagement jugé par elles bien trop long (27).

L'accord commercial entre les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais voyait sa période d'essai se terminer le 31 décembre 1902. La plupart des sociétés, dont la Compagnie d'Aniche estimait alors que l'entente avait donné "pleine satisfaction" (28) et qu'il fallait donc la proroger ; au contraire, la Compagnie de Bruay et à sa suite celle de Marles refusaient de renouveler une adhésion que toutes deux n'avaient accordée

(26) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., P.V. Délégation Entente, 9-11-1901.

(27) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., P.V. Délégation, 28-12-1901 et 4-01-1902.

(28) Arch. de la Cie d'Aniche, C A du 22-12-1902.

qu'avec beaucoup de réticences et après bien des hésitations ; le conseil d'administration de Bruay estimait quant à lui que "la question ne serait réexaminée que si les sociétés intéressées acceptaient les conditions de la Compagnie sans lesquelles celle-ci, en persévérant dans la situation actuelle, ne pourrait qu'être lésée" (29). Mais comme Bruay et Marles avaient des charbons spéciaux, leur retrait n'inquiétait pas beaucoup les autres sociétés : en mars 1903, les administrateurs de Vicoigne et Noeux relevaient : "l'entente entre les compagnies houillères a été renouvelée pour trois ans ; quelques compagnies sont restées au dehors mais leur abstention n'entravera en rien le bon fonctionnement de l'Entente" (30).

Par la suite, Anzin, Marles et Bruay n'ont pas modifié leur attitude et ont continué à s'abstenir. Les statuts de l'Entente prévoyaient pour les adhérents la possibilité de se retirer de l'Entente après un préavis de six mois, mais tous les premiers signataires de la convention ont prolongé l'accord de trois ans à compter de décembre 1902 puis à nouveau pour la même durée en 1905 ; en 1908, la prorogation a même été étendue à une période de six ans, afin de donner au personnel permanent de l'Entente une plus grande stabilité d'emploi (31). Cette même année 1908, la compagnie de Ligny-les-Aires cessait de s'aligner

(29) Arch. de la Cie de Bruay, C A du 27-09-1902.

(30) Arch. de la Cie de V.N.D., C A du 18-03-1903.

(31) Arch. de la Cie de Liévin, C A du 24-04-1908.

sur la position de la plupart des petites compagnies du bassin houiller et acceptait d'adhérer à l'Entente (32). L'adhésion de Ligny-les-Aire était toutefois compensée en 1912 par le départ de la modeste compagnie de Carvin. Ces faibles modifications n'ont que fort peu affecté le quantum de production représenté par les sociétés adhérentes. Sauf pendant la brève période correspondant au dernier trimestre de 1901 et à l'année 1902, période marquée par l'adhésion de Marles et de Bruay, on peut donc considérer que durant presque toute son histoire antérieure à 1914, l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a regroupé des sociétés très largement majoritaires dans le bassin (14 sociétés sur 24 de 1901 à juillet 1908, 15 sociétés de juillet 1908 à 1912, 14 sociétés sur 23 de juillet 1912 à la guerre), sociétés qui n'ont cessé d'assurer plus des deux tiers de l'extraction, exactement 68,24% en 1903, 69,07% à la fin de 1908 et 70,10% à la fin de 1912. Ces proportions sont très inférieures à celles réunies par les syndicats belges et allemands mais elles ont été en s'accroissant et elles sont suffisamment importantes pour permettre une influence prépondérante sur le marché et surtout, comme nous le verrons en étudiant les ressources et le fonctionnement de l'Entente, les sociétés dissidentes ont participé à la vie de l'association et ont très souvent aligné leurs prix sur ceux décidés par l'Assemblée ou la Délégation de l'Entente, prix eux-mêmes parfois établis après consultation des dissidents, et en particulier de la Compagnie d'Anzin. De

(32) Arch. de la Cie de Ligny-les-Aire, C A de juillet 1908 ; arch. de la Chambre des H.N.P.C., P.V. Délégation Entente, 28-07-1908.

plus, les Compagnies d'Anzin, de Marles et de Bruay n'ont cessé de faire partie de la Chambre des Houillères de Douai et comme, au moins juridiquement, l'Office de Statistique des houillères régionales était rattaché à cette Chambre, les sociétés qui n'ont pas adhéré à l'Entente ont pourtant reçu les circulaires de l'Office, alors qu'Entente et Office tendaient pourtant dans la pratique, à se confondre. Seuls doivent être mis à part les petits charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais qui, durant la décennie précédant la guerre de 1914-1918, ont été absorbés par des sociétés métallurgiques françaises, sociétés auxquelles ils ont évidemment livré leur production à des prix proches du prix de revient. Mais ces cas isolés et ne concernant que des houillères très modestes n'ont pu peser sur l'ensemble de la politique et de l'évolution commerciales du bassin de la région du Nord : c'est la fondation de l'Entente et de l'Office de Statistique des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais qui, à cet égard, a constitué au début du XXème siècle l'élément déterminant.

En janvier 1902, la Compagnie de Vicoigne et Noeux a offert de mettre à la disposition de la Délégation de l'Entente, Délégation dont il était déjà membre, le chef de service commercial de Noeux, Edmond Potaux qui, pendant l'année d'essai, serait autorisé à consacrer à l'Entente tout le temps nécessaire, tout en gardant la direction de son service à la Compagnie. Cette proposition acceptée, Edmond Potaux a été nommé Délégué permanent de l'Entente et Charles Foucart, le secrétaire de la Chambre des

Houillères, lui a été adjoint : les deux hommes ont pu recruter plusieurs employés pour les aider à amorcer simultanément les fonctionnements de l'Entente et de l'Office (33). A l'issue de la période d'essai, le personnel ainsi mis en place a été maintenu. Ce n'est cependant qu'en mars 1903 que l'Office s'est effectivement mis à collecter les renseignements concernant les prix pratiqués par les fournisseurs étrangers de charbon et de coke et d'une manière générale l'évolution du marché des combustibles, à concentrer en outre tous les renseignements sur la situation et la solvabilité des clients des compagnies adhérentes (34). En avril 1908, par suite des progrès de l'organisation, Edmond Potaux a pu être nommé directeur de l'Office de Statistique des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, et, sur sa demande, mis en congé par la Compagnie de Noeux. L'Office, jusque là simplement hôte de la Chambre des Houillères, s'installe dans ses propres locaux, 26 rue Saint-Jean, à Douai (35). E. Potaux prépare tout le travail pour la Délégation de l'Entente, dirige la collecte des renseignements de l'Office, mais Ch. Foucart, qui lui est adjoint en qualité de secrétaire de l'Office, permet de paraître maintenir la distinction, devenue pourtant fictive, entre l'Entente et l'Office. Administrativement, l'Office de Statistique dépend de la Chambre des Houillères du Nord et

(33) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., P.V. Délégation Entente, 4-01-1902.

(34) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., P.V. Délégation Entente, 7-03-1903.

(35) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., Circulaire de l'Office de Statistique du 24-06-1908 ; arch. de la Cie V.N.D., C A du 23-04-1903.

du Pas-de-Calais et se contente donc de rassembler les renseignements commerciaux indispensables pour les compagnies adhérentes mais en fait, il est placé sous l'autorité de la Délégation de l'Entente et l'on aboutit ainsi à une organisation qui, sous le manteau d'un simple service de statistique, dissimule une association commerciale beaucoup plus poussée. Ce qui paraît anodin, l'Office de Statistique, est officiellement rattaché à la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais tandis que l'Entente, elle, n'apparaît pas au grand jour ; en fait, les deux associations confondent de plus en plus leurs activités et c'est la Délégation de l'Entente qui contrôle l'activité de l'Office.

La première réunion de la Délégation de l'Entente avait eu lieu le 17 septembre 1901 ; émanation de l'assemblée générale des premiers adhérents, la Délégation reflétait par sa composition le rôle prépondérant des grandes compagnies houillères du Pas-de-Calais puisqu'elle réunissait Reumaux (Lens), Lavaurs (Courrières), Potaux (Noeux), Viala (Liévin) et Thiry (Escarpelle), soit quatre représentants du Pas-de-Calais sur cinq membres ; Elie Reumaux, qui avait joué un rôle essentiel dans la formation de l'Entente et dirigeait la Société membre la plus importante, était aussitôt élu président du bureau (36). En janvier 1902, conformément aux statuts, le nombre des membres de la Délégation était porté à 7 grâce à l'adjonction de Tacquet

(Ferfay) et d'Elby (Bruay), ce dernier comme représentant du -----
(36) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., P.V. Délégation Entente,
17-03-1901.

Groupe des charbons flénus constitué à la suite de l'adhésion de Bruay et de Marles. Lorsqu'à la fin de la période d'essai, Marles et Bruay quittaient l'Entente, le Directeur de la Compagnie de Béthune, Louis Mercier, remplaçait Jules Elby, le directeur de Bruay, au sein de la Délégation. En 1908, Potaux étant nommé directeur de l'Office de Statistique, il était remplacé dans la Délégation par le directeur de la Compagnie d'Aniche, Paul Lemay. De 1901 à 1914, la Délégation de l'Entente a ainsi connu fort peu de changements et cette stabilité n'a pu manquer de renforcer son influence.

Pendant les premières années de l'Entente, la Délégation se réunissait régulièrement une fois par semaine, sauf pendant les mois creux de l'année-charbon, du 1er mai à la fin d'octobre, où elle ne siégeait qu'une fois par mois ; E. Potaux et Ch. Foucart assistaient régulièrement aux séances. A partir de 1908, l'organisation étant plus expérimentée et l'appareil permanent plus étoffé et aussi plus influent, la Délégation a restreint le nombre de ses séances en ne siégeant plus qu'une fois par quinzaine dans la majeure partie de l'année, nombre d'ailleurs suffisant pour une gestion attentive, puisque la tâche du Conseil était en grande partie préparée par E. Potaux et Ch. Foucart, toujours présents aux réunions, et aussi par les Groupes de Producteurs.

Dès 1901 a été posé le principe de la répartition du travail entre la Délégation et les Groupes : les questions qui

intéressaient tous les Groupes à la fois devaient être traitées par la Délégation qui soumettait aux Assemblées générales les solutions qu'elle jugeait les meilleures ; au contraire devaient être réservés aux réunions des Groupes les problèmes qui intéressaient exclusivement un Groupe de producteurs en particulier, notamment les prix de vente et la classification des produits . Lorsque la Délégation estimerait qu'une modification de prix serait opportune, elle inviterait les bureaux des Groupes à mettre ceux-ci à l'étude et à les étudier pendant les réunions des Groupes ; les avis de ces réunions seraient transmis à la Délégation qui les soumettrait, avec son avis, à l'Assemblée générale des adhérents, seule chargée de prendre la décision définitive. Les différents Groupes se sont réunis avec une fréquence variable selon l'importance et l'urgence des questions à traiter, mais le plus souvent quatre à cinq fois par an. Par exemple, l'important Groupe des producteurs de coke s'est réuni en 1903 une fois en mars, une fois en novembre et deux fois en décembre, c'est-à-dire surtout aux moments où les renouvellements de marchés étaient à envisager. Ces séances des producteurs de coke rassemblaient, sous la présidence de Charles Thiry (Escarpelle) les directeurs des neuf compagnies intéressées membres de l'Entente (Aniche, Béthune, Douchy, Dourges, Drocourt, Escarpelle, Ferfay, Lens, Noeux) et aussi, fait essentiel, le directeur de la Compagnie d'Anzin qui a été présent à chaque séance de 1901 à la guerre ; de même, la petite Compagnie d'Azincourt, compagnie dissidente, a participé de 1901 à 1906, date de son absorption

par Denain-Anzin, à toutes les réunions du Groupe des producteurs de coke mais sa participation était évidemment beaucoup moins importante que celle d'Anzin. En revanche, Anzin n'a pas participé aux réunions des autres Groupes, en particulier du Groupe des charbons maigres, peut-être parce que par l'importance de sa production de charbons à faible teneur en matières volatiles, elle pouvait sur le marché régional de ces houilles exercer une influence décisive, ce qu'elle ne pouvait faire sur celui du coke. On mesure ainsi combien souple et large était l'organisation établie par les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais, puisque la plus importante des sociétés dissidentes était autorisée à participer aux réunions du Groupe de producteurs qui lui convenait. Certes, les Groupes devaient soumettre leurs décisions au verdict définitif de l'Assemblée plénière de l'Entente, à laquelle ne pouvait assister la Compagnie d'Anzin, mais il est évident que les avis élaborés par les compagnies productrices de coke pesaient d'un grand poids sur les votes de l'assemblée générale lorsqu'il s'agissait de problèmes concernant spécialement ces sociétés.

Conformément aux statuts, l'assemblée générale de l'Entente a été convoquée en moyenne une fois par trimestre entre 1901 et 1914, mais certaines années, trois fois par an seulement. Nous n'avons pas retrouvé la mention d'une assemblée extraordinaire, qu'une situation grave ou une modification des statuts auraient pu provoquer. Tout semble indiquer que le travail

préparatoire accompli par le personnel permanent de l'Office et de l'Entente, par les Groupes et la Délégation, sans aller jusqu'à transformer l'Assemblée plénière en simple chambre d'enregistrement, a cependant tendu à restreindre progressivement l'importance des réunions rassemblant les directeurs de toutes les compagnies membres.

Pour assurer le fonctionnement de leur Entente et de leur Office de Statistique, les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais adhérentes avaient accepté en octobre 1901 de verser une subvention annuelle de 500 francs par compagnie et une contribution proportionnelle à la production pour un maximum de 3 millimes par tonne. Dès février 1902, la petite Compagnie de Carvin demandait et obtenait la suppression de la contribution fixe de 500 francs, pourtant bien modeste, et seule était maintenue la cotisation proportionnelle de 3 millimes par tonne, cotisation appelée en trois versements successifs par an, en fonction de la production de l'année précédente, et versée à la banque Louis Dupont, à Douai (37). En 1908, pour faire face aux tâches accrues de l'Entente et de l'Office, la cotisation a été portée à 4 millimes par tonne, à raison d'un millime par trimestre. Toutes les charges étaient longtemps supportées par les seules sociétés adhérentes, alors que les circulaires de l'Entente et de l'Office, avec en particulier l'indication des prix minimaux

(37) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., P.V. Délégation Entente, 28-12-1912.

décidés, étaient adressées à tous les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais. Mais en décembre 1912, E.Reumaux, président de l'Entente, demandait aux compagnies dissidentes de s'associer aux frais annuels "puisque toutes les compagnies profitent des bons effets de l'Office" (38). Anzin, Bruay, Marles et Carvin acceptaient alors de verser en 1913 leur cotisation de 4 millimes par tonne, ce qui accroissait notablement les ressources de l'association commerciale, et soulignait aussi l'étroitesse des liens qui, en fait, unissaient adhérents et dissidents.

En fonction de la production des compagnies versant leurs cotisations proportionnelles, l'Entente et l'Office de Statistique de Douai ont ainsi pu disposer d'un budget administratif qui a varié de 47 277 francs en 1902 et d'un minimum de 46 922 francs en 1903 à 59 836 francs en 1908 et un maximum de 106 408 francs en 1913. Pour sa part, la Société des Mines de Lens a eu à acquitter 9 267 francs en 1902 et 13 612 francs en 1913 alors que la plus petite des sociétés ayant adhéré depuis 1901, la Compagnie de Ferfay-Cauchy, versait, elle, 485 francs en 1902 et 300 francs en 1913.

Si l'on s'en réfère au prix moyen de la tonne sur le carreau des mines, les sommes mentionnées ne représentaient qu'une part fort minime du chiffre d'affaires des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais versant leur cotisation, soit constamment

(38) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., P.V. Délégation Entente, 28-12-1912.

le très faible pourcentage de 0,02% (39). On est fort loin des budgets dont disposait à la même époque le syndicat correspondant de la Ruhr (R.W.K.), syndicat dont les dépenses annuelles atteignaient jusqu'à 20 millions de marks, soit 12 à 13% du prix de vente des houilles (40).

La différence énorme des budgets correspond pour une certaine part à l'importance de l'écart entre l'intégration commerciale en Westphalie et celle de la région du Nord ; mais elle tient essentiellement au fait que le R.W.K. se chargeait lui-même d'écouler la production de ses adhérents et ne doit pas amener à minimiser l'intérêt de l'effort accompli par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais. Dans la région du Nord, chaque société houillère conservait son propre service central et tous ses réseaux commerciaux, ce qui réduisait beaucoup l'importance des frais à la charge de l'Entente et de l'Office. Jusqu'en 1908, le Délégué de l'Office, Edmond Potaux a continué à être rétribué par la Compagnie de Viceigne-Noeux et Charles Foucart n'a cessé de figurer sur le budget de la Chambre des Houillères ; les membres de la Délégation de l'Entente accomplissaient leur tâches d'administrateurs gratuitement et les seuls appointements de quelques employés sont ainsi demeurés à la charge directe de l'Entente et de l'Office entre 1901 et 1914 et ceci explique que le budget consacré à l'administration par l'association ait pu demeurer si restreint.

{39} Exactement 0,021% en 1902, 0,022% en 1903, 0,025% en 1908 et 0,024% en 1913.

{40} ROBINET, op. cit., p. 173.

De plus, les mouvements de fonds entre les Compagnies par suite du fonctionnement de l'Entente et de l'organisation des marchés commerciaux étaient soldés par compensation, ce qui ne mettait aucune charge financière de ce fait au compte de l'association ; en particulier, le montant des primes et des amendes versées en fonction de la répartition des ventes de houille et de coke n'est pas compris dans les totaux évoqués, qui, avec lui, étaient sensiblement majorés.

Ainsi, par rapport aux pratiques des décennies précédentes et par comparaison avec la situation dans les autres bassins houillers français, l'intégration amorcée par les charbonnages de la région du Nord au début du XXème siècle a permis de peser sur le marché charbonnier national : les sociétés régionales ont pu opposer un front relativement uni à leurs concurrents étrangers, grâce aux structures mises en place et grâce au fonctionnement et aux méthodes de l'Entente et de l'Office de Statistique des houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

II. L'ORGANISATION DU MARCHE CHARBONNIER

L'organisation du marché des houilles proprement dites et celle du marché des cokes étaient régies fondamentalement par les mêmes méthodes : il s'agissait de s'entendre sur des prix afin de pouvoir écouler une partie importante de la production des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais aux

dépens des concurrents étrangers tout en tirant profit de la situation privilégiée des houillères locales dans les départements proches des lieux de production . Cependant, l'intégration commerciale réalisée pour les houilles a été moins poussée que pour les coques, parce que les producteurs de coke avaient à s'adresser à des clients dotés eux-mêmes d'une organisation très solide ; en particulier, et c'est essentiel, alors que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont accentué de définir des quotas de production pour le coke, ils n'ont pas entendu régler, et éventuellement freiner, leur extraction houillère. En ce qui concerne l'organisation du marché charbonnier proprement dit, c'est un cartel des prix assez souple qui a simplement été mis en place.

1. Les zones de vente.

En fonction de méthodes d'expansion définies au départ, l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a établi les limites des différentes zones à prix distincts. Cette tâche de l'Entente, particulièrement délicate, a été rendue plus aisée par un terrain en quelque sorte déjà largement défriché. En effet, la plupart des compagnies houillères avaient déjà l'habitude d'établir des tarifs différents selon les lieux de destination des houilles et surtout les syndicats de vente allemands et belges, pratiquant eux-mêmes des tarifs différents par zones, avaient été amenés à diviser la France en plusieurs secteurs .

Qu'il s'agisse des syndicats étrangers ou de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, le but poursuivi est le même : les prix rendus, c'est-à-dire les prix de la houille parvenue à l'acheteur, au lieu de destination, doivent être compétitifs, légèrement inférieurs à ceux proposés par les concurrents . Il faut donc tenir compte de la somme des prix départ-mine, des droits éventuels de douane et du coût du transport qui sont ceux de la compagnie expéditrice française ou étrangère.

L'Office de Statistique des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a permis à l'Entente de fixer et aussi de modifier fréquemment la répartition des zones grâce aux renseignements qu'il recueillait. Afin de procurer à l'Entente le plus possible de données sur les mouvements et les prix des charbons et étrangers, l'Office de Statistique de Douai dépouillait systématiquement toutes les publications spécialisées d'Allemagne, de Belgique et de Grande-Bretagne ; il établissait par quinzaine le relevé des arrivages par eau à Paris, avec indication des diverses origines, et également le relevé des passages à plusieurs écluses des frontières germano-hollandaise et franco-allemande, afin de connaître le nombre et la destination des bateaux en provenance de la Ruhr et de la Sarre se dirigeant vers la Belgique, le Nord de la France, les Ardennes, l'Est ou Paris. De plus, chaque compagnie houillère du Nord et du Pas-de-Calais fournissait par quinzaine à l'Office l'indication de sa production et

de ses stocks et lui procurait aussi, grâce à ses agences ou à ses négociants, toutes les données dont elle disposait sur les prix pratiqués, dans les diverses régions françaises, par les importateurs de houille belges, anglaises ou allemandes. Tous ces renseignements pouvaient être confrontés lors des réunions périodiques tenues par les chefs des services commerciaux des différentes compagnies ou par les délégués des Groupes de producteurs.

Dès 1901, l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a pu diviser le territoire français en différents marchés, en fonction de l'acuité plus ou moins grande de la concurrence étrangère.

Dans le "marché intérieur" ou "naturel" constitué par le "marché régional" et le marché "extra-régional", les concurrents étrangers subissant au maximum par rapport aux charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ces deux handicaps : versement d'un droit protecteur et distance plus longue vis-à-vis des consommateurs, donc frais de transport plus élevés : les sociétés houillères régionales sont donc tentées d'y écouler le plus possible de leurs produits à des prix élevés, ce qui, inévitablement, du fait de la concurrence qu'elles se font, ne peut amener qu'un abaissement de ces prix. Les membres de l'Entente acceptent donc de ne livrer dans les marchés régional et extra-régional qu'un certain quantum de leurs ventes à des prix minimaux, quantum et prix minimaux étant déterminés par l'association;

lorsqu'un charbonnage dépasse son quantum ou vend en dessous du prix minimal, il est frappé d'une amende de 5 francs pour chaque tonne du marché frauduleux.

En revanche, les régions de vente où les prix à pratiquer sont absolument subordonnés à ceux de la concurrence étrangère se trouvent groupés dans les zones du "marché d'expansion" : les houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'expédient qu'avec une résignation forcée dans ces zones qu'il faut et que l'on peut pourtant tenter de reconquérir. Dans ce marché d'expansion, des prix minimaux sont également déterminés mais les charbonnages de l'Entente peuvent vendre n'importe quel tonnage. Pour que les compagnies soient poussées à dégager le marché régional et à tirer parti de la liberté de tonnage qui leur est laissée hors de ce marché, des "primes de compensation", égales à la différence entre les prix moyens pratiqués sur le marché régional et ceux consentis pour enlever des affaires dans le marché d'expansion seront versées proportionnellement aux ventes effectuées dans ce dernier marché. C'est pour éviter toutefois que les charbonnages ne cèdent leurs houilles à n'importe quel tarif avec l'assurance d'encaisser de toute façon la différence que des prix minimaux ont été maintenus dans les différentes zones de ce marché où il faut élargir les ventes, le marché d'expansion.

Enfin, dans une grande partie de la France, les houilles du Massif Central et les charbons étrangers anglais surtout font pratiquement la loi et il paraît certes souhaitable,

mais bien difficile, pour les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais de réussir à vendre dans ce qu'ils dénomment le marché d'exportation ou encore le marché hors zones ; le mot exportation ne désigne donc pas ici une expédition hors des frontières françaises mais des envois dans des zones tenues solidement par les concurrents, principalement étrangers. Alors que dans le marché "intérieur", prix et tonnages sont limités, que dans le "marché d'expansion", des prix minimaux sont également fixés mais que les tonnages, eux, sont libérés, les prix et les tonnages sont à la fois libres dans le marché d'exportation ; cependant, toujours pour éviter la solution trop facile de la vente à n'importe quelles conditions, les affaires conclues doivent être soumises à la Délégation, qui les agréent ou les refusent. Seuls les marchés agréés hors zones, donnent lieu, comme ceux conclus dans les zones d'expansion, au versement de primes de compensation.

Pour alimenter ce qu'ils appellent leur calais de compensation ou d'exportation, les charbonnages membres de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'engagent à verser une cotisation proportionnelle à leurs ventes de houille, dont le montant peut varier en fonction des primes à verser mais ne doit pas dépasser 0,40 F par tonne.

Pour déterminer les tonnages supportant les cotisations, les charbonnages de l'Entente devaient compter la tonne de coke pour 1,40 tonne de houille. Ils étaient autorisés à déduire

du total de leurs ventes le montant des livraisons effectuées à des clients belges ainsi qu'à la Compagnie parisienne du Gaz, à la Marine de l'Etat et aux compagnies de chemins de fer dont les réseaux aboutissaient à Paris. En effet, à l'origine de l'association, il a été convenu que les accords ne s'appliqueraient ni à l'étranger, où les expéditions étaient rares et considérées comme trop difficiles ni aux très grands clients, en particulier aux compagnies de chemins de fer, "la régularité parfaite des livraisons faites à ces acheteurs étant une compensation partielle au moins des sacrifices de prix qui leur sont consentis" (41). Cependant, les ventes, bien rares, qui pouvaient être faites aux Compagnies de chemins de fer dont le réseau n'aboutissait pas à Paris, telles que la Compagnie du Midi et les chemins de fer algériens, ne faisaient pas partie de l'exception ; elles entraient donc dans le montant des ventes servant d'assiette aux cotisations et pouvaient procurer d'éventuelles primes.

Lors des discussions préliminaires qui ont abouti à la formation de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, la division géographique du territoire français avait paru assez simple à établir : trois grandes zones suffiraient. Le marché régional comprendrait la plus grande partie des deux départements producteurs de houille : le Nord (sauf son extrémité

(41) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., avant-projet d'Entente, juil. 1901.

orientale soumise à la concurrence belge), le Pas-de-Calais, les départements limitrophes : Somme et Aisne et les départements peu éloignés où les livraisons en provenance du bassin de Valenciennes étaient fort importantes : Oise, Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne.

Le marché d'expansion réunirait les départements un peu plus éloignés, proches de la mer ou des bassins étrangers, départements dans lesquels les houilles belges, anglaises ou allemandes étaient importées en quantités fort importantes : l'extrémité orientale du Nord, la Seine-Inférieure, l'Eure, l'Eure-et-Loir, le Loiret, l'Yonne, l'Aube, la Marne, les Ardennes, la Meuse, la Haute-Marne, la Côte-d'Or, la Meurthe-et-Moselle, les Vosges et la Haute-Saône. Toute le reste de la France serait classé dans une troisième zone, le marché d'exportation (42).

En fonction des modalités de l'entente intervenue et des ventes effectuées en 1901, on peut établir approximativement la répartition des marchés au début du XXème siècle. L'accord s'appliquait à près des neuf dixièmes (88,4 %) des ventes totales effectuées par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais (19 572 700 tonnes en 1901) car les livraisons faites aux chemins de fer d'intérêt général (1 834 500 t.) correspondaient à 9,4% et les ventes hors de France (432 700 t.) à 2,2 % des ventes totales ; à elles seules les expéditions vers la Belgique (404 600 t.) représentaient 93,5% des exportations proprement

(42) Arch. de la Cie de Béthune, Rapp. du chef de la Comptabilité, exercice 1899-1900.

dites du Nord et du Pas-de-Calais. Sur les houilles livrées dans les départements (17 305 500 t.), environ les trois quarts l'étaient dans le "marché régional" ; un cinquième était vendu dans le "marché d'expansion" et un vingtième seulement hors zones, dans le "marché d'exportation". La division géographique de la France envisagée initialement par l'Entente aboutit donc à fixer les prix et les tonnages pour une fraction très largement majoritaire des ventes effectuées par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais (43).

Le démarrage de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a très vite révélé la nécessité d'une répartition géographique des marchés français moins sommaire : pour une meilleure adaptation à la concurrence étrangère, il a fallu multiplier les zones, celles-ci demeurant toutefois regroupées, pour le respect des règles relatives aux prix et aux tonnages, dans trois grandes régions : le marché intérieur (compre-
nant le marché régional et le marché extra-régional), le marché d'expansion et le marché d'exportation. Dès mars 1902, le nombre des zones était porté à 11 (44). Jusqu'en 1910, les limites ont peu varié et l'on peut en donner une description précise pour

(43) Nous avons retenu les données formées par le tableau 5, p.76 de la S.I.M. pour 1901, en tenant compte du fait que les dissidents s'alignaient largement sur les prix de l'Entente mais aussi dans l'impossibilité où nous étions d'établir le total des ventes particulières de chacune des 24 compagnies du bassin ; en outre la S.I.M. compte 1 tonne de coke pour 1,5 t. de houille et totalise donc les ventes de houille et de coke, alors que les ventes de coke étaient soumises à un accord spécial. Seuls les pourcentages sont donc significatifs.

(44) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., P.V., Délégation Entente, 1-03-1902.

l'année 1905. Par rapport à la division initialement envisagée, on remarque qu'en plus de la région de Maubeuge, les agglomérations de Roubaix-Tourcoing et toute la façade maritime du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme ne sont plus classées dans le marché intérieur ou naturel ; en revanche, les deux zones du "marché régional" et les trois zones du "marché extra-régional" englobent aussi la Marne et la moitié des départements de la Meuse et des Ardennes. Une grande partie de la région du Nord, de la France du Nord-Est et du Bassin parisien, en particulier Paris et la région parisienne se trouvent ainsi englobées dans les zones où l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais appliquent les règles les plus strictes. Les franges de la frontière des régions du Nord et du Nord-Est, toute la façade maritime depuis Dunkerque jusqu'au Havre ainsi qu'une grande partie de la France de l'Est et toute la partie méridionale du Bassin parisien étaient classées dans les zones d'expansion. Enfin, la France de l'Ouest et toute la moitié sud de la France demeuraient

hors zones (45). La région parisienne, incluse dans le marché

(45) Selon l'Economiste français du 7-10-1905, la répartition des zones s'établissait ainsi : Marché régional (2 zones) : Zone A : un ensemble constitué par une partie des départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme ; Zone B : la région d'Hazebrouck et une bande assez étroite enveloppant en partie la zone A à l'est et au sud, dans le Nord, l'Aisne, l'Oise et une partie de la Marne et de l'Aube. Marché extra-régional (3 zones) ; Zone B1 : région de Saint-Omer et une partie du Nord, dont Lille ; B2 : une bande enveloppant à l'ouest du Nord et du Pas-de-Calais B et B1 ; Rp : la Seine, la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne. Zones d'expansion (6 zones) : C : une partie des départements de l'Aisne, des Ardennes, de la Marne, de l'Aube, de l'Yonne, du Loiret, de l'Eure-et-Loir, de l'Eure et de la Seine-Inférieure ; D : plus à l'est, une partie des Ardennes, de la Meuse et de la Haute-Marne ; Dk : plusieurs villes côtières du Nord et du Pas-de-Calais dont Dunkerque et Calais ; Dm : la région de Maubeuge et en plus Longwy ; Dn : une grande partie de la Meurthe-et-Moselle avec Nancy, des Ardennes, de la Meuse et des Vosges ; Dr : la région de Rouen et en outre Boulogne-sur-Mer.

extra-régional, est désignée par l'appellation zone Rp, alors que toutes les autres zones, classées de A à Dr, connaissent des prix départ-mine en principe décroissants suivant l'ordre des lettres. La distance jouait un rôle important pour l'établissement ou la modification des zones, mais le critère essentiel du choix demeurait l'appréciation de la concurrence étrangère, elle-même il est vrai fonction en grande partie des frais de transports et des possibilités d'accès des lieux de consommation : la ville de Beauvais était classée en zone A alors que le port de Boulogne-sur-Mer, facilement ravitaillé par les Anglais, se trouvait placé dans la dernière zone d'expansion, Dr, avec Rouen.

Certaines usines métallurgiques, malgré leur emplacement, bénéficiaient, à la suite d'interventions auprès de l'Entente, d'un classement avantageux : grosses clientes, les Forges et Aciéries du Nord et de l'Est à Valenciennes, comme les Forges et Laminoirs de Saint-Amand, étaient rangées en zone D, au lieu de l'être normalement en B1 : ces sociétés bénéficiaient ainsi de prix départ-mine qui pouvaient être à peine supérieurs à ceux de Longwy (Dm) ou de Nancy (Dn), ce qui, ajouté aux frais de transport moindres, constituait un atout considérable.

Conformément aux règles adoptées, les prix pour les différentes zones étaient des prix départ-mine, même si, bien entendu, pour les établir, on raisonnait en fonction des prix rendus qui résulteraient pour les clients de l'addition des

conditions de départ et des frais de transport. Cependant, pour des points particulièrement exposés, l'Entente prévoyait des prix rendus à certaines gares des réseaux P.L.M., Orléans, Ouest-Etat ; il s'agissait de localités situées dans les départements suivant : Doubs, Jura, Côte-d'Or, Nièvre, Cher, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Sarthe, Orne, Calvados, Eure et Seine-Inférieure, départements ou fractions de départements constituant tous, dans la France "hors zones", la ceinture du marché d'expansion, des régions donc où les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, grâce à l'adoption de méthodes particulières, pouvaient encore espérer quelque progression de leurs débouchés.

En 1905, en fonction des nouvelles délimitations, on peut estimer qu'en ce qui concernait les ventes effectuées dans les départements par les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais (19 876 100 tonnes soit 84% des ventes totales du N.P. C. : 23 654 700 t.), à l'exclusion donc des livraisons faites aux chemins de fer et hors de France, près des deux tiers étaient livrés dans le "marché intérieur" (marchés régional et extra-régional), un peu plus d'un tiers était vendu dans les zones d'expansion, et seul un très faible pourcentage (environ 1%) était envoyé dans le "marché d'exportation" (46). Les modifications apportées aux limites des zones, et aussi les effets de l'Entente

(46) Données de la S.I.M. pour 1905, tableau 5, p. 24. Nous avons estimé forfaitement, que l'on pouvait classer comme vendus dans les zones d'expansion le tiers de la consommation du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme, la moitié pour les Ardennes, la Meuse et la Côte-d'Or.

après plusieurs années de fonctionnement avaient donc, par rapport à la répartition de 1901, abouti à restreindre les quantités vendues dans le marché intérieur au profit du marché d'expansion. Mais comme de très faibles quantités seulement étaient vendues hors zones, c'était une très large majorité de leurs ventes que les membres de l'Entente soumettaient aux clauses de l'accord intervenu entre eux.

En 1910 et en 1911, de nouvelles modifications, les premières vraiment importantes depuis la création de l'Entente, ont été apportées à la répartition de la France en différentes zones ; l'évolution de la concurrence, l'expérience des dirigeants du cartel et la nécessité de tenir compte de changements intervenus dans les tarifs de chemins de fer (47) expliquent ces modifications. Si la division géographique de la France en trois grands marchés n'a pratiquement pas varié, en revanche le nombre des zones, à l'intérieur de ceux-ci, a presque triplé puisqu'il a été porté de 11 à 32 (48) ; on voit bien ici le souci des charbonnages membres de l'Entente de donner encore plus de souplesse, de précision et d'efficacité aux mécanismes mis en place : la concurrence étrangère est ainsi mieux jaugée dans chaque région, presque dans chaque fraction de département, et les prix sont adaptés en conséquence, avec des variations fréquentes.

(47) Le 10 mars 1910, la Délégation de l'Entente décide de changer les zones en Normandie à cause de modifications des tarifs 7 et 107 dans les régions de l'Ouest (Arch. Chambre H.N.P.C.)

(48) La Revue Noire du 15-06-1911 ; Arch. de la Chambre des H.N. P.C., P.V. Délégation Entente, févr. 1911.

Malgré les compensations que l'Entente fournissait à ceux de ses adhérents qui vendaient hors du marché intérieur, les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais préféraient naturellement continuer à écouler la majeure partie de leur production dans les zones à prix élevés ; aussi la fixation des contingents de vente ne s'est-elle pas faite sans parfois de gros remous.

Conformément aux statuts et au règlement intérieur, la Délégation de l'Entente évaluait au début de chaque année le tonnage global à fournir dans chacun des marchés, régional et extra-régional et répartissait ensuite cette fourniture totale entre les Compagnies adhérentes. Pour le premier exercice, la Délégation s'est fondée sur le chiffre de production le plus élevé des trois années précédant l'Entente et a réparti entre les compagnies le tonnage total à livrer dans "le marché intérieur", proportionnellement à ces années. On envisageait en quelque sorte de figer la part des ventes de chaque compagnie dans les zones les plus favorables, en fonction des situations acquises au départ, mais un correctif permettait de tenir compte de l'essor plus ou moins important des différents charbonnages : en cas de hausse de la consommation, la hausse serait répartie entre les compagnies proportionnellement à leur production de l'année précédente, mais seules prendraient part à cette répartition supplémentaire les compagnies dont la production serait en hausse et aussi celles dont la production serait stationnaire mais pour lesquelles le rapport entre leur part des marchés

régional et extra-régional et leur production était inférieure au rapport de la consommation de ces marchés et de la production totale des compagnies (49). Les périodes de hausse permettaient donc d'avantager les compagnies les plus dynamiques mais autorisaient aussi certains rattrapages ; fondamentalement, on tendait donc vers un écoulement, sur le marché intérieur, proportionnel à la production des adhérents, mais comme on continuait à se référer à la situation du début du siècle, les ajustements ne pouvaient être automatiques et suscitaient des difficultés.

En juillet 1905, la Compagnie d'Aniche ayant reçu une demande d'explications pour ses dépassements de tonnages dans les zones réservées, rappelait qu'en mars 1904, elle avait demandé une majoration de tonnages par suite de la mise en exploitation d'un siège dans une nature de charbons qu'elle ne produisait pas avant : il s'agissait d'un gisement maigre mis en exploitation en 1904 ; Aniche menaçait de se retirer de l'Entente si elle n'obtenait pas satisfaction. La Délégation de l'Entente, considérant que le tonnage supplémentaire sollicité était à placer uniquement dans la clientèle des compagnies dissidentes, Anzin en particulier, acceptait la demande : les tonnages d'Aniche étaient portés à 164 000 tonnes dans le marché régional et à 259 000 tonnes dans le marché extra-régional, soit des majorations de 28 000 et de 55 000 tonnes (50).

(49) Arch. Chambre H.N.P.C., P.V. Délégation Entente, 27-10-1906.

(50) Arch. de la Cie d'Aniche, C A du 1-08-1905 et du 27-03-1906 , Arch. Chambre H.N.P.C., P.V. Délégation Entente, 24-02-1906.

Prévoir l'évolution de la consommation durant un exercice supposait de la part de la Délégation des capacités d'appréciation de la conjoncture qu'elle ne pouvait posséder assurément , malgré l'expérience des dirigeants et la qualité des renseignements recueillis. Aussi des rectifications étaient-elles opérées en cours d'exercice. C'est ainsi qu'en 1905, par suite d'une détérioration du climat économique, les tonnages attribués aux compagnies ont été ceux de 1904 réduits de 2% ; au début de 1906, une conjoncture meilleure a amené la Délégation à revenir aux contingents de 1904 et en novembre 1906, la hausse de la consommation dans les marchés régional et extra-régional a permis à la Délégation de répartir un tonnage supplémentaire de 500 000 tonnes ; ce nouveau contingent, tout de même relativement modeste, montre d'ailleurs que la Délégation avait assez bien apprécié le marché au début de l'exercice.

2. La fixation des prix.

Dans les zones du marché intérieur et du marché d'expansion, l'Entente des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais a eu à déterminer les prix minimaux, qui lui paraissaient à la fois rémunérateurs et compétitifs. Elle l'a fait, en partie en fonction des prix de revient, en partie aussi en fonction de données tactiques : prix rendus des concurrents étrangers, attitudes des compagnies dissidentes et aussi des compagnies adhérentes, fluctuations conjoncturelles à courte période.

En ce qui concerne l'influence du prix des charbons étrangers, un problème essentiel se pose : les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais alignaient-ils leurs prix sur ceux de leurs concurrents étrangers ou est-ce l'inverse qui se produisait ? (51). En ce qui concerne le seul aspect tactique de la question, auquel nous nous limitons ici, qui en somme tirait le premier ? La concurrence belge et allemande préoccupait particulièrement les dirigeants et les responsables de l'Entente des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais et c'était surtout aux dépens de celle-ci que devait être menée la reconquête du marché français. Aussi est-ce constamment que l'on voit les dirigeants de l'Entente se référer aux décisions prises par leurs concurrents belges et allemands pour les zones où ceux-ci sont avantagés par leur situation géographique et les positions conquises. Une très grande partie de la France est quasiment abandonnée aux charbons du Massif Central et surtout aux charbons anglais ; mais pour la région parisienne, la Normandie et la frange maritime de la région

(51) Lors du colloque Charbon et Sciences Humaines (Lille, 1963), une intéressante discussion a confronté, à propos du prix du charbon anglais en France au XIXème siècle, Claude FOHLEN qui pensait que les prix du charbon anglais dans l'Ouest étaient onéreux parce que les exportateurs britanniques tenaient compte du prix rendu élevé des charbons français et François CROUZET qui estimait, lui, que le marché britannique du charbon étant très concurrentiel, il y avait une différence sensible et parfois importante entre prix de vente des charbons anglais et prix de revient des charbons français sur les marchés dont les premiers étaient les maîtres : voir les Actes du colloque (Paris, 1966), p. 202 et pp. 205-206.

du Nord et de la Somme, les dirigeants et les adhérents de l'Entente doivent aussi s'adapter aux conditions de leurs rivaux d'Outre-Manche. Concrètement, en suivant les délibérations de l'Entente, on voit se développer la tactique adoptée par les charbonnages de la région du Nord. En général, dans les zones où la concurrence étrangère est forte, l'Entente fixe des prix tout juste inférieurs à ceux des charbons étrangers. En novembre 1901, la Compagnie de Liévin demande les prix qu'elle devrait pratiquer pour de gros tonnages à destination de la Suisse et de Lyon, compte tenu de ce que les tarifs de la Sarre sont semestriels et baisseront sans doute le 1er janvier ; la Délégation de l'Entente lui conseille de s'aligner sur les prix allemands et de descendre jusqu'à 13,50 francs. Le 9 septembre 1905, E. Potaux, Délégué permanent, communique à la Délégation de l'Entente les renseignements qu'il a recueillis sur la situation générale des marchés en Belgique, dans l'Est de la France soumis à la concurrence allemande et l'Ouest de face de la concurrence anglaise et il estime qu'on peut envisager des augmentations de tarifs dans certaines zones. Lors de la réunion suivante, le 23 septembre 1905, la Délégation décide de promulguer certaines hausses sur les charbons gras et quart-gras mais de maintenir les prix des charbons maigres, "jusqu'à ce que soient fixés ceux des producteurs belges et ceux de la Compagnie d'Anzin". Autre fait significatif à partir du 1er janvier 1907, les charbonnages du Couchant de Mons établissent trois zones en France pour la vente

à prix réduits des charbons gras des foyers domestiques ; les prix, en baisse, sont suivant les zones de : 22,50 francs, 21,50 francs, 20,50 francs ; le 9 février 1907, la Délégation de l'Entente des houillères du Nord et du Pas-de-Calais décide alors de fixer ses prix à 21,50 F, 21 F et 20 F dans les mêmes zones. Quand en février 1907, les charbonnages du Couchant de Mons suppriment leur troisième zone, "en raison de la fermeté plus grande des charbons anglais" et n'appliquent plus que les deux prix de 22,50 F et 21,50 F, la Délégation de l'Entente relève à son tour d'un franc son prix dans la même zone, avec dans les secteurs géographiques considérés des prix légèrement inférieurs à ceux des Belges : 21,50 F et 21 F (52). De même, le 26 septembre 1908, la Délégation de l'Entente estime qu'"en raison de la concurrence étrangère", il faut modifier les prix en vigueur dans les zones voisines des frontières belge, luxembourgeoise et allemande. Cependant, il arrive parfois que l'Entente décide de maintenir ses prix malgré une baisse des charbons étrangers quand elle estime que le renouvellement des marchés demeurera possible. Enfin, nous n'avons trouvé que lors d'une des séances de la Délégation de l'Entente mention d'une tentative d'accord avec les syndicats belges de vente : en novembre 1903, E. Potaux a appris que le directeur de la Société des agglomérés de Charleroi pensait qu'il ne serait pas possible de relever prochainement le prix des briquettes,, avant d'aviser ce qu'

(52) Arch. de la Chambre des H.N.P.C., P.V. Délégation de l'Entente, 12-01 et 23-02-1907.

il y avait lieu de faire, "d'accord ou non avec les Belges", la Délégation a décidé d'attendre les résultats d'une entrevue avec le directeur des syndicats liégeois (53). Sans méconnaître le fait que certaines tractations peuvent ne pas laisser de trace écrite, les archives de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et celles des différents charbonnages réionaux peuvent nous permettre de penser que la tentative de rapprochement de 1903 avec les producteurs belges est demeuré un fait isolé. Il semble qu'en ce qui concerne l'établissement des prix dans les "zones d'expansion", ce soit bien d'après les prix des charbons étrangers, fixés les premiers, que s'établissaient, à une limite légèrement inférieure les prix définis par l'Entente des houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Mais bien entendu, les syndicats de vente belges et allemands, et dans une bien moindre mesure, les producteurs britanniques dont le marché demeurerait, lui, très concurrentiel, ne pouvaient manquer de supputer, eux aussi, quelle était la tendance de la conjoncture et, en fonction de celle-ci, à quel niveau probable pourraient s'établir les prix des houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Il s'ensuivait une sorte de jeu de cache-cache, où les initiatives essentielles revenaient cependant aux producteurs étrangers, et en particulier aux producteurs allemands et belges.

Les prix établis dans les zones d'expansion réagissaient à leur tour sur les prix à établir dans les zones du marché

(53) p.v. Délégation de l'Entente, 12-01-1904.

régional ou extra-régional, puisque les sacrifices plus ou moins importants (selon la conjoncture et l'âpreté de la concurrence étrangère) que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais consentaient dans les zones d'expansion devaient être compensés par les prix rémunérateurs du "marché intérieur". Mais ici à nouveau, il y avait action et réaction puisque les bénéfices du marché intérieur permettaient les bénéfices moindres ou même les sacrifices du marché d'expansion. Le mécanisme mis en place par l'Entente du Nord et du Pas-de-Calais provoquait donc, à l'échelle du marché français, un jeu complexe qui était en partie, mais en partie seulement, le reflet de données du marché international : grâce à leur cartel, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais pouvaient, dans les zones où ils régnaient plus ou moins en maîtres, réagir efficacement pour compenser l'effet du marché de régions où ils devaient s'aligner sur les décisions prises par les producteurs étrangers et leurs associations.

Obligés de tenir compte de la concurrence étrangère pour établir ses prix, l'Entente des houillères du Nord et du Pas-de-Calais était en outre soumise aux contraintes imposées par la dissidence de compagnies régionales représentant près du tiers de l'extraction du bassin. Cette dissidence pesait d'abord sur les prix en ce sens que les charbonnages non adhérents ne respectaient pas les contingents fixés par l'Entente pour la répartition des ventes entre le marché régional et extra-régional

et le marché d'expansion. Libres d'écouler, quand la conjoncture le permettait, la très grande majorité de leur production dans les zones limitrophes, les dissidents pouvaient par là indirectement peser sur les prix fixés par l'Entente, même s'ils envisageaient de respecter ces prix. La concurrence des petites compagnies demeurées hors du cartel n'était pas bien gênante ; en revanche, celle d'Anzin, de Marles et de Bruay était autrement préoccupante, mais se posait de façon différente, en fonction même de la nature des charbons offerts, suivant qu'il s'agissait de la Compagnie d'Anzin ou des deux compagnies du Pas-de-Calais.

Pour l'écoulement de sa production de coke, la Compagnie d'Anzin collaborait pleinement avec l'Entente des houillères ; c'était donc pour la vente des catégories autres que les charbons à coke que le problème se posait. En particulier, en ce qui concernait les charbons maigres, la Compagnie d'Anzin, assurant la majeure partie de la production régionale de cette nature de houille, jouissait d'une position très forte. Pourtant, les circulaires de l'Entente et de l'Office lui étaient régulièrement adressées afin de l'inciter à aligner ses prix sur ceux promulgués par la Délégation . Dès avril 1902, donc lors du démarrage de l'Entente, Tacquet, directeur de Forfay, et Thiry, directeur de l'Escarpelle, signalent que sur un certain nombre de points, les tarifs pratiqués par Anzin ne sont pas conformes aux tarifs en vigueur ; la Délégation envoie alors aux adhérents une

circulaire pour les inviter à lui demander l'autorisation de descendre aux mêmes prix que ceux de la Compagnie d'Anzin, quand cette Compagnie vient leur faire concurrence chez leurs clients (54). Lors d'une réunion du 5 mars 1903, un accord paraît pourtant conclu entre Anzin et l'Entente : Anzin s'engage à observer les conditions de vente et les tarifs adoptés par les compagnies adhérentes, toutes les fois qu'elle aura été admise à les examiner et à les discuter. Mais il est vite constaté que bien qu'ayant été convoquée à toutes les réunions de l'Entente et tenue au courant de toutes les communications de l'Office, la Compagnie d'Anzin ne se conforme pas aux règles établies ; dès le mois suivant, Carvin signale les prix inférieurs qu'Anzin applique à ses criblés vendus à Paris et à ses boulets dans la Somme. Le Groupe des producteurs de boulets proteste alors contre cette violation de l'accord et menace Anzin de mesures de rétorsion (55). Aussi en octobre 1903, lorsque la Compagnie de Carvin constate que, dans la Somme et l'Oise, Anzin applique à ses boulets des tarifs inférieurs, décide-t-elle de s'aligner sur ceux-ci. Mais la Délégation de l'Entente tient beaucoup à ce que les demandes d'alignement de prix passent par elle, afin de maintenir une certaine cohésion entre les membres et d'éviter qu'Anzin ne fasse la loi ; aussi proteste-t-elle : elle est prête à prendre les mesures nécessaires mais aucun adhérent ne doit agir isolément, de sa propre initiative ; il faut que Carvin

(54) P.V. Délégation de l'Entente, 26-04-1902.

(55) P.V. Délégation de l'Entente, 25-04 et 23-05-1903, 21-03-1904.

provoque la réunion du Groupe des agglomérés, Groupe qui fera ses propositions à la Délégation (56). Nous avons déjà relevé qu'en septembre 1905, la Délégation de l'Entente attendait pour les charbons maigres que les Belges et la Compagnie d'Anzin aient fixé leurs prix avant de promulguer les siens. Cependant l'Entente ne manifestait pas toujours une telle passivité, une telle dépendance : en décembre 1906, on constate que dans la région de Lille et dans l'Est, les prix d'Anzin pour les charbons tout-venants et les fines maigres sont inférieurs aux tarifs en vigueur ; la Délégation décide pourtant de ne rien changer aux prix en vigueur et d'intervenir auprès de la Compagnie d'Anzin pour que celle-ci mette ses cours en parité avec ceux de l'Entente (57).

La petite compagnie de Thivencelles, voisine d'Anzin, et productrice de charbons maigres était demeurée hors de l'Entente mais en juillet 1903 elle a offert à la Délégation un arrangement, portant il est vrai sur des quantités très limitées : elle a offert que les compagnies qui vendaient de gros tonnages à Roubaix lui achètent aux prix fixés par l'Entente les 20 000 tonnes qu'elle faisait sur cette place, ce qui éliminerait sa concurrence mais lui garantirait les prix fixés ; la Délégation a refusé, parce qu'un accord avec Thivencelles ne diminuerait en rien la concurrence d'Anzin (58).

(56) P. V. Délégation de l'Entente, 24-10-1903.

(57) P. V. Délégation de l'Entente, 22-12-1906.

(58) P. V. Délégation de l'Entente, 27-12-1906.

Alors que pour la fixation du prix des charbons maigres, la Compagnie d'Anzin jouait un rôle fort important, les autres grandes sociétés dissidentes, les Compagnies de Bruay et de Marles étaient, elles, productrices de ces charbons flam-bants situés à l'extrémité opposée de la gamme des houilles, et parmi les charbonnages de la région du Nord, elles jouissaient également d'une position prédominante dans leur spécialité. Dès le début de l'année 1903, le refus de Bruay de continuer à adhérer à l'Entente a eu des conséquences sensibles : la compagnie dissidente a conclu brusquement un marché en baisse avec des maîtres de forges de Charleroi, marché qui, bien que limité à certaines qualités de houilles, a provoqué une chute des cours sur tous les charbons industriels belges, parfois de plusieurs francs par tonne, et cette baisse se répercutant dans le Nord et le Pas-de-Calais, l'Entente a dû la subir en partie (59). Certes, en principe l'Entente ne concernait point les ventes en Belgique mais il est probable qu'un membre de l'Entente aurait hésité à conclure un marché semblable. L'incident n'a pas manqué de poser avec plus d'acuité encore le problème des relations avec Bruay et Marles. Ces deux compagnies écoulaient en particulier à Lille, Roubaix et Tourcoing des quantités importantes de charbons pour foyers domestiques ; en avril 1904, après des discussions avec la Compagnie de Liévin, elles ont accepté de s'en tenir dans ce secteur aux prix établis par l'Entente et d'adresser à celle-ci

(59) François LAUR, De l'occupation (Paris, 1900-1907, 4 vol.), t. IV, pp. 250-251.

des relevés quotidiens de leurs livraisons. Marles et Bruay demandent alors à recevoir toutes les circulaires de l'Entente et de l'Office : Marles considère notamment que "bien que ne faisant pas partie de l'Entente, elle considère cette séparation comme plus apparente que réelle" ; la Délégation de l'Entente accepte d'envoyer les circulaires demandées, à condition que Marles et Bruay prennent l'engagement de ne modifier ni leurs prix ni leurs conditions de vente sans aviser l'Office (60). Cet échange de renseignements a duré jusqu'à la guerre de 1914-1918 mais il n'a pas empêché les relations entre l'Entente et les compagnies dissidentes de connaître parfois des moments difficiles : c'est ainsi qu'en avril 1905, des discussions pour tenter de trouver un accord sur les prix à établir dans toute la région du Nord et sur les tonnages à livrer à Lille-Roubaix-Tourcoing n'ont pas abouti. En revanche quand, en octobre 1905, Marles et Bruay ont demandé la suppression de la vente du 30/35 % gras à la consommation domestique, la délégation de l'Entente a rapporté sa circulaire autorisant cette vente. En février 1910 encore, l'Entente envisage de relever d'un franc les prix des charbons gras des foyers domestiques pour toutes les zones, mais après s'être entendue toutefois avec les deux compagnies dissidentes (61). Enfin, pour tout ce qui concernait les livraisons effectuées entre compagnies, Marles et Bruay admettaient les prix élaborés par la Délégation : en décembre 1909, Bruay a conclu

(60) P.V. Délégation de l'Entente, 9 et 23-01-1904.

(61) P.V. Délégation de l'Entente, 10-04 et 28-10-1905, 12-02-1910.

des marchés de dix ans avec Aniche (24 000 tonnes par an), Ostricourt (12 000 t3) et l'Escarpelle (12 000 t.) et a accepté que les prix soient révisables chaque année d'après ceux établis par l'Entente (62).

Ainsi, en ce qui concerne l'influence des compagnies dissidentes sur la fixation des prix par l'Entente des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, plusieurs faits se dégagent : la liberté de tonnages dans la répartition de leurs ventes, le non respect des contingents par les dissidents contribuent à l'engorgement du marché régional et pèsent ainsi sur les prix : de plus, les compagnies non adhérentes jouent un rôle prédominant dans deux natures de houilles bien précises : les charbons maigres (Anzin), les charbons flambants (Marles et Bruay). Comme les ponts n'ont jamais été coupés avec les dissidents, l'Entente s'est efforcée, par un échange de renseignements et par la négociation, d'amener les grandes compagnies non adhérentes à collaborer avec elles à la fixation des prix, mais bien souvent elle n'a pu que suivre ses rivales. Ainsi, de même que la concurrence étrangère oblige l'Entente du Nord et du Pas-de-Calais à aligner ses prix sur les vendeurs anglais, belges ou allemands dans une grande partie de la France, la sécession d'Anzin, de Marles et de Bruay contraint l'Entente à subir les prix fixés par les dissidents dans les catégories de ventes où ceux-ci font la loi à l'échelon régional, ventes des charbons maigres ou très gras.

(62) Arch. de la Cie de Bruay, C A du 29-12-1909.

La liberté de manoeuvre de l'Entente, ainsi limitée, demeure cependant considérable d'une part dans la partie de la France où ses membres sont avantagés par leur situation géographique et d'autre part, à l'échelon régional pour toutes les houilles demi-grasses et quart-grasses.

Jusqu'à la guerre de 1914-1918, l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'est limitée à la fixation de prix minimaux pour les houilles. En janvier 1906, Louis Mercier, directeur de la Compagnie de Béthune, a plaidé pour l'établissement de prix de vente maximaux, qu'il serait interdit aux membres de dépasser sous peine de sanctions, mais l'Assemblée Générale de l'Entente ne l'a pas suivi (63). En période de mévente, les compagnies adhérentes ne pouvaient évidemment décider de précéder la baisse des prix, les prix minimaux étant décidés en commun par les membres de l'Entente ; en revanche, lorsque la conjoncture était favorable, ces sociétés n'hésitaient pas à devancer, comme les statuts les y autorisaient, la promulgation des hausses : quand en juin 1906, G. Viala (de Liévin) et L. Mercier ont voulu remettre au mois de mars suivant la révision en hausse des tarifs, les autres directeurs de compagnies n'ont pas manqué de souligner qu'en réalité, la hausse ne ferait que consacrer la hausse effective que la presque généralité des compagnies avait déjà appliquée devant la situation du marché : la plupart des renouvellements récemment conclus avaient été traités à des prix supérieurs aux

(63) P.V. Délégation de l'Entente, 27-01-1906.

tarifs en vigueur (64). Le fait que les houillères du Nord et du Pas-de-Calais aient fondé un cartel fixant les prix minimaux et non un comptoir de vente centralisant achats et ventes laissait ainsi subsister une confortable autonomie aux charbonnages régionaux, notamment dans les périodes de conjoncture favorable et il semble bien que ces charbonnages, dans leur grande majorité, aient tenu à conserver ainsi une certaine liberté de manœuvre.

Les Allemands et les Belges établissaient les prix de vente de leurs charbons, en quelque sorte tout compris, rendus aux lieux de destination ; les Anglais, eux, fixaient les prix des houilles au point de débarquement. Conformément à leurs longues traditions, c'était les prix au départ de la mine que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais établissaient : les prix figurant au tarif des houilles établi par l'Entente et l'Office des Houillères s'appliquaient aux rivages ou aux gares d'embarquement de chaque Compagnie et non pas à un point de départ commun. Des "prix rendus" n'étaient prévus que pour certaines gares des départements ceinturant le marché d'expansion ; ils pouvaient cependant être tolérés dans certaines autres cas exceptionnels. C'est ainsi qu'en octobre 1903, la Compagnie de Liévin demande si elle peut conclure ^{un marché/} à des prix rendus avec une usine métallurgique de la région de Maubeuge ; la Délégation de l'Entente lui rappelle alors qu'elle n'accorde l'autorisation de -----
(64) P.V. Délégation de l'Entente, 27-01-1906.

pratiquer des prix rendus que lorsqu'une compagnie risque de perdre une situation acquise si elle ne se met pas à parité du prix rendu des autres Compagnies fournissant à ce même client ; si Liévin est bien dans ce cas, sa demande est acceptée, mais s'il s'agit en fait d'une offre nouvelle ou d'une hausse d'un tonnage antérieur, elle est rejetée (65).

Vis-à-vis des consommateurs, le maintien de l'usage des prix départ-mine par les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'était pas sans un inconvénient très net, qui n'existait pas pour les prix rendus des concurrents étrangers : les clients des zones à prix élevés ou même ceux de zones très proches mais à prix différents pouvaient très aisément connaître l'écart des tarifs départ-mine qui leur étaient appliqués. Par rapport aux consommateurs des marchés aux prix restreints, ceux des marchés aux prix élevés pouvaient estimer qu'on majorait artificiellement le prix des houilles qui leur étaient livrées du coût d'un transport fictif supérieur au coût réel et c'était bien à cela qu'aboutissait le système développé par l'Entente des Houillères. Mais la genèse du prix établi était plus complexe puisqu'en fait, on devait tenir compte surtout des prix pratiqués par les concurrents étrangers. Il n'en reste pas moins que c'était les charbonnages qui en quelque sorte prélevaient une partie des économies de transport que leur proximité des Houillères aurait dû faire réaliser aux consommateurs des régions voisines et la promulgation de tarifs départ-mine avait le tort de mettre ce fait en évidence.

(65) P.V. Délégation de l'Entente, 24-10-1903.

Préparées par le personnel permanent de l'Entente et de l'Office des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, par les Groupes spécialisés de producteurs et l'Assemblée générale puis promulguées par la Délégation de l'Entente, les listes de prix minimaux à pratiquer par zones étaient extrêmement détaillées et suivant la conjoncture, non seulement la moyenne générale des prix variait en hausse ou en baisse, mais en plus se modifiaient l'écart absolu et relatif entre le prix le plus bas et le plus élevé et le nombre de prix lui-même. L'évolution des tarifs durant l'année 1906 est à cet égard très caractéristique.

En mai 1906, le marché intérieur et le marché d'expansion sont bien divisés en onze zones mais en fait, huit prix différents seulement sont prévus. Un seul tarif est appliqué dans les deux zones A et B du marché régional, un seul autre concerne les trois zones du marché extra-régional ; en revanche les huit zones du marché d'expansion sont dotées chacune d'un tarif différent. Pour les charbons gras et à gaz, 17 catégories sont distinguées suivant la qualité, la teneur en cendres et le calibre ; en ce qui concerne le tout-venant 30/35% (66) qui sert souvent de base à la tarification des autres catégories, les prix de la tonne s'échelonnent de 19 francs dans les zones AB à 16 francs en zone Dr (Rouen). Les charbons quart-gras et les charbons maigres sont,

(66) Le tout-venant 30/35% contenait 30 à 35% de gros morceaux de charbon ne pouvant passer au travers d'une grille à barreaux longs espacés de 30 mm.

eux, répartis en 16 catégories et toujours pour le tout-venant 30/35%, les prix varient en quart-gras de 19 à 17 francs et en maigres de 18,20 à 16,50 francs. De plus, des tarifs particuliers sont prévus pour les fournitures de charbons aux sucreries et distilleries avec seulement trois gammes distinctes de prix : un seul tarif pour les marchés régional et extra-régional, un second pour la zone C et enfin un dernier pour les cinq autres zones du marché d'expansion ; pour le tout-venant 30/35%, les prix respectifs sont de 19, 18,50 et 18 francs (67).

L'amélioration de la conjoncture a permis aux membres de l'Entente de modifier leurs tarifs dès le 2 décembre 1906, pour les marchés à traiter dans le premier trimestre de 1907. Pour toutes les natures et toutes les catégories de charbons, trois tarifs seulement étaient établis : tout le marché intérieur et une grande partie du marché d'expansion, de la zone A à la zone Om (Maubeuge) étaient régis par les mêmes prix ; seules les zones On (Nancy) et Or (Rouen) avaient deux tarifs distincts. Pour le tout-venant 30/35 % , les trois prix étaient respectivement de 19,50 francs, 19 et 17 francs pour les charbons gras, de 19,50 francs, 19 et 18,50 francs pour les quart-gras et de 19 francs, 18,50 et 17,50 francs pour les maigres.

Ainsi, dans à peu près cette moitié de la France où elle fixe des prix minimaux, l'Entente des Houillères tient grand compte de la tendance du marché commercial pour graduer ses prix

(67) P.V. Délégation de l'Entente, 12-05-1906.

par zones, les variations les plus importantes concernant le marché d'expansion. Dans le marché régional, la hausse, entre mai et décembre 1906, est par tonne de 0,50 franc pour les houilles grasses (2,63%) et 0,80 franc pour les houilles maigres (4,39%); le prix du quart-gras ne varie pas. En revanche, dans la zone Dr (Rouen), où la concurrence anglaise oblige les houillères du Nord et du Pas-de-Calais à consentir les tarifs les moins élevés du marché d'expansion, les hausses s'élèvent à un franc par tonne (6,25%) pour les houilles grasses, de 1,50 franc (8,82%) pour les quart-grasses et de un franc (6,06%) pour les maigres. C'est donc hors du marché régional, dans les zones les plus exposées du marché d'expansion, que l'Entente estime pouvoir pratiquer les hausses de tarifs les plus importantes lorsque la demande s'accroît.

A la variation du nombre de zones et du niveau des prix s'ajoutent les indications concordantes fournies par l'analyse des écarts de prix suivant la conjoncture. En mai 1906, les tarifs sont dégressifs et soigneusement dosés suivant la vivacité de la concurrence étrangère dans chacune des huit zones du marché d'expansion. En ce qui concerne le tout-venant 30/35%, et par rapport au tarif le plus élevé, l'écart absolu et relatif entre le prix le plus bas et le prix le plus élevé est de 3 francs (15,78%) pour les charbons gras, 2 francs (10,52%) pour les quart-gras et 1,70 franc (9,34%) pour les maigres. Avec l'amélioration de la conjoncture dans le second semestre de l'année 1906, l'Entente des Houillères applique pour le début de 1907

une gamme beaucoup plus restreinte et plus resserrée. La très grande majorité de la moitié Nord de la France est dotée du même tarif que celui appliqué, départ-mine, aux consommateurs proches des lieux de production puisque seules deux des onze zones ont des tarifs distincts. En outre l'écart entre les prix a diminué : toujours en ce qui concerne la même catégorie de combustible, l'écart par rapport au prix le plus élevé est de 2,50 F (12,32%) pour les gras, 0,50 F (2,53%) pour les quart-gras, 1,50 F (7,89%) pour les maigres. Enfin, profitant de ce qu'elles peuvent livrer à prix assez élevés dans une grande partie de la France, les compagnies houillères répugnent à livrer hors zones : en octobre 1906, le Directeur de la Compagnie de l'Ouest se plaint auprès de l'Entente de ce que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ne veulent mettre aucun tonnage à sa disposition (seule la Compagnie de Dourges offre 10 000 tonnes) et la Délégation attire alors l'attention des adhérents sur les dangers qu'il y aurait à abandonner en période favorable les zones de bas prix, à renoncer aux positions conquises : "il faut prévoir le retour de jours moins prospères et conserver dans cette éventualité, les moyens d'écouler les tonnages que n'absorberont plus les marchés régional et extra-régional" (68).

Durant les années 1907 et 1908, années favorables, neuf zones sur les onze du marché intérieur et du marché d'expansion ont continué à être dotées d'un tarif identique, seules les

(68) P.V. Délégation de l'Entente, 27-10-1906.

zones Dr (Rouen) et Dn (Nancy) très exposées à la concurrence anglaise ou à la concurrence allemande continuant à avoir des prix plus faibles, mais d'environ 0,50 franc seulement. Au contraire, en 1911, année difficile, un tarif a été établi pour presque chaque zone et l'écart entre le prix le plus bas et le prix le plus élevé a atteint environ 3,50 F (69).

Ainsi, la tactique et les méthodes employées par l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais s'éclairent nettement en fonction des fluctuations conjoncturelles courtes. Lorsque la situation apparaît favorable au cartel, celui-ci étend à une grande partie du marché les conditions exigées des consommateurs proches des lieux de production et il atténue les avantages consentis aux clients des régions où il affronte la concurrence étrangère, car il estime que l'accroissement de la demande obligera de toute façon les industriels et les particuliers à accepter ses tarifs. En outre, la Délégation s'efforce bien de tempérer le mouvement, mais les Compagnies tendent à négliger le marché hors zones, c'est-à-dire la France de l'Ouest et la moitié sud de la France, pour concentrer leurs ventes dans les zones de bons prix. Au contraire, quand les ventes sont moins faciles, le cartel restreint l'aire géographique de la partie de la France où sont pratiqués les prix les plus élevés, abaisse légèrement ceux-ci et surtout consent des rabais plus importants qu'en période favorable à des zones plus nombreuses

(69) La Revue Noire, 15-06-1911.

et plus étendues du marché d'expansion. Les compagnies régionales sont alors bien obligées de tenter d'écouler hors du marché régional, voire même dans le "marché d'exportation", une partie de leur production proportionnellement beaucoup plus importante qu'en période favorable. Les consommateurs du marché régional et extra-régional, du fait des frais de transports moindres, continuent certes lors de la livraison à bénéficier de prix rendus inférieurs à ceux de régions plus lointaines ou plus exposées à la concurrence étrangère, mais ce sont tout de même les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais qui, par ce mécanisme souple et efficace, encaissent une partie de la "rente de situation" dont jouiraient normalement les industriels locaux ou régionaux.

Dans la partie de la France divisée en zones, les compagnies adhérentes étaient tenues de respecter les tarifs généraux adoptés en assemblée générale et promulgués par la Délégation de l'Entente des houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; mais afin de lutter plus efficacement contre la concurrence étrangère quand la situation l'exigeait, elles pouvaient être exceptionnellement autorisées par la Délégation à pratiquer des "prix spéciaux" consentis pour un marché bien précis. En novembre 1911 par exemple, la Société de Lens engage des pourparlers avec la Compagnie Générale française et continentale d'éclairage pour un tonnage destiné à l'usine d'Alençon de celle-ci ; Alençon était classée en zone D, Lens a proposé le prix de 15 francs par tonne, conforme au tarif de l'Entente mais le client fait valoir qu'il a déjà reçu une offre d'une compagnie anglaise qui met la houille à 14,25 francs à parité

avec le charbon de Lens ; Lens réussit d'ailleurs finalement à enlever le marché, au prix de 14,50 francs (70).

De 1901 à 1914, à chacune de ses séances, la Délégation de l'Entente a été amenée à autoriser plusieurs compagnies à consentir exceptionnellement à leurs clients des abaissements par rapport aux tarifs en cours, généralement de 0,50 F ou d'un franc par tonne mais alors que la conclusion de marchés de longue durée était libre quand ceux-ci étaient conformes au tarif général, les marchés signés grâce à des prix spéciaux ne pouvaient avoir qu'une durée limitée que la Délégation fixait dans chaque cas. Jusqu'en novembre 1908, les prix spéciaux étaient seulement communiqués aux fournisseurs habituels du client en cause mais à partir de cette date, sur l'intervention de Lavaurs (Courrières) et malgré l'opposition de Reumaux (Lens), il a été décidé que les prix spéciaux seraient indiqués à tous les adhérents. C'est en vain qu'en juin 1911, Marcier (Béthune) a essayé d'obtenir qu'on revienne aux méthodes initiales : la majorité des membres a estimé que l'égalité des compagnies était mieux assurée par la communication à tous des abaissements exceptionnels de prix (71).

Lors de l'adoption des statuts de leur Entente, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais avaient exclu de l'accord les marchés traités avec les compagnies de chemins de fer, mais très rapidement le fonctionnement satisfaisant du cartel a incité les adhérents à étendre leur contrôle. Dès novembre 1901, la Délégation de l'Entente recommande aux membres de ne pas traiter

(70) P.V. Délégation de l'Entente, 16 et 30-11-1911.

(71) P.V. Délégation de l'Entente, 28-11-1908 et 10-06-1911.

avec les compagnies de chemin de fer sans s'être préalablement entretenus avec elle, ceci afin d'éviter que ces clients n'opposent les charbonnages entre eux (72). A partir d'avril 1903 déjà, le pas décisif est franchi : la Délégation et l'assemblée générale de l'Entente fixent les prix à proposer aux compagnies ferroviaires, prix déterminés par un tarif spécial, souvent d'un cinquième de la valeur du produit en dessous du tarif général. Cet écart assez important, l'Entente s'est efforcée de le réduire, dans la mesure où la concurrence étrangère le lui permettait. Comme pour les prix du tarif général, les prix du tarif spécial pour les chemins de fer tiennent grand compte des prix offerts par les rivaux belges, allemands et anglais. C'est ainsi que lorsqu'en juin 1903, Courrières engage des négociations avec la Compagnie de l'Est, la Délégation considère que l'on peut prendre pour base un prix de 11,40 francs départ-mine pour le charbon allemand et compte tenu des parités que ceci établit pour les houilles françaises, elle autorise Courrières à traiter pour un marché d'un an à 13,25 F et pour un marché de deux ans à 13 F. En ce qui concerne la Compagnie d'Orléans, la Délégation estime qu'on peut tabler sur un prix de 8 francs pour le charbon anglais; le montant des engagements actuels des charbonnages intéressés (Aniche, Courrières, Liévin, Ostricourt et aussi Anzin) atteint 150 000 tonnes et l'Entente souhaiterait porter ce tonnage à 300 000 tonnes en évinçant les fournisseurs anglais. Les houillères du Nord proposent alors 12 francs par tonne pour un marché de

(72) P.V. Délégation de l'Entente, 23-11-1901 .

deux ans en industriel 20/25, mais la compagnie d'Orléans estime ce prix trop élevé (73). Régulièrement, en fonction des prix des concurrents étrangers, l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a ainsi remanié les tarifs à proposer aux compagnies de chemins de fer, en autorisant des dérogations exceptionnelles, quand les exigences des clients ou les offres des fournisseurs étrangers l'y obligeaient.

La même évolution caractérise la conclusion des marchés entre les charbonnages de la région du Nord et la Marine de l'Etat, marchés primitivement exclus de l'Entente. En octobre 1908, l'Entente a engagé ses adhérents à examiner les prix à remettre pour les adjudications de marchés correspondant aux besoins de la Marine nationale française en 1909 ; il convient de tenir compte des prix auxquels la Marine de l'Etat belge a traité lors des adjudications de fournitures pour le quatrième trimestre de 1908 : "comme vous le savez, les résultats de ces adjudications servent d'ordinaire de critérium au Ministère de la Marine nationale pour l'adjudication de nos prix". L'adjudication belge du 26 septembre 1908 s'étant faite avec une baisse de 3 francs par rapport à celle du 27 septembre 1907 sur laquelle les houillères du Nord et du Pas-de-Calais avaient pensé pouvoir établir leurs prix, une révision urgente s'impose (74). Comme dans le cas des marchés avec les compagnies de chemins de fer, les houillères de la région du Nord en sont donc vite venues à s'entendre au préalable entre

(73) P.V. Délégation de l'Entente, 4 et 13-06-1901.

(74) Circulaire de l'Office de Statistique des H.N.P.C., 20-10-1908.

elles pour les propositions à la Marine de l'Etat, mais ici encore, elles devaient tenir compte de l'évolution des prix des producteurs étrangers. Peut-être même dans ce domaine précis des livraisons à la Marine de l'Etat une entente s'est-elle esquissée à l'échelle nationale entre les adjudicataires si l'on en juge par la réunion qui le 6 décembre 1910 a rassemblé à Paris tous les fournisseurs de la Marine au siège du Comité Central des Houillères de France (75).

En ce qui concerne la répartition des tonnages à offrir aussi bien aux chemins de fer qu'à la Marine, l'accord s'est réalisé entre les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais selon les mêmes modalités que celles relatives aux tonnages à écouler dans le "marché régional". La répartition s'est faite d'après la situation acquise au début de l'Entente par les différentes compagnies houillères, avec des modifications ultérieures en fonction de l'évolution comparée des productions.

L'écoulement en Belgique lui-même s'est trouvé peu à peu placé dans le cadre de l'Entente des houillères du Nord et du Pas-de-Calais : en mai 1906, il est précisé que les prix à effectuer aux usines à gaz de Belgique doivent être ceux de la zone Dm (Maubeuge), zone qui subit fortement la concurrence belge mais est pourtant quelque peu abritée par la taxation douanière (76) ; la Délégation de l'Entente estime donc que les données de la

(75) Circulaire de l'Office des H.N.P.C., 3-12-1910.

(76) P.V. Délégation de l'Entente, 12-05-1906.

concurrence sont pratiquement les mêmes en Belgique et dans le bassin français de la Sambre.

Ainsi, en quelques années seulement, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais groupés dans leur Entente ont étendu, dans la pratique, les clauses de leur accord à la totalité de leurs ventes ; c'était donc soumettre tous les prix et tous les marchés conclus par eux à une entente préalable, ce qui n'a pas manqué de renforcer considérablement, beaucoup plus que ne l'avaient prévu les statuts initiaux, le poids de l'organisme régional mis en place au début de siècle.

Conformément aux principes de base de leur Entente visant à favoriser les ventes hors du marché régional, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont consenti pendant plusieurs années des primes aux verreries françaises écoulant une partie de leur production à l'étranger, selon des modalités qui s'inspiraient directement de celles mises au point par le syndicat rhéno-westphalien. Sur l'initiative de la Compagnie de Vicoigne-Noeux, l'Entente a accordé à partir de septembre 1903 une prime d'exportation d'un franc par tonne de charbon, exclusivement limitée aux quantités de combustibles de toutes catégories entrant dans la fabrication des produits exportés (77). Pratiquement donc, les verreries de la région du Nord ont bénéficié d'une ristourne assez importante sur leurs commandes de houilles, ristourne proportionnelle .leurs ventes à l'étranger, le mot "exportation"

étant ici entendu dans sa véritable acception. Nous aurons l'

(77) P.V. Délégation de l'Entente, 26-09-1903.

occasion de souligner que pour les ventes de coques, un système identique a fonctionné durant la même période. La volonté d'éviter l'engorgement du marché régional aboutissait donc à des encouragements directs à l'écoulement hors de l'aire traditionnelle à la fois des houilles de la région du Nord et de certains produits fabriqués grâce à ces houilles. L'aide ainsi apportée à la verrerie (et à la métallurgie) a été limitée aux périodes difficiles de crise traversées par ces industries, mais il n'en manifeste pas moins le souci des adhérents de l'Entente de s'inspirer jusque dans certains détails de l'expérience des syndicats de vente allemands.

3. Les règlements commerciaux et financiers :

L'entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, de 1901 à 1914, n'a pas manqué d'accomplir ces deux tâches importantes : distinguer les zones géographiques et établir les prix selon les zones en acceptant de considérer certains cas particuliers. Mais il importait aussi d'assurer le fonctionnement d'une organisation commerciale et financière capable de faire respecter par toutes les compagnies adhérentes les prix décidés par une majorité. Dans ce but, l'organisation la plus simple et la plus efficace était celle qu'avait adoptée le syndicat rhéno-westphalien en constituant un comptoir unique de ventes : les producteurs confiaient la totalité de leurs houilles au syndicat qui se chargeait lui-même des marchés ; la concurrence entre les adhérents

se trouvait ainsi abolie et le respect des prix et des contingents automatiquement assuré. Mais la mentalité de la plupart des dirigeants des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, encore très marquée par le poids du passé et l'habitude d'une indépendance jalouse, interdisait le recours à une solution inspirée de l'exemple allemand, solution simple mais extrême. La Délégation de l'Entente était pour sa part favorable à l'établissement d'un comptoir unique de ventes. Dès septembre 1901, E. Reumaux, directeur de Lens et président de la Délégation de l'Entente, préconisait l'établissement à Douai d'un agent unique de ventes, chargé de diriger toutes les opérations commerciales dans les "zones d'exportation", et qui serait l'intermédiaire obligatoire entre les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais et leurs clients (78). Mais cette proposition n'était pas acceptée par la majorité des Compagnies régionales et la Délégation admettait qu'une telle intégration commerciale n'était pas encore possible (79). Aussi a-t-elle dû se contenter d'amener les charbonnages à respecter les règles du jeu que ceux-ci avaient eux-mêmes établies et acceptées.

En l'absence d'un comptoir commun de ventes, les services commerciaux des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais subsistaient intégralement et continuaient à recevoir les commandes par l'intermédiaire soit de leur représentant, un agent de vente sous leur dépendance directe, soit d'un négociant en charbons. Alors que le R.W.K. disposait d'un seul service

(78) P.V. Délégation de l'Entente, 17-09-1901.

(79) P.V. Délégation de l'Entente, 23-07-1904.

commercial central et d'un unique agent de vente par ville, chaque houillère de la région du Nord conservait donc son propre service commercial et son réseau d'agents et de négociants dans les lieux de consommation. Les industriels, gros consommateurs, pouvaient donc continuer à passer leurs commandes, soit directement à la mine, en s'adressant dans leur région à l'agent de la Compagnie, celui-ci rétribué par des appointements fixes et une commission, soit par l'intermédiaire d'un négociant qui pouvait consentir des prix et surtout des conditions de paiement (en particulier des délais de règlement allongés) plus favorables. Parfois, le négociant servait simplement d'intermédiaire ou de commissionnaire : il proposait à une compagnie une offre importante pour un de ses clients et pour ce "marché dénommé", il devait se porter garant du paiement. Dans les principales villes industrielles, les Bourses de commerce pouvaient rendre plus aisées les négociations entre clients, agents des compagnies et négociants. C'est ainsi qu'à Lille, chaque mercredi, les intéressés se retrouvaient pour constater les tendances, mettre les parties en rapport et amorcer des contrats, mais dans l'ensemble cependant, assez peu d'affaires étaient traitées en Bourse (80). Tout ce mécanisme n'a pas été bouleversé par le fonctionnement de l'Entente et de l'Office des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

(80) P. RUBINET, op. cit., pp. 83-84.

Dès la formation de l'Entente, il a été convenu que chaque adhérent enverrait à la Délégation un double de tous les marchés conclus et un relevé mensuel de toutes les livraisons effectuées ; c'était le seul moyen , en l'absence d'un comptoir unique des ventes, pour vérifier que les prix et les contingents fixés par grands secteurs géographiques étaient respectés. Le système semble avoir assez bien fonctionné, grâce aux rappels que la Délégation de l'Entente adressait aux compagnies : en mai 1909 encore , il est rappelé aux adhérents que ceux-ci doivent adresser un décalque de leurs marchés à l'Office, certaines compagnies se contentant d'envoyer des renseignements insuffisants (81). De plus, l'Entente a tenté d'organiser un service commun chargé de consigner les renseignements sur la solvabilité des clients, mais prévu dès 1903, il ne fonctionnait pas encore en 1905, faute d'indications fournies par les sociétés (82).

L'Entente et l'Office ne pouvaient guère que collecter les renseignements fournis par les compagnies ; leur contrôle ne pouvait s'exercer qu'a posteriori puisqu'ils n'intervenaient pas directement dans l'établissement des commandes, les compagnies devant elles-mêmes tenir compte des contingents établis pour le marché "intérieur" et le marché d'expansion. L'essentiel du système reposait donc sur la bonne volonté des compagnies, et aussi l'intérêt qu'avaient celles-ci à bien faire fonctionner leur organisation. Cependant, un système d'inspection a été mis en place dès le

(81) P.V. Délégation de l'Entente, 9-05-1909.

(82) P.V. Délégation de l'Entente, 22-04-1905.

début de l'Entente pour éviter les fraudes possibles. Dans le cas de sociétés houillères, celles-ci pouvaient consister en commandes ou en livraisons pour le marché régional non signalées à l'Office, en fraudes sur les qualités, les tonnages, notamment par le biais de mélanges de différentes qualités de houilles (83). Les négociants, eux, pouvaient être tentés de traiter des marchés à destination de zones à prix réduits et de faire arrêter les péniches avant les lieux d'arrivée prévus, afin d'écouler les chargements dans les zones à prix élevés et s'assurer ainsi des débouchés faciles ; mais pour éviter la perpétuation de ces pratiques dont elle était avertie, la Délégation de l'Entente a décidé dès mars 1902 que les charbons expédiés par eau et vendus aux négociants seraient facturés aux prix de la zone A et des détaxes seulement accordées après l'arrivée de la péniche à destination (84). Rapidement, l'Entente et l'Office de Statistique des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont utilisé les services de plusieurs inspecteurs autorisés à vérifier la nature et le tonnage du chargement et le lieu de destination des wagons ou des bateaux au départ de la mine. Et surtout, la Délégation et la direction de l'Entente ont été averties des fraudes par les dénonciations de compagnies et de négociants concurrents. Il semble que des fraudes aient été repérées dans la période de démarrage de l'Entente, en particulier dans les moments difficiles de la fin des années

(83) Albert AFTALON, art. cit., pp. 290-291.

(84) P.V. Délégation de l'Entente, 20-12-1901 et 22-03-1902.

1903, 1904 et 1905, mais elles paraissent avoir été assez rares; de toute façon, le relèvement des prix en 1906 a amené la presque totale disparition des réclamations et des dénonciations. Le fonctionnement de l'Entente a été dans l'ensemble aidé par la conjoncture longue favorable du début du XXème siècle, les fraudes tendant à s'accroître surtout durant les périodes défavorables. Aussi les sanctions prévues par les statuts de l'Entente n'ont-elles dû être que rarement appliquées. Quand une infraction était constatée, l'amende, assez importante, était de trois francs par tonne lorsqu'une compagnie dépassait son quantum dans le marché "intérieur" et de cinq francs par tonne lorsqu'il y avait fraude sur les qualités de houilles. Si la fraude était commise par un négociant, la Délégation rendait responsable la compagnie signataire du marché, à charge pour elle de se retourner contre son intermédiaire. Les sanctions devaient être décidées par la Délégation de l'Entente à une majorité de 5 voix sur 7 et la compagnie en cause pouvait éventuellement faire appel devant un bureau d'arbitrage de trois membres pris parmi les sociétés adhérentes.

En ce qui concerne les charbons (à l'exclusion des cokes), l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a dû dans la très grande majorité des cas se contenter d'exercer un contrôle assez souple sur les ventes effectuées, en appliquant des sanctions financières lors des fraudes. Cependant, l'importante zone de Roubaix-Tourcoing a dû être dotée d'une organisation spé-

ciale, en raison d'abord de l'âpreté de la concurrence étrangère puis de la constitution d'un syndicat de négociants en charbons dans cette région.

Dès 1901, il a été décidé que les situations seraient figées, chaque houillère conservant sa clientèle, et on envisageait même d'étendre cette règle à certains dissidents; mais en novembre 1901, Anzin se plaint de la concurrence que les sociétés de Meurchin, de Béthune et de Lens lui font chez certains de ses clients de Roubaix alors qu'elle déclare respecter, elle, la clientèle des autres et elle menace ses rivaux de les attaquer à son tour (85). En juin 1905, ce respect de la clientèle roubaisienne de chaque adhérent est codifié : les compagnies ne peuvent renouveler leurs marchés sans autorisation de la Délégation de l'Entente que lorsqu'elles sont le seul fournisseur d'un industriel ou d'un négociant de Roubaix-Tourcoing ; pour tout autre marché dans cette zone, soit qu'il s'agisse d'un marché avec un nouveau client, avec un négociant ou un client ayant plusieurs fournisseurs, elles devront d'abord obtenir l'autorisation de la Délégation de l'Entente, Délégation qui intervient donc dans cette zone avant la signature des marchés. C'est ainsi qu'en juillet 1905, lorsque Lens et l'Escarpelle rencontrent chez deux de leurs clients, Leurent frères à Roncq et Motte-Bossut à Roubaix, des offres faites par des houillères de la région non fournisseurs jusque là de ces maisons, la Délégation intervient auprès de ses

(85) P.V. Délégation de l'Entente, 2-11-1901.

adhérents pour que les offres concurrentes soient retirées et les marchés réservés à Lens et l'Escarpelle (PF).

En 1908, une très grande majorité des négociants en charbons de Roubaix-Tourcoing se groupent en un syndicat qui conclut un accord avec l'Entente des Houillères. Les charbonnages renoncent à leurs agents dans les deux villes, ils s'adresseront uniquement 'au syndicat' ; en n'accordant plus aucune livraison aux négociants dissidents et la Délégation de l'Entente établit pour chaque adhérent un quantum à livrer à Roubaix-Tourcoing. Dans cette zone, on en arrivait presque à la formule du comptoir puisque c'était la Délégation de l'Entente qui fixait à chaque compagnie du Nord et du Pas-de-Calais les quantités à livrer et les tarifs à appliquer. Les compagnies continuaient simplement à s'adresser directement aux négociants de Roubaix et de Tourcoing, mais dans le cadre des contingents définis par l'Entente. L'accord entre l'Entente des Houillères et le syndicat des négociants en charbon n'a pu cependant fonctionner sans parfois quelques frictions : en juin 1910, le syndicat des négociants se plaint que les négociants dissidents obtiennent des livraisons de diverses compagnies et que des houillères ne respectent pas les quotas fixés pour chacune d'elles ; la Délégation veille alors à ce que les marchés passés avec des négociants dissidents soient résiliés dès la fin de leur exécution mais demande aussi que le syndicat des négociants accepte de se charger des tonnages supprimés aux dissidents. L'accord entre l'Entente des houillères et le syndicat des négociants était particulièrement précieux dans une zone où la

(86) P.V. Délégation de l'Entente, 23-06 et 22-07-1905.

compétition était fort âpre et il importait donc de le maintenir : vers la même époque, la Délégation de l'Entente estimait que la concurrence allemande se faisait vivement sentir sur le marché de Roubaix-Tourcoing et elle demandait aux compagnies de mettre à la disposition de l'Office des charbons à prix réduits qui pourraient être opposés avec succès aux charbons anglais, allemands ou belges . Aussi quand en novembre 1910, la Délégation de l'Entente a craint qu'un nouveau négociant en charbons, dissident, Charles Roger fils, n'eût l'intention d'introduire des charbons étrangers pour les mélanger à ceux qu'il pourrait obtenir des compagnies du Nord et du Pas-de-Calais, a-t-elle recommandé à tous les adhérents de ne donner aucune suite aux demandes de la nouvelle maison (87). La zone de Roubaix-Tourcoing a ainsi connu pendant plusieurs années dès avant la guerre de 1914-1918 un écoulement de charbons régionaux étroitement régi par les décisions prises directement par l'Entente des Houillères, avec respect obligatoire de la clientèle de chaque compagnie. •

L'organisation spéciale du marché de Roubaix-Tourcoing peut apparaître comme une nette dérogation à une règle essentielle de l'Entente, qui voulait que la concurrence subsistât entre les adhérents sans réserve de clientèle : en novembre 1908, la Délégation rappelait encore que "selon les règles de l'Entente, la liberté de vente des adhérents n'est limitée que par le respect

(87) P.V. Délégation de l'Entente, 12-02, 11-06 et 25-11-1910.

des prix arrêtés et par le coefficient de tonnage attribué à chaque Compagnie dans le marché régional et extra-régional" (88). C'est en application de ces règles qu'elle décidait de communiquer à tous les adhérents "les prix spéciaux" exceptionnellement autorisés pour enlever une affaire difficile. Cependant, la participation de la majorité des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais à une entente commerciale ne pouvait manquer d'atténuer la compétition entre les adhérents, la tendance de l'organisation étant dans une certaine mesure d'aboutir au gel des positions acquises. C'est ainsi que dès le mois de décembre 1901, les compagnies de Lens, Béthune et Liévin soumissionnaient aux conditions convenues entre elles à une adjudication du Gaz de Tourcoing mais ne pouvaient obtenir que cinq lots sur huit car un négociant en charbons, qui aurait agi pour le compte de Marles, réussissait à enlever trois lots ; la Compagnie de Marles, amenée à s'expliquer devant la Délégation de l'Entente, affirmait que le négociant, désavoué par elle, avait agi à son insu (89). En 1908, au moment même où elle rappelait les limites de l'organisation, la Délégation intervenait aussi auprès des sociétés membres pour demander qu'aucune offre rivale ne fût présentée à la filature Courmont frères, de Lille, contre la Compagnie de l'Escarpelle, seul fournisseur de cette maison, lors de négociations en cours pour le renouvellement d'un marché ; elle demandait de même en décembre 1908 que fussent réservées à la Compagnie de Meurchin, seul four-

(88) P.V. Délégation de l'Entente, 28-11-1908.

(89) P.V. Délégation de l'Entente, 14-12-1901.

nisseur, les soumissions aux adjudications de combustibles de la Manufacture d'armes de Châtellerault et de la Fonderie de canons de Bourges (90). On tendait donc, dans certains cas, à une réservation de clientèle au profit de sociétés membres.

Toutefois, comme la concurrence subsistait souvent entre les charbonnages adhérents, l'Entente s'est efforcée de rendre égales les prescriptions relatives aux marchés, "de façon que, sinon la lettre, du moins l'esprit des conditions de vente, fût le même dans toutes les compagnies" (91) ; il s'agissait aussi par ce moyen de rendre les fraudes plus difficiles et d'éviter en particulier des rabais consentis par des moyens détournés. La Délégation a d'abord procédé par une série de mesures isolées puis en 1907, Charles Foucart, secrétaire de la Chambre des Houillères, a établi un projet relatif aux conditions générales des marchés, projet qui a été soumis à la Délégation et approuvé par l'Assemblée générale de l'Entente.

Dès la formation de l'Entente, les adhérents avaient pris l'engagement "de ne consentir sur les prix minima arrêtés d'un commun accord, aucune réduction directe ou indirecte, sous forme de bon poids, d'escompte, de facilités de paiement, de fusion de marché, de composition supérieure à celle vendue ou facturée" (92). C'est à la Délégation, aidée par le travail

(90) P.V. Délégation de l'Entente, 1er et 9-10-1908.

(91) P.V. Délégation de l'Entente, 8-03-1906.

(92) Statuts de 1901 de l'Entente des H.N.P.C.

préparatoire des employés de l'Office, de la commission des chefs des services commerciaux et surtout des groupes de producteurs, qu'a été laissée la responsabilité de définir nettement les différentes catégories de houilles en fonction des dimensions et des teneurs en matières volatiles et en cendres, de distinguer ainsi les différentes sortes de charbons lavés et non lavés et de préciser la teneur en eau tolérée ; la classification retenue devait être appliquée par toutes les compagnies membres.

L'Entente s'est efforcée également de codifier les habitudes prises par les houillères régionales quant à la longueur des marchés. Si les contrats de plusieurs années, à prix fermes, ont été acceptés pour les industriels, en revanche, la forme usuelle de contrat avec les négociants en charbons a été de passer un marché pour un an et avec révision possible des prix tous les trois mois ; en plus, le charbonnage se réservait le droit d'annuler ou de reporter le marché. Les négociants étaient soumis aux mêmes tarifs que les industriels en ce qui concernait les tonnages qu'ils achetaient pour les revendre ; mais pour "les marchés dénommés", lorsque les négociants traitaient pour un industriel, ils percevaient une commission de 3%, avec un maximum de 0,50 franc par tonne, sur laquelle ils ne devaient consentir aucune ristourne à leurs clients (93). En septembre 1905, une circulaire de l'Office des houillères maintenait la formule du contrat à prix révisables tous les trois mois : si pendant le cours du marché, les tarifs pratiqués par l'ensemble des charbon-

(93) P.V. Délégation de l'Entente, 30-11-1911.

nages du Nord et du Pas-de-Calais variaient dans une région, en hausse ou en baisse, les prix stipulés pouvaient être modifiés pour la période non encore courue, aux échéances des 1er avril, 1er juillet, 1er octobre et 1er janvier ; mais l'acheteur pouvait, dans la quinzaine qui suivrait chaque date de révision, avertir la Compagnie de son désir de consolider le prix existant pour toute la période du marché restant à courir (94). En janvier 1906 cependant, la Délégation de l'Entente décidait la suppression de cette clause de la révision trimestrielle des prix de vente et en mai 1906, elle ramenait, dans une conjoncture courte favorable, de 3 à 2% avec toujours un maximum de 0,50 franc par tonne la commission des négociants traitant pour des "industriels dénommés", sauf dans la région de Roubaix-Tourcoing où un tel taux aurait été insuffisant (95). Peu à peu s'affirmait la préférence des adhérents de la Délégation de l'Entente pour des contrats d'une durée d'un an au maximum, ceci en fonction des tendances longues du marché à la prospérité dans la décennie précédant la guerre : au début de 1906, la Délégation précisait que le tarif général des prix devait concerner seulement les marchés d'une durée maximale d'un an ; pour les marchés de deux ans, un supplément de 0,50 F par tonne serait appliqué aux livraisons de la deuxième année et pour les marchés de trois ans, un supplément de un franc la troisième année.

(94) Circulaire de l'Office des H.N.P.C., 23-09-1905.

(95) F.V. Délégation de l'Entente, 13-05-1906.

En novembre 1909, les conditions étaient encore aggravées : seuls les industriels habitués à traiter à long terme, comme l'attestaient les trois derniers marchés conclus, pourraient continuer à le faire ; aux autres clients, on refuserait des marchés de plus d'un an et s'il n'était pas possible d'éviter des marchés plus longs, une majoration de 1,50 F sur l'ensemble du marché traité (y compris donc les livraisons de la première année) était exigé. En ce qui concernait les négociants, il était recommandé de ne pas traiter avec eux pour plus d'un an. L'accord avec les compagnies dissidentes était recherché mais en cas de concurrence avec celles-ci, les adhérents pouvaient être autorisés à ne pas appliquer de majorations. Dès février 1910, les décisions prises subissaient une épreuve : la maison Avot-Vallée, de Blendecques (Pas-de-Calais) refusait la majoration réclamée par Lens pour un marché de deux ans et l'Entente demandait à toutes les compagnies adhérentes de ne faire aucune offre au client récalcitrant (96).

En ce qui concernait les tonnages prévus dans les marchés, les membres de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais se sont mis d'accord pour prévoir des réductions ou majorations égales en fonction de l'importance des commandes : en janvier 1903, il a été décidé que les primes à accorder pour les quantités seraient de 2% pour les marchés de 1 000 à 3 000 tonnes, de 4% pour ceux de 3 000 à 12 000 tonnes et de 6% pour ceux de 12 000 tonnes et plus. Mais Lavaurs, directeur de Courrières, ayant fait remarquer que les primes de quantités indiquées en pourcentage

(96) P.V. délégation de l'Entente, 13-11-1911.

pouvaient avoir l'inconvénient de frayer la voie au rétablissement de l'escompte exclu par les statuts, on a tenu à libeller les primes en montants nets : les prix définis dans le tarif général s'appliquaient aux marchés de 100 à 1 000 tonnes ; on majorait de 0,25 franc par tonne les marchés de 10 à 100 tonnes et de 0,50 F par tonne les commandes d'un seul wagon de 10 tonnes, un wagon étant la livraison minimale. En revanche, on accordait une réduction de 0,25 F par tonne pour les marchés de 1 000 à 3 000 tonnes, de 0,50 F de 3 000 à 12 000 tonnes et de 0,75 F au delà de 12 000 tonnes (97). De plus, pour les charbons domestiques, des "primes d'été" étaient accordées pour les livraisons effectuées pendant la morte saison et pour toutes les catégories de houille, des réductions s'appliquaient aux expéditions par eau.

Enfin , l'Entente et l'Office ont maintenu pour les conditions de paiement jusqu'à la guerre de 1914-1918 les règles édictées d'un commun accord par les charbonnages régionaux en juillet 1899, sous l'égide de la Chambre des Houillères : le règlement de la livraison devait être effectué par le client dans un délai de 30 jours fin de mois sinon l'intérêt de retard était de 0,5% par mois de retard ; un traitement de faveur a été maintenu à la sucrerie, qui en dehors des mois d'octobre à décembre, pouvait s'acquitter dans une délai de 60 jours. Il a été simplement ajouté

(97) P.V. Délégation de l'Entente, 24-01-1903, 17-02-1903, 12-5-1906 ; P. ROSINET, op. cit., p. 92.

que tous les débiteurs qui effectuaient des paiements anticipés bénéficiaient d'une réduction de 0,33 pour cent par mois, soit un maximum de 4% l'an (90). Pour leur part, les négociants en charbons se montraient beaucoup plus souples lors des règlements, autorisant leurs clients à payer en 90 jours, voire à l'année et cette possibilité de crédit à court terme plus étendu est un des facteurs qui contribuaient à assurer le maintien de nombreux négociants, à côté des agents des Compagnies houillères.

En unifiant leurs conditions de vente et de paiement, les charbonnages de l'Entente et de L'Office des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais évitaient les rabais directs ou indirects qui auraient pu amener certains adhérents à feindre de respecter les tarifs définis en commun, tout en consentant des prix en réalité inférieurs, et de ce fait ils limitaient aussi les possibilités de manoeuvre par lesquelles industriels ou négociants auraient pu vouloir opposer entre elles les compagnies productrices. Jusque dans le détail des opérations commerciales, les Houillères de l'Entente atténuaient ainsi la concurrence interne et renforçaient leurs positions vis-à-vis de leurs clients et de leurs rivaux français ou étrangers.

Enfin, si des sanctions frappent les compagnies qui dépassent leurs quotas dans les zones de vente favorables ou effectuent des fraudes, inversement les charbonnages qui vendent hors du "marché intérieur" perçoivent des "primes d'exportation"

(98) P.V. Délégation de l'Entente, 11-01-1902, 13-05-1905 et 31-12-1910.

alimentées par les cotisations de tous les adhérents : ces primes leur remboursent la différence entre le prix perçu pour une livraison effectuée dans le "marché d'expansion" et le prix moyen qui aurait été touché si la vente avait eu lieu dans les zones proches des lieux d'extraction, zones peu soumises à la concurrence étrangère. Ce système atténue pour les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais leur intérêt à adopter la solution tentante mais facile et dommageable à long terme de vendre le plus possible dans les seules zones rémunératrices et l'élargissement du marché doit être favorisé.

Par leur accord, une majorité de charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont ainsi mis en place une association qui peut leur permettre d'accroître la diffusion des houilles sur le marché français : celui-ci a été divisé en zones de plus en plus nombreuses où compte tenu de la conjoncture et de l'importance, décisive ou négligeable, de la concurrence étrangère, les sociétés régionales déterminent dans à peu près toute la moitié nord de la France, à l'exclusion de la Bretagne, des tarifs minimaux qu'elles s'engagent à respecter. Dans les marchés régional et extra-régional, formant le "marché intérieur", les tonnages de ventes sont strictement répartis et les "primes d'exportation" engagent les sociétés houillères à vendre leur charbon dans les zones où la concurrence étrangère est pourtant âpre.

L'organisation du marché des houilles souligne que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont fait un pas très

important dans la voie de l'intégration commerciale et ont renforcé leur compétitivité sur le marché intérieur français. Cette organisation est demeurée limitée à la région du Nord : il n'y a eu que de timides tentatives d'entente sur les plans national et international. De plus, le contingentement de la production n'a pas été amorcé. Pour le marché des cokes en revanche, l'organisation a été plus poussée, étendue à la production et dans les années précédant la guerre de 1914-1918, un accord a pu être conclu entre les producteurs du Nord et du Pas-de-Calais et les sociétés métallurgiques de Meurthe-et-Moselle.

III. L'ORGANISATION DU MARCHE DES COKES .

Si pour le marché des houilles les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont dû s'adapter aux méthodes et s'inspirer des modèles d'organisation de leurs rivaux étrangers, ils ont dû pousser plus loin encore leurs efforts pour écouler leur production de coke, en fonction même de l'importance des associations qui unissaient aussi bien leurs principaux concurrents, essentiellement belges et allemands, que leurs principaux clients, en particulier les sociétés métallurgiques de l'Est de la France.

1. Les concurrents et les clients.

Dès les débuts de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, en novembre 1901, le Groupe régional des produc-

teurs de coke souligne qu'en Meurthe-et-Moselle, "c'est le syndicat allemand de Lœnnum qui régit le marché, puisque c'est lui qui traite pour les Belges" (99). Alors qu'au début du XXème siècle, les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais, avec une production de coke de 1 310 000 tonnes, assure l'essentiel de la production française et un tonnage très proche du tonnage belge, elles demeurèrent très éloignées de la production en coke de la Ruhr, qui atteint déjà 8 000 000 tonnes ; de plus, le coke allemand présente des qualités physiques, en particulier une résistance à la pression, qui le rendent supérieur au coke français. Les concurrents étrangers disposent ainsi d'atouts fort importants par rapport aux producteurs de coke de la région du Nord : production massive et intégrée de coques de qualité et coalition à l'échelle internationale de comptoirs uniques de ventes ; ces atouts ne sont compensés que faiblement par la protection douanière et ce n'est guère que dans une partie de la région du Nord, celle de Valenciennes principalement, qu'on peut considérer que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais jouissent d'avantages certains ; le bassin métallurgique de la Sambre lui-même, relié au bassin de Charleroi et colonisé par les sociétés belges, se révèle déjà d'une pénétration difficile.

En ce qui concerne les principaux clients des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, les sociétés métallurgiques françaises, et notamment les sociétés de Meurthe-et-Moselle, sont

(99) Arch. Chambre des H.N.P.C., P.V. des séances du Groupe des producteurs de coke N.P.C., 15-11-1901.

puissamment organisées. De plus, au début du XXème siècle, plusieurs éléments sont venus renforcer encore la position des sociétés métallurgiques par rapport à celle de leurs fournisseurs de la région du Nord. En 1900, la Société lorraine de carbonisation a été créée par les Sociétés de Longwy, Micheville, Senelle-Maubeuge, les Hauts Fourneaux de Saulnes et de Saintignon et les Forges belges de la Providence et elle a installé à Auby, près de Douai, une importante usine à coke (100). En outre, en 1906, le charbonnage d'Azincourt, petit producteur de coke, a été absorbé par les Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain-Anzin. Ainsi s'esquissait pour les sociétés métallurgiques du Nord et surtout de l'Est de la France un approvisionnement, il est vrai pour une faible part, opéré dans le Nord et échappant en partie aux houillères régionales. Enfin, l'acquisition en 1906, de concessions dans le sud du bassin du Pas-de-Calais a fourni aux sociétés métallurgiques un nouveau moyen de pression. C'est donc de puissants partenaires que les charbonnages de la région du Nord producteurs de coke devaient affronter, avec cette différence essentielle par rapport aux intégrations réalisées dans la Ruhr : dans la presque totalité des cas, les sociétés métallurgiques du Nord et de l'Est et les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais demeuraient totalement indépendants les uns des autres.

(100) L. BROCARD, art. cit., p. 337.

L'exemple de concurrents et de clients avaient beaucoup contribué à amener la majorité des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais à bâtir une entente commerciale. Les conditions de la concurrence, beaucoup plus difficile pour les cokés que pour les houilles, n'ont pas manqué d'inciter les charbonnages de la région du Nord, aussi bien membres de l'Entente que dissidents, à mettre au point des accords plus poussés pour tout ce qui concernait l'écoulement et aussi la production de coke. De 1901 à 1904, si déjà une entente étroite fonctionne, chaque compagnie écoule cependant encore isolément sa production de coke ; à partir de 1904, on se rapproche de la formule du comptoir unique de vente et en 1910, un accord est conclu entre les sociétés sidérurgiques de Meurthe-et-Moselle et les producteurs de coke de la région du Nord, accord portant à la fois sur les prix et les tonnages.

2. La période 1901-1904.

Depuis plusieurs années avant 1901 déjà, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais propriétaires de fours à coke avaient pris l'habitude de réunions périodiques pour fixer d'un commun accord les prix de leurs produits. Pas plus que pour les houilles, la formation de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais en 1901 n'a donc apporté de véritable bouleversement dans l'écoulement des cokés régionaux, mais elle a rendu les réunions plus faciles et plus régulières et elle a contribué

assez rapidement à accélérer le processus d'intégration commerciale. Le fait que la Compagnie d'Anzin, quoique n'appartenant pas à l'Entente, ait accepté de participer à toutes les séances tenues par le Groupe de producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais et de respecter les décisions prises a naturellement été un atout notable pour l'Entente quoique de toute façon, par sa production en coke très minoritaire dans la région, Anzin n'ait guère été en mesure de mener une politique commerciale indépendante : la simple sagesse commandait à Anzin de s'associer aux décisions de ses partenaires plutôt que de devoir subir ces décisions.

En ce qui concernait cette tâche essentielle, la fixation des prix, le Groupe des producteurs de coke a pu rapidement s'entendre pour établir des prix à partir d'un même point de départ. Alors que le tarif des houilles déterminait le prix des houilles au départ de la mine, les producteurs de coke ont entendu prendre plus claire leurs négociations avec leurs gros clients en établissant leurs tarifs en fonction d'un point de départ commun : les prix de coke s'entendaient à parité du prix en gare de Douai. Comme les expéditions normales se faisaient par trains, une majoration minimale de 50 centimes à la tonne était appliquée pour frais de chargement aux expéditions de coke par eau. Les prix de base étaient ceux du coke de métallurgie, à partir desquels on fixait ceux des coques divers et en particulier des coques de fonderie (101). Pour établir ses prix, le Groupe des

(101) Le coke de métallurgie contenait 13% de cendres, le coke de fonderie moins de 11%.

producteurs de coke se déterminait essentiellement en fonction du prix du coke allemand et belge vendu en Meurthe-et-Moselle. C'est ainsi que le 15 novembre 1901, le syndicat de vente allemand n'ayant pas encore fixé son prix, le Groupe décide d'attendre qu'il le fasse. A la fin du mois, d'après les journaux spécialisés, les Allemands auraient fixé les prix du coke métallurgique à fournir en Meurthe-et-Moselle à 15 marks à la frontière, soit 18,75 francs et les Belges, en accord avec les Allemands, à 19 francs ; le Groupe du Nord et du Pas-de-Calais, qui tient compte de l'influence de la distance, des droits de douane et des différences de qualité, fixe alors le prix de son coke métallurgique à 20 francs la tonne en gare de Douai pour le premier semestre de 1902 (102). Ce prix s'appliquait au coke destiné à la Meurthe-et-Moselle et des majorations ou des réductions étaient prévues selon les zones distinguées par l'Entente. En décembre 1902, les Allemands ont fixé à 13,80 marks , soit 17,25 francs et les Belges à 18 francs les prix du coke de 1903 pour la Meurthe-et-Moselle ; malgré ces baisses, le Groupe des producteurs du Nord et du Pas-de-Calais décide de maintenir à 20 francs le prix de son coke parce qu'il estime qu'on peut compter sur une hausse de la production métallurgique (103). En 1904, ce prix a dû être légèrement abaissé à 19,80 francs.

Comme le syndicat allemand (R.W.K.) en accordait aux entreprises allemandes, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont consenti aux sociétés métallurgiques du Nord et de l'

(102) P.V. Groupe des cokes N.P.C., 15 et 29-11-1901.

(103) P.V. Groupe des cokes N.P.C., 22-11-1902.

Est de la France des réductions, durant les périodes difficiles, semblables à celles octroyées à la verrerie pour les houilles. En janvier 1902, le prix du coke étant fixé à 20 francs, une ristourne de 15%, soit de 3 F par tonne, est accordée aux sociétés sidérurgiques françaises qui achètent au moins 12 000 tonnes dans l'année et écoulent une partie de leur production de fonte ou d'acier à l'étranger. Cette "prime d'exportation" s'applique à une part du tonnage livré qui varie suivant les quantités exportées. L'industriel doit justifier la part de la production qu'il a exportée ; s'il a par exemple vendu à l'étranger 10% de sa production, il bénéficie d'une réduction de 15% par tonne sur le dixième du tonnage que lui ont livré les producteurs de la région du Nord (104) ; cette réduction peut être cumulée avec la "prime de quantité" accordée pour les tonnages importants. La prime d'exportation ne peut pas s'appliquer à plus de 20% du coke livré mais dans les moments difficiles, intervenant sur un poste important du prix de revient, elle permet aux sociétés sidérurgiques d'écouler moins difficilement hors de France une partie accrue de leur production grâce à des prix de vente plus compétitifs. Tout ceci est conforme aux objectifs de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais qui veulent sauvegarder des prix rémunérateurs sur les marchés régionaux, avec cepen-

(104) On rapporte tout à la fonte : le fer et l'acier sont comptés en équivalents de fonte selon un coefficient. En 1901, la sidérurgie française (non compris l'Alsace-Lorraine) a produit 2 309 000 tonnes de fonte, 1 425 000 t. d'acier brut et 1 743 000 t. de fers et d'aciers ouvrés. Elle a importé au total 386 347 t. et exporté 463 577 t. de fontes, fers et aciers ouvrés. Sa consommation globale a été de 2 366 000 t. de houille et de 3 254 000 t. de coke. Cf. S.I.M., 1901, pp. 100-102 ; Annuaire Statistique France rétrospectif, 1966, p.240 ; Sidérurgie et croissance économique en France et en Grande-Bretagne (1735-1913) (Cahiers de l'I.S.E.A., n°158, févr. 1965), p. 16.

dont cet aspect particulier qu'on demande aux sociétés métallurgiques d'accroître leurs ventes hors de France alors que les charbonnages, eux, s'efforcent simplement de vendre davantage dans des zones plus éloignées en France.

Quand la situation s'améliore, en avril 1903, le Groupe des producteurs de coke et la Délégation de l'Entente décident que les primes d'exportation consenties aux sociétés métallurgiques seront ramenées à 0,60 F par tonne et ne seront plus que facultatives et en mai 1903, il rend obligatoire pour les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais la suppression de ces primes. En décembre 1903, la prime de 0,60 F est à nouveau autorisée mais les maîtres de forges, réunis à Nancy et à Longwy, décident d'adopter une tactique commune et de refuser de conclure de nouveaux marchés si la prime d'exportation n'est pas portée de 0,60 F à un franc. Le Groupe des cokes du Nord et du Pas-de-Calais estime quant à lui que ses prix rendus sont encore en Meurthe-et-Moselle inférieurs d'un franc aux prix allemands et il décide de ne pas céder ; quand les entreprises sidérurgiques de l'Est demandent en mars 1904 une conférence commune avec les producteurs de coke de la région du Nord pour tenter d'arriver à un accord sur les conditions de renouvellement des marchés, les charbonnages du Nord acceptent simplement que trois de leurs représentants, Lemay (Aniche), Mercier (Béthune) et Poteux (Noeux , et Entente) participent à titre individuel à la réunion (105).

(105) P.V. Groupe des cokes N.P.C., 15-04, 9-05, 9 et 12-12-1903, 12-03-1904.

Ainsi, pour la fixation des prix du coke et des réductions à accorder, les producteurs de coke de la région du Nord conservent une certaine marge de manoeuvre qu'ils utilisent parfois pour maintenir leurs tarifs, même en cas de baisse des charbons allemands et belges, et faire varier le taux de leurs primes d'exportation, mais c'est tout de même essentiellement par rapport à l'alliance germano-belge qu'ils se déterminent, alliance qui dispose de l'initiative des opérations.

Dès la formation de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, les producteurs de coke de la région se sont mis d'accord pour réduire leur production afin d'éviter l'effondrement des prix qui risquait de provoquer la crise de la métallurgie. C'est là évidemment un fait essentiel, qui souligne que dès le début du siècle pour ce qui concernait le domaine particulier des cokes, l'accord était déjà très poussé. Il avait été au début limité à la production de coke métallurgique mais en novembre 1901, quand il s'est agi de répartir entre les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais les tonnages de coke à livrer en Meurthe-et-Moselle durant l'année 1902, E. Reumaux, directeur de Lens, a fait observer que "la fabrication des cokes divers (pour fonderie, sucrerie, etc...) avait bénéficié des dispositions prises pour les producteurs de coke métallurgique et n'avait pu conserver des prix ^{plus} avantageux que grâce aux mesures adoptées par eux en ce qui concernait la réduction de leur production" (106).

Il convenait donc d'appliquer à toute la production de coke de la

(106) P.V. Groupe des cokes N.F.C., 15-11-1901.- La production de coke du B.N.P.C. a été de 1 660 837 tonnes en 1900 et seulement de 1 331 136 t. en 1901 et de 1 331 134 t. en 1902.

région du Nord les réductions imposées par l'état du marché sidérurgique.

Le point de vue de Lens ayant été adopté par les autres charbonnages, c'est chaque année la totalité des ventes de coke qui a été répartie entre les producteurs, proportionnellement à la part de production assurée en 1901 mais avec des correctifs pour tenir compte de la capacité réelle de production due à l'installation de nouveaux fours. On se fondait d'abord sur la situation en Meurthe-et-Moselle pour apprécier l'évolution de la conjoncture. C'est ainsi qu'en janvier 1902, le Groupe des cokes a estimé qu'on pouvait prévoir dans l'année une réduction d'un tiers des livraisons effectuées en 1900 et établir selon cette prévision la répartition des tonnages de 1902. En novembre 1902, il envisage pour l'année 1903 une augmentation d'un tiers environ de la consommation totale de la métallurgie en Meurthe-et-Moselle, donc un retour à la situation d'avant la crise. En 1902, cette consommation s'élevant à 1 231 000 tonnes de coke, elle doit atteindre environ 1 641 000 tonnes en 1903 du fait de l'amélioration conjoncturelle, montant auquel on peut ajouter 225 000 tonnes par suite de l'installation de nouveaux hauts fourneaux dans la région de Nancy. Les charbonnages de la région du Nord comptent fournir 43% de la consommation lorraine, soit environ 800 000 tonnes de coke métallurgique, et vendre en outre 550 000 tonnes de coke métallurgique et de cokes divers dans la région du Nord et le reste de la France (107).

(107) P.V. Groupe des cokes N.P.C., 23-01 et 22-11-1902.

était réparti entre les producteurs.

TABLEAU N° 14

REPARTITION DES VENTES DE COKE EN 1903 (tonnes)

S.N.P.C.

Sociétés	Tonnage accordé (1)	% du total (1)	Production réelle (2)	% du total (2)
Lens	390 000	28,00	466 732	29,87
Anzin	211 000	15,55	234 850	15,03
Aniche	183 000	13,55	202 306	12,94
Douchy	112 000	8,29	135 749	8,68
Noeux	103 000	7,62	102 295	6,54
Dourges	91 000	6,74	119 546	7,65
Escarpelle	85 000	6,20	80 828	5,17
Béthune	75 000	5,55	110 366	7,06
Azincourt	35 000	2,59	39 770	2,54
Drocourt	33 000	2,44	50 320	3,22
Ferfay	32 000	2,37	19 620	1,25
TOTAL	1 350 000	100	1 562 382	100

Les producteurs du Nord et du Pas-de-Calais devaient respecter en Meurthe-et-Moselle et dans le nord de la France les tonnages qui leur étaient affectés ; les dépassements éventuels ne pouvaient être autorisés que lorsque la conjoncture économique était plus favorable qu'on ne l'avait prévu et ils devaient demeurer, en principe, proportionnels aux quotas initiaux, sauf si

certaines compagnies s'essouffaient et renonçaient à leur part d'accroissement. Ainsi, alors que pour les houilles, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais étaient seulement tenus de respecter à la fois les prix et les tonnages dans les seules zones du "marché intérieur", ils s'engageaient en revanche pour la vente du coke à s'acquitter de cette obligation et dans le marché régional et dans l'important débouché de Meurthe-et-Moselle.

Pour l'année 1903, même si l'on tient compte du mouvement des stocks, on constate que les producteurs de coke de la région du Nord avaient sousestimé l'amélioration de la conjoncture mais qu'ils ont pourtant dans l'ensemble assez bien respecté les quotas qui leur avaient été attribués ; les différences qui existent et qui tiennent d'ailleurs en partie au fait que les tonnages de ventes ne peuvent être rigoureusement comparés aux tonnages de production, ne dépassent guère 1% et ont pu résulter d'ententes à l'amiable entre les charbonnages.

Afin d'attester qu'elles respectaient bien les prix fixés et les quantités qui leur étaient attribuées, les compagnies productrices de coke ont accepté dès le début de l'Entente du Nord et du Pas-de-Calais d'adresser à la fois au président du Groupe des cokes, Charles Thiry, directeur de l'Escarpelle, et au président de la Délégation, Elie Reumaux, directeur de Lens, un état mensuel de leurs expéditions de coke ; à partir du 1er avril 1902, elles se sont engagées à communiquer un double de tous leurs marchés.

Durant les mois difficiles de 1901-1902, les producteurs de coke de la région du Nord, "afin de ne pas forcer sur les tonnages", avaient même consenti à ne traiter aucun marché sans l'accord préalable du président de leur Groupe (108). De plus, dès le début de l'Entente, il a été pratiquement convenu d'éviter toute concurrence interne entre les charbonnages régionaux et de réserver sa clientèle à chaque adhérent : lorsqu'en novembre 1901, les Hauts Fourneaux de la Chiers, qui ont un marché en cours d'exécution avec Lens, font à des houillères du Nord des propositions d'achat pour des livraisons de 15 000 tonnes, le Groupe des producteurs décide de ne faire aucune offre afin d'obliger la Chiers à traiter avec Lens, son fournisseur habituel.

Ainsi, le fait que l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais soit née au moment d'une conjoncture courte défavorable a été particulièrement ressenti par les producteurs régionaux de coke puisque les difficultés atteignaient surtout la métallurgie. D'emblée, ils ont donc adopté des mesures rigoureuses: réduction de la production, réglementation stricte des prix et des tonnages, pouvoir important confié au président du Groupe, réservation de la clientèle et ces mesures donnaient d'emblée à l'accord sur les coques une extension et une rigidité beaucoup plus grandes qu'à celui relatif aux houilles. Avec l'amélioration de la conjoncture, l'on a évidemment, en 1903, renoncé à la réduction de la production mais la répartition stricte des tonnages de vente a continué à peser de façon essentielle sur l'évolution de la production. En 1904, l'extension des pouvoirs du président a encore renforcé l'organisation du Groupe des producteurs de coke.

(108) P.V. Groupe des coques N.P.C., 29-11-1901.

3. La période 1904-1910.

En mai 1904, l'Entente et l'Office des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, par suite du bon fonctionnement de l'accord relatif aux ventes de coke, ont envisagé de faire un nouveau pas en avant, qui aurait rapproché l'organisation des producteurs de la région de celle des producteurs belges et allemands et du Comptoir de Longwy. Un projet de Comptoir des cokes métallurgiques a été établi : les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais auraient formé entre eux une société anonyme, chargée seule d'écouler leur production, chaque Compagnie remettant à des prix convenus et selon des tonnages déterminés tout son coke métallurgique au Comptoir. La plupart des charbonnages intéressés acceptaient de former le Comptoir projeté, et en particulier ceux de Lens, d'Aniche, de Béthune et de Noeux mais l'opposition d'Anzin et de Douchy faisaient échouer les pourparlers. (109). L'opposition d'Anzin était sans doute ici au fait que la grande Compagnie du Nord vendait assez peu de coke métallurgique dans l'Est et que ses principaux débouchés étaient assurés à proximité de ses cokeries. Mais à nouveau se manifestaient les rôles divergents des deux plus puissantes sociétés houillères de la région du Nord : alors que Lens cherchait à accélérer l'intégration, Anzin, par sa tendance au particularisme, freinait l'évolution.

(109) P.V. Groupe des cokes N.P.C., 4-05 et 30-06-1904 ; Arch. Cie d'Aniche, C A du 2-07-1904 ; Arch. Cie de V.N.D., C A du 26-05 et 23-06-1904.

Le projet de comptoir unique des ventes de coke métallurgique ayant échoué, une solution de remplacement était adoptée, solution qui accroissait l'influence du président du Groupe des cokes, Charles Thiry et limitait donc davantage l'autonomie commerciale de chaque producteur : "afin de marquer sa volonté de rapprocher progressivement son organisation du type adopté par les producteurs allemands et belges", le Groupe des producteurs de coke élargissait la mission de son président qui était chargé de fixer jusqu'à la fin de l'année 1905 le prix minimum de vente du coke (parité Douai), les conditions générales de vente (teneur en cendres, en eau, etc...) et de définir la part de production de chaque Compagnie adhérente ; les Compagnies ne pourraient engager de pourparlers avec leurs clients qu'après lui en avoir référé (110). Les pouvoirs de Charles Thiry ont été prorogés les années suivantes et en mars 1900, ils ont été encore accrus pour une période de trois ans : toutes les négociations relatives aux ventes de coke métallurgiques devaient être centralisées à l'Office de Statistique et c'était E. Potaux, directeur de l'Office qui, sous l'autorité de Ch. Thiry, se chargeait de ces discussions. Négociés par E. Potaux, les marchés devaient être simplement confirmés individuellement par les Compagnies. E. Potaux et L. Mercier, directeur de Béthune, rencontraient alors à Longwy plusieurs délégués des maîtres de forges de Meurthe-et-Moselle, qui acceptaient sans objection que les marchés relatifs au coke

(110) P.V. Groupe des cokes, 30-05-1904 et 7-11-1905.

de la région du Nord fussent désormais négociés par l'intermédiaire du seul directeur de l'Office de Douai (111).

Pratiquement, on était parvenu à une formule très proche de celle du comptoir unique de vente, et la Compagnie d'Anzin, quoique n'appartenant pas à l'Entente, était étroitement associée à une organisation de la vente du coke métallurgique qu'une simple différence de forme, la conclusion des marchés définitifs par les Compagnies elles-mêmes, séparait de l'organisation de ce véritable comptoir unique qu'Anzin avait repoussé.

Le renforcement de leur organisation commerciale a permis aux producteurs de coke de la région du Nord de négocier avec plus de fermeté encore que dans les années antérieures à 1904 le niveau des prix à faire admettre par leurs clients de la sidérurgie. C'est cependant toujours essentiellement au niveau des prix belges et allemands que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais se référaient. Pour le premier semestre de 1905, ils avaient fixé leur prix à 16,00 francs la tonne de coke métallurgique en gare de Douai : en juillet 1905, les producteurs de coke de la région du Nord estiment que la consommation de coke en Meurthe-et-Moselle atteindra 2 500 000 tonnes dans l'année en cours ; "la production belge n'étant pas susceptible de se développer d'une façon appréciable, le syndicat de vente formé par elle ne demande qu'à fournir 9,4% de ce chiffre" (112). Comme Belges

(112) P.V. Groupe des cokes, 4-07-1905.

et Allemands ne modifient pas leurs tarifs pour le second semestre de 1907, les houillères du Nord et du Pas-de-Calais maintiennent également les leurs. L'amélioration de la conjoncture permet une hausse légère durant le premier semestre de 1906 (le coke du N.P.C. passe à 21 francs, moins une prime d'exportation de 0,60 F) et une hausse beaucoup plus importante durant le second semestre de l'année : les Belges fixent à 23 francs et les Allemands à 20,75 francs le prix de la tonne de coke ordinaire au départ de la mine, ce qui permet aux charbonnages de la région du Nord de calculer les parités de référence, en tenant compte de la qualité supérieure du coke allemand et la qualité moindre du coke belge :

Prix de la tonne de coke, 2ème semestre de 1906 (F)		
	Coke belge	Coke allemand
Prix à la mine	23,00	20,75
Transport à Longwy	4,70	10,70
Douane	1,30	1,30
Prix rendu	29,00	32,75
5,5% Plus-value pour le coke français	+ 1,60	
5% Moins-value pour le coke français		- 1,65
Prix de parité rendu pour le coke français	30,60	31,10

Comme le transport d'une tonne de coke par chemin de fer de Douai à Longwy revient à 6 francs, les producteurs de coke

du Nord établissent leur prix à 26 francs, moins une prime d'exportation de 0,60 F à déduire, ce qui donne un prix rendu à Longwy de :

$$25,40 \text{ F} + 6 \text{ F} = 31,40 \text{ F} \quad (113).$$

Ce prix rendu est un peu inférieur au prix réel du coke allemand (32,75 F) mais un peu au-dessus du prix de parité rendu ; il assure, de toute façon, pour le coke vendu en Meurthe-et-Moselle, un prix à la mine beaucoup plus rémunérateur aux charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais qu'aux fournisseurs étrangers.

Pour 1907, les producteurs de coke de la région du Nord fixent leur prix à 26,50 F net, la prime d'exportation étant supprimée, ce qui, par rapport au prix antérieur de 25,40 F, constitue une hausse de 1,10 F. Cette hausse est nettement inférieure à celle décidée par les houillères allemandes (2,70 F) et belges (2 F). En Meurthe-et-Moselle, le prix de parité rendu pour le coke français (32,50 F) se retrouve ainsi à un niveau inférieur à celui du coke allemand (33,80 F) et du coke belge (32,60 F), ce qui ne peut manquer de faciliter la négociation des marchés. Selon les administrateurs d'Aniche, cette hausse modérée s'expliquerait par "la volonté d'éviter les récriminations des industriels de la métallurgie et les réclamations des ouvriers mineurs" (114).

Les difficultés de la métallurgie ont obligé les producteurs de coke, étrangers et français, à abaisser leurs prix

(113) P.V. Groupe des cokes N.P.C., 7-06-1906.

(114) Arch. Cie d'Aniche, C A du 5-12-1906.

en 1908. Les prix départ-mine du coke de la région du Nord à destination de la Meurthe-et-Moselle ont été maintenus à 26,50 francs la tonne durant le premier trimestre de 1908 puis abaissés à 24 francs durant le reste de l'année et à 21,50 francs en 1909 et durant le premier semestre de 1910. Par suite de l'amélioration de la situation, les syndicats de vente allemands et belges ont décidé en mai 1910 de faire pour leurs livraisons en Meurthe-et-Moselle une hausse de 2,50 francs par tonne de coke durant le second semestre de l'année : durant le premier semestre, le prix du coke de la Ruhr à la mine avait été l'équivalent de 18,75 F pour l'Allemagne et de 17,50 F pour la Meurthe-et-Moselle, il passe donc durant le second semestre de 1907 respectivement à 21,25 F et 20 F. Les producteurs de coke de la région du Nord adoptent alors une hausse très voisine : de 21,50 F, ils élèvent leurs tarifs pour le coke métallurgique à 24 francs la tonne pour une moitié et à 23,40 F pour l'autre moitié des livraisons du semestre.

De plus, depuis 1908, les producteurs de coke de la région du Nord ont rétabli pour leurs clients de la sidérurgie des primes à l'exportation variables selon le tonnage de fonte exportée dans des pays autres que la Belgique. Afin de rendre plus simple et plus aisée l'application de ces primes, le Groupe des cokes a constitué le 25 mars 1908 une "Caisse d'exportation des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais", association régie par la loi du 2 juillet 1901 et "ayant pour but de favoriser les exporta-

tions des producteurs de fonte français, au moyen de primes sur les tonnages exportés et d'une manière générale toutes opérations de nature à développer la vente du coke métallurgique fabriqué par ses adhérents" (115). Cette Caisse était dirigée par un conseil de trois membres nommés pour trois ans, conseil assisté par le Directeur et le secrétaire de l'Office de Statistique ; tous les producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais s'engageaient à lui verser une cotisation annuelle de 0,50 F par tonne de coke de toutes catégories, cotisation à appeler au fur et à mesure des besoins. Le fonctionnement de la Caisse d'exportation était prévu pour trois ans, à compter du 1er avril 1908.

Chaque année l'Assemblée Générale, où chaque société disposait d'un nombre de voix proportionnel à sa quote-part de la cotisation globale de l'année en cours, avait à déterminer le taux et le montant des primes à consentir, en fonction de la situation du marché métallurgique. Pour 1908, les producteurs de coke de la région du Nord ont décidé de rétablir une prime d'exportation de 15% du prix du coke sur 20% du tonnage de fonte exportée dans les pays autres que la Belgique, ceci pour les usines sidérurgiques situées en Meurthe-et-Moselle, dans la Haute-Marne, les régions de Maubeuge et de Valenciennes-Denain.

(115) P.V. Groupe des cokes, 25-03-1908 ; Circulaires de l'Office de Statistique des H.N.F.C., 12-05- et 1-06-1908 ; Arch. C. V.N.D. C A du 8-07-1908.

En outre, les Compagnies de Lens et de Douchy étaient autorisées à pratiquer pour les usines de Wendel à Hayange des tarifs de 0,75 F inférieurs à ceux fixés pour la Meurthe-et-Moselle, la Caisse d'exportation ristournant aux deux sociétés cette réduction, à condition que le tonnage livré par an ne dépassât pas 60 000 tonnes.

Dans les négociations menées avec les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, R. Pinot, secrétaire du Comité des Forges, agissant pour le compte des sociétés sidérurgiques de l'Est de la France, demandait que la prime d'exportation consentie par les producteurs de coke fût remise globalement aux représentants du Comité des Forges de Nancy et annoncée à l'avance, ce qui lui était accordé. La Caisse d'exportation des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais versait ainsi aux métallurgistes de l'Est la somme totale qui leur était ristournée, à charge pour eux de se la partager au prorata de leurs exportations ; en revanche, chaque usine sidérurgique du Nord qui en était bénéficiaire recevait directement le montant de sa prime.

En 1908, 1909 et 1910, c'est chaque année une somme d'environ 800 000 francs qui a été remise aux sidérurgistes lorrains, ce qui correspondait à peu près à une ristourne de 4,50 francs par tonne pour 180 000 tonnes de fonte exportée. Durant le second semestre de 1908 par exemple, les charbonnages de la région du Nord ont livré environ 500 000 tonnes de coke à la métallurgie de Meurthe-et-Moselle, à 24 francs la tonne. Compte tenu d'une

prime d'exportation totale de 400 000 francs, c'est finalement une somme de 11 600 000 francs que les sociétés sidérurgiques ont eu à acquitter, soit 23,20 francs par tonne ; la prime d'exportation se traduisait par une ristourne de 0,70 franc par tonne, donc de 2,91%. Le mécanisme des primes d'exportation consenties dans les moments difficiles à la métallurgie contribuait ainsi à permettre aux charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais de pratiquer en Meurthe-et-Moselle des prix de parité rendus constamment de peu inférieurs à ceux des producteurs belges et allemands.

La répartition des tonnages entre les membres du Groupe des producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais ne s'est pas faite sans tiraillements. Tout d'abord, l'accord qui, de 1901 à 1904, avait été étendu à la vente des coques de toutes catégories ne s'est pas maintenu : conformément à l'esprit de l'Entente des Houillères, les prix et les zones de tous les coques ont bien continué à être définis mais en revanche ce sont les tonnages de coke métallurgique qui ont été exclusivement déterminés à partir de 1905. Seule la production de ce coke a été freinée d'un commun accord lors de la crise de la sidérurgie en 1908, "afin de mettre la production en rapport avec les besoins réels ainsi qu'avec la concurrence internationale" (116). En 1909, un projet de répartition de tous les coques n'a pas abouti ; les producteurs de coke de fonderie (qui étaient pratiquement en même temps

(116) Arch. de la Cie de V.N.O., C A du 23-04-1906. - La production totale de coke (toutes catégories) pour le N.P.C. a été de 1 946 757 tonnes en 1907 et de 1 781 347 tonnes en 1908.

tous producteurs de coke métallurgique), se sont simplement engagés à ne se faire aucune concurrence et à respecter la clientèle de chaque Compagnie du Nord et du Pas-de-Calais (117).

La répartition des tonnages de coke métallurgique, qui demeurerait, pour sa part, étroitement réglementée, posait le constant dilemme, soit du maintien des parités initiales, soit de la prise en considération de l'essor particulier de certaines sociétés : dans les discussions internes, souvent vives, provoquées par ce problème, Louis Mercier, directeur de la Compagnie de Béthune, prônait, quant à lui, le maintien des situations acquises, alors qu'Elie Reumaux, puis son successeur Ernest Cuvellette, directeurs de Lens, estimaient qu'il fallait tenir compte de la "capacité réelle de production". C'était le point de vue de Louis Mercier qui l'emportait le plus souvent, d'abord parce qu'il était conforme à la lettre de l'accord entre les houillères du Nord et du Pas-de-Calais et ensuite parce que le front des compagnies de taille moyenne était assez uni.

Pour établir les tonnages de coke métallurgique à vendre en Meurthe-et-Moselle, les producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais prenaient contact avec les délégués des sociétés métallurgiques de l'Est afin d'apprécier la conjoncture et de fixer les tonnages globaux qui seraient absorbés dans l'exercice : en mars 1908, par exemple, les producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais pensaient que dans l'année en cours, la réduction de la consommation lorraine serait de 25% environ alors que L.

(117) P.V. Groupe des cokes, 25 et 31-03-1908.

Mercier et E. Potaux, lors d'une entrevue avec les sidérurgistes de l'Est, ont appris que ceux-ci ne prévoyaient qu'une diminution de 10 à 15% (118). Selon la consommation envisagée, les tonnages de coke à vendre dans l'Est étaient attribués. Pour le second semestre de 1910, en fonction des livraisons effectuées durant le premier semestre, la répartition a été la suivante (119) :

TABLEAU N° 15

Tonnages de coke métallurgique N.P.C. Production de coke (toutes catégories)				
Meurthe-et-Moselle - 2° semestre 1910			année 1910	
Sociétés	Tonnes	%	Tonnes	%
Lens	233 750	30,68	537 266	25,46
Béthune	78 000	12,90	280 154	13,27
Aniche	74 000	12,24	300 053	14,21
Dourges	61 500	10,17	210 102	9,95
Escarpelle	42 750	7,07	96 225	4,56
Douchy	33 000	5,46	163 477	7,74
Drocourt	26 750	4,75	69 390	3,28
Anzin	27 500	4,55	226 370	10,72
Noeux	15 000	2,48	151 832	7,19
Ferfay	10 000	1,65	35 706	1,69
Azincourt	-	-	39 316	1,86
	604 250	100	2 139 891	100

(118) P.V. Groupe des cokes, 25 et 31-03-1908.

(119) P.V. Groupe des cokes, 18-05-1910.

Les tonnages pour les usines de Wendel en Alsace-Lorraine n'étaient pas compris dans la répartition ci-dessus, ils s'élevaient à 35 000 tonnes de coke pour le second semestre de 1900 (Lens, 28 000 t. , Douchy, 4 000 t., Escarpelle, 3 000 t.).

Si l'on suppose que les tonnages de coke livrés en Meurthe-et-Moselle ont été les mêmes durant le premier et durant le second semestre de 1910 et en y ajoutant, suivant la même probabilité, les tonnages vendus à Hayange, on peut avoir une idée approximative de la part de sa production de coke que chaque Compagnie de la région du Nord livrait aux sociétés sidérurgiques de l'Est ; la probabilité est très grande puisque 1 200 000 tonnes correspondait bien alors à la consommation moyenne par la métallurgie de Meurthe-et-Moselle du coke en provenance du bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

TABLEAU N°17

B.N.P.C. - ANNEE 1910.		
Sociétés	Coke métallurgique livré dans l'Est (tonnes)	% de la production totale de coke (toutes catégories) de la Cie
Lens	495 000	92,22
Béthune	150 000	55,68
Aniche	148 000	49,32
Dourges	123 000	50,54
Escarpelle	88 500	91,97
Douchy	70 000	42,01
Drocourt	57 500	02,86
Anzin	55 000	24,29
Noeux	30 000	19,75
Ferfay	20 000	56,01
TOTAL	1 242 000	

Le rôle des Mines de Lens dans les livraisons de coke à la métallurgie de l'Est est largement prépondérant. Lens, L'Escarpelle et Drocourt sont les sociétés qui consacrent tout l'essentiel de leur production de coke aux livraisons destinées à la sidérurgie lorraine, mais la Compagnie de Lens, quoique ne fabricant que le quart du coke de la région du Nord, assure à elle seule près de 40% de ces livraisons. Pour la plupart des autres producteurs de la région, les ventes à la métallurgie de l'Est représentent aussi une part fort importante, près ou plus de la moitié de leur fabrication. En revanche, pour Anzin qui vend beaucoup dans le Nord, et pour Noeux, qui fabrique surtout du coke de fonderie et de sucrerie, les débouchés lorrains sont beaucoup moins importants. L'action motrice de Lens dans tout ce qui concerne le renforcement des liens entre les producteurs et aussi avec les sociétés sidérurgiques s'explique ainsi fort bien par cet examen des situations respectives des Compagnies houillères en 1910.

Durant la période 1904-1910, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais concluaient surtout avec les firmes sidérurgiques des marchés de six mois ou d'un an, sous le contrôle et par l'intermédiaire du directeur de l'Office de Statistique de Douai. Cependant, plusieurs compagnies ont alors signé avec les Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt des marchés à long terme de quantités ne variant dont le prix seul changeait, prix qui était égal à celui que payait la firme de Meurthe-et-Moselle la plus favorisée, majoré d'un franc. Bien entendu, il était tenu

compte de ces marchés dans la répartition des tonnages entre les sociétés de la région du Nord. A partir du second semestre de 1909, afin de faciliter les négociations, Louis Mercier s'est contenté de communiquer à R. Pinot, secrétaire du Comité des Forges, le total des tonnages offerts aux sidérurgistes de l'Est par les producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais : le soin de se répartir la fourniture globale était laissé aux sociétés métallurgistes, étant bien convenu que chaque adhérent du Groupe des cokes garderait son contingent. En moins d'une décennie, la répartition des tonnages de coke métallurgique à écouler en Meurthe-et-Moselle s'était donc considérablement renforcée puisqu'on en arrivait presque à deux organismes traitant directement entre eux, Groupe des cokes du Nord et du Pas-de-Calais et délégation des sidérurgistes de l'Est par l'intermédiaire du Comité des Forges.

Comme cependant les marchés et les prix définitifs continuaient à s'établir entre les sociétés particulières, des frictions ne pouvaient manquer de subsister. D'une part, il était prévu que si une Compagnie de la région du Nord dépassait en Meurthe-et-Moselle le tonnage qui lui était attribué, elle devrait acquitter une amende de 2,50 francs pour chaque tonne écoulée en trop. D'autre part, les sociétés houillères ont continué à refuser de se substituer l'une à l'autre quand un client contestait le prix minimum établi d'un commun accord par les producteurs : si donc une entreprise sidérurgique menaçait de réduire sa commande

habituelle, elle ne pouvait pas espérer compenser la différence en s'adressant à une autre Compagnie de la région du Nord.

Afin d'éviter les fréquentes contestations que provoquait la fixation des prix du coke, les houillères du Nord et du Pas-de-Calais et les sociétés sidérurgiques de Meurthe-et-Moselle ont engagé dès septembre 1906 de difficiles pourparlers afin de tenter d'aboutir au choix d'une base indiscutable à laquelle les protagonistes se réfèreraient chaque trimestre. On a accepté de tenir compte à la fois du cours des fontes anglaises et de celui des charbons belges et sarrois, ce qui était reconnaître, à l'échelle internationale le rôle prépondérant de la métallurgie anglaise dans l'établissement du prix de la fonte et des industries houillères belges et allemandes dans la fixation du prix du coke. Mais les négociations menées par C. Cavallier, directeur de Pont-à-Mousson et E. Reumaux, directeur de Lens, ont échoué en 1908 à cause d'une divergence sur le coefficient à affecter à la somme des trois prix retenus pour obtenir le prix du coke du Nord et du Pas-de-Calais : le représentant des houillères proposait le quart de la somme (0,250) et celui des sociétés sidérurgiques de Meurthe-et-Moselle voulait s'en tenir à 0,240 (120). Le motif du litige n'était cependant pas tel qu'il put empêcher tout accord.

4. L'accord entre les charbonnages du N.P.C. et les sidérurgistes de Meurthe-et-Moselle (1910-1914).

En juillet 1910, les pourparlers ont repris entre les

(120) Arch. Cie d'Aniche, C A du 15-01-1907, 4-02-1908 et 2-07-1910;
Arch. Cie V.N.D., 28-10-1907 et 23-01-1908.

compagnies houillères de la région du Nord et les sociétés métallurgiques de Meurthe-et-Moselle et ils ont été menés à bien assez rapidement. Plusieurs rencontres ont eu lieu à Paris, au siège du Comité des Forges, rencontres qui ont réuni Cavalier, Magnin, Dreux, de Saintignon, Fould-Dupont, Jean Mercier, représentants des sociétés métallurgiques de Meurthe-et-Moselle, R. Pinot, secrétaire du Comité des Forges et Ch. Thiry, président du Groupe des Producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais, L. Mercier (Béthune), P. Lemay (Aniche) et E. Cuvelette (Lens) ; C. Cavalier (Pont-à-Mousson), R. Pinot et E. Cuvelette ont joué un rôle particulièrement important. En ce qui concernait le point qui avait provoqué l'échec des négociations de 1900, le choix du coefficient (0,250 ou 0,240), il a pu être réglé grâce à un effort égal de conciliation, puisqu'on a retenu 0,245, et l'accord général a pu être signé le 26 novembre 1910.

Sans doute pour éviter de heurter les pouvoirs publics en révélant de puissantes coalitions d'intérêts, il a été convenu que les sociétés de la région du Nord échangeraient avec chacun de leurs clients de la métallurgie lorraine un contrat identique, reprenant les termes de l'accord général ; ainsi était sauvegardée sur le plan juridique la fiction de relations particulières. Les contrats seraient valables pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 1911 avec la possibilité de les dénoncer après une période de trois ans ; en cas de dénonciation du contrat, l'accord jouerait encore pendant deux ans. De toute façon, les com-

pagnies houillères de la région du Nord et les sociétés métallurgiques de Meurthe-et-Moselle s'engageaient donc au moins jusqu' au 31 décembre 1915.

L'accord du 26 novembre 1910 établissait une échelle mobile du prix du coke livré par les producteurs de la région du Nord à la métallurgie lorraine, prix révisable chaque trimestre selon la formule suivante :

$$P = 0,245 (M + B + D).$$

formule dans laquelle (P) signifiait Prix de la tonne de coke, (M) prix de la tonne de fonte à Middlesbrough, (B) prix de la tonne de houille à Bruxelles et (D) prix de la tonne de houille à Dudweiler.

Le prix P était celui de la tonne de coke parité wagon Douai résultant de l'application des tarifs les plus réduits par rame de 250 tonnes ; les expéditions par eau donnaient lieu à des majorations. Quand les Aciéries de Longwy achetaient du coke aux Mines de Lens, le prix rendu de celui-ci était donc le Prix P majoré du coût du transport Lens-Douai-Mont Saint Martin. Il n'y avait pas sur cette référence au prix du coke en gare de Douai d'innovation par rapport aux usages antérieurs: l'innovation consistait évidemment dans le choix de la base.

Pour la fonte anglaise, les signataires de l'accord avait retenu le prix moyen de vente de la tonne de fonte de Middlesbrough (M), prix moyen des ventes effectuées par les usines associées à la Cleveland Iron Masters Association tel qu'il était déterminé par les commissaires aux comptes assermentés à

cet effet. D'après le résultat des adjudications serait établie la moyenne géométrique (B) des prix des quantités de houille , adjudgées à Bruxelles pour les chemins de fer de l'Etat belge sous la rubrique "menus gras type II", en excluant les lots de charbons étrangers qui pourraient intervenir. Enfin pour les houilles allemandes, on retiendrait comme prix (D) le prix de base du tout-venant gras de Dudweiler, tel qu'il était publié chaque semestre par les Mines fiscales de la Sarre. Les transformations en monnaie française se feraient à raison de 25 francs pour la livre, 1 franc pour le franc belge et 1,25 franc pour le mark.

Les charbonnages de la région du Nord avaient tenu à se référer à des prix de base autres que ceux directement établis par les syndicats de ventes belges et allemands : on pouvait penser que l'Etat belge, grâce aux adjudications, faisait appel à des offres concurrentielles ; de plus, les mines de la Sarre, gérées principalement par l'Etat prussien, n'adhéraient pas au R.W.K. et avaient même la réputation de pratiquer des prix plus élevés que celui-ci. En fait, il est bien évident que les ententes entre producteurs belges faussaient la liberté des offres faites aux chemins de fer belges et que par son importance très supérieure, le syndicat rhénan-westphalien faisait la loi sur le marché allemand (121). Finalement, on était donc bien obligé de tenir compte des prix décidés par la coalition des producteurs belges et allemands.

(121) Quelques années plus tard, en 1913, la Ruhr produit 110 765 000 tonnes de houille, la Sarre 13 270 000 t., dont 12 294 000 t. par les mines fiscales prussiennes. Ces mines fiscales ont écoulé leur production en dehors du R.W.K., sauf en 1912, année durant laquelle le fisc a concédé au syndicat la vente de ses charbons jusqu'à concurrence de 3 020 000 t. (M. BAUMONT, op. cit., p. 50, 89 et 303).

Pour la base M , on avait retenu la moyenne arithmétique et pour la base B, la moyenne géométrique ; comme la moyenne arithmétique tient davantage compte des nombres élevés que des nombres faibles et que la moyenne géométrique a l'effet inverse, un certain équilibre intervenait, fruit d'un compromis entre les partenaires . Les sociétés sidérurgiques, à la fois productrices et exportatrices de fonte et importatrices de coques étrangers avaient obtenu qu'on tînt compte des cours dominants sur le marché européen, ceux de la fonte anglaise et des charbons à coke belges et allemands. Pour les producteurs de coke de la région du Nord, c'était accepter de se fonder sur le prix du produit fabriqué par leurs clients et sur le prix défini par leurs concurrents étrangers, mais ce n'était guère, au prix d'un probable léger abaissement des prix, que rendre en quelque sorte officiel ce qui était déjà en partie tacite et de plus, un important marché se trouvait assuré pour un assez long terme.

Au début de chaque trimestre se réunirait une commission composée d'un représentant des fabricants de coques du Nord et du Pas-de-Calais, d'un représentant des métallurgistes de Meurthe-et-Moselle et d'une troisième personne choisie d'un commun accord par les deux parties ; cette commission établirait les valeurs de M, B et D suivant les définitions convenues.

Les producteurs du Nord et du Pas-de-Calais avaient tenté d'obtenir des sociétés sidérurgiques de Meurthe-et-Moselle l'engagement de couvrir chaque année 40% de leur consommation par

des achats de coke aux charbonnages membres du Groupe des cokes de la région du Nord mais les représentants de la métallurgie avaient refusé de fixer un quantum annuel, car ils estimaient pouvoir dans un délai de quelques années être en mesure de fabriquer eux-mêmes une partie de leur coke grâce à leurs propres mines, en particulier celles obtenues au sud du bassin de Pas-de-Calais en 1900, mais ils avaient promis de consommer par an au moins 1 200 000 tonnes de coke fournies par l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et la Compagnie d'Anzin, ce qui correspondait, en 1910 à environ 56% de la production de celles-ci et de plus, ils s'étaient engagés à ne jamais traiter un marché de coke à échelle avec le syndicat de vente allemand. La répartition du tonnage annuel se ferait, en provenance et par quantités, sur la base des marchés que les sociétés métallurgiques de l'Est de la France avaient conclus dans le Nord et le Pas-de-Calais pendant le second semestre de 1910.

En cas de contestation, les deux parties s'engageaient à ne pas recourir aux tribunaux et à faire appel à un arbitre désigné d'un commun accord, au besoin par le président de la Cour d'Appel de Paris, ceci pour les litiges que pouvaient provoquer l'interprétation des clauses de l'accord. Certains points non inclus dans les contrats laissaient subsister des motifs de friction. Les compagnies du Nord et du Pas-de-Calais avaient en particulier déclaré que l'octroi d'une prime d'exportation resterait un acte dépendant uniquement de leur volonté et elles avaient simplement promis

de maintenir la prime en 1911. En outre, les fabricants de coke de la région du Nord consentaient à leurs clients de l'Est sur les quantités livrées une tolérance, un "bon poids" de 2% environ en fonction de la qualité du produit et il n'était pas question de ce "bon poids" dans l'accord de novembre 1910.

Toutes les sociétés métallurgiques de Meurthe-et-Moselle et la société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est pour son usine de Jarville, près de Nancy, concluaient alors avec les fabricants de coke du Nord et du Pas-de-Calais les contrats particuliers prévus par l'accord général. La Compagnie d'Anzin avait accepté de se joindre à cet accord à condition que les producteurs de coke faisant partie de l'Entente des Houillères priissent l'engagement de ne pas pratiquer pour le coke métallurgique à livrer aux Forges de Denain-Anzin et aux Forges et Aciéries du Nord et de l'Est (à Trith Saint-Léger, près de Valenciennes) un prix inférieur au prix parité Douai qui résulterait du marché à échelle. Ceci avait été accepté et rendu facile par la conclusion d'accords avec les sociétés sidérurgiques du Nord semblables à ceux définis avec les sociétés métallurgiques de l'Est de la France. Enfin, avec la société de Wendel, il avait été convenu qu'un tonnage de 60 000 à 70 000 tonnes de coke serait livré chaque année aux usines de Hayange par Lens, Douchy et l'Escarpello, au prix de la tonne résultant de la formule :

$$P = 0,245 (M + B + D) - 0,50$$

Cette réduction de 50 centimes par rapport au prix appliqué en

Meurthe-et-Moselle était celle qui était traditionnellement consentie à de Wendel et qui était prise en charge par la caisse d'exportation des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais (122).

Ainsi, en 1910, des changements fort importants transformaient les relations entre les fabricants de coke du Nord et du Pas-de-Calais et leurs principaux clients, les sociétés sidérurgiques de Meurthe-et-Moselle. Après négociation, le Comité des Forges de Nancy et le Comptoir de Longwy savaient sur quel tonnage de coke en provenance du Nord et du Pas-de-Calais ils pouvaient compter et ils répartissaient ce tonnage entre leurs membres. Pour le compte des charbonnages et selon les indications du président du Groupe des producteurs de coke, le directeur de l'Office de Statistique des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais répartissait les commandes de coke métallurgique entre les fabricants. Dans les moments de crise, comme en 1908, la production de coke métallurgique était freinée dans la région du Nord comme elle l'avait déjà été en 1901. L'accord conclu en novembre 1910, en établissant une échelle mobile du prix du coke, garantissait aux fournisseurs de coke métallurgique une référence incontestable aux prix dominants du marché européen. Les fabricants de coke du Nord et du Pas-de-Calais s'alignaient donc en quelque sorte officiellement pour une part sur les prix établis directement ou indi-

(122) Pour l'accord du 26-11-1910 et sa préparation, Arch. Cie d'Aniche, C A du 2-07-1910 ; Arch. Cie V.N.O., C A du 24-11-1910 ; P.V. Groupe des cokes N.P.C., nov. et déc. 1910 ; Arch. de l'Office de Statistique des H.N.P.C., P.V. de la réunion de la commission mixte du 26-11-1910 ; circulaire de l'Office du 29-12-1910.

rectement par la coalition des syndicats de vente belges et allemands, contre la promesse de débouchés assurés en Meurthe-et-Moselle. Les affrontements si fréquents dans le passé entre producteurs et consommateurs de coke semblaient donc devoir cesser.

La période 1910-1914.

Le fonctionnement de l'accord conclu en novembre 1910 entre les fabricants de coke de la région du Nord et les sociétés sidérurgiques de l'Est de la France domine évidemment durant les années précédant la guerre les problèmes posés par la vente du coke du Nord et du Pas-de-Calais. Il rendait impossible pour les producteurs un retour aux actions indépendantes de la fin du XIX^{ème} siècle et il a également beaucoup pesé sur la fixation du prix des autres catégories de coke.

En mars 1911, les importants pouvoirs que les producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais avaient confié depuis trois ans au président de leur Groupe , Ch. Thiry, directeur de la Compagnie de l'Escarpelle, et en fait à E. Potaux, directeur de l'Office de Statistique, devaient être ou renouvelés ou annulés. Tous les fabricants, y compris la Compagnie d'Anzin, n'ont pas manqué de maintenir l'organisation en place et de renouveler ses pouvoirs à Ch. Thiry pour une nouvelle période de trois ans (123) ; c'est donc l'Entente des Houillères qui, de 1910 à 1914, a continué à mener toutes les négociations commerciales

(123) Arch. Cie V.N.D., C A du 1-09-1910 et 2-04-1911.

afin de préparer les marchés de coke métallurgique pour le compte des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais. Du même, la Caisse d'exportation constituée en mars 1900 par ces sociétés a subsisté. Les structures établies entre 1904 et 1908 n'ont donc connu aucun changement dans les années précédant la guerre de 1914-1918 ; on n'a fait aucun nouveau pas en vue d'établir un comptoir unique de vente du coke métallurgique, formule dont, il est vrai, on était déjà très proche.

Dès décembre 1910 et janvier 1911 s'est réunie la commission mixte chargée d'établir le prix du coke à livrer durant le premier trimestre de 1911 en Meurthe-et-Moselle, en fonction des prix repérés selon les bases M, B et D pendant le trimestre écoulé ; composée de Laurent, directeur général adjoint des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt, représentant les sociétés sidérurgiques de l'Est de la France, de Cuvelette, directeur général adjoint des Mines de Lens, représentant les producteurs de coke de la région du Nord et d'un arbitre choisi d'un commun accord, Colson, Conseiller d'Etat, Inspecteur des Ponts et Chaussées, elle a fixé ce prix à 22,097 francs la tonne, soit une baisse d'un peu moins de deux francs par rapport au semestre précédent (124).

Dans sa réunion d'avril 1912, la commission mixte a adopté à la majorité le prix de 21,732 francs pour le second trimestre de 1912, après avoir constaté les prix de base : M =

(124) P.V. Groupe des cokos, 24-12-1910 et 24-01-1911.

60,416 francs ; L = 13,538 francs ; D = 14,750 francs, soit :

$$P = 0,245 (60,416 + 13,538 + 14,750) = 21,732.$$

Mais E. Cuvelette, pour le compte des Houillères a formulé des réserves au sujet de la base B retenue, car les Chemins de fer de l'Etat belge n'ayant pas procédé à des adjudications dans le trimestre écoulé, on s'était reporté à la dernière adjudication. En fait, les Chemins de fer belges avaient renoncé à se procurer leurs combustibles de cette manière et avaient conclu des marchés de gré à gré supérieurs de trois francs à ceux de la dernière adjudication ; à la suite d'un arbitrage, l'accord se faisait sur une base B fictive de 16,538 francs, avec donc bien une hausse de trois francs, mais que les sociétés métallurgiques ne voulaient appliquer qu'à partir du troisième trimestre de 1912. Le nouveau prix s'établissait alors à :

$$P = 0,245 (60,416 + 16,538 + 14,750) = 22,46.$$

Le prix des charbons belges intervenait pour 10,03%, celui des charbons sarrois pour 16,08% et celui de la fonte anglaise pour 65,68% dans la somme à multiplier par le coefficient convenu : le prix de la fonte anglaise affectait donc le prix de la tonne de coke beaucoup plus que celui des houilles belges et sarroises. On mesurait ici combien, par l'accord de 1910, les sociétés sidérurgiques, avaient obtenu qu'on tînt beaucoup plus largement compte du prix international de la fonte, donc du prix du produit fabriqué grâce au coke que de celui des charbons permettant la fabrication de ce coke.

Le choix du coefficient de compromis 0,245 permettait d'apprécier par comparaison l'incidence qu'aurait eu l'emploi du coefficient proposé par les charbonnages (0,250) ou de celui réclamé par les sociétés sidérurgiques (0,240). Avec le coefficient 0,250, le prix de la tonne de coke aurait été de :

$$F\ 0,250 \times 91,704 = F\ 22,92.$$

et avec le coefficient 0,240 :

$$F\ 0,240 \times 91,704 = FF\ 22,00.$$

La différence, de 0,92 F aurait alors été de 4,18% par rapport au prix le plus bas en cause, 22 F. Cette différence variait évidemment en fonction des prix M, B, D mais celle du premier trimestre de 1912 permet de situer l'enjeu ; elle peut ne pas paraître très importante, mais une différence de 0,50 ou de 1 franc suffisait largement à rendre les charbons rendus très compétitifs et elle explique que le problème du coefficient ait pu retarder de plusieurs années l'accord auquel on est enfin parvenu en 1910. Par le choix du facteur 0,245, chaque partenaire avait donc consenti un effort d'environ 2% du prix du coke, si l'on s'en réfère à une année de conjoncture assez favorable.

En décembre 1912, c'était au tour du représentant de la métallurgie de contester la base D, en estimant que les mines de la Sarre avaient changé leur classification et que cette base avait donc subi une modification technique (125). L'accord conclu en novembre 1910 entre vendeurs et acheteurs du coke métallurgique de la région du Nord avait paru établir les prix sur des bases

(125) P.V. Groupe des cokes N.F.C., 23-04, 31-05-1912 et 11-01-1913.

indiscutables, il n'a en fait pu être appliqué que grâce au recours à plusieurs arbitrages.

Ce qui contribuait à irriter les sociétés sidérurgiques, c'était que les charbonnages de la région du Nord paraissent vouloir reprendre en partie d'une main ce qu'ils avaient concédé de l'autre. Par un lent grigotage, les houillères s'efforçaient de retrouver un niveau de prix supérieur à celui établi par l'échelle mobile du coke. Dès le début de 1911, les Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais ont supprimé le "bon poids" de 2% consenti avant l'accord de novembre 1910 aux sociétés métallurgiques de Meurthe-et-Moselle. Celles-ci ont réclamé un arbitrage, que les Houillères de la région du Nord ont refusé : seules les clauses de l'accord pouvaient être soumises à l'amiable au jugement d'un tiers et il a fallu que les sociétés sidérurgiques recourent à un procès devant les tribunaux (126).

Quant à la prime d'exportation que les producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais consentaient aux exportateurs de fonte, elle a bien été maintenue en 1911, conformément aux promesses faites, mais ramenée de 4,50 francs à 3,916 francs par tonne exportée et elle a été supprimée à partir du 1er janvier 1912. Ch. Thiry a demandé aux Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais de continuer à alimenter en cotisations la Caisse d'exportation jusqu'à ce qu'une somme de un million de francs fût réunie, ce qui aurait permis d'envisager un rétablissement éventuel de

(126) P.V. Groupe des cokes N.P.C., 7-11-1911.

la prime, mais il n'a pas été suivi. C'est en vain qu'en septembre 1913 les sociétés sidérurgiques de Meurthe-et-Moselle ont invoqué le rétablissement des primes d'exportation en Allemagne pour réclamer une mesure semblable de la part des producteurs de coke de la région du Nord : ceux-ci ont refusé, estimant que "la situation actuelle du marché métallurgique ne leur paraissait pas justifier le retour aux ristournes antérieurement allouées" (127). Le calcul du prix de la tonne de coke métallurgique selon la base convenue en novembre 1910, s'il a abouti à un prix plus avantageux pour les sociétés sidérurgiques que celui qu'elles auraient peut-être dû accepter sans l'accord réalisé, a donc été en partie compensé par les sociétés houillères, sociétés qui ont notamment supprimé toute ristourne pour la fonte exportée, même dans les mois assez difficiles qui ont précédé la guerre de 1914-1918.

De plus, les charbonnages de la région du Nord ont tenu à garder quelque distance vis-à-vis du Comité des Forges : quand R. Pinot a demandé en août 1913 aux houillères de lui fournir chaque mois le tableau de leurs expéditions en Meurthe-et-Moselle, avec l'indication par compagnie du quantum théorique et du tonnage réellement livré, l'Office de Statistique de Douai a refusé, en invitant le Comité des Forges à se renseigner auprès de ses propres adhérents.

L'accord de 1910 n'ayant pas été appliqué sans grincements, on pouvait se demander si les sociétés sidérurgiques n'allaient pas le dénoncer dans les délais prévus avant le 1er

(128) P.V. Groupe des cokes N.P.C., 23-04-1912 et 13-09-1913.

décembre 1913 ; l'accord serait alors devenu caduc à la fin de 1915. En fait, en octobre et novembre 1913, plusieurs sociétés sidérurgiques ont bien dénoncé leurs contrats individuels mais c'était simplement pour exercer une pression sur les sociétés houillères de la région du Nord et amener celles-ci à accepter de légers changements dans l'établissement des bases. L'accord a pu se réaliser le 19 mars 1914 : il prévoyait le maintien de la base M pour la fonte anglaise, base qui n'avait pas provoqué de contestation ; les producteurs de coke obtenaient par la base B la prise automatique en considération de tous les marchés conclus par adjudications ou de gré à gré par les Chemins de fer de l'Etat belge avec les producteurs de leur pays et selon le vœu des sociétés sidérurgiques, les catégories de charbons belges et sarrois servant de calcul aux bases B et D seraient modifiées à compter du 1er janvier 1915 (128). La conclusion du nouvel accord annulait les dénonciations et malgré les tiraillements survenus depuis 1910, les sociétés métallurgiques de Meurthe-et-Moselle et les Compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais envisageaient donc de maintenir leur mariage de raison.

Durant les années précédant la guerre de 1914-1918, c'est environ la moitié de leur production de coke que les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont vendu aux sociétés sidérurgiques de Meurthe-et-Moselle (129). L'accord de 1910 avec les

(128) P.V. Groupe des cokes N.P.C., 11-10-1913 et 10-04-1914.

(129) Production de cokes toutes catégories dans le N.P.C.: 1911 : 2 328 715 tonnes ; 1912 : 2 443 442 tonnes.

gros consommateurs de l'Est laissait donc entiers les problèmes posés par l'écoulement d'une part très importante de la production : coke métallurgique pour les usines n'ayant pas signé un contrat à échelle mobile et surtout cokes divers, en particulier cokes de fonderie.

En mars 1911, la Délégation de l'Entente et le Groupe des producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais ont estimé, sur le rapport d'E. Potaux, directeur de l'Office de Statistique, qu'il convenait de fonder l'établissement du prix des cokes sur des zones distinctes de celles retenues pour les ventes de houilles et de ne plus seulement considérer partout des prix départ-mine, ceci bien entendu pour les marchés non concernés par l'accord de 1910. On définirait des prix de parité wagon-frontière, droits de douane et de statistique compris, ce qui était à nouveau souligner l'influence décisive des prix des cokes étrangers.

Quatre zones ont été délimitées : la première, la zone de parité frontière Nord-Est (zone A) était celle qui subissait la concurrence des cokes belges et allemands et elle englobait une fraction du département du Nord, depuis Armentières et Lille, et la majeure partie de la France du Nord-Est. Dans la seconde zone (zone B), zone de parité frontière Nord-Ouest, qui comprenait la Normandie et la Bretagne, c'était surtout la concurrence des importations anglaises qu'il fallait affronter. Dans ces deux zones A et B, des prix parité frontière seraient fixés. En revanche, dans la "zone intérieure" (zone C), entre les deux zones précédentes, de la frontière Nord au sud du Bassin parisien ainsi

que dans la zone sud (zone D), qui s'étirait sur une frange assez étroite le long des zones C et B, on continuerait à fixer des prix départ-mine, ces deux zones étant moins vulnérables. Le reste de la France, classé "hors zones", d'accès difficile, verrait aussi, à la différence de ce qui se faisait pour les houilles, un tarif général défini et également avec des prix départ-mine (130).

Durant le second trimestre de 1911, pour les prix du coke de fonderie (à moins de 11% de cendres), le Groupe des producteurs de coke et l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont fixé les prix dans la zone A de parité frontière Nord-Est à 32 francs de Houplines à Valenciennes, à 31 francs de Valenciennes à Audun-le-Roman, à 33 francs d'Audun-le-Roman à Moncel, près de Lunéville. Pour la zone B de parité frontière Nord-Ouest, les prix, plus faibles, s'entendaient de 29,50 francs sur wagon de Caen, et 31,50 francs sur wagon du Tréport. Chaque compagnie du Nord et du Pas-de-Calais établissait donc son prix départ-mine pour ses clients d'un certain lieu en comparant à ce que coûterait une tonne de coke de la zone en question, expédiée depuis la frontière. Pour la zone intérieure, la zone sud et les régions hors zones, les prix départ-mine étaient fixés respectivement à 31 F, 29,50 F et 26 F.

Pour les coques métallurgiques à 13% de cendres, destinés aux usines n'ayant pas souscrit de contrat à échelle mobile, les tarifs parité-frontière variaient de 28,50 à 32,50 francs en

(130) P.V. Groupe des coques N.P.C., 5-03-1911.

zone nord-est, de 26,50 à 28,50 F en zone nord-ouest ; les prix départ-mine étaient de 25 francs en zone sud et de 23,50 francs hors zones. Dans la zone nord-ouest, compte tenu des frais de transport, ces tarifs apparaissaient comme moins avantageux pour les consommateurs que ceux consentis aux sociétés métallurgiques ayant signé des contrats à échelle mobile : le coke métallurgique rendu à une usine sidérurgique à Longwy était alors d'environ 20 francs. Quant aux cokes à livrer aux Compagnies de chemins de fer, on leur appliquerait le prix le plus élevé diminué d'un franc.

Les prix les plus faibles concernaient donc d'une part les régions comprises entre Valenciennes et la frontière de l'Alsace-Lorraine, les plus exposées à la pénétration des cokes belges ou allemands, et d'autre part, les régions côtières de Normandie et de Bretagne, pénétrées par les produits britanniques, ceci en dehors bien entendu de la moitié sud de la France et d'une grande partie de la Bretagne, classées hors zones. Les innovations de mars 1911 n'apportaient pas de profonds changements : elles décrochaient simplement les zones du coke des zones de houilles et surtout renouaient pour une partie importante du marché français au principe traditionnel des prix départ-mine, accentuant la référence aux prix étrangers par l'établissement de prix parité frontière.

Comme pour les houilles, des "prix spéciaux" pouvaient être consentis exceptionnellement à un acheteur quand il

s'agissait de faire face à un concurrent étranger direct : c'est ainsi qu'en octobre 1911, la société de Senelle-Maubeuge, client de Lens pour le coke de fonderie, reçoit une offre allemande en qualité similaire pour un prix rendu de 29 francs alors que les tarifs que propose l'Entente sont alors de 30,65 francs ; la société du Pas-de-Calais est autorisée à pratiquer pour le marché en cause une baisse d'un franc ou même de 1,50 franc.

Chaque trimestre, le Groupe des producteurs de coke du Nord et du Pas-de-Calais et la Délégation de l'Entente confrontaient leurs tarifs avec ceux des concurrents étrangers, principalement belges et allemands, et tenaient compte aussi des offres, plus ou moins abondantes, présentées par ceux-ci. L'accord entre les syndicats de ventes allemands et belges n'était d'ailleurs pas sans nuages et les charbonnages de la région du Nord en étaient avertis : en 1912, les producteurs belges de coke ne vendent plus guère que du coke lavé et mi-lavé dans leur pays et écoulent la majeure partie de leur coke ordinaire en Meurthe-et-Moselle ; en ce qui concerne le coke lavé, de violentes discussions les opposent en novembre 1912 au syndicat d'Essen, car ce syndicat ne réussit pas à empêcher ses dissidents de venir faire concurrence aux cokos belges de fonderie dans la région de Liège (131). Comme des offres allemandes, provenant à la fois du syndicat

(131) P.V. Groupe des cokos N.P.C., 8-11-1912 . - Les dissidents du R.W.K. assurent 6,13% de l'extraction de la Ruhr en 1910 et 7,13% en 1913 (M. BAUMONT, op. cit., p. 272).

et des dissidents, sont rencontrées en coke de fonderie en plusieurs points de la frontière franco-belge, à l'est de Quiévy (Nord) et qu'en général pourtant les ventes sont plus faciles, les tarifs en cours pour le coke de fonderie du Nord et du Pas-de-Calais sont partout majorés à la fin de 1912 de un franc dans les zones frontières et la zone intérieure, de 1,50 franc dans la zone sud et de 2 francs hors zones, tout ceci sauf dans la région comprise entre Quiévy et Fontoy. Les producteurs de coke, pour tenir compte de l'amélioration de la conjoncture, se livrent ainsi à un jeu un peu plus complexe que celui que nous avons repéré en ce qui concernait le marché des houilles : dans la région comprise entre l'est du département du Nord et l'Alsace-Lorraine, ils ne modifient pas leurs prix car ils savent devoir y rencontrer des offres concurrentes importantes ; la hausse est simplement la même que dans les deux zones de parité frontière nord-est, nord-ouest et la zone intérieure ; c'est dans la zone sud et la France "hors zones" que la hausse est la plus importante mais enfin fondamentalement, le mécanisme est assez semblable : quand la conjoncture devient favorable, ce sont les régions habituellement les plus vulnérables à la conjoncture étrangère, ici les régions hors zones, qui subissent les hausses de tarif les plus fortes, par comparaison aux hausses plus modérées de la "zone intérieure".

5. L'organisation des marchés des sous-produits de la cokéfaction et des agglomérés.

Au début du XXème siècle, l'industrie chimique n'a connu qu'un développement embryonnaire dans les charbonnages

français, surtout si on la compare à celle déjà en plein essor dans la Ruhr. Cependant, les progrès de la production du coke ont déjà mis à la disposition des compagnies houillères de la région du Nord des quantités importantes de sous-produits provenant de la distillation de la houille (132). Les ententes que les sociétés ont conclues pour vendre leur coke n'ont pu manquer de rendre souhaitable la conclusion d'accords semblables pour la vente des benzols et du sulfate d'ammoniaque (133) récupérés lors de la fabrication du coke.

Dès février 1901, avant même la formation de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais mais alors que les producteurs de coke avaient déjà pris l'habitude de fréquentes rencontres périodiques, les Compagnies de Lens et de Noeux s'entendent pour vendre en commun leurs benzols par l'intermédiaire du directeur d'une usine à gaz de Colombes (134). En avril 1907, lorsque Ch. Thiry, président du Groupe et l'Office de Statistique de Douai jouent déjà un rôle essentiel dans la vente du coke régional, Elie Reumaux, directeur de Lens, provoque une réunion des producteurs de sulfate d'ammoniaque afin de créer un Comptoir unique chargé de vendre l'engrais aux agriculteurs. Cette réunion aboutit simplement à une entente sur les prix mais E.Reumaux fait remarquer "qu'il serait désirable d'arriver le plus vite possible

(132) La carbonisation de 1 000 kg de charbon au-dessus de 1 000° donne de 300 à 380 m³ de gaz à 4.200 calories, de 6 à 10 kg de benzol, de 20 à 40 kg de goudron, 10 kg de sulfate d'ammoniaque.

(133) Il s'agit bien entendu de sulfate de récupération et non du sulfate d'ammoniaque de synthèse.

(134) Arch. Cie de V.N.D., C A du 6-02-1901 ; Arch. Cie d'Aniche, C A du 26-02-1901.

à la forme d'un comptoir, la mobilité des cours rendant l'entente sur les prix plus difficiles" (135). Il semble que ces observations aient porté : en décembre 1907, la Compagnie de Vicoigne-Noeux accepte le projet de Comptoir de vente des sulfates d'ammoniaque, association en participation dont l'article 8 des statuts précise que les membres s'engagent à ne conclure aucune vente de sulfate autrement que par l'intermédiaire de ce "Comptoir français du sulfate d'ammoniaque" (136). Assez rapidement, les Compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais auraient ainsi accepté de former un Comptoir des sulfates et également un Comptoir des benzols, chargés seuls de la vente en commun des sous-produits de la cokéfaction (137). Dès avant la guerre de 1914-1918, dans le domaine des produits récupérés, la cokéfaction aurait permis une forme avancée d'intégration commerciale, plus avancée même que celle de la vente du coke métallurgique.

Comme celle du coke, la fabrication de charbons agglomérés a constitué pour les sociétés houillères un important moyen de valorisation de leur production marchande ; dans la région du Nord, elle s'est beaucoup développée au début du XXème siècle, en particulier avec les Compagnies d'Anzin et d'Aniche (138). Les

producteurs d'agglomérés formaient, au sein de l'Entente des Houil-

(135) P.V. Délégation de l'Entente, des H.N.P.C., 27-04-1907.

(136) Arch. Cie de V.N.D., C A du 19-12-1907.

(137) Elie Reumaux (1838-1922), p. 15. On ne précise pas dans la notice la date exacte de la fondation des comptoirs.

(138) En 1900, la production d'agglomérés du B.N.P.C. est de 579 558 t. (dont Anzin 183 883 t., Noeux 96 840 t. et Lens 76 913 t.) ; elle s'élève à 1 793 459 t. en 1912 (dont Aniche, qui a débuté en 1902 : 573 615 t., Anzin 451 770 t., Noeux 117 360 t. et Lens 142 422 t.).

lères du Nord et du Pas-de-Calais, un Groupe spécialisé dont nous n'avons malheureusement pas retrouvé les archives. Il semble cependant que l'organisation de ce Groupe ait été au moins aussi avancée que celle du Groupe des producteurs de coke si l'on en croit l'allusion suivante lors d'une réunion de ce dernier comité: en décembre 1907, le directeur de la Compagnie de Vicogne-Noeux, Barthélémy, "expose l'intérêt que les producteurs de coke divers auraient à la formation d'une entente comme celle qui fonctionne pour la vente des briquettes" (139).

Ce serait donc dans les trois principaux aspects de la bonification de leurs ventes, coke (coke métallurgique surtout), sous-produits de la cokéfaction et charbons agglomérés que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais auraient poussé le plus loin leur intégration commerciale, atteignant même, pour la vente des produits de récupération du coke, la forme du comptoir unique.

IV. LES REACTIONS PROVOQUEES PAR L'ENTENTE ET L'OFFICE DES HOUIL- LERES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS .

Parce qu'elle a entendu pratiquer des prix assez élevés dans le marché régional, l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'a pas manqué de susciter des réactions assez hostiles de la part d'industriels installés non loin des lieux de production, mais ces réactions, insuffisamment poussées, n'ont pu ébranler la détermination des dirigeants du bassin houiller. Cette

(139) P.V. Groupe des producteurs de coke N.P.C., 14-12-1907.

détermination n'a d'ailleurs pu qu'être renforcée par l'appui que les responsables des syndicats ouvriers ont accordé aux pratiques de l'Entente.

Dès mars 1902, la Chambre de Commerce de Lille entreprenait des démarches auprès des houillères régionales afin d'essayer d'obtenir la suppression de l'Entente récemment créée et le renoncement aux tarifs par zones : le 20 mars 1902, E. Faucheur, président de la Chambre de Commerce de Lille et Barrois-Brame, industriel à Marquillies, conseiller général du Nord (canton de la Bassée) étaient reçus à la Chambre des Houillères de Douai par les principaux dirigeants de l'Entente et ils faisaient part à ceux-ci du "vif mécontentement" du patronat lillois devant les "agissements des Compagnies houillères"; ils rappelaient le rôle qu'avaient toujours tenu "les Chambres de Commerce de la région quand il s'est agi de réclamer l'abaissement de tarifs de chemins de fer pour la houille et l'amélioration des transports par eau, notamment pour la création du Canal du Nord" et ils protestaient contre "le chômage imposé aux ouvriers dans certaines mines et les ventes à bas prix à l'Exportation dans le but de maintenir les prix du charbon à l'intérieur, contre le mode récemment innové et imposé de prix variables fixés par zones, abus criant etc...". Mais c'est en vain qu'ils essayaient d'obtenir "la suppression de la Chambre syndicale de ventes par zones, la suppression absolue de ces zones et la vente au même prix à tous les industriels d'une région (Tourcoing et Amiens par exemple), la suppression de toutes ventes à l'

étranger et de tout travail à temps réduit qui n'auraient pas d'autre objet que le maintien des cours sur le marché intérieur, et qui ne seraient pas nécessités par une crise de l'Industrie française empêchant d'écouler le charbon extrait" (140). On le remarque, le terme d'exportation n'était pas sans prêter à confusion, mais enfin l'opposition à des prix départ-mine supérieurs pour les usines proches des charbonnages était évident et compréhensible, bien qu'on ne relevât aucune allusion au niveau des prix rendus, qui par suite du coût moindre du transport, continuaient à être compétitifs pour les industries régionales.

La réaction hostile de la Chambre de Commerce de Lille trouvait un écho au Conseil Général du Nord. Pour la session d'avril 1902, Barrois-Brame avait d'abord envisagé de présenter un vœu demandant "au Gouvernement d'intervenir pour empêcher les Compagnies houillères de fausser les conditions économiques de toute une région" (141), mais afin d'~~accroître~~ les chances d'adoption, il s'est contenté de présenter, avec G. Vandamme, brasseur, député de Lille et conseiller général de Lille-Ouest, un vœu d'une moindre portée : considérant que les industries venues s'établir dans la région des houillères l'avaient fait pour réduire les frais de transport du combustible et abaisser leur prix de revient, que "les compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais se sont entendues pour établir des tarifs par zones, qui ont pour effet de mettre à profit pour elles-mêmes ces économies de

[140] Arch. de l'Entente des H.N.P.C. : Lettre d'E. Faucheur du 21-3-1902 ; Arch. de la Cie d'Aniche : C A du 30-04-1902.

[141] Arch. de l'Entente des H.N.P.C., Lettre citée d'E. Faucheur.

frais de transport en imposant suivant chaque zone des prix variables, qui correspondent au prix normal du charbon majoré d'un prix de transport qui n'a pas été effectué...", le Conseil Général du Nord aurait émis le vœu que "les compagnies houillères, tout en se défendant contre l'invasion des charbons étrangers, renoncent au tarif par zones arbitrairement majoré du prix d'un transport fictif et conservent à tous les consommateurs les prix normaux sur lesquels ils ont le droit de compter" . Mais ce vœu lui-même, qui ne réclamait plus l'intervention du gouvernement et se contentait de faire appel à la bonne volonté des Compagnies houillères, a été renvoyé au 2ème bureau et ne devait pas être adopté (142).

Si la formation et les décisions de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont provoqué des réactions immédiates parmi les industriels de la région, elles n'ont au contraire suscité que peu d'observations dans la presse syndicale ouvrière, malgré l'importante intégration commerciale qu'elles révélaient.

En janvier 1904, Emile Basly, président du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, après avoir déploré que les houilles de la région fussent, selon lui, livrées à des prix trop bas en Belgique et trop élevés en Meurthe-et-Moselle, protestait contre cette politique : "Si nos stocks grossissent, n'est-ce pas parce que nos compagnies, en exagérant sans mesure leurs prétentions, se

(142) Conseil Général Nord, séance du 7-04-1902, pp. 200-209.

sont vues évincer sur le marché par des concurrents étrangers... Nous n'avons pas qualité peut-être pour parler directement ou non de notre métallurgie que l'Allemagne écrase et qui pourrait respirer librement si nos charbons lui étaient livrés à des conditions moins léonines..." (143). En 1904, E. Basly se prononçait donc contre les prix plus favorables que les Houillères consentaient aux acheteurs étrangers mais en revanche, deux ans plus tard, en janvier 1906, tout en se livrant à ses attaques habituelles contre les charbonnages régionaux, il n'en approuvait pas moins nettement le système des prix par zones de l'Entente : "La section lilloise du Comité républicain du Commerce et de l'Industrie a protesté très véhémentement contre la création, par les Compagnies des Mines, de zones de prix du charbon. Cette protestation, émanée de quelques gros patrons de la métallurgie, n'a pas eu l'effet qu'on en attendait. Les sociétés minières sont certes peu intéressantes.... Cependant, dans cette question de zones, elles ont eu pour elles, non seulement les pouvoirs publics, qui ont mission de défendre l'industrie nationale mais encore la très grande majorité des industriels français, sans compter les ouvriers mineurs eux-mêmes qu'une production intensive garantit contre l'instabilité du lendemain". E. Basly se réjouissait en particulier du recul des importations de charbons étrangers dans de nombreux départements et justifiait son point de vue : "Dans cette question de zones, je n'ai voulu voir que les conséquences qui résulteraient

(143) Réveil du Nord, 20-01-1904.

pour le prolétariat minier d'une tarification officielle du prix du charbon et d'un retour aux usages du passé" (144). Son article n'en décernait pas moins un satisfecit à l'action menée par l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais dans le domaine des prix.

Naturellement, le fait que les Houillères aient eu pour leur système de zones l'appui des "ouvriers mineurs eux-mêmes" n'a pas empêché les industriels de la région de continuer leurs protestations : en 1909 encore, la Chambre de Commerce d'Amiens se plaignait des prix pratiqués dans sa place par comparaison à ceux obtenus à Rouen mais le directeur de l'Office de Statistique de Douai répondait à son président par une étude des prix rendus entre janvier 1906 et mars 1909 à Amiens et Rouen des houilles en provenance de Lens par fer ou par eau ; il estimait quant à lui que les industriels d'Amiens avaient bénéficié d'un prix moyen inférieur de 1,35 F à 1,75 F, avantage dû à la situation géographique, et qu'en plus, selon la conjoncture, "l'écart entre les prix minimum et maximum n'est que de 1,50 F, tandis qu'à Rouen il s'élève à 5 francs" (145). On en était donc toujours au même dialogue de sourds entre les Houillères et leurs clients : les industriels se plaignaient de la différence des prix départ-mine et les charbonnages répondaient en comparant les prix rendus.

On ne peut manquer d'être frappé par le fait qu'au total, les industriels des départements proches des charbonnages

(144) Réveil du Nord, 27-01-1906.

(145) P. ROBINET, op. cit., pp. 139-142.

du Nord et du Pas-de-Calais n'ont guère poussé leur action pour obtenir des prix départ-mine plus favorables. En particulier, aucun industriel n'a engagé de procès contre l'un de ses fournisseurs, alors que l'on peut pourtant se demander si l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'aurait pas pu tomber sous le coup de la législation prescrivant les "coalitions" au sens de l'article 419 du Code pénal. Nous avons retrouvé un jugement du Tribunal de Commerce de Lille, en date du 6 janvier 1914, jugement qui a fait jurisprudence : celui-ci concernait une entente entre des fabricants de genièvre qui s'étaient entendus pour "empêcher une concurrence excessive entre producteurs et empêcher tour à tour des hausses excessives succédant à des baisses exagérées toujours nuisibles aux intérêts de commerçants sérieux" ; dans ce but, les fabricants avaient accepté de réglementer leur production (146) et de se concerter pour établir les prix, mais sans que ces prix fussent obligatoires et le Tribunal de Commerce n'avait pas jugé que l'accord en question était frauduleux.

Le Tribunal avait été amené à rappeler quelles conditions devaient être réunies pour qu'une entente fût illicite

"groupement des principaux détenteurs d'un produit dans le but

 (146) Greffe du Tribunal de Commerce de Lille, jugement du 6-01-1914 : "attendu que pour parvenir au but qu'ils se sont imposés, les co-contractants se sont bornés à réglementer proportionnellement la production de chacune de leurs usines, de façon que la production totale du groupe fut toujours en rapport avec les besoins de la clientèle... attendu qu'un accord de cette nature est absolument licite, ainsi qu'il a été jugé à de nombreuses reprises....".

soit de ne pas le vendre ou de ne le vendre qu'à un certain prix, soit par des voies ou moyens frauduleux, d'opérer la hausse ou la baisse des prix au-dessus ou au-dessous des cours normaux" (147). Dans le cas de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, il aurait été évidemment difficile de prouver que la plupart des charbonnages régionaux s'étaient entendus pour imposer des prix anormaux mais on peut être surpris qu'aucun gros client n'ait tenté d'en faire la démonstration. Cela semble en tout cas démontrer que, malgré leurs protestations, les industriels du Nord et du Pas-de-Calais et des régions voisines sont en somme accommodés des dispositions adoptées par les producteurs de houille, celles-ci étant même approuvées par le principal syndicat d'ouvriers mineurs.

CONCLUSION

Envisagée d'abord avec beaucoup de faveur par les pouvoirs publics puis ayant fonctionné avec l'accord tacite de ceux-ci, l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais n'a rencontré aucune opposition vraiment décidée qui aurait pu remettre

(147) Rappelons le texte de l'article 419 du Code pénal : "Ceux qui par des faits faux ou calomnieux, semés à dessein dans le public, par des suroffres faites au prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les producteurs détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des voies ou moyens frauduleux ou quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de 500 francs à 10 000 francs".

son existence en cause. Pourtant elle apportait un changement fort important par rapport à l'indépendance presque totale conservée jusqu'alors par les charbonnages régionaux dans la fixation de leurs prix.

Afin de tenter de refouler, au moins en partie, la concurrence étrangère du marché national, les compagnies houillères avaient été amenées à aligner les prix rendus de leurs houilles et de leurs coques sur ceux des fournisseurs anglais, belges ou allemands, ceci dans les régions où la proximité de la frontière terrestre ou de la mer jouait en leur défaveur, mais les sacrifices ainsi acceptés étaient compensés par les prix beaucoup plus rémunérateurs imposés aux consommateurs des régions voisines des lieux de production : les compagnies houillères s'approprièrent ainsi une partie de l'économie des frais des transports qu'auraient pu réaliser les industriels établis dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais ou les départements voisins. A ces consommateurs on retirait donc, au profit des charbonnages, une partie de ce qu'on a appelé la "prime de distance" ou "la rente de situation". Cette réduction pouvait ne pas être sans conséquence pour les implantations industrielles ultérieures, même si les prix rendus de la houille continuaient à être plus favorables.

La portée des mesures adoptées au début du XXème siècle par l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais était atténuée par le maintien de la concurrence toujours très sensible des producteurs étrangers, producteurs qui continuaient à assurer une grande part de la consommation française de houille.

Le cartel constitué ne pouvait donc agir en maître, au sein d'un monopole incontesté, il ne pouvait que lutter plus efficacement pour refouler en partie ses concurrents du marché national sans nourrir la prétention de mener la lutte jusque sur les marchés étrangers. C'était donc en somme essayer simplement de transposer sur le seul marché français des pratiques que les syndicats belges et allemands menaient, eux, à l'échelle internationale : les prix que le R.W.K par exemple consentait en France (et qu'il imposait plus ou moins à ses associés belges) supposaient des prix plus rémunérateurs dans le pays d'origine. Cette politique qu'on pourrait peut-être assimiler à une politique de "dumping", l'Entente l'avait transposée à l'échelle du marché français mais elle n'avait été nécessaire et possible que parce que d'une part, il avait fallu s'aligner sur les prix rendus des concurrents étrangers dans les régions contestées, et d'autre part parce que le marché "régional" et "extra-régional" avait atteint un développement industriel et donc des capacités d'achat assez élevés.

L'important changement dans les structures commerciales des houillères régionales que représentaient l'Entente et l'Office de Douai a permis de constater que depuis la création du cartel en 1901 jusqu'à la guerre de 1914-1918, deux tendances n'ont cessé de peser, dans des sens opposés, sur l'évolution de l'organisation : l'une, tend à restreindre le rôle du cartel, voire à retourner à l'état antérieur ; au contraire, l'autre cherche à accroître ce rôle, à dépasser même l'étape atteinte pour parvenir à une association plus poussée. Mais par son exis-

tence même, le cartel constitue un engrenage qui rend un retour en arrière très difficile et au contraire incite à aller plus avant : très significatif à cet égard sont le rôle croissant de la Délégation et du personnel administratif de l'Entente comme l'effet contraignant des accords conclus avec les sociétés sidérurgiques de Meurthe-et-Moselle. Il n'y avait là qu'un aspect particulier d'un mouvement général qui au début du XXème siècle, poussait beaucoup de sociétés françaises et étrangères à limiter leur concurrence pour mieux affronter leurs rivaux et à cet égard, si en France les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais couvraient la voie dans l'industrie houillère, ils n'avaient fait que s'inspirer de l'exemple des sociétés similaires de Belgique et d'Allemagne, afin d'accroître leur capacité de résistance et d'expansion sur le marché national. La fondation de leur cartel, favorisée par une conjoncture courte défavorable en 1901, leur a permis de tirer le meilleur parti, sur le plan financier, de la conjoncture longue favorable jusqu'à la guerre de 1914-1918, en partie peut-être aux dépens des consommateurs régionaux.

C O N C L U S I O N S

C O N C L U S I O N S

=====

Un organisme et une société témoignent de leur jeunesse ou de leur vieillissement par des capacités d'adaptation plus ou moins grandes. Après avoir parcouru le long bief d'amont de notre travail, nous nous devons d'apprécier la façon dont les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont su, dans les différentes étapes de leur croissance, se modeler pour modifier les éléments de leur position concurrentielle. De 1815 à 1914, le siècle a vu se succéder les phases d'un apparent assoupissement qui n'empêchait pas les évolutions de continuer en profondeur et les phases d'accélération où les mutations semblent s'opérer brutalement alors qu'elles ont été lentement préparées dans les décennies antérieures ; parfois même ce sont des changements décisifs qui s'opèrent avec un calme tranquille.

En 1815, la Compagnie d'Anzin et sa languissante voisine, la Compagnie d'Aniche, sortent de la situation difficile qu'elles ont connue/ durant l'annexion de la Belgique à la France. Les charbonnages français réclament et obtiennent assez vite le rétablissement d'une protection douanière sans doute indispensable pour une industrie convalescente, mais comme leur production ne saurait couvrir les besoins du pays en combustibles minéraux et qu'il serait dangereux d'interrompre brutalement des courants amples et bien organisés, les droits établis, par leur relative modération, n'empêchent pas la concurrence belge de subsister. Cette concurrence est encore renforcée après les décisions de

1834-1835 qui, en modifiant les tarifs douaniers, ont diminué les charges pesant sur les importations du Borinage et du bassin de Charleroi et ont surtout largement ouvert nos côtes à la pénétration du charbon britannique, peu à peu restreint les zones dominées par les houilles du Nord et du Pas-de-Calais. C'est donc dans une aura de semi-protection que les deux charbonnages du Nord ont pu réamorcer leur croissance.

Les Compagnies d'Anzin et d'Aniche avaient vu la loi de 1810 sur la propriété minière confirmer leurs vastes concessions acquises au XVIII^e siècle. L'exploration et l'exploitation de leurs domaines respectifs suffisaient à assurer une expansion saine de leur extraction ; cela ne faisait qu'accroître l'importance relative de la Compagnie d'Anzin, obligée de tenir compte surtout des rivaux d'Outre-Quévrain. Il est donc probable qu'aucune recherche n'aurait été menée en dehors du périmètre concédé si des nouveaux venus ne s'étaient pas manifestés lors de la grande "fièvre des houillères" de 1834-1839, caractérisée par une prospection à la fois frénétique et anarchique qui ne abouti qu'à des résultats très limités. La Compagnie d'Anzin réussissait d'ailleurs assez vite à prendre pied dans le plus important des charbonnages nouvellement créés, la Compagnie de Vitoigne et, dès novembre 1843, à conclure avec celle-ci un accord commercial qui assurait à l'association formée un quasi-monopole pour la vente des houilles maigres du Nord.

La suprématie d'Anzin se manifestait enfin par le rôle

privilegié que la Compagnie a joué dans l'Union des Houillères de France, ce premier groupe de pression, organisme corporatif des charbonnages français, constitué dans un esprit protectionniste et défensif : il s'agissait d'éviter que ne se réalisât l'union douanière franco-belge. La Monarchie censitaire connaît ainsi, dans le bassin houiller du Nord une véritable domination de la Compagnie d'Anzin, que la tourmente des années 1834-1839 n'a pas interrompue ; celle-ci n'a suscité que de nouveaux concurrents peu dangereux, avec même un allié vite conquis en leur sein. A l'heure où la brutale restructuration opérée dans le bassin de Saint-Etienne par la Compagnie des Mines de la Loire provoque tant de protestations, principalement parmi les notables locaux, la Compagnie d'Anzin jouit, elle, dans le Nord d'une suprématie qui n'est guère contestée que par les adversaires belges.

Sans l'intervention de l'Etat, il est probable que le "monopole" de la Compagnie d'Anzin se serait encore renforcé lorsque le prolongement des couches houillères à l'ouest de Douai a été repéré au milieu XIX^e siècle. Dès que la "conquête de l'Ouest" s'est amorcée, en agissant directement ou par l'intermédiaire de son alliée, la Compagnie de Vicoigne, le grand charbonnage du Nord s'est immiscé dans les sociétés de recherches puis d'exploitation nouvellement formées ; il profitait de la méfiance de beaucoup de détenteurs de capitaux qui avaient été échaudés par les échecs antérieurs ou dont les disponibilités avaient été englouties dans le gouffre des chemins de fer. La Compagnie

d'Anzin, associée à une poignée d'industriels ou de négociants recrutés principalement à Lille, Cambrai, Douai ou Valenciennes, pouvait fort bien se retrouver le chef d'orchestre, plus ou moins clandestin, des sociétés nouvelles. C'est la volonté de l'Etat, incarnée notamment par l'ingénieur du Corps des Mines Du Souich, chef de la circonscription minéralogique et par le Conseil Général des Mines, qui a fait échouer les projets très vite mûris. Le décret du 23 Octobre 1852, qui a interdit les réunions de concessions sans l'autorisation du gouvernement, a certes été inspiré par l'intention de désagréger la Compagnie des Mines de la Loire et à cet égard, il s'est révélé efficace mais il a eu aussi cet effet, en somme indirect, de tuer dans l'oeuf le plan mis en place dans la région du Nord en vue de réaliser un regroupement qui aurait été beaucoup plus important. Ainsi, a été évitée la répartition du nouveau bassin en quelques très vastes concessions qui auraient été attribuées à de rares bénéficiaires réunis par une coalition inspirée par la Compagnie d'Anzin. Seul fait positif pour la grande société du Nord, son alliée, la Compagnie de Vicoigne, obtenait dans le Pas-de-Calais l'importante concession de Noeux. Quelles ont été les principales motivations des adversaires de la Compagnie d'Anzin ? Elles semblent avoir été inspirées par le désir de susciter une concurrence dont on espérait moins une hausse de la production qu'un abaissement des prix : le XIX^e siècle se préoccupe plus du niveau des prix que de la croissance des quantités. C'en est

fait du règne d'Anzin et, donnée significative, la grande compagnie du Nord prend bien une part active à la lutte menée par le Comité des Houillères français, reconstitué en 1851, pour tenter, d'ailleurs en vain, d'éviter un nouvel abaissement des droits de douane sur les houilles étrangères ; mais les nouveaux charbonnages, eux, créent rapidement un Comité des Houillères du Pas-de-Calais, élargi ensuite en un Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, qui se préoccupe surtout de problèmes strictement locaux et en particulier des liaisons par fer et par eau : il faut améliorer ces liaisons essentielles pour permettre l'écoulement d'une production en hausse rapide. Cette croissance tient évidemment à la jeunesse de l'exploitation et donc à la progression toujours prompte de chiffres faibles mais elle tient aussi au partage judicieux du nouveau bassin : l'Etat et le gouvernement de Napoléon III, éclairés par les avis du Conseil des Mines, ont octroyé des concessions assez vastes pour donner naissance à des sociétés d'exploitation compétitives, mais insuffisamment étendues pour provoquer la formation d'oligopoles ; peut-être ont-ils ainsi suscité le développement d'entreprises dont la taille était optimale pour l'industrie minière de l'époque. La Compagnie d'Anzin qui n'avait connu jusque là dans la région du Nord que des voisins bien grêles, nouant avec eux des rapports qui étaient nettement de dominante à dominés, a vu vite grandir des rivaux dynamiques dans un bassin neuf, donc doté d'atouts importants.

Après l'extraordinaire envolée des prix de la houille dans les années 1873-1875, les charbonnages subissent une période de baisse dont ils ne s'échapperont vraiment qu'à la fin du siècle. On considère classiquement qu'une grande dépression des prix a alors affecté l'économie occidentale et plus particulièrement l'économie française et dans le cas des sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais, cette conception ne peut être remise en cause. Mais alors que de nos jours, on en arrive à voir certains pays marier parfois le couple paradoxal de l'inflation et de la récession, on ne peut manquer d'être frappé par le fait que le dernier quart du XIX^e siècle a su unir recul des prix et maintien d'une bonne croissance, selon un secret depuis longtemps disparu. Le fait est particulièrement net pour les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais. Faudrait-il en conclure, comme le pense François Perroux, que la croissance est insensible aux fluctuations longues des prix? Peut-être cette affirmation se vérifie-t-elle à l'échelle macroéconomique mais on doit la nuancer quand on examine ce que ressentent ces réalités de la base, les entreprises. C'est dans le dernier quart du XIX^e siècle que les charbonnages de la région du Nord et plus particulièrement ceux du Pas-de-Calais prennent une avance décisive par rapport à leurs rivaux essoufflés de la Loire et continuent à progresser plus vite que leurs voisins belges ; c'est durant cette période que se sont affirmées des parités externes décisives.

Pourquoi cette croissance maintenue ? pourquoi ces inégalités dans la croissance ? On aperçoit bien qu'afin d'éviter un épongeage du profit, les états-majors des charbonnages s'efforcent de compenser la chute du prix unitaire de la tonne par la croissance continue des quantités produites et l'on retrouve le même phénomène dans l'industrie sidérurgique. Mais encore faut-il y parvenir : pour la **plupart** des sociétés houillères du Massif Central, les deux éléments du mariage prix-quantités produites sont simultanément atteints dans les années 1870 : la dépression des prix qui refluent dès 1874 accompagne le plus souvent le rempli du multiplicateur fondamental du produit industriel, celui de la production ; le maintien de **hauts** prix relatifs jusqu'en 1878 freine quelque temps le recul du chiffre d'affaires, recul qui se précipite au début des années 1880. L'euphorique jeunesse des exploitations du Pas-de-Calais fait ainsi **contraste** avec les difficultés, qui naissent de la conjoncture longue, pour presque toutes les compagnies du Massif Central et nous permet de décerner un premier facteur d'explication, cet avantage que confère le caractère récent de l'exploitation pour un charbonnage. On le retrouve d'ailleurs, atténué, à l'échelle du bassin de Valenciennes, car la Compagnie d'Anzin peine à suivre ses concurrentes du Pas-de-Calais. Ainsi jouent à plein les capacités d'adaptation plus grandes des sociétés de Lens, de Courrières et de leurs voisines, témoignant du dynamisme de **leurs** dirigeants. Peut-être aussi doit-on faire intervenir le fait que la région du Nord et

la région parisienne, principaux débouchés des houilles du Nord et du Pas-de-Calais, ont su continuer à progresser durant le dernier quart du XIX^e siècle (I).

On ne saurait donc attribuer au seul recul des prix le fait que durant les années 1880, le syndicalisme patronal ait connu des mutations importantes. Deux problèmes ont été posés aux dirigeants des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais : premier problème, adhérer ou non au Comité central des Houillères de France, organisation nationale définitivement structurée en 1892 ; les sociétés n'ont adhéré qu'après de longues hésitations et tergiversations. Second problème : affronter le syndicalisme ouvrier, jallli vigoureusement ; les patrons du Nord l'ont abordé, un peu malgré eux, en acceptant d'abord de traiter puis ils ont sabordé assez vite leur Comité régional pour tenter d'éviter de nouveaux dialogues.

Avec la fin du siècle s'amorcent les années les plus heureuses du profit houiller dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, lorsque la hausse des prix et la hausse de l'extraction conjuguent leurs effets jusqu'à la première guerre mondiale. C'est durant cette période que la modification des structures s'accélère, à cause de la conjoncture longue favorable mais aussi

(I) Dans le cas de la France, les indices globaux de la production industrielle (indice n° 8 ; 1913 = 100) établis par François Crouzet donnent une moyenne de 46,9 (1913 = 100) pour cinq années de 1875-1879 et une moyenne de 61,1 pour 1890-1894 (1913 = 100) ; en affectant ces moyennes à 1877 et à 1893, le taux annuel moyen de croissance entre celles-ci est de 1,66 % ; l'indice de la production des industries minières (indice n° 1), lui, progresse pour les mêmes périodes de 38,6 à 63,5 (taux annuel + 3,16 %) témoignant ainsi d'une hausse beaucoup plus nette (séries dans Annales E.S.C., janv. févr. 1970, p.96 et p. 92). Avec la même année de référence, l'extraction des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais voit son indice moyen s'élever de 26,5 pour 1875-1879 à 52,3 pour 1890-1894 (+ 4,34 % par an) et souligne donc une progression encore plus forte. Un étudiant d'Histoire de Lille, Marc Wolf, a préparé en 1970 sous notre direction un Mémoire de Maîtrise, Eléments pour la construction d'un indice de la production industrielle dans le Nord 1815-1914 ; entre les moyennes (sur cinq ans) de 1877 et de 1893 mais avec 1912 = 100, l'indice du Nord passerait de 41,66 à 60,6 (taux annuel moyen = + 2,38 %). Il y a eu certainement une interaction entre la croissance du bassin houiller et celle de la région du Nord tout entière, plus rapide que celle de la moyenne française ; la production française continue à progresser, mais à un rythme davantage ralenti.

parce que se manifestent au grand jour les transformations en profondeur amorcées durant la phase précédente d'apparent assoupissement.

Au sein du bassin houiller s'affirme le rôle croissant de la Société des Mines de Lens aux dépens de la Compagnie d'Anzin, Compagnie dont la progression est moins rapide. On n'en est point cependant revenu à une situation rappelant les décennies de la première moitié du XIX^e siècle, lorsque la compagnie la plus puissante disposait d'une nette suprématie, on ne s'orientait pas non plus vers une structure d'oligopoles, dans laquelle un aigle à deux têtes, Lens et Anzin, tendrait à concentrer l'essentiel de la production et affirmerait un pouvoir nettement dominant. Ce qui se dessine au contraire par delà les deux géants, c'est l'affirmation vigoureuse d'une dizaine de compagnies qui, dans le bassin, peuvent être qualifiées de moyennes et qui, par l'essor de leur production et le rôle qu'elle jouent dans les organismes corporatifs ou commerciaux, ne se comportent nullement en dominés.

Les petites compagnies, elles, voient bien leur importance s'effondrer et ceci favorise l'absorption de certaines d'entre elles par des sociétés métallurgiques (Azincourt par Denain-Anzin, Crespin et La Clarence par De Wendel) sociétés qui s'emparent des maillons les plus faibles de la chaîne des houillères. Mais l'engrenage n'est pas encore fatal et le cas le plus net est celui de la minuscule Compagnie de Ligny-les-

Aire qui réussit à déserrer le ~~cargan~~ mal fixé par les puissants administrateurs de Marles.

La conquête de petits charbonnages par des puissantes sociétés métallurgiques est cependant une des manifestations de la tentative de pénétration qu'ont engagée ces entreprises qui, par ailleurs, obtiennent en 1908 de nouvelles concessions au sud du bassin houiller. Mais comme ces concessions, avec leurs couches très profondes, se révèlent vite comme devant être d'exploitation difficile et très coûteuse, les sociétés métallurgiques disposent plus d'un moyen de pression que d'une arme vraiment efficace dans la détermination des prix de vente.

Les conquêtes directes par les sociétés métallurgiques demeurent limitées et ce qui est beaucoup plus important que cet essai d'effraction, ce sont les alliances que se nouent entre partenaires égaux. La plus importante et la plus significative est celle qui unit la Société des Mines de Lens à la Société de Commentry, Fourchambault et Decazeville, dans une association charbonnage-société métallurgique en vue d'édifier une grande aciérie à Pont-à-Vendin, au sein de la concession de Lens mais la construction n'était pas achevée lorsqu'éclate la guerre de 1914-1918. Il est bien évident qu'ici Lens tient un poste d'avant-garde, et il en est de même dans les organisations qui réunissent, dans un but économique, la plupart des sociétés houillères de la région du Nord.

Longuement préparés par des habitudes progressives de

concentration, l'Entente et l'Office de Statistique des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, à partir de 1901, ont fonctionné jusqu'à la guerre avec l'adhésion de la grande majorité des charbonnages régionaux. Seules ont fait bande à part les Compagnies d'Anzin, de Bruay et de Marles, particularistes par tradition ou par souci d'écouler sans contrainte leurs charbons spéciaux, ainsi que les petits charbonnages, peu soucieux de devoir aligner leurs positions sur celles de leurs puissants voisins. Mais les dissidents ont accepté de suivre souvent les décisions prises par l'organisation, voire même de participer aux réunions préparatoires, et inversement au sein de l'Entente, des grincements se sont parfois révélés. Le poids de l'association a cependant eu tendance, par le seul fait de l'existence d'un appareil, à s'accroître progressivement. Elie Reumaux, le directeur de Lens, a vu à cet égard son influence s'affirmer; il était, quant à lui, partisan d'un véritable comptoir de ventes, qui aurait dessaisi les services commerciaux des différentes compagnies de leur rôle et pour la vente du coke, il a pu obtenir satisfaction : dans les années précédant la guerre, on a pratiquement assisté à l'écoulement du coke de la région du Nord destiné à la métallurgie lorraine grâce à l'accord entre un comptoir du Nord et un comptoir de l'Est, respectant assez bien les clauses d'une échelle mobile des prix établie en commun.

Pour les houilles proprement dites, l'accord est de-

meuré plus limité, essentiellement à cause de la volonté de large autonomie manifestée par les compagnies "moyennes", dont Emile Mercier, directeur de la Compagnie de Béthune, s'est souvent fait le porte-parole. La tentative de reconquête du marché français s'est traduite par la généralisation du système de prix différents selon les zones de vente, les prix départ mine étant fixés à un niveau plus élevé dans les régions à faible concurrence que dans celles à forte concurrence. C'était en somme la partage de la France en zones d'influence, matérialisations des rapports de forces et non d'un accord quelconque, écrit ou tacite, entre les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais et leurs rivales françaises ou étrangères.

Aussi bien pour le coke que pour la houille crue, il est difficile de résoudre ce problème : qu'en France fixait en fait les prix de vente ? Il y a d'abord un premier aspect de la question : qui dominait, de l'offre ou de la demande ? Au début du XX^e siècle, on n'est évidemment pas encore parvenu en France et dans le monde à une étape de la croissance industrielle où les producteurs, par la stimulation et l'orientation des besoins des consommateurs, réussiraient peut-être à commander la demande - et il s'agit de charbon ! Mais avec la coalition des syndicats de ventes d'Allemagne et de Belgique, avec la formation et l'affirmation du cartel des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, on voit bien à la charnière du XIX^e et du XX^e siècles se dessiner une économie et une société où des producteurs

s'unissent pour résister aux aléas de la conjoncture ; tout en continuant à se combattre mais à l'échelle de grandes associations ayant rompu avec les rivalités microéconomiques, ils tentent d'imposer leurs décisions aux consommateurs.

Dans la mesure où les producteurs peuvent exercer une pression croissante sur la demande, quels sont les rôles respectifs des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais et leurs rivaux étrangers. Un fait domine le début du XX^e siècle, l'importance croissante de la concurrence allemande, d'autant plus vivement ressentie qu'elle est récente et fougueuse. Celle-ci ne change cependant pas fondamentalement les données du problème, en ce qui concerne la fixation des prix. Bien entendu, en arrière-plan joue le niveau comparé des prix de revients mais sur le plan de la tactique, on peut dire que dans la majeure partie de la France, c'est-à-dire toute la France de l'Ouest, la moitié sud du pays et la Lorraine, ce sont les producteurs étrangers qui, directement ou par tous les relais commerciaux, fixent en fait les prix ; les sociétés houillères du Nord de la France ne font que s'aligner sur eux, tout en s'efforçant, quand elles le peuvent, d'aboutir à des prix rendus tout juste inférieurs. Mais dans les espaces où jouent pleinement pour elles les avantages conjugués de la protection douanière et de la distance, elles fixent les prix rémunérateurs qui leur permettent de s'approprier une partie de la "rente de situation" des industriels installés près ou non loin du bassin houiller. C'est une idée

bien ancrée chez les exportateurs qu'on ne peut exporter, grâce à des prix plus bas, qu'à la condition de réaliser des bénéfices substantiels sur le marché intérieur. Cette idée, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais l'appliquent à l'échelle des différentes régions françaises et, fait significatif, ils la traduisent jusque dans les mots employés, comme ceux de "marché intérieur" et de "marché d'exportation" qui concernent pourtant des parties du territoire national.

En somme, dans la majeure partie de la France, ce sont les concurrents étrangers qui fixent les prix et dans le reste de la France, heureusement bien industrialisé et fortement peuplé, région du Nord et région parisienne notamment, ce sont les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais qui ont les atouts en main. Certes la physionomie du marché n'est pas aussi simple : les concurrents, jouent à un jeu de cache-cache, les prix pratiqués interfèrent entre eux et la concurrence étrangère n'est nulle part absente mais en gros, c'est bien à ce partage des influences qu'obéit le marché français des houilles, secteur essentiel de la production et de la consommation énergétiques au début du XX^e siècle. Soulignons enfin que ce sont dans les zones où s'écoule le plus facilement le flux de leur production que les grandes sociétés houillères accaparent au maximum la "rente de dimension" que leur assure l'avantage de leur taille par rapport aux petits charbonnages .

La formation de leur cartel de prix a été en quelque

sorte dictée aux houillères du Nord et du Pas-de-Calais par les nécessités de la concurrence internationale, qui imposaient l'adoption d'une structure inspirée du modèle allemand. Leur croissance a mené ces sociétés à un stade où elles pouvaient et devaient, dans le domaine commercial, resserrer les liens, jusqu'à bien lâches, qui les unissaient.

Mais le cartel, à son tour, a-t-il accéléré ou freiné la croissance ? Le mot "cartel" évoque souvent, du moins pour une partie du XX^e siècle, l'idée d'un ralentissement de la production et effectivement, les producteurs de coke de la région du Nord ont procédé à des freinages volontaires de la fabrication du coke durant les années de 1901, 1902 et 1908. Mais en ce qui concerne l'extraction, aucune restriction n'avait ici été envisagée et l'entente des houillères sur les prix devait même, en élargissant les débouchés, permettre une croissance plus rapide et surtout sans à-coups. Effectivement, les fluctuations brèves de la production sont davantage provoquées à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, par les journées perdues à cause des grèves que par les variations de la conjoncture. Quant à la croissance à moyen terme, elle continue, mais ralentie par rapport aux décennies antérieures. Entre la moyenne des indices de 1895-1899, soit 66,0 (affectée à l'année 1897 ; 1913 = 100) et celle de 1909-1913, soit 96,2, retenue pour l'année 1911, la production houillère du Nord de la France s'est accrue

suivant un rythme annuel de 2,72% (2). La production de l'industrie française, repérée par les indices de F. Crouzet s'est accrue, elle, de 2,31%, et celle de l'industrie du Nord (indices Wolf) de 2,17%. Par rapport à la période de 1875-1895, la reprise est sensible pour l'indice français (2,31 au lieu de 1,66%), il y a un très léger recul pour l'industrie du Nord (2,17 au lieu de 2,38), recul plus net pour le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais (2,72 au lieu de 4,34).

On ne peut manquer d'être frappé par le fait que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont, quant à leur extraction, mieux traversé une période conjoncturellement difficile qu'une période de hauts prix. A nouveau ^{la} question se pose : y aurait-il indifférence de la croissance par rapport au mouvement long des prix ? Il faut, semble-t-il, tenir compte de certaines variables. Tous les bassins des autres régions françaises connaissent la stagnation ou même le recul et le

(2) Nous pensons que ces calculs très simples de taux annuels à partir de moyennes quinquennales rendent finalement mieux compte de l'évolution que des taux élaborés grâce à des moyennes mobiles définies par des périodes de cinq ou neuf ans, suivant le mouvement réel ou perçu, car le tort de ces moyennes est de chevaucher des plages longues différentes. Avec des moyennes quinquennales affectées à 1893 et 1911, nous aurions par exemple obtenu des taux supérieurs, puisque nous aurions alors adopté comme point de départ l'indice 52,3 pour 1893 et obtenu un taux de 3,44% entre 1893 et 1911 mais une partie des indices retenus aurait appartenu à la période de recul des prix et une autre à celle de hausse des prix. Enfin par rapport au taux exponentiel, l'avantage du calcul adopté est celui de coïncider avec les taux sans doute perçus et calculés par les contemporains.

maintien d'une progression est déjà pour les sociétés houillères de la région du Nord une remarquable performance, qui souligne qu'elles réussissent à échapper en partie à ce qui est peut-être déjà l'apparition de difficultés structurelles pour l'industrie houillère, concurrencée déjà par d'autres formes d'énergie, voyant ses coûts s'accroître par le jeu naturel de l'approfondissement de l'exploitation : on est loin de l'effet propulseur du démarrage. Dans le cas du Nord et du Pas-de-Calais, intervient le freinage automatique que provoque, pour une industrie lourde confrontée à l'exploitation des ressources naturelles, l'approche de niveaux élevés de la production : chaque million de tonnes en plus est maintenant bien plus difficile à obtenir que cinquante ans ou même vingt ans plus tôt et il intervient plus faiblement dans le calcul du taux annuel de croissance. Enfin, c'est la "belle époque" du profit houiller (3) et cela n'incite pas les Compagnies, assurées qu'elles sont de prix de vente très rémunérateurs, à développer leur extraction avec la même énergie que durant la période de 1875-1895. Allons même plus loin : cette stagnation du taux de croissance de la production industrielle d'une des plus importantes régions économiques de France, ce ralentissement de la vitesse d'accroissement

(3) Voir les conclusions de l'ouvrage de J. BOUVIER, F. FURET et M. GILLET, Le mouvement du profit en France au XIX^e siècle (1965).

de la production du principal bassin houiller français seraient-ils des symptômes d'une crise de l'industrie française elle-même au début du XX^e siècle ? On ne saurait répondre nettement par la négative si l'on examine les faits mentionnés. Mais l'on peut relever aussi l'amélioration du taux français par rapport aux décennies antérieures et le mouvement long très favorable du profit. Dans tout ce contexte, quel a été le rôle de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ? Peut-être a-t-elle contribué à former ce couple paradoxal d'une production qui continuait à s'accroître, mais à un rythme moins soutenu qu'antérieurement, et d'une masse des profits en expansion beaucoup plus rapide.

Le début du XX^e siècle est dominé dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, sur le plan des organisations à vocation économique, par la formation d'un cartel des prix fonctionnant d'emblée assez efficacement. Sur celui des organisations à objectif plus strictement corporatif, la reconstitution d'un comité régional, la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, a permis d'obtenir enfin que démarrât le creusement du canal du Nord, voie vers la région parisienne plus directe que le vieux canal de Saint-Quentin, ceci malgré l'opposition larvée de la Compagnie d'Anzin. La majorité des charbonniers du Nord et du Pas-de-Calais voyaient donc enfin poindre l'obtention d'un résultat longuement recherché, mais c'était au prix d'une contribution financière importante de leur part.

On ne saurait comparer la situation des houillères au début du XIX^e siècle à celle des Compagnies de chemin de fer qui, comme l'ont souligné MM. Louis Girard et François Caron, ont été soumises de plus en plus pesamment au contrôle de l'administration sur leurs décisions. Les charbonnages subissent bien les inspections des ingénieurs du Corps des Mines mais ceux-ci veillent surtout au respect des règles de sécurité ; fait important, les sociétés houillères doivent payer une redevance proportionnelle à leurs bénéfices mais cette redevance s'aligne de plus en plus sur l'évolution des dividendes, ce qui limite les contrôles et les réclamations. La situation de sociétés également concessionnaires est donc fort différente. Il n'en reste pas moins que la pression exercée sur les pouvoirs publics par les grands charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais n'a pu, finalement être très forte car ces sociétés ont dû déployer bien des efforts pour atteindre l'un de leurs principaux objectifs, et encore, en partie à leurs frais.

Le rôle croissant du Comité central des Houillères de France, comité qui prend de plus en plus en charge la défense du patronat minier vis-à-vis du gouvernement et du Parlement, veille en particulier à infléchir la législation sociale, a diminué l'importance de la Chambre régionale des Houillères dans le domaine politique et social envisagé sur le plan général. Les relations entre le Comité Central et le Comité régional avaient été assez tendues lors de la fondation de l'organis-

me national. Au début du XX^e siècle, la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a eu encore parfois, notamment en 1900-1901, quelques rapports difficiles avec le Comité Central, où ses membres étaient pourtant fortement représentés mais enfin le rôle du Comité central a été de mieux en mieux accepté et en 1907, ce Comité a réuni sous sa direction unique toutes les caisses anti-grèves que les charbonnages français avaient constituées, et en particulier l'Union des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, première caisse mise en place.

L'existence de caisses de résistance contre les grèves, le refus du Comité Central des Houillères de toute discussion nationale avec les syndicats ouvriers, toutes les interventions pour freiner l'évolution de la législation dans le sens voulu par les militants ouvriers, tous ces faits soulignent bien que le Comité Central des Houillères en France adopte pour une large part une ligne dure vis-à-vis de l'action syndicale des mineurs. C'est cependant un fait important qu'à la veille de la guerre de 1914-1918, il en soit arrivé à approuver franchement les accords régionaux conclus entre délégués patronaux et ouvriers, ce qui atteste d'un changement non négligeable de mentalité (4). Dans la région du Nord, où conflits et accords n'ont cessé de se succéder pendant les deux décennies précédant la guerre, les dirigeants des charbonnages ont pris bien soin d'é-

(4) voir p. 350

viter la formation d'un organisme qui aurait joué le rôle d'un interlocuteur permanent ; officiellement il n'existe aucune structure de dialogue et pourtant les délégations patronales fréquemment constituées, sont entrées dans les moeurs. A son corps défendant, le patronat s'est trouvé peu à peu pris dans un engrenage qui l'a amené à la conclusion de véritables conventions collectives régionales. Les Compagnies s'étaient longtemps refusées à discuter autrement qu'avec des ouvriers isolés ; peu à peu, elles avaient dû admettre la discussion par Compagnie et à partir de 1891, elles avaient été amenées à la discussion menée à l'échelle du bassin ; l'on était ainsi parvenu à un stade où l'on admettait de facto les discussions régionales mais où l'on refusait encore les conventions nationales.

La priorité donnée aux négociations qu'on limite au cadre de chaque bassin tient certes à une volonté de diviser et donc d'affaiblir l'action ouvrière. Mais elle correspond aussi à cette réalité ; l'importance que conserve la région pour le patronat de l'industrie houillère du Nord et du Pas-de-Calais. Les débouchés les plus rémunérateurs se trouvant parmi les industriels et tous les consommateurs de la région. De plus, les liens entre sociétés, tels qu'ils apparaissent en particulier dans la composition des conseils d'administration, se nouent souvent en fonction d'alliances familiales, de relations d'amitié ; ils commencent au début du XX^e siècle à tenir compte des relations avec des sociétés électriques ou chimiques mais tout cela se conju-

que pour continuer à maintenir des relations entretenues pour l'essentiel dans le cadre régional. En ce qui concerne les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, on ne saurait parler, au début du XX^e siècle, d'interpénétration du capital financier et du capital industriel : les liens entre Anzin et les Perier sont traditionnels, d'origine familiale et on ne saurait trouver de participation de grandes banques nationales dans les capitaux sociaux des houillères régionales. Les administrateurs issus de banques se recrutent parmi des banques régionales, souvent dominées par des industriels de Textile. Alors que ces industriels commencent à établir des usines ou prennent des participations dans de nombreux points du monde, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, eux, demeurent essentiellement figés dans leur rôle de vendeurs de charbon, étroitement liés à la région et peu soucieux de conquérir de nouveaux débouchés ailleurs qu'à l'intérieur des frontières, jalousement attachés pour la plupart au recrutement strictement régional de leur administrateurs. La nature d'industrie elle-même joue un moindre rôle que cette prééminence géographique et sociale et on ne saurait parler d'intégration verticale, pas plus d'ailleurs que d'intégration horizontale. Cette primauté de l'espace régional, établissant des relations avec d'autres espaces régionaux, paraît bien encore une des caractéristiques de l'industrie houillère française au début du XX^e siècle. Alors que dans d'autres domaines, comme celui de la banque avec le Crédit Lyonnais, des entreprises régionales ont

su acquérir un rayonnement national puis international, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, en dépit de leurs dimensions et donc de leur puissance, sont demeurés essentiellement des sociétés régionales.

La situation n'apparaît cependant pas sclérosée : pour assurer leurs investissements, les sociétés houillères continuent à recourir principalement à l'autofinancement mais émettent aussi d'importants emprunts, obligataires qui les obligent de plus en plus à faire appel au marché financier ; certaines ne se contentent plus de voir leurs titres cotés à la Bourse de Lille mais se font introduire à la cote de Paris. La masse des dividendes à distribuer créent parfois des difficultés de trésorerie que résolvent des avances bancaires. Enfin, dans un autre domaine, l'alliance entre Lens et Commentry - Fourchambault et Decazeville, amorce un important rapprochement, débordant le cadre régional, entre houille et métallurgie. Sur le plan des liens entre banque et industrie, sur celui des liens entre le charbon et les autres branches industrielles, on en est encore, dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, à présenter, à la charnière de deux siècles, certains traits qui évoquent davantage le siècle écoulé que le siècle naissant, mais les transformations foisonnent, qui auraient peut-être provoqué un grand bond, sans le brusque arrêt provoqué par l'ouverture des hostilités en 1914.

Tout le long du XIXe siècle, la pression de la concurrence internationale avait été un facteur essentiel dans la

genèse des modifications internes que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais avaient dû s'imposer pour assurer leur défense comme leur expansion. La lutte avait été difficile contre les charbons anglais, mais longtemps très efficace contre les charbons belges. La situation, dans la première décennie du XXe siècle, avait cependant changé à cause de la menace croissante de la coalition germano-belge et c'était les méthodes allemandes d'organisation économique qu'il avait fallu copier. On était cependant loin d'un rapprochement entre les producteurs du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais et leurs rivaux d'Outre-Rhin, semblable à celui qui, par exemple, a réuni les producteurs de rails d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique, de France puis des Etats-Unis en 1904-1905 dans une vaste entente internationale se partageant le monde (5). Dans le domaine de la production houillère, si les "contradictions" entre charbonnages se sont atténuées dans la région du Nord, ce sont d'importantes contradictions qui subsistent entre les groupes régionaux ou nationaux de producteurs, la seule exception notable étant l'alliance germano-belge. La structure du marché français de la

(5) François CARON, "les commandes des compagnies de chemin de fer en France 1850-1914", Revue d'Histoire de la sidérurgie, (t.VI, 1963,3, pp. 137-199), p. 162 et p. 172 ; V. LENINE, L'impérialisme, stade suprême de l'impérialisme, 1916 (nous avons utilisé LENINE, Oeuvres choisies en 2 vol., édit. en français, Moscou, 1946), pp. 832-833.

houille révèle un partage de fait en grandes zones d'influence entre les concurrents nationaux et étrangers. Ces zones résultent de rapports de force commerciale et ne sont pas dues à un partage concerté, d'où des tentatives de grignotage, comme celles menées par l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. En ce qui concerne les structures internes des pays industriellement avancés, le bassin de la région du Nord témoigne, à l'époque de "l'impérialisme", des mutations certaines qui se précipitent au début du XXe siècle. Ces mutations peuvent nous paraître bien limitées si nous les apprécions en les comparant avec celles de périodes postérieures et en particulier de la période actuelle mais par rapport aux changements apparus au XIXe siècle, la phase comprise entre les dernières années de ce siècle et la guerre se caractérise bien par une nette accélération des modifications.

Notre étude des structures a montré combien il serait vain de penser que l'évolution s'est faite avec une automaticité mécanique, sans qu'intervînt l'action souvent essentielle des dirigeants des charbonnages. Par là même, nous avons été amenés à dégager certains traits du patronat des mines de la région du Nord. A la différence de ce qui s'est passé dans les bassins de la Loire ou en Belgique, l'industrie houillère du Nord de la France s'est affirmée d'emblée comme une grande industrie : ceci est vrai pour la Compagnie d'Anzin dès le XVIIIe siècle et l'est plus encore pour les sociétés houillères du Pas-de-Calais constituées au milieu du XIXe siècle. C'est

là un trait qui distingue nettement les charbonnages des entreprises textiles de la région, entreprises familiales qui grandissent par additions successives. Cependant, l'opposition n'est pas absolue : les sociétés par actions que sont les charbonnages préfèrent longtemps la forme juridique de la société civile à celle de la société anonyme et le recrutement des administrateurs se fait par cooptation directe, les assemblées générales d'actionnaires n'étant guère que des chambres d'enregistrement. A partir du début du XIXe siècle, la Compagnie d'Anzin devient puis demeure un fief de la famille Perier et de ses alliés ; chaque société groupe de même dans son conseil d'administration, d'abord les principaux pionniers du décollage, qui ont fourni les premiers capitaux, puis leurs enfants et alliés. On tend donc un peu à gérer le charbonnage comme une entreprise familiale mais alors que dans le Textile, les administrateurs des firmes réinvestissent très largement les bénéfices, les administrateurs de charbonnages, eux, s'ils pratiquent certes un important autofinancement, distribuent de larges dividendes que recueillent naturellement pour une large part les administrateurs et leurs familles, détenteurs d'une fraction importante du capital social.

Ce n'est qu'au début du XXe siècle que, grâce à notre spectrogramme des conseils d'administration, nous avons décelé des changements notables, lorsque les liens se font nombreux entre les conseils. C'est le moment où accèdent à ces conseils des directeurs de charbonnages obtenant là leur bâton

de maréchal à l'issue de leur carrière. Serait-ce le signe que le pouvoir à la tête des entreprises tend à s'incarner différemment ? Il est bien certain que pendant la majeure partie du XIXe siècle, ce sont les conseils d'administration des sociétés houillères qui prennent toutes les décisions essentielles, les directeurs des Compagnies n'étant guère que des agents d'exécution. Ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle, lorsque la production atteint des niveaux considérables et rend la gestion plus complexe, que l'on voit s'affirmer le rôle décisif de personnalités dont on sent bien qu'elles orientent en fait l'essentiel des décisions des conseils. On pourrait ainsi incarner l'évolution dans l'action successive d'hommes comme Joseph Perier, d'Anzin, pour la première moitié du XIXe siècle, Firmin Rainbeaux, de Marles, pour la seconde moitié du siècle, et, pour le début du XXe siècle, de ces directeurs que sont Louis Mercier (Compagnie de Béthune) et Elie Reumaux (Société de Lens). En même temps, les Compagnies du Pas-de-Calais, et en particulier la Société des Mines de Lens, voient grossir considérablement le nombre de leurs actionnaires (6), sans

(6) cf. Le mouvement du profit en France au XIXe siècle, pp. 120-121 : Le nombre réel des actionnaires de treize charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ayant répondu à une enquête discrète du Comité Central des Houillères de France (Aniche, Anzin, Courrières, Douchy, Dourges, Drocourt, Escarpelle, Lens, Ligny, Meurchin, Ostreicourt, Thivencelles, Vicoigne - Noeux) devait se situer en 1912 entre un minimum : 79.924 (nombre des actionnaires au porteur de Lens) et un maximum 133.361 (somme de 26 445 actionnaires nominatifs et 106 916 actionnaires au porteur, supposés tous différents. On mesure le bond (dû en grande partie à la division des titres et à la multiplication des titres au porteur) quand on note que Lens en 1900 ne comptait encore que 6 000 actionnaires et 10 464 au début de 1904. -En 1912, les sociétés houillères du N.P.C. employaient 127 729 ouvriers. Comme les nombres extrêmes possibles d'actionnaires, 79 924 et 133 361 ne concernent que 13 sociétés sur 30 sociétés exploitantes, ces 13 sociétés assurant les deux tiers de l'extraction du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, il semble qu'on puisse estimer qu'à la veille de la guerre de 1914-1918, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais comptaient à peu près autant d'actionnaires que d'ouvriers.

cependant que le recrutement des administrateurs des charbonnages en soit affecté, les petits porteurs n'intervenant pas en fait dans la tenue des assemblées générales et, bien entendu, à un degré quelconque, dans le choix des administrateurs. Le fait fondamental dans la composition des conseils d'administrateurs au début du XXe siècle est donc le développement croissant, quoique encore limité, des liens entre les conseils d'administration, ce qui ne doit pas masquer l'importance maintenue des liens de parenté entre les membres des conseils, bref des liens dynastiques.

Ces administrateurs du XIXe siècle, gérant les sociétés un peu comme des sociétés familiales surtout sources en quelque sorte de rentes importantes, ont été plus sensibles à la préoccupation du mouvement des prix et des bénéfices qu'à celle de la production. On ne saurait les caractériser par le culte du taux de croissance. Ici encore c'est à la fin du XIXe et au début du XXe siècle que des signes d'évolution se manifestent dans la mentalité patronale, lorsqu'à Lens en particulier, on en vient à accorder une importance primordiale à la hausse de l'extraction et plus encore à une diversification des débouchés, grâce au développement de l'industrie chimique et à des liens croissants avec l'industrie métallurgique.

Le "syndicalisme" patronal, auquel nous avons consacré de longues études, fournit évidemment un bon critère pour appréhender les mentalités des adhérents. On a pu mesurer combien il avait connu une démarche tourmentée. Dès les années

1840 naît une première organisation nationale, animée par la Compagnie d'Anzin mais qui s'étirole vite dès que s'estompe la menace d'une union douanière franco-belge. Dans le Comité réformé sous le Second Empire, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais jouent un rôle moindre que leurs homologues du Massif Central et il en est de même lorsqu'en 1883, après une nouvelle éclipse, s'ébauche un nouveau groupe national de pression ; il faudra une bonne décennie avant que le Comité Central des Houillères de France soit bien accepté. Le trait caractéristique de la grande majorité des charbonnages de la région du Nord paraît bien l'extrême méfiance envers une organisation nationale et la préférence pour une organisation régionale, comme le montre la rapide naissance sous le Second Empire d'un Comité de Houillères du Pas-de-Calais, élargi assez vite en Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Le patronat minier de la région du Nord apparaît volontiers particulariste fort peu discipliné, surtout préoccupé de ses propres intérêts immédiats. Mais ici encore le début du XXe siècle voit un changement important et si tous les remous ne disparaissent pas (notamment en 1901), les directives du Comité Central des Houillères de France paraissent plus volontiers acceptées que durant la décennie précédente.

Longtemps rétifs envers un organisme national, les dirigeants des Compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont surtout cherché, par leur Comité puis leur Chambre des Houillères, à atteindre cet objectif d'inspiration protectionniste, la construction d'un canal du Nord qui diminuerait le

coût de leurs transports par eau vers la région parisienne et améliorerait ainsi leurs positions commerciales vis-à-vis de leurs concurrents belges et anglais. Plusieurs décennies d'efforts ont été indispensables, et encore au prix d'une large participation financière des compagnies pour que démarrât la construction d'un canal.

Quant aux ententes sur les prix, elles ne deviennent un phénomène essentiel qu'au début du XXe siècle, lorsque presque tous les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais acceptent de respecter des prix par zones ; bien des réticences subsistent encore, mais enfin l'Entente des Houillères voit le poids de son appareil s'accroître et un mouvement irréversible est nettement enclanché, animé par Elie Reumaux, le directeur de Lens, qui réussit même à obtenir la formation d'un véritable comptoir de ventes pour les cokes. Mais l'inspiration paraît plus défensive qu'offensive, et l'on entend surtout tirer le meilleur parti des ventes dans les zones où jouent à plein la conjonction du droit protecteur et de la distance.

On ne saurait donc concevoir le patronat minier de la région du Nord comme manoeuvrant à la manière d'une armée disciplinée et efficace (7). Chaque Compagnie est fort jalouse de son indépendance, ne consent qu'après bien des réticences à

(7) Les rivalités étaient parfois fort vives entre Compagnies voisines. Le 24 avril 1897 le directeur de Vicoigne-Noeux, S. Agniel donnait à son conseil d'administration son avis sur le directeur de la Cie de Béthune, Louis Mercier. "M. Mercier est un fou furieux absolument dominé par l'idée des grandes productions. C'est un illuminé. Voilà mon opinion et j'espère que dans cinq ou six ans mes prévisions seront réalisées. Je consigne mon opinion sur cette note afin de pouvoir s'y reporter au besoin" (Arch. Cie de Vic. Noeux, dr du C.A. du 29.04.97).

des empiètements limités sur sa souveraineté et remet facilement ceux-ci en cause. A son corps défendant, elle est cependant finalement entraînée dans un processus de concentration et d'entente, mais qui ne paraît implacable qu'à la veille de la guerre de 1914-1918. Les responsables des grandes affaires ont "une certaine puissance, mais non la toute puissance, Les capitalistes "font" le capitalisme, en même temps que le capitalisme s'impose à eux" (8).

Si l'on songe aux sociétés métallurgiques françaises, le décalage en tout cas paraît certain entre le Comité des Forges et le Comité Central des Houillères de France, présentés parfois comme deux compères, à peu près semblables, et dont l'étroite association est extrêmement efficace. Plus précoce, le Comité des Forges paraît avoir eu une autorité plus grande sur ses membres et à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, il joue un grand rôle dans la fixation des prix et la répartition des ventes alors que le Comité Central des Houillères de France, lui, est cantonné dans un rôle de "groupe de pression" chargé de peser sur les décisions des gouvernants et des parlementaires.

Les importants charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, à la fois par le biais du Comité Central ou surtout par celui de leurs propres organismes corporatifs, n'apparaissent

(8) Jean BOUVIER, "Rapports entre systèmes bancaires et entreprises industrielles dans la croissance européenne au XIXe siècle", Studi Storici, t. XI, n° 4, oct. - déc. 1970 (pp. 623-660), p. 660.

guère en mesure d'infléchir de façon essentielle les décisions gouvernementales. Leur poids politique, à l'échelle nationale, ne semble pas très considérable. Est-ce à dire "que le Nord travaille et que le Midi gouverne" ? Il faut plutôt tenir compte du fait que l'Etat dispose de moyens certains de pression sur les Compagnies houillères : périodiquement est agitée la question d'une révision de la loi de 1810 sur la propriété minière, ce qui ne peut manquer d'inquiéter des sociétés concessionnaires ; les sociétés sont soumises, à la fois pour des raisons de sécurité et de fiscalité, au contrôle des Ingénieurs du corps des Mines et enfin lors des nombreux conflits sociaux du XIXe siècle et du début du XXe siècle, elles ont parfois à faire appel à l'aide de la troupe, que les préfets peuvent menacer de refuser ou de retirer. Cependant, il est bien évident que les sociétés minières ont su préserver une forte indépendance de leur gestion, en particulier en matière de fixation des prix, par comparaison à la tutelle croissante de l'Etat sur les compagnies ferroviaires.

A l'occasion de notre analyse des structures, nous avons déjà pu entrevoir certains aspects du comportement patronal vis-à-vis des organisations et des revendications ouvrières. De toutes les activités économiques du XIXe siècle, l'industrie houillère est sans doute celle qui dispose du plus grand pouvoir social sur la vie quotidienne de son personnel auquel elle fournit, de façon croissante, maisons, rues, églises, écoles et gendarmeries. Certes une partie de la main-d'oeuvre

continue à vivre dans le cadre de maisons rurales, quelque peu à l'abri donc ; mais l'ingénieur des compagnies joue dans la plupart des communes du bassin, le rôle ailleurs dévolu à l'instituteur, au prêtre ou aux notables locaux. La tentation est alors grande d'affirmer le pouvoir social des Compagnies en s'attachant à maintenir la réalité et les rites de l'autorité et de la hiérarchie, jusque dans les plus menus ^{détail} faits (9). En fait, le pouvoir des Compagnies s'affirmait bien davantage sur tout ce tissu de ^{faits} quotidiens qui échappe à l'intervention directe de l'Etat et suppose, non seulement des moyens de pression, mais aussi un certain consensus populaire. Le développement du syndicalisme ouvrier à partir des années 1880 et la conquête de sièges de députés, de municipalités par des syndicalistes d'obédience plus ou moins socialiste, à partir des années 1890 n'ont pu que faire reculer quelque peu, sans l'en-

(9) Siméon Agniel, (1832-1901), le directeur de la Compagnie de Vicoigne-Noeux, recevait chaque dimanche après la messe dans un bureau de la fosse n° 1 les mineurs qui avaient besoin de secours ; on allait aussi lui "demander son dimanche" et il donnait deux francs (interview du mineur Louis Lesert). En novembre 1898, Agniel refusait la nomination à Noeux de l'abbé Verheylewegan, qui entendait continuer à vivre avec sa mère : "Nous ne sommes pas une paroisse ordinaire, nous sommes une paroisse organisée, hiérarchisée, où chacun a sa place, son rang, et il faut que le clergé délégué auprès de nous adopte la même organisation" (Arch. Cie Vic.-Noeux, lettre du 26.11.1898 à l'abbé Liénard, Vicaire général du diocèse d'Arras).

tamer vraiment, cette emprise patronale demeurée ^{décisive} ~~essentielle~~ jusqu'à la guerre de 1914-1918, et bien au delà.

*

*

*

Le pouvoir économique et le pouvoir social que les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais n'ont cessé, pour l'essentiel, de détenir durant tout le XIXe siècle constituent certains aspects des résultats obtenus grâce à une forte croissance, à la fois quantitative et qualitative, atteinte à la fois par la multiplication des quantités et la modification, l'adaptation, incessante des structures. Mais pour reprendre la problématique que nous avons posée, dès notre introduction, en nous inspirant d'un programme de recherche de M. Pierre Léon, cette croissance vigoureuse s'est-elle accompagnée d'un développement suffisant ? C'est là le problème que nous nous efforcerons d'éclairer dans le bief d'aval de nos travaux.

Lors du Colloque "Charbon et Sciences Humaines" réuni à Lille en 1963, François Crouzet notait dans la conclusion de sa communication : "Ce fut longtemps une idée reçue que le facteur décisif, qui expliquerait les lacunes et les lenteurs de la croissance économique de la France au XIXe siècle, serait l'insuffisance de ses ressources en charbon, ou plus exactement le coût élevé de l'extraction et la rareté de certaines variétés de houille d'une part, la position incommode de nos mines et la cherté des transports de l'autre. Cette

explication est tombée en défaveur depuis quelques années, sous l'influence des historiens américains, qui ont mis en valeur avec raison l'incidence des facteurs socio-psychologiques sur ce qu'on appelle, non sans exagération, la stagnation de l'économie française au XIXe siècle. Mais le facteur charbonnier a sans doute été méconnu et il convient de lui rendre son importance dans l'histoire économique de la France" (10). Nous savons que plusieurs bilans de l'Histoire quantitative française ou de la New Economic History n'ont pas été précisément depuis dans le sens d'une réhabilitation du rôle de charbon mais nous voudrions espérer que nos travaux contribueront au moins à un réajustement de quelque portée.

Il nous paraît vain, pour notre part, de nier que l'énergie a été une des clefs du développement économique des XIXe et XXe siècles et à l'échelle nationale, la France, pays déficitaire en énergie et donc pays importateur, n'a pas eu une position privilégiée au XIXe siècle, durant "cet âge de charbon, qui assura à l'Angleterre la position d'économie dominante, mais qui fut, pour la France, un âge relativement ingrat" (11). Du moins l'essor soutenu des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, qui contraste avec l'essoufflement assez rapide des autres sociétés houillères françaises, contribua-t-il à atténuer le handicap. De même, la région du Nord doit-elle (cela peut paraître incontestable) une grande partie de sa place capitale dans l'économie française du XIXe siècle à l'exis-

(10) Charbon et Sciences Humaines, pp. 203-205

(11) F. Crouzet, ibid, p. 205.

tence en son sein d'un puissant bassin houiller.

Il nous faut accorder une attention particulière à ce problème de savoir si ce bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais a été le pôle de développement que l'on pourrait supposer. Il convient de bien se garder de deux dangers d'interprétation abusive. Le premier consisterait en une comparaison, forcément infériorisante, avec le développement de la Ruhr qui atteint au début du XXe siècle, des niveaux de production considérable, connaît des imbrications organiques entre les sociétés houillères et métallurgiques et voit prospérer une puissante industrie chimique. Les industriels allemands disposaient de bassins beaucoup plus vastes, beaucoup plus riches, beaucoup plus aisément exploitables ; la masse de charbons à coke disponibles était bien plus grande ~~et~~ fait peut-être plus décisif, le Rhin constituait une grande voie navigable dont la nature n'avait point doté le Nord. Second danger : mesurer les énormes difficultés actuelles de la conversion des bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais et estimer que dès le XIXe siècle, il aurait fallu diversifier autant que possible les industries établies dans l'aire de la mine, sans se demander s'il n'y aurait pas là anachronisme, compte tenu des limites du potentiel de développement du XIXe siècle.

Dans les premières décennies du XIXe siècle, l'essor de l'industrie houillère du Nord apparaît davantage comme la conséquence que comme la cause de l'expansion indus-

tricielle régionale. Cet essor est assuré grâce à la préexistence, principalement dans le Douaisis, le Cambrésis et surtout la région lilloise, d'une importante industrie textile qui, même compte tenu des réserves de Claude Fohlen, peut être considérée comme un débouché d'importance croissante, à la fois pour les livraisons de houille aux entreprises et de charbon domestique au personnel de ces sociétés ; il en est de même pour l'industrie sucrière, si importante dans une région du Nord où la culture de la betterave à sucre a rapidement connu une vigoureuse expansion. Bien sûr, il y a interaction entre la croissance des différentes industries mais ce n'est vraiment qu'à partir des années 1840 qu'on peut considérer que le bassin houiller du Nord et en particulier la Compagnie d'Anzin ont des taux d'accroissement de leur propre produit plus élevés que le taux moyen d'accroissement du produit des autres industries régionales et peuvent être considérés comme une industrie motrice (12). Fait significatif et important, ces années 1840 voient se développer la construction de lignes de chemin de fer dans la région et la métallurgie grandir dans le Valenciennois, avec en particulier cet aboutissement que constitue en 1849 la formation (qui est en fait une fusion) de la société des Hauts-fourneaux, Forges et aciéries de Denain-Anzin, où les Talabot, sous l'égide des Rothschild, jouent un rôle décisif. Les anciennes verreries de la région

(12) cf. François PERROUX, L'économie du XXe siècle (Paris 1969), p. 180 et suiv. sur "Industrie motrice et croissance".

de Valenciennes, celles, plus récentes, d'Aniche, voient aussi leurs activités stimulées par l'amélioration des moyens de transport. C'est enfin la période où le prolongement des couches houillères vers l'ouest est repéré grâce à une prospection judicieuse et rapide. Pendant une décennie capitale, le Pays noir a connu la conjonction exceptionnelle et heureuse de la croissance et du développement, avec une réserve cependant : comme fournisseurs d'input à la métallurgie et à l'industrie du verre, les charbonnages, en gonflant les flux de leurs livraisons de houilles, apparaissent essentiellement comme des vendeurs de combustible ; ils n'alimentent nullement les flux de capitaux nécessaires à l'industrie du verre et surtout à l'industrie métallurgique. Anzin et Aniche construisent leurs propres voies locales de chemins de fer mais n'interviennent point non plus dans la formation de la Compagnie du Nord. De même, comme leurs travaux d'exploitation reposent essentiellement sur le recours au travail manuel d'une main-d'oeuvre nombreuse, les charbonnages ne sont point pour la métallurgie un acheteur d'output privilégié. Le bassin houiller du Nord n'en demeure pas moins le pilier qui, au milieu du XIXe siècle, sous-tend le grand élan de l'industrie de la région du Nord et plus particulièrement de celle de l'espace compris entre Valenciennes et Douai.

Durant la période du Second Empire, qui, sur le plan des prix, correspond certainement pour les houillères à une phase favorable se poursuivant jusqu'en 1873, le fait es-

sentiel est évidemment la prospection et le brutal démarrage de l'exploitation du nouveau bassin découvert. Il y a donc une remarquable croissance mais qui ne s'accompagne pas d'un développement équivalent : le nouveau pays noir est un pôle attractif pour les capitaux et pour la main-d'oeuvre, celle-ci puisée pour une part dans les houillères du département du Nord, voire de Belgique, et pour une plus large part dans la masse des ouvriers agricoles d'une plaine rurale ; mais à cause précisément de ses besoins impérieux en personnel, la région minière du Pas-de-Calais constitue un pôle répulsif pour les autres industries. Dans le Nord même, on voit la diversification industrielle s'atténuer sous le Second Empire, avec en particulier le déclin des entreprises textiles locales du Douaisis.

Ce caractère de pôle répulsif, on peut dire que le bassin houiller du Pas-de-Calais l'a conservé jusqu'à la fin du XIXe siècle, et les seuls faits vraiment importants sont la création au début des années 1880 en marge du pays noir, à Isbergues, des établissements métallurgiques de la Société anonyme des Aciéries de France, où des postes d'administrateurs sont vite conquis par plusieurs membres de conseils d'administration de charbonnages du Nord ou du Pas-de-Calais. C'est aussi au même moment que grandit l'industrie métallurgique du Nord, avec notamment la création en 1881 de la Société anonyme des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, dont les usines se situent à Trith Saint-Léger, près de Valenciennes. A l'échelle de l'ensemble du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, on peut dire que la forte croissance

de l'extraction, maintenue même pendant les années difficiles de prix en débandade, ne s'accompagne pas d'un développement économique correspondant. C'est, nous semble-t-il, exact pour tout l'espace économique et géographique considéré, mais le fait est cependant beaucoup plus net pour le pays noir du Pas-de-Calais, où sévit une quasi-monoindustrie, que pour son homologue du Nord, qui présente en son sein et plus encore sur son pourtour, une industrie tout de même plus diversifiée. Or on sait que la croissance des charbonnages du Pas-de-Calais, plus jeunes et plus dynamiques, a été beaucoup plus rapide que celle de leurs concurrents du Nord, plus anciens et gérés aussi plus timidement. Le contraste entre croissance et développement est ici particulièrement net. Cela tient sans doute à ce que les charbonnages du Pas-de-Calais font appel à une main-d'oeuvre toujours plus nombreuse, que l'accroissement naturel de la population suffit mal à alimenter et qu'ils empêchent par là toute industrie de s'implanter sans difficultés majeures de recrutement ; la moindre croissance des houillères du Nord serait en somme un atout pour les autres industriels, tentés par la perspective de cette rente de situation que constitue la possibilité de s'installer près des fournisseurs d'un charbon au coût de transport élevé.

Enfin, pour tout le pays noir, il ne faut point négliger le fait que les dividendes des charbonnages, même en période de vaches maigres, sont demeurés importants et qu'ils drainaient des flux de capitaux hors du bassin, en particulier

vers la région textile lilloise, dont bien des patrons étaient d'importants actionnaires, souvent même d'influents administrateurs de charbonnages. C'est ainsi qu'en avril 1896 Siméon Agniel écrivait au président de la Compagnie de Vicoigne-Noeux pour lui faire part des difficultés de trésorerie de la société, ce qui obligeait, soit à vendre 36 000 livres de consolidés anglais du portefeuille-titres, soit à diminuer le dividende : "Elles sont assez nombreuses les affaires de mines qui traversent des crises autrement graves par suite de l'exagération des dividendes. Chez nous, nous avons un peu forcé la mesure. Les chiffres suivants suffiront pour le démontrer. Depuis l'origine de la Compagnie, l'extraction totale a été de 25.629.880 tonnes, le bénéfice par tonne de 4 francs,86, le dividende par tonne de 3 francs,53, ce qui donne 73 % du bénéfice aux actionnaires, 23 % aux travaux neufs, 4 % aux fonds de réserve ou de roulement. Nous devons reconnaître que nos actionnaires ont été un peu gâtés et que nous n'avons pas suffisamment tenu compte des besoins de notre affaire, tant au point de vue de son fonds de roulement que de ses réserves nécessaires en vue de son développement normal et rationnel" (13).

A la fin du XIXe siècle et jusqu'à la guerre de 1914-1918, la croissance de l'extraction, nous l'avons souligné, se ralentit quelque peu mais cela ne s'accompagne pas d'une floraison d'industries nouvelles. Il y avait certes au sein des charbonnages un net progrès de la fabrication du coke (malgré, certaines années, un freinage volontaire de la production) et

(13) Arch. de la Cie de Vicoigne-Noeux : dr du CA du 29.04.1896.

donc de l'industrie chimique liée à la distillation de la houille mais en 1922, Ernest Cuvelette, directeur adjoint de Lens, reconnaissait qu'en 1914, le retard de l'industrie française était considérable par rapport à l'industrie allemande : "de simple four à boulanger à l'origine, le four à coke était devenu l'un des appareils les plus complexes de l'industrie moderne et le développement de la fabrication de coke en Allemagne avait mis à la disposition de ce pays, en quantité considérable, les carbures dérivés de la houille, benzène, naphthaline, anthracène, et donc la création et le développement d'une industrie des colorants, dont ces carbures sont une des matières premières essentielles. En 1914, l'Allemagne avait le monopole mondial des colorants et cette industrie chimique avait multiplié les explosifs et les produits asphyxiants." La Société de Lens n'avait alors qu'amorcé son évolution dans le même sens (14).

Que l'on examine notre carte N où s'inscrivent les implantations de fours à coke et d'usines métallurgiques dans la région du Nord en 1908 : c'est évidemment la houille qui a attiré la métallurgie. Mais le bassin du Nord apparaît comme beaucoup plus pénétré ou cerné par des établissements métallurgiques que celui du Pas-de-Calais, dont la croissance est pourtant plus vigoureuse. Comme nous le recommande François Perroux, ne nous laissons point totalement tenter par la seule analyse de la localisation géographique : si nous avons décelé quelques administrateurs communs aux entreprises minières et

(14) E. CUVELETTE, La destruction et la reconstruction des mines de Lens (Lille, Impr. Rand), 4°, 1922, 92 p., conférence prononcée au C.N.A.M. le 12.03.1922.

métallurgiques, le fait essentiel demeure dans tout le bassin de la région du Nord la faible imbrication de sociétés pourtant complémentaires : "En France, le charbonnage est l'ennemi de la société métallurgique" notait en 1913 le militant ouvrier Alphonse Merrheim (15). Les accords entre l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et les métallurgistes de Meurthe-et-Moselle doivent atténuer la portée de cette affirmation, mais il est bien certain qu'en généralisant leurs ventes de houille et de coke selon des zones aux prix départ-usine différents, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais atténuaient pour les industriels leur intérêt à s'installer près des charbonnages, même si les prix rendus demeuraient tout de même assez avantageux, comme le soulignent bien nos cartes U et V. Nous avons assez longuement démontré le mécanisme par lequel les sociétés houillères s'appropriaient une partie de la rente de situation qu'auraient pu espérer les entreprises d'autres secteurs économiques. Quant à l'importante industrie métallurgique du bassin de la Sambre, elle n'est que fort peu débitrice envers l'industrie houillère du Nord : elle s'est implantée dans une région où elle avait été déjà précédée par une sidérurgie modelée selon les trois impératifs du XVIIIe siècle : la proximité du minerai de fer, de la forêt et de l'eau et elle s'était renouvelée et développée grâce aux apports de capitaux et de houilles belges.

Le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais

n'a donc été durant le XIXe siècle, au point de vue économique,

(15) A. MERRHEIM, La métallurgie, son origine et son développement. Les forces motrices. (Paris, 1913, 630 p).

ni le pôle de développement, ni même le pôle de croissance que l'on pourrait supposer. Il n'en demeure pas moins qu'à la veille de la guerre de 1914-1918, les mutations se précipitaient dans les structures ; une volonté se manifestait, en particulier à Lens, d'accroître la production, de diversifier les produits et donc d'augmenter et d'améliorer la commercialisation - de nouer enfin des liens plus étroits avec d'autres industries. Les patrons des charbonnages étaient, nous en sommes persuadés, confiants dans l'avenir de leurs sociétés.

Les ouvriers mineurs partageaient-ils le même optimisme ? Il est certain qu'ils se savaient, sauf s'ils étaient repérés par des listes noires, assurés de la stabilité de leur emploi. Si nous avons constaté, par nos dépouillements de fiches de personnel, que la proportion de mineurs ayant changé plusieurs fois de Compagnies au cours de leur vie de travail était assez grande, cela tenait le plus souvent à la volonté des intéressés eux-mêmes - mécontents d'un porion, désireux d'obtenir un meilleur logement, de se rapprocher des parents de leur femme ou tout simplement amoureux d'un peu de changement etc. Cette instabilité était purement géographique puisqu'elle maintenait le mineur dans le même métier et se limitait souvent aux possibilités de déplacements quotidiens faits à pied, donc à un cercle de quelques kilomètres : on passait par exemple de la Compagnie de Liévin à celle de Courrières puis à celle de Lens, en se faisant embaucher dans les fosses situées à la périphérie des concessions. Une fois happé par la mine, on en sortait difficilement mais on y était au moins à l'abri d'un licenciement,

voire même d'un chômage momentané ou partiel, car lorsque la conjoncture était défavorable, les Compagnies affectaient une partie des ouvriers d'habitude occupés par l'abatage à des travaux "au rocher", c'est-à-dire à des "travaux préparatoires" de creusement de galeries.

En ce XIXe siècle où l'emprise patronale était si grande, où le métier exigeait force physique, résistance, mépris du danger, comment pouvait-on être mineur ? On le devenait souvent parce que c'était la tradition familiale et que la structure industrielle du bassin houiller ne stimulait pas la capillarité sociale, ceci jusqu'à la guerre de 1914-1918 (16) et encore au delà. Et les nouveaux venus ? En 1815, le bassin du Nord a déjà une solide tradition de recrutement local, recrutement qui, à l'origine, a été formé, modelé et encadré par des ouvriers venus du Borinage ou du bassin de Charleroi. Quand l'exploitation des nouveaux gisements a démarré dans le Pas-de-Calais au milieu du XIXe siècle, les ouvriers mineurs du Nord ont fourni tout naturellement les cadres de la maîtrise pour la main-d'oeuvre recrutée surtout parmi les ouvriers agricoles auxquels la mine apportait de meilleurs salaires et un emploi stable. Cette possibilité de strates successives dans le recrutement d'une main-d'oeuvre que l'on peut encadrer par des hommes

(16) Nous ne partageons pas les vues de Philippe ARIES qui, après avoir analysé l'évolution de la natalité de quelques communes minières du Pas-de-Calais, pense que la mobilité sociale s'était notablement accrue à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle (cf. Ph.ARIES, Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIIIe siècle (Paris, Self, 1948)). *x nouvelle relation*

déjà formés dans des charbonnages plus anciens explique peut-être pourquoi, dans le Nord et le Pas-de-Calais, la transformation des paysans en ouvriers mineurs n'a pas présenté, semble-t-il, les mêmes difficultés que dans le bassin de Carmaux(17).

Le fort accroissement naturel, l'afflux d'immigrants venus des campagnes voisines ont résolu longtemps les problèmes de recrutement pour les charbonnages. Mais au début du XXe siècle, la concurrence se fait très âpre entre les compagnies ; l'appel à des Belges (qui n'avait jamais cessé complètement) se fait plus fréquent, malgré la xénophobie des ouvriers autochtones et vers 1906 s'amorce même, en particulier par la compagnie d'Aniche, un recrutement d'ouvriers polonais travaillant dans la Ruhr. Il y avait donc déjà une crise latente de recrutement dans la décennie précédant 1914, crise que la guerre de 1914-1918 puis l'application effective de la loi de 8 heures ont notablement aggravée mais qui n'a pas été un brusque jaillissement au lendemain de la guerre, lorsqu'il a fallu recourir au recrutement massif d'une main-d'oeuvre polonaise amenée surtout de la Ruhr.

Une fois devenu mineur, pourquoi échappait-on si difficilement à son milieu, au point que de multiples dynasties de mineurs se constituaient et se maintenaient ? La structure industrielle du bassin, peu diversifiée, permettait déjà

(17) Voir en particulier la deuxième partie de la thèse de Rolande TREMPE "La prolétarianisation des mineurs" t. 1, pp. 107-327 dans Les mineurs de Carmaux 1848-1914 (Paris, 1971).

peu de possibilités de changements de profession sur place. La faiblesse des innovations techniques au XIXe siècle (l'exploitation par marteau-piqueur démarre seulement au début du XXe siècle) ne donnait aux mineurs qu'une formation très particulariste et finalement une qualification professionnelle quelque peu fruste, qui rendait difficiles les tentatives de conversion individuelle. Deux voies principales donnaient seules des possibilités d'évasion, mais il s'agissait dans le bassin de voies d'accès difficile : le petit commerce et les études. En fait le secteur tertiaire était fort peu développé et c'était surtout les cabarets qui, malgré les efforts des compagnies, pouvaient offrir des chances d'évasion ; ces chances, les militants évincés des mines les saisissaient parfois : que n'a-t-on parlé des estaminets des syndicalistes ! Les magasins d'alimentation étaient assez peu nombreux, et les commerçants devaient offrir de fréquents prêts à court terme (on payait lorsque la quinzaine était touchée). Quant à la voie des études, elle était encore d'accès plus difficile. La première marche était, comme souvent encore aujourd'hui, la carrière d'instituteur ; or, en dépouillant systématiquement les dossiers d'élèves de l'Ecole Normale d'instituteurs de Douai, dossiers qui comportent l'indication de la profession des parents, nous avons pu constater que, de 1893 à 1913, sur des promotions annuelles de 50 à 60 élèves, la proportion de fils de mineurs était infime : durant ces deux décennies, sur 1143 élèves, 17 fils de mineurs seulement, quatre fils de porions et trois fils d'employés des mines.

L'accès à l'Ecole des maîtres mineurs de Douai, fondée en 1878 pour former des porions et chefs-porions autrement que sur le tas, était extrêmement limité. Des écoles primaires des compagnies, on passait donc le plus souvent au fonds, les charbonnages ne favorisant évidemment pas les évasions.

La mentalité ouvrière se distinguait encore fondamentalement de la mentalité bourgeoise par ce trait essentiel que l'on peut appeler, soit le manque d'ambition, soit la volonté d'affirmer la cohésion de la classe ouvrière. On éprouvait un mépris certain pour l'instruction, considérée comme une caractéristique de classe : le manque d'un niveau d'enseignement au moins secondaire n'était donc point ressenti comme une privation, mais il était au contraire considéré comme la marque d'un attachement solide à la communauté. De plus, il fallait vite se mettre au travail pour ramener sa paye à ses parents. Zola a bien montré dans Germinal qu'on tolérât même facilement les relations sexuelles assez précoces entre jeunes gens et jeunes filles et leurs risques, les naissances illégitimes ; le père et la mère continuaient à vivre dans leurs familles respectives, le père travaillant^{au} fonds la fille assez souvent au jour, en particulier au tri (malgré le développement des installations de lavage de charbon), en attendant la bonne vingtaine. Il s'agissait plus d'une natalité prénuptiale que d'une véritable illégitimité (ce que Pierre Chaunu a également décollé dans la période moderne). En somme, le travail des enfants, suscité à l'origine par les compagnies pour assumer certaines tâches du fonds ou du

jour avait été érigé progressivement par la classe ouvrière en valeur : on devait en quelque sorte acquitter d'abord sa dette envers ses parents (18). Tout cela n'était évidemment pas fait pour accroître des possibilités d'ascension sociale déjà bien restreintes. Enfin, "le choix du conjoint" maintenait aussi la cohésion du milieu minier. Au point de vue salaires, on peut considérer que le niveau de vie des mineurs (qui a certainement progressé au XIXe siècle) était supérieur à celui des ouvriers de la métallurgie ou de l'industrie du verre. Pourtant le "statut social" du mineur, s'il était parfois considéré comme supérieur ou au moins égal à celui du verrier, était ressenti comme inférieur à celui de l'ouvrier métallurgiste : une fille de métallurgiste préférait épouser un métallurgiste qu'un mineur. Nous avons effectué de nombreux dépouillements de registres de mariage, et constaté l'incessante litanie des couples fils et fille de mineurs. Seuls nous ont paru troubler cette quasi-constante les orphelins de père ou de mère ou les orphelins complets : il y avait comme une attirance biologique qui rapprochait les orphelins, même issus de parents aux professions différentes.

Dans sa communication au Colloque Charbon et Sciences Humaines (Lille, 1963, pp. 265-275 des Actes), Yves-Marie Hilaire a bien souligné que les Compagnies houillères avaient à peu près toutes, quoique avec un zèle inégal, tenté de freiner le mouvement de déchristianisation de leur personnel en favorisant

(18) Que de fois ai-je moi-même entendu des cousins me dire : "A vingt ans, tu n'as encore rien rapporté à tes parents !" C'était pourtant en 1942....

des traditions comme la première communion ou le mariage religieux : Anzin et Noeux ont longtemps exigé des enfants candidats à l'embauche un certificat de première communion. Les compagnies ont lutté contre le concubinage en refusant des maisons aux couples non réguliers, et surtout contre le mariage civil en exigeant parfois, comme le fait la Compagnie de Courrières en 1901, un certificat de mariage religieux. Mais la volonté d'accroître l'extraction, celle-ci assurée essentiellement par une augmentation du nombre des mineurs et donc des difficultés de recrutement, a obligé les charbonnages à montrer moins de rigueur, surtout à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. La carte de la pratique religieuse établie pour l'arrondissement de Béthune et le canton de Vimy, en 1895, fait déjà apparaître le contraste entre le bassin houiller, où les pascalisants sont généralement très minoritaires, et les régions rurales qui l'entourent et qui restent souvent fort pratiquantes (19). Le passage de la paysannerie au prolétariat ouvrier s'accompagnait donc, malgré l'omniprésence des Compagnies, par un changement progressif mais net de mentalités, dont la baisse de la pratique religieuse est un des aspects importants.

L'urbanisation, qui se traduisait surtout par une nébuleuse de cités, de corons, de petites villes, parfois véritables

(19) L'achèvement de sa Thèse de Doctorat d'Etat sur "Le diocèse d'Arras au XIXe siècle" par Y.M. HILAIRE, thèse préparée sous la direction de M. Louis GIRARD, permettra de comprendre encore davantage les problèmes de sociologie religieuse du bassin du Pas-de-Calais. Voir aussi la Thèse de 3e Cycle de Bernard MENAGER, la laïcisation des écoles communales dans le département du Nord de 1879 à 1899 (Lille, Collection du Centre Régional d'Etudes Historiques, n° 9, 1971, 323 p.), thèse où sont évoquées les écoles, en fait non laïques, des Compagnies du Nord.

company-towns, en agglomérant une partie croissante de la main-d'oeuvre en longs corridors a beaucoup contribué à cimenter la conscience ouvrière, même si les sociétés avaient adopté la formule de l'addition de maisons individuelles et non celle des immeubles collectifs. Avec notre regard d'hommes du milieu du XXe siècle, nous ne sommes guère tentés d'admirer l'oeuvre des charbonnages du XIXe siècle, et le paysage minier, avec son cortège de terrils et de corons, peut nous apparaître comme ayant entraîné une grave détérioration de l'environnement, voire même comme un désastre écologique. Cependant, par rapport à bien des maisons paysannes ou par rapport aux courées de Lille ou de Roubaix, les maisons bâties par les houillères peuvent facilement soutenir la comparaison et l'accès à une maison de la Compagnie était le plus souvent ressentie par l'ouvrier mineur comme un motif de satisfaction, ainsi que nous l'ont appris nos enquêtes orales. N'oublions pas enfin que les charbonnages se chargeaient aussi de l'essentiel de ce que nous appelons aujourd'hui les équipements collectifs et que c'était là assumer de lourdes tâches, tout en devant ménager une masse importante pour les dividendes et les travaux neufs. Bien entendu, les compagnies le faisaient avec le souci de fixer sur place la main-d'oeuvre et sans doute aussi avec la volonté d'accroître leur influence.

L'obligation du travail au fonds et la réputation de métier pénible et dangereux attachée à la profession de mineur ne semblent guère avoir constitué des freins importants pour le recrutement de la main-d'oeuvre des houillères. Il y avait

assez vite une accoutumance au travail du fond et au danger et et les fréquentes menues blessures constituaient même un motif de fierté, sans doute associé à l'idée d'une preuve de virilité : "un bon mineur voit son sang tous les jours" nous ont répété beaucoup des vieux mineurs que nous avons rencontrés. Il y avait donc une certaine ambivalence dans les sentiments éprouvés vis-à-vis du danger, mais l'essentiel est tout de même la violence des réactions que provoquaient non point tellement les accidents mortels individuels que les catastrophes importantes : le problème social se révélait alors dans toute son acuité et ce qui était en cause, ce n'était plus, comme lors des discussions de salaires, le problème de la qualité de vie, caractéristique des sociétés industriellement avancées, qui était en cause mais bien celui, presque animalément biologique, de la quantité de vie, qui avait assujéti les sociétés froides antérieures à la croissance économique et sociale. On comprend en particulier l'ampleur et la violence engendrées par la catastrophe de Courrières le 10 mars 1906 et son sinistre cortège de 1401 morts sur 2000 mineurs descendus ce jour-là dans la fosse de Sallaumines. Le souffle de la déflagration d'un coup de grisou a soulevé quantité de poussières et la première déflagration a été relayée par des "coups de poussières" successifs qui ont foudroyé de multiples chantiers. Dès la fin des obsèques des victimes, une grève générale a gagné tout le bassin (la plupart des mineurs que nous avons interrogés, quand nous évoquions Courrières, nous ont d'ailleurs parlé davantage de cette grève que de la catastrophe elle-même). Les accusations se sont alors faites

véolentes contre ce qui était considéré comme une responsabilité de la Compagnie de Courrières. On a en particulier beaucoup évoqué le feu qui, depuis le 6 mars 1906, s'était allumé dans la veine Cécile, veine qu'on colmata par un mur, mais les gaz, emprisonnés, comprimés par le barrage seraient devenus explosifs. Selon le rapport de l'Ingénieur du Corps des Mines Léon, de la circonscription minéralogique du Pas-de-Calais, et celui de l'Ingénieur Her-teau, de la commission supérieure des Mines, il n'y aurait pas eu de corrélation entre cet incendie et l'explosion du 10 mars : celle-ci a eu lieu dans la veine Joséphine, à 900 mètres du foyer et à un autre étage du puits(20). Nous avons eu en octobre 1957 une longue conversation avec l'abbé Carrière, curé de Billy-Montigny, qui a évoqué le témoignage de son père : celui-ci, chef-porion de la fosse, s'est réuni le matin du 10 mars à 6 heures moins le quart avec l'ingénieur du puit et le délégué-mineur Ricq. Carrière et Ricq se prononçaient contre la descente des mineurs du poste du matin, à cause du danger représenté par l'incendie en cours dans la veine Cécile. L'ingénieur téléphona à Billy-Montigny, où la direction donna l'ordre de descendre. A six heures trente, c'était l'explosion et la catastrophe.

L'accident évoqué, par son immensité, demeure un fait exceptionnel mais toute l'histoire du bassin houiller est jalonnée d'assez nombreuses catastrophes faisant plusieurs morts, parfois des dizaines de morts. On pourrait donc penser que le syndicalisme ouvrier y a rapidement trouvé un terrain d'élection.

(20) Ch. E. HEURTEAU, La catastrophe de Courrières (10 mars 1906) Paris, Dunod et Pinat, 1907, 177 p.

En fait, c'est une donnée bien connue, le syndicalisme français n'est pas né d'abord parmi les ouvriers de la grande industrie et dans le monde même des charbonnages français, les mineurs de la Loire ont été des précurseurs et donc des initiateurs pour les mineurs du Nord puis du Pas-de-Calais. Ce n'est qu'au début des années 1880 qu'avec Emile Basly, ancien mineur renvoyé, le syndicalisme s'est développé au sein de la principale compagnie du bassin. L'échec de la grande grève d'Anzin, grève menée du 21 février au 17 avril 1884, souligne l'importance du "vécu" (ne risquons pas le mot "événementiel" et pourtant...) dans l'histoire du mouvement ouvrier : la défaite du syndicat des mineurs du Nord ne tardait pas à se révéler lourde de conséquences pour tout le bassin. Quand en octobre 1884, Clémenceau venait enquêter dans le bassin du Nord pour le compte de la Commission des 44, il notait la complète disparition du syndicalisme ouvrier. En fait, celui-ci ne devait pas renaître à Anzin avant 1898. Le poids de l'échec subi, la séduction temporaire mais importante du boulangisme, puis l'extension automatique des avantages acquis par le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais aux mineurs d'Anzin semblent les raisons principales qui expliquent sa longue disparition. Dans les autres Compagnies du Nord et dans celles du Pas-de-Calais, l'échec d'Anzin entraînait les mêmes conséquences immédiates : la disparition du syndicalisme ouvrier au moment même où la loi de mars 1884 sur les syndicats professionnels entrait en vigueur. Mais dans le Pas-de-Calais, qui n'était pas marqué par un échec de l'importance de celui d'Anzin, l'effacement était de moindre durée. Le fait que plus

tard, c'était le Pas-de-Calais qui a d'abord contribué au réveil du syndicalisme des ouvriers mineurs, avec l'action dans un milieu quelque peu différent de celui d'Anzin, explique sans doute bien des caractères pris par le syndicalisme du bassin de la région du Nord et peut-être sa fondamentale modération, entrecoupée d'accès de violence, en somme son allure paysanne. La défaite du syndicat qu'il avait organisé, comme la notoriété que la grève lui avait acquise, incitaient Basly à poser sa candidature à la fois dans la Seine et dans le Nord lors des élections législatives d'octobre 1889. Dans le Nord, si Basly participait à la défaite des listes républicaines, il était par contre élu au second tour sur la liste républicaine de la Seine et on sait qu'il a joué un rôle important dans plusieurs conflits miniers, en particulier lors de la grande grève de Decazeville de 1886, il est souvent intervenu à la Chambre dans la discussion des projets de lois relatifs à l'industrie houillère, mais il n'a plus eu aucune influence avant 1890 dans l'évolution syndicale de la région du Nord.

Durant les années 1885-88, les Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais n'ont eu à affronter que quelques grèves partielles, de brève durée, affectant surtout les Compagnies les moins importantes, qui, sauf, sur des points de détail, avaient toutes échoué. Mais si l'échec de la grève d'Anzin de 1884 avait interrompu la montée du syndicalisme ouvrier, le succès de la grève générale du bassin d'octobre-novembre 1889, même si elle a épargné la Compagnie d'Anzin, a provoqué une brusque renaissance du syndicalisme dans les mines du Pas-de-Calais et une partie de celles du Nord.

Arthur Lamendin, porion de la Compagnie de Liévin congédié en 1884, devenu cabaretier et auréolé aussi d'une bonne réputation de guérisseur, a joué un rôle important dans cette grève de 1889 et a beaucoup contribué à la formation du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, tandis que le syndicalisme se développait aussi dans la Compagnie d'Aniche. La propagande syndicale employait souvent des arguments simples et efficaces. Georges Dumoulin nous a conté par exemple que Florent Evrard disait souvent aux ouvriers rencontrés : "Chindique - te - Pourquoi ? Te ch'ras mieux".

Battu dans la Seine aux élections législatives de 1889, Basly a répondu dès 1890 à l'appel de Lamendin. Dès février 1891, il est élu député du Pas-de-Calais et Lamendin le devient également en 1892 et ils le demeureront jusqu'à leur mort (Lamendin en 1920 et Basly en 1928). Tous deux ont plutôt freiné au départ la grande grève de la seconde quinzaine de novembre 1891 mais l'ampleur de la grève (quoique ne touchant pas la Compagnie d'Anzin) a contraint Emile Vuillemin et le Comité des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais à accepter d'envoyer une délégation de cinq patrons signer à Arras avec les représentants ouvriers une véritable convention collective. L'échec de la grève de 1893, en revanche, a affaibli jusqu'en 1898 le syndicalisme des mineurs mais à partir de cette date, soit dans des périodes d'accalmie, soit à la suite de grandes grèves, les conventions n'ont cessé de succéder à quelques années d'intervalle. L'effet de ces conventions est important à mesurer, car il pose le problème géné-

ral de l'influence des conventions collectives dans l'évolution des conflits sociaux. Rolande Trempé dans ses articles et dans sa thèse sur les mineurs de Carnaux, J.B. Williams à propos des mineurs britanniques du début du XXe siècle, se montrent assez sévères pour le "réformisme" des mineurs, réformisme dont témoignent les conventions collectives (21). On ne doit cependant pas oublier que ces conventions ont été d'abord une difficile conquête et qu'elles ont arraché souvent des hausses appréciables de salaires (grignotées il est vrai parfois par le biais des prix de tâche et l'appréciation de la difficulté d'avancement des chantiers.) Pour les mineurs du Nord, l'on peut constater qu'à court terme, la convention d'Arras de novembre 1891 a tendu à aggraver les oppositions, car très vite on en est venu à en discuter l'interprétation et à remettre en cause les termes mêmes de l'accord, d'où cette importante grève de 1893 qui, par son échec, a affaibli considérablement le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais pour plusieurs années. A long terme en revanche, les conventions d'Arras ont été un facteur d'apaisement, du fait même des contacts répétés, de l'habitude du dialogue entre représentants patronaux et ouvriers. Du côté patronal, du fait d'une certaine évolution de mentalité liée en partie vers la fin du siècle à l'accès d'une nouvelle génération d'ingénieurs et d'administrateurs à la tête des principales compagnies, on en arrive à consi-

(21) J.E. WILLIAMS, "L'esprit militant chez les mineurs britanniques 1890 - 1914" et Rolande TREMPÉ, "Le réformisme des mineurs français à la fin du XIXe siècle", Le Mouvement Social, n° 65, oct. - déc. 1968, pp. 81 - 91 et pp. 93 - 107.

dérer que des accords périodiques avec des organisations syndicales que l'on avait d'abord énergiquement combattues, peuvent être un élément favorable à l'évolution économique et sociale du bassin houiller. Du côté ouvrier, on se montre progressivement soucieux de sauvegarder les avantages particuliers que les conventions assurent, par rapport aux ouvriers des autres bassins houillers français, aux mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. D'où le rôle ^{principaux} longtemps modérateur joué par les/syndicats de mineurs de la région du Nord parmi les organisations syndicales françaises d'ouvriers mineurs.

On doit aussi tenir compte du fait que leur inscription aux groupes socialistes de la Chambre des députés n'empêchaient pas Basly et Lamendin de demeurer avant tout des syndicalistes peu soucieux d'idéologie, avant tout pragmatistes, et n'intervenant guère à la Chambre que pour des questions relatives aux intérêts des ouvriers mineurs, parfois même aux sociétés houillères. Leur corporatisme régionaliste rappelait les préoccupations identiques des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais au sein du syndicalisme patronal. De plus, l'appartenance de la plupart des dirigeants syndicalistes ou socialistes du bassin houiller de la région du Nord à la franc-maçonnerie (c'était en particulier le cas de Basly et de Lamendin) rapprochait forcément ces dirigeants des positions radicales et l'on sait que ces liens étroits entre le socialisme et la franc-maçonnerie demeurent à l'heure actuelle une des caractéristiques de la vie politique dans la région du Nord (qui n'en a pas évidemment le monopole). Les efforts des Compagnies en faveur du clergé et de la religion catholiques avaient beaucoup

contribué à diffuser, par opposition, la franc-maçonnerie et la libre pensée parmi les militants ouvriers. Paradoxalement, cela aboutissait pourtant à influencer sur la mentalité des dirigeants syndicalistes dans le sens de la modération.

La politique de conventions collectives, comme aussi l'ampleur et la violence de certaines grèves, s'expliquent en partie par la naissance au début des années 1900 d'un syndicalisme révolutionnaire opposant "le Vieux Syndicat" à un "Jeune Syndicat" qui affirma son esprit révolutionnaire (22). Le principal leader de la nouvelle organisation devient vite Benoît Broutchoux. Bien qu'originaire de la Saône-et-Loire, c'est dans le bassin houiller du Pas-de-Calais, que B. Broutchoux a accompli l'essentiel de son action syndicale. Il était né en 1880 à Toulon-sur-Arroux (Saône-et-Loire) ; son père, mécanicien, a été condamné à cinq ans de prison. Il travaillait à Montceau-les-Mines, au jour, quand il fut blessé, ce qui lui valut une rente d'accident du travail. Lors de la grève de 1901, Broutchoux gifla un commissaire de police et réussit à s'enfuir. Avec un groupe de mineurs de Montceau-les-Mines ayant accepté de venir travailler dans les charbonnages du Pas-de-Calais, il gagne Auchel, se faisant appeler Benoît Delorme grâce aux papiers que lui prête un de ses camarades (ceci lui vaudra d'être poursuivi pour usage de faux papiers).

A la fin de 1902, Broutchoux vient à Lens et s'oppose

(22) Voir en particulier J. JULLIARD, "Jeune et vieux syndicat chez les mineurs du Pas-de-Calais", Le Mouvement Social, n° 47, avril-juin 1964, pp. 7 - 30 (J. Julliard a utilisé les papiers de Pierre Monatte déposés à l'I.F.H.S.)

à la direction du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais. Quoique libertaire, il réussit à prendre une position prépondérante dans le "Jeune Syndicat" des mineurs fondé à la fin de 1902 par les guesdistes et à y faire triompher les thèses du syndicalisme révolutionnaire ; il prend la direction du Réveil syndical (avril-octobre 1903) puis de l'Action syndicale. La catastrophe de Courrières, par l'émotion qu'elle suscite, permet au Jeune Syndicat de menacer sérieusement la prépondérance du "Vieux Syndicat". La grève qui suit l'accident met en vedette Benoît Broutchoux, auquel, sur le rapport du commissaire spécial de Lens, Clémenceau accorde une très grande importance : Clémenceau notamment, lors de sa visite à Lens, reçoit Broutchoux et participe à une réunion organisée par lui. Mais plus tard les "broutchoutistes" ayant tenté de prendre d'assaut la mairie de Lens, Broutchoux est arrêté avec trois de ses camarades le 20 mars 1906 au cours d'une réunion tumultueuse de 1500 grévistes, présidée par Emile Basly, et le 23 mars 1906 condamné par le Tribunal de Béthune à deux mois de prison pour "violences à agent et rébellion". Pierre Monatte le remplace pendant son incarcération. De 1906 à 1908, Broutchoux a tenu un café à Lens et ayant acheté une petite imprimerie à Wingles, il rédige et imprime avec Georges Dumoulin lui-même, (alors anarcho-syndicaliste mais plus tard...), L'action syndicale, qui tire jusqu'à 12 000 exemplaires (23). Très violent,

(23) Sur la grève de 1906 et ses conséquences sur le plan syndical, nous avons notamment AN, BB18, dr 382A06, L'action syndicale, mars 1906, les archives des différentes compagnies, (dont C A de Lens, mars 1906) et nous avons longuement évoqué les faits et les hommes avec Georges Dumoulin et le délégué - mineur Joseph Wéry.

très généreux, Broutchoux s'occupait sans aucun ordre aussi bien des affaires de son café que de celles de son syndicat et ceci a facilité les attaques des "baslycots" contre lui et en 1908, les accusations d'avoir dilapidé des fonds réunis en faveur des veuves de Courrières. Le "broutchoutisme", lié à la C.G.T., perd alors beaucoup de son influence dans les mines du Pas-de-Calais, non sans des retours de flamme lors de grèves importantes.

Dans les archives du Comité Central des Houillères de France, nous avons trouvé une lettre intéressante adressée d'Hénin-Liétard le 23 novembre 1913 par Jean Prudhomme, directeur de la Société des Mines de Dourges à son président, Henry Darcy, au sujet des négociations menées à l'issue d'une importante grève générale provoquée par un conflit relatif aux "longues coupes", c'est-à-dire aux heures de travail supplémentaires imposées par les Compagnies. Le 22 novembre 1913 :

"Tout semble rompu et les ouvriers font mine de s'en aller, laissant Basly seul avec nous. Celui-ci alors se déboutonne : "Vous ne pouvez pourtant pas nous demander de nous suicider, dit-il, la grève arrive à un mauvais tournant car si elle ne se termine pas de suite, les revendications sur le minimum de salaires et les retraites vont s'ajouter aux longues-coupes et vous n'en verrez plus la fin.

La nouvelle loi sera promulguée sans doute avant dix jours, c'est donc le sacrifice de dix longues-coupes que l'on vous demande et après vous ferez toutes les heures supplémentaires que vous voudrez jusqu'à concurrence peut-être des 90 heures que demande le Gouvernement. De notre côté nous aurons une raison de chanter victoire et de faire rentrer l'ouvrier au travail, sinon nous sommes coulés et que vous réservera alors l'avenir ? Je n'ai pas voulu cette grève, je vous affirme qu'elle s'est faite malgré moi et je vous demande de travailler d'un commun accord à y mettre fin".

Le Préfet vient de son côté à la rescousse par téléphone, il suggère la formule suivante : "Pour témoigner de leur désir d'entente avec les représentants de la Fédération des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais et dans le but de mettre fin à une grève préjudiciable à tous les intérêts, les Compagnies ont déclaré

que jusqu'à la promulgation de la loi actuellement soumise aux délibérations du Parlement il ne sera fait aucune longue-coupe."

C'est bien la capitulation mais Basly avait été persuasif et les plus récalcitrants étaient ébranlés.

À la rentrée des ouvriers, l'accord se fait donc sur ce nouveau texte, mais l'on peut bien dire que l'on faisait bon marché des décisions de jeudi à Paris.

Il faut reconnaître que l'on jouait gros jeu à poursuivre la grève actuelle car la C.G.T. entrant en lice et nous allions être inondés très probablement des habituels orateurs de ce groupement. Il était donc à craindre que le Vieux syndicat soit débordé et que nous allions à un chômage de durée indéterminée, que le vote même de la loi amendée n'aurait probablement pu arrêter. Nous sommes censés nous être abouchés avec les ouvriers sur leur demande et en dehors de toute immixtion du Gouvernement, la face est sauvée mais quelle drôle de comédie !!!

Après cette longue citation, qui souligne l'espèce de front commun que les Compagnies et le Vieux Syndicat étaient amenés parfois à former contre l'anarcho-syndicalisme, que l'on nous pardonne une autre citation qui peut faire figure de symbole. Il s'agit cette fois d'une conférence d'octobre 1918, évoquée par Ernest Cuvelette, alors directeur-adjoint des Mines de Lens : Basly et Cuvelette viennent de rentrer à Lens et Cuvelette gagne l'emplacement de sa maison détruite :

"Je ne trouvais là comme partout ailleurs, que trous d'obus se touchant. Mais quelle surprise, sur les gravats, au bord des cratères, de toutes parts, ce n'était que fleurs : roses d'autonne, chrysanthèmes variés et soucis éclatants. J'en pris une brassée pour les rapporter chez moi et pendant ce temps, Monsieur Basly, dont la maison n'était séparée de la mienne que par la rue, était allé lui aussi voir son jardin ; lui aussi en rapportait des fleurs et quand nous nous retrouvâmes, nous avions dans nos bras, lui, des roses blanches, et moi des roses rouges. Dans un premier mouvement, je lui dis : "Monsieur Basly, la nature s'est trompée, il faut échanger nos roses" puis j'ajoutai aussitôt : "Mais non, partageons-les plutôt"..Autour de nous, on applaudit en disant ; "La voilà, l'union sacrée" (24).

Pour la situation antérieure à 1914, on ne saurait aller jusqu'à parler d'"union sacrée", mais il est bien évident

qu'il y avait déjà eu quelque échange de fleurs , et d'ailleurs il n'est point de roses sans épines. Malgré leur volonté de résistance, les dirigeants des charbonnages avaient dû se résigner à des rencontres et à des conventions périodiques et les militants du Vieux Syndicat, par l'habitude de ces contacts et aussi par crainte des surenchères du Jeune Syndicat, avaient été amenés à la fois à s'associer un peu malgré eux à certaines grèves et en même temps à incarner peu à peu une modération certaine. Le broutchoutisme avait eu pour lui sa ferme détermination mais il s'était pas su se structurer dans une organisation solide, et ses effectifs avaient été très fluctuants. Le Vieux Syndicat avait eu pour lui sa ferme implantation et le réalisme de ses dirigeants, réalisme qui avait conduit souvent à des résultats substantiels. En outre Casimir Beugnet (1861 - 1910), trésorier et responsable du service du contentieux du syndicat, de 1898 à sa mort, avait mené une action quotidienne pour défendre devant les tribunaux les intérêts des accidentés de la mine ; sa fille (née en 1896) nous a dit toute la passion que son père éprouvait pour ce travail terre à terre mais efficace et aussi tout son mépris pour l'action politique, mépris qui s'est traduit par son refus de toute candidature à la députation (25).

Peu à peu, un engrenage avait rapproché le syndicalisme patronal et la majeure partie du syndicalisme ouvrier, cela

(25) Enquête auprès de Rose VOGELIN - BEUGNET le 20.06.1958 ; sur C. Beugnet, art. nécrologiques dans le Réveil du Nord, 2 au 6 - 07 - 1910.

malgré les importants conflits ayant caractérisé le début du XXe siècle. Ce rapprochement tacite avait à son tour engendré une opposition de type révolutionnaire à la gauche du Vieux Syndicat.

Jusqu'en 1914, opérations et armistices s'étaient succédés sur le front social, ce qui n'empêchait pas les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais d'être optimistes quant à leur avenir : la masse des conflits n'avait cessé de se gonfler depuis deux décennies. Mais la conjoncture longue favorable dissimulait des difficultés structurelles : l'industrie houillère continuait à présenter bien des traits qui la rattachaient davantage au secteur primaire qu'au secteur secondaire de l'économie. On s'était insuffisamment préparé à la concurrence, encore modeste, d'autres formes d'énergie, en préparant une conversion, en particulier par le biais d'une industrie chimique qui n'était qu'embryonnaire. Toute la production, dont le taux de croissance tendait d'ailleurs à se ralentir, continuait à reposer sur le travail d'une main-d'oeuvre effectuant un travail non mécanisé et le recrutement de cette main-d'oeuvre commençait à devenir plus difficile. Les destructions provoquées par la guerre de 1914 - 1918 n'expliquent donc pas seules les difficultés rencontrées durant l'Entre-deux guerres, mais elles accentuent le brusque contraste avec cet âge d'or du profit houiller, le début du XXe siècle et, dans une moindre mesure, l'ensemble du XIXe siècle.

Les thèses en cours d'Odette Hardy - Hémery sur "l'Industrie du Valenciennois de 1913 à 1950" et d'Etienne Dejonghe sur "La mine et son milieu dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais de 1938 à 1947", thèses d'Etat préparées sous la direction

de Jean Bouvier, ne pourront manquer de bien éclairer les problèmes postérieures à la guerre de 1914 - 1918. Mais l'on peut déjà dire que les difficultés actuelles de la conversion du bassin pui- sent en partie leurs origines dans le XIXe siècle. Notre examen clinique du bassin du Nord et du Pas-de-Calais nous a permis de déce- ler bien des aspects positifs : forte croissance quantitative et grande capacité d'adaptation à la concurrence mais aussi des aspects négatifs : insuffisance de développement industriel, social et culturel. A la limite, on pourrait presque dire une croissance sans développement.

Relevons une délibération du conseil municipal de Firminy (Loire) de février 1962 :

Le conseil " croit que la conversion professionnelle des travailleurs est possible, que les déplacements d'industries sont réalisables, mais requièrent des conditions particulières ; il admet que les migrations de main-d'oeuvre ne sont pas fatale- ment une calamité et qu'elles peuvent être humainement aménagées. Persuadé que tout ce qui peut porter allègement à la peine des hommes est un bienfait pour les travailleurs, il est convaincu que la fermeture des puits de mines, quand elle n'est pas accom- pagnée de chômage, devrait être considérée comme un jour de fête pour les travailleurs" (26).

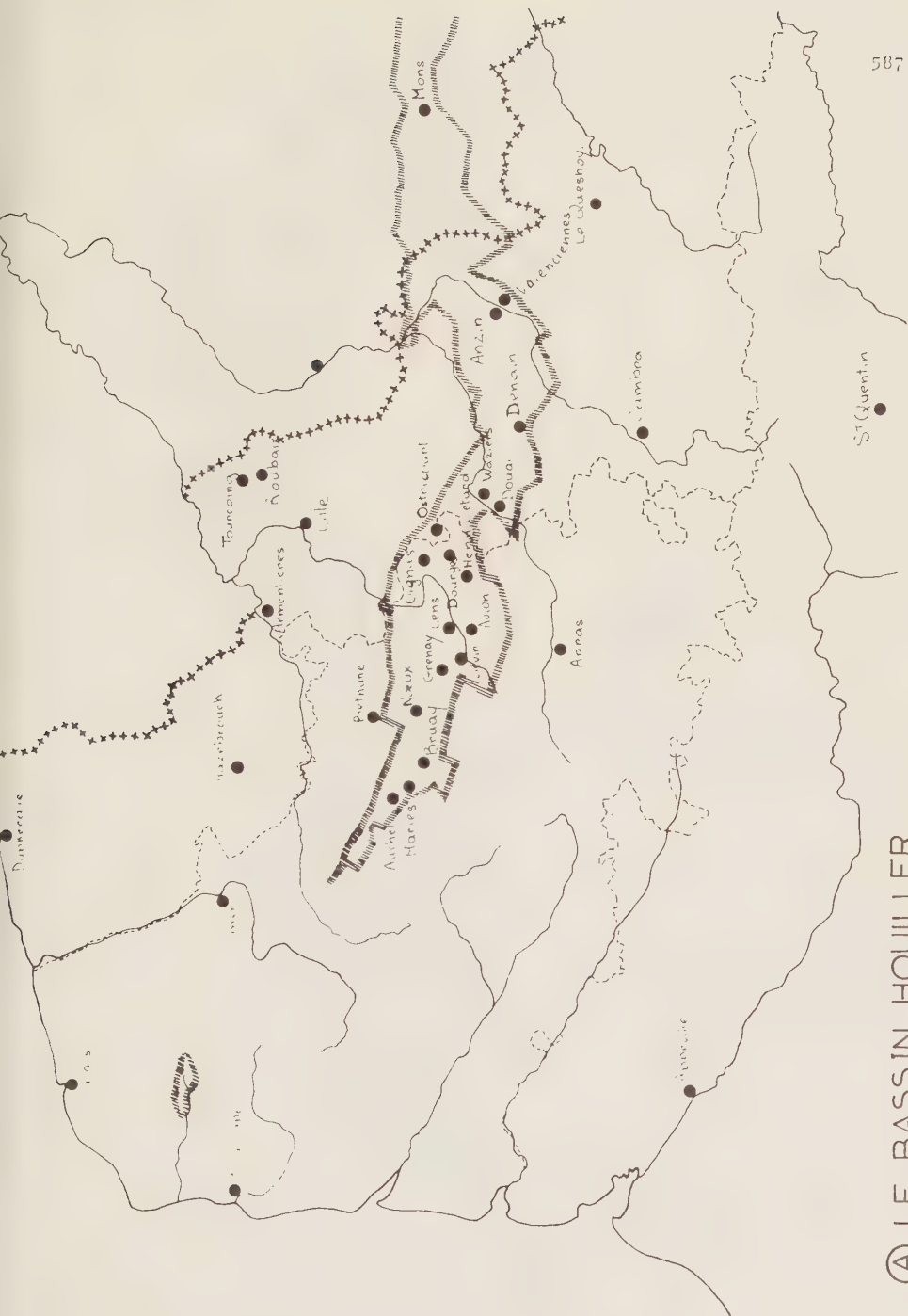
Malgré tous les efforts déployés à l'heure actuelle pour attirer dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais de nouvelles industries, l'on sait déjà que la fermeture progres- sive des fosses puis l'arrêt de toute extraction ne seront pas accueillies avec joie par les travailleurs. On en revient au problè- me de la situation des charbonnages en 1914 ; les dirigeants

(26) Le Monde, 20. 02. 1962

patronaux pensaient pouvoir émettre un pronostic favorable à long terme, pronostic que la guerre de 1914 - 1918, les difficultés ultérieures et la situation présente devaient infirmer. Quant à notre diagnostic, nuancé, sur le bilan économique et social du XIXe siècle, quelle en est l'étiologie ? Que l'on nous excuse de terminer notre volume par cette évidence : nous l'avons cherchée du côté des hommes et des investissements...

CARTES ET COUPES HORS-TEXTE

Nombre : 28 ; de A à Z3



© Constitution progressive du Bassin du
NORD - PAS-DE-CALAIS

58

Situation en 1810.



Situation en 1841.



Situation en 1864.

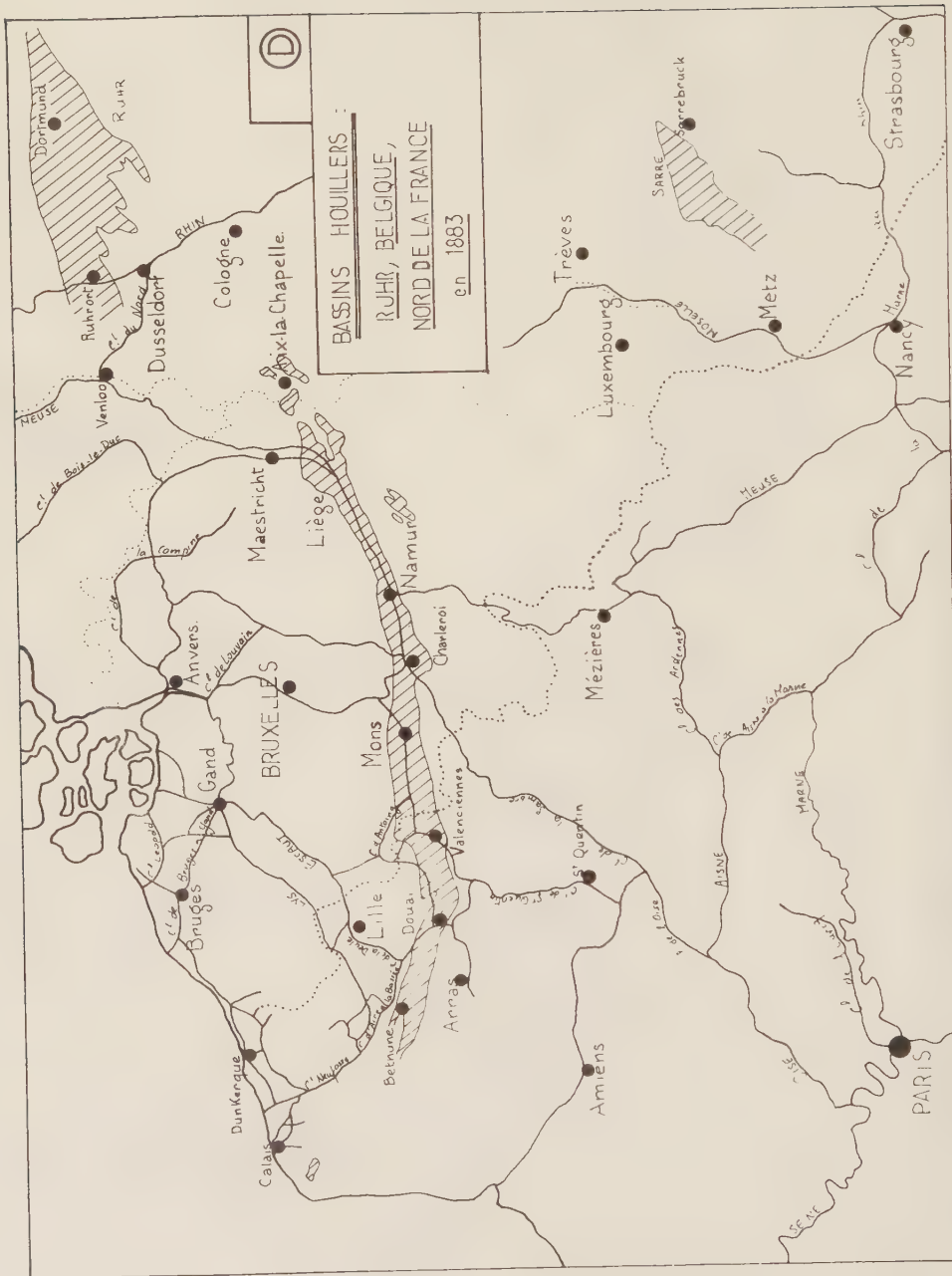


Situation en 1895.



Situation en 1908.





E

FORMATION GEOLOGIQUE DU BASSIN NORD-PAS-DE-CALAIS.

selon JULES GOSSELET

(Bulletin de la "Société Industrielle du Nord de la France", 1874)

Fig. 1

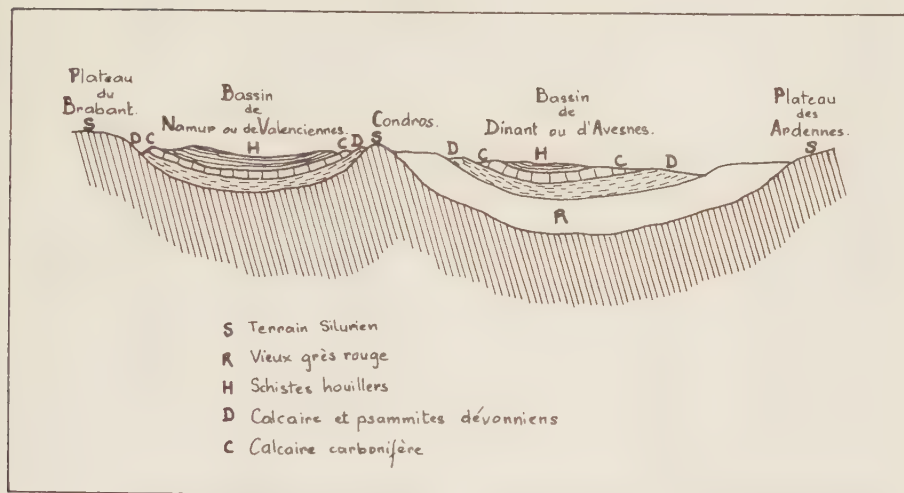
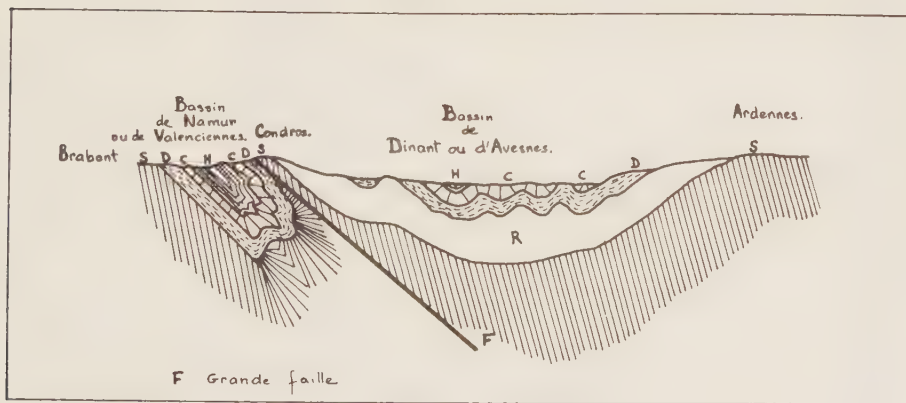


Fig. 2

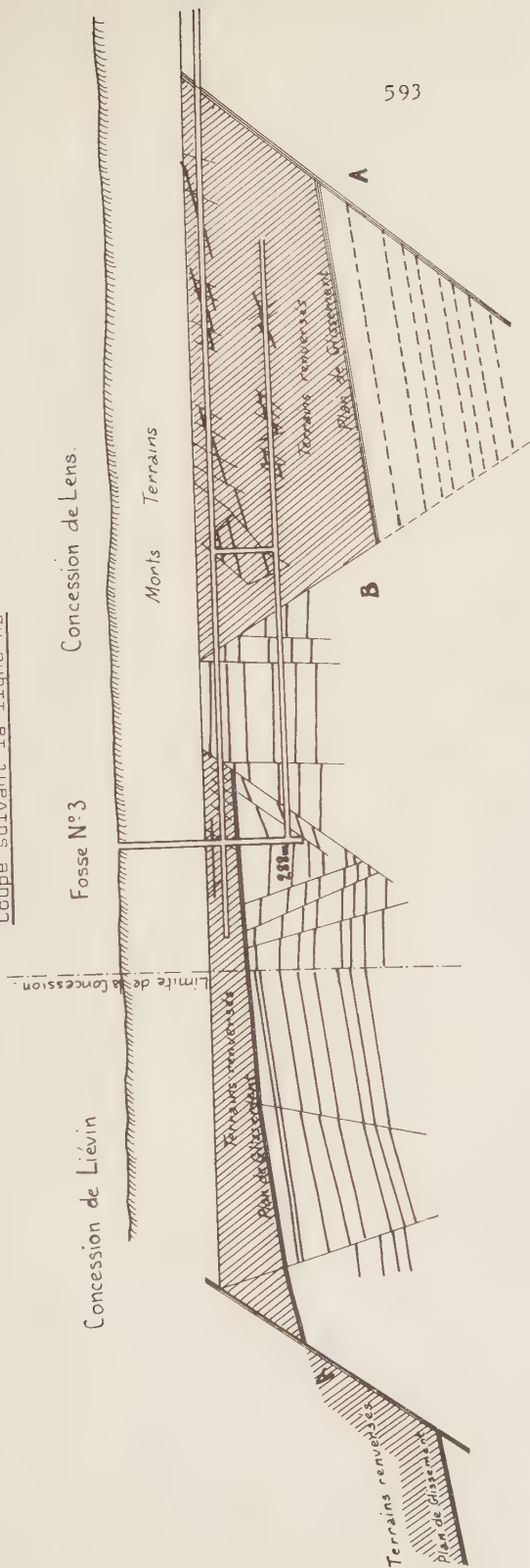


F CONCESSION DE LENS en 1880.

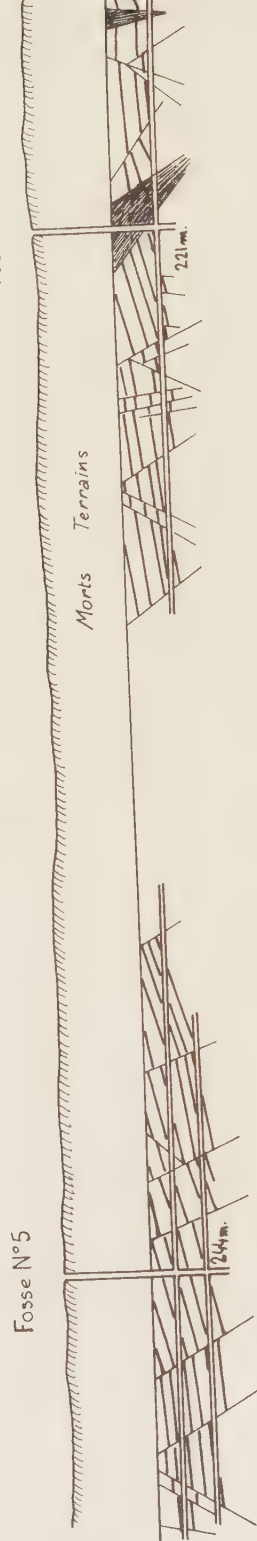
(Ech. 1/40,000.)



Coupe suivant la ligne AB



Coupe suivant la ligne CD

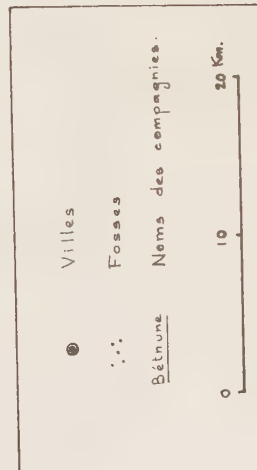
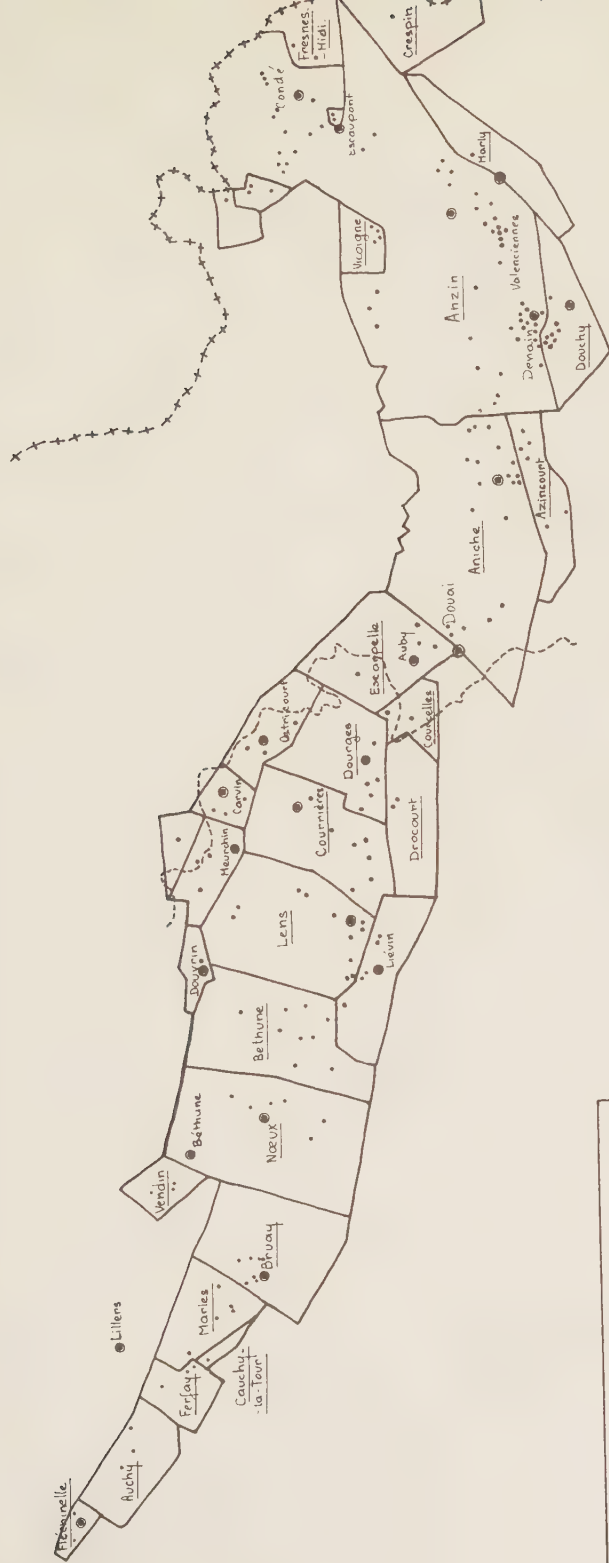


Fosse N°2.

Fosse N°5

#

EN 1880.



① LES FOSSES DU NORD EN 1880.



Légende.

Voies navigables
utilisées.

Voies nouvelles
à construire.

Rivières
non canalisées.



CANAL DU NORD.

Projet FLAMANT.



④ Le Canal du Nord et le Canal de St. Quentin en 1966.



Canal du Nord

Canal de St. Quentin

écluse



NOMBRE DE KILOMETRES-ECLUSES D'ARLEUX A PONT-LEVEQUE	
par le Canal du Nord	par le Canal de St-Quentin
118 Kms.-E dont: 89 Kms + 13 écluses + 2 souterrains 5 450 m (comptés pour 10 Kms)	201 Kms.-E dont: 139 Kms + 42 écluses + 2 souterrains 6 768 m (comptés pour 20 Kms)

CANAUX & VOIES FERRÉES

EN 1913.



**HOUILLE ET METALLURGIE DANS LA REGION DU NORD
EN 1908.**





ENTENTE DES HOUILLERES N.P.C.

Répartition des marchés de houille en 1907 -

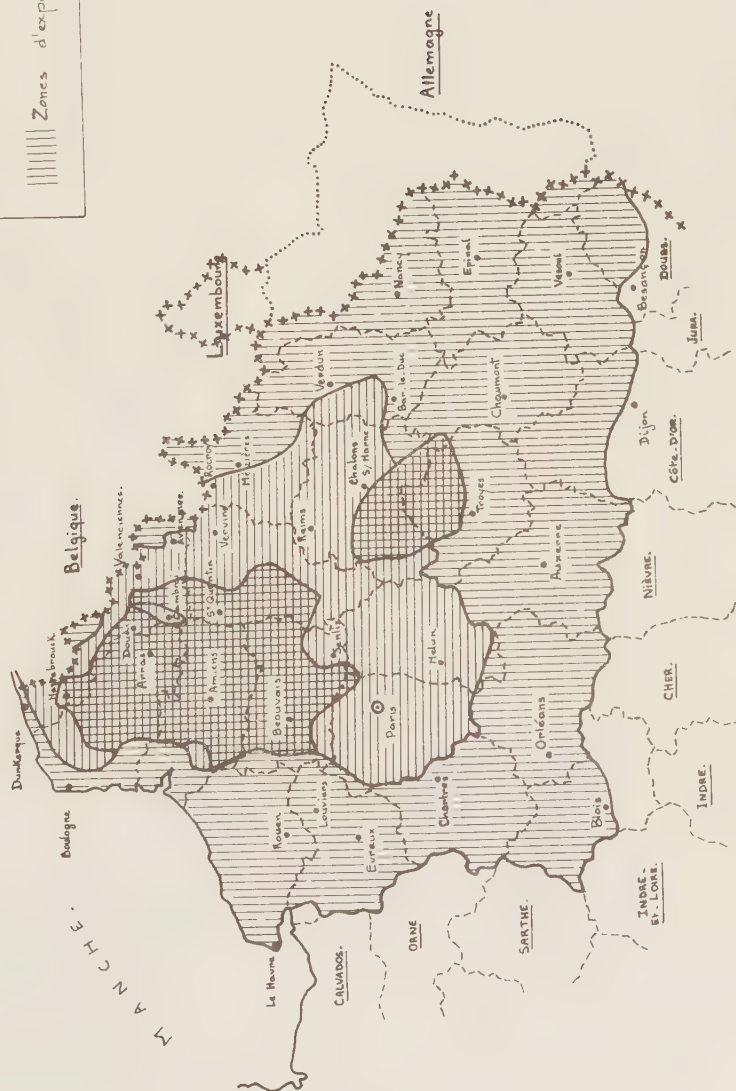
LEGENDE:

Zones de marché régional

Zones de marché extra-régional

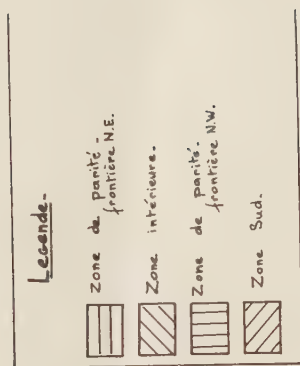
Zones d'expansion

Marché
Intérieur

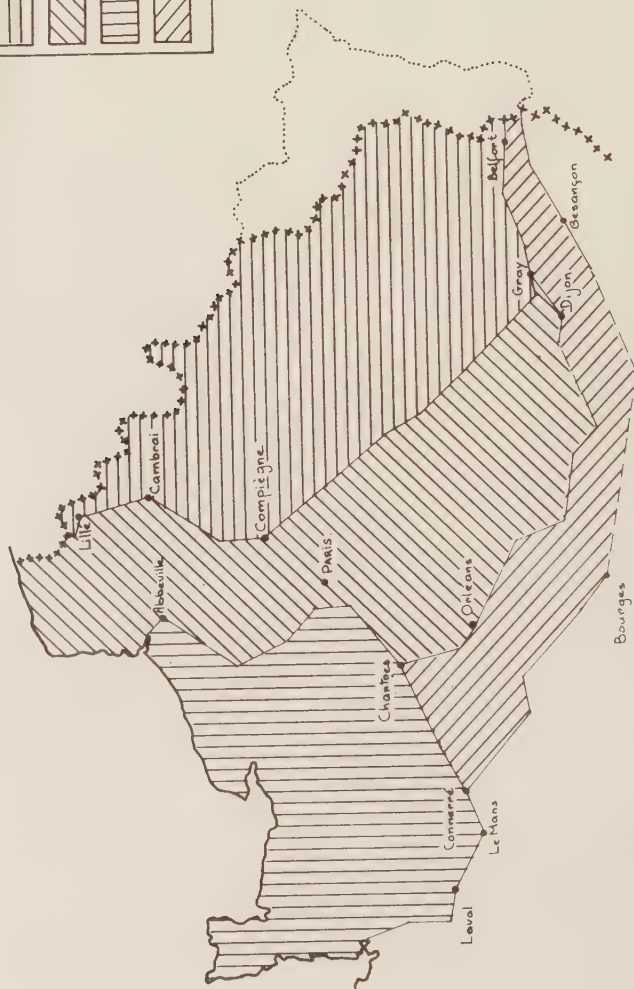


⑤ ENTENTE DES HOUILLERES.

ZONES DE VENTE DES COKES EN MARS 1911 -



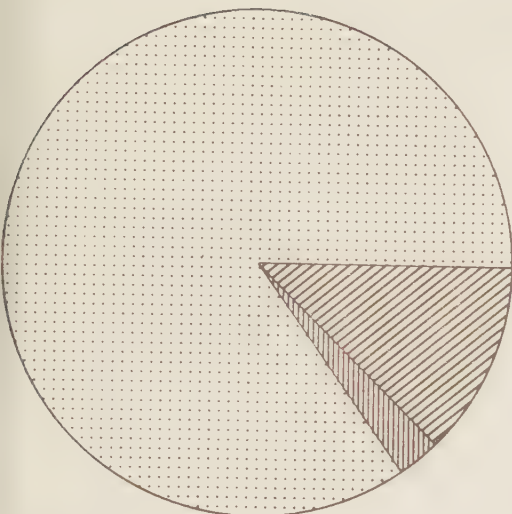
602



Q

CONSUMMATION DE HOUILLE

EN 1907 DANS LES DEPARTEMENTS FRANCAIS

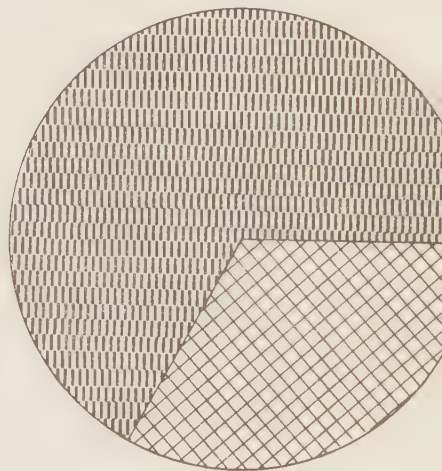


Départements :

Chemin de fer : /////

Marine marchande : |||||

(55.106.600 T.)

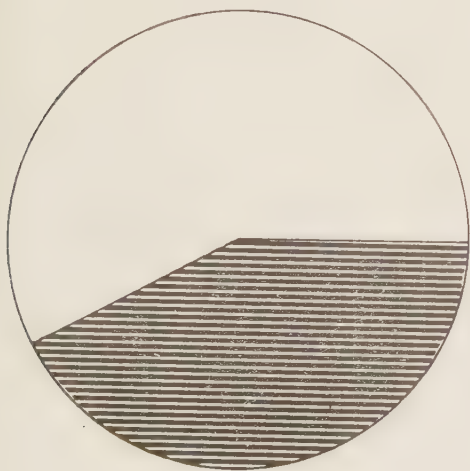


(47.287.800 T.)

Consommation départementale.

Houilles françaises : |||||

Houilles étrangères : XXX

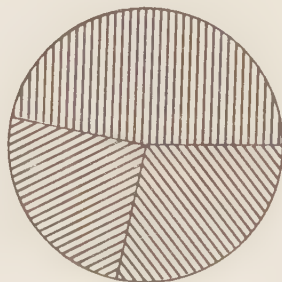


(47.287.800 T.)

Houilles françaises.

Du Nord, Pas-de-Calais : ≡

Des autres bassins : □



(15.066.000 T.)

Houilles françaises.

Anglaises : |||||

Belges : |||||

Allemandes : |||||



CONSOMMATION DE HOUILLE EN 1907

PAR LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Total: 6.697.000 tonnes.

Chemins de fer :



de l'Est.

943.500 T.



du Nord.

1.247.300 T.



Orléans.

1.082.400 T.



P.L.M.

1.663.600 T.



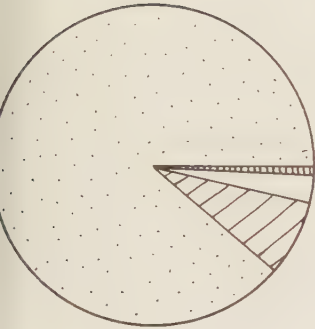
- : PLM
- : Nord
- : Orléans
- : Est
- : Ouest
- : Midi
- : Etat
- : Autres lignes.

- : Houilles du Nord-Pas-de-Calais.
- : Houilles belges.
- : Houilles anglaises.
- : Houilles allemandes.
- : Autres houilles françaises.

S

LIVRAISONS DES HOUILLERES EN 1907.

(Houillères du Nord et du Pas-de-Calais)



Dans les départements.



Pour les chemins de fer.



Pour la marine marchande.



Pour l'exportation.

Livraisons aux chemins de fer.



Nord



Est



PLM



Ouest



Orléans



Autres lignes



Etat.

1.909.900 T.



Echelle:

0 50 100 200 Km



DEPARTMENTS FRANÇAIS : 1871-1918.



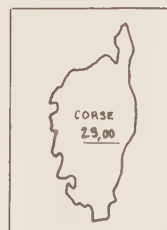
U

PRIX DE LA TONNE DE HOUILLE

A LA CONSOMMATION , PAR DEPARTEMENTS.

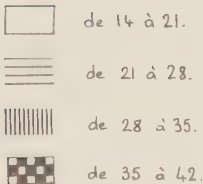
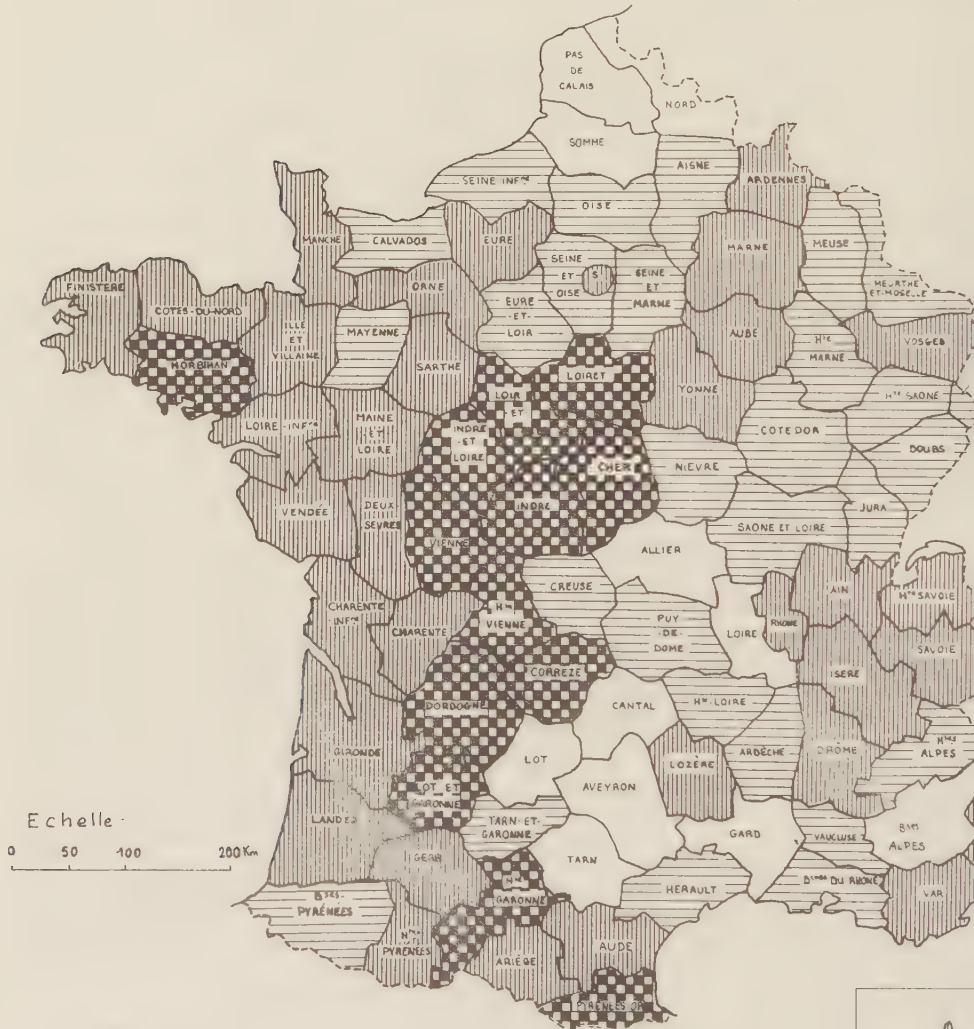
(en 1907).

(Prix moyen : 24,32).





PRIX MOYEN DE LA HOUILLE A LA CONSOMMATION. (en 1907).



Classes
des
prix
(à la tonne).

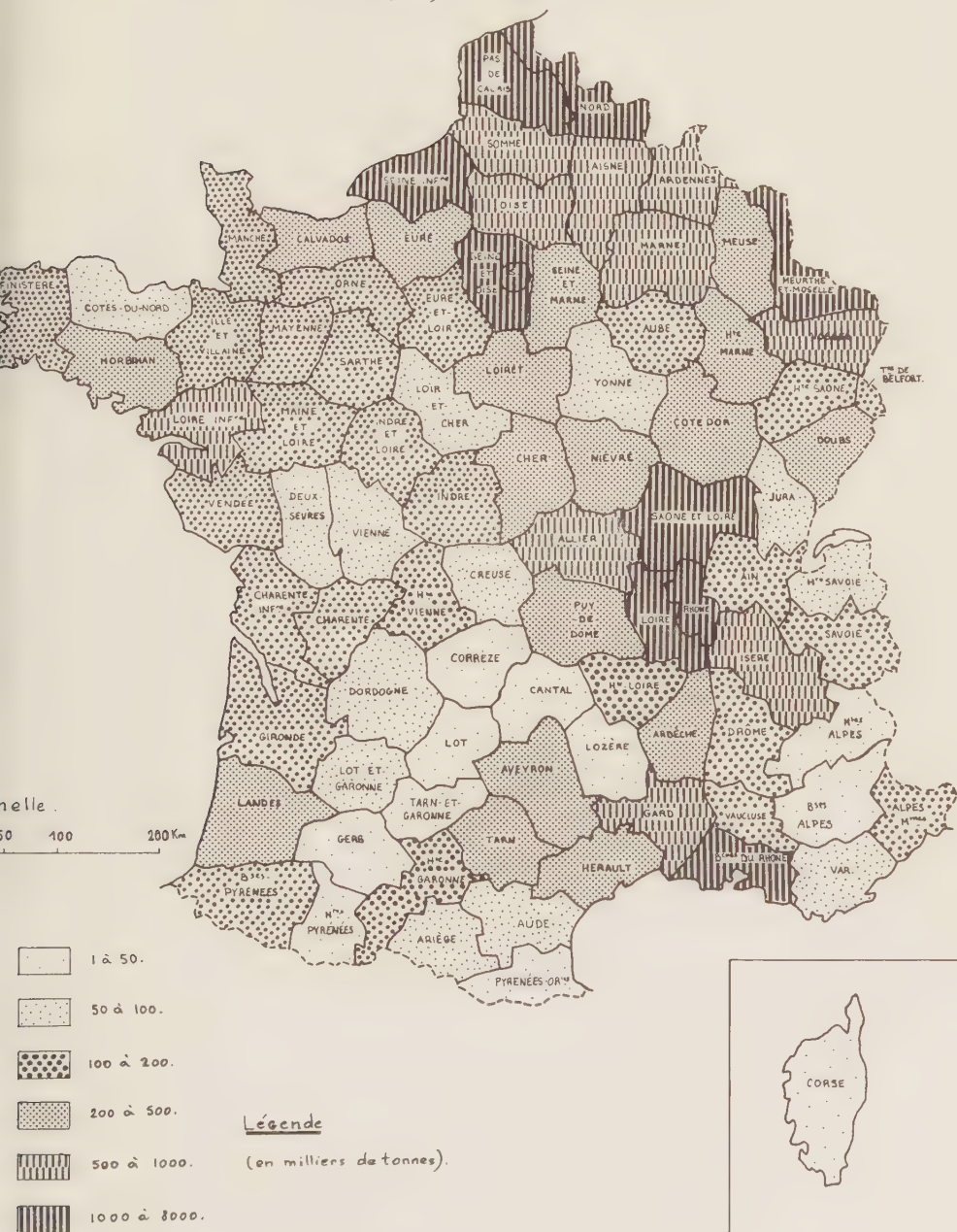
+ Aveyron : 13,12 et H^{te} Vienne : 44,86



CONSUMMATION TOTALE DE HOUILLE
DANS LES DEPARTEMENTS FRANCAIS.

609

(1907)





REPARTITION DES VENTES DE HOUILLES

DANS LES DEPARTEMENTS FRANCAIS EN 1907.



Echelle

0 50 100 200 Km



Seine



Houilles du Nord, Pas-de-Calais



Autres houilles françaises.

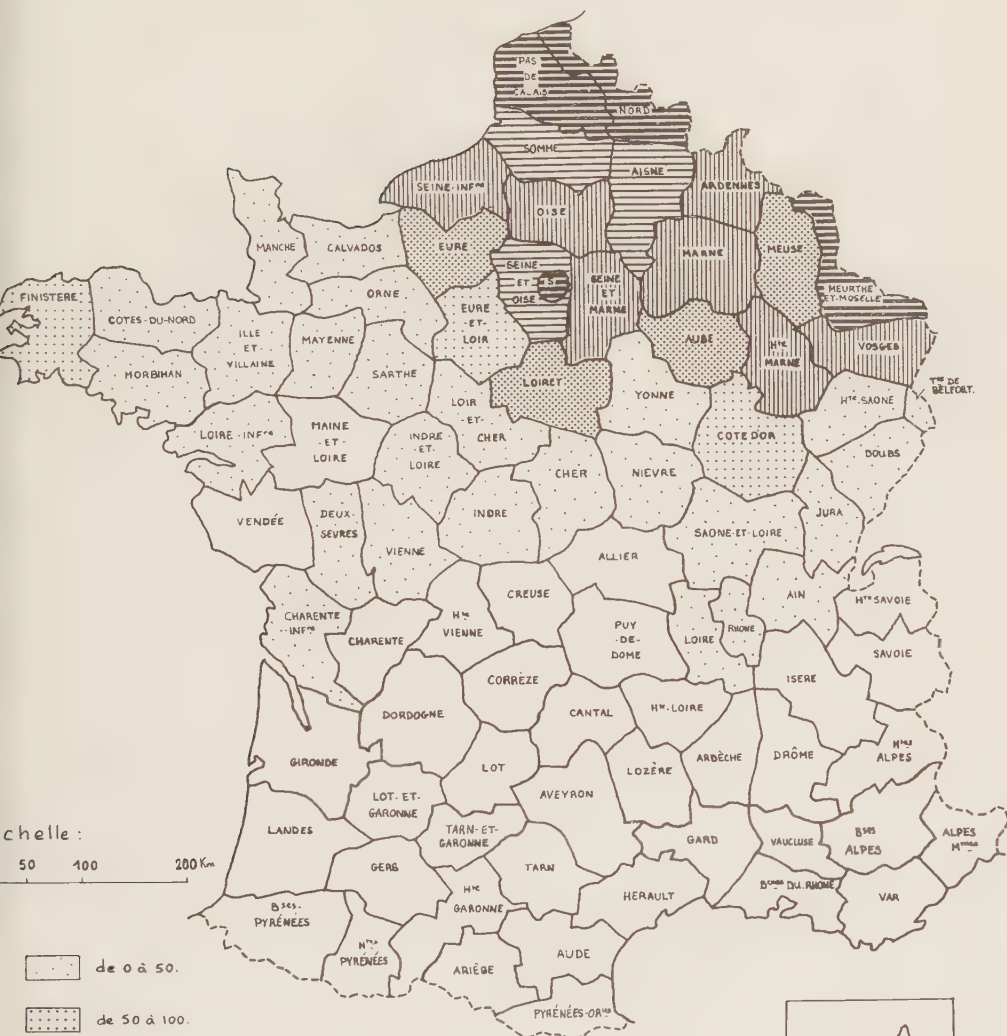


Houilles étrangères.



CONSUMATION DES HOUILLES DU NORD ET DU
PAS-DE-CALAIS DANS LES DEPARTEMENTS FRANCAIS.
(1907)

511



- de 0 à 50.
- de 50 à 100.
- de 100 à 200.
- de 200 à 500.
- de 600 à 900.

Légende

{ Meurthe et Moselle : 2372.
Seine : 2928.
Pas de Calais : 3524.
Nord : 6879.

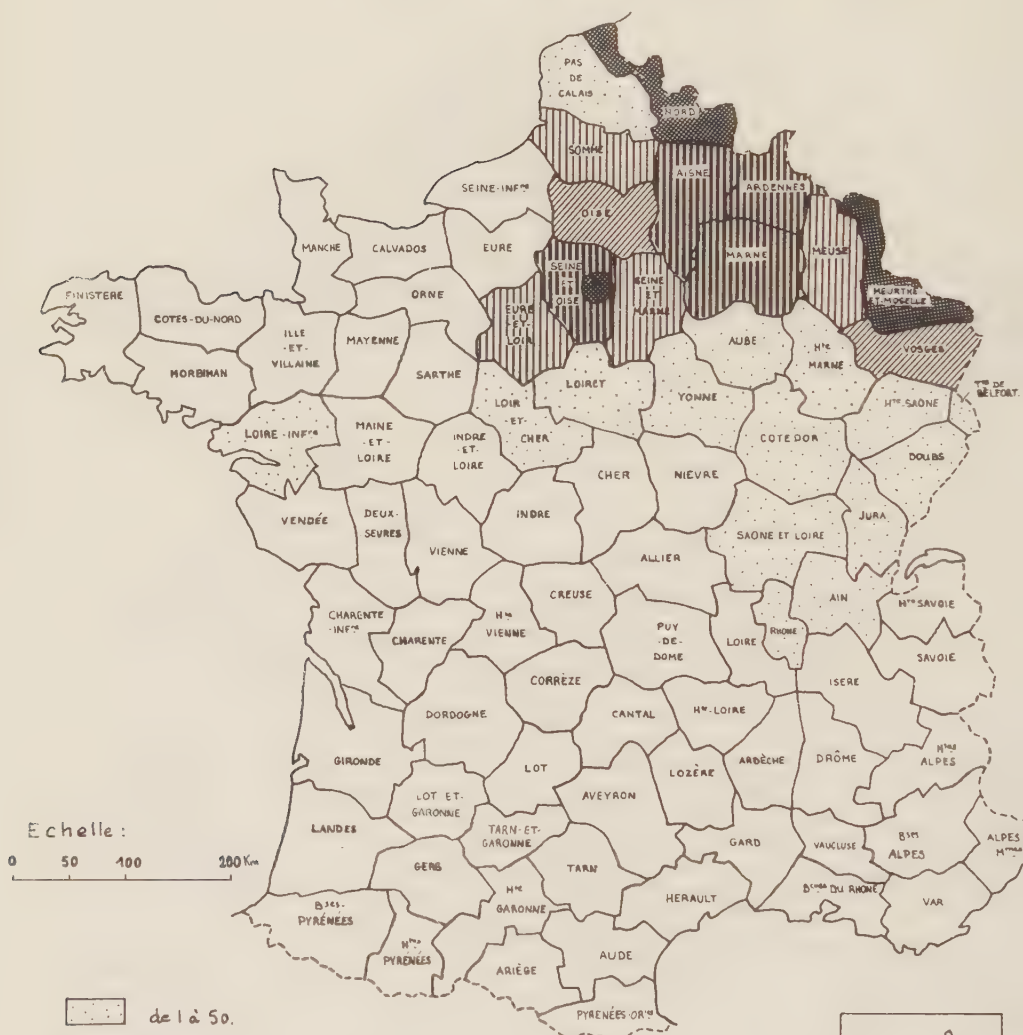
(en millions de tonnes).





CONSUMMATION DES HOUILLES BELGES
DANS LES DEPARTEMENTS FRANCAIS
(1907)

612



Légende (en millions de tonnes).

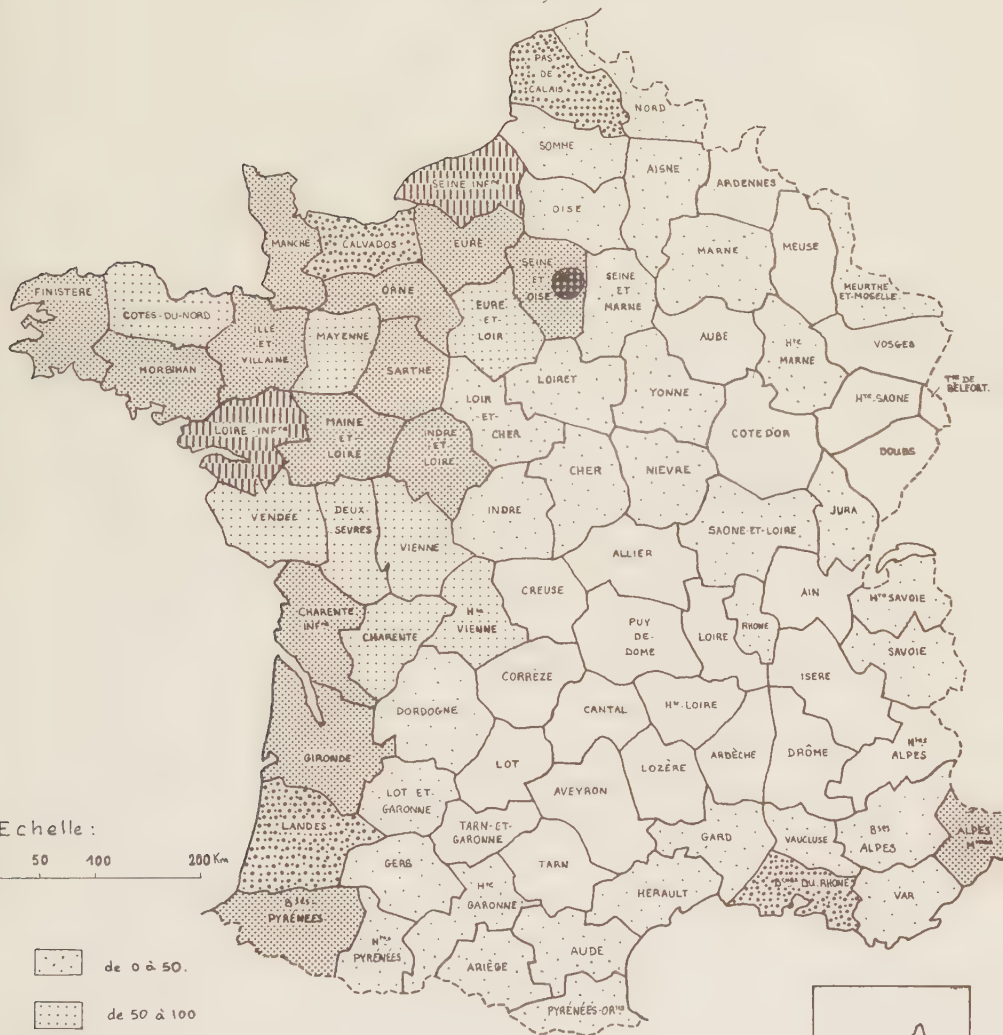
(Z)

CONSOMMATION DES HOUILLES ANGLAISES

DANS LES DEPARTEMENTS FRANCAIS.

(1907)

61

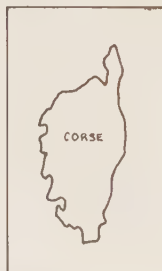


Echelle:

0 50 100 200 Km

-  de 0 à 50.
-  de 50 à 100
-  de 100 à 200.
-  de 200 à 500.
-  de 500 à 1000.
-  Seine : 1117.

Légende.
(en milliers de tonnes).



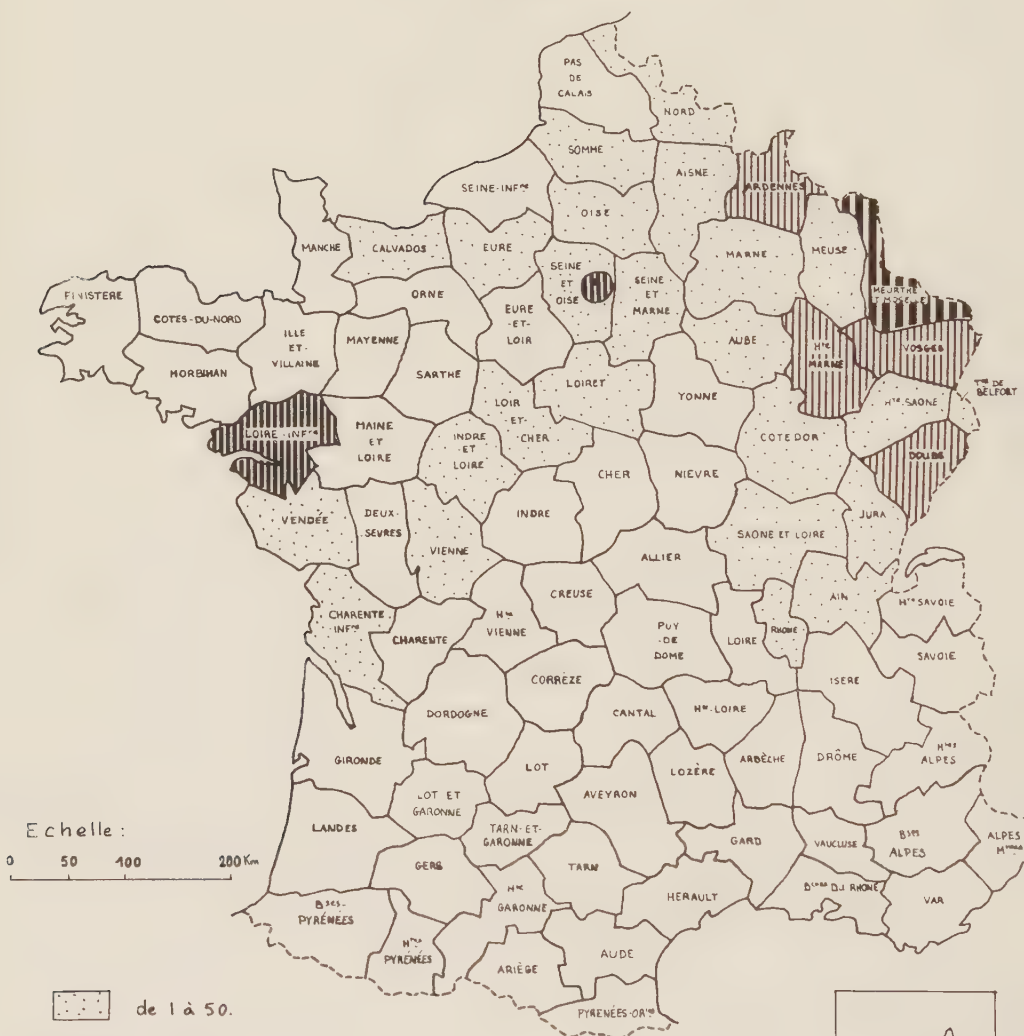


CONSOMMATION DES HOUILLES ALLEMANDES

DANS LES DEPARTEMENTS FRANCAIS.

(1907)

61



Echelle :

0 50 100 200 Km



de 1 à 50.



de 50 à 100.



de 100 à 200.



2. 863.

Légende. (en milliers de tonnes).



GRAPHIQUES HORS-TEXTE

37 graphiques : n^{os} I à XXXVII

100 000.

POPULATION LEGALE DE LA FRANCE ENTIERE.
et de la région NORD PAS-DE-CALAIS.

(Milliers d'habitants).

50 000.

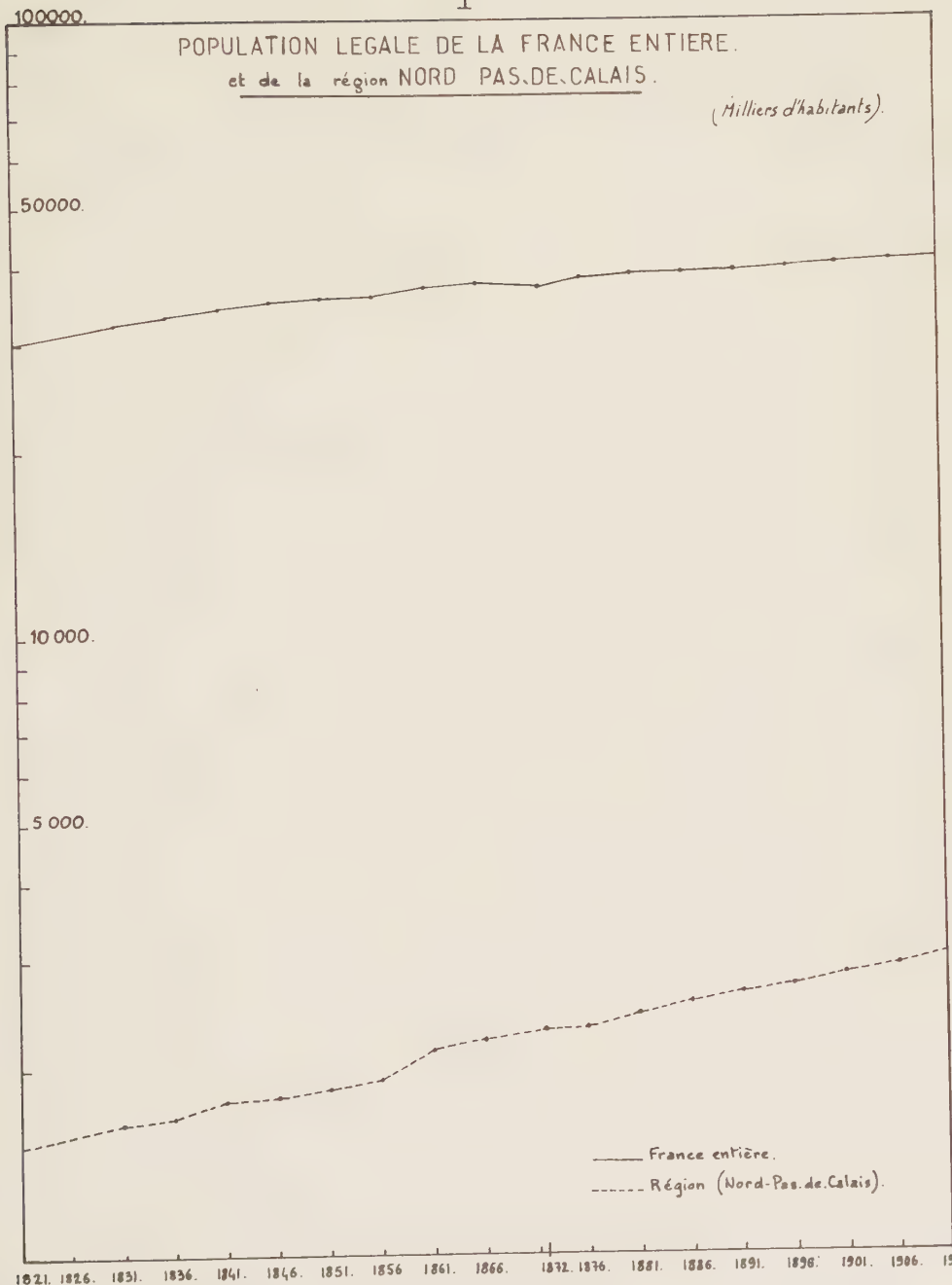
10 000.

5 000.

—— France entière.

----- Région (Nord-Pas-de-Calais).

1821. 1826. 1831. 1836. 1841. 1846. 1851. 1856. 1861. 1866. 1872. 1876. 1881. 1886. 1891. 1896. 1901. 1906. 19

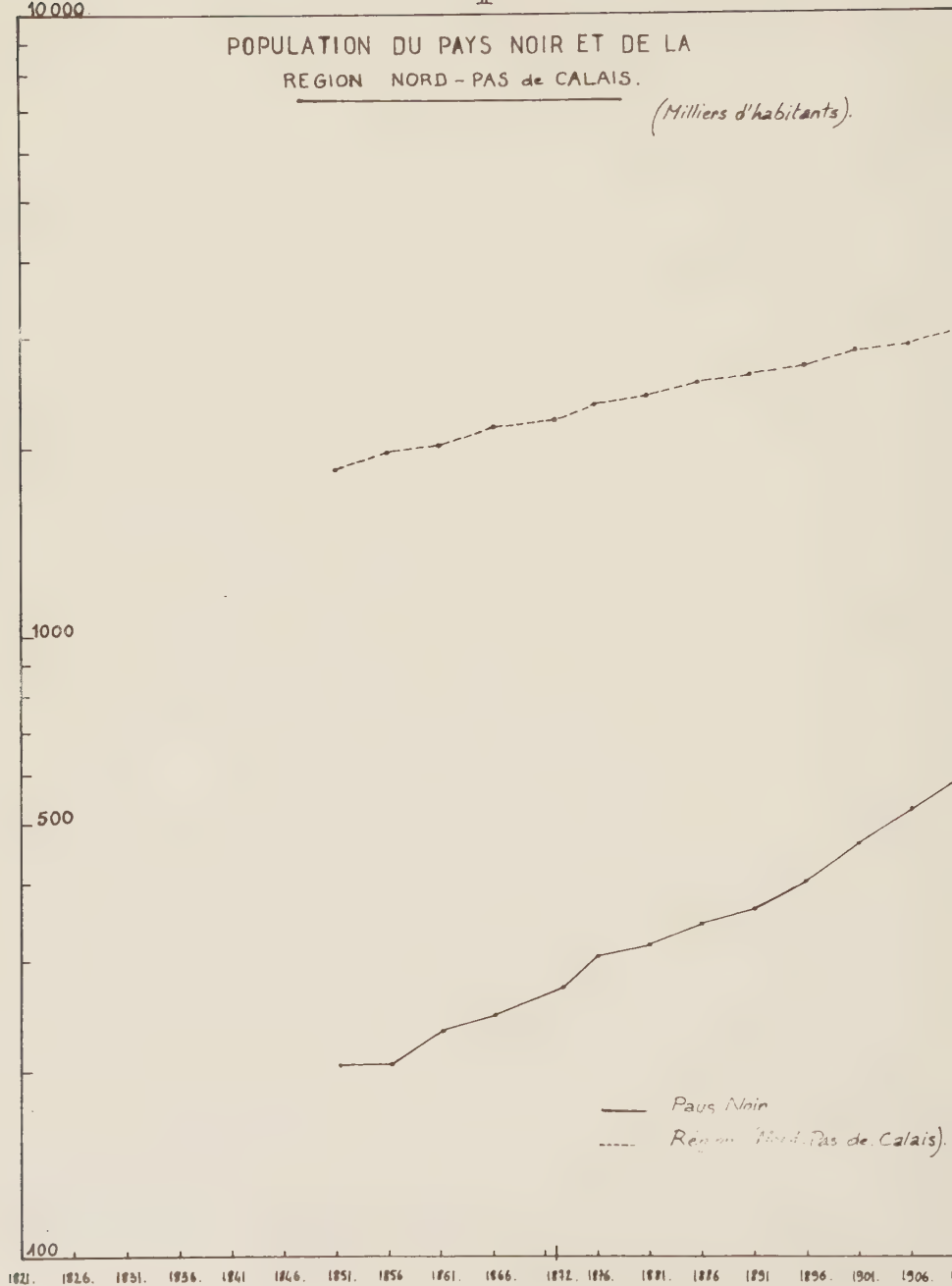


II

10 000

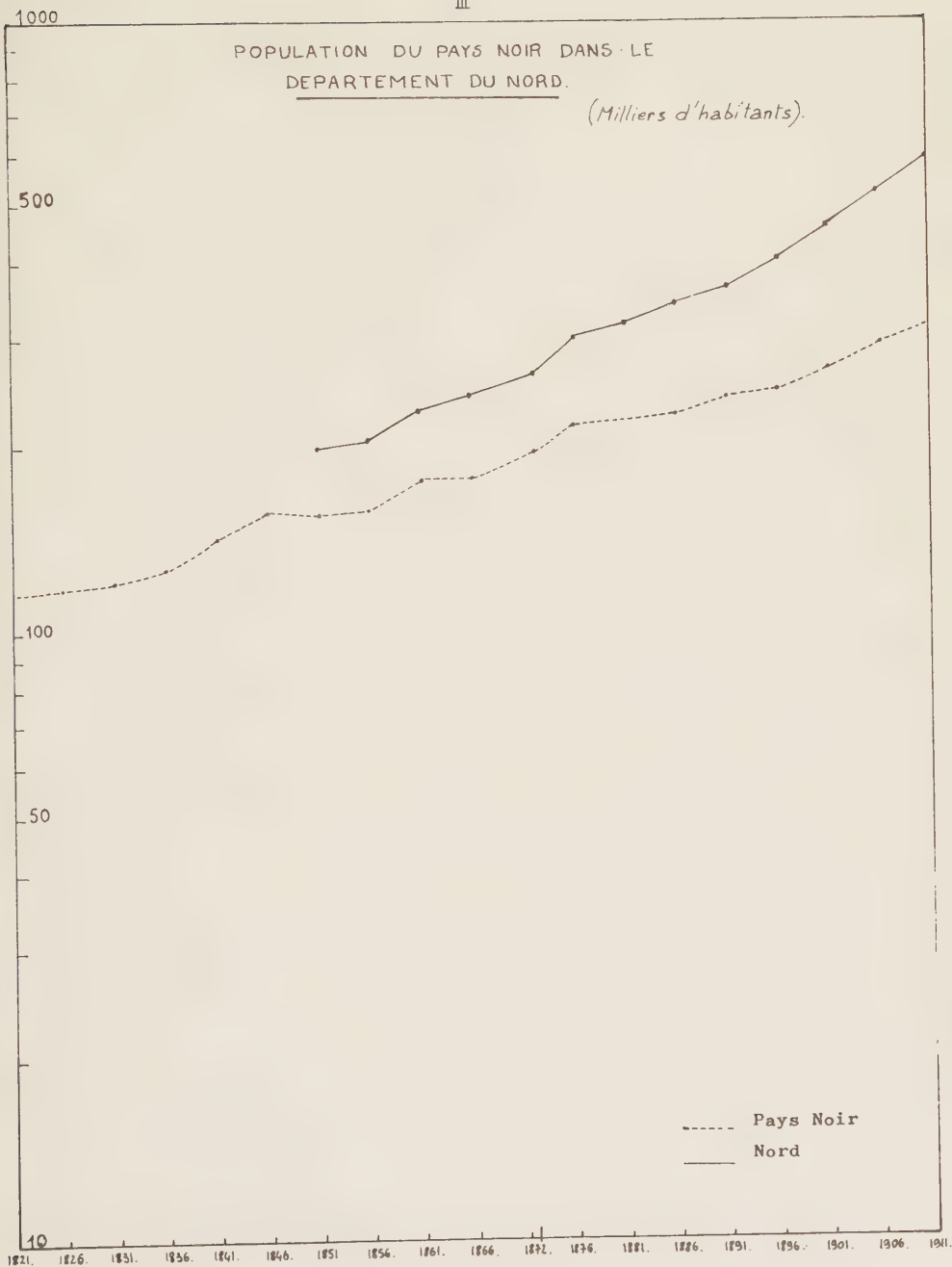
POPULATION DU PAYS NOIR ET DE LA
REGION NORD - PAS de CALAIS.

(Milliers d'habitants).



POPULATION DU PAYS NOIR DANS LE
DEPARTEMENT DU NORD.

(Milliers d'habitants).



1000

POPULATION DU PAYS NOIR DANS LE DEPARTEMENT DU

PAS-DE-CALAIS.*(Milliers d'habitants).*

10 000

POPULATION LEGALE du NORD, du PAS-de-CALAIS,
et de l'arrondissement de BETHUNE.

(Milliers d'habitants).

5000

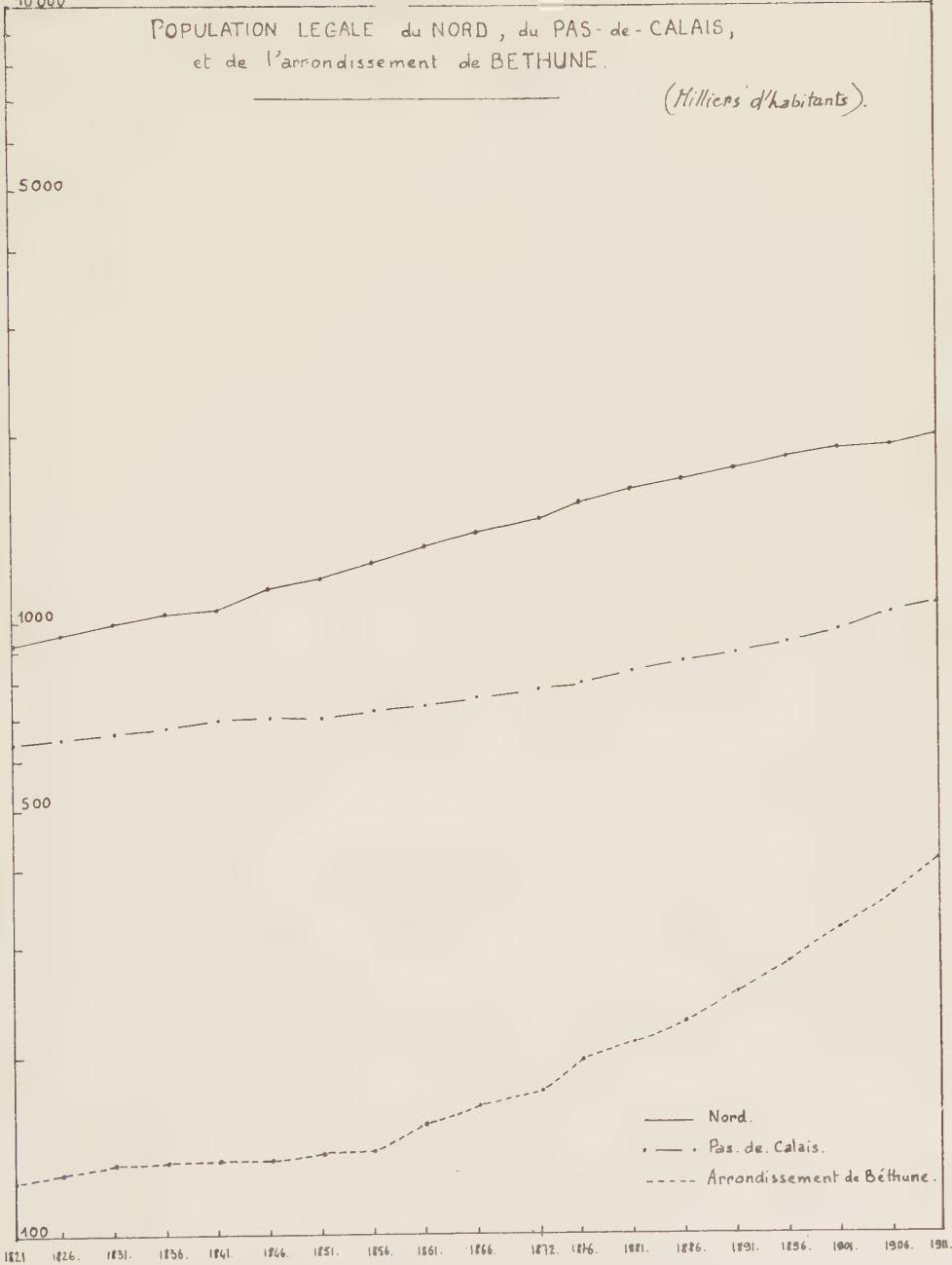
1000

500

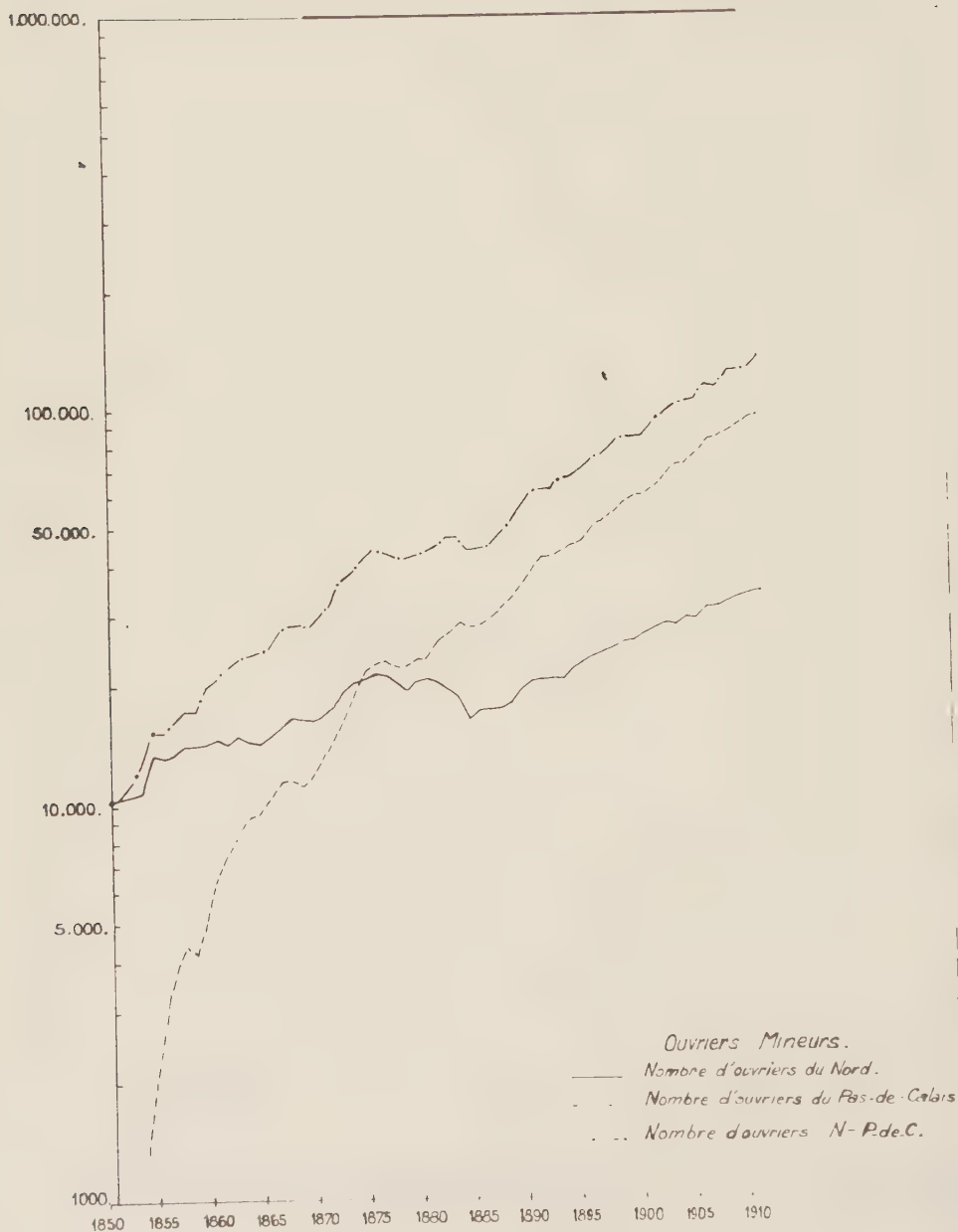
100

1821 1826 1831 1836 1841 1846 1851 1856 1861 1866 1872 1876 1881 1886 1891 1896 1901 1906 1911

— Nord.
· · · Pas. de. Calais.
--- Arrondissement de Béthune.



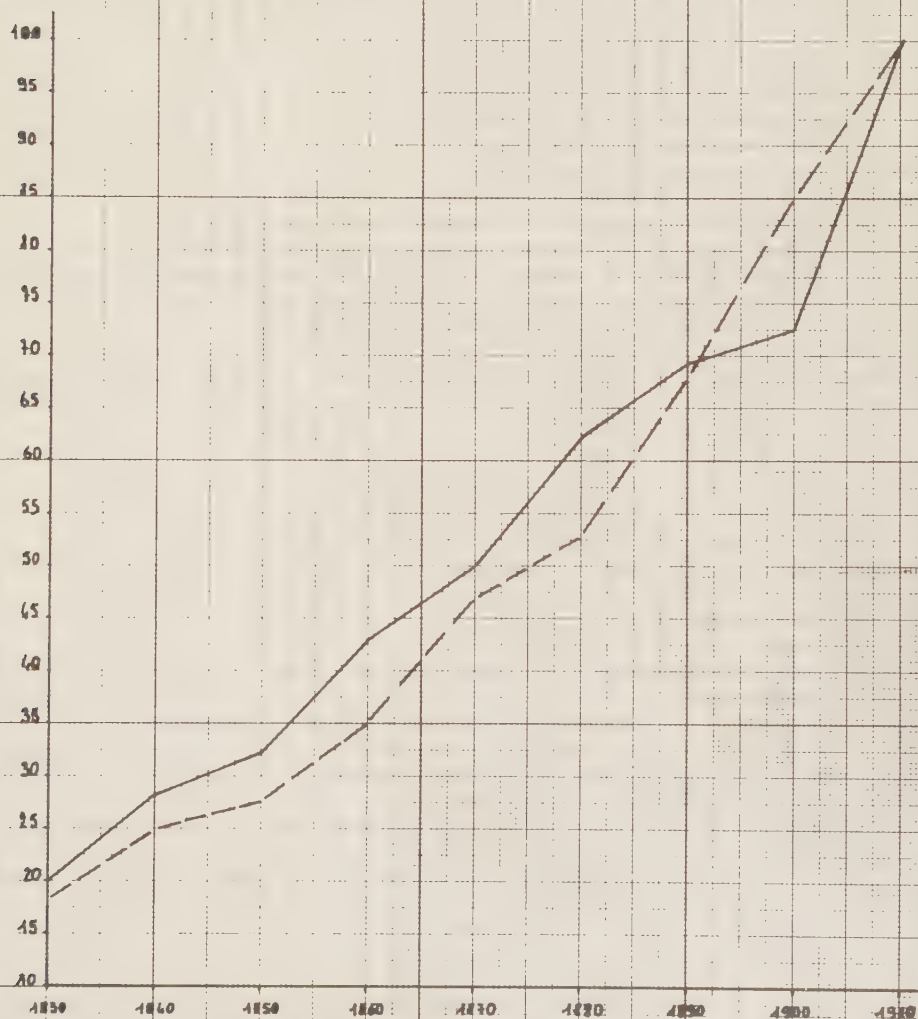
VI. — NOMBRE D'OUVRIERS (FOND et JOUR) DANS LE NORD ET LE PAS-DE-CALAIS.



VII. - Revenu National en France
et en Grande-Bretagne.

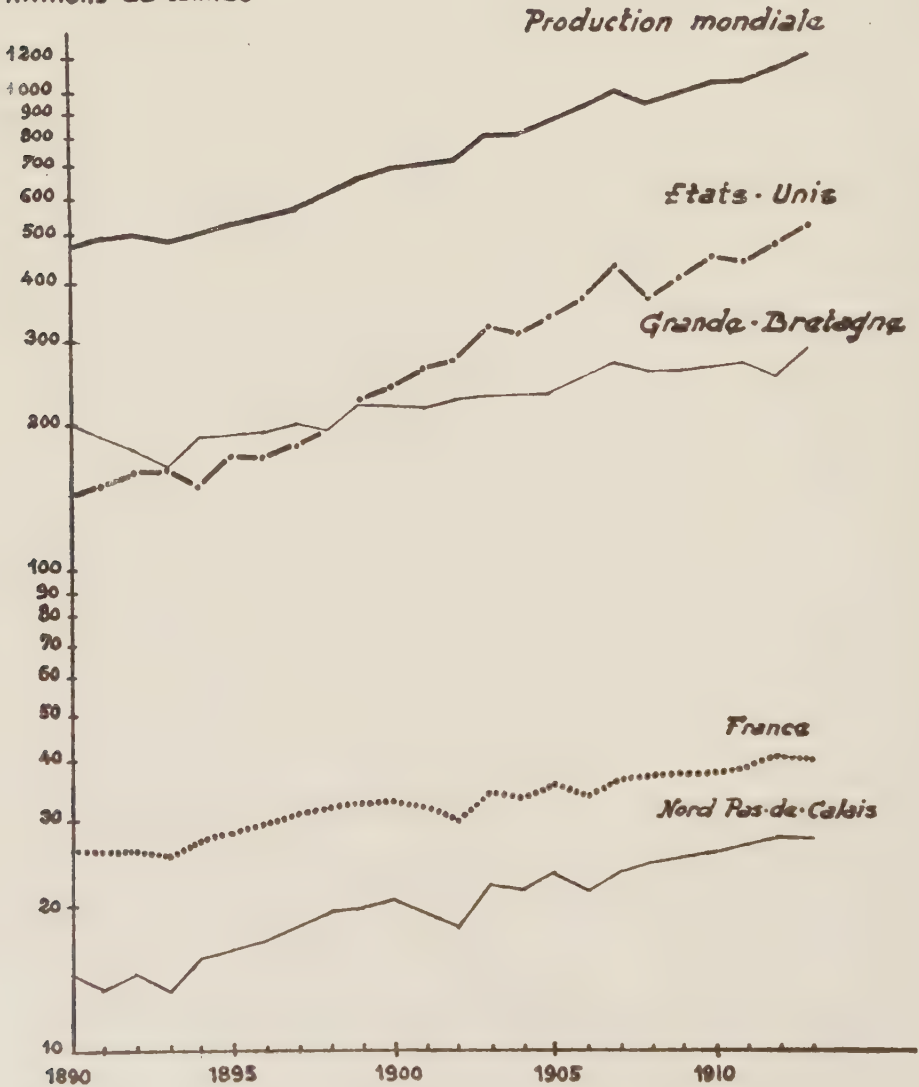
(selon Pierre Sorlin)

1945 = 100 { France...
 Grande-Bretagne...

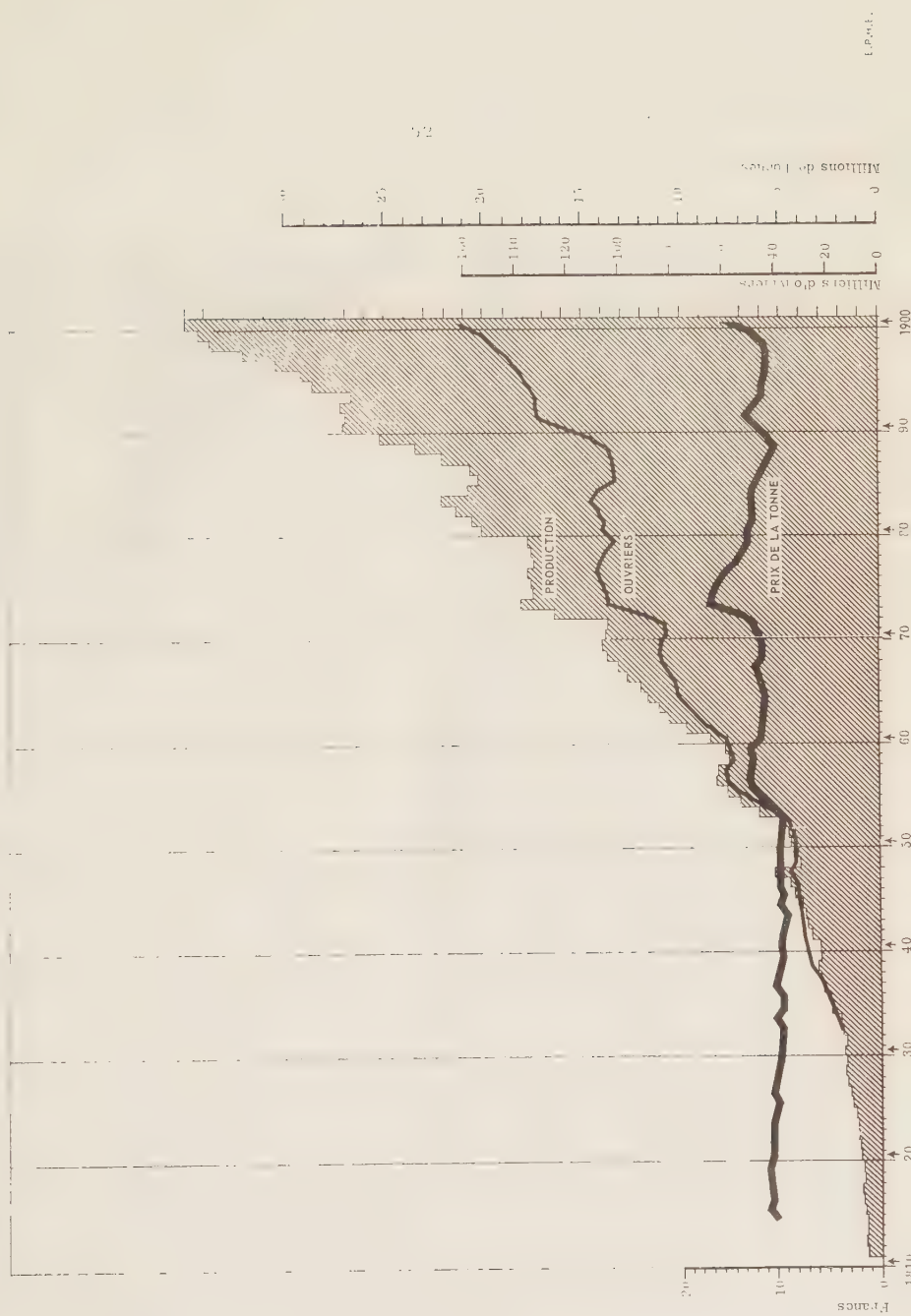


PRODUCTION DE HOUILLE

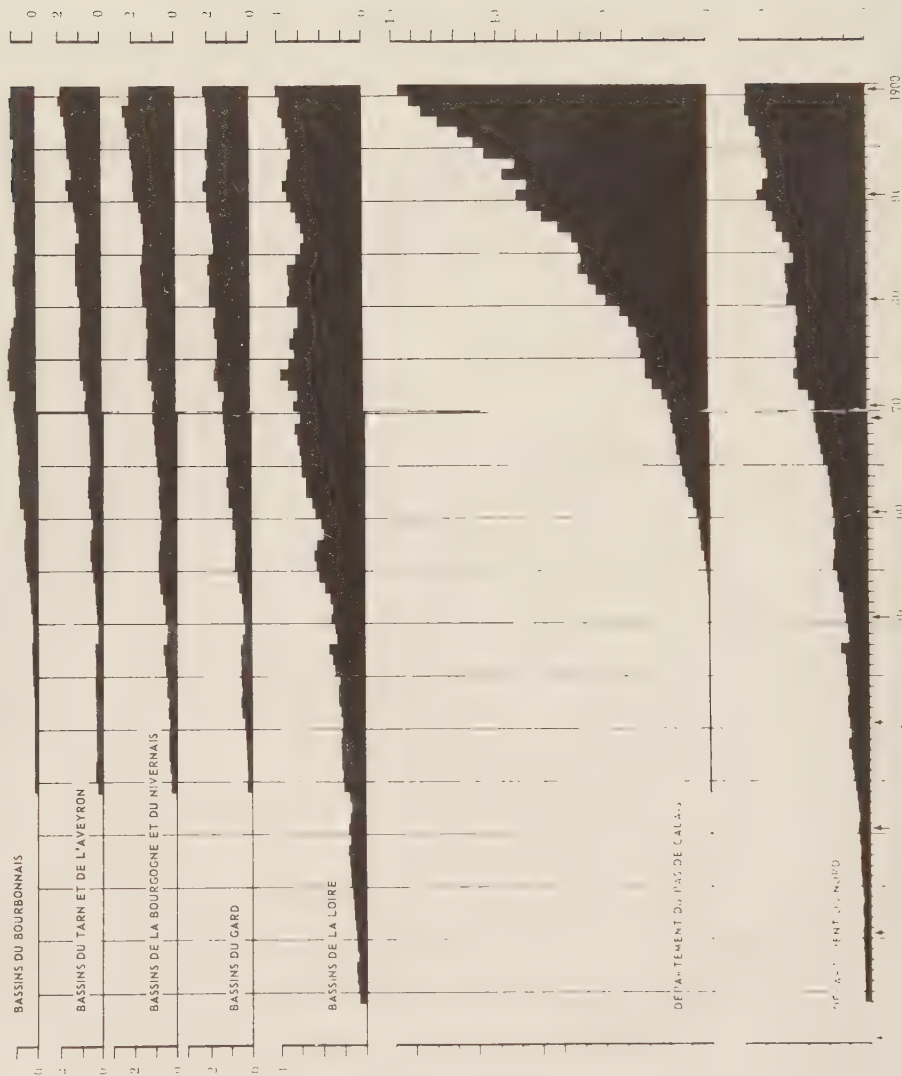
Millions de tonnes



LES COMBUSTIBLES MINÉRAUX EN FRANCE :
 PRODUCTION TOTALE, PRIX MOYENS ET NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS DANS LES MINES,
 d'après la Statistique de l'Industrie Minière — 1900.

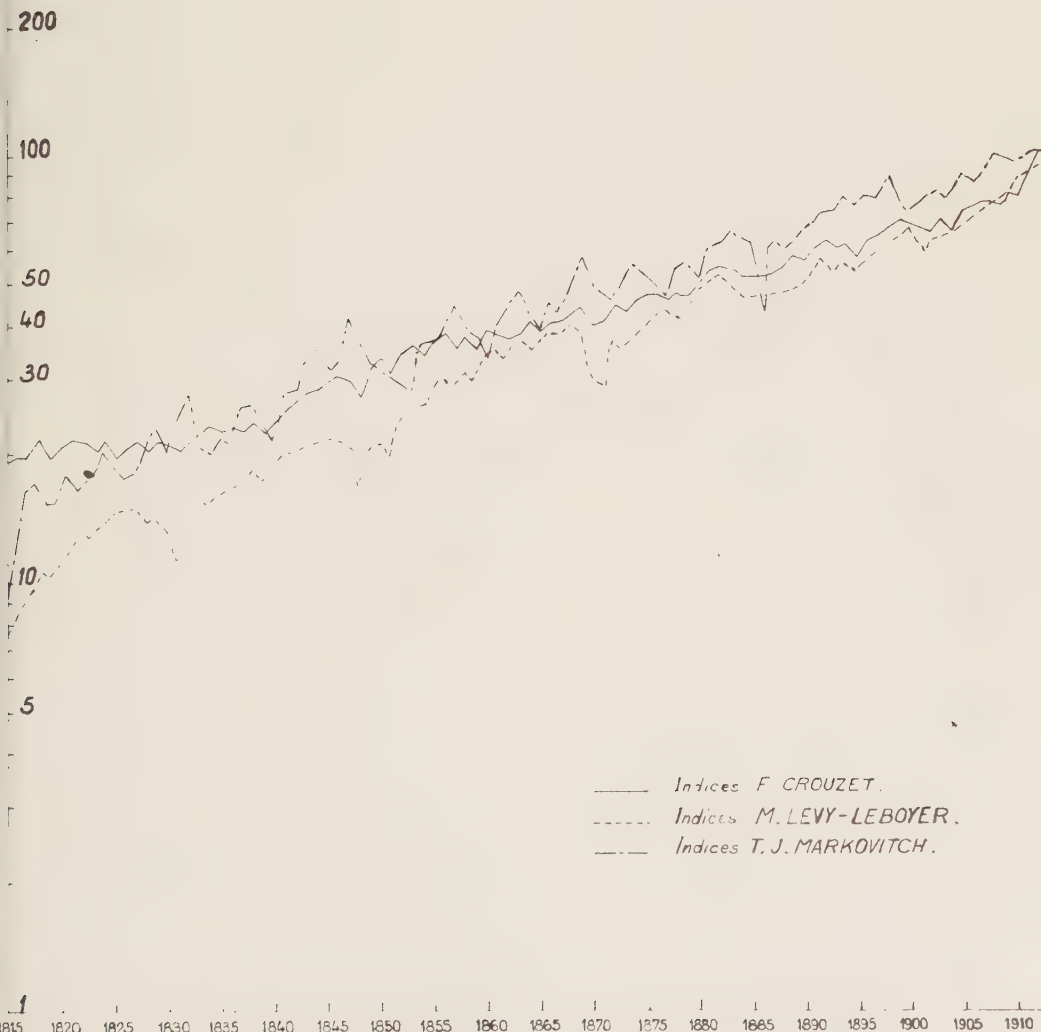


PRODUCTION HOUILLÈRE DES PRINCIPAUX GROUPES GÉOGRAPHIQUES DE BASSINS, d'après la Statistique de l'Industrie Minière — 1900.



INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE FRANÇAISE.

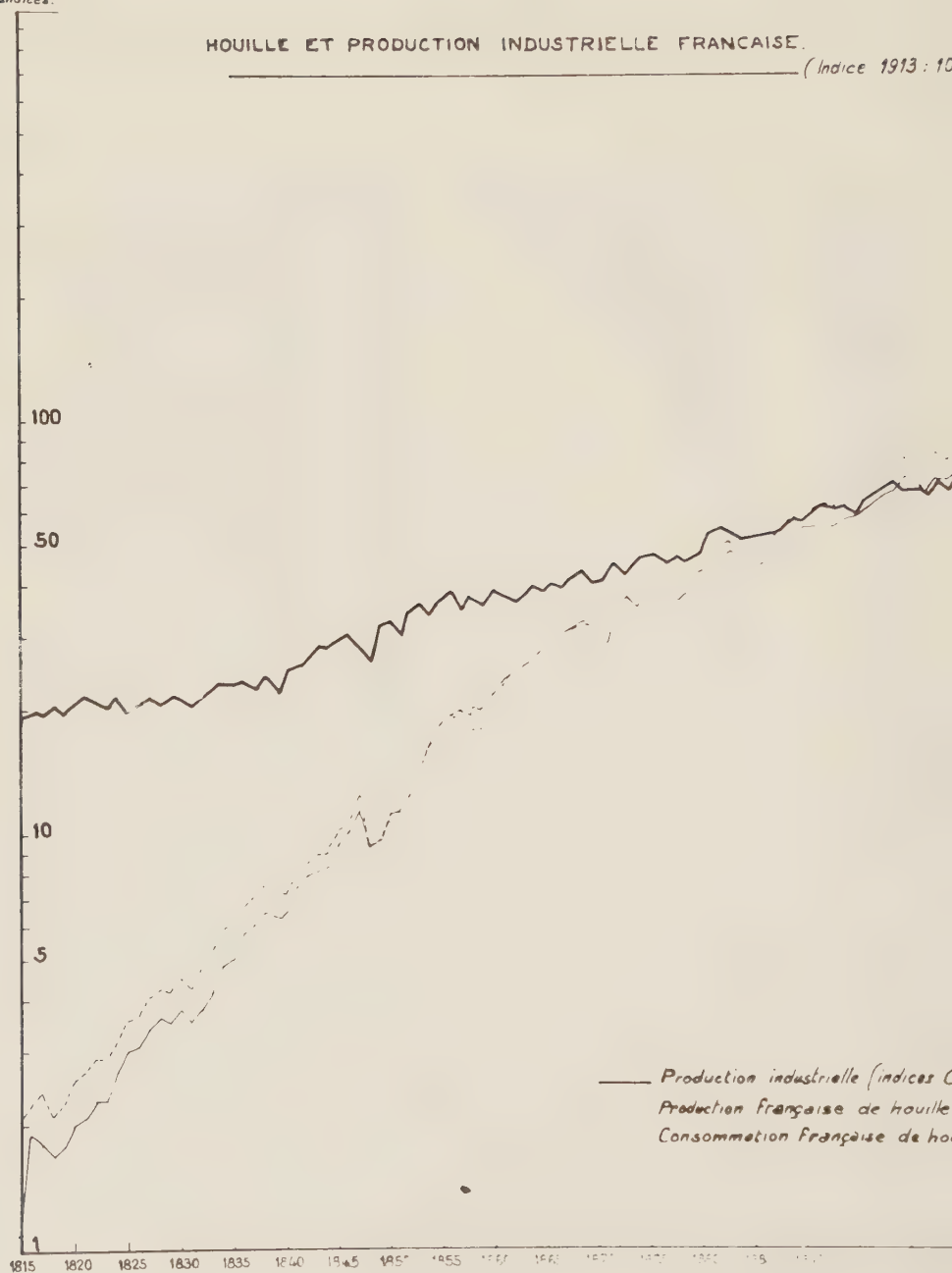
(1913 = 100).



Indices.

HOUILLE ET PRODUCTION INDUSTRIELLE FRANÇAISE.

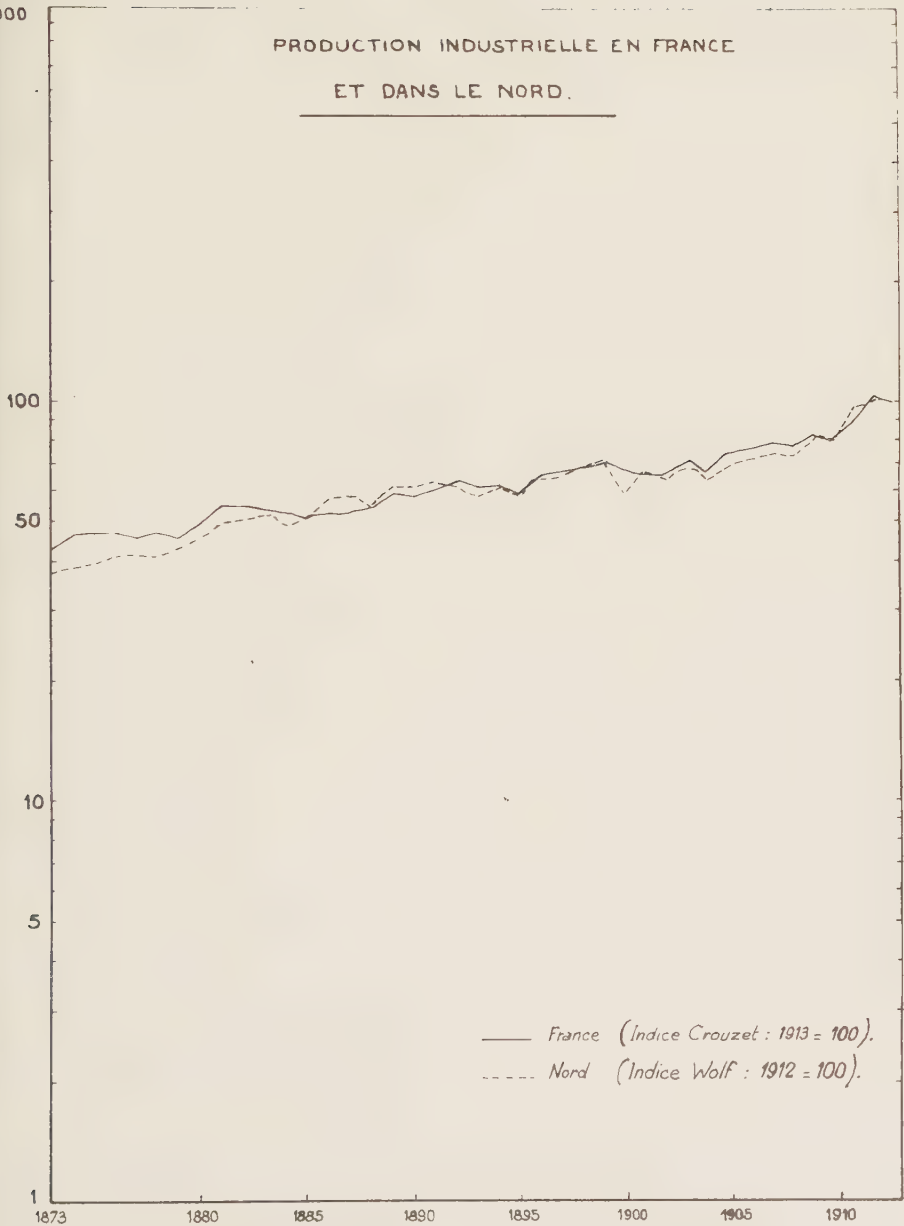
(Indice 1913 : 100)



XIII

Indices

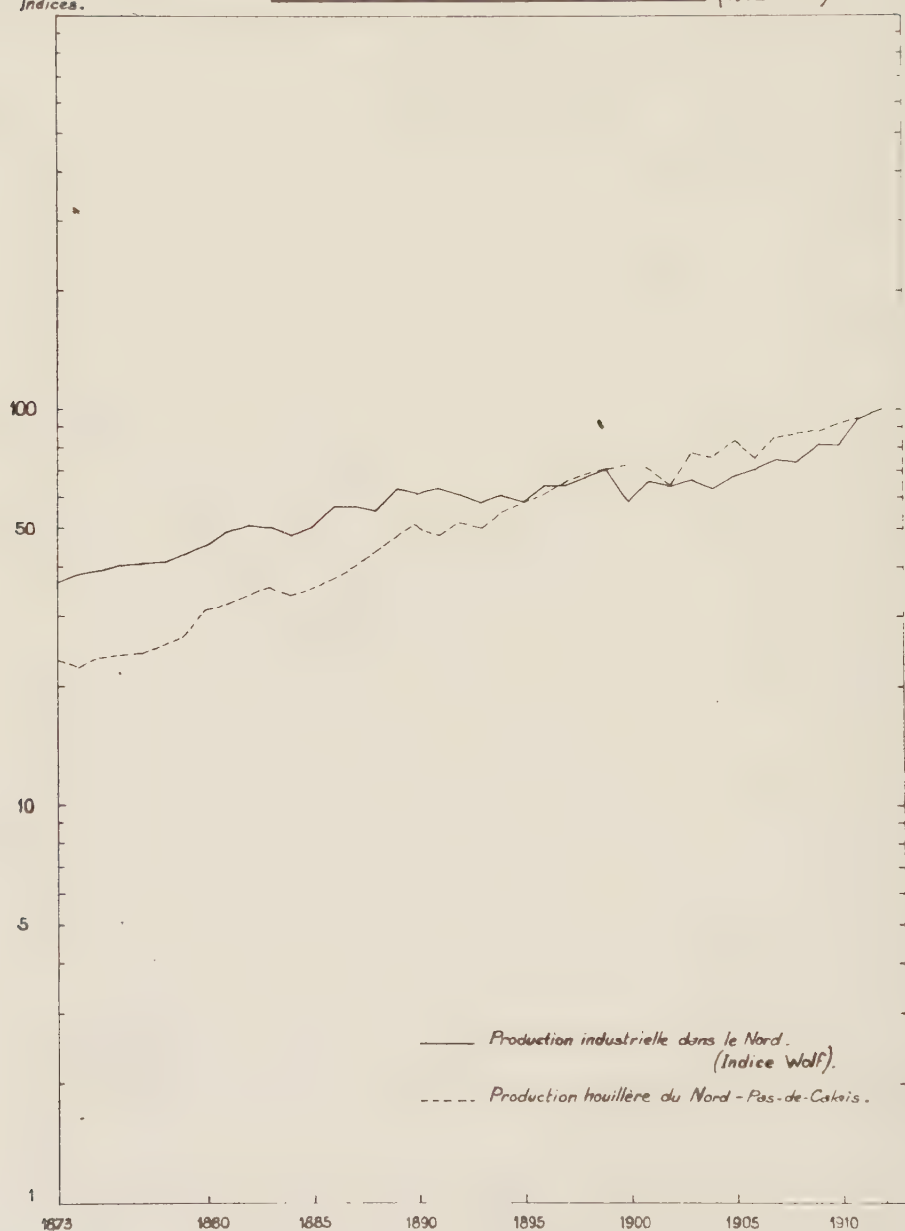
PRODUCTION INDUSTRIELLE EN FRANCE
ET DANS LE NORD.



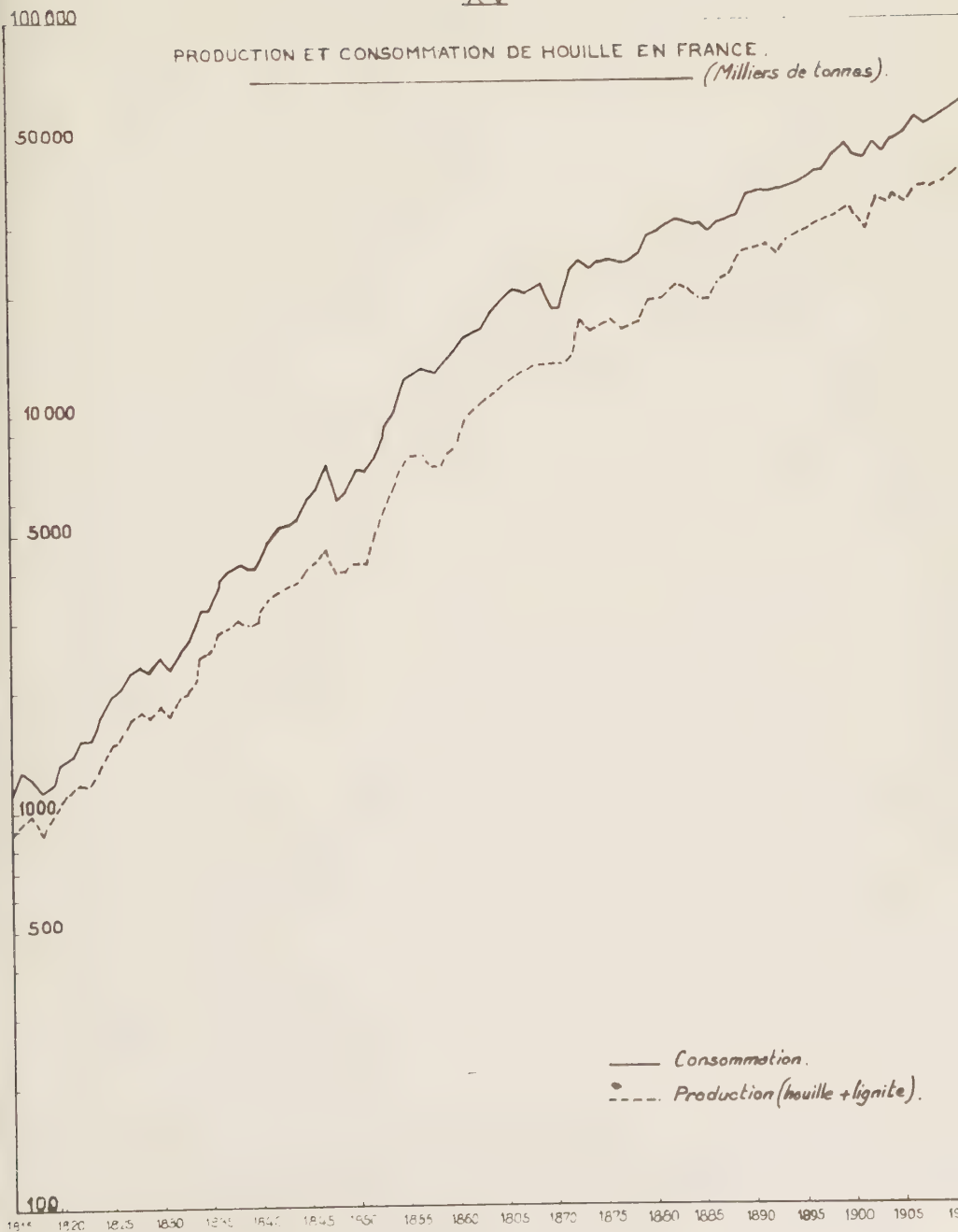
XIV—HOUILLE ET INDUSTRIE DANS LE NORD.

Indices.

(1912 = 100).

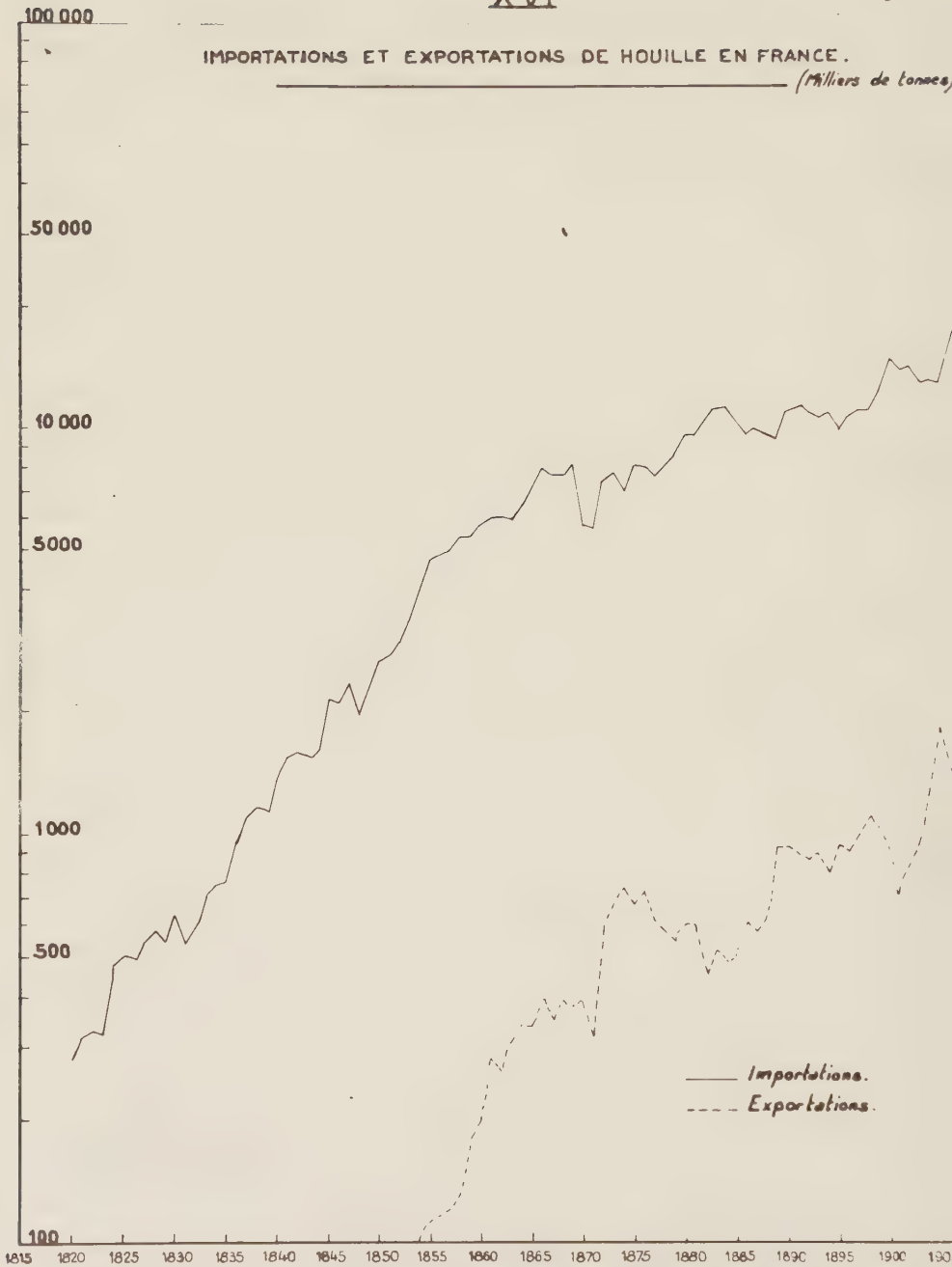


PRODUCTION ET CONSOMMATION DE HOUILLE EN FRANCE.
(Milliers de tonnes).



IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE HOUILLE EN FRANCE.

(Milliers de tonnes.)



IMPORTATIONS DE HOUILLE EN FRANCE.

(Milliers de tonnes).

50000.

10000.

5000.

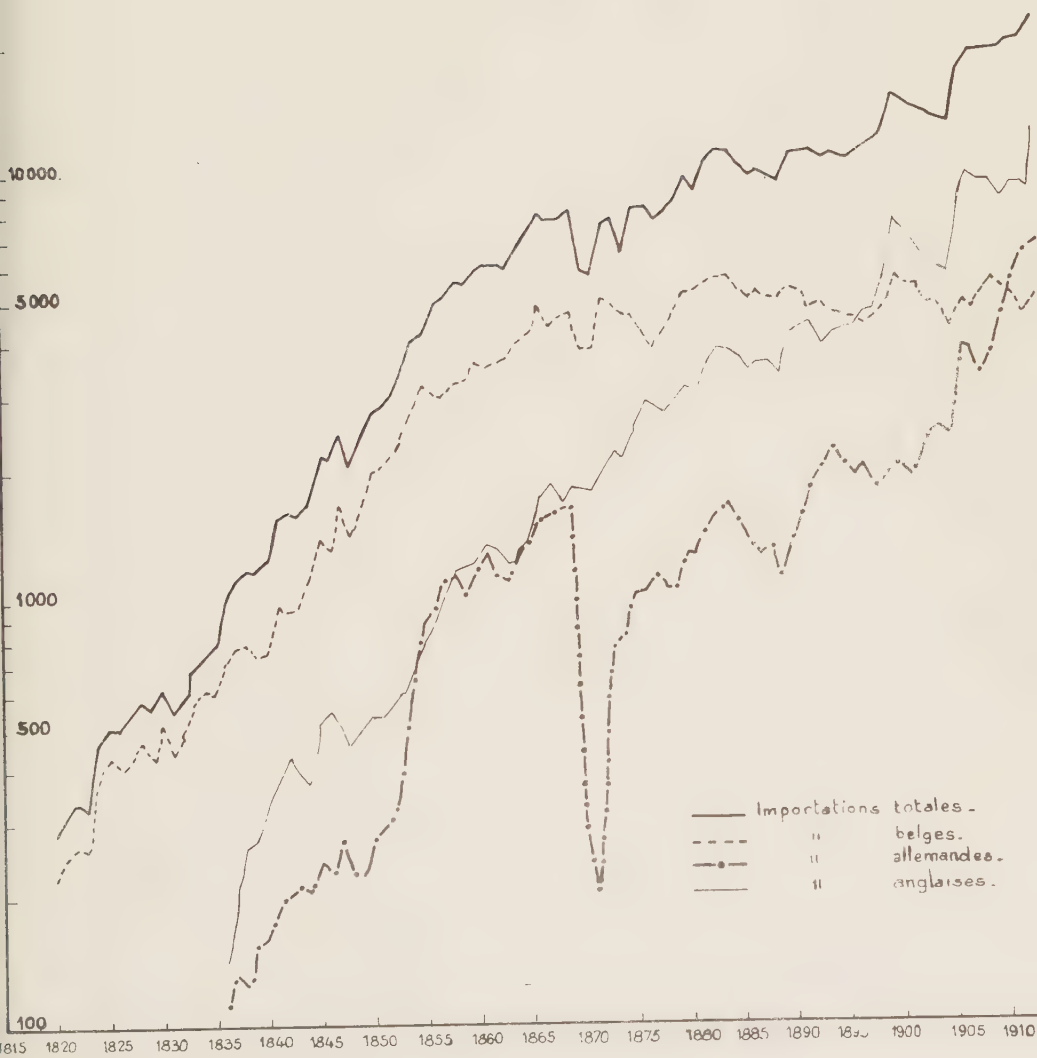
1000.

500.

100.

1815 1820 1825 1830 1835 1840 1845 1850 1855 1860 1865 1870 1875 1880 1885 1890 1895 1900 1905 1910

— Importations totales -
 - - - " belges.
 —•— " allemandes.
 — " anglaises.



100

PRIX DE LA TONNE DE HOUILLE EN FRANCE.

50

10

5

1

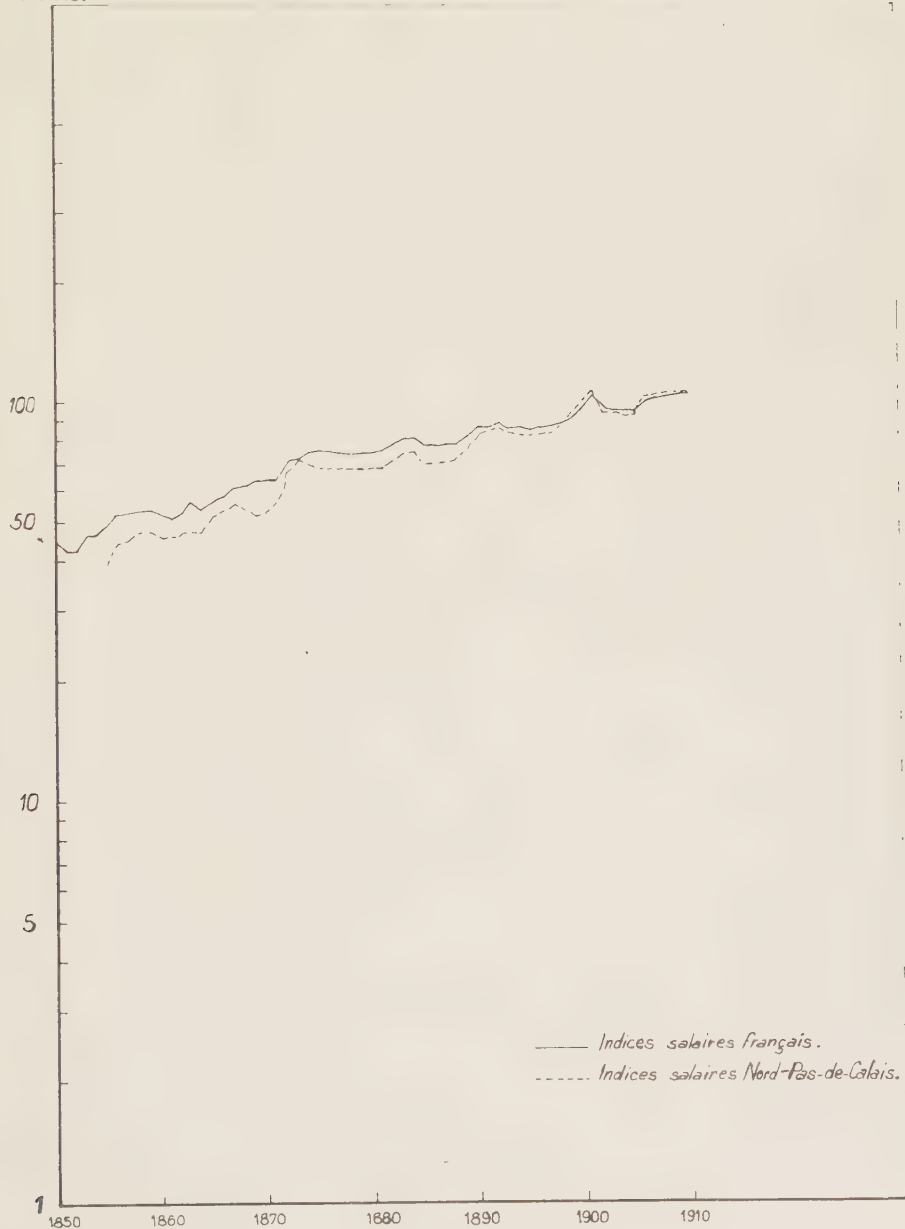
1815 1820 1825 1830 1835 1840 1845 1850 1855 1860 1865 1870 1875 1880 1885 1890 1895 1900 1905

— Prix de la tonne de houille sur le carreau.
- - - - Prix de la tonne de houille importée.

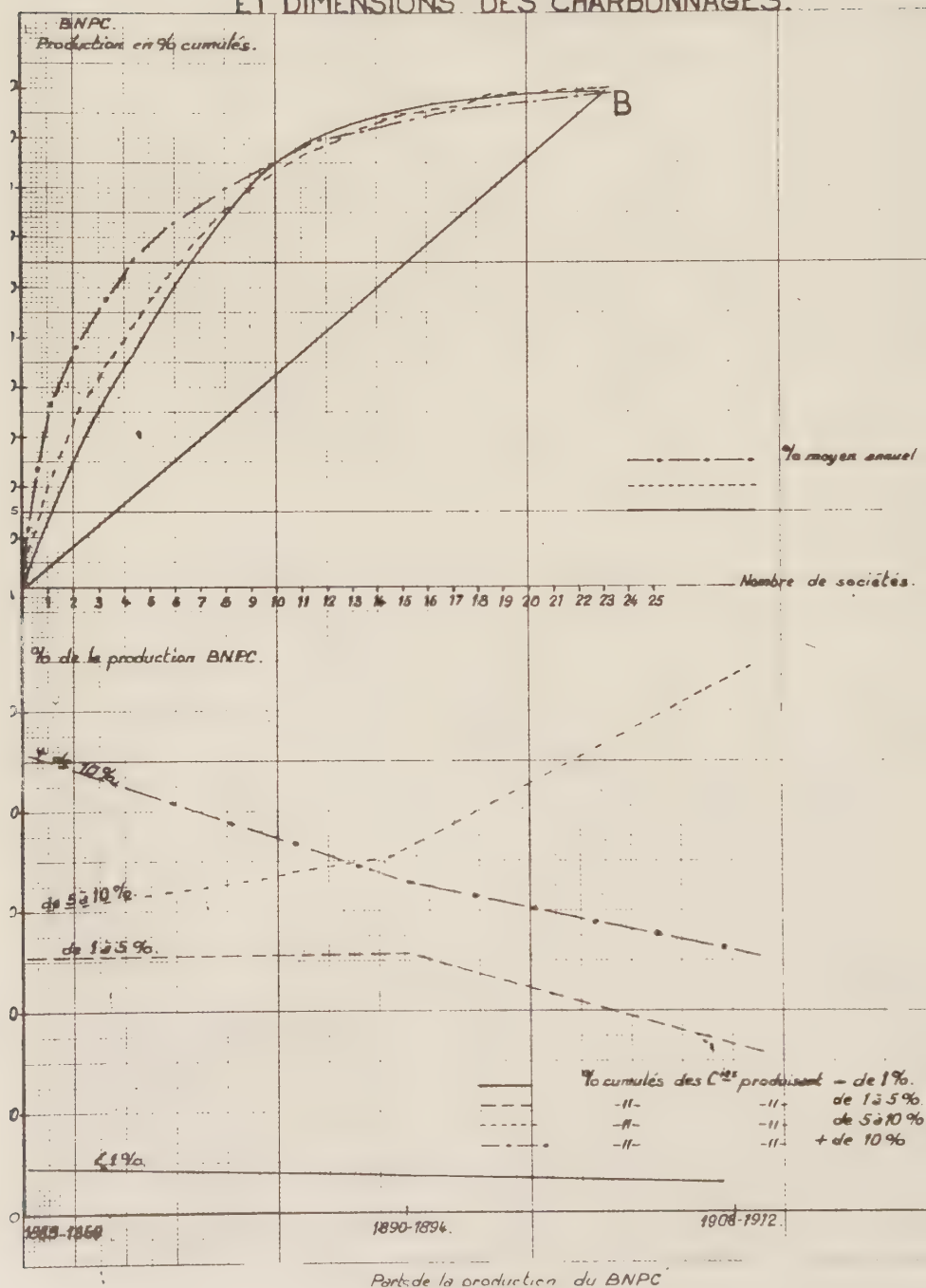
XIX—SALAIRES (Fond et jour) des OUVRIERS MINEURS
en FRANCE (Indice: 1901 - 1910 = 100).

634

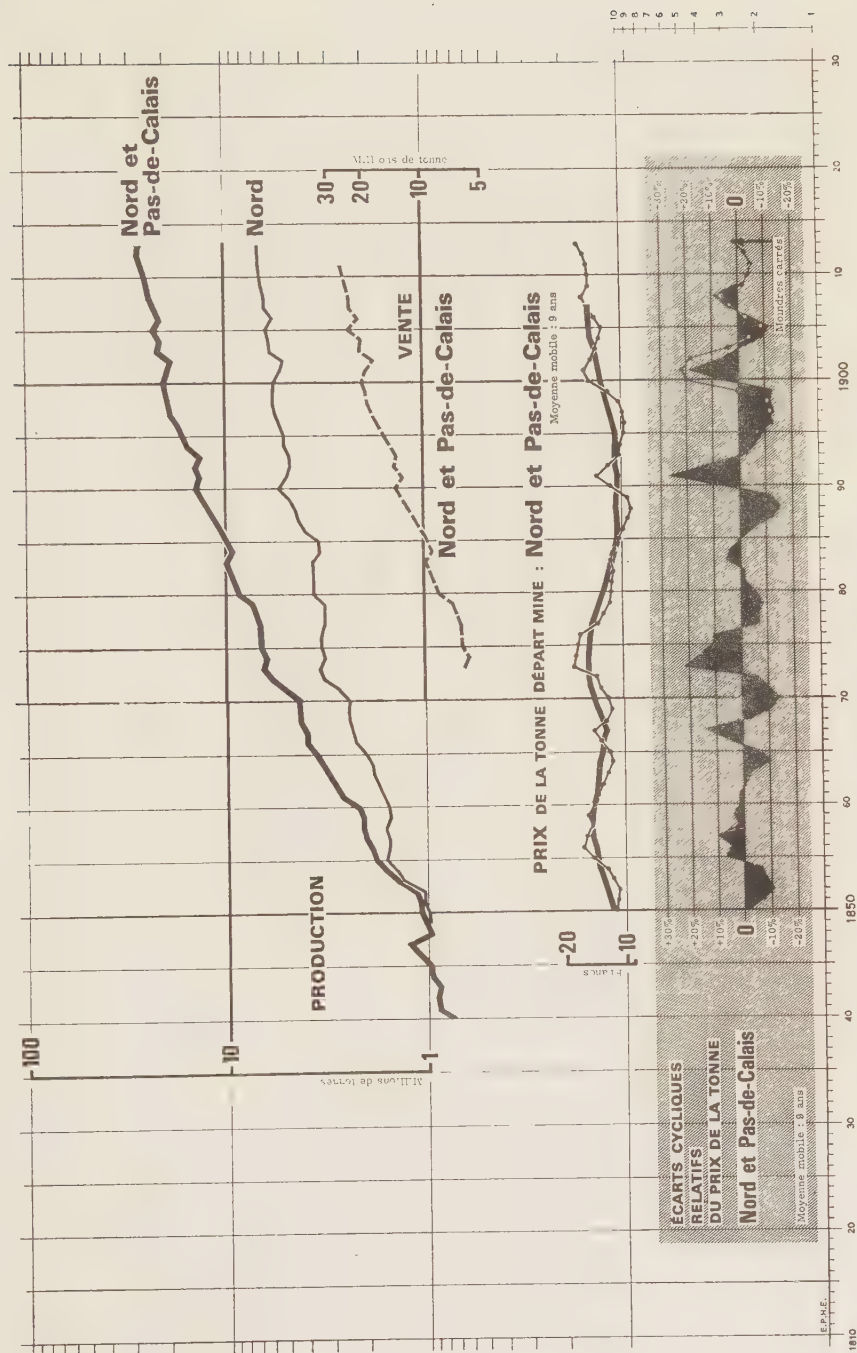
Indices.



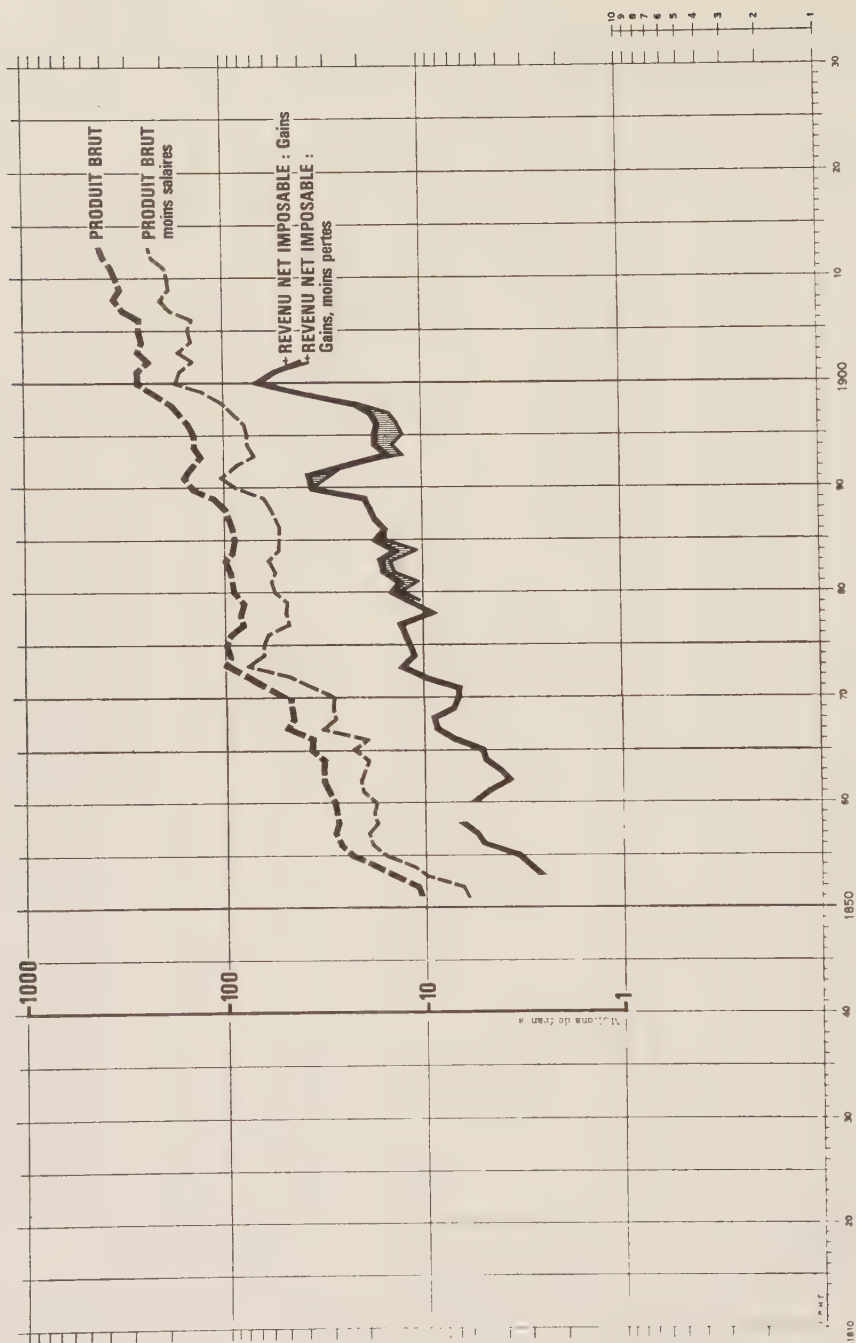
PRODUCTION B.N.P.C. ET DIMENSIONS DES CHARBONNAGES.



BASSINS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS.
PRODUCTION, VENTE ET PRIX DE LA HOUILLE.

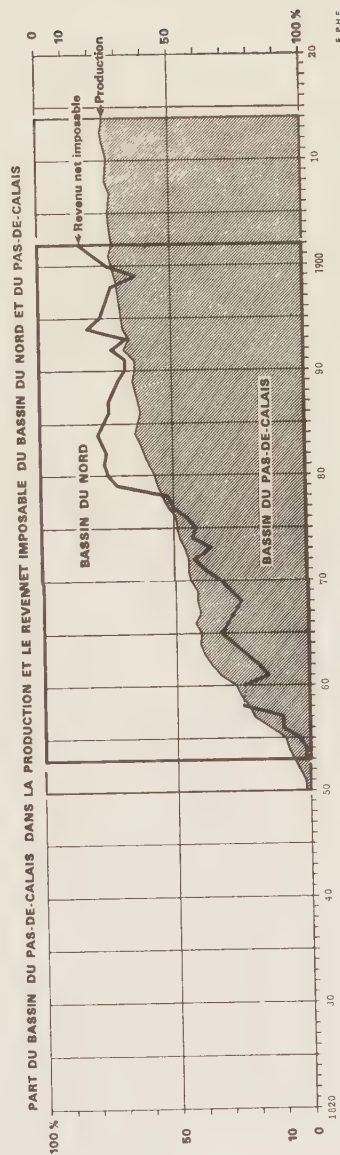
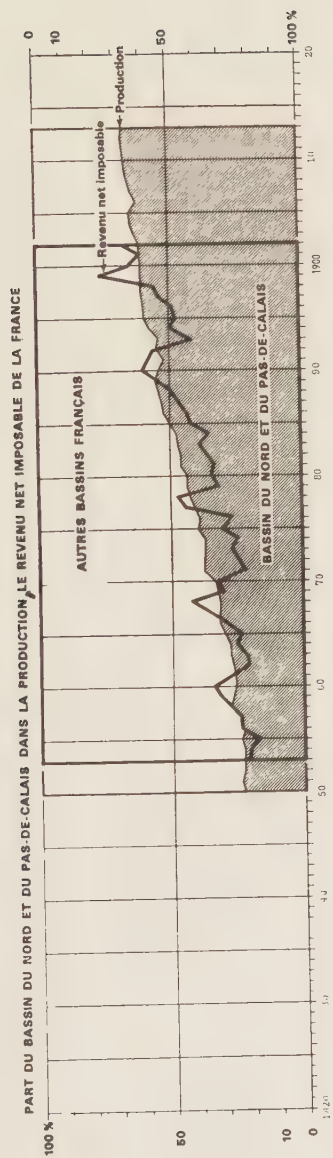


14. PRODUIT BRUT ET REVENU NET.

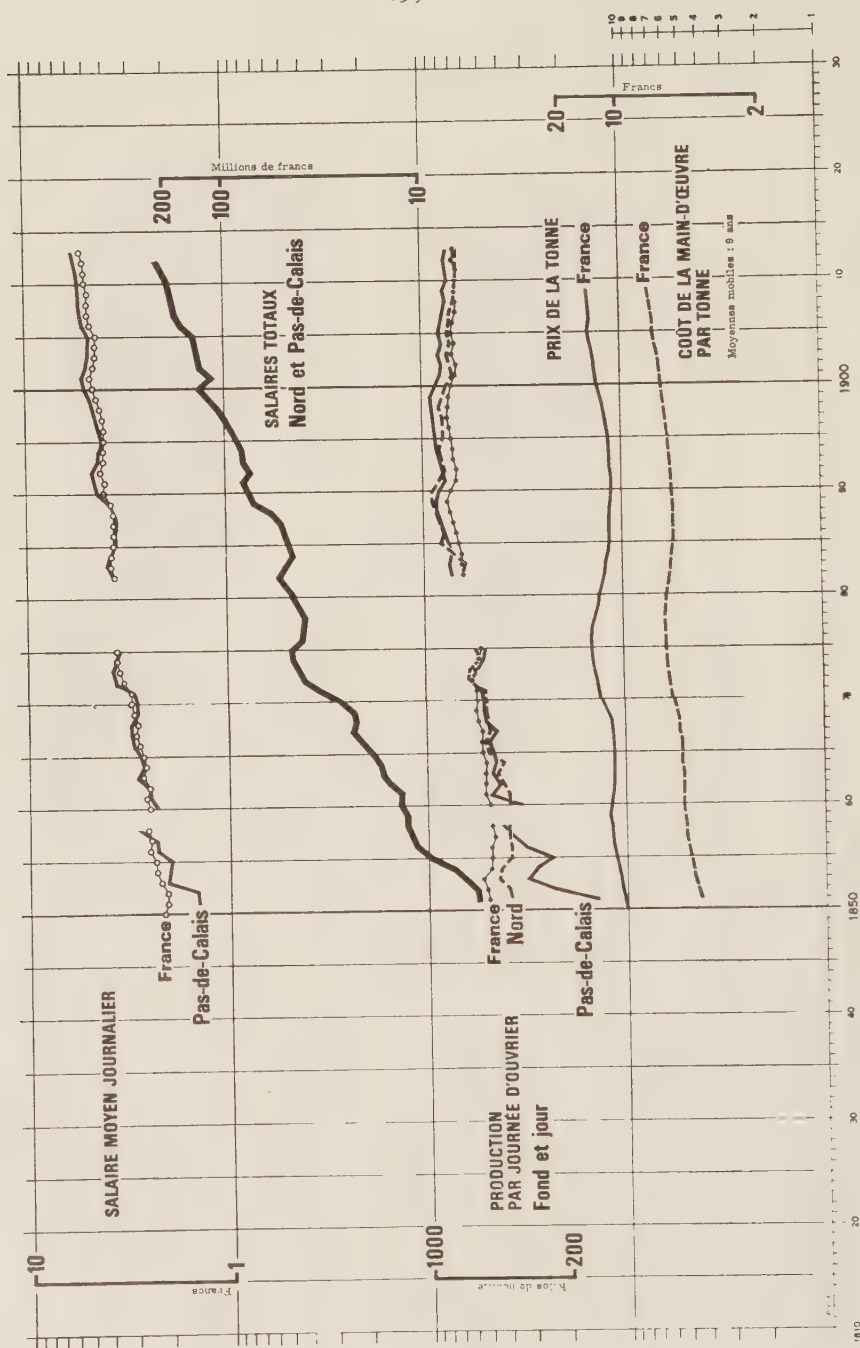


PRODUCTION ET REVENU NET IMPOSABLE.

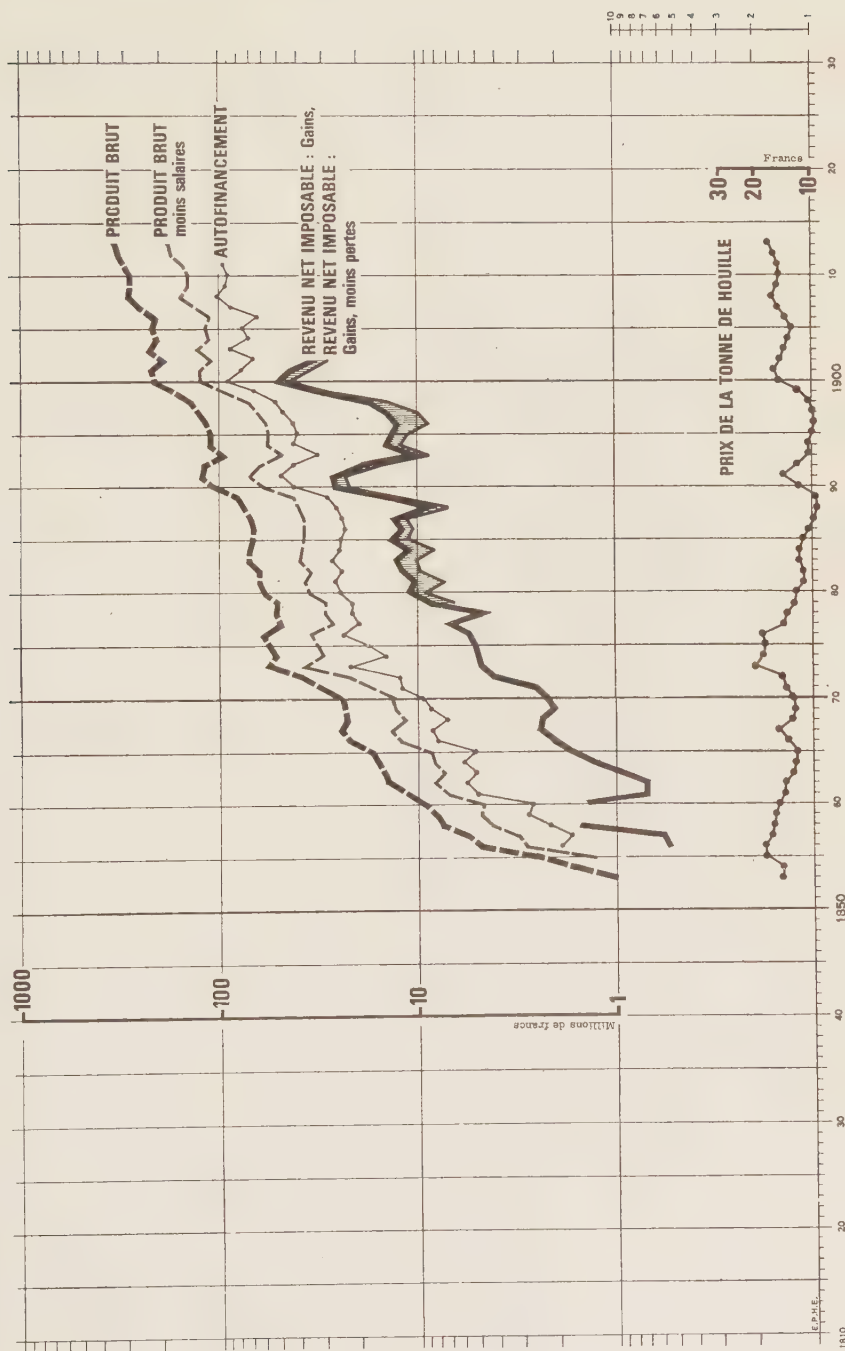
PARTS DES BASSINS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS.



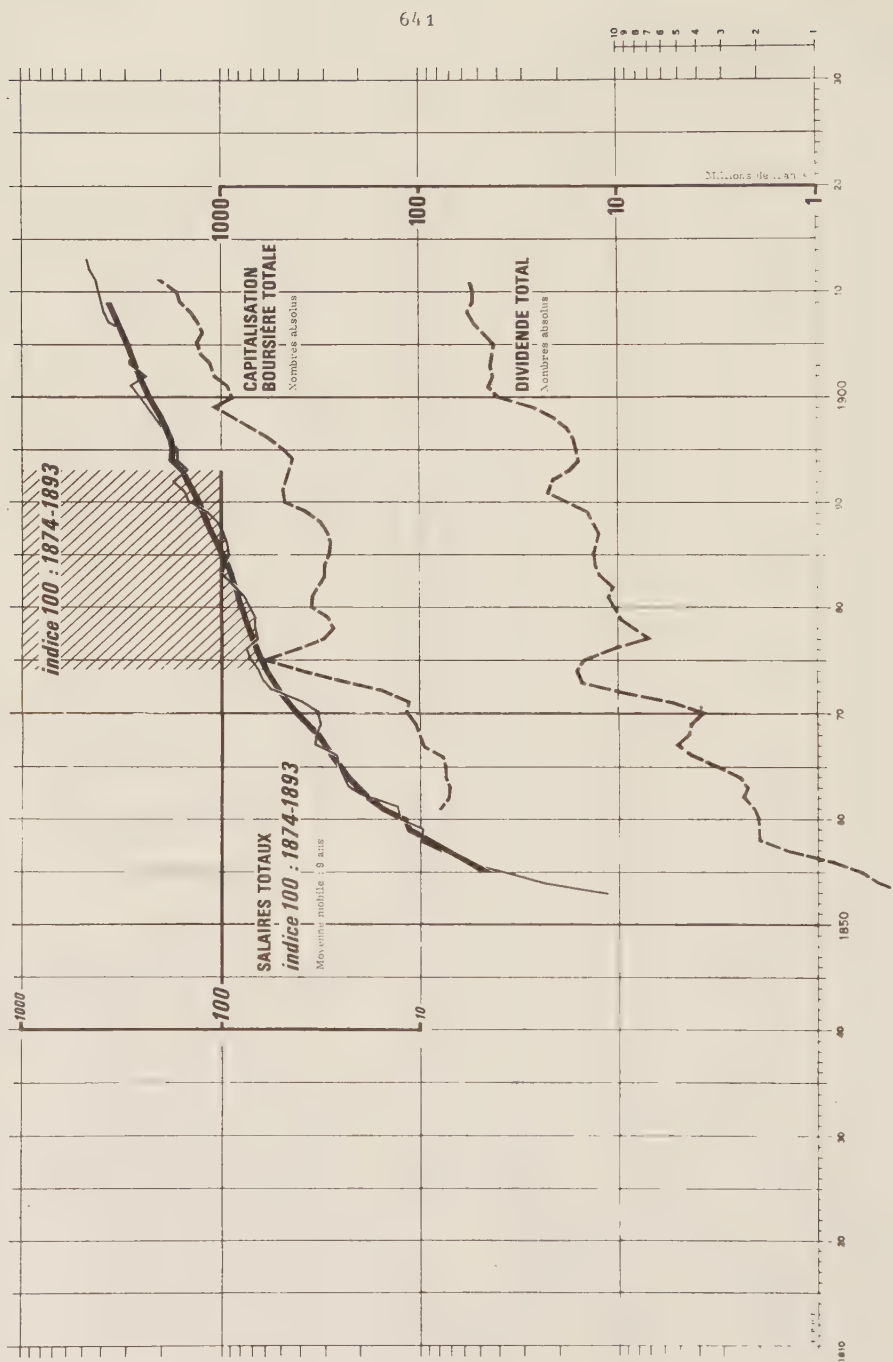
16. SALAIRES, PRODUCTION ET PRIX.



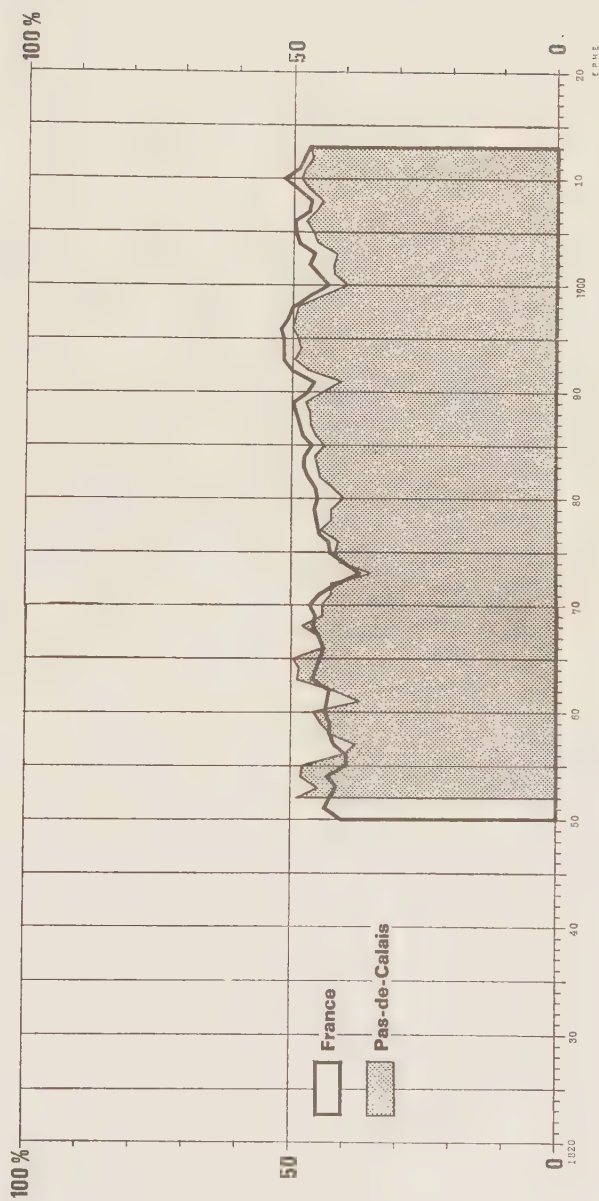
PRODUIT BRUT ET REVENU NET. PRIX DE LA HOUILLE.



18. SALAIRES, CAPITALISATION BOURSIERE ET DIVIDENDE TOTAUX

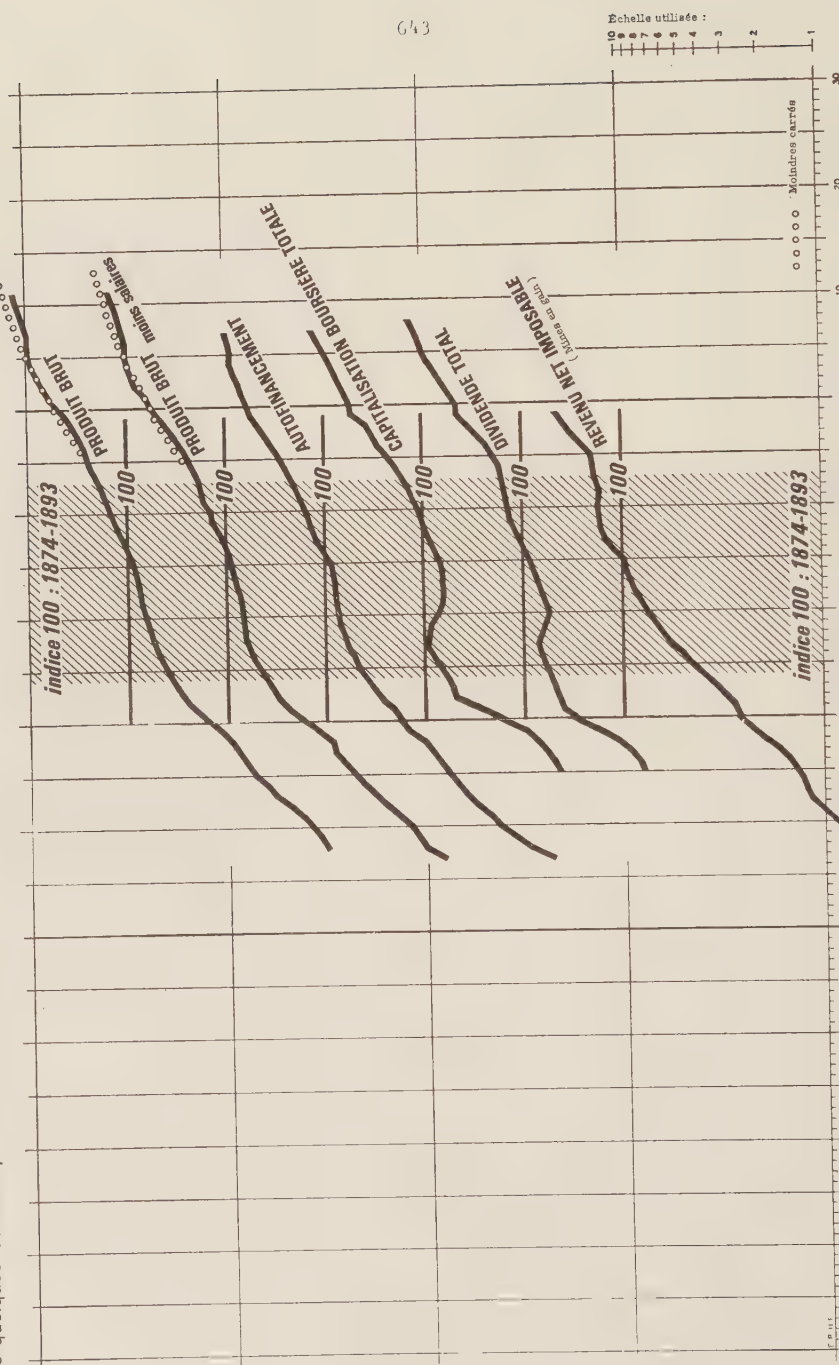


COUT RELATIF DE LA MAIN-D'ŒUVRE PAR TONNE DANS BASSIN DU PAS-DE-CALAIS ET BASSINS FRANÇAIS :
PART DU COUT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LE PRIX DE LA TONNE, en %.

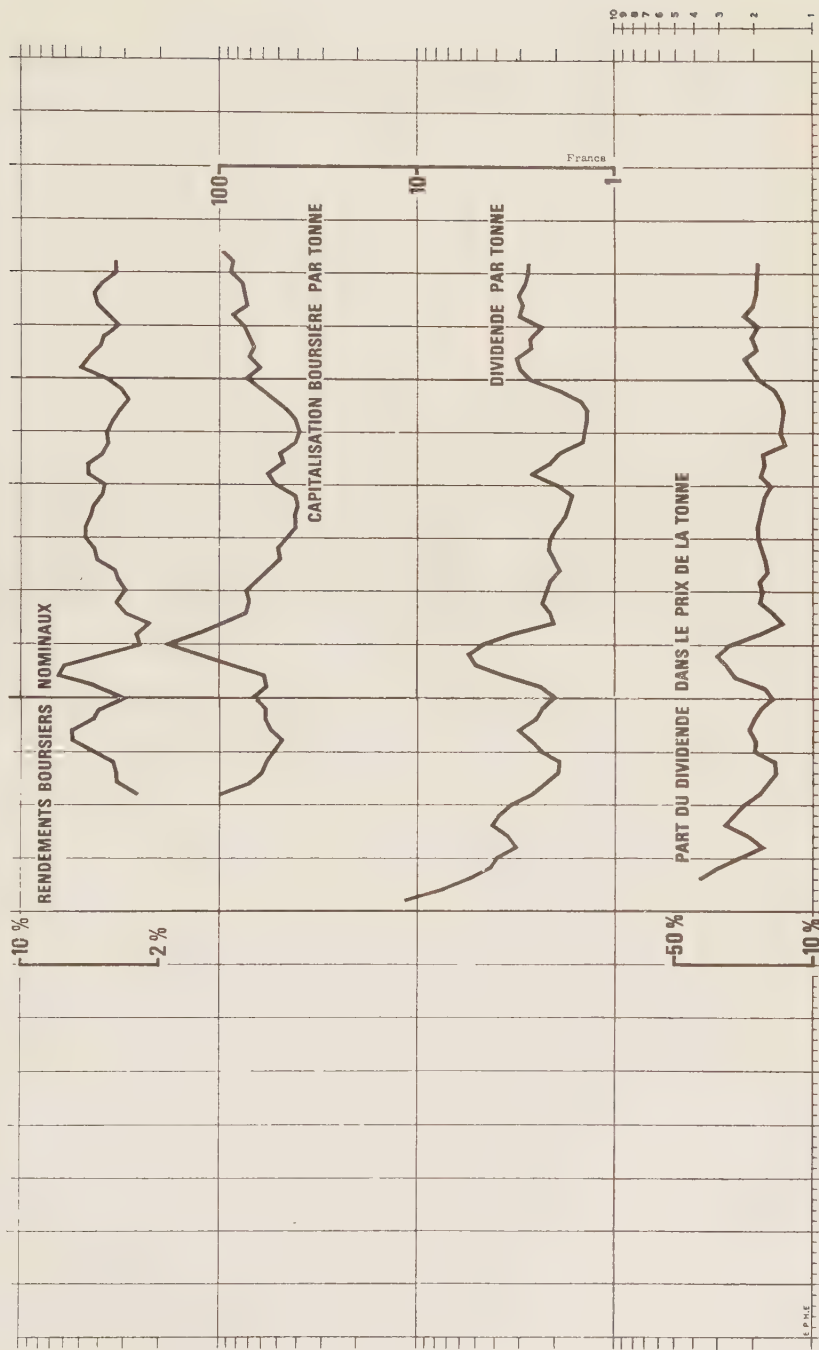


20. MOYENNES MOBILES ET MOINDRES CARRÉS

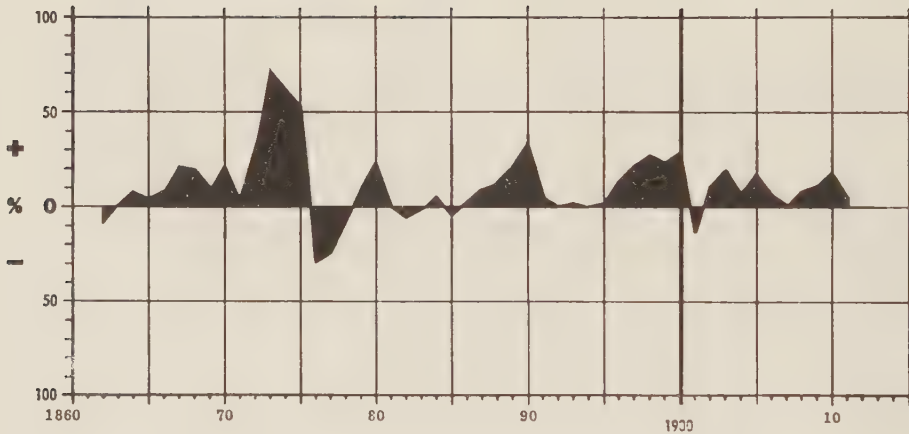
de quelques courbes précédemment étudiées et indexées ici sur base 1874-1893 = 100.



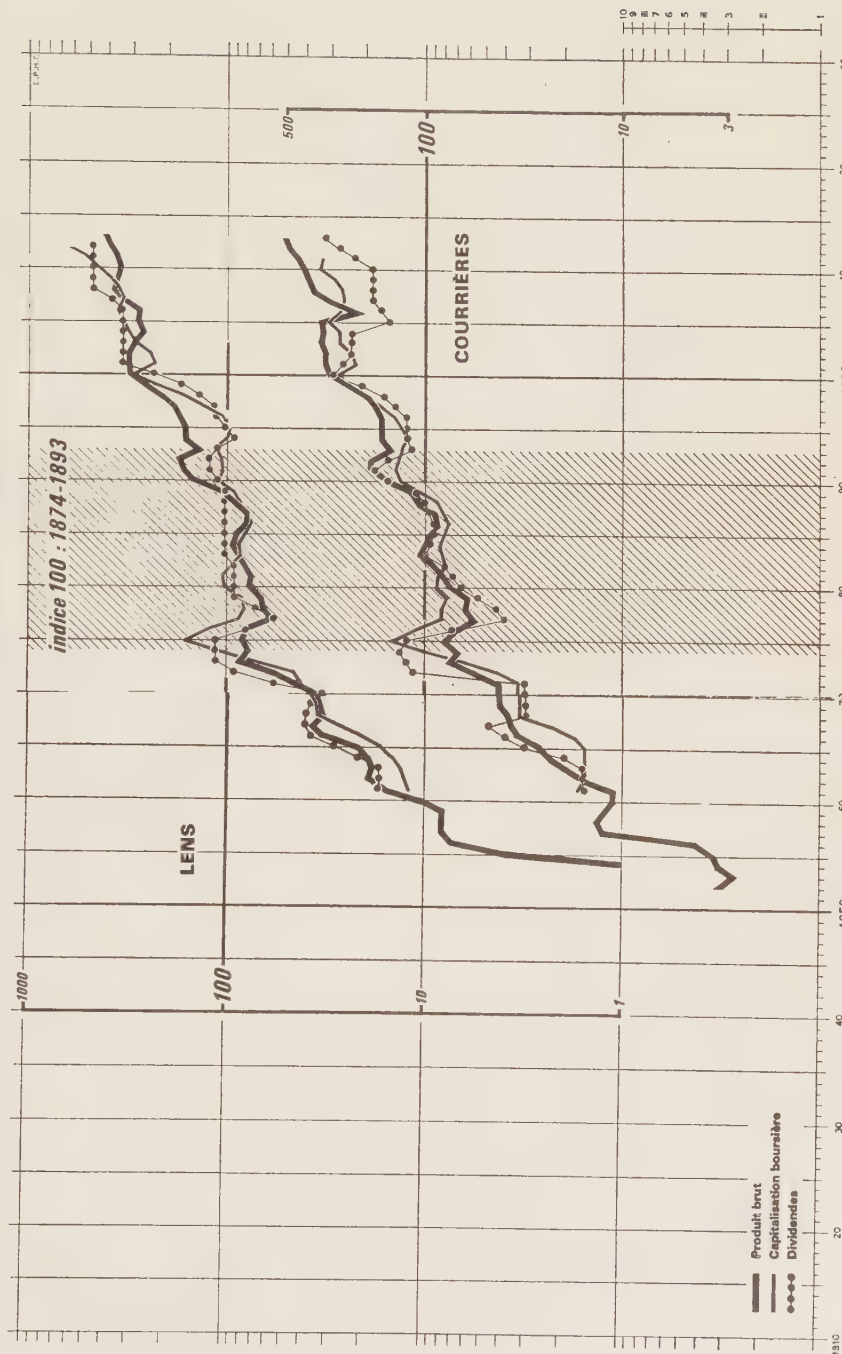
CAPITALISATION ET DIVIDENDE PAR TONNE. RENDEMENTS BOURSIERS NOMINAUX.



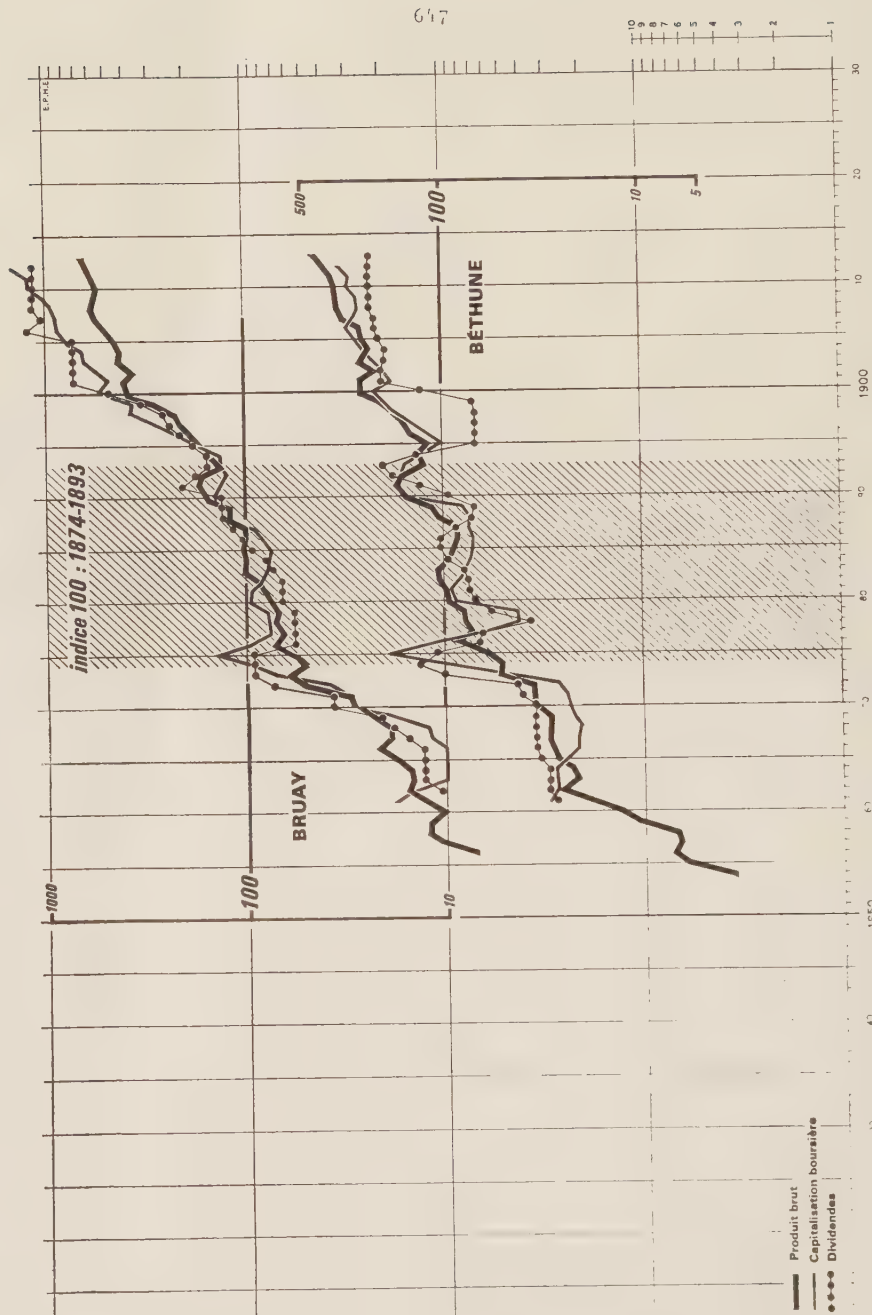
BASSIN DU PAS-DE-CALAIS : Résultats globaux.
RENDEMENTS BOURSIERS EFFECTIFS.



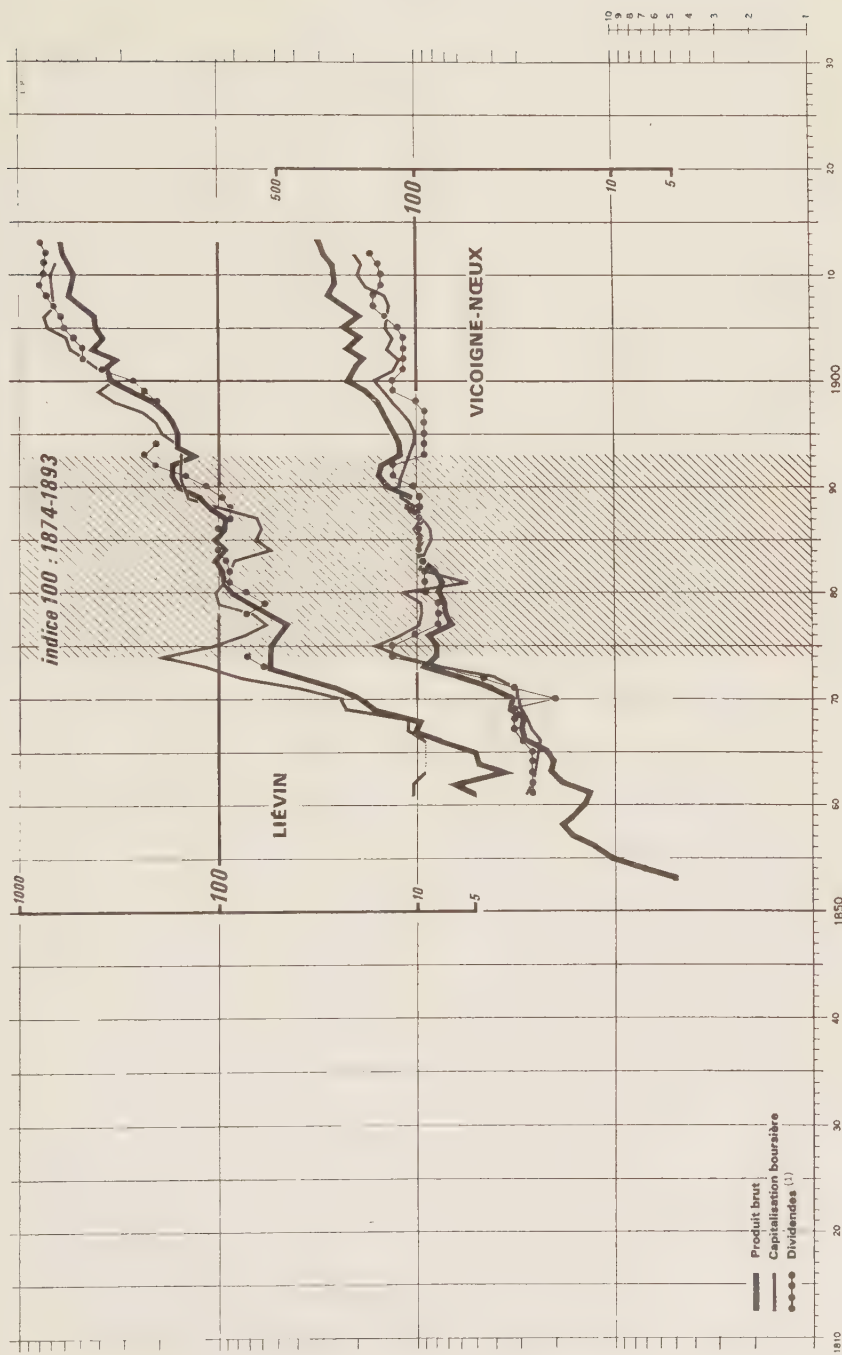
23. PRODUIT BRUT, CAPITALISATION BOURSÈRE ET DIVIDENDE : DIFFÉRENTES COMPAGNIES HOULLÈRES.



PRODUIT BRUT, CAPITALISATION BOURSÈRE ET DIVIDENDE : DIFFÉRENTES COMPAGNIES HOUILLÈRES.



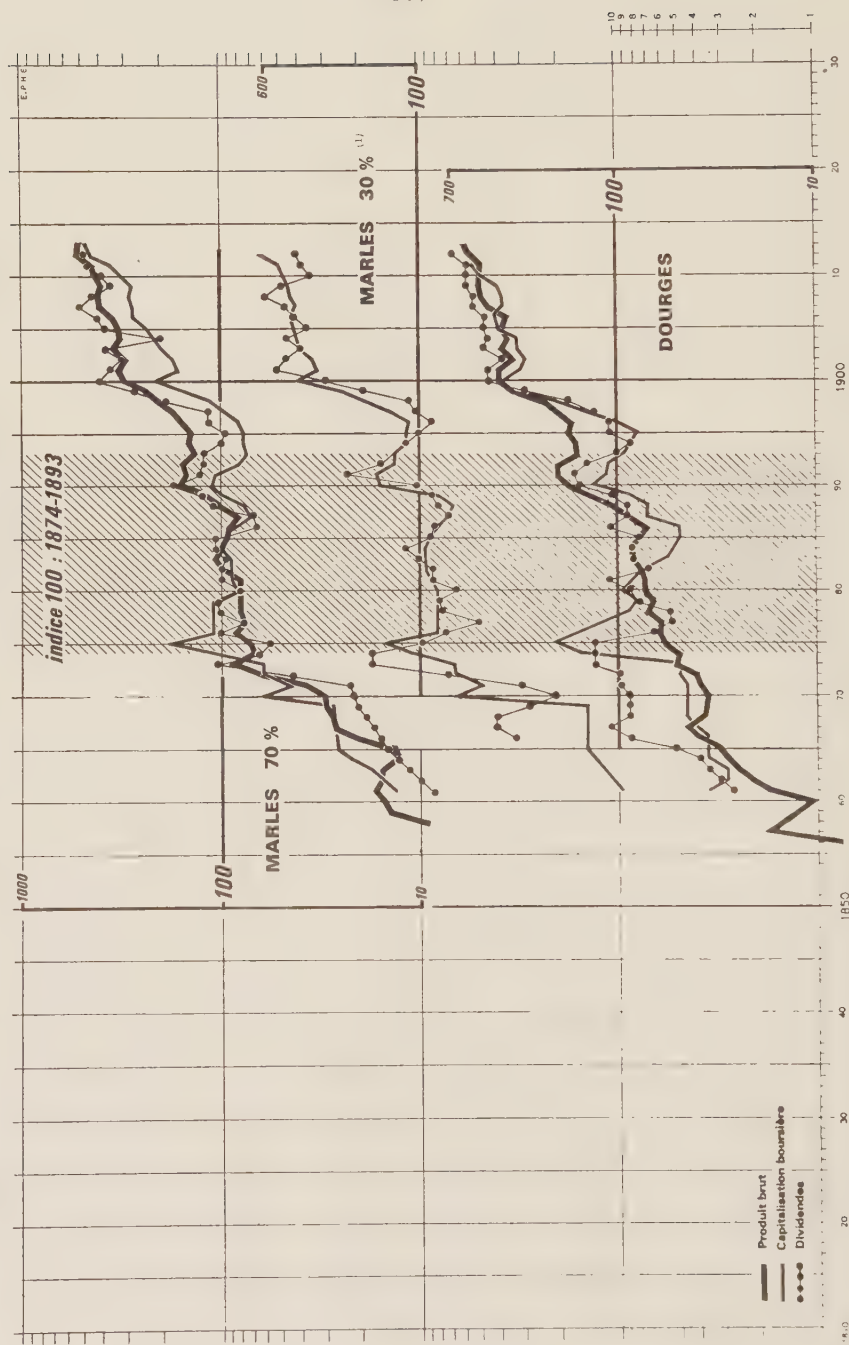
25. PRODUIT BRUT, CAPITALISATION BOURSÈRE ET DIVIDENDE : DIFFÉRENTES COMPAGNIES HOUILLÈRES.



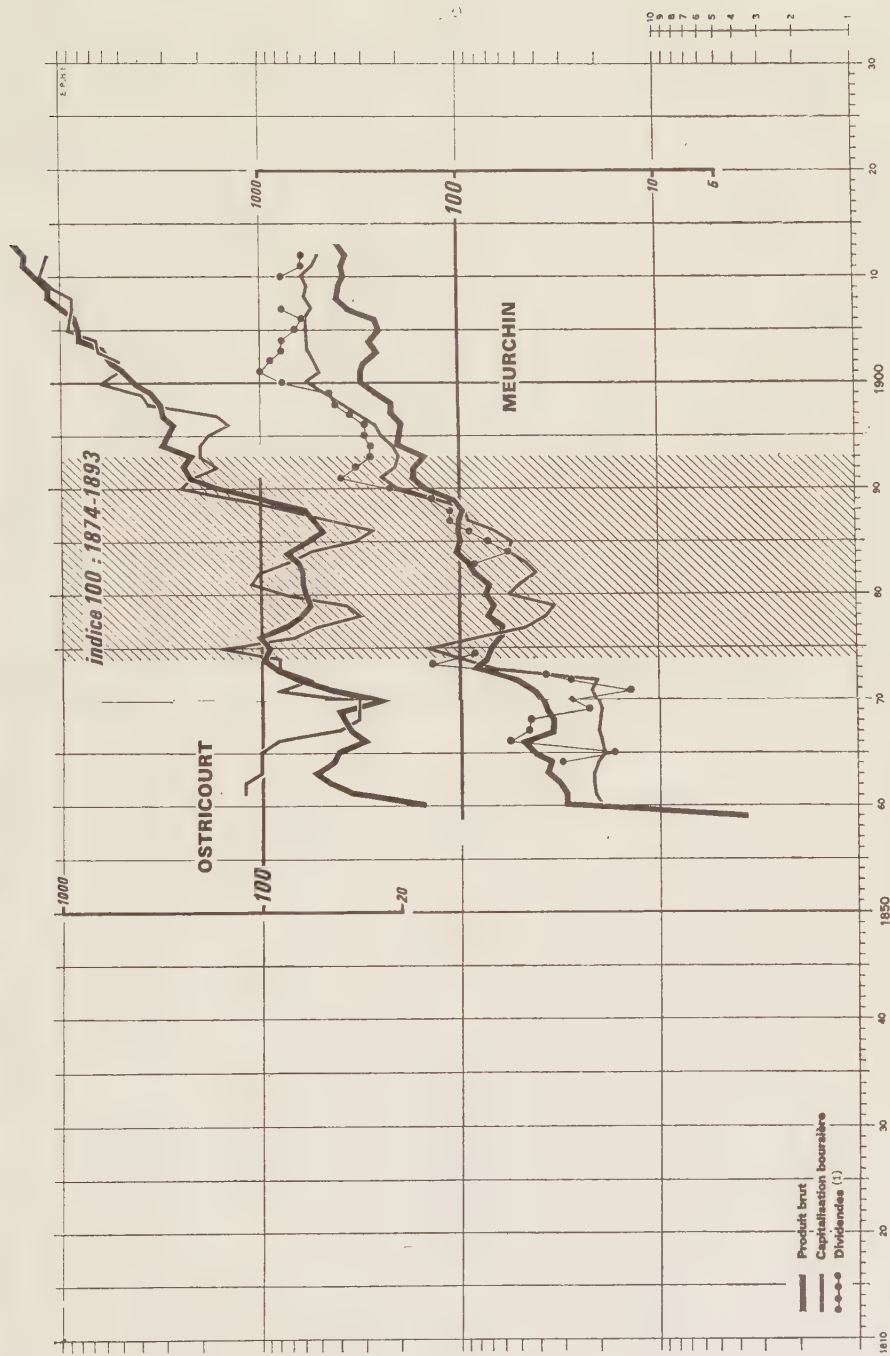
(1) Les interruptions dans la courbe correspondent à des interruptions dans la distribution des dividendes.

BASSIN DU PAS-DE-CALAIS :

PRODUIT BRUT, CAPITALISATION BOURSÈRE ET DIVIDENDE : DIFFÉRENTES COMPAGNIES HOUILLÈRES.



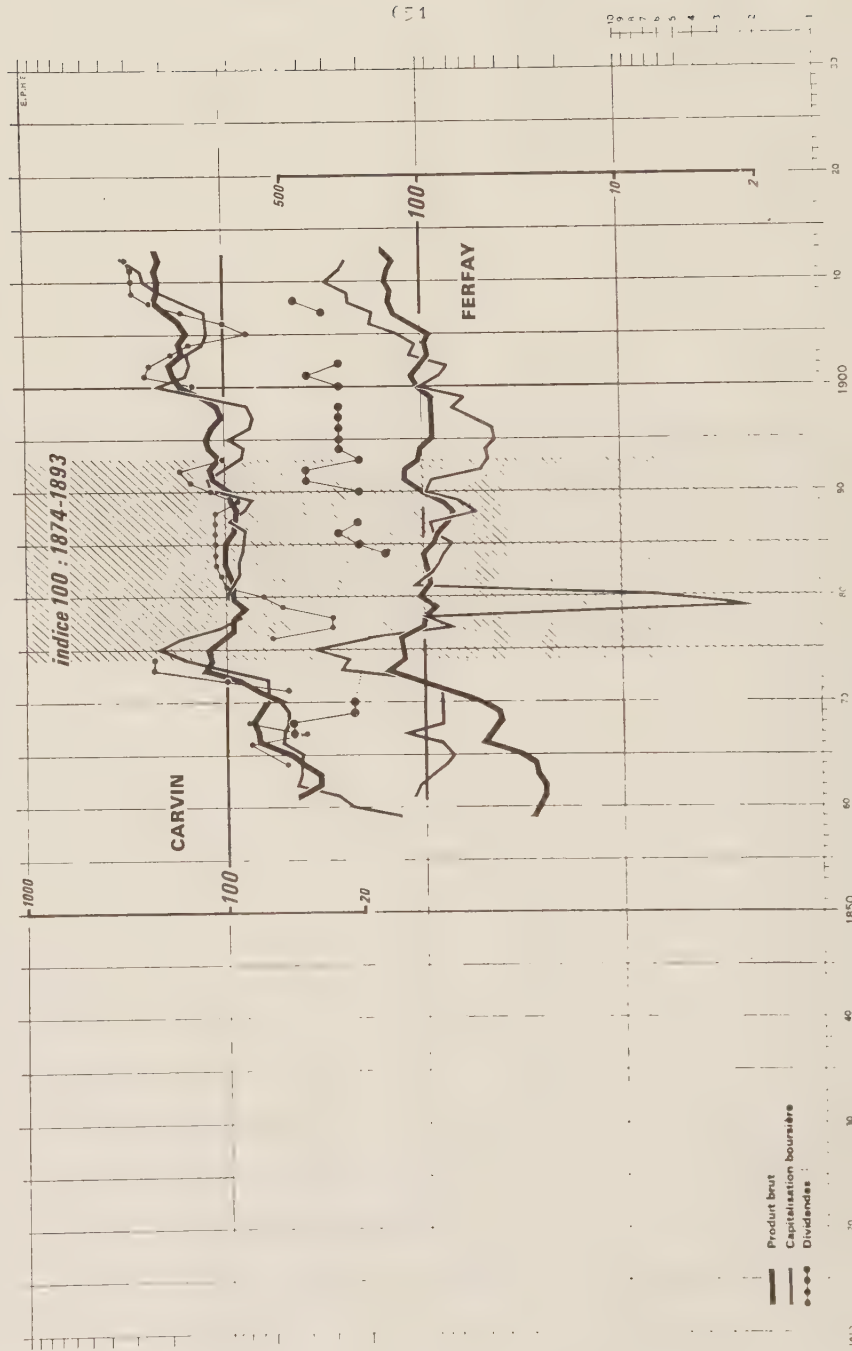
27. PRODUIT BRUT, CAPITALISATION BOURSÈRE ET DIVIDENDE : DIFFÉRENTES COMPAGNIES HOILLÈRES.

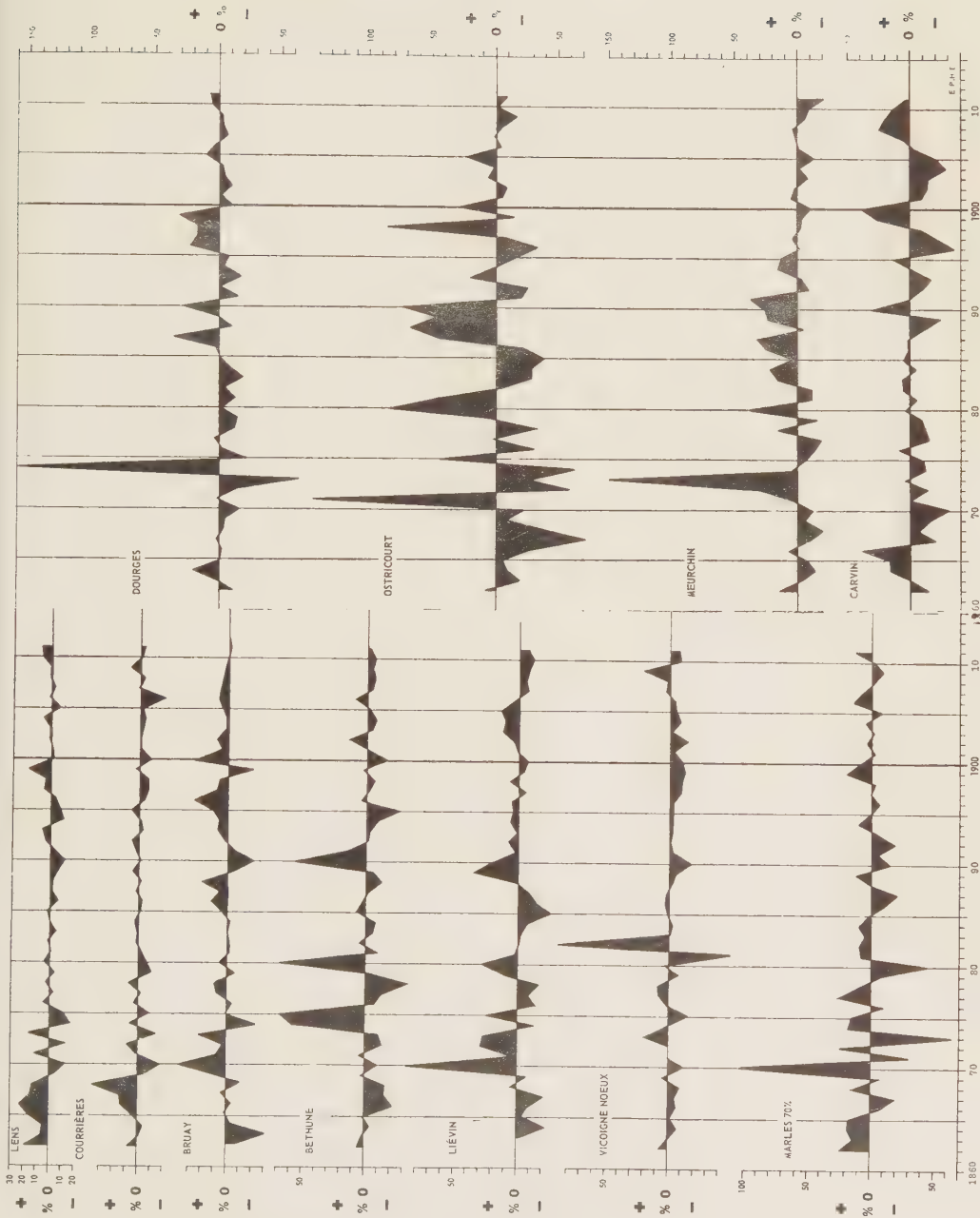


(1) Les interruptions dans la courbe correspondent à des interruptions dans la distribution des dividendes.

BASSIN DU PAS-DE-CALAIS :

PRODUIT BRUT, CAPITALISATION BOURSÈRE ET DIVIDENDE : DIFFÉRENTES COMPAGNIES HOUILLÈRES.





TABLEAUX HORS-TEXTE

28 tableaux : n^{os} 18 à 45

18.-

LES CONCESSIONS DU BASSIN HOUILLER DU NORD EN 1913

(C I = concession inexploitée)

| COMPAGNIES | Noms des concessions | Superficie
en hectares | Dates d'institution et
d'extension |
|---------------------------------|--|---------------------------|---|
| ANZIN | Fresnes | 2 073 | 1756-1759-1782-an VII. |
| | Vieux-Condé | 3 996 | 1749-1751-an VII-20/04/1056 |
| | Raismes | 4 019 | 1754-1759-an VII. |
| | Anzin | 11 851 | 1717-1720-1735-1759-1782-
an VII. |
| | Saint-Saulve | 2 200 | 1770-3/12/1834. |
| | Denain | 1 343 | 5/06/1831. |
| | Odomez | 346 | 6/10/1832. |
| | Hasnon (C I) | 1 488 | 23/01/1840.
20 086 ha pour Cie d'Anzin |
| ANICHE | Aniche | 11 850 | 1774-1779-1784-an IV. |
| DOUCHY | Douchy | 3 419 | 12/02/1832. |
| VICOIGNE ET NOEUX | Bruille (C I) | 403 | 6/10/1832. |
| | Château-l'Abbaye (C I) | 916 | 17/08/1836. |
| | (C I)
Vicoigne | 1 320 | 12/09/1841. |
| CRESPIN-NORD
(De Wendel) | Crespin | 2 842 | 2 539 ha pour Cie de V.N. |
| | Marly (C I) | 3 313 | 27/05/1836. |
| | | | 8/12/1836. |
| DENAIN ET ANZIN | Azincourt | 2 182 | 6 155 ha pour Crespin
20/12/1840- 15/02/1860. |
| THIVENCELLES ET
FRESNES-MIDI | Saint-Aybert | 455 | 10/09/1841. |
| | Thivencelles | 901 | 10/09/1841. |
| | Escaupont | 110 | 10/09/1841. |
| ESCARPELLE | Escarpelle | 4 721 | 1 546 ha pour Th. et F.M. |
| | Courcelles-les-Lens | 1 160 | 29/09/1850
10/09/1877-30/05/1880 |
| FLINES-LES-RACHES | | | 5 801 ha (les 2 concessions
réunies le 25/11/1890) pour
Cie de l'Escarpelle |
| | Flines-les-Raches | 2 050 | 9/08/1892 |
| 9 sociétés | 22 concessions
insituées, 21
après réunion
(dont 4 C I :
6 120 ha) | 64 600 | |

19.-

LES CONCESSIONS DU PAS-DE-CALAIS EN 1913

(C I = concession inexploitée)

| COMPAGNIES | Noms des concessions | Superficie en hectares | Dates d'institution et d'extension |
|--------------------------------|----------------------|------------------------|--|
| <u>Bassin du Pas-de-Calais</u> | | | |
| DOURGES | Dourges | 3 707 | 5/03/1852. |
| COURRIERES | Courrières | 5 459 | 5/09/1852 - 27/08/1854 - 27/07/1874. |
| LENS | { Lens | 6 239 | 15/01/1853 - 27/08/1854 - 15/09/1862. |
| | { Douvrin | 700 | 18/03/1863 ; réunie à celle de Lens le 5/03/1875.
.....
6 939 ha pour Cie de Lens
..... |
| BETHUNE | Grenay | 6 352 | 15/01/1853 - 21/01/1877. |
| VICOIGNE ET NOEUX | Noeux | 7 979 | 15/01/1853 - 30/12/1857. |
| BRUAY | Bruay | 4 901 | 29/12/1855 - 25/11/1884. |
| MARLES | Marles | 2 990 | 29/12/1855. |
| FERFAY | { Ferfay | 1 700 | 29/12/1855 - 26/06/1883. |
| | { Cauchy-à-la-Tour | 270 | 21/05/1864 ; réunie à celle de Ferfay le 7-05-1872.
.....
1 970 ha pour la Cie de Ferfay.
..... |
| LIGNY-LES-AIRE | { Fléchinelle | 532 | 31/03/1858 - 16/07/1863. |
| | { Auchy-au-Bois | 2 931 | 29/12/1855 - 23/04/1863 - 11/04/1878.
.....
3 463 ha pour Cie de Ligny
..... |
| VENDIN-LES-BETHUNE | Vendin | 1 166 | 6/05/1857. |
| MEURCHIN | { Meurchin | 1 764 | 19/12/1860 - 18/03/1863 |
| | { Annoeulin | 221 | 19/12/1860, d'abord de 920 ha, a été réduite à 221 ha et réunie à celle de Meurchin le 1/02/1899
.....
1 985 ha pour Cie de Meurchin.
..... |
| CARVIN | Carvin | 1 150 | 19/12/1860. |

| | | | |
|--|---|----------------|---|
| OSTRICOURT | Ostricourt | 2 300 | 19/12/1860. |
| LIEVIN | Liévin | 4 145 | 15/09/1862 - 2/02/1874 -
21/06/1877 - 24/05/1880 -
24/07/1899. |
| DROCOURT | Drocourt | 2 545 | 22/07/1878. |
| LA CLARENCE
(De Wendel) | Camblain-Châtelain | 746 | 13/08/1895. |
| VIMY-FRESNOY | Vimy
Fresnoy | 1 920
3 180 | 16/06/1900
16/06/1908
.....
5 100 ha : fusion des 2 conc.
1e 20/05/1910.
..... |
| FORGES ET AC.
du Nord et de
l'Est, Denain
et Anzin ; Pont
à-Mousson, Mi-
cheville | Ablain Saint-Nazaire | 2 140 | 16/06/1900. |
| GOUY-SERVINS | Gouy-Servins | 1 870 | 16/06/1908. |
| Ac. de Longwy,
Genelle-Maubeuge,
Sorcy; Saintignon/
Marine et Momé-
court; De Wendel | Fresnicourt (C I) | 2 460 | 16/06/1908. |
| Hauts Fourneaux,
Forges et Ac. de
COMPEY | Beugin (C I) | 1 700 | 16/06/1908. |
| 21 sociétés ou
groupes de
sociétés | 26 conc. instituées
22 après réunion
(3 C I = 8 300 ha) | 71 155 | |
| <u>Bassin du Boulonnais</u> | | | |
| HARBONNAGES DU
ORD ET DU PAS-
E-CALAIS | Hardinghen
Ferques (C I) | 3 067
1 795 | an VIII - an IX.
27/01/1837. |
| ALOU | Fiennes (C I) | 431 | 29/12/1840. |
| | | 5 293 | |

20.-

- POPULATION DU PAYS NOIR -

=====

| <u>ANNEES</u> | <u>NORD</u> | <u>PAS-DE-CALAIS</u> | <u>NORD-PAS-DE-CALAIS</u> |
|---------------|-------------|----------------------|---------------------------|
| 1821 | 115 884 | | |
| 1831 | 120 900 | | |
| 1836 | 126 758 | | |
| 1841 | 141 912 | | |
| 1846 | 157 663 | | |
| 1851 | 155 471 | 45 864 | 201 335 |
| 1856 | 157 434 | 49 179 | 206 613 |
| 1861 | 175 470 | 57 830 | 233 300 |
| 1866 | 179 990 | 65 875 | 245 865 |
| 1872 | 187 230 | 74 928 | 262 159 |
| 1876 | 214 740 | 89 871 | 304 611 |
| 1881 | 220 084 | 100 177 | 320 261 |
| 1886 | 227 078 | 114 161 | 341 239 |
| 1891 | 235 171 | 134 486 | 369 657 |
| 1896 | 249 354 | 158 824 | 408 178 |
| 1901 | 269 694 | 194 670 | 464 364 |
| 1906 | 290 114 | 232 059 | 522 173 |
| 1911 | 315 807 | 266 720 | 582 527 |

CROUZET
EVY-LEBOYER
J. MARKOVITCH

21.-
INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
FRANCAISE

1913=100

| ANNEES | A | B | C |
|--------|------|------|------|
| 1815 | 19,2 | 7,4 | 9,4 |
| 6 | 19,5 | 8,5 | 11,0 |
| 7 | 19,9 | 9,1 | 16,1 |
| 8 | 21,3 | 10,3 | 17,3 |
| 9 | 19,5 | 10,2 | 15,0 |
| 1820 | 20,7 | 10,7 | 15,6 |
| 1 | 21,9 | 12,3 | 18,0 |
| 2 | 21,4 | 13,3 | 15,6 |
| 3 | 20,2 | 12,8 | 18,0 |
| 4 | 21,8 | 13,8 | 20,9 |
| 5 | 19,7 | 14,5 | 14,6 |
| 6 | 20,8 | 14,7 | 17,7 |
| 7 | 21,3 | 14,7 | 18,0 |
| 8 | 20,9 | 13,7 | 21,0 |
| 9 | 21,1 | 14,4 | 23,1 |
| 1830 | 21,0 | 13,1 | 21,0 |
| 1 | 20,4 | 11,2 | 23,4 |
| 2 | 21,5 | 12,7 | 28,6 |
| 3 | 22,9 | 15,2 | 20,9 |
| 4 | 23,1 | 15,0 | 20,0 |
| 5 | 23,0 | 16,3 | 21,7 |
| 6 | 23,2 | 16,9 | 21,5 |
| 7 | 22,8 | 17,4 | 26,3 |
| 8 | 24,2 | 18,8 | 26,1 |
| 9 | 22,9 | 17,5 | 23,7 |
| 1840 | 24,3 | 19,0 | 31,7 |
| 1 | 25,6 | 20,1 | 27,1 |
| 2 | 26,7 | 20,0 | 28,8 |
| 3 | 28,3 | 21,1 | 33,8 |
| 4 | 28,4 | 21,7 | 36,9 |
| 5 | 29,7 | 21,9 | 32,0 |
| 6 | 30,6 | 21,9 | 32,2 |
| 7 | 29,7 | 21,7 | 42,1 |
| 8 | 26,7 | 17,4 | 31,7 |
| 9 | 32,2 | 20,7 | 33,5 |
| 1850 | 33,5 | 21,1 | 31,7 |
| 1 | 31,1 | 20,5 | 30,8 |
| 2 | 34,8 | 23,7 | 29,5 |
| 3 | 36,5 | 25,8 | 28,1 |
| 4 | 34,2 | 26,2 | 36,9 |
| 5 | 37,3 | 28,2 | 36,9 |
| 6 | 38,1 | 30,0 | 39,9 |
| 7 | 35,3 | 29,9 | 45,1 |
| 8 | 38,2 | 31,2 | 39,7 |
| 9 | 36,6 | 30,5 | 37,2 |
| 1860 | 39,1 | 35,0 | 34,0 |
| 1 | 38,7 | 36,2 | 40,9 |
| 2 | 37,0 | 34,7 | 44,0 |
| 1863 | 37,8 | 38,1 | 49,7 |

| ANNEES | A | B | C |
|--------|-------|-------|-------|
| 1864 | 41,2 | 37,8 | 44,0 |
| 5 | 39,9 | 36,7 | 39,7 |
| 6 | 40,4 | 39,9 | 45,1 |
| 7 | 40,2 | 38,8 | 43,1 |
| 8 | 43,8 | 42,8 | 48,0 |
| 9 | 44,4 | 43,8 | 58,0 |
| 1870 | 40,0 | 32,8 | 48,7 |
| 1 | 41,3 | 29,6 | 47,8 |
| 2 | 45,8 | 37,7 | 46,7 |
| 3 | 43,8 | 35,6 | 52,7 |
| 4 | 46,5 | 38,2 | 55,1 |
| 5 | 47,1 | 40,4 | 54,4 |
| 6 | 47,7 | 43,9 | 48,2 |
| 7 | 46,5 | 44,0 | 47,0 |
| 8 | 47,4 | 42,6 | 55,3 |
| 9 | 46,0 | 43,3 | 56,8 |
| 1880 | 49,4 | 48,6 | 51,7 |
| 1 | 54,1 | 51,4 | 62,2 |
| 2 | 55,3 | 53,9 | 63,4 |
| 3 | 54,5 | 50,5 | 66,7 |
| 4 | 52,5 | 47,9 | 65,2 |
| 5 | 52,0 | 47,3 | 63,4 |
| 6 | 52,9 | 48,1 | 44,5 |
| 7 | 53,7 | 48,5 | 64,9 |
| 8 | 55,6 | 48,2 | 61,7 |
| 9 | 58,4 | 48,7 | 62,0 |
| 1890 | 57,3 | 50,7 | 66,4 |
| 1 | 60,3 | 54,0 | 70,6 |
| 2 | 63,6 | 57,0 | 74,7 |
| 3 | 61,5 | 55,3 | 74,5 |
| 4 | 62,7 | 57,8 | 81,4 |
| 5 | 59,5 | 55,4 | 77,2 |
| 6 | 64,4 | 57,3 | 81,2 |
| 7 | 66,7 | 60,2 | 81,1 |
| 8 | 68,6 | 62,8 | 90,3 |
| 9 | 71,3 | 64,9 | 78,0 |
| 1900 | 67,9 | 66,1 | 75,7 |
| 1 | 67,7 | 62,4 | 77,9 |
| 2 | 66,3 | 65,2 | 78,5 |
| 3 | 70,8 | 65,8 | 83,1 |
| 4 | 66,9 | 68,9 | 82,2 |
| 5 | 74,6 | 70,6 | 91,0 |
| 6 | 76,1 | 72,5 | 87,4 |
| 7 | 79,3 | 77,1 | 93,4 |
| 8 | 77,8 | 77,2 | 101,7 |
| 9 | 83,1 | 82,6 | 100,2 |
| 1910 | 81,1 | 89,1 | 97,8 |
| 1 | 88,8 | 91,8 | 102,4 |
| 2 | 102,3 | 100,1 | 103,0 |
| 1913 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

22.- - PRODUCTION INDUSTRIELLE DU DEPT DU NORD -
 (Indices Marc WOLF - 1912=100).

| ANNEES | INDICES |
|--------|---------|
| 1873 | 37,1 |
| 74 | 38,3 |
| 1875 | 39,7 |
| 76 | 41,8 |
| 77 | 41,5 |
| 78 | 41,3 |
| 79 | 43,7 |
| 1880 | 45,8 |
| 81 | 49,5 |
| 82 | 51,1 |
| 83 | 50,7 |
| 84 | 48,2 |
| 1885 | 50,6 |
| 86 | 57,0 |
| 87 | 57,7 |
| 88 | 55,5 |
| 89 | 60,4 |
| 1890 | 60,2 |
| 91 | 63,9 |
| 92 | 60,5 |
| 93 | 58,1 |
| 94 | 60,5 |
| 1895 | 58,3 |
| 96 | 64,7 |
| 97 | 65,9 |
| 98 | 68,5 |
| 99 | 70,5 |
| 1900 | 59,8 |
| 01 | 66,8 |
| 02 | 64,4 |
| 03 | 67,5 |
| 04 | 63,7 |
| 1905 | 68,6 |
| 06 | 71,5 |
| 07 | 75,4 |
| 08 | 74,1 |
| 09 | 82,5 |
| 1910 | 80,3 |
| 11 | 96,7 |
| 12 | 100,0 |

La croissance annuelle moyenne de cet indice s'établit à 2,5 %
 (2,1 % pour la moyenne mobile 1877-1908).

23.-

PRODUCTION et CONSOMMATIONde HOUILLE en FRANCE

(milliers de tonnes)

| ANNEES | PRODUCTION | CONSOMMATION |
|--------|------------|--------------|
| 1815 | 884 | 1 115 |
| 6 | 941 | 1 271 |
| 7 | 994 | 1 212 |
| 8 | 998 | 1 146 |
| 9 | 964 | 1 174 |
| 1820 | 1 094 | 1 348 |
| 1 | 1 135 | 1 382 |
| 2 | 1 194 | 1 525 |
| 3 | 1 195 | 1 517 |
| 4 | 1 326 | 1 781 |
| 5 | 1 491 | 1 994 |
| 6 | 1 541 | 2 042 |
| 7 | 1 703 | 2 240 |
| 8 | 1 774 | 2 353 |
| 9 | 1 741 | 2 290 |
| 1830 | 1 863 | 2 494 |
| 1 | 1 760 | 2 302 |
| 2 | 1 963 | 2 520 |
| 3 | 2 058 | 2 737 |
| 4 | 2 490 | 3 214 |
| 5 | 2 506 | 3 279 |
| 6 | 2 842 | 3 816 |
| 7 | 2 981 | 4 091 |
| 8 | 3 119 | 4 299 |
| 9 | 2 995 | 4 183 |
| 1840 | 3 003 | 4 257 |
| 1 | 3 410 | 4 881 |
| 2 | 3 592 | 5 204 |
| 3 | 3 692 | 5 293 |
| 4 | 3 783 | 5 487 |
| 5 | 4 202 | 6 343 |
| 6 | 4 469 | 6 609 |
| 7 | 5 153 | 7 649 |
| 8 | 4 000 | 6 095 |
| 9 | 4 049 | 6 405 |
| 1850 | 4 434 | 7 225 |
| 1 | 4 485 | 7 377 |
| 2 | 4 904 | 7 958 |
| 3 | 5 938 | 9 422 |
| 4 | 6 827 | 10 857 |
| 5 | 7 453 | 12 294 |
| 6 | 7 926 | 12 896 |
| 7 | 7 902 | 13 149 |
| 8 | 7 353 | 12 893 |
| 9 | 7 483 | 13 364 |
| 1860 | 8 304 | 14 270 |
| 1 | 9 423 | 15 407 |
| 2 | 10 290 | 16 274 |

| ANNEES | PRODUCTION | CONSOMMATION |
|--------|------------|--------------|
| 1863 | 10 710 | 16 513 |
| 4 | 11 243 | 17 461 |
| 5 | 11 600 | 18 522 |
| 6 | 12 260 | 20 057 |
| 7 | 12 739 | 20 160 |
| 8 | 13 254 | 20 912 |
| 9 | 13 464 | 21 432 |
| 1870 | 13 330 | 18 891 |
| 1 | 13 250 | 18 859 |
| 2 | 15 802 | 23 233 |
| 3 | 17 479 | 24 702 |
| 4 | 16 908 | 23 418 |
| 5 | 16 957 | 24 658 |
| 6 | 17 101 | 24 472 |
| 7 | 16 804 | 24 143 |
| 8 | 16 961 | 24 555 |
| 9 | 17 117 | 25 335 |
| 1880 | 19 362 | 28 844 |
| 1 | 19 766 | 29 370 |
| 2 | 20 604 | 31 024 |
| 3 | 21 334 | 32 373 |
| 4 | 20 023 | 30 952 |
| 5 | 19 510 | 30 036 |
| 6 | 19 910 | 29 619 |
| 7 | 21 288 | 31 190 |
| 8 | 22 603 | 32 674 |
| 9 | 24 303 | 33 511 |
| 1890 | 26 083 | 36 653 |
| 1 | 26 025 | 36 573 |
| 2 | 26 179 | 36 516 |
| 3 | 25 651 | 35 376 |
| 4 | 27 417 | 37 845 |
| 5 | 28 020 | 38 640 |
| 6 | 29 190 | 39 995 |
| 7 | 30 798 | 41 840 |
| 8 | 32 356 | 43 296 |
| 9 | 32 863 | 45 228 |
| 1900 | 33 404 | 48 803 |
| 1 | 32 325 | 46 774 |
| 2 | 29 997 | 44 768 |
| 3 | 34 906 | 48 128 |
| 4 | 34 168 | 46 984 |
| 5 | 35 928 | 48 630 |
| 6 | 34 196 | 51 716 |
| 7 | 36 754 | 55 038 |
| 8 | 37 784 | 54 660 |
| 9 | 37 840 | 56 270 |
| 1910 | 38 350 | 56 526 |
| 1 | 39 230 | 59 518 |
| 2 | 41 145 | 61 751 |
| 3 | 40 844 | 64 836 |

24.- INDICES DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION

DE HOUILLE EN FRANCE

1913=100

| ANNEES | PRODUCTION | CONSOMMATION |
|--------|------------|--------------|
| 1815 | 2,1 | 1 |
| 6 | 2,3 | 1,9 |
| 7 | 2,4 | 1,8 |
| 8 | 2,1 | 1,7 |
| 9 | 2,3 | 1,8 |
| 1820 | 2,6 | 2,0 |
| 1 | 2,7 | 2,1 |
| 2 | 2,9 | 2,3 |
| 3 | 2,9 | 2,3 |
| 4 | 3,2 | 2,7 |
| 5 | 3,6 | 3,0 |
| 6 | 3,7 | 3,1 |
| 7 | 4,1 | 3,4 |
| 8 | 4,3 | 3,6 |
| 9 | 4,2 | 3,5 |
| 1830 | 4,5 | 3,8 |
| 1 | 4,3 | 3,5 |
| 2 | 4,8 | 3,8 |
| 3 | 5,0 | 4,2 |
| 4 | 6,0 | 4,9 |
| 5 | 6,1 | 5,0 |
| 6 | 6,9 | 5,8 |
| 7 | 7,2 | 6,3 |
| 8 | 7,6 | 6,6 |
| 9 | 7,3 | 6,4 |
| 1840 | 7,3 | 6,5 |
| 1 | 8,3 | 7,5 |
| 2 | 8,7 | 8,0 |
| 3 | 9,0 | 8,1 |
| 4 | 9,2 | 8,4 |
| 5 | 10,2 | 9,7 |
| 6 | 10,9 | 10,1 |
| 7 | 12,6 | 11,7 |
| 8 | 9,7 | 9,4 |
| 9 | 9,9 | 9,8 |
| 1850 | 10,8 | 11,1 |
| 1 | 10,9 | 11,3 |
| 2 | 12,0 | 12,2 |
| 3 | 14,5 | 14,5 |
| 4 | 16,7 | 16,7 |
| 5 | 18,2 | 18,9 |
| 6 | 19,4 | 19,8 |
| 7 | 19,3 | 20,2 |
| 8 | 18,0 | 19,8 |
| 9 | 18,3 | 20,6 |
| 1860 | 20,3 | 22,0 |
| 1 | 23,0 | 23,7 |
| 2 | 25,1 | 25,1 |

| ANNEES | PRODUCTION | CONSOMMATION |
|--------|------------|--------------|
| 1863 | 26,2 | 25,4 |
| 4 | 27,5 | 26,9 |
| 5 | 28,4 | 28,5 |
| 6 | 30,0 | 30,9 |
| 7 | 31,1 | 31,0 |
| 8 | 32,4 | 32,2 |
| 9 | 32,9 | 33,0 |
| 1870 | 32,6 | 29,0 |
| 1 | 32,4 | 29,0 |
| 2 | 38,6 | 35,8 |
| 3 | 42,7 | 38,0 |
| 4 | 41,3 | 36,1 |
| 5 | 41,5 | 38,0 |
| 6 | 41,8 | 37,7 |
| 7 | 41,1 | 37,2 |
| 8 | 41,5 | 37,8 |
| 9 | 41,8 | 39,0 |
| 1880 | 47,4 | 44,4 |
| 1 | 48,3 | 45,2 |
| 2 | 50,4 | 47,8 |
| 3 | 52,2 | 49,9 |
| 4 | 49,0 | 47,7 |
| 5 | 47,7 | 46,3 |
| 6 | 48,7 | 45,6 |
| 7 | 52,1 | 48,1 |
| 8 | 56,3 | 50,3 |
| 9 | 59,5 | 51,6 |
| 1890 | 63,8 | 56,5 |
| 1 | 63,7 | 56,4 |
| 2 | 64,0 | 56,3 |
| 3 | 62,8 | 56,1 |
| 4 | 67,1 | 58,3 |
| 5 | 68,6 | 59,5 |
| 6 | 71,4 | 61,6 |
| 7 | 75,4 | 64,5 |
| 8 | 79,2 | 66,7 |
| 9 | 80,4 | 69,7 |
| 1900 | 81,7 | 75,2 |
| 1 | 79,1 | 72,1 |
| 2 | 73,4 | 69,0 |
| 3 | 85,4 | 74,2 |
| 4 | 83,6 | 72,4 |
| 5 | 87,9 | 75,0 |
| 6 | 83,7 | 79,7 |
| 7 | 89,9 | 84,8 |
| 8 | 91,5 | 84,3 |
| 9 | 92,6 | 86,7 |
| 1910 | 93,8 | 87,1 |
| 1 | 96,0 | 91,7 |
| 2 | 100,7 | 95,2 |
| 3 | 100,0 | 100,0 |

25.-

CONSUMATION DES HOUILLES DANS LES
DEPARTEMENTS FRANCAIS EN 1907
=====

(milliers de tonnes)

| DEPARTEMENTS | QUANTITES
CONSOMMEES | HOUILLES
ANGLAISES | HOUILLES
BELGES | HOUILLES
ALLEMANDES | HOUILLES
NPC | AUTRES
HOUILLES
FRANCAISES |
|-------------------|-------------------------|-----------------------|--------------------|------------------------|-----------------|----------------------------------|
| AIN | 125 | | 3 | 1 | 3 | 118 |
| SAVOIE | 873,5 | 5 | 245 | 1,5 | 622 | |
| ALLIER | 595 | | | | | 595 |
| ALPES (B) | 17 | 1,4 | | | | 15,6 |
| ALPES (H) | 30 | | | | | 30 |
| ALPES-MARITIMES | 183 | 135 | | | | 48 |
| ARDECHE | 252 | | | | | 252 |
| ARDENNES | 670 | | 318 | 85 | 267 | |
| ARIEGE | 75 | 1,6 | | | | 73,4 |
| AUBE | 180 | | 33 | 13 | 125 | 9 |
| AUDE | 77 | 4 | | | | 73 |
| AVEYRON | 483 | | | | | 483 |
| BOUCHES-DU-RHONE | 215 | 358 | | | | 857 |
| CALVADOS | 479 | 461 | | 2 | 16 | |
| CANTAL | 45 | | | | | 45 |
| CHARENTE | 129 | 98 | | | | 31 |
| CHARENTE-MARITIME | 173 | 149 | | 17 | 5 | 2 |
| CHER | 239 | 9 | | | 15 | 215 |
| CORREZE | 33 | | | | | 33 |
| CORSE | 3 | 3 | | | | |
| COTE-D'OR | 232 | | 26 | 10 | 72 | 124 |
| COTES-DU-NORD | 94 | 93 | | | 0,4 | 0,6 |
| CREUSE | 66 | | | | | 66 |
| DORDOGNE | 86 | 46 | | | | 40 |
| DOUBS | 246 | | 7 | 96 | 17 | 126 |
| DROME | 155 | | | | | 155 |
| EURE | 248,3 | 142 | | 0,3 | 106 | |
| EURE-ET-LOIR | 179 | 61 | 56 | | 58 | 4 |
| FINISTERE | 180 | 126 | | | 55 | |
| GARD | 709 | 14 | | | | 695 |
| GARONNE(Hte) | 157 | 44 | | | | 113 |
| GERES | 14 | 0,5 | | | | 13,5 |
| GIROUDE | 193 | 167 | | | | 26 |
| HERAULT | 274 | 33 | | | | 241 |
| ILE-ET-VILAINE | 161 | 158 | | | 3 | |
| INDRE | 112 | 13 | | | 2 | 97 |
| INDRE-ET-LOIRE | 199 | 129 | | 4 | 10 | 56 |
| ISERE | 646 | | | | | 646 |
| JURA | 98 | 0,4 | 2 | 13 | 4 | 84,6 |
| LANDES | 207 | 204 | | | | 3 |
| LOIR-ET-CHER | 99 | 35 | 5 | 1,5 | 20 | 37,5 |
| LOIRE | 609 | | | | 7 | 602 |
| LOIRE(Hte) | 130 | | | | | 130 |
| LOIRE-INFERIEURE | 771 | 599 | 7 | 109 | 40 | 16 |
| LOIRET | 237 | 37 | 10 | 3 | 122 | 65 |
| LOT | 25 | | | | | 25 |

| DEPARTEMENTS | QUANTITES
CONSOMMEES | HOUILLES
ANGLAISES | HOUILLES
BELGES | HOUILLES
ALLEMANDES | HOUILLES
NPC | AUTRES
HOUILLES
FRANCAISE |
|--------------------------|-------------------------|-----------------------|--------------------|------------------------|-----------------|---------------------------------|
| LOT-ET-GARONNE | 94 | 10 | | | | 84 |
| LOZERE | 7 | | | | | 7 |
| MAINE-ET-LOIRE | 195 | 159 | | | | 36 |
| MANCHE | 188 | 157 | | | 31 | |
| MARNE | 520 | 3 | 203 | 26 | 288 | |
| MARNE (Hte) | 331 | 1,8 | 25 | 68 | 233 | 3,6 |
| MAYENNE | 107 | 67 | | | 5 | 35 |
| MEURTHE-ET-
MOSELLE | 6 115 | 18 | 86 | 2 863 | 2 372 | 776 |
| MEUSE | 229 | | 62 | 41 | 125 | 1 |
| MORBIHAN | 203 | 190 | | | 13 | |
| NIEVRE | 208 | 5 | | | 17 | 186 |
| NORD | 7 837 | 46 | 898 | 14 | 6 879 | |
| OISE | 630 | 16 | 126 | 4 | 483 | 1 |
| ORNE | 141 | 120 | | | 21 | |
| PAS-DE-CALAIS | 3 808 | 271 | 14 | | 3 524 | |
| PUY-DE-DOME | 320 | | | | | 320 |
| PYRENEES (B) | 179 | 175 | | | | 4 |
| PYRENEES (H) | 31 | 17 | | | | 14 |
| PYRENEES (O) | 29 | 7 | | | | 22 |
| RHONE | 1 225 | 9 | 12 | 9 | 0,5 | 1 194,5 |
| SACNE(Hte) | 151 | | 16 | 18 | | 117 |
| SACNE-ET-LOIRE | 1 246 | 3 | 6 | 7 | 29 | 1 201 |
| SARTHE | 140 | 104 | | | 29 | 7 |
| SAVOIE | 115 | 2 | | | | 113 |
| SAVOIE (Hte) | 56 | 0,3 | | | | 55,7 |
| SEINE | 4 895 | 1 116 | 686 | 137 | 2 928 | 28 |
| SEINE-OISE | 1 304 | 172 | 280 | 3 | 838 | 11 |
| SEINE-ET-MARNE | 373 | 8 | 81 | 1,2 | 272 | 10,8 |
| SEINE-INFERIEURE | 1 147 | 938 | | | 209 | |
| SEVRES(DEUX) | 84 | 66 | | | 1,2 | 17,2 |
| SOMME | 781 | 21 | 63 | 1,6 | 695 | 0,4 |
| TARN | 205 | | | | | 205 |
| TARN-ET-GARONNE | 35 | | | | | 35 |
| VAR | 98 | 40 | | | | 58 |
| VAUCLUSE | 144 | 17 | | | | 127 |
| VENDEE | 105 | 89 | | 5 | | 11 |
| Vienne | 81 | 56 | | 1 | 3 | 21 |
| Vienne (Hte) | 165 | 53 | | | | 112 |
| VOSGES | 570 | | 194 | 92 | 249 | 35 |
| YONNE | 95 | 5 | 20 | | 35 | 35 |
| TERRITOIRE DE
BELFORT | 102 | | 4 | 44 | 6 | 48 |
| TOTAL | 47 287,8 | 7 086,0 | 4 262,0 | 3 718,0 | 20 105,5 | 27 182,8 |

DEPARTEMENTS FRANCAIS EN 1907

| DEPARTEMENTS | HOUILLES ETRANGERES | | HOUILLES
N P C | AUTRES
HOUILLES
FRANCAISES |
|------------------|---------------------|--------|-------------------|----------------------------------|
| | milliers de t. | % | % | % |
| AIN | 4 | 3,20 | 2,40 | 94,4 |
| AISNE | 251,5 | 28,79 | 71,21 | |
| ALLIER | | | | 100,00 |
| ALPES (B) | 1,4 | 8,23 | | 91,77 |
| ALPES (H) | | | | 100,00 |
| ALPES (M) | 135 | 73,77 | | 26,23 |
| ARDECHE | | | | 100,00 |
| ARDENNES | 403 | 60,14 | 39,86 | |
| ARIEGE | 1,6 | 2,13 | | 97,87 |
| AUBE | 46 | 25,55 | 69,44 | 5,11 |
| AUDE | 4 | 5,19 | | 84,81 |
| AVEYRON | | | | 100,00 |
| BOUCHES-DU-RHONE | 358 | 29,46 | | 70,54 |
| CALVADOS | 463 | 96,66 | 3,34 | |
| CANTAL | | | | 100,00 |
| CHARENTE | 98 | 75,96 | | 24,04 |
| CHARENTE M. | 166 | 95,95 | 2,89 | 1,16 |
| CHER | 9 | 3,76 | 6,27 | 89,97 |
| CORREZE | | | | 100,00 |
| CORSE | 3 | 100,00 | | |
| COTE-D'OR | 36 | 15,51 | 31,03 | 53,46 |
| COTES-DU-NORD | 93 | 98,93 | 0,42 | 0,65 |
| CREUSE | | | | 100,00 |
| DORDOGNE | 46 | 53,48 | | 46,52 |
| DOUBS | 103 | 41,86 | 6,91 | 51,23 |
| DROME | | | | 100,00 |
| EURE | 142,3 | 57,26 | 42,74 | |
| EURE-ET-LOIR | 117 | 65,36 | 32,40 | 12,24 |
| FINISTERE | 126 | 70,00 | 30,55 | |
| GARD | 14 | 1,97 | | 98,03 |
| GARONNE (Hte) | 44 | 28,02 | | 71,98 |
| GERES | 0,5 | 3,57 | | 96,43 |
| GIROUDE | 167 | 86,52 | | 13,48 |
| HERAULT | 33 | 12,04 | | 87,96 |
| ILE-ET-VILAINE | 158 | 98,14 | 1,86 | |
| INDRE | 13 | 11,60 | 1,68 | 86,72 |
| INDRE-ET-LOIRE | 133 | 66,83 | 1,02 | 32,15 |
| ISERE | | | | 100,00 |
| JURA | 15,4 | 15,71 | 4,08 | 80,21 |
| LANDES | 204 | 98,55 | | 1,45 |
| LOIR-ET-CHER | 41,5 | 41,91 | 20,20 | 47,89 |
| LOIRE | | | 0,43 | 99,57 |
| LOIRE (Hte) | | | | 100,00 |
| LOIRE-INFERIEURE | 715 | 92,73 | 5,18 | 2,09 |

| DEPARTEMENTS | HOUILLES ETRANGERES | | HOUILLES
N P C | AUTRES
HOUILLES
FRANCAISES |
|--------------------------|---------------------|-------|-------------------|----------------------------------|
| | milliers de t. | % | % | % |
| LOIRET | 50 | 21,09 | 51,47 | 26,44 |
| LOT | | | | 100,00 |
| LOT-et-GARONNE | 10 | 10,63 | | 89,37 |
| LOZERE | | | | 100,00 |
| MAINE-et-LOIRE | 159 | 81,53 | | 18,47 |
| MANCHE | 157 | 83,52 | 16,48 | |
| MARNE | 232 | 44,62 | 55,38 | |
| MARNE (Hte) | 94,8 | 28,64 | 40,39 | 0,97 |
| MAYENNE | 67 | 62,61 | 4,67 | 32,72 |
| MEURTHE-et-MOSELLE | 2 967 | 48,52 | 38,78 | 12,70 |
| MEUSE | 103 | 44,97 | 54,88 | 0,45 |
| MORBIHAN | 190 | 93,60 | 6,40 | |
| NIEVRE | 5 | 2,40 | 8,17 | 89,43 |
| NORD | 958 | 12,22 | 87,78 | |
| OISE | 146 | 23,17 | 76,66 | 0,17 |
| ORNE | 120 | 85,11 | 14,89 | |
| PAS-de-CALAIS | 285 | 7,47 | 92,53 | |
| PUY-de-DOME | | | | 100,00 |
| PYRENEES (B.) | 175 | 97,76 | | 2,24 |
| PYRENEES (H.) | 17 | 54,83 | | 45,17 |
| PYRENEES (O.) | 7 | 24,13 | | 75,87 |
| RHONE | 30 | 2,44 | 4,08 | 93,48 |
| SAONE (Hte) | 34 | 22,51 | | 77,49 |
| SAONE-et-LOIRE | 16 | 1,28 | 2,32 | 96,40 |
| SARTHE | 104 | 74,28 | 20,71 | 5,11 |
| SAVOIE | 2 | 1,73 | | 98,27 |
| SAVOIE (Hte) | 0,3 | 0,53 | | 99,47 |
| SEINE | 1 939 | 39,61 | 59,81 | 0,58 |
| SEINE INFERIEURE | 938 | 81,77 | 18,22 | 0,11 |
| SEINE-et-MARNE | 90,2 | 24,18 | 72,92 | 2,90 |
| SEINE-et-OISE | 455 | 34,89 | 64,26 | 0,85 |
| SEVRES (DEUX) | 66 | 78,57 | 1,42 | 21,11 |
| SOMME | 85,6 | 10,96 | 88,98 | 0,06 |
| TARN | | | | 100,00 |
| TARN-et-GARONNE | | | | 100,00 |
| VAR | 40 | 40,81 | | 59,19 |
| VAUCLUSE | 17 | 11,80 | | 88,20 |
| VENDEE | 94 | 89,52 | | 10,48 |
| VIENNE | 57 | 70,37 | 3,70 | 25,93 |
| VIENNE (Hte) | 53 | 32,12 | | 67,88 |
| VOSGES | 286 | 50,17 | 43,68 | 6,15 |
| YONNE | 25 | 26,31 | 36,84 | 36,85 |
| TERRITOIRE DE
BELFORT | 44 | 43,13 | 5,88 | 50,99 |
| TOTAL | 15 066 | | | |

27.- SALAIRES (FOND ET JOUR) DES OUVRIERS MINEURS
EN FRANCE

(ET N.P.C.)

Indices 1901-1910=100

| ANNÉES | SALAIRES
FRANCE
FRANCS | INDICES | SALAIRE
NPC | INDICES | ANNÉES | SALAIRE
FRANCE
FRANCS | INDICES | SALAIRE
NPC | INDICES |
|--------|------------------------------|---------|----------------|---------|--------|-----------------------------|---------|----------------|---------|
| 850 | 2,14 | 45,0 | | | I88I | | | | |
| I | 2,07 | 43,5 | | | 2 | 3,71 | 78,I | 3,56 | 70,3 |
| 2 | 2,04 | 42,9 | | | 3 | 3,84 | 80,8 | 3,78 | 74,7 |
| 3 | 2,20 | 46,3 | | | 4 | 3,83 | 80,6 | 3,79 | 74,9 |
| 4 | 2,32 | 48,8 | | | 5 | 3,72 | 78,3 | 3,63 | 71,7 |
| 5 | 2,35 | 49,4 | I,99 | 39,3 | 6 | 3,71 | 78,I | 3,63 | 71,7 |
| 6 | 2,51 | 52,8 | 2,27 | 44,8 | 7 | 3,72 | 78,3 | 3,64 | 71,9 |
| 7 | 2,48 | 52,2 | 2,31 | 45,6 | 8 | 3,71 | 78,I | 3,68 | 72,7 |
| 8 | 2,55 | 53,6 | 2,42 | 47,8 | 9 | 3,87 | 81,4 | 3,85 | 76,0 |
| 9 | 2,55 | 53,6 | 2,42 | 47,8 | I890 | 4,16 | 87,5 | 4,36 | 86,I |
| 860 | 2,50 | 52,6 | 2,33 | 46,0 | I | 4,17 | 87,7 | 4,42 | 87,3 |
| I | 2,57 | 54,I | 2,31 | 45,6 | 2 | 4,24 | 8,92 | 4,49 | 88,7 |
| 2 | 2,52 | 53,0 | 2,36 | 46,6 | 3 | 4,14 | 87,I | 4,33 | 85,5 |
| 3 | 2,69 | 56,6 | 2,36 | 46,6 | 4 | 4,14 | 87,I | 4,31 | 85,I |
| 4 | 2,60 | 54,7 | 2,34 | 46,2 | 5 | 4,10 | 86,3 | 4,21 | 83,2 |
| 5 | 2,69 | 56,6 | 2,57 | 50,7 | 6 | 4,10 | 86,3 | 4,22 | 83,3 |
| 6 | 2,76 | 58,I | 2,79 | 53,9 | 7 | 4,14 | 87,I | 4,30 | 84,9 |
| 7 | 2,89 | 60,8 | 2,80 | 55,3 | 8 | 4,23 | 89,0 | 4,46 | 88,I |
| 8 | 2,96 | 62,3 | 2,77 | 54,7 | 9 | 4,38 | 92,2 | 4,72 | 93,2 |
| 9 | 2,99 | 62,9 | 2,67 | 52,7 | I900 | 4,66 | 98,I | 5,02 | 99,2 |
| 870 | 3,04 | 64,0 | 2,71 | 53,5 | I | 4,82 | 101,4 | 5,22 | 103,I |
| I | 3,08 | 64,8 | 2,86 | 56,5 | 2 | 4,57 | 96,2 | 4,85 | 95,8 |
| 2 | 3,35 | 70,5 | 3,41 | 67,3 | 3 | 4,55 | 95,7 | 4,78 | 94,4 |
| 3 | 3,45 | 72,6 | 3,67 | 72,5 | 4 | 4,53 | 95,3 | 4,74 | 93,6 |
| 4 | 3,56 | 74,9 | 3,58 | 70,7 | 5 | 4,53 | 95,3 | 4,76 | 94,0 |
| 5 | 3,58 | 75,3 | 3,51 | 69,3 | 6 | 4,75 | 100,0 | 5,12 | 101,I |
| 6 | . | . | . | . | 7 | 4,90 | 103,I | 5,28 | 104,3 |
| 7 | . | . | . | . | 8 | 4,96 | 104,4 | 5,31 | 104,9 |
| 8 | . | . | . | . | 9 | 4,97 | 104,6 | 5,30 | 104,7 |
| 9 | . | . | . | . | I910 | 5,01 | 105,4 | 5,33 | 105,3 |
| 880 | . | . | . | . | | | | | |

BASSIN HOUILLER DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

| | Production
(1.000 t) | Pourcentage
N.P.C./
France | Quantités
vendues
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Prix
de la
tonne | Salaires
totaux
(1.000 fr.) | Salaires
moyen
journalier
(fond
et jour) | Différence
produit
brut
— Salaires
totaux
(1.000 fr.) |
|---------|-------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|------------------------|-----------------------------------|--|--|
| 1851 .. | 1.054 | 23,50 | | 11.667 | 11,07 | 5.590 | | 6.077 |
| 1852 .. | 1.110 | 22,63 | | 12.187 | 10,98 | 5.646 | | 6.541 |
| 1853 .. | 1.394 | 23,47 | | 16.323 | 11,71 | 6.457 | | 9.866 |
| 1854 .. | 1.542 | 22,58 | | 18.997 | 12,32 | 7.494 | | 11.502 |
| 1855 .. | 1.751 | 23,49 | | 25.584 | 14,61 | 9.668 | 1,99 | 15.915 |
| 1856 .. | 1.846 | 23,29 | | 29.891 | 16,19 | 11.313 | 2,27 | 18.577 |
| 1857 .. | 1.976 | 25,00 | | 31.084 | 15,73 | 11.976 | 2,31 | 19.108 |
| 1858 .. | 2.079 | 28,27 | | 30.681 | 14,76 | 12.877 | 2,42 | 17.803 |
| 1859 .. | 2.041 | 27,27 | | 30.943 | 15,16 | 12.879 | — | 18.064 |
| 1860 .. | 2.185 | 26,31 | | 31.669 | 14,40 | 13.836 | 2,33 | 17.832 |
| 1861 .. | 2.463 | 26,13 | | 34.191 | 13,89 | 13.522 | 2,31 | 20.668 |
| 1862 .. | 2.762 | 26,84 | | 36.423 | 13,19 | 15.209 | 2,36 | 21.214 |
| 1863 .. | 2.975 | 27,77 | | 36.745 | 12,39 | 16.773 | 2,36 | 19.972 |
| 1864 .. | 3.141 | 27,93 | | 36.561 | 11,64 | 17.176 | 2,34 | 19.384 |
| 1865 .. | 3.450 | 29,74 | | 41.162 | 11,93 | 18.301 | 2,57 | 22.861 |
| 1866 .. | 3.840 | 31,47 | | 40.369 | 13,12 | 20.748 | 2,73 | 19.621 |
| 1867 .. | 3.931 | 30,85 | | 55.852 | 14,21 | 23.212 | 2,80 | 32.640 |
| 1868 .. | 4.160 | 31,38 | | 51.476 | 12,37 | 23.263 | 2,77 | 28.212 |
| 1869 .. | 4.336 | 32,20 | | 51.562 | 11,89 | 22.761 | 2,67 | 28.800 |
| 1870 .. | 4.313 | 32,35 | | 52.006 | 12,06 | 23.165 | 2,71 | 28.841 |
| 1871 .. | 4.917 | 37,08 | | 64.164 | 13,05 | 26.522 | 2,86 | 37.642 |
| 1872 .. | 5.876 | 37,18 | | 80.984 | 13,78 | 33.607 | 3,41 | 47.376 |
| 1873 .. | 6.420 | 36,72 | 6.287 | 115.452 | 17,98 | 40.995 | 3,67 | 76.456 |
| 1874 .. | 6.235 | 36,87 | 6.188 | 107.599 | 17,26 | 42.377 | 3,58 | 65.221 |
| 1875 .. | 6.614 | 39,00 | 6.498 | 110.893 | 16,77 | 45.385 | 3,51 | 65.507 |
| 1876 .. | 6.713 | 39,25 | 6.487 | 108.880 | 16,22 | 46.270 | — | 62.609 |
| 1877 .. | 6.722 | 40,00 | 6.738 | 89.142 | 13,26 | 41.039 | — | 48.103 |
| 1878 .. | 7.070 | 41,68 | 7.039 | 90.027 | 12,73 | 40.653 | — | 49.374 |
| 1879 .. | 7.449 | 43,53 | 7.277 | 88.568 | 11,89 | 40.172 | — | 48.396 |
| 1880 .. | 8.546 | 44,13 | 8.557 | 100.027 | 11,70 | 43.691 | — | 56.335 |
| 1881 .. | 8.992 | 45,49 | 8.953 | 103.768 | 11,54 | 45.630 | — | 58.138 |
| 1882 .. | 9.484 | 46,02 | 9.435 | 105.946 | 11,17 | 49.374 | 3,66 | 56.572 |
| 1883 .. | 9.945 | 46,61 | 9.860 | 115.048 | 11,57 | 54.056 | 3,78 | 60.991 |
| 1884 .. | 9.438 | 47,13 | 9.262 | 104.651 | 11,09 | 49.848 | 3,79 | 54.803 |
| 1885 .. | 9.710 | 49,76 | 9.689 | 100.875 | 10,39 | 46.471 | 3,63 | 54.404 |
| 1886 .. | 10.373 | 52,09 | 10.402 | 101.885 | 9,82 | 48.291 | 3,63 | 53.593 |
| 1887 .. | 11.317 | 53,16 | 11.266 | 105.247 | 9,30 | 50.204 | 3,64 | 55.043 |
| 1888 .. | 12.293 | 54,38 | 12.387 | 110.997 | 9,03 | 52.907 | 3,68 | 58.089 |
| 1889 .. | 13.333 | 54,86 | 13.384 | 123.184 | 9,24 | 59.012 | 3,85 | 64.171 |
| 1890 .. | 14.211 | 54,48 | 14.084 | 160.883 | 11,32 | 72.955 | 4,36 | 87.927 |
| 1891 .. | 13.486 | 51,81 | 13.466 | 180.001 | 13,32 | 76.204 | 4,42 | 103.797 |
| 1892 .. | 14.439 | 55,15 | 14.215 | 171.063 | 11,85 | 82.633 | 4,49 | 88.430 |
| 1893 .. | 13.887 | 54,13 | 14.108 | 143.846 | 10,36 | 73.685 | 4,33 | 70.160 |

BASSIN HOUILLER DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS (*suite*)

| | Production
(1.000 t) | Pourcentage
N.P.C./
France | Quantités
vendues
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Prix
de la
tonne | Salaires
totaux
(1.000 fr.) | Salaire
moyen
journalier
(fond
et jour) | Différence
produit
brut
— Salaires
totaux
(1.000 fr.) |
|---------|-------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|------------------------|-----------------------------------|---|--|
| 1894 .. | 15.616 | 56,95 | 15.408 | 157.881 | 10,11 | 80.887 | 4,31 | 76.994 |
| 1895 .. | 16.120 | 57,53 | 16.152 | 157.989 | 9,80 | 81.645 | 4,21 | 76.344 |
| 1896 .. | 17.072 | 58,48 | 17.138 | 165.581 | 9,70 | 85.908 | 4,22 | 79.673 |
| 1897 .. | 18.331 | 59,52 | 18.351 | 180.223 | 9,83 | 91.891 | 4,30 | 88.332 |
| 1898 .. | 19.287 | 59,60 | 19.312 | 198.116 | 10,27 | 99.739 | 4,46 | 98.377 |
| 1899 .. | 19.861 | 60,43 | 19.586 | 233.970 | 11,78 | 108.908 | 4,72 | 125.062 |
| 1900 .. | 20.264 | 60,66 | 20.345 | 295.807 | 14,60 | 122.761 | 5,02 | 173.046 |
| 1901 .. | 19.690 | 60,91 | 19.573 | 298.418 | 15,15 | 132.379 | 5,22 | 166.039 |
| 1902 .. | 18.262 | 60,87 | 18.685 | 256.400 | 14,04 | 114.907 | 4,85 | 141.493 |
| 1903 .. | 22.081 | 63,25 | 21.712 | 300.604 | 13,61 | 131.801 | 4,78 | 168.803 |
| 1904 .. | 21.718 | 63,56 | 21.261 | 280.045 | 12,89 | 133.222 | 4,74 | 146.823 |
| 1905 .. | 23.174 | 64,50 | 23.655 | 289.598 | 12,50 | 139.504 | 4,76 | 150.094 |
| 1906 .. | 21.149 | 61,84 | 21.393 | 284.928 | 13,47 | 140.604 | 5,12 | 144.324 |
| 1907 .. | 23.579 | 64,15 | 23.635 | 348.302 | 14,77 | 163.562 | 5,28 | 184.740 |
| 1908 .. | 24.254 | 64,87 | 23.770 | 380.019 | 15,67 | 175.027 | 5,31 | 204.992 |
| 1909 .. | 24.932 | 65,88 | 24.670 | 368.593 | 14,78 | 180.044 | 5,30 | 188.549 |
| 1910 .. | 25.493 | 66,47 | 25.197 | 375.780 | 14,74 | 186.333 | 5,33 | 189.447 |
| 1911 .. | 26.140 | 66,63 | 26.496 | 387.329 | 14,82 | 191.415 | 5,39 | 195.914 |
| 1912 .. | 27.730 | 67,39 | | 427.096 | 15,40 | 203.642 | 5,50 | 223.454 |
| 1913 .. | 27.389 | 67,05 | | 448.349 | 16,36 | 213.649 | 5,68 | 234.700 |

BASSIN HOUILLER DU NORD

| | Production
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Prix
de la
tonne | Salaires
totaux
(1.000 fr.) | Salaire
moyen
journalier
(fond
et jour) | Nombre
total
d'ouvriers |
|---------|-------------------------|--------------------------------|------------------------|-----------------------------------|---|-------------------------------|
| 1851 .. | 1.030 | 11.393 | 11,05 | 5.378 | 1,98 | 10.034 |
| 1852 .. | 1.072 | 11.710 | 10,91 | 5.415 | 1,98 | 10.192 |
| 1853 .. | 1.327 | 15.363 | 11,57 | 6.020 | 1,98 | 10.693 |
| 1854 .. | 1.429 | 17.349 | 12,13 | 6.695 | 2,00 | 10.903 |
| 1855 .. | 1.605 | 22.984 | 14,35 | 8.424 | 1,99 | 13.526 |
| 1856 .. | 1.577 | 25.178 | 15,96 | 9.416 | 2,26 | 13.341 |
| 1857 .. | 1.568 | 24.448 | 15,59 | 9.452 | 2,31 | 13.634 |
| 1858 .. | 1.615 | 23.305 | 14,43 | 9.708 | 2,32 | 14.057 |
| 1859 .. | 1.533 | 22.961 | 14,95 | 9.246 | — | 14.197 |
| 1860 .. | 1.595 | 22.571 | 14,15 | 9.733 | 2,34 | 14.330 |
| 1861 .. | 1.650 | 22.773 | 13,80 | 9.284 | 2,23 | 14.876 |
| 1862 .. | 1.736 | 22.353 | 12,87 | 9.284 | 2,27 | 14.579 |
| 1863 .. | 1.811 | 22.150 | 12,23 | 9.557 | 2,36 | 15.093 |
| 1864 .. | 1.845 | 20.787 | 11,26 | 9.477 | 2,12 | 14.895 |
| 1865 .. | 2.047 | 24.311 | 11,87 | 9.963 | 2,42 | 14.799 |
| 1866 .. | 2.229 | 28.478 | 12,78 | 11.072 | 2,54 | 15.042 |
| 1867 .. | 2.316 | 31.539 | 13,60 | 12.376 | 2,60 | 15.874 |
| 1868 .. | 2.411 | 29.144 | 12,08 | 12.495 | 2,55 | 16.509 |
| 1869 .. | 2.496 | 28.600 | 11,46 | 12.618 | 2,55 | 16.509 |
| 1870 .. | 2.824 | 28.241 | 11,68 | 12.621 | 2,61 | 16.129 |
| 1871 .. | 2.716 | 34.385 | 12,65 | 13.881 | 2,76 | 16.766 |
| 1872 .. | 3.226 | 42.716 | 13,24 | 17.342 | 3,26 | 17.721 |
| 1873 .. | 3.437 | 58.404 | 16,99 | 21.013 | 3,64 | 19.267 |
| 1874 .. | 3.260 | 55.617 | 17,06 | 21.124 | 3,47 | 20.302 |
| 1875 .. | 3.356 | 55.207 | 16,46 | 22.013 | 3,57 | 20.680 |
| 1876 .. | 3.388 | 50.028 | 14,76 | 22.014 | — | 21.652 |
| 1877 .. | 3.286 | 41.116 | 12,51 | 19.672 | — | 21.245 |
| 1878 .. | 3.240 | 38.633 | 11,92 | 18.776 | — | 20.205 |
| 1879 .. | 3.273 | 37.214 | 11,36 | 18.287 | — | 19.490 |
| 1880 .. | 3.701 | 41.151 | 11,12 | 20.077 | — | 20.659 |
| 1881 .. | 3.671 | 41.655 | 11,34 | 20.529 | — | 20.701 |
| 1882 .. | 3.777 | 42.470 | 11,24 | 20.832 | 3,46 | 20.056 |
| 1883 .. | 3.789 | 43.312 | 11,43 | 21.594 | 3,62 | 19.880 |
| 1884 .. | 3.402 | 34.709 | 10,20 | 17.862 | 3,72 | 18.886 |
| 1885 .. | 3.583 | 33.305 | 9,30 | 16.672 | 3,67 | 16.583 |
| 1886 .. | 3.910 | 35.569 | 9,10 | 17.982 | 3,62 | 17.031 |
| 1887 .. | 4.198 | 36.737 | 8,75 | 18.324 | 3,64 | 17.240 |
| 1888 .. | 4.416 | 37.642 | 8,52 | 18.767 | 3,67 | 17.381 |
| 1889 .. | 4.719 | 42.201 | 8,94 | 20.593 | 3,84 | 17.864 |
| 1890 .. | 5.135 | 53.447 | 10,41 | 25.375 | 4,31 | 19.584 |
| 1891 .. | 4.865 | 58.509 | 12,03 | 26.633 | 4,40 | 20.501 |
| 1892 .. | 4.637 | 51.427 | 11,09 | 25.711 | 4,31 | 20.819 |
| 1893 .. | 4.707 | 46.903 | 9,96 | 25.724 | 4,36 | 20.890 |
| 1894 .. | 4.983 | 47.220 | 9,48 | 26.731 | 4,31 | 20.904 |

BASSIN HOUILLER DU NORD (*suite*)

| | Production
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Prix
de la
tonne | Salaires
totaux
(1.000 fr.) | Salaire
moyen
journalier
(fond
et jour) | Nombre
total
d'ouvriers |
|---------|-------------------------|--------------------------------|------------------------|-----------------------------------|---|-------------------------------|
| 1895 .. | 5.010 | 47.683 | 9,52 | 27.571 | 4,19 | 21.922 |
| 1896 .. | 5.202 | 49.933 | 9,60 | 28.339 | 4,17 | 22.520 |
| 1897 .. | 5.524 | 53.593 | 9,70 | 29.687 | 4,22 | 23.357 |
| 1898 .. | 5.698 | 58.181 | 10,21 | 31.214 | 4,31 | 24.017 |
| 1899 .. | 5.660 | 65.858 | 11,63 | 34.023 | 4,59 | ~~24.575~~ |
| 1900 .. | 5.670 | 84.066 | 14,83 | 38.500 | 5,01 | 25.469 |
| 1901 .. | 5.336 | 79.680 | 14,93 | 40.111 | 5,27 | 25.911 |
| 1902 .. | 5.077 | 66.594 | 13,12 | 35.100 | 4,86 | 26.704 |
| 1903 .. | 5.889 | 75.729 | 12,86 | 37.831 | 4,67 | 27.353 |
| 1904 .. | 5.905 | 71.945 | 12,18 | 38.643 | 4,61 | ~~28.296~~ |
| 1905 .. | 6.188 | 72.731 | 11,75 | 39.594 | 4,61 | 28.708 |
| 1906 .. | 5.758 | 74.350 | 12,91 | 41.104 | 4,99 | 29.823 |
| 1907 .. | 6.362 | 93.435 | 14,68 | 46.962 | 5,16 | 29.972 |
| 1908 .. | 6.370 | 95.788 | 15,04 | 49.148 | 5,19 | 31.157 |
| 1909 .. | 6.522 | 92.298 | 14,15 | 49.811 | 5,18 | 31.759 |
| 1910 .. | 6.599 | 96.567 | 14,63 | 51.226 | 5,22 | 32.190 |
| 1911 .. | 6.646 | 97.073 | 14,67 | 52.528 | 5,25 | 33.078 |
| 1912 .. | 6.807 | 105.118 | 15,44 | 54.823 | 5,36 | 33.593 |
| 1913 .. | 6.813 | 113.163 | 16,60 | 57.529 | 5,57 | 34.044 |

| | Production
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Prix
de la
tonne | Salaires
totaux
(1.000 fr.) | Salaire
journalier
moyen | Différence
Produit
brut
— Salaires
(1.000 fr.) | Dividende
total
(1.000 fr.) | Auto-
finan-
cement
(1.000 fr.) | N°
ou |
|---------|-------------------------|--------------------------------|------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|--|-----------------------------------|--|----------|
| 1851 .. | 23 | | | 212 | 1,43 | | | | |
| 1852 .. | 37 | | | 231 | 1,45 | | | | |
| 1853 .. | 66 | 970 | 14,57 | 436 | 2,07 | 533 | 360 | 173 | |
| 1854 .. | 113 | 1.647 | 14,58 | 799 | 2,00 | 848 | 500 | 398 | |
| 1855 .. | 149 | 2.599 | 17,35 | 1.211 | 1,99 | 1.387 | 600 | 787 | |
| 1856 .. | 268 | 4.713 | 17,58 | 1.896 | 2,30 | 2.816 | 850 | 1.965 | |
| 1857 .. | 408 | 5.636 | 16,25 | 2.523 | 2,32 | 3.112 | 1.408 | 1.704 | |
| 1858 .. | 463 | 7.376 | 15,92 | 3.169 | 2,78 | 4.206 | 1.963 | 2.243 | |
| 1859 .. | 505 | 7.982 | 15,77 | 3.133 | — | 4.848 | 1.982 | 2.865 | |
| 1860 .. | 590 | 8.897 | 15,08 | 4.104 | 2,30 | 4.792 | 2.009 | 2.783 | |
| 1861 .. | 812 | 11.418 | 14,05 | 4.237 | 2,50 | 7.180 | 2.128 | 5.052 | |
| 1862 .. | 1.025 | 14.069 | 13,72 | 5.924 | 2,50 | 8.145 | 2.386 | 5.758 | |
| 1863 .. | 1.163 | 14.694 | 12,63 | 7.215 | 2,88 | 7.479 | 2.294 | 5.184 | |
| 1864 .. | 1.295 | 15.773 | 12,17 | 7.698 | 2,69 | 8.374 | 2.498 | 5.875 | |
| 1865 .. | 1.402 | 16.851 | 12,02 | 8.337 | 2,76 | 8.514 | 3.301 | 5.213 | |
| 1866 .. | 1.610 | 21.890 | 13,60 | 9.676 | 2,97 | 12.214 | 4.280 | 7.934 | 10 |
| 1867 .. | 1.614 | 24.312 | 15,03 | 10.835 | 3,05 | 13.477 | 5.062 | 8.415 | 11 |
| 1868 .. | 1.748 | 22.331 | 12,77 | 10.767 | 3,08 | 11.563 | 4.460 | 7.103 | 11 |
| 1869 .. | 1.840 | 22.962 | 12,48 | 10.143 | 2,83 | 12.818 | 4.303 | 8.514 | 11 |
| 1870 .. | 1.895 | 23.768 | 13,54 | 10.544 | 2,86 | 13.223 | 3.841 | 9.382 | 11 |
| 1871 .. | 2.200 | 29.779 | 13,53 | 12.640 | 2,99 | 17.138 | 5.219 | 11.918 | 11 |
| 1872 .. | 2.649 | 38.267 | 14,44 | 16.265 | 3,64 | 22.002 | 9.725 | 12.277 | 11 |
| 1873 .. | 2.982 | 57.047 | 19,13 | 19.982 | 3,71 | 37.065 | 15.437 | 21.627 | 11 |
| 1874 .. | 2.973 | 51.982 | 17,48 | 21.253 | 3,70 | 30.728 | 16.340 | 14.368 | 11 |
| 1875 .. | 3.257 | 55.686 | 17,09 | 23.372 | 3,52 | 32.609 | 15.294 | 17.314 | 21 |
| 1876 .. | 3.324 | 58.851 | 17,70 | 24.255 | | 34.595 | 10.997 | 23.598 | 21 |
| 1877 .. | 3.435 | 48.026 | 13,98 | 21.366 | | 26.659 | 6.913 | 19.746 | 21 |
| 1878 .. | 3.829 | 51.389 | 13,41 | 21.877 | | 29.512 | 8.307 | 21.205 | 21 |
| 1879 .. | 4.175 | 51.344 | 12,30 | 21.884 | | 29.459 | 9.754 | 21.205 | 21 |
| 1880 .. | 4.844 | 58.876 | 12,15 | 23.614 | | 35.262 | 10.726 | 24.535 | 21 |
| 1881 .. | 5.320 | 62.110 | 11,16 | 25.101 | | 37.009 | 11.310 | 25.699 | 21 |
| 1882 .. | 5.706 | 63.475 | 11,12 | 28.541 | 3,63 | 34.934 | 10.888 | 24.045 | 21 |
| 1883 .. | 6.156 | 71.737 | 11,65 | 32.463 | 3,96 | 39.274 | 12.517 | 26.756 | 21 |
| 1884 .. | 6.036 | 69.943 | 11,59 | 31.986 | 3,89 | 37.957 | 13.119 | 24.837 | 21 |
| 1885 .. | 6.127 | 67.570 | 11,03 | 29.800 | 3,69 | 37.770 | 13.152 | 24.617 | 21 |
| 1886 .. | 6.463 | 66.316 | 10,26 | 30.309 | 3,67 | 36.007 | 12.956 | 23.050 | 21 |
| 1887 .. | 7.120 | 68.511 | 9,62 | 31.881 | 3,65 | 36.630 | 12.839 | 23.790 | 21 |
| 1888 .. | 7.877 | 73.356 | 9,31 | 34.140 | 3,68 | 39.216 | 13.695 | 25.520 | 31 |
| 1889 .. | 8.614 | 80.983 | 9,41 | 38.418 | 3,85 | 42.565 | 14.397 | 28.167 | 31 |
| 1890 .. | 9.077 | 107.437 | 11,84 | 47.581 | 4,39 | 59.856 | 17.949 | 41.906 | 31 |
| 1891 .. | 8.621 | 121.092 | 14,05 | 49.572 | 4,47 | 71.520 | 22.561 | 48.958 | 41 |
| 1892 .. | 9.802 | 119.637 | 12,21 | 56.923 | 4,59 | 62.714 | 21.505 | 41.208 | 41 |
| 1893 .. | 9.179 | 96.944 | 10,56 | 47.962 | 4,32 | 48.982 | 17.570 | 31.411 | 41 |
| 1894 .. | 10.633 | 110.661 | 10,41 | 53.627 | 4,30 | 57.034 | 15.820 | 41.213 | 41 |

BASSIN HOUILLER DU PAS-DE-CALAIS (*suite*)

| | Produc-
tion
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Prix
de la
tonne | Salaires
totaux
(1.000 fr.) | Salaire
journalier
moyen | Différence
Produit
brut
— Salaires
(1.000 fr.) | Dividende
total
(1.000 fr.) | Auto-
finan-
cement
(1.000 fr.) | Nombre
total
ouvriers |
|-------|------------------------------|--------------------------------|------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|--|-----------------------------------|--|-----------------------------|
| 95 .. | 11.110 | 110.306 | 9,93 | 54.074 | 4,22 | 56.232 | 16.189 | 40.033 | 45.916 |
| 96 .. | 11.871 | 115.649 | 9,74 | 57.569 | 4,25 | 58.080 | 16.855 | 41.224 | 47.902 |
| 97 .. | 12.807 | 126.630 | 9,89 | 62.204 | 4,34 | 64.426 | 18.073 | 46.352 | 50.834 |
| 98 .. | 13.588 | 139.935 | 10,30 | 68.525 | 4,54 | 71.410 | 20.649 | 50.760 | 53.244 |
| 99 .. | 14.200 | 168.112 | 11,84 | 74.885 | 4,77 | 93.227 | 26.922 | 66.304 | 55.744 |
| 00 .. | 14.595 | 211.741 | 14,51 | 84.261 | 5,03 | 127.480 | 39.214 | 88.265 | 59.052 |
| 01 .. | 14.354 | 218.738 | 15,24 | 92.268 | 5,21 | 126.470 | 44.595 | 77.279 | 60.018 |
| 02 .. | 13.185 | 189.807 | 14,39 | 79.807 | 4,84 | 110.000 | 42.777 | 67.222 | 61.584 |
| 03 .. | 16.192 | 224.875 | 13,89 | 93.970 | 4,81 | 130.905 | 43.287 | 87.617 | 64.542 |
| 04 .. | 15.812 | 208.100 | 13,16 | 94.579 | 4,79 | 113.521 | 42.961 | 70.559 | 68.851 |
| 05 .. | 16.985 | 216.867 | 12,77 | 99.910 | 4,82 | 116.957 | 41.358 | 75.598 | 73.224 |
| 06 .. | 15.390 | 210.579 | 13,68 | 99.500 | 5,17 | 111.079 | 47.813 | 63.265 | 73.978 |
| 07 .. | 17.216 | 254.867 | 14,80 | 116.600 | 5,32 | 138.267 | 52.049 | 86.217 | 77.540 |
| 08 .. | 17.884 | 284.231 | 15,89 | 125.879 | 5,36 | 158.352 | 56.442 | 101.909 | 85.324 |
| 09 .. | 18.409 | 276.295 | 15,00 | 130.233 | 5,34 | 146.062 | 54.607 | 91.454 | 81.410 |
| 10 .. | 18.893 | 279.213 | 14,78 | 135.107 | 5,37 | 144.106 | 54.326 | 89.779 | 88.606 |
| 11 .. | 19.493 | 290.256 | 14,89 | 138.887 | 5,44 | 151.369 | 56.003 | 95.365 | 90.620 |
| 12 .. | 20.922 | 321.977 | 15,38 | 148.819 | 5,55 | 173.158 | | | 94.136 |
| 13 .. | 20.576 | 335.186 | 16,29 | 156.120 | 5,73 | 179.066 | | | 96.659 |

| | France | | | Nord-Pas-de-Calais | | | Pourcentage
N.P.C./France |
|---------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|------------------------------|
| | Mines
en gain
(1.000 fr.) | Mines
en perte
(1.000 fr.) | Gains
— Pertes
(1.000 fr.) | Mines
en gain
(1.000 fr.) | Mines
en perte
(1.000 fr.) | Gains
— Pertes
(1.000 fr.) | Mines en gain |
| 1851 .. | | | | | | | |
| 1852 .. | 10.909 | | | | | | |
| 1853 .. | 12.418 | | | 2.556 | | | 20,5 |
| 1854 .. | 15.142 | | | 3.094 | | | 20,4 |
| 1855 .. | 19.451 | | | 3.485 | | | 17,9 |
| 1856 .. | 21.705 | | | 5.173 | | | 23,8 |
| 1857 .. | 22.672 | | | 5.564 | | | 24,5 |
| 1858 .. | | | | 6.466 | | | |
| 1859 .. | 20.382 | | | | | | |
| 1860 .. | 16.340 | | | 5.706 | | | 34,9 |
| 1861 .. | 16.787 | | | 4.650 | | | 27,7 |
| 1862 .. | 16.985 | | | 3.596 | | | 21,1 |
| 1863 .. | 17.797 | | | 4.042 | | | 22,7 |
| 1864 .. | 18.498 | | | 4.749 | | | 25,6 |
| 1865 .. | 20.944 | | | 5.099 | | | 24,3 |
| 1866 .. | 23.471 | | | 6.820 | | | 29,0 |
| 1867 .. | 23.917 | | | 8.740 | | | 36,5 |
| 1868 .. | 21.151 | | | 9.051 | | | 42,7 |
| 1869 .. | 22.194 | | | 6.871 | | | 30,9 |
| 1870 .. | 20.560 | | | 6.642 | | | 32,3 |
| 1871 .. | 26.513 | | | 6.413 | | | 22,4 |
| 1872 .. | 38.295 | | | 9.462 | | | 24,7 |
| 1873 .. | 47.293 | | | 12.920 | | | 27,3 |
| 1874 .. | 44.551 | | | 11.093 | | | 24,8 |
| 1875 .. | 38.493 | | | 11.891 | | | 30,8 |
| 1876 .. | 44.934 | | | 12.057 | | | 26,8 |
| 1877 .. | 30.495 | | | 13.357 | | | 43,8 |
| 1878 .. | 39.624 | | | 8.282 | | | 47,8 |
| 1879 .. | 37.630 | 6.074 | 31.556 | 11.916 | 1.885 | 10.031 | 31,6 |
| 1880 .. | 42.953 | 5.169 | 37.784 | 14.756 | 1.536 | 13.220 | 34,3 |
| 1881 .. | 38.893 | 6.798 | 32.095 | 13.054 | 2.359 | 10.695 | 33,5 |
| 1882 .. | 43.253 | 5.534 | 37.719 | 15.973 | 1.984 | 13.989 | 36,9 |
| 1883 .. | 42.807 | 6.343 | 36.464 | 16.897 | 2.355 | 14.542 | 39,0 |
| 1884 .. | 37.590 | 6.122 | 31.468 | 13.426 | 2.779 | 10.647 | 35,7 |
| 1885 .. | 41.359 | 4.705 | 36.654 | 17.316 | 1.955 | 15.361 | 41,8 |
| 1886 .. | 35.611 | 3.648 | 31.963 | 15.599 | 327 | 15.272 | 43,8 |
| 1887 .. | 37.841 | 3.733 | 34.108 | 17.577 | 401 | 16.976 | 46,4 |
| 1888 .. | 36.928 | 3.566 | 33.362 | 18.192 | 481 | 17.711 | 49,2 |
| 1889 .. | 38.124 | 4.165 | 33.959 | 20.576 | 389 | 20.187 | 53,9 |
| 1890 .. | 61.799 | 4.701 | 57.098 | 37.227 | 725 | 36.502 | 60,2 |
| 1891 .. | 65.016 | 5.040 | 59.976 | 38.020 | 681 | 37.339 | 58,4 |
| 1892 .. | 46.577 | 7.280 | 39.297 | 26.179 | 1.134 | 25.045 | 56,2 |
| 1893 .. | 31.503 | 8.903 | 25.600 | 14.360 | 2.309 | 12.051 | 41,6 |

REVENU NET IMPOSABLE (*suite*)

| | France | | | Nord-Pas-de-Calais | | | Pourcentage
N.P.C./France |
|---------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|------------------------------|
| | Mines
en gain
(1.000 fr.) | Mines
en perte
(1.000 fr.) | Gains
— Pertes
(1.000 fr.) | Mines
en gain
(1.000 fr.) | Mines
en perte
(1.000 fr.) | Gains
— Pertes
(1.000 fr.) | —
Mines en gain |
| 1894 .. | 35.362 | 9.847 | 25.515 | 17.598 | 3.737 | 13.861 | 49,7 |
| 1895 .. | 36.435 | 6.920 | 29.515 | 17.387 | 5.296 | 12.091 | 47,7 |
| 1896 .. | 34.460 | 8.170 | 26.290 | 16.715 | 4.028 | 12.687 | 48,5 |
| 1897 .. | 35.193 | 8.714 | 26.479 | 18.845 | 4.773 | 14.072 | 53,5 |
| 1898 .. | 42.867 | 7.405 | 35.462 | 23.493 | 3.493 | 20.000 | 54,8 |
| 1899 .. | 61.528 | 6.572 | 54.956 | 46.635 | 2.587 | 44.048 | 75,7 |
| 1900 .. | 105.355 | 8.120 | 97.235 | 69.091 | 2.939 | 66.152 | 65,5 |
| 1901 .. | 88.689 | 11.606 | 77.083 | 54.570 | 3.902 | 50.668 | 61,5 |
| 1902 .. | 58.089 | 11.682 | 46.407 | 38.955 | 3.138 | 35.817 | 67,0 |

REVENU NET IMPOSABLE

| | Nord | | | Pas-de-Calais | | | Pourcentage
P.-de-C./N.P.C. |
|---------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| | Mines
en gain
(1.000 fr.) | Mines
en perte
(1.000 fr.) | Gains
— Pertes
(1.000 fr.) | Mines
en gain
(1.000 fr.) | Mines
en perte
(1.000 fr.) | Gains
— Pertes
(1.000 fr.) | —
Mines en gain |
| 1851 .. | | | | | | | |
| 1852 .. | | | | | | | |
| 1853 .. | 2.532 | | | 24 | | | 0,9 |
| 1854 .. | 3.068 | | | 26 | | | 0,8 |
| 1855 .. | 3.326 | | | 159 | | | 4,5 |
| 1856 .. | 4.633 | | | 540 | | | 10,4 |
| 1857 .. | 4.989 | | | 575 | | | 10,3 |
| 1858 .. | 4.899 | | | 1.567 | | | 24,2 |
| 1859 .. | | | | | | | |
| 1860 .. | 4.257 | | | 1.449 | | | 24,6 |
| 1861 .. | 3.953 | | | 697 | | | 14,9 |
| 1862 .. | 2.907 | | | 689 | | | 19,1 |
| 1863 .. | 3.077 | | | 965 | | | 23,8 |
| 1864 .. | 3.431 | | | 1.318 | | | 27,7 |
| 1865 .. | 3.431 | | | 1.668 | | | 32,7 |
| 1866 .. | 4.749 | | | 2.071 | | | 30,3 |
| 1867 .. | 6.345 | | | 2.395 | | | 27,4 |
| 1868 .. | 6.706 | | | 2.345 | | | 25,9 |

REVENU NET IMPOSABLE (*suite*)

| | Nord | | | Pas-de-Calais | | | Pourcentage
P.-de-C./N.P.C. |
|---------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
| | Mines
en gain
(1.000 fr.) | Mines
en perte
(1.000 fr.) | Gains
— Pertes
(1.000 fr.) | Mines
en gain
(1.000 fr.) | Mines
en perte
(1.000 fr.) | Gains
— Perte
(1.000 fr.) | Mines en gain |
| 1869 .. | 4.867 | | | 2.004 | | | 29,1 |
| 1870 .. | 4.452 | | | 2.190 | | | 32,9 |
| 1871 .. | 3.933 | | | 2.480 | | | 38,6 |
| 1872 .. | 5.020 | | | 4.036 | | | 42,6 |
| 1873 .. | 8.280 | | | 4.640 | | | 35,9 |
| 1874 .. | 6.260 | | | 4.833 | | | 43,5 |
| 1875 .. | 6.893 | | | 4.998 | | | 42,0 |
| 1876 .. | 6.586 | | | 5.471 | | | 45,3 |
| 1877 .. | 6.635 | | | 6.722 | | | 50,3 |
| 1878 .. | 3.929 | | | 4.353 | | | 52,4 |
| 1879 .. | 3.481 | 424 | 3.057 | 8.485 | 1.461 | 7.024 | 71,2 |
| 1880 .. | 3.719 | 617 | 3.102 | 11.037 | 918 | 10.119 | 74,7 |
| 1881 .. | 3.102 | 350 | 2.752 | 9.453 | 2.009 | 7.444 | 76,2 |
| 1882 .. | 3.976 | 115 | 3.861 | 11.997 | 1.870 | 10.127 | 75,1 |
| 1883 .. | 3.900 | 559 | 3.341 | 12.997 | 1.796 | 11.201 | 76,9 |
| 1884 .. | 2.916 | 1.164 | 1.752 | 10.510 | 1.614 | 8.896 | 78,2 |
| 1885 .. | 4.094 | 810 | 3.284 | 13.222 | 1.145 | 12.077 | 76,3 |
| 1886 .. | 3.934 | 83 | 3.851 | 11.665 | 243 | 11.422 | 74,0 |
| 1887 .. | 4.216 | 173 | 4.043 | 13.161 | 228 | 12.933 | 74,7 |
| 1888 .. | 4.416 | 378 | 4.038 | 7.598 | 103 | 7.494 | 41,7 |
| 1889 .. | 6.020 | 146 | 5.874 | 14.556 | 243 | 14.313 | 70,7 |
| 1890 .. | 12.168 | 168 | 12.000 | 25.058 | 556 | 24.502 | 67,3 |
| 1891 .. | 12.234 | 581 | 11.653 | 25.786 | 100 | 25.686 | 67,8 |
| 1892 .. | 7.155 | 1.005 | 6.150 | 19.023 | 129 | 18.894 | 72,6 |
| 1893 .. | 4.608 | 2.019 | 2.589 | 9.752 | 289 | 9.463 | 67,9 |
| 1894 .. | 3.239 | 2.464 | 775 | 14.359 | 1.273 | 13.086 | 81,5 |
| 1895 .. | 3.509 | 1.061 | 2.448 | 13.878 | 1.655 | 12.223 | 76,9 |
| 1896 .. | 4.172 | 1.448 | 2.724 | 12.543 | 2.580 | 9.963 | 75,0 |
| 1897 .. | 4.923 | 2.055 | 2.868 | 13.922 | 2.718 | 11.204 | 73,8 |
| 1898 .. | 6.475 | 1.324 | 5.151 | 17.018 | 2.169 | 14.849 | 72,4 |
| 1899 .. | 8.744 | 1.192 | 7.552 | 29.147 | 1.395 | 27.752 | 62,5 |
| 1900 .. | 17.816 | 718 | 17.098 | 51.275 | 2.221 | 49.054 | 74,2 |
| 1901 .. | 11.367 | 1.195 | 10.172 | 43.203 | 2.707 | 40.496 | 79,1 |
| 1902 .. | 6.259 | 1.073 | 5.186 | 32.686 | 2.065 | 30.621 | 83,9 |

COUT DE LA MAIN-D'ŒUVRE PAR TONNE

| | France | | | Pas-de-Calais | | |
|-----------|--|-------------------------------|---------------------------|---------------|-------|---------------------------|
| | Coût
de la main-
d'œuvre
par tonne
(1) | Prix
de la
tonne
(2) | Pourcentage
(1)
(2) | (1) | (2) | Pourcentage
(1)
(2) |
| 1851 | 4,18 | 9,60 | 43,6 | | | |
| 1852 | 4,05 | 9,53 | 42,5 | 6,26 | 12,78 | 49 |
| 1853 | 4,15 | 10,05 | 41,4 | 6,56 | 14,57 | 45 |
| 1854 | 4,70 | 10,96 | 43 | 7,07 | 14,58 | 48,4 |
| 1855 | 4,81 | 12,17 | 39,5 | 8,31 | 17,35 | 48 |
| 1856 | 5,11 | 12,87 | 39,7 | 7,07 | 17,58 | 40,3 |
| 1857 | 5,27 | 12,60 | 41,8 | 6,18 | 16,25 | 38 |
| 1858 | 5,32 | 12,46 | 42,7 | 6,84 | 15,12 | 42,9 |
| 1859 | | 12,69 | | | 15,77 | |
| 1860 | 5,09 | 11,65 | 43,7 | 6,95 | 15,08 | 45,9 |
| 1861 | 5,00 | 11,55 | 43,3 | 5,22 | 14,05 | 37,1 |
| 1862 | 4,93 | 11,51 | 42,8 | 5,78 | 13,72 | 42,1 |
| 1863 | 5,22 | 11,31 | 46,2 | 6,20 | 12,63 | 49 |
| 1864 | 5,17 | 11,28 | 45,7 | 5,94 | 12,17 | 48,9 |
| 1865 | 5,13 | 11,47 | 44,7 | 5,95 | 12,02 | 49,6 |
| 1866 | 5,16 | 11,79 | 43,8 | 6,01 | 13,60 | 44,1 |
| 1867 | 5,42 | 12,23 | 44,3 | 6,71 | 15,03 | 44,6 |
| 1868 | 5,34 | 11,63 | 45,9 | 6,16 | 12,77 | 48,1 |
| 1869 | 5,29 | 11,62 | 45,5 | 5,51 | 12,48 | 44,2 |
| 1870 | 5,42 | 11,69 | 46,4 | 5,56 | 13,54 | 44,2 |
| 1871 | 5,56 | 12,39 | 44,8 | 5,74 | 13,53 | 42,5 |
| 1872 | 5,70 | 13,46 | 42,3 | 6,14 | 14,44 | 42,4 |
| 1873 | 6,15 | 16,61 | 37,1 | 6,70 | 19,13 | 35,1 |
| 1874 | 6,61 | 16,53 | 39,9 | 7,15 | 17,48 | 40,9 |
| 1875 | 6,78 | 15,93 | 42,6 | 7,17 | 17,09 | 42 |
| 1876 | 6,61 | 15,33 | 43,1 | 7,30 | 17,70 | 41,2 |
| 1877 | 6,32 | 14,06 | 45 | 6,22 | 13,48 | 44,5 |
| 1878 | 6,12 | 13,46 | 45,5 | 5,71 | 13,41 | 42,6 |
| 1879 | 5,91 | 12,93 | 45,7 | 5,24 | 12,30 | 42,6 |
| 1880 | 5,76 | 12,74 | 45,2 | 4,87 | 19,15 | 40,2 |
| 1881 | 5,67 | 12,43 | 45,6 | 4,72 | 11,16 | 42,3 |
| 1882 | 5,79 | 12,36 | 46,9 | 5,00 | 11,12 | 45 |
| 1883 | 5,96 | 12,50 | 47,7 | 5,27 | 11,65 | 45,2 |
| 1884 | 5,86 | 12,33 | 47,5 | 5,30 | 11,59 | 45,7 |
| 1885 | 5,43 | 11,73 | 46,2 | 4,86 | 11,03 | 44,1 |
| 1886 | 5,39 | 11,19 | 48,1 | 4,69 | 10,26 | 45,8 |
| 1887 | 5,17 | 10,63 | 48,6 | 4,48 | 9,62 | 46,6 |
| 1888 | 5,04 | 10,31 | 48,8 | 4,33 | 9,31 | 46,5 |
| 1889 | 5,12 | 10,42 | 49,1 | 4,46 | 9,41 | 47,4 |
| 1890 | 5,62 | 11,94 | 47,0 | 5,24 | 11,84 | 44,3 |
| 1891 | 6,09 | 13,25 | 45,8 | 5,75 | 14,05 | 40,9 |
| 1892 | 6,21 | 12,40 | 50,2 | 5,81 | 12,21 | 47,5 |

COUT DE LA MAIN-D'ŒUVRE PAR TONNE (*suite*)

| | France | | | Pas-de-Calais | | |
|-----------|--|-------------------------------|---------------------------|---------------|-------|---------------------------|
| | Coût
de la main-
d'œuvre
par tonne
(1) | Prix
de la
tonne
(2) | Pourcentage
(1)
(2) | (1) | (2) | Pourcentage
(1)
(2) |
| | | | | | | |
| 1893 | 5,93 | 11,49 | 51,7 | 5,22 | 10,56 | 49,5 |
| 1894 | 5,80 | 11,22 | 51,7 | 5,04 | 10,41 | 48,4 |
| 1895 | 5,69 | 11,01 | 51,7 | 4,87 | 9,93 | 49 |
| 1896 | 5,66 | 10,84 | 52,1 | 4,85 | 9,74 | 49,8 |
| 1897 | 5,56 | 10,85 | 51,3 | 4,86 | 9,89 | 49,2 |
| 1898 | 5,64 | 11,22 | 50,3 | 5,04 | 10,30 | 49 |
| 1899 | 5,91 | 12,41 | 47,6 | 5,27 | 11,84 | 44,5 |
| 1900 | 6,46 | 14,95 | 43,2 | 5,77 | 14,51 | 39,8 |
| 1901 | 7,08 | 15,69 | 45,1 | 6,43 | 15,24 | 42,2 |
| 1902 | 6,82 | 14,55 | 46,9 | 6,05 | 14,39 | 42,1 |
| 1903 | 6,43 | 14,01 | 46 | 5,80 | 13,89 | 41,8 |
| 1904 | 6,56 | 13,30 | 49 | 5,98 | 13,16 | 45,4 |
| 1905 | 6,38 | 12,92 | 49,5 | 5,88 | 12,77 | 46,1 |
| 1906 | 6,81 | 13,70 | 49,5 | 6,47 | 13,68 | 47,3 |
| 1907 | 7,05 | 14,97 | 47 | 6,77 | 14,80 | 45,7 |
| 1908 | 7,36 | 15,84 | 46,5 | 7,04 | 15,89 | 44,3 |
| 1909 | 7,40 | 15,22 | 49 | 7,07 | 15,00 | 47,1 |
| 1910 | 7,46 | 14,50 | 51,5 | 7,15 | 14,78 | 48,4 |
| 1911 | 7,45 | 15,24 | 49 | 7,12 | 14,89 | 47,8 |
| 1912 | 7,44 | 15,51 | 48 | 7,11 | 15,38 | 46,2 |
| 1913 | 7,77 | 16,55 | 47 | 7,59 | 16,29 | 46,6 |

33 PRODUCTION PAR JOURNÉE D'OUVRIER (Kg)
(Fond et jour)

| | France | Nord | Pas-de-Calais | Nord-
Pas-de-Calais |
|------------|--------|------|---------------|------------------------|
| 1851 | 495 | 379 | 139 | |
| 1852 | 505 | 392 | 232 | |
| 1853 | 529 | 437 | 316 | |
| 1854 | 493 | 427 | 283 | |
| 1855 | 489 | 378 | 239 | 361 |
| 1856 | 491 | 379 | 325 | 371 |
| 1857 | 471 | 383 | 376 | 382 |
| 1858 | 479 | 383 | 407 | 388 |
| 1859 | | | | |
| 1860 | 492 | 384 | 332 | 369 |
| 1861 | 514 | 397 | 479 | 421 |
| 1862 | 512 | 425 | 432 | 428 |
| 1863 | 516 | 447 | 465 | 454 |
| 1864 | 504 | 413 | 452 | 428 |
| 1865 | 525 | 498 | 463 | 487 |
| 1866 | 536 | 511 | 495 | 505 |
| 1867 | 533 | 487 | 455 | 475 |
| 1868 | 554 | 493 | 501 | 498 |
| 1869 | 566 | 504 | 513 | 508 |
| 1870 | 560 | 500 | 514 | 506 |
| 1871 | 555 | 540 | 520 | 531 |
| 1872 | 588 | 607 | 594 | 602 |
| 1873 | 560 | 595 | 553 | 573 |
| 1874 | 540 | 535 | 517 | 523 |
| 1875 | 528 | 545 | 491 | 511 |
| 1876 | | | | |
| 1877 | | | | |
| 1878 | | | | |
| 1879 | | | | |
| 1880 | | | | |
| 1881 | | | | |
| 1882 | 641 | 628 | 726 | 684 |
| 1883 | 645 | 635 | 752 | 701 |
| 1884 | 654 | 708 | 735 | 725 |
| 1885 | 686 | 788 | 758 | 768 |
| 1886 | 689 | 787 | 782 | 781 |
| 1887 | 720 | 833 | 815 | 823 |
| 1888 | 737 | 863 | 850 | 854 |
| 1889 | 756 | 880 | 864 | 870 |
| 1890 | 740 | 873 | 838 | 850 |
| 1891 | 686 | 804 | 778 | 783 |
| 1892 | 682 | 777 | 791 | 786 |
| 1893 | 699 | 799 | 826 | 818 |
| 1894 | 714 | 802 | 854 | 837 |
| 1895 | 720 | 761 | 867 | 831 |
| 1896 | 725 | 765 | 877 | 840 |

PRODUCTION PAR JOURNÉE D'OUVRIER
(Fond et jour) (*suite*)

| | France | Nord | Pas-de-Calais | Nord-
Pas-de-Calais |
|------------|--------|------|---------------|------------------------|
| 1897 | 745 | 786 | 893 | 858 |
| 1898 | 750 | 786 | 900 | 863 |
| 1899 | 742 | 764 | 905 | 860 |
| 1900 | 721 | 738 | 871 | 830 |
| 1901 | 681 | 699 | 810 | 778 |
| 1902 | 670 | 703 | 799 | 770 |
| 1903 | 706 | 727 | 830 | 800 |
| 1904 | 689 | 705 | 800 | 772 |
| 1905 | 710 | 722 | 818 | 791 |
| 1906 | 698 | 700 | 800 | 770 |
| 1907 | 695 | 700 | 785 | 765 |
| 1908 | 674 | 673 | 761 | 736 |
| 1909 | 669 | 679 | 787 | 733 |
| 1910 | 672 | 673 | 750 | 729 |
| 1911 | 682 | 665 | 762 | 735 |
| 1912 | 698 | 666 | 779 | 749 |
| 1913 | 695 | 660 | 755 | 730 |

34

SOCIÉTÉS HOUILLÈRES DU PAS-DE-CALAIS**Résultats boursiers globaux**

| | Capitalisation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
total
(1.000 fr.) | Rendement
nominal
(%) | Rendement
effectif
(%) |
|------------|--|-------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| 1861 | 81.344 | | 2.128 | 2,61 | |
| 1862 | 72.037 | — 11,26 | 2.386 | 3,31 | — 8,05 |
| 1863 | 71.331 | — 1,03 | 2.294 | 3,26 | + 2,23 |
| 1864 | 75.112 | + 5,18 | 2.498 | 3,32 | + 8,50 |
| 1865 | 75.140 | — | 3.301 | 4,39 | + 4,39 |
| 1866 | 77.468 | + 2,96 | 4.280 | 5,52 | + 8,48 |
| 1867 | 89.537 | + 15,79 | 5.062 | 5,65 | + 21,44 |
| 1868 | 101.899 | + 14,05 | 4.460 | 4,37 | + 18,42 |
| 1869 | 106.774 | + 4,71 | 4.303 | 4,03 | + 8,74 |
| 1870 | 126.338 | + 18,34 | 3.841 | 3,04 | + 21,38 |
| 1871 | 125.382 | — 0,87 | 5.219 | 4,16 | + 3,29 |
| 1872 | 154.859 | + 23,60 | 9.725 | 6,28 | + 29,88 |
| 1873 | 255.182 | + 64,68 | 15.437 | 6,04 | + 70,72 |
| 1874 | 404.354 | + 58,55 | 16.340 | 4,04 | + 62,59 |
| 1875 | 608.718 | + 50,55 | 15.294 | 2,51 | + 53,06 |

SOCIÉTÉS HOUILLÈRES DU PAS-DE-CALAIS

Résultats boursiers globaux (*suite*)

| | Capitalisation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
total
(1.000 fr.) | Rendement
nominal
(%) | Rendement
effectif
(%) |
|------------|--|-------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| 1876 | 419.409 | — 31,09 | 10.997 | 2,62 | — 28,47 |
| 1877 | 309.375 | — 26,26 | 6.913 | 2,23 | — 24,03 |
| 1878 | 278.599 | — 9,68 | 8.307 | 2,98 | — 6,70 |
| 1879 | 295.063 | + 5,84 | 9.754 | 3,30 | + 9,14 |
| 1880 | 353.600 | + 19,92 | 10.726 | 3,03 | + 22,95 |
| 1881 | 350.857 | — 0,84 | 11.310 | 3,22 | + 2,38 |
| 1882 | 321.829 | — 8,22 | 10.888 | 3,38 | — 4,84 |
| 1883 | 303.769 | — 5,63 | 12.517 | 4,12 | — 1,51 |
| 1884 | 306.441 | + 0,85 | 13.119 | 4,28 | + 5,13 |
| 1885 | 283.119 | — 7,60 | 13.152 | 4,64 | — 2,96 |
| 1886 | 279.577 | — 1,31 | 12.956 | 4,63 | + 3,32 |
| 1887 | 292.124 | + 4,50 | 12.839 | 4,39 | + 8,89 |
| 1888 | 317.133 | + 8,61 | 13.695 | 4,31 | + 12,92 |
| 1889 | 371.409 | + 17,13 | 14.397 | 3,87 | + 21 |
| 1890 | 481.434 | + 29,65 | 17.949 | 3,72 | + 33,37 |
| 1891 | 490.769 | + 1,92 | 22.561 | 4,59 | + 6,51 |
| 1892 | 465.976 | — 5,05 | 21.505 | 4,61 | — 0,44 |
| 1893 | 457.826 | — 1,74 | 17.570 | 3,83 | + 2,09 |
| 1894 | 437.657 | — 4,44 | 15.820 | 3,61 | — 0,83 |
| 1895 | 440.650 | + 0,68 | 16.189 | 3,67 | + 4,35 |
| 1896 | 488.988 | + 10,99 | 16.855 | 3,44 | + 14,43 |
| 1897 | 577.466 | + 18,14 | 18.073 | 3,12 | + 21,26 |
| 1898 | 719.780 | + 24,63 | 20.649 | 2,86 | + 27,49 |
| 1899 | 871.263 | + 21 | 26.922 | 3,09 | + 24,09 |
| 1900 | 1.090.282 | + 25,16 | 39.214 | 3,59 | + 28,75 |
| 1901 | 889.756 | — 18,37 | 44.595 | 5,01 | — 13,36 |
| 1902 | 944.498 | + 6,15 | 42.777 | 4,52 | + 10,67 |
| 1903 | 1.092.741 | + 15,69 | 43.287 | 3,96 | + 19,65 |
| 1904 | 1.130.847 | + 3,48 | 42.961 | 3,79 | + 7,27 |
| 1905 | 1.288.798 | + 13,95 | 41.358 | 3,20 | + 17,15 |
| 1906 | 1.329.422 | + 3,15 | 47.813 | 3,59 | + 6,74 |
| 1907 | 1.268.786 | — 4,56 | 52.049 | 4,10 | — 0,46 |
| 1908 | 1.323.372 | + 4,31 | 56.442 | 4,26 | + 8,57 |
| 1909 | 1.427.212 | — 7,85 | 54.607 | 3,82 | + 11,67 |
| 1910 | 1.644.768 | + 15,23 | 54.326 | 3,30 | + 18,53 |
| 1911 | 1.673.530 | + 1,73 | 56.003 | 3,34 | + 5,07 |
| 1912 | 2.024.377 | + 20,98 | | | |
| 1913 | | | | | |

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1861 .. | 100 | 1.405 | 9.180 | | 340 | 3,70 | | |
| 1862 .. | 163 | 2.235 | 8.500 | — 7,43 | 374 | 4,40 | — 3,03 | + 5,02 |
| 1863 .. | 140 | 1.759 | 8.500 | — | 374 | 4,40 | + 4,40 | + 2,17 |
| 1864 .. | 156 | 1.878 | 8.500 | — | 374 | 4,40 | + 4,40 | — 4,10 |
| 1865 .. | 186 | 2.232 | 8.500 | — | 425 | 5 | + 5 | + 0,61 |
| 1866 .. | 173 | 2.359 | 6.800 | — 20,07 | 425 | 6,25 | — 13,82 | — 22,30 |
| 1867 .. | 165 | 2.471 | 6.800 | — | 425 | 6,25 | + 6,25 | — 15,19 |
| 1868 .. | 194 | 2.464 | 6.494 | — 4,57 | 425 | 6,54 | + 1,97 | — 16,45 |
| 1869 .. | 199 | 2.472 | 6.800 | + 4,78 | 425 | 6,25 | + 11,03 | + 2,29 |
| 1870 .. | 228 | 2.849 | 7.225 | + 6,39 | 425 | 5,88 | + 12,27 | — 9,11 |
| 1871 .. | 221 | 2.977 | 7.225 | — | 510 | 7,05 | + 7,05 | + 4,76 |
| 1872 .. | 207 | 2.978 | 7.990 | + 10,30 | 544 | 6,80 | + 17,10 | — 12,78 |
| 1873 .. | 236 | 4.491 | 11.900 | + 49,03 | 1.275 | 10,71 | + 59,74 | — 10,98 |
| 1874 .. | 250 | 4.333 | 26.605 | + 123,76 | 1.700 | 6,38 | + 130,14 | + 67,55 |
| 1875 .. | 289 | 4.907 | 60.826 | + 128,59 | 1.275 | 2,09 | + 130,68 | + 77,62 |
| 1876 .. | 416 | 7.363 | 38.250 | — 37,11 | 765 | 2 | — 35,11 | — 6,64 |
| 1877 .. | 424 | 5.942 | 23.290 | — 39,12 | 765 | 3,28 | — 35,84 | — 11,81 |
| 1878 .. | 457 | 6.126 | 13.260 | — 43,07 | 425 | 3,20 | — 39,87 | — 33,17 |
| 1879 .. | 526 | 6.475 | 13.583 | + 2,58 | 680 | 5 | + 7,58 | — 1,56 |
| 1880 .. | 657 | 7.899 | 25.619 | + 88,36 | 884 | 3,45 | + 91,81 | + 68,86 |
| 1881 .. | 758 | 8.541 | 28.220 | — 10,18 | 935 | 3,31 | — 6,87 | — 9,25 |
| 1882 .. | 813 | 8.948 | 27.218 | — 3,52 | 935 | 3,43 | — 0,09 | + 4,75 |
| 1883 .. | 775 | 9.028 | 24.504 | — 10,03 | 1.020 | 4,16 | — 5,87 | — 4,36 |
| 1884 .. | 682 | 7.846 | 22.798 | — 6,97 | 1.275 | 5,59 | — 1,38 | — 6,51 |
| 1885 .. | 677 | 7.467 | 22.351 | — 1,91 | 1.275 | 5,70 | + 3,79 | + 6,75 |
| 1886 .. | 682 | 6.997 | 22.277 | — 0,28 | 1.275 | 5,72 | + 5,44 | + 2,12 |
| 1887 .. | 721 | 6.936 | 22.814 | + 2,37 | 1.020 | 4,47 | + 6,84 | — 2,05 |
| 1888 .. | 929 | 8.648 | 22.041 | — 3,40 | 850 | 3,85 | + 0,45 | — 12,47 |
| 1889 .. | 1.011 | 9.514 | 24.710 | + 12,11 | 850 | 3,43 | + 15,54 | — 5,46 |
| 1890 .. | 1.151 | 12.544 | 46.365 | + 87,56 | 1.360 | 2,93 | + 90,49 | + 57,12 |
| 1891 .. | 1.049 | 14.738 | 55.208 | + 19,09 | 2.125 | 3,84 | + 22,93 | + 16,42 |
| 1892 .. | 1.118 | 13.651 | 51.582 | — 6,58 | 2.550 | 4,94 | — 1,64 | — 1,20 |
| 1893 .. | 971 | 10.254 | 49.407 | — 4,21 | 2.125 | 4,30 | + 0,09 | — 2 |
| 1894 .. | 1.069 | 11.128 | 42.987 | — 12,95 | 1.360 | 3,16 | — 9,79 | — 8,96 |
| 1895 .. | 1.013 | 10.059 | 32.236 | — 25,05 | 850 | 2,63 | — 22,42 | — 26,77 |
| 1896 .. | 1.225 | 11.931 | 37.167 | + 15,32 | 850 | 2,28 | + 17,60 | + 3,17 |
| 1897 .. | 1.346 | 13.252 | 43.613 | + 17,38 | 850 | 1,94 | + 19,32 | — 1,94 |
| 1898 .. | 1.340 | 14.523 | 51.921 | + 19 | 850 | 1,63 | + 20,63 | — 6,86 |
| 1899 .. | 1.410 | 16.872 | 64.549 | + 24,34 | 1.275 | 1,97 | + 26,31 | — 2,22 |
| 1900 .. | 1.425 | 21.315 | 71.152 | + 10,25 | 1.700 | 2,38 | + 12,63 | — 16,12 |
| 1901 .. | 1.469 | 21.153 | 56.682 | — 20,33 | 2.550 | 4,49 | — 15,84 | — 2,48 |
| 1902 .. | 1.388 | 17.685 | 67.519 | + 19,11 | 2.550 | 3,77 | + 22,88 | + 12,21 |
| 1903 .. | 1.229 | 21.168 | 76.006 | + 12,55 | 2.295 | 3,01 | + 15,56 | — 4,09 |
| 1904 .. | 1.524 | 19.292 | 72.996 | — 3,96 | 2.550 | 3,49 | — 0,47 | — 7,74 |

COMPAGNIE DE BÉTHUNE (BULLY-GRENAY) (suite)

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1905 .. | 1.484 | 20.878 | 81.650 | + 11,87 | 2.720 | 3,33 | + 15,20 | — 1,95 |
| 1906 .. | 1.640 | 21.175 | 92.132 | + 12,85 | 2.720 | 2,95 | + 15,80 | + 9,06 |
| 1907 .. | 1.858 | 25.782 | 84.436 | — 8,36 | 2.890 | 3,40 | — 4,96 | — 4,50 |
| 1908 .. | 1.937 | 28.367 | 82.954 | — 1,76 | 2.890 | 3,48 | + 1,72 | — 6,85 |
| 1909 .. | 2.060 | 27.900 | 86.256 | + 3,97 | 2.890 | 3,35 | + 7,32 | — 4,35 |
| 1910 .. | 2.130 | 28.400 | 93.676 | + 8,60 | 2.890 | 3,08 | + 11,68 | — 6,85 |
| 1911 .. | 2.190 | 29.532 | 92.933 | — 0,79 | 2.890 | 3,10 | + 2,31 | — 2,76 |
| 1912 .. | 1.982 | 32.207 | 102.928 | + 10,76 | 2.890 | 2,80 | + 13,56 | |

COMPAGNIE DES MINES DE BRUAY

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1861 .. | 59 | 827 | 5.400 | | — | — | | |
| 1862 .. | 62 | 846 | 4.500 | — 16,76 | 120 | 2,66 | — 14,10 | — 6,05 |
| 1863 .. | 83 | 1.046 | 3.000 | — 33,56 | 150 | 5 | — 28,56 | — 30,79 |
| 1864 .. | 80 | 965 | 3.000 | — | 150 | 5 | + 5 | — 3,50 |
| 1865 .. | 82 | 979 | 3.000 | — | 150 | 5 | + 5 | + 0,61 |
| 1866 .. | 84 | 1.149 | 3.000 | — | 150 | 5 | + 5 | — 3,48 |
| 1867 .. | 97 | 1.449 | 3.600 | + 20,20 | 180 | 5 | + 25,20 | + 3,76 |
| 1868 .. | 97 | 1.227 | 3.675 | + 2,52 | 210 | 5,71 | + 8,23 | — 10,19 |
| 1869 .. | 114 | 1.416 | 5.400 | + 46,72 | 240 | 4,44 | + 51,16 | + 42,42 |
| 1870 .. | 142 | 1.773 | 8.400 | + 55,31 | 255 | 3,03 | + 58,34 | + 36,96 |
| 1871 .. | 148 | 1.999 | 9.000 | + 7,19 | 425 | 4,66 | + 11,85 | + 8,56 |
| 1872 .. | 225 | 3.241 | 11.250 | + 25,17 | 840 | 7,46 | + 32,63 | + 2,73 |
| 1873 .. | 211 | 4.001 | 21.000 | + 86,33 | 1.050 | 5 | + 91,33 | + 20,61 |
| 1874 .. | 233 | 3.363 | 28.410 | + 35,40 | 1.050 | 3,69 | + 39,09 | — 23,50 |
| 1875 .. | 260 | 4.415 | 42.973 | + 51,22 | 1.050 | 2,44 | + 53,66 | + 0,60 |
| 1876 .. | 277 | 4.900 | 28.290 | — 34,15 | 660 | 2,33 | — 31,82 | — 3,35 |
| 1877 .. | 309 | 4.353 | 22.770 | — 19,53 | 660 | 2,89 | — 16,64 | + 7,39 |
| 1878 .. | 349 | 4.671 | 23.088 | + 0,15 | 660 | 2,85 | + 3 | + 9,70 |
| 1879 .. | 371 | 4.562 | 23.142 | + 0,14 | 660 | 2,85 | + 2,99 | — 6,15 |
| 1880 .. | 402 | 4.822 | 29.100 | + 25,85 | 750 | 2,57 | + 28,42 | + 5,47 |
| 1881 .. | 473 | 5.206 | 28.125 | — 3,42 | 750 | 2,66 | — 0,76 | — 1,56 |

COMPAGNIE DES MINES DE BRUAY (*suite*)

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | R |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---|
| 1882 .. | 503 | 5.334 | 24.780 | — 11,82 | 750 | 3,02 | — 8,50 | — |
| 1883 .. | 503 | 6.629 | 23.491 | — 5,24 | 900 | 3,83 | — 1,41 | — |
| 1884 .. | 569 | 6.595 | 23.143 | — 1,54 | 900 | 3,88 | + 2,34 | — |
| 1885 .. | 607 | 6.695 | 22.226 | — 3,92 | 1.080 | 4,85 | + 0,93 | + |
| 1886 .. | 642 | 6.587 | 24.666 | + 11,01 | 1.200 | 4,86 | + 15,87 | + |
| 1887 .. | 686 | 6.599 | 27.092 | + 9,79 | 1.290 | 4,76 | + 14,55 | + |
| 1888 .. | 869 | 8.090 | 34.567 | + 27,65 | 1.500 | 4,33 | + 31,98 | + |
| 1889 .. | 859 | 8.083 | 38.771 | + 12,14 | 1.500 | 3,86 | + 16,00 | — |
| 1890 .. | 878 | 10.315 | 42.301 | + 9,11 | 1.500 | 3,54 | + 12,65 | — |
| 1891 .. | 835 | 11.615 | 39.658 | — 6,28 | 2.400 | 6,05 | — 0,23 | — |
| 1892 .. | 918 | 11.109 | 37.776 | — 4,72 | 2.025 | 5,36 | + 0,64 | + |
| 1893 .. | 826 | 8.723 | 39.507 | + 4,56 | 1.800 | 4,55 | + 9,11 | + |
| 1894 .. | 1.020 | 10.618 | 40.075 | + 1,45 | 1.800 | 4,49 | + 5,94 | + |
| 1895 .. | 1.151 | 11.429 | 48.908 | + 22,01 | 2.100 | 4,29 | + 26,30 | + |
| 1896 .. | 1.293 | 12.594 | 67.267 | + 37,53 | 2.400 | 3,56 | + 41,09 | + |
| 1897 .. | 1.440 | 14.093 | 85.296 | + 26,80 | 2.700 | 3,16 | + 29,96 | + |
| 1898 .. | 1.425 | 15.429 | 112.065 | + 31,36 | 3.000 | 2,67 | + 34,03 | + |
| 1899 .. | 1.498 | 19.104 | 111.854 | — 0,19 | 3.750 | 3,35 | + 3,16 | — |
| 1900 .. | 1.619 | 25.694 | 168.681 | + 50,81 | 6.000 | 3,55 | + 54,36 | + |
| 1901 .. | 1.772 | 27.679 | 146.266 | — 13,28 | 8.250 | 5,64 | — 7,64 | + |
| 1902 .. | 1.821 | 24.424 | 165.751 | + 13,32 | 8.250 | 4,97 | + 18,29 | + |
| 1903 .. | 1.709 | 28.718 | 194.268 | + 17,22 | 8.250 | 4,24 | + 21,46 | + |
| 1904 .. | 2.081 | 27.937 | 204.131 | + 5,07 | 8.250 | 4,04 | + 9,11 | + |
| 1905 .. | 2.149 | 29.540 | 241.023 | + 18,08 | 8.250 | 3,42 | + 21,50 | + |
| 1906 .. | 2.419 | 32.722 | 260.204 | + 7,95 | 14.100 | 5,41 | + 13,36 | + |
| 1907 .. | 2.457 | 36.260 | 260.653 | + 0,17 | 12.000 | 4,60 | + 4,77 | + |
| 1908 .. | 2.518 | 39.721 | 278.878 | + 6,88 | 13.500 | 4,84 | + 11,72 | + |
| 1909 .. | 2.546 | 37.560 | 306.963 | + 10,07 | 13.500 | 4,39 | + 14,46 | + |
| 1910 .. | 2.546 | 36.809 | 366.334 | + 19,33 | 13.500 | 3,68 | + 23,01 | + |
| 1911 .. | 2.601 | 37.858 | 370.438 | + 1,12 | 13.500 | 3,64 | + 4,76 | — |
| 1912 .. | 2.558 | 41.616 | 454.694 | + 22,74 | 13.500 | 2,96 | + 25,70 | — |

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1861 .. | 41 | 573 | 2.600 | | — | — | | |
| 1862 .. | 66 | 901 | 2.000 | — 23,18 | — | — | — 23,18 | — 15,13 |
| 1863 .. | 67 | 847 | 2.000 | — | — | — | — | — 2,23 |
| 1864 .. | 69 | 838 | 2.400 | + 20,12 | 100 | 4,16 | + 24,28 | + 15,78 |
| 1865 .. | 67 | 802 | 2.800 | + 16,50 | 120 | 4,28 | + 20,78 | + 16,39 |
| 1866 .. | 76 | 1.035 | 4.000 | + 42,92 | 160 | 4 | + 46,92 | + 38,49 |
| 1867 .. | 75 | 1.025 | 4.000 | — | 80 | 2 | + 2 | — 19,44 |
| 1868 .. | 76 | 965 | 4.320 | + 7,99 | 160 | 3,70 | + 11,69 | — 6,73 |
| 1869 .. | 77 | 959 | 4.000 | — 7,40 | — | — | — 7,40 | — 16,14 |
| 1870 .. | 85 | 1.064 | 3.600 | — 9,91 | — | — | — 9,91 | — 31,29 |
| 1871 .. | 102 | 1.380 | 3.600 | — | 100 | 2,77 | + 2,77 | — 0,52 |
| 1872 .. | 118 | 1.700 | 3.600 | — | 208 | 5,77 | + 5,77 | — 14,11 |
| 1873 .. | 137 | 2.611 | 6.000 | + 66,67 | 480 | 8 | + 74,67 | + 3,95 |
| 1874 .. | 134 | 2.336 | 8.720 | + 45,22 | 480 | 5,50 | + 50,72 | — 11,87 |
| 1875 .. | 150 | 2.561 | 12.484 | + 43,22 | — | — | + 43,22 | — 9,84 |
| 1876 .. | 118 | 2.085 | 9.880 | — 20,84 | 120 | 1,21 | — 19,63 | + 8,84 |
| 1877 .. | 127 | 1.768 | 5.960 | — 39,68 | 60 | 1 | — 38,68 | — 14,65 |
| 1878 .. | 133 | 1.785 | 4.740 | — 20,54 | 60 | 1,26 | — 19,28 | — 12,58 |
| 1879 .. | 127 | 1.565 | 4.568 | — 3,62 | 100 | 2,18 | — 1,44 | — 10,58 |
| 1880 .. | 150 | 1.820 | 5.600 | + 22,67 | 140 | 2,50 | + 25,17 | + 2,22 |
| 1881 .. | 163 | 1.823 | 5.208 | — 7,07 | 200 | 3,84 | — 3,23 | — 5,61 |
| 1882 .. | 178 | 1.983 | 4.872 | — 5 | 216 | 4,45 | — 0,55 | + 4,29 |
| 1883 .. | 178 | 2.073 | 4.860 | — 0,36 | 236 | 4,86 | + 4,50 | + 6,01 |
| 1884 .. | 178 | 2.063 | 4.657 | — 4,08 | 236 | 5,08 | + 1 | — 4,13 |
| 1885 .. | 179 | 1.974 | 4.495 | — 3,50 | 236 | 5,26 | + 1,76 | + 4,72 |
| 1886 .. | 174 | 1.785 | 4.446 | — 1,17 | 236 | 5,32 | + 4,15 | + 0,83 |
| 1887 .. | 181 | 1.741 | 4.681 | + 5,38 | 236 | 5,05 | + 10,43 | + 1,54 |
| 1888 .. | 186 | 1.731 | 4.441 | — 5,23 | 236 | 5,32 | + 0,09 | — 12,83 |
| 1889 .. | 189 | 1.863 | 4.110 | — 7,36 | 177 | 4,31 | — 3,05 | — 24,05 |
| 1890 .. | 160 | 1.894 | 6.620 | + 60,99 | 197 | 2,97 | + 63,96 | + 30,39 |
| 1891 .. | 167 | 2.346 | 6.781 | + 2,47 | 315 | 4,65 | + 7,12 | + 0,61 |
| 1892 .. | 203 | 2.478 | 5.692 | — 16,08 | 355 | 6,23 | — 9,85 | — 9,41 |
| 1893 .. | 204 | 2.093 | 4.619 | — 18,85 | 236 | 5,12 | — 13,73 | — 15,82 |
| 1894 .. | 238 | 2.477 | 4.505 | — 2,53 | — | — | — 2,53 | — 1,70 |
| 1895 .. | 254 | 2.522 | 5.161 | + 14,64 | 157 | 3,05 | + 17,69 | + 13,34 |
| 1896 .. | 231 | 2.249 | 4.082 | — 20,90 | — | — | — 20,90 | — 35,33 |
| 1897 .. | 205 | 2.027 | 4.057 | — 0,57 | — | — | — 0,57 | — 21,83 |
| 1898 .. | 205 | 2.111 | 4.831 | + 18,97 | — | — | + 18,97 | — 8,52 |
| 1899 .. | 217 | 2.569 | 7.280 | + 50,72 | — | — | + 50,72 | + 26,63 |
| 1900 .. | 243 | 3.325 | 11.996 | + 64,82 | 295 | 2,46 | + 67,28 | + 38,53 |
| 1901 .. | 246 | 3.749 | 8.558 | — 28,68 | 512 | 5,99 | — 22,69 | — 9,33 |
| 1902 .. | 231 | 3.324 | 8.304 | — 2,93 | 473 | 5,70 | — 2,77 | — 13,44 |
| 1903 .. | 224 | 3.111 | 8.422 | + 1,40 | 355 | 4,21 | + 5,61 | — 14,04 |
| 1904 .. | 244 | 3.211 | 7.195 | — 14,54 | 315 | 4,38 | — 10,16 | — 27,43 |

SOCIÉTÉ ANONYME DES MINES DE CARVIN (*suite*)

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1905 .. | 229 | 2.924 | 6.776 | — 5,83 | 157 | 2,32 | — 3,51 | — 20,66 |
| 1906 .. | 245 | 3.351 | 6.775 | — | 236 | 3,49 | + 3,49 | — 3,25 |
| 1907 .. | 279 | 4.129 | 6.848 | + 1,03 | 335 | 4,89 | + 5,92 | + 5,46 |
| 1908 .. | 287 | 4.560 | 8.643 | + 26,24 | 493 | 5,70 | + 31,94 | + 23,37 |
| 1909 .. | 285 | 4.275 | 10.883 | + 25,91 | 591 | 5,43 | + 31,34 | + 19,67 |
| 1910 .. | 286 | 4.227 | 13.884 | + 27,55 | 591 | 4,26 | + 31,81 | + 13,28 |
| 1911 .. | 289 | 4.303 | 14.411 | + 3,82 | 591 | 4,10 | + 7,92 | + 2,85 |
| 1912 .. | 271 | 4.167 | 17.632 | + 22,34 | 650 | 3,69 | + 26,03 | |

COMPAGNIE DES MINES DE HOUILLE DE COURRIÈRES

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1861 .. | 75 | 1.053 | 10.600 | | 400 | 3,77 | | |
| 1862 .. | 109 | 1.498 | 10.000 | — 5,33 | 400 | 4 | — 1,33 | + 6,72 |
| 1863 .. | 139 | 1.757 | 9.800 | — 1,88 | 400 | 4,08 | + 2,20 | — 0,03 |
| 1864 .. | 180 | 2.161 | 9.800 | — | 500 | 5,10 | + 5,10 | — 3,40 |
| 1865 .. | 203 | 2.435 | 9.800 | — | 800 | 8,16 | + 8,16 | + 3,77 |
| 1866 .. | 231 | 3.136 | 11.000 | + 12,10 | 1.000 | 9,09 | + 21,19 | + 12,71 |
| 1867 .. | 228 | 3.415 | 14.000 | + 27,27 | 1.200 | 8,57 | + 35,84 | + 14,40 |
| 1868 .. | 279 | 3.545 | 21.000 | + 50 | 800 | 3,80 | + 53,80 | + 35,38 |
| 1869 .. | 317 | 3.930 | 21.000 | — | 800 | 3,80 | + 3,80 | — 4,94 |
| 1870 .. | 310 | 3.875 | 21.000 | — | 800 | 3,80 | + 3,80 | — 17,58 |
| 1871 .. | 289 | 3.903 | 21.000 | — | 800 | 3,80 | + 3,80 | + 0,51 |
| 1872 .. | 354 | 5.092 | 27.000 | + 28,57 | 3.000 | 11,11 | + 39,68 | + 9,80 |
| 1873 .. | 377 | 7.147 | 40.000 | + 48,15 | 3.200 | 8 | + 56,15 | — 14,57 |
| 1874 .. | 376 | 6.535 | 65.672 | + 64,06 | 3.500 | 5,32 | + 69,38 | + 6,79 |
| 1875 .. | 436 | 7.409 | 93.374 | + 42,19 | 3.200 | 3,42 | + 45,61 | — 7,45 |
| 1876 .. | 377 | 6.676 | 68.940 | — 26,19 | 1.800 | 2,61 | — 23,58 | — 4,89 |
| 1877 .. | 370 | 5.187 | 50.280 | — 27,04 | 1.000 | 1,98 | — 25,06 | + 1,03 |
| 1878 .. | 433 | 5.805 | 50.154 | — 0,24 | 1.200 | 2,39 | + 2,15 | — 8,85 |
| 1879 .. | 456 | 5.612 | 48.266 | — 3,74 | 1.400 | 2,90 | — 0,84 | — 9,98 |
| 1880 .. | 573 | 6.875 | 55.016 | + 14 | 1.650 | 2,99 | + 16,99 | — 5,96 |
| 1881 .. | 675 | 7.426 | 53.770 | — 2,27 | 1.800 | 3,34 | + 1,07 | — 1,31 |

COMPAGNIE DES MINES DE HOUILLE DE COURRIÈRES (suite)

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1882 .. | 760 | 8.363 | 49.900 | — 7,21 | 2.000 | 4 | — 3,21 | + 1,63 |
| 1883 .. | 851 | 9.414 | 51.430 | + 3,01 | 2.600 | 5,05 | + 8,06 | + 9,57 |
| 1884 .. | 795 | 9.145 | 53.300 | + 3,65 | 2.400 | 4,50 | + 8,15 | + 3,02 |
| 1885 .. | 789 | 8.703 | 48.950 | — 8,10 | 2.300 | 4,69 | — 3,41 | — 0,45 |
| 1886 .. | 789 | 8.095 | 47.665 | — 2,68 | 2.300 | 4,82 | + 2,14 | — 1,18 |
| 1887 .. | 859 | 8.264 | 50.500 | + 5,91 | 2.400 | 4,75 | + 10,66 | + 1,77 |
| 1888 .. | 1.093 | 10.176 | 54.475 | + 7,93 | 2.600 | 4,77 | + 12,70 | — 0,22 |
| 1889 .. | 1.189 | 11.188 | 66.250 | + 21,58 | 2.900 | 4,37 | + 25,95 | + 4,95 |
| 1890 .. | 1.226 | 14.516 | 84.700 | + 27,86 | 4.000 | 4,72 | + 32,58 | — 0,79 |
| 1891 .. | 1.264 | 17.759 | 87.712 | + 3,55 | 4.600 | 5,24 | + 8,79 | + 2,28 |
| 1892 .. | 1.398 | 17.070 | 87.200 | — 0,57 | 4.000 | 4,58 | + 4,01 | + 4,45 |
| 1893 .. | 1.306 | 13.791 | 83.300 | — 4,45 | 3.000 | 3,60 | — 0,85 | — 2,94 |
| 1894 .. | 1.497 | 15.584 | 79.003 | — 5,93 | 3.200 | 4,05 | — 1,88 | — 1,05 |
| 1895 .. | 1.553 | 15.421 | 83.900 | + 6,18 | 3.200 | 3,81 | + 9,99 | + 5,64 |
| 1896 .. | 1.600 | 15.594 | 89.250 | + 6,41 | 3.252 | 3,64 | + 10,05 | — 4,38 |
| 1897 .. | 1.675 | 16.516 | 105.334 | + 11 | 3.600 | 3,41 | + 14,41 | — 6,85 |
| 1898 .. | 1.672 | 18.447 | 123.315 | + 17,10 | 4.200 | 3,40 | + 20,50 | — 6,99 |
| 1899 .. | 1.789 | 22.863 | 151.339 | + 22,72 | 5.400 | 3,56 | + 26,28 | + 2,19 |
| 1900 .. | 1.932 | 28.512 | 174.672 | + 15,41 | 7.500 | 4,29 | + 19,70 | + 9,05 |
| 1901 .. | 1.972 | 30.069 | 140.755 | — 19,44 | 6.600 | 4,68 | — 14,76 | — 1,4 |
| 1902 .. | 1.979 | 29.927 | 148.356 | + 5,42 | 6.000 | 4,04 | + 9,46 | — 1,21 |
| 1903 .. | 1.817 | 30.919 | 169.572 | + 14,29 | 6.000 | 3,53 | + 17,82 | — 1,83 |
| 1904 .. | 2.226 | 29.807 | 169.558 | — | 6.000 | 3,53 | + 3,53 | — 3,74 |
| 1905 .. | 2.265 | 30.763 | 194.917 | + 14,98 | 3.900 | 2 | + 16,98 | — 0,17 |
| 1906 .. | 1.503 | 20.056 | 166.837 | — 14,40 | 3.000 | 1,79 | — 12,61 | — 19,35 |
| 1907 .. | 1.959 | 27.993 | 162.760 | — 2,47 | 4.800 | 2,94 | + 0,47 | + 0,93 |
| 1908 .. | 2.188 | 34.767 | 168.309 | + 3,42 | 4.800 | 2,85 | + 6,27 | — 2,30 |
| 1909 .. | 2.444 | 36.660 | 179.862 | + 6,87 | 4.800 | 2,66 | + 9,53 | — 2,14 |
| 1910 .. | 2.605 | 37.807 | 208.943 | + 16,17 | 4.800 | 2,29 | + 18,46 | — 0,07 |
| 1911 .. | 2.855 | 41.588 | 205.705 | — 1,56 | 6.000 | 2,91 | + 1,35 | — 3,72 |
| 1912 .. | 2.793 | 46.663 | 282.298 | + 37,28 | 3.000 | 1,06 | + 38,34 | |

39 SOCIÉTÉ DE DOURGES

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitalisation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rendement
nominal
(%) | Rendement
effectif
(%) | Rendement
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|--|-------------------------------|--------------------------|-----------------------------|------------------------------|---|
| 1861 .. | 47 | 662 | 5.400 | | 108 | 2 | | |
| 1862 .. | 60 | 818 | 4.320 | — 21,72 | 126 | 2,91 | — 18,81 | — 10,76 |
| 1863 .. | 76 | 953 | 4.320 | — | 144 | 3,33 | + 3,33 | + 1,10 |
| 1864 .. | 87 | 1.046 | 5.400 | + 25 | 162 | 3 | + 28 | + 19,50 |
| 1865 .. | 95 | 1.137 | 5.400 | — | 216 | 4 | + 4 | — 0,39 |
| 1866 .. | 108 | 1.474 | 5.400 | — | 360 | 6,66 | + 6,66 | — 1,82 |
| 1867 .. | 116 | 1.734 | 6.300 | + 16,62 | 450 | 7,14 | + 23,76 | + 2,32 |
| 1868 .. | 108 | 1.372 | 6.300 | + 16,62 | 450 | 7,14 | + 23,76 | + 2,32 |
| 1869 .. | 109 | 1.349 | 6.840 | — | 360 | 5,26 | + 5,26 | — 3,48 |
| 1870 .. | 107 | 1.343 | 6.840 | — | 360 | 5,26 | + 5,26 | — 16,12 |
| 1871 .. | 108 | 1.457 | 6.840 | — | 396 | 5,78 | + 5,78 | + 2,59 |
| 1872 .. | 107 | 1.538 | 7.560 | + 10,44 | 405 | 5,35 | + 15,89 | — 13,99 |
| 1873 .. | 101 | 1.921 | 7.560 | — | 540 | 7,14 | + 7,14 | — 63,58 |
| 1874 .. | 109 | 1.893 | 24.206 | + 220,32 | 540 | 2,23 | + 222,55 | + 159,96 |
| 1875 .. | 129 | 2.186 | 31.332 | + 29,40 | 540 | 1,72 | + 31,12 | — 21,94 |
| 1876 .. | 131 | 2.327 | 21.600 | — 31,50 | 270 | 1,25 | — 30,25 | — 1,78 |
| 1877 .. | 163 | 2.286 | 17.028 | — 21,18 | 225 | 1,32 | — 19,86 | + 4,17 |
| 1878 .. | 198 | 2.649 | 13.483 | — 20,80 | 225 | 1,66 | — 19,14 | — 12,44 |
| 1879 .. | 208 | 2.562 | 12.430 | — 7,78 | 315 | 2,53 | — 5,25 | — 14,39 |
| 1880 .. | 232 | 2.781 | 14.810 | + 19,07 | 360 | 2,43 | + 21,50 | — 1,45 |
| 1881 .. | 251 | 2.756 | 12.960 | — 14,32 | 450 | 3,47 | — 10,85 | — 13,23 |
| 1882 .. | 258 | 2.840 | 11.412 | — 11,85 | 288 | 2,52 | — 9,33 | — 4,49 |
| 1883 .. | 268 | 3.110 | 8.571 | — 24,90 | 342 | 3,98 | — 20,92 | — 19,41 |
| 1884 .. | 272 | 3.152 | 7.894 | — 7,98 | 342 | 4,33 | — 3,65 | — 8,78 |
| 1885 .. | 260 | 2.868 | 7.297 | — 7,51 | 342 | 4,68 | — 2,83 | + 0,13 |
| 1886 .. | 256 | 2.627 | 7.371 | + 1,04 | 450 | 6,10 | + 7,14 | + 3,82 |
| 1887 .. | 327 | 3.146 | 10.698 | + 45,15 | 360 | 3,36 | + 48,51 | + 39,62 |
| 1888 .. | 406 | 3.785 | 10.678 | — 0,28 | 360 | 3,37 | + 3,05 | — 9,87 |
| 1889 .. | 519 | 4.888 | 12.726 | + 19,23 | 432 | 3,39 | + 22,62 | + 1,62 |
| 1890 .. | 549 | 6.478 | 20.167 | + 58,42 | 630 | 3,12 | + 61,54 | + 28,17 |
| 1891 .. | 539 | 7.546 | 17.669 | — 12,37 | 675 | 3,82 | — 8,55 | — 15,06 |
| 1892 .. | 616 | 7.588 | 17.008 | — 3,70 | 585 | 3,43 | — 0,27 | + 0,17 |
| 1893 .. | 566 | 5.943 | 13.933 | — 18,14 | 405 | 2,90 | — 15,24 | — 17,33 |
| 1894 .. | 569 | 5.990 | 12.965 | — 6,88 | 360 | 2,77 | — 4,11 | — 3,28 |
| 1895 .. | 646 | 6.590 | 12.136 | — 6,45 | 450 | 3,70 | — 2,75 | — 7,10 |
| 1896 .. | 659 | 6.392 | 16.011 | + 31,95 | 450 | 2,81 | + 34,76 | + 20,33 |
| 1897 .. | 740 | 7.247 | 21.976 | + 37,23 | 540 | 2,45 | + 39,68 | + 18,42 |
| 1898 .. | 732 | 8.559 | 31.271 | + 43,35 | 720 | 2,30 | + 45,65 | + 18,16 |
| 1899 .. | 831 | 12.130 | 48.006 | + 53,48 | 1.260 | 2,62 | + 56,10 | + 32,01 |
| 1900 .. | 1.028 | 14.370 | 55.598 | + 15,84 | 1.800 | 3,23 | + 19,07 | — 9,68 |
| 1901 .. | 991 | 14.531 | 45.369 | — 18,40 | 1.800 | 3,96 | — 14,44 | — 1,08 |
| 1902 .. | 956 | 12.470 | 43.684 | — 3,72 | 1.530 | 3,50 | — 0,22 | — 10,89 |
| 1903 .. | 872 | 14.242 | 48.505 | + 11,03 | 1.890 | 3,89 | + 14,92 | — 4,73 |
| 1904 .. | 1.032 | 13.182 | 48.674 | + 0,34 | 1.800 | 3,69 | + 4,03 | — 3,24 |

SOCIÉTÉ DE DOURGES (suite)

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1905 .. | 1.014 | 13.957 | 60.165 | — 23,62 | 1.890 | 3,14 | — 26,76 | + 9,61 |
| 1906 .. | 989 | 13.274 | 64.279 | — 6,82 | 1.890 | 2,94 | + 9,76 | + 3,02 |
| 1907 .. | 1.160 | 16.384 | 57.023 | — 11,23 | 2.160 | 3,78 | — 7,50 | — 7,04 |
| 1908 .. | 1.201 | 18.078 | 57.622 | + 1,07 | 2.160 | 3,74 | + 4,81 | — 3,76 |
| 1909 .. | 1.280 | 18.180 | 60.575 | + 5,12 | 2.340 | 3,86 | + 8,98 | — 2,69 |
| 1910 .. | 1.321 | 18.326 | 73.873 | + 21,69 | 2.340 | 3,16 | + 24,85 | + 6,32 |
| 1911 .. | 1.312 | 18.089 | 80.234 | + 8,62 | 2.340 | 2,91 | + 11,53 | + 6,46 |
| 1912 .. | 1.214 | 20.502 | 84.742 | + 5,61 | 2.700 | 3,18 | — 8,79 | |

40 SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1861 .. | 159 | 2.232 | 8.700 | | 450 | 5,17 | | |
| 1862 .. | 199 | 2.736 | 9.300 | + 6,61 | 450 | 4,83 | + 11,44 | + 19,49 |
| 1863 .. | 214 | 2.694 | 9.600 | + 3,88 | 450 | 4,68 | + 8,56 | + 6,33 |
| 1864 .. | 236 | 2.829 | 10.500 | + 9,02 | 525 | 5 | + 14,02 | + 5,52 |
| 1865 .. | 262 | 3.142 | 12.000 | + 14,48 | 750 | 6,25 | + 20,73 | + 16,34 |
| 1866 .. | 349 | 4.742 | 15.000 | + 25,30 | 975 | 6,50 | + 31,80 | + 23,32 |
| 1867 .. | 356 | 5.347 | 19.800 | + 31,73 | 1.050 | 5,30 | + 37,03 | + 15,59 |
| 1868 .. | 381 | 4.843 | 25.200 | + 27,37 | 1.050 | 4,16 | + 31,53 | + 13,11 |
| 1869 .. | 402 | 4.990 | 25.500 | + 1,15 | 990 | 3,88 | + 5,03 | — 3,71 |
| 1870 .. | 408 | 5.103 | 27.000 | — 5,95 | 900 | 3,33 | + 9,28 | — 12,10 |
| 1871 .. | 482 | 6.507 | 30.000 | + 11,23 | 1.500 | 5 | + 16,23 | + 12,94 |
| 1872 .. | 583 | 8.401 | 33.000 | + 9,86 | 2.400 | 7,27 | + 17,13 | — 12,75 |
| 1873 .. | 654 | 12.426 | 60.000 | + 81,84 | 3.000 | 5 | + 86,84 | + 16,12 |
| 1874 .. | 658 | 11.451 | 85.227 | + 42,12 | 3.000 | 3,52 | + 45,64 | — 16,95 |
| 1875 .. | 715 | 12.157 | 119.160 | + 39,80 | 3.000 | 2,51 | + 42,31 | — 10,75 |
| 1876 .. | 670 | 11.861 | 88.740 | — 25,56 | 2.100 | 2,36 | — 23,20 | + 5,27 |
| 1877 .. | 628 | 8.787 | 63.060 | — 28,97 | 1.500 | 2,37 | — 26,60 | — 2,57 |
| 1878 .. | 708 | 8.485 | 58.965 | — 6,41 | 1.875 | 3,17 | — 3,24 | + 3,46 |
| 1879 .. | 795 | 9.780 | 60.150 | — 1,96 | 2.400 | 3,99 | + 5,95 | — 3,19 |
| 1880 .. | 925 | 11.098 | 75.006 | + 24,73 | 2.400 | 3,19 | + 27,92 | + 4,97 |
| 1881 .. | 991 | 10.905 | 75.600 | + 0,77 | 2.400 | 3,17 | + 3,94 | + 0,96 |

SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS (suite)

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
compa-
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---|
| 1882 .. | 1.048 | 11.527 | 69.982 | — 7,45 | 2.400 | 3,42 | — 4,03 | + 0, |
| 1883 .. | 1.170 | 19.582 | 62.925 | — 10,01 | 2.700 | 4,29 | — 5,72 | — 4, |
| 1884 .. | 1.172 | 13.479 | 63.450 | + 0,80 | 2.700 | 4,25 | + 5,05 | + 0, |
| 1885 .. | 1.185 | 13.071 | 59.250 | — 6,60 | 2.700 | 4,55 | — 2,05 | + 0, |
| 1886 .. | 1.118 | 11.471 | 55.050 | — 7,06 | 2.700 | 4,90 | — 2,16 | — 5, |
| 1887 .. | 1.179 | 11.342 | 57.502 | + 4,46 | 2.700 | 4,69 | + 9,15 | + 0, |
| 1888 .. | 1.412 | 13.146 | 61.500 | + 6,90 | 2.700 | 4,39 | + 11,29 | — 1, |
| 1889 .. | 1.667 | 15.686 | 67.500 | + 11,38 | 2.700 | 4 | + 15,38 | — 5, |
| 1890 .. | 1.843 | 21.821 | 79.725 | + 18,07 | 3.000 | 3,76 | + 21,83 | — 11, |
| 1891 .. | 1.729 | 24.292 | 78.600 | — 1,36 | 3.300 | 4,19 | + 2,83 | — 3, |
| 1892 .. | 2.102 | 25.470 | 78.726 | + 0,09 | 3.300 | 4,19 | + 4,10 | + 4, |
| 1893 .. | 1.835 | 19.990 | 83.748 | + 4,59 | 3.000 | 3,58 | + 8,17 | + 6, |
| 1894 .. | 2.287 | 23.808 | 72.237 | — 13,88 | 2.400 | 3,32 | — 10,56 | — 9, |
| 1895 .. | 2.363 | 23.484 | 71.610 | — 0,90 | 2.700 | 3,77 | — 2,87 | — 7, |
| 1896 .. | 2.538 | 24.720 | 76.537 | + 6,85 | 3.000 | 3,91 | + 10,76 | — 3, |
| 1897 .. | 2.734 | 26.683 | 94.041 | + 22,92 | 3.150 | 3,34 | + 26,26 | + 5, |
| 1898 .. | 2.698 | 30.138 | 121.595 | + 29,24 | 3.450 | 2,83 | + 32,07 | + 4, |
| 1899 .. | 2.926 | 35.650 | 169.971 | + 39,79 | 4.500 | 2,64 | + 42,43 | + 18, |
| 1900 .. | 3.011 | 44.807 | 209.713 | + 23,41 | 7.500 | 3,57 | + 26,98 | — 1, |
| 1901 .. | 3.089 | 45.202 | 170.265 | — 18,83 | 9.000 | 5,28 | — 13,55 | — 0, |
| 1902 .. | 2.966 | 37.040 | 181.244 | + 6,49 | 9.000 | 4,96 | + 11,45 | + 0, |
| 1903 .. | 2.574 | 43.365 | 210.137 | + 15,93 | 9.000 | 4,28 | + 20,21 | + 0, |
| 1904 .. | 3.122 | 38.532 | 228.726 | + 8,83 | 9.000 | 3,93 | + 12,76 | + 5, |
| 1905 .. | 2.928 | 40.366 | 245.878 | + 7,51 | 9.000 | 3,66 | + 11,17 | — 5, |
| 1906 .. | 3.030 | 39.740 | 254.238 | + 3,41 | 9.000 | 3,53 | + 6,94 | + 0, |
| 1907 .. | 3.413 | 48.248 | 239.683 | — 5,74 | 10.050 | 4,19 | — 1,55 | — 1, |
| 1908 .. | 3.505 | 53.486 | 252.927 | + 5,42 | 12.600 | 4,98 | + 10,40 | + 1, |
| 1909 .. | 3.527 | 50.385 | 273.547 | + 8,26 | 12.600 | 4,60 | + 12,86 | + 1, |
| 1910 .. | 3.542 | 49.350 | 333.735 | + 22,01 | 12.600 | 3,77 | + 25,78 | + 7, |
| 1911 .. | 3.643 | 50.671 | 365.666 | + 9,56 | 12.600 | 3,44 | + 13 | + 7, |
| 1912 .. | 3.403 | 55.753 | 466.210 | + 27,50 | 12.600 | 2,70 | + 30,20 | |

41 SOCIÉTÉ HOUILLÈRE DE LIÉVIN

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1861 .. | 18 | 263 | | | | | | |
| 1862 .. | 25 | 348 | 2.041 | | | | | |
| 1863 .. | 13 | 165 | 2.041 | — | — | — | — | — 2,23 |
| 1864 .. | 20 | 245 | 1.749 | — 14,15 | — | — | — 14,15 | — 22,65 |
| 1865 .. | 23 | 255 | 1.749 | — | — | — | — | — 4,39 |
| 1866 .. | 28 | 379 | 1.749 | — | — | — | — | — 8,48 |
| 1867 .. | 35 | 520 | 1.749 | — | — | — | — | — 21,44 |
| 1868 .. | 37 | 471 | 2.128 | + 21,97 | — | — | + 21,97 | + 3,55 |
| 1869 .. | 68 | 840 | 2.128 | — | — | — | — | + 8,74 |
| 1870 .. | 76 | 950 | 4.374 | + 105,40 | — | — | + 105,40 | + 84,02 |
| 1871 .. | 91 | 1.228 | 4.665 | + 6,57 | — | — | + 6,57 | + 3,28 |
| 1872 .. | 127 | 1.829 | 7.435 | + 59,25 | — | — | + 59,25 | + 29,37 |
| 1873 .. | 147 | 2.790 | 14.580 | + 96,12 | 291 | 2 | + 98,12 | + 27,40 |
| 1874 .. | 159 | 2.766 | 21.552 | + 47,69 | 364 | 1,69 | + 49,38 | — 13,21 |
| 1875 .. | 159 | 2.702 | 37.718 | + 75,02 | 364 | 0,96 | + 75,98 | — 22,92 |
| 1876 .. | 142 | 2.512 | 20.849 | — 44,69 | 364 | 1,74 | + 42,95 | — 14,48 |
| 1877 .. | 158 | 2.212 | 14.084 | — 32,44 | — | — | — 32,44 | — 8,41 |
| 1878 .. | 211 | 9.485 | 10.762 | — 23,60 | — | — | — 23,60 | — 16,90 |
| 1879 .. | 285 | 9.780 | 12.702 | + 18,03 | 291 | 2,29 | + 20,32 | + 11,23 |
| 1880 .. | 355 | 11.098 | 19.009 | + 49,62 | 364 | 1,91 | + 51,53 | — 28,58 |
| 1881 .. | 425 | 10.905 | 19.461 | + 2,42 | 437 | 2,24 | + 4,66 | + 2,28 |
| 1882 .. | 433 | 4.759 | 17.947 | + 7,79 | 437 | 2,43 | + 5,36 | — 0,52 |
| 1883 .. | 453 | 5.252 | 16.599 | — 7,49 | 510 | 3,07 | — 4,42 | — 2,91 |
| 1884 .. | 395 | 4.541 | 15.673 | — 5,67 | 510 | 3,25 | — 2,42 | — 7,55 |
| 1885 .. | 480 | 5.294 | 10.351 | — 33,86 | 510 | 4,92 | — 28,94 | — 25,98 |
| 1886 .. | 467 | 4.791 | 11.919 | + 15,02 | 437 | 3,66 | + 18,68 | — 15,36 |
| 1887 .. | 472 | 4.541 | 11.445 | — 3,87 | 437 | 3,82 | — 0,05 | — 8,94 |
| 1888 .. | 586 | 5.459 | 11.962 | + 10,40 | 481 | 4,02 | + 14,42 | + 1,50 |
| 1889 .. | 669 | 6.298 | 18.443 | + 54,34 | 583 | 3,16 | + 57,50 | — 36,40 |
| 1890 .. | 675 | 7.965 | 27.089 | + 46,77 | 729 | 2,69 | + 49,46 | — 16,09 |
| 1891 .. | 615 | 8.610 | 28.431 | + 4,73 | 1.020 | 3,58 | + 8,31 | + 1,80 |
| 1892 .. | 700 | 8.540 | 29.299 | + 3,04 | 1.166 | 3,98 | + 7,02 | + 7,46 |
| 1893 .. | 611 | 6.415 | 29.063 | — 0,78 | 1.020 | 3,51 | — 2,76 | + 0,76 |
| 1894 .. | 786 | 8.174 | 29.598 | + 1,71 | 1.020 | 3,45 | — 5,16 | + 5,99 |
| 1895 .. | 808 | 8.080 | 30.302 | + 4,55 | 1.020 | 3,30 | + 7,85 | — 3,50 |
| 1896 .. | 868 | 8.410 | 36.026 | + 16,54 | 2,83 | 2,83 | + 19,37 | + 4,94 |
| 1897 .. | 938 | 9.286 | 40.446 | — 12,27 | 1.020 | 2,52 | + 14,79 | + 6,47 |
| 1898 .. | 938 | 10.722 | 53.280 | + 31,74 | 1.166 | 2,18 | — 33,92 | + 6,43 |
| 1899 .. | 1.041 | 13.617 | 63.353 | + 18,90 | 1.312 | 2,07 | + 20,97 | — 3,12 |
| 1900 .. | 1.154 | 17.763 | 75.126 | + 18,50 | 1.895 | 2,52 | + 21,02 | — 7,73 |
| 1901 .. | 1.225 | 18.374 | 63.025 | — 16,11 | 2.332 | 3,70 | — 12,41 | + 0,95 |
| 1902 .. | 1.209 | 15.687 | 70.035 | + 11,13 | 2.332 | 3,33 | — 14,46 | + 3,79 |
| 1903 .. | 1.097 | 21.031 | 91.027 | + 29,96 | 2.624 | 2,88 | + 32,84 | — 13,19 |
| 1904 .. | 1.524 | 18.655 | 105.006 | + 15,37 | 2.916 | 2,77 | — 18,14 | — 10,87 |

SOCIÉTÉ HOUILLÈRE DE LIÉVIN (suite)

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Ren-
me
effec-
comp
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| 1905 .. | 1.435 | 20.180 | 134.758 | + 28,33 | 3.061 | 2,27 | + 30,60 | + 13,70 |
| 1906 .. | 1.504 | 20.454 | 142.044 | + 5,40 | 3.353 | 2,36 | + 7,86 | + 13,70 |
| 1907 .. | 1.644 | 24.331 | 126.665 | - 10,83 | 3.645 | 2,87 | - 7,96 | - 13,70 |
| 1908 .. | 1.755 | 27.729 | 127.418 | + 0,59 | 3.936 | 3,08 | + 2,49 | - 13,70 |
| 1909 .. | 1.866 | 27.060 | 127.910 | + 0,38 | 3.790 | 2,96 | + 3,34 | - 13,70 |
| 1910 .. | 1.872 | 26.563 | 132.847 | + 3,85 | 3.790 | 2,85 | + 6,70 | - 13,70 |
| 1911 .. | 1.938 | 28.204 | 125.962 | - 5,18 | 3.790 | 3 | - 2,18 | - 13,70 |
| 1912 .. | 1.853 | 30.034 | 137.499 | + 9,15 | 3.936 | 2,86 | + 12,01 | - 13,70 |

42 SOCIÉTÉ CIVILE DES MINES DE HOUILLE DE MARLES (70 %)

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Ren-
me
effec-
comp
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| 1861 .. | 67 | 939 | 4.800 | | 913 | 1,90 | | |
| 1862 .. | 65 | 886 | 5.600 | + 13,43 | 104 | 1,87 | + 15,30 | + 2,40 |
| 1863 .. | 70 | 885 | 6.400 | + 14,10 | 119 | 1,86 | + 15,96 | + 1,40 |
| 1864 .. | 62 | 739 | 8.000 | + 25,28 | 139 | 1,73 | + 27,01 | + 1,40 |
| 1865 .. | 62 | 750 | 9.600 | + 20,18 | 155 | 1,62 | + 21,80 | + 1,40 |
| 1866 .. | 85 | 1.154 | 9.600 | - | 167 | 1,74 | + 1,74 | - |
| 1867 .. | 100 | 1.494 | 9.600 | - | 183 | 1,90 | + 1,90 | - 1,40 |
| 1868 .. | 120 | 1.522 | 9.902 | + 2,99 | 202 | 2,04 | + 5,03 | + 1,40 |
| 1869 .. | 134 | 1.663 | 9.902 | - | 222 | 2,24 | + 2,24 | - |
| 1870 .. | 137 | 1.707 | 22.400 | + 126,45 | 235 | 1,04 | + 127,49 | + 10,40 |
| 1871 .. | 152 | 2.057 | 16.000 | - 28,64 | 244 | 1,52 | - 27,12 | - 3,40 |
| 1872 .. | 240 | 3.456 | 22.400 | + 40,13 | 467 | 2,08 | + 42,21 | + 2,40 |
| 1873 .. | 251 | 4.774 | 22.400 | - | 1.168 | 5,21 | + 5,21 | - 6,40 |
| 1874 .. | 212 | 3.685 | 40.000 | + 78,40 | 692 | 1,73 | + 80,13 | + 1,40 |
| 1875 .. | 232 | 3.937 | 67.200 | + 68,07 | 313 | 0,91 | + 68,98 | + 1,40 |
| 1876 .. | 269 | 4.764 | 40.000 | - 40,50 | 1.120 | 2,80 | - 37,70 | - |
| 1877 .. | 301 | 4.216 | 40.000 | - | 827 | 2,06 | + 2,06 | + 2,40 |
| 1878 .. | 335 | 4.494 | 40.000 | - | 1.112 | 2,78 | + 2,78 | + |
| 1879 .. | 361 | 4.438 | 40.000 | - | 1.140 | 2,85 | + 2,85 | - |
| 1880 .. | 371 | 4.456 | 30.112 | - 24,66 | 867 | 2,87 | - 21,69 | - 4,40 |
| 1881 .. | 411 | 4.522 | 32.000 | + 6,19 | 1.076 | 3,36 | + 9,55 | + |

SOCIÉTÉ CIVILE DES MINES DE HOUILLE DE MARLES (70%) (suite)

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1882 .. | 481 | 5.295 | 32.000 | — | 1.061 | 3,31 | + 3,31 | + 8,15 |
| 1883 .. | 526 | 6.105 | 32.105 | + 0,34 | 1.004 | 3,12 | + 3,46 | + 4,97 |
| 1884 .. | 483 | 5.555 | 35.958 | + 12,07 | 1.123 | 3,12 | + 15,19 | + 10,06 |
| 1885 .. | 483 | 5.327 | 34.161 | — 4,99 | 1.122 | 3,28 | — 1,71 | + 1,25 |
| 1886 .. | 492 | 5.047 | 30.403 | — 11,02 | 705 | 2,32 | — 8,70 | — 12,02 |
| 1887 .. | 484 | 4.656 | 25.763 | — 15,33 | 737 | 2,86 | — 12,47 | — 21,36 |
| 1888 .. | 609 | 5.673 | 27.840 | + 8,08 | 1.166 | 4,18 | + 12,26 | — 0,66 |
| 1889 .. | 696 | 6.552 | 35.200 | + 26,42 | 1.331 | 3,78 | + 30,20 | + 10,20 |
| 1890 .. | 761 | 8.980 | 40.000 | + 12,84 | 1.860 | 4,65 | + 17,49 | — 15,88 |
| 1891 .. | 601 | 8.414 | 38.800 | — 2,96 | 1.400 | 3,61 | + 0,65 | — 5,86 |
| 1892 .. | 695 | 8.479 | 29.160 | — 24,86 | 1.306 | 4,48 | — 20,38 | — 19,94 |
| 1893 .. | 717 | 7.529 | 26.584 | — 8,86 | 1.306 | 4,91 | — 3,95 | — 6,04 |
| 1894 .. | 787 | 8.185 | 27.782 | + 4,59 | 1.050 | 3,78 | + 8,37 | + 9,20 |
| 1895 .. | 798 | 7.980 | 28.070 | + 1,03 | 1.009 | 3,59 | + 4,62 | + 0,27 |
| 1896 .. | 908 | 8.808 | 29.577 | + 4,85 | 1.234 | 4,17 | + 9,02 | — 5,41 |
| 1897 .. | 1.016 | 9.878 | 35.030 | + 18,42 | 1.250 | 3,57 | + 21,99 | + 0,73 |
| 1898 .. | 1.008 | 11.217 | 41.593 | + 18,73 | 2.017 | 4,85 | + 23,58 | — 3,91 |
| 1899 .. | 1.089 | 13.145 | 57.470 | + 38,10 | 2.877 | 5 | + 43,10 | + 19,01 |
| 1900 .. | 1.114 | 17.386 | 75.817 | + 31,96 | 4.256 | 5,61 | + 37,57 | + 8,82 |
| 1901 .. | 1.199 | 18.225 | 58.117 | — 23,37 | 3.856 | 6,63 | — 15,74 | — 2,38 |
| 1902 .. | 1.199 | 16.717 | 63.247 | + 8,89 | 3.316 | 5,24 | + 14,13 | + 3,46 |
| 1903 .. | 1.169 | 18.796 | 71.311 | + 12,70 | 4.072 | 5,71 | + 18,41 | — 1,24 |
| 1904 .. | 1.362 | 17.771 | 77.057 | + 8,01 | 3.196 | 4,14 | + 12,15 | + 4,88 |
| 1905 .. | 1.367 | 17.945 | 84.515 | + 5,03 | 4.054 | 4,79 | + 9,82 | — 7,33 |
| 1906 .. | 1.459 | 19.584 | 98.432 | + 16,46 | 4.330 | 4,39 | + 20,85 | + 14,11 |
| 1907 .. | 1.518 | 22.037 | 99.955 | + 1,53 | 5.377 | 5,37 | + 6,90 | + 7,36 |
| 1908 .. | 1.468 | 22.768 | 102.304 | + 2,37 | 4.745 | 4,63 | + 7 | — 1,57 |
| 1909 .. | 1.502 | 21.975 | 100.376 | — 1,89 | 3.792 | 3,77 | + 1,88 | — 9,79 |
| 1910 .. | 1.642 | 23.520 | 112.672 | + 12,25 | 4.280 | 3,79 | + 16,04 | — 2,49 |
| 1911 .. | 1.722 | 24.997 | 127.878 | + 13,49 | 4.928 | 3,85 | + 17,34 | + 12,27 |
| 1912 .. | 1.689 | 28.535 | 162.177 | + 26,81 | 5.249 | | | |

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comp
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---|
| 1861 .. | 41 | 571 | 2.000 | | — | — | — | |
| 1862 .. | 45 | 611 | 2.040 | + 1,88 | 110 | 5,39 | + 6,47 | + 14 |
| 1863 .. | 55 | 699 | 2.040 | — | — | — | — | — 2 |
| 1864 .. | 55 | 673 | 1.920 | — 5,99 | — | — | — 5,99 | — 14 |
| 1865 .. | 68 | 822 | 1.790 | — 6,86 | 60 | 3,35 | — 3,51 | — 7 |
| 1866 .. | 70 | 951 | 1.874 | + 4,74 | 200 | 10,67 | + 15,41 | + 6 |
| 1867 .. | 49 | 669 | 1.940 | + 3,52 | 160 | 8,24 | + 11,76 | — 9 |
| 1868 .. | 51 | 657 | 1.900 | — 1,94 | — | — | — 1,94 | — 20 |
| 1869 .. | 58 | 718 | 1.870 | — 1,49 | 80 | 4,27 | + 2,78 | — 5 |
| 1870 .. | 59 | 742 | 1.960 | + 4,52 | 100 | 5,10 | + 9,62 | — 11 |
| 1871 .. | 61 | 829 | 2.060 | + 5,29 | 50 | 2,42 | + 7,71 | + 4 |
| 1872 .. | 70 | 1.011 | 1.930 | — 6,39 | 100 | 5,18 | — 1,21 | — 31 |
| 1873 .. | 89 | 1.704 | 6.048 | + 213,66 | 500 | 8,26 | + 221,92 | + 151 |
| 1874 .. | 83 | 1.450 | 9.408 | + 55,52 | 300 | 3,18 | + 58,70 | — 3 |
| 1875 .. | 79 | 1.364 | 13.500 | + 43,20 | 300 | 2,22 | + 45,42 | — 7 |
| 1876 .. | 67 | 1.192 | 7.760 | — 42,63 | — | — | — 42,63 | — 14 |
| 1877 .. | 83 | 1.161 | 4.400 | — 43,27 | — | — | — 43,27 | — 19 |
| 1878 .. | 107 | 1.435 | 3.448 | — 21,79 | — | — | — 21,79 | + 15 |
| 1879 .. | 110 | 1.349 | 3.200 | — 7,10 | — | — | — 7,10 | — 16 |
| 1880 .. | 110 | 1.454 | 5.180 | + 61,76 | — | — | + 61,76 | + 38 |
| 1881 .. | 123 | 1.381 | 4.680 | — 9,64 | — | — | — 9,64 | — 12 |
| 1882 .. | 149 | 1.664 | 3.862 | — 17,51 | — | — | — 17,51 | — 12 |
| 1883 .. | 150 | 1.747 | 4.381 | + 13,66 | — | — | + 13,66 | + 15 |
| 1884 .. | 178 | 2.063 | 5.400 | + 23,18 | 200 | 3,70 | + 26,28 | + 21 |
| 1885 .. | 176 | 1.941 | 5.100 | — 5,57 | 260 | 5,09 | — 0,48 | + 2 |
| 1886 .. | 195 | 2.000 | 6.320 | + 23,99 | 320 | 5,06 | + 28,05 | + 24 |
| 1887 .. | 203 | 1.952 | 8.670 | + 37,05 | 400 | 4,61 | + 41,66 | + 32 |
| 1888 .. | 204 | 1.899 | 9.000 | + 3,80 | 400 | 4,44 | + 8,24 | — 4 |
| 1889 .. | 218 | 2.051 | 12.560 | + 39,64 | 500 | 3,98 | + 43,62 | + 22 |
| 1890 .. | 246 | 2.912 | 19.600 | + 56,03 | 800 | 4,08 | + 60,11 | + 26 |
| 1891 .. | 243 | 3.414 | 23.047 | + 17,57 | 1.400 | 6,07 | + 43,64 | + 37 |
| 1892 .. | 278 | 3.394 | 19.800 | — 14,09 | 1.200 | 6,06 | — 8,03 | — 7 |
| 1893 .. | 273 | 2.800 | 18.900 | — 4,56 | 1.000 | 5,29 | — 0,73 | — 2 |
| 1894 .. | 385 | 4.007 | 20.688 | + 9,46 | 1.000 | 4,83 | + 14,29 | + 15 |
| 1895 .. | 392 | 3.892 | 23.260 | + 12,47 | 1.060 | 4,55 | + 17,02 | + 12 |
| 1896 .. | 393 | 3.827 | 25.216 | + 8,41 | 1.060 | 4,20 | + 12,61 | — 1 |
| 1897 .. | 433 | 4.282 | 30.576 | + 21,23 | 1.300 | 4,25 | + 25,48 | + 4 |
| 1898 .. | 414 | 4.264 | 37.282 | + 21,95 | 1.500 | 4,02 | + 25,97 | — 1 |
| 1899 .. | 438 | 5.185 | 43.950 | + 17,87 | 1.600 | 3,64 | + 21,51 | — 2 |
| 1900 .. | 418 | 6.065 | 55.492 | + 13,43 | 2.800 | 5,04 | + 18,47 | — 10 |
| 1901 .. | 400 | 6.096 | 46.939 | — 15,41 | 3.600 | 7,66 | — 7,75 | + 5 |
| 1902 .. | 393 | 5.655 | 49.864 | + 6,23 | 3.200 | 6,41 | + 12,64 | + 1 |
| 1903 .. | 354 | 4.917 | 53.337 | + 6,96 | 2.800 | 5,24 | + 12,20 | — 7 |
| 1904 .. | 412 | 5.421 | 54.023 | + 1,29 | 2.800 | 5,18 | + 6,47 | — 0 |

SOCIÉTÉ ANONYME DES MINES DE MEURCHIN (*suite*)

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|----------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1905 ... | 376 | 4.801 | 53.525 | — 0,92 | 2.400 | 4,48 | + 3,56 | — 13,59 |
| 1906 ... | 365 | 4.993 | 54.702 | + 2,20 | 2.200 | 4,02 | + 6,22 | — 0,52 |
| 1907 ... | 464 | 6.867 | 52.262 | — 4,47 | 2.800 | 5,35 | + 0,88 | + 1,34 |
| 1908 ... | 499 | 7.929 | 55.576 | + 6,36 | 2.800 | 5,03 | + 11,39 | + 2,82 |
| 1909 ... | 515 | 7.725 | 55.468 | — 0,20 | 2.800 | 5,04 | + 4,84 | — 6,83 |
| 1910 ... | 495 | 7.316 | 58.057 | + 4,67 | 2.800 | 4,82 | + 9,49 | — 9,04 |
| 1911 ... | 501 | 7.459 | 50.192 | — 19,55 | 2.200 | 4,38 | — 15,17 | — 20,24 |
| 1912 ... | 455 | 6.997 | 48.450 | — 3,47 | 2.200 | 4,54 | + 1,07 | |

44

COMPAGNIE DES MINES D'OSTRICOURT

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|----------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1861 ... | 17 | 232 | 1.800 | | — | — | | |
| 1862 ... | 22 | 307 | 1.800 | — | — | — | — | + 8,05 |
| 1863 ... | 29 | 365 | 1.500 | — 16,67 | — | — | — 16,67 | — 18,90 |
| 1864 ... | 25 | 301 | 1.500 | — | — | — | — | — 8,50 |
| 1865 ... | 24 | 290 | 1.500 | — | — | — | — | — 4,39 |
| 1866 ... | 14 | 196 | 1.200 | — 20 | — | — | — 20 | — 28,48 |
| 1867 ... | 17 | 237 | 600 | — 50 | — | — | — 50 | — 71,44 |
| 1868 ... | 20 | 251 | 480 | — 20,05 | — | — | — 20,05 | — 38,47 |
| 1869 ... | 22 | 269 | 480 | — | — | — | — | — 8,74 |
| 1870 ... | 13 | 161 | 480 | — | — | — | — | — 21,38 |
| 1871 ... | 17 | 233 | 1.200 | + 150,15 | — | — | + 150,15 | + 146,86 |
| 1872 ... | 30 | 430 | 840 | + 30,07 | — | — | — 30,07 | — 59,95 |
| 1873 ... | 29 | 550 | 1.200 | + 43,01 | — | — | + 43,01 | — 27,71 |
| 1874 ... | 37 | 654 | 1.206 | + 0,50 | — | — | + 0,50 | — 62,09 |
| 1875 ... | 36 | 618 | 2.388 | + 98,03 | — | — | + 98,03 | + 44,97 |
| 1876 ... | 39 | 690 | 1.002 | — 58,02 | — | — | — 58,02 | — 29,55 |
| 1877 ... | 36 | 497 | 780 | — 22,22 | — | — | — 22,22 | + 1,81 |
| 1878 ... | 32 | 425 | 474 | — 39,24 | — | — | — 39,24 | — 32,54 |
| 1879 ... | 30 | 374 | 540 | + 14,11 | — | — | + 14,11 | + 4,97 |
| 1880 ... | 33 | 397 | 1.122 | + 107,42 | — | — | + 107,42 | + 84,47 |
| 1881 ... | 37 | 411 | 1.668 | + 48,74 | — | — | + 48,74 | + 46,36 |

COMPAGNIE DES MINES D'OSTRICOURT (suite)

| | Extraction
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Ren-
me-
effe-
comp
(%) |
|---------|-------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| 1882 .. | 37 | 413 | 1.530 | — 8,28 | — | — | — 8,28 | — |
| 1883 .. | 37 | 431 | 1.080 | — 29,42 | — | — | — 29,42 | — 2 |
| 1884 .. | 44 | 509 | 840 | — 22,28 | — | — | — 22,28 | — 2 |
| 1885 .. | 36 | 397 | 502 | — 40,18 | — | — | — 40,18 | — 3 |
| 1886 .. | 31 | 318 | 405 | — 19,23 | — | — | — 19,23 | — 2 |
| 1887 .. | 37 | 355 | 630 | + 55,31 | — | — | + 55,31 | + 4 |
| 1888 .. | 42 | 391 | 1.083 | + 72,17 | — | — | + 72,17 | + 5 |
| 1889 .. | 66 | 621 | 1.830 | + 68,77 | — | — | + 68,77 | + 4 |
| 1890 .. | 97 | 1.148 | 3.825 | + 109,01 | — | — | + 109,01 | + 7 |
| 1891 .. | 110 | 1.545 | 3.311 | — 13,44 | — | — | — 13,44 | — 1 |
| 1892 .. | 133 | 1.623 | 2.472 | — 25,35 | — | — | — 25,35 | — 2 |
| 1893 .. | 149 | 1.528 | 3.019 | + 22,18 | — | — | + 22,18 | + 2 |
| 1894 .. | 201 | 2.092 | 3.015 | — 0,15 | — | — | — 0,15 | + |
| 1895 .. | 196 | 1.946 | 2.696 | — 10,59 | — | — | — 10,59 | — 1 |
| 1896 .. | 187 | 1.821 | 2.200 | — 18,35 | — | — | — 18,35 | — 3 |
| 1897 .. | 212 | 2.096 | 2.510 | + 14,04 | — | — | + 14,04 | + |
| 1898 .. | 207 | 2.132 | 5.370 | + 113,91 | — | — | + 113,91 | + 8 |
| 1899 .. | 198 | 2.344 | 5.931 | + 10,46 | — | — | + 10,46 | — 1 |
| 1900 .. | 196 | 2.843 | 9.413 | + 58,70 | — | — | + 58,70 | + 2 |
| 1901 .. | 210 | 3.200 | 7.734 | — 17,83 | — | — | — 17,83 | — |
| 1902 .. | 260 | 3.741 | 7.579 | — 2,02 | 300 | 3,95 | + 1,93 | — |
| 1903 .. | 299 | 4.153 | 9.317 | + 22,95 | 300 | 3,21 | + 26,16 | + |
| 1904 .. | 415 | 5.461 | 9.777 | + 4,93 | 300 | 3,06 | + 7,99 | + |
| 1905 .. | 424 | 5.414 | 13.501 | + 38,09 | 300 | 2,22 | + 40,31 | + 2 |
| 1906 .. | 404 | 5.526 | 13.317 | — 1,36 | 300 | 2,25 | + 0,89 | — |
| 1907 .. | 472 | 6.985 | 13.038 | — 2,10 | 300 | 2,30 | + 0,20 | + |
| 1908 .. | 502 | 7.976 | 12.997 | — 0,31 | 300 | 2,30 | + 1,99 | — |
| 1909 .. | 531 | 7.965 | 16.579 | + 27,55 | 300 | 1,80 | + 29,35 | — 1 |
| 1910 .. | 628 | 9.281 | 19.086 | + 15,12 | 330 | 1,72 | + 16,84 | — |
| 1911 .. | 707 | 10.527 | 17.870 | — 6,37 | 330 | 1,84 | — 4,53 | — |
| 1912 .. | 670 | 10.304 | 17.542 | — 1,84 | 330 | 1,88 | + 0,04 | + |

| | Extraction
(Noeux)
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
comparé
(%) |
|---------|------------------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|
| 1861 .. | 86 | 1.207 | 19.200 | | 800 | 4,16 | | |
| 1862 .. | 116 | 1.680 | 18.000 | — 6,41 | 800 | 4,44 | — 1,97 | + 6,08 |
| 1863 .. | 150 | 1.885 | 17.600 | — 2,28 | 800 | 4,54 | + 2,26 | + 0,03 |
| 1864 .. | 156 | 1.867 | 17.200 | — 2,33 | 800 | 4,65 | + 2,32 | — 6,18 |
| 1865 .. | 167 | 2.005 | 16.800 | — 1,99 | 800 | 4,76 | + 2,77 | — 1,62 |
| 1866 .. | 193 | 2.623 | 16.400 | — 2,44 | 900 | 5,48 | + 3,04 | — 5,44 |
| 1867 .. | 180 | 2.696 | 18.400 | + 12,08 | 1.000 | 5,43 | + 17,51 | — 4,23 |
| 1868 .. | 206 | 2.610 | 19.200 | + 4,46 | 1.000 | 5,20 | + 9,66 | — 8,76 |
| 1869 .. | 249 | 3.082 | 20.800 | + 8,19 | 1.000 | 4,80 | + 12,99 | + 4,25 |
| 1870 .. | 237 | 2.962 | 22.400 | + 7,57 | 600 | 2,67 | + 10,24 | — 11,14 |
| 1871 .. | 281 | 3.792 | 22.400 | — | 1.000 | 4,46 | + 4,46 | + 1,17 |
| 1872 .. | 383 | 5.518 | 28.000 | + 25,08 | 1.400 | 5 | + 30,08 | + 0,20 |
| 1873 .. | 437 | 8.305 | 52.000 | + 85,82 | 2.400 | 4,61 | + 90,43 | + 19,71 |
| 1874 .. | 418 | 7.280 | 83.172 | + 60 | 4.000 | 4,80 | + 64,80 | + 2,21 |
| 1875 .. | 428 | 7.275 | 112.252 | + 34,95 | 4.000 | 3,56 | + 38,51 | — 14,55 |
| 1876 .. | 445 | 7.874 | 83.040 | — 26,02 | 3.200 | 3,85 | — 22,17 | + 6,30 |
| 1877 .. | 439 | 6.150 | 66.600 | — 19,77 | 2.400 | 3,60 | — 16,17 | + 7,86 |
| 1878 .. | 486 | 6.517 | 65.096 | — 2,26 | 2.400 | 3,68 | + 1,42 | + 8,12 |
| 1879 .. | 524 | 6.448 | 65.064 | — 1,05 | 2.400 | 3,68 | + 2,63 | — 6,51 |
| 1880 .. | 585 | 6.967 | 80.248 | + 23,34 | 2.800 | 3,48 | + 26,82 | + 3,87 |
| 1881 .. | 622 | 6.840 | 37.500 | — 54,13 | 2.800 | 7,46 | — 46,67 | — 49,05 |
| 1882 .. | 660 | 7.263 | 67.380 | + 79,74 | 2.800 | 4,15 | + 83,09 | + 88,73 |
| 1883 .. | 735 | 8.536 | 63.100 | — 6,40 | 2.800 | 4,43 | — 1,97 | — 0,40 |
| 1884 .. | 781 | 8.982 | 62.700 | — 0,54 | 2.900 | 4,62 | + 4,08 | — 1,05 |
| 1885 .. | 775 | 8.548 | 58.487 | — 6,76 | 2.900 | 4,95 | — 1,81 | + 1,15 |
| 1886 .. | 884 | 9.070 | 59.347 | + 1,52 | 2.900 | 4,88 | + 6,40 | + 3,08 |
| 1887 .. | 903 | 8.687 | 63.270 | + 6,57 | 2.900 | 4,58 | + 11,15 | + 2,26 |
| 1888 .. | 1.102 | 10.260 | 67.270 | + 7,35 | 2.900 | 4,31 | + 11,66 | — 1,26 |
| 1889 .. | 1.063 | 10.903 | 75.360 | + 12,11 | 2.900 | 3,84 | + 15,95 | — 5,05 |
| 1890 .. | 937 | 12.838 | 85.000 | + 12,79 | 3.200 | 3,76 | + 16,55 | — 16,82 |
| 1891 .. | 940 | 14.036 | 84.000 | — 1,21 | 4.000 | 4,76 | + 3,55 | — 2,96 |
| 1892 .. | 1.038 | 13.846 | 79.224 | — 5,70 | 4.000 | 5,04 | — 0,66 | — 0,22 |
| 1893 .. | 927 | 11.003 | 76.516 | — 3,37 | 2.800 | 3,65 | + 0,28 | — 1,81 |
| 1894 .. | 1.087 | 11.316 | 71.148 | — 7,06 | 2.800 | 3,93 | — 3,13 | — 2,30 |
| 1895 .. | 1.083 | 12.134 | 69.350 | — 2,50 | 2.800 | 4,03 | + 1,53 | — 2,82 |
| 1896 .. | 1.157 | 12.574 | 74.939 | + 8,09 | 2.800 | 3,73 | + 11,82 | — 2,61 |
| 1897 .. | 1.371 | 13.431 | 81.004 | + 8,03 | 2.800 | 3,45 | + 11,48 | — 9,78 |
| 1898 .. | 1.223 | 14.204 | 92.420 | + 14,10 | 3.200 | 3,46 | + 17,56 | — 9,93 |
| 1899 .. | 1.243 | 16.204 | 100.170 | + 8,36 | 4.000 | 3,99 | + 12,35 | — 11,74 |
| 1900 .. | 1.231 | 19.893 | 115.580 | + 15,44 | 4.000 | 3,46 | — 18,90 | — 9,85 |
| 1901 .. | 1.270 | 18.745 | 92.538 | — 19,94 | 3.600 | 3,89 | — 16,05 | — 2,69 |
| 1902 .. | 1.230 | 16.895 | 85.751 | — 7,32 | 3.600 | 4,19 | — 3,13 | — 13,80 |
| 1903 .. | 1.172 | 19.905 | 97.735 | + 13,96 | 3.600 | 3,68 | + 17,64 | — 2,01 |
| 1904 .. | 1.431 | 17.609 | 93.161 | — 4,69 | 3.600 | 3,86 | — 0,83 | — 8,10 |

COMPAGNIE DES MINES DE VICOIGNE ET DE NŒUX *(suite)*

| | Extraction
(Nœux)
(1.000 t) | Produit
brut
(1.000 fr.) | Capitali-
sation
boursière
(1.000 fr.) | Variation
des cours
(%) | Dividende
(1.000 fr.) | Rende-
ment
nominal
(%) | Rende-
ment
effectif
(%) | Rende-
ment
effectif
compar
(%) |
|---------|-----------------------------------|--------------------------------|---|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---|
| 1905 .. | 1.333 | 20.994 | 100.911 | + 8,30 | 3.800 | 3,76 | + 12,06 | — 5,00 |
| 1906 .. | 1.425 | 17.838 | 99.016 | — 1,83 | 4.400 | 4,44 | + 2,61 | — 4,13 |
| 1907 .. | 1.654 | 21.026 | 96.277 | — 2,76 | 5.000 | 5,19 | + 2,33 | + 2,77 |
| 1908 .. | 1.726 | 24.630 | 99.904 | + 3,76 | 5.000 | 5 | + 8,76 | + 0,13 |
| 1909 .. | 1.757 | 23.505 | 127.870 | + 27,93 | 4.600 | 3,59 | + 31,52 | + 19,63 |
| 1910 .. | 1.777 | 23.559 | 138.248 | + 8,13 | 4.600 | 3,32 | + 11,45 | — 7,00 |
| 1911 .. | 1.797 | 23.928 | 130.693 | — 5,44 | 4.800 | 3,67 | — 1,77 | — 6,80 |
| 1912 .. | 1.607 | 26.545 | 144.273 | + 10,36 | 5.200 | 3,60 | + 13,96 | |

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Plusieurs publications ont déjà signalé un certain nombre de sources et de travaux qui concernent divers aspects de l'industrie houillère française, et par conséquent, directement ou indirectement, les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais. Mentionnons notamment :

GRAR (Edouard), Histoire de la recherche, de la découverte et de l'exploitation de la houille dans le Hainaut français, dans la Flandre française et dans l'Artois, 1796-1791 (Valenciennes, Prignet, 1847-1851, 4°, 3 vol.). - On trouve à la fin de chaque volume un inventaire des sources et des travaux utilisés.

La Statistique des Houillères en France et en Belgique (seconde partie de la Revue de la législation des mines) a consacré, dans son volume de 1890, une bibliographie, due à son directeur Emile DELECROIX, aux houillères du Nord et du Pas-de-Calais, pp. 10-13. (Cote BUL : 060 123).

La Revue Noire, dans son n° du 15 juin 1911, contient une bibliographie sur le bassin du Nord et du Pas-de-Calais (Cote BN : Fol. V 39 61).

La thèse de Marcel ROUFF, Les mines de charbon en France au XVIIIe siècle (1744-1791), Etude d'histoire économique et sociale (Paris, 1922, 8°, LXII - 624 p.) et celle de Robert-Jean LAFITTE-LAPLACE, L'économie charbonnière de la France (Paris, 1933, 8°, 762 p.) font le point des principales sources et oeuvres utilisées lors de leur parution.

Plus récemment :

Bertrand GILLE, dans la revue Histoire des entreprises, n° 2, novembre 1958, pp. 78-103, a fait, dans son article "Les archives de l'industrie houillère", la recension des sources qu'il

avait repérées alors qu'il était archiviste aux Archives Nationales. Cette recension est très précieuse mais ne pouvait être exhaustive. On n'y trouve point mention en particulier des archives du Comité Central des Houillères de France et des archives conservées par les sociétés liquidatrices des charbonnages nationalisés.

Le Mouvement Social a consacré un numéro spécial (n° 43, avril-juin 1963, 256 p.) au thème : "La mine et les mineurs". On y relève notamment :

Michelle PERROT, "La presse syndicale des ouvriers mineurs (1880-1914) : Notes pour un inventaire " (pp. 93-115).

Rolande TREMPÉ, "Travaux français sur la mine et les mineurs parus depuis 1945" (pp. 147-150).

Enfin, figurent dans ce numéro plusieurs bibliographies étrangères :

"Recherches sur l'histoire de la mine en République démocratique allemande" (pp. 151-168), par Manfred UNGER et Eberhardt WÄCHTLER.

"Bibliographie des travaux belges" (pp. 169-203) par Léon-Eli TROCLET.

"Capital et Travail dans l'Industrie minière. Bibliographie critique des publications parues en Grande-Bretagne depuis 1945" (pp. 205-211) par J.E. WILLIAMS.

"Mines et mineurs en Sicile. Revue bibliographique 1945-1962" (pp. 213-238) par Francesco RENDA.

"Les travaux sur l'histoire de l'industrie minière et de mineurs en Tchécoslovaquie parus après 1945" (pp. 239-256) par Ludmila KARNIKOVA.

Avec l'accord du Comité de rédaction du Mouvement Social, l'essentiel de la bibliographie française et étrangère ci-dessus a été repris dans les Actes du Colloque Charbon et Sciences Humaines organisé à Lille en mai 1963 (Paris et La Haye, Mouton, 1966), sous le titre : "Bibliographie internationale sur la mine et les mineurs" (pp. 393-426). Nous demandons aux auteurs de nous

excuser de certaines coupures que nous avons dû alors opérer pour abrégé quelque peu les bibliographies parues dans le Mouvement social.

L'ouvrage Le mouvement du profit en France au 19e siècle (Paris et La Haye, Mouton, 1965, 465 p.), par Jean BOUVIER, François FURET, Marcel GILLET, contient plusieurs indications sur les sources relatives aux houillères, en particulier pp. 27-28 sur "les sources de l'étude des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais", et en outre, toujours à propos de ces charbonnages, une partie méthodologique sur "nos moyens d'approche du profit : une méthodologie adaptée aux sources "charbonnages" (pp. 72-93).

Bien entendu, la thèse de Doctorat de 3e cycle de Pierre GUILLAUME, La Compagnie des Mines de la Loire (1846-1854) (Paris, P.U.F., 1966, 248 p.) et la thèse de Doctorat d'Etat de Rolande TREMPE, Les mineurs de Carmaux, 1848-1914 (Paris, Les Editions ouvrières, 1971, 1012 p. en 2 vol.) comportent d'importantes recensions des sources et des travaux utilisés.

Que l'on nous permette enfin de ne pas évoquer sans émotion le fait qu'en 1959, la Bibliographie Municipale de Douai a pu racheter la bibliothèque personnelle de Madame Veuve Georges Agniel, bru de Siméon Agniel (1832-1901), oet ingénieur qui fut Directeur de la Compagnie des Mines de Vicoigne et de Noeux pendant trois décennies, du 25 mars 1872 à sa mort, et dans l'intimité des papiers duquel nous avons passé tellement de temps ; la bibliothèque en question contenait principalement des ouvrages sur la mine ayant appartenu à S. Agniel.

La recension que nous avons faite des inventaires de sources et des bibliographies déjà publiées nous ont autorisé, nous nous sommes permis de le penser, à axer strictement notre propre analyse sur les sources et les travaux utilisés concernant directement l'évolution du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais jusqu'en 1914 et même les aspects de cette évolution traités dans nos deux premiers volumes, en ne faisant que quelques brèves allusions aux sources que nous avons dépouillées en vue de travaux ultérieurs. Il va de soi que nos lectures et nos recherches ne se sont point limitées, elles, à ce cadre.

A. ENQUETES ORALES ET TEMOIGNAGES

I. Enquêtes orales

1°) Notre échantillonnage.

Nous avons souligné dans notre introduction l'importance que nous avons accordée aux interviews d'administrateurs, de directeurs, d'ingénieurs ou d'ouvriers pouvant nous faire connaître par témoignage direct ou indirect, les tenants et aboutissants des événements du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais avant 1914 et plus encore, les conditions de vie et la mentalité des acteurs, vedettes ou, mieux, figurants. Il nous fallait donc pouvoir frapper aux bonnes portes.

Pour ce qui concerne les membres du patronat (membres effectifs ou, et c'était le cas des ingénieurs du bassin avant 1914, membres considérant faire partie du patronat) nous nous sommes servis des relations personnelles que nous avons nouées. Il en a été de même pour les hommes politiques ou les militants syndicalistes ouvriers.

Dans un article publié par le Mouvement Social (n° 43, avril-juin 1963, pp. 117-120), "Problèmes de méthode : l'utilisation par sondage des dossiers de la Caisse Autonome Nationale de Sécurité Sociale dans les mines", nous avons montré l'intérêt que présentaient les dossiers de cette Caisse pour l'étude de la mobilité ouvrière ; le dépouillement de ces dossiers permet d'appréhender un aspect essentiel de l'économie et de la société, qui éclaire les conditions du recrutement et le niveau de qualification de la main-d'oeuvre, les charges salariales de l'industrie et surtout la psychologie ouvrière, en particulier le degré d'adaptation du personnel à l'entreprise.

Grâce à l'aide de la direction des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, en particulier de J.P. Rousselot et à l'obligance de M. René BONNET, alors directeur adjoint de la C.A.N. (1), nous avons été autorisés à consulter les dossiers de la Caisse et avons effectué nos recherches en septembre et octobre 1958.

Voici comment se présentait alors l'organisation du fichier de la C.A.N., caisse chargée de verser leurs retraites aux ouvriers mineurs ou aux autres ayants droit : quand un ouvrier comptait trente ans de service (y compris les services militaires) et avait ainsi droit à une retraite complète, son dossier était classé dans la série OI ou A ; quand l'ouvrier comptait entre 15 et 30 ans de services et n'avait droit qu'à une retraite proportionnelle, son dossier était classé dans la série O2 ou B. Les

(1) René BONNET, La Sécurité Sociale dans les mines (Paris, Dalloz, 1963, 273 p.)

Les dossiers A et B étaient conservés au siège de la C.A.N., 77, avenue de Ségur, à Paris. Quand l'ouvrier mourait, son dossier était transféré dans une annexe, rue de Charonne, où il était conservé pendant une vingtaine d'années, puis détruit. On trouvait aussi à la C.A.N., également classés dans les séries A et B, les dossiers des veuves ayant droit à une pension de reversion. En septembre 1958, il y avait environ 200 000 dossiers avenue de Ségur et 50 000 rue de Charonne.

Les dossiers des ouvriers contiennent tous les éléments qui précisent les droits aux pensions et permettent donc de retracer dans toutes leurs péripéties les carrières des intéressés. Pour notre part, nous avons relevé par ouvrier les noms des compagnies houillères où il a travaillé, les dates d'entrée et les dates de sortie dans chacune d'elles, les motifs des sorties, les temps de services, jour ou fond, la profession exercée.

Combien de carrières avons-nous ainsi reconstituées ? Notre but étant d'éclairer la mobilité des travailleurs au sein des compagnies houillères du Nord et du Pas-de-Calais dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle, il convenait d'abord d'établir la liste des numéros des dossiers des ouvriers ayant travaillé dans la région du Nord avant 1914. Seul un procédé mécanographique pouvait être utilisé. Nous avons pensé qu'il convenait d'examiner les seuls dossiers ouvriers nés en 1879 et avant et qui, en 1914, étaient ainsi âgés d'au moins 35 ans et comptaient, au moment du déclenchement de la guerre, suffisamment de services miniers pour que ceux-ci eussent quelque signification. Malheureusement, dans le code de la perforation des cartes permettant de

retrouver les numéros des dossiers, rien ne permettait de distinguer le fait qu'un travailleur eût travaillé ou non dans le Nord et le Pas-de-Calais. Le tri mécanographique a donc pu seulement nous indiquer, parmi les 200 000 dossiers de l'avenue de Ségur, les numéros de ceux qui concernaient les ouvriers des mines de charbon nés en 1879 et avant. Nous avons dû renoncer à utiliser les dossiers de la rue de Charonne, dont le repérage et le déplacement auraient été trop difficiles.

Nous avons ainsi obtenu les numéros de 4. 380 dossiers de la série A et 2. 859 dossiers de la série B. Avec l'aide de quelques employés de la C.A.N., nous avons examiné un à un ces 7. 239 dossiers afin de distinguer ceux d'entre eux qui concernaient des ouvriers ayant travaillé dans les compagnies de la région du Nord. Nous avons ainsi abouti à une liste de numéros de 1. 434 dossiers de la série A et de 892 dossiers de la série B.

Le dépouillement intégral de ces 2. 326 dossiers d'ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais aurait exigé un temps et des moyens dont nous ne disposions pas. Il fallait donc recourir à des méthodes de sondage. Nous avons procédé à l'échantillonnage de la façon suivante : nous avons consulté tous les dossiers de la période 1861-1872 et pris un échantillon de 30 dossiers par année pour la série A et de 20 dossiers par année pour la série B, ceci pour la période 1873-1879 où les dossiers étaient évidemment beaucoup plus nombreux. Cet échantillon, nous l'avons établi après avoir par année attribué un numéro d'ordre aux dossiers et pris ensuite les numéros en fonction des nombres fournis par la table de nombres

au hasard de R.A. Fisher et F. Yates (2) qui élimine tout risque de systématisme. C'est ainsi que nous avons pris les dossiers dont les numéros d'ordre étaient : 3, 12, 16, 18, 23, 26, 31, 37, 52, 56, etc. On sait qu'au point de vue sondages, on peut, soit adopter un échantillon de taille identique année par année (ce qui a l'avantage de rendre très commodes les comparaisons interannuelles mais l'inconvénient de faire varier chaque année le taux du sondage et donc l'écart-type), soit recourir à un taux de sondage constant et donc faire varier la taille de l'échantillon chaque année. Nous avons adopté la solution la plus rapide et la plus commode, sachant en outre que les écarts-types ne devaient pas varier considérablement.

Nous avons ainsi disposé d'une liste de 400 numéros de dossiers de la série A et de 220 de la série B, la pondération 400 - 220 correspondant à celle des totaux des dossiers A et B. de la C.A.N. Notre liste ainsi établie "au hasard" et après une stratification préalable en dossiers A et B, nous a permis, nous semble-t-il, de recueillir des données suffisamment approchées.

Un autre intérêt de notre séjour à la C.A.N. a été évidemment de nous procurer les adresses de 2 326 ouvriers mineurs vivants et ayant travaillé dans les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais avant 1914, et en particulier celles des 620 ouvriers retenus dans notre échantillon. L'idéal aurait été de pouvoir obtenir un entretien avec chacun de ces 620 ouvriers, voire avec chacun des 2 326 ouvriers mais le temps et l'argent (celui-ci strictement personnel) nous étaient comptés et un bon nombre

(2) Frank YATES, Méthodes de sondage pour recensement et enquêtes (Paris, Masson et Dunod, 1951, 335 p.) p. 319. La table entière se trouve dans R.A. FISHER and F. YATES, Statistical Tables for Biological, Agricultural and Medical Research (3e édit., 1948).

d'ouvriers s'étaient retirés en dehors de la région du Nord. La direction des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a bien voulu en outre, grâce à une enquête effectuée par ses gardes, nous indiquer quels étaient les mineurs retraités que leur santé rendait aptes à supporter une heure d'entretien. Les adresses dont nous disposions concernaient en effet uniquement des ouvriers nés entre 1861 et 1879 et encore vivants en 1958, donc des ouvriers auxquelles leur vigueur naturelle, la nature du travail effectué, les impondérables avaient assuré une longévité supérieure à celle de leurs camarades, mais qui se trouvaient avec un âge et une santé évidemment très différenciés. Il a fallu ensuite obtenir d'être reçu (et comme les représentants de commerce, nous avons pu remarquer que le plus important est de pouvoir franchir la porte d'entrée). Bref, bien des éléments se sont conjugués pour que nous n'ayons point la prétention d'affirmer avoir enquêté auprès d'un échantillon d'ouvriers dont les réponses seraient pleinement représentatives du comportement et de la mentalité des ouvriers mineurs du Nord et du Pas-de-Calais qui ont travaillé dans les charbonnages à la fin du XIXe et au début du XXe siècles. Si l'on considère qu'en moyenne, en "travaux préparatoires", en déplacements, en entretiens, nous avons consacré personnellement environ une journée à chaque ouvrier interrogé, nous voulons simplement espérer que nous n'avons pas oeuvré en vain.

2°) Nos interview sur le terrain.

a) Personnalités diverses

Pour ce qui est des personnalités diverses que nous avons consultées, nous avons laissé l'entretien se dérouler en fonction des souvenirs des intéressés et en intervenant simplement pour

poser de temps à autre des questions très précises sur des problèmes que nos recherches dans les sources manuscrites ou imprimées n'avaient point assez éclairés. Nous avons eu des dialogues particulièrement fructueux et fort longs puisqu'ils ont duré, par demi-journées successives, environ trente heures avec P. Georges, ingénieur général du Corps des Mines, **directeur de la Compagnie** des Mines de Bruay de 1938 à 1944 et environ quarante heures avec Georges Dumoulin (1867-1963), le militant syndicaliste bien connu, qui, avant 1914, a été un des principaux lieutenants de Benoît Broutchoux et de son "Jeune syndicat" révolutionnaire des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais.

Nous avons en outre eu des entretiens plus ou moins importants, entre 1955 et 1965, avec les 60 personnes suivantes qui nous ont fourni des témoignages le plus souvent directs, parfois indirects grâce à des souvenirs de famille (ceci bien entendu sans mentionner les nombreux ouvriers et ingénieurs actuels des H.B.N.P.C. que nous avons contactés) :

- AUDEBERT, Sous-Directeur de la Banque Dupont à Valenciennes, membre par alliance de la famille des banquiers Dupont.
- BARROIS Jean, médecin, fils de Charles Barrois (1851-1939), Professeur de Géologie à la Faculté des Sciences de Lille, fondateur du Musée houiller de Lille et administrateur de la Compagnie d'Aniche.
- BEAUGRAND Barthélémy, Directeur de la Cie de Vicoigne-Noeux-Drocourt entre les deux guerres mondiales.
- BEAUSSART, né en 1890, ancien mineur, maire de Noeux-les-Mines.
- BENARD Charles, administrateur C.F.T.C. de la Caisse de S.S.M. de Lens.
- BERNARD-MAURICE Louis, né en 1890, ex-professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Industrielles de Lille ; descendant direct d'A. Scrive-Labbe, appartenait à une famille de gros actionnaires des Mines de Lens.
- BIGO Georges, né le 1.11.1883 ; en 1907, s'est associé à son père Louis-Henri-Dominique Bigo comme représentant des Mines de Lens dans le rayon Lille-Hazebrouck ; lui a succédé en 1911.

- BIGO René, né le 15.12.1915, un des directeurs de l'Imprimerie Danel à Loos-lez-Lille ; descendant direct de Louis Bigo-Danel, fondateur des Compagnies de Courrières et de Lens, petit-fils de Léonard Danel, président des Mines de Lens.
- BOCA (P.), Secrétaire de la Direction du Groupe d'Hénin-Liétard (depuis réuni à celui de Lens) ; descendant direct de Charles Boca, avocat à Valenciennes, administrateur à partir de 1896, président de 1916 à 1920 de la Cie de Courrières, administrateur à partir de 1888, président de 1909 à 1916 de la Cie de Douchy.
- BOURGEOIS, médecin à Cambria (P.de.C.), passionné par l'histoire régionale.
- CARRIERE Henri, né en 1896, curé de Billy-Montigny, fils de porion (voir notre t. II, p. 572.).
- CATOUILLARD Amédée, administrateur C.G.T. de la Caisse de S.S.M. de Lens.
- CHENOT Auguste, ex-ingénieur de la Cie de Vicoigne-Noeux-Drocourt . était ingénieur principal du Groupe de Béthune quand en 1955 nous avons pu, grâce à ses connaissances techniques, entreprendre le dépouillement des archives de la V.N.D. ; M. RICHARD, alors Directeur-délégué du Groupe, avait autorisé la consultation et notre recherche des archives fut beaucoup aidée par M. Paul ROBIDET.
- CLAUDE Paul, ex-secrétaire général de la Cie d'Ostricourt.
- DAMBLIN Joseph, né le 8.10.1883, délégué-mineur des Mines de Lens de 1931 à 1938, administrateur C.G.T. de la Caisse de S.S.M. de Lens.
- DECROIX Marcel, avocat, petit-fils d'un des fondateurs de la Banque Verley-Decroix, Jules Decroix.
- DEHAISNE Georges, contremaître du jour à Noeux-les-Mines, érudit local.
- DEKEN Albert, né en 1876, ex-ingénieur au Chemin de fer de la Cie d'Aniche.
- DELBECQ Raphaël, fils et petit-fils d'ouvriers mineurs de la Cie d'Anzin, directeur du C.E.S. Franklin à Lille.
- DELE Emile, né le 17.09.1882 à Beuvry (Nord), est entré le 2.11.1905 à la Cie de Bruay où il a terminé sa carrière comme chef-comptable en 1945
- DEMON Roger (1892-1966), ancien Président de la Cie de Ligny-les-Aire.
- DESCAMPS Francine, épouse de M. René BIGO.
- DESPICHT Charles, né en 1898, menuisier, correspondant de la Croix du Nord.
- DESPRES M ; vu en 1956, alors secrétaire général de la Fédération F.O. des Mineurs du N.P.C.
- DIDIER Léon, né le 2.06.1870, a commencé sa carrière comme ingénieur du fond à la Cie de Bruay le 1.07.1891, directeur de la Cie de Bruay de mars 1933 au 30.07.1938, puis administrateur de la Cie.

- DOURET Prime, né le 9.10.1899, ancien officier devenu chef de bureau à Noeux-les-Mines, érudit local.
- DUBOIS DE MONTREYNAUD Bernard, ex-secrétaire général de la Cie d'Anzin, directeur de la S.O.F.R.A.G.I. (société liquidatrice d'Anzin).
- DUPONT Philippe (Direction des H.N.B.P.C.), fils de Charles Dupont, secrétaire général de la Cie d'Aniche depuis mars 1902 ; Charles Dupont était le neveu de Paul Dupont fils, administrateur d'Aniche depuis 1899.
- EVRARD Just, député S.F.I.O. du Pas-de-Calais, fils de Florent Evrard (1851-1917).
- FABRE Robert (1896-1967), ex-élève de l'E.N.S., ex-secrétaire général du Comité Central des Houillères de France.
- FONTAINE Henri, né à Denain, a bien connu Jules Mousseron ; directeur du Collège technique de Lille ; décédé en 1958.
- GENLIS (Mme de), petite-fille d'Elie REUMAUX, directeur de Lens.
- GIROD DE L'AIN Gabriel, administrateur de la S.I.F.I.F.O.G. (société liquidatrice de Marles) et de la S.O.F.R.A.G.I., historien.
- GOSSELET-WITZ, ingénieur, longtemps président de la Société de Géographie de Lille, petit-fils de Jules Gosselet.
- GREGOIRE SAINTE-MARIE (Mme), fille de Tacquet-Reumaux, petite-fille d'Elie Reumaux.
- GUILBERT Yvon, né à Denain le 8.09.1894, Sous-archiviste des A.D.P.C.
- GUINAMARD Jean, né le 29.06.1866, ancien directeur de la Cie de Meurchin.
- HARDY R., né en 1904, longtemps instituteur dans une école de la Cie d'Ostricourt.
- LAURENT L., directeur de la S.I.F.I.F.O.G., directeur de la Cie de Marles de 1920 à 1944.
- LARUE Georges, né en 1878, maire communiste de Waziers (Nord).
- LEROY Léon, administrateur F.O. de la Caisse de S.S. de Lens (silicosé à 100 %).
- MAILLY Alfred, ancien ouvrier mineur, militant syndicaliste à Noeux-les-Mines.
- MAILLY Henri, père, frère d'Alfred Mailly ; Henri est né le 11.05.1877 à Rinxent (P.de.C.), ouvrier mineur (Lens, Béthune, Noeux) ; en 1894, adhère au syndicat des mineurs, en 1896 au P.O. ; secrétaire de la section syndicale de Noeux de 1899 à 1944, délégué-mineur de 1907 à 1934 ; adhère à la Ligue des Droits de l'Homme en 1914. Membre du bureau du syndicat des mineurs depuis 1904, trésorier en 1915, secrétaire général de 1919 à 1934, vice-président de 1934 à la guerre ; secrétaire général de l'Union départementale C.G.T. des syndicats du Pas-de-Calais de 1921 à 1928. A été un des principaux fondateurs du syndicat F.O. des mineurs.

- MAILLY Henri fils, secrétaire général de la mairie de Lens, décédé en 1956.
- MARTEN, notaire à Lens, successeur de Léon Tacquet, qui était gendre d'Elie Reunaux.
- MARTIN Edouard père, notaire à Lille ; son père a été administrateur des Mines de Lens.
- MONTPEURT, ingénieur à Lens puis directeur de la Cie de Douchy jusqu'en 1944 ; ensuite directeur du Groupe de Bruay des H.B.N.P.C.
- PENTEL, chanoine, originaire de Noeux-les-Mines, Supérieur du Grand Séminaire d'Arras.
- PERRET François, a été administrateur de plusieurs sociétés dont les Mines de houille de Blanzky et la Banque La Hénin ; il était le gendre de Mme Mame, fille Paul Schneider. Est décédé le 22.03.1965.
- POILLON H., abbé, né en 1900, curé de Noeux-les-Mines
- RIOLOT Gaston, directeur de la Cie d'Aniche jusqu'en 1944.
- ROI Charles, ingénieur à Liévin en 1907, a été directeur de la Cie de Liévin de 1930 à 1944.
- SCRIVE Loyer Guy (1913-1971) administrateur de société, petit-fils de Jules-Emile SCRIVE-Loyer (1837-1899), fils de Jules Henri SCRIVE (1872-1937).
- SOUFFLET Florimond, ancien secrétaire de la Direction de la Cie d'Ostricourt.
- TERNEL Ernest, administrateur C.G.T. de la Caisse de S.S.M. de Lens.
- THIBAUT, a été ingénieur à la Cie de Béthune depuis 1910, secrétaire général de la Cie de Béthune jusqu'en 1944.
- VERDAVINE Eugène, né le 16.11.1877, militant syndicaliste.
- VIEU Charles, né le 10.10.1885, a été secrétaire général de la Cie de V.N.D. entre les deux guerres mondiales.
- VOGELIN-BEUGNET Rose, née en 1896, fille unique de Casimir BEUGNET (voir t. II, p. 582 n. 25).
- WERY Joseph, militant syndicaliste ; ouvrier mineur, a été congédié cinq fois avant 1914 ; entre les deux guerres, a été longtemps délégué-mineur.

b) Notre méthode d'enquêtes orales auprès des ouvriers mineurs.

Pour ce qui est des nombreux entretiens que nous avons eus avec les ouvriers mineurs dont nos recherches à la C.A.N. nous avaient fourni les adresses (voir pp. 696-700), nous avons adopté une méthode qui nous était à la fois imposée et suggérée par des données négatives et des raisons positives.

Nous ne pouvions, pour notre part, adresser des questionnaires à remplir par correspondance, comme l'ont fait notamment Jacques Ozouf pour les instituteurs ou François Caron pour les conducteurs de locomotives. Actuellement, pour ses questionnaires, l'I.N.E.D., quand il envoie un questionnaire écrit à des Licenciés, estime qu'il faut un envoi et trois rappels pour obtenir 50 % de réponses. Pour notre part, quel que soit le nombre de lettres de rappel que nous aurions envoyées aux ouvriers mineurs, nous savions d'avance que nous n'aurions reçu qu'un nombre infime de réponses, car nous nous adressions à des "enquêtés" d'un faible niveau d'instruction, presque tous uniquement intéressés par les correspondances relatives à leurs pensions.

Obligés d'écarter la méthode du questionnaire par correspondance, nous n'avons pas non plus retenu la méthode du "questionnaire fermé" grâce à laquelle des enquêteurs, appointés ou bénévoles, seraient allés pour nous voir les vieux mineurs et auraient rempli à grands coups de croix ou de mentions inutiles barrées une grille strictement élaborée. Nous connaissions la méfiance de nos éventuels "répondants" envers tout ce qui était papiers à remplir et surtout, nous tenions beaucoup à avoir de nombreux contacts personnels avec les acteurs de notre Thèse

(nous n'osons dire notre "gibier", malgré Marc Bloch), ce que requerrait d'ailleurs la méthode que nous préférions.

Notre idéal aurait été d'établir une sorte de test de Rohrschach adapté à notre enquête et donc de présenter aux personnes interrogées une série de photographies ou de planches et d'enregistrer grâce à un magnétophone les associations d'idées provoquées par des planches représentant un chevalet de mine, un terril, une benne, un marteau-piqueur, un tableau illustrant une grève, ou par des photographies d'Emile Basly, d'Elie Reumaux etc. L'entreprise était difficile car il aurait fallu bien choisir nos illustrations et elle était de toute façon impossible car nous ne pouvions l'appliquer puisqu'elle exigeait des mineurs acceptant de se soumettre à un test semblable, avec une bande de magnétophone en train de se dérouler.

Nous avons été amenés à la solution suivante. Nous avons pratiquement toujours amorcé nos entretiens par la même question : "quand avez-vous commencé à travailler à la mine ?" (ce qui poussait la personne interrogée à évoquer ses débuts au fond, le métier de ses parents, ce qu'elle aurait aimé faire etc.). Puis, ne pouvant présenter une liste de mots et noter toutes les associations suscitées par ces mots, nous avons simplement prononcé des phrases très courtes et très neutres, qui amenaient les quinze mots-clés suivants : Compagnie, travail, camarades, porion, ingénieur, patron, accident, salaires, commerçant, grève, syndicat, élection, curé, journal, distracted (exemple : qu'y avait-il comme journal ?). Il s'agissait donc d'un entretien semi-directif avec une grille préalablement établie mais qui pouvait se modifier

en fonction de réactions de l'enquêté. Nous ne prenions aucune note (afin de ne pas altérer la spontanéité des réponses) mais dès que nous avons regagné notre voiture, nous nous empressions de reconstituer par écrit tout le déroulement de l'entretien. Nous nous sommes souvenus de l'enseignement de R. Le Senne à la Sorbonne, lorsque celui-ci nous disait que lorsqu'il voyageait en chemin de fer, il aimait à s'adresser à ses voisins pour trouver, par tâtonnement, le mot qui ferait "bondir" ceux-ci et révélerait leur principale préoccupation : famille, métier, argent, santé, loisirs etc. Il est évident que les mots qui, avec nos mineurs, ont eu le plus d'impact, étaient par là-même fort révélateurs. En outre, nous avons cherché à aller au delà des formulations conscientes pour déceler les processus latents, à passer des opinions aux niveaux d'attitudes, bref à essayer de pousser notre recherche du contenu manifeste au contenu latent. Est-il besoin de préciser que nous savions fort bien qu'en une heure d'entretien, nous ne pouvions obtenir des résultats dans la moindre mesure comparable à ceux d'une longue cure analytique mais au moins osons-nous espérer que nous avons effectué des enquêtes esquissant une approche de la psychologie des profondeurs et, peut-être, par la comparaison des réponses, obtenu quelques indices quant au conscient et à l'inconscient collectifs des mineurs de la fin du XIXe et du début du XXe siècles. N'oublions pas cependant de mentionner une limite importante à nos résultats : nous avons interrogé des vieillards, auxquels nous demandions de faire resurgir des souvenirs lointains, plus ou moins déformés par le prisme des ans, protégés par la carapace édifiée par la conscience autour du masqué.

L'historien, dans sa tâche, n'a pas que des atouts par rapport au sociologue - et au psychanalyste.

c) Les ouvriers mineurs interrogés.

Nous donnons ci-dessous la liste des 117

ouvriers mineurs qui ont été interrogés en 1958 et en 1959 :
nom, prénom, année de naissance, commune où s'est déroulé l'entretien, numéro de code du département de la commune : 59 (Nord) ou 62 (Pas-de-Calais) :

- AMORAVAIN Charles, 1881, Hersin-Coupigny (62).
- AUTREAUX Henri, 1876, Valenciennes (59).
- BENOIT Henri, 1879, Haillicourt (62).
- BIENCOURT Louis, 1872, Ruitz (62).
- BIERVOIS Henri, 1884, Douvrin (62).
- BISIAUX Pierre, 1876, Anzin (59).
- BOUCHAIN Félix, 1880, Anzin (59).
- BOULET César, 1877, Barlin (62).
- BOUTHEMY Romain, 1877, Harnes (62).
- BASTIEN Joseph, 1883, Lens (62).
- BAUDOUIN Xavier, 1880, Wingles (62).
- BEGHIN Charles, 1880, Somain (59).
- BIALAIS Julien, 1870, Lens (62).
- BOBAN Hippolyte, 1884, Noeux-les-Mines (62).
- BOCQUET Arthur, 1881, Hersin-Coupigny (62).
- BOUCLY François, 1873, Divion (62).
- BOUSSELMART Emile, 1892, Ostricourt (59).
- BRABAN Clovis, 1881, Wingles (62).
- BURIEZ Usmar, 1884, Noeux-les-Mines (62).
- DARDENNE Gaston, 1882, Wingles (62).
- COLMART Alexis, 1884, Noeux-les-Mines (62).
- COPIN Constant, 1880, Douai (59).
- COTTON Emile, 1876, Somain (59).
- CUVILLIER Augustin, 1880, Haillicourt (62).
- DASSONVILLE Augustin, 1876, Haillicourt (62).
- DEBUIRE Louis, 1877, Harnes (62).
- DECLERCQ Louis, 1873, Noeux-les-Mines (62).
- DECOCK J.B., 1873, Lens (62).
- DEFOORT Rémy, 1880, Lens (62).
- DEGRAEVE Victor, 1876, Hersin-Coupigny (62).
- DELABRE Emile, 1880, Burbure (62).
- DELATTRE Gustave, 1875, Harnes (62).
- DELAUFFRE Charles, 1880, Billy-Montigny (62).
- DELAY Jules, 1874, Bully-les-Mines (62).
- DELIGNE Charles, 1882, Lens (62).
- DELMOTTE Henri, 1870, Haillicourt (62).
- DELMOTTE Louis, 1876, Harnes (62).

- DELOFFRE Désiré, 1887, Annoeulin (59).
- DELPLACE Auguste, 1878, Lens (62).
- DEMARTIN Désiré, 1887, Annoeulin (59).
- DRUART Arthur, 1883, Wingles (62).
- CABOCHE Félix, 1878, Lens (62).
- CAMBIER Louis, 1875, Armentières (59).
- CARON Edouard, 1875, Waziers (59).
- CARON Julien, 1884, Maisnil-les-Ruitz (62).
- CASTELNOT Frédéric, 1876, Haillicourt (62).
- CATEZ Georges, 1871, Divion (62).
- CAULIER Cyrille, 1874, Hergnies (59).
- CHERQUEFOSSE Victor, 1877, Waziers (59).
- CLEMENT Oscar, 1878, Hergnies (59).
- DERANCY Octave, 1878, Hersin-Coupigny (62).
- DESFONTAINE Laurent, 1877, Divion (62).
- DEUNEVILLE Charles, 1880, Douvrin (62).
- DEVAUX Osias, 1879, Hergnies (59).
- DEWASMES Adolphe, 1884, Hersin-Coupigny (62).
- DHUE Edmond, 1876, Divion (62).
- DIEU Sylvain, 1878, Somain (59).
- DONAINT Léon, 1876, Somain (59).
- DRODE Gustave Léon, 1877, Somain (59).
- DUBOIS Alexandre, 1876, Waziers (59).
- DUBUS Emile, 1878, Waziers (59).
- DUC Paul, 1883, Lens (62).
- DUFOSSEZ Pierre, 1872, Aniche (59).
- DUFOUR Edouard, 1878, Aniche (59).
- DUHEM Joseph, 1882, Hersin-Coupigny (62).
- DUMAS Fidèle, 1890, Douvrin (62).
- DUMONT François, 1878, Somain (59).
- DUPUICH Fleury, 1883, Hersin-Coupigny (62).
- DURIEZ Abel, 1869, Lens (62).
- DURIEZ Eugène, 1881, Lens (62).
- DUSSART Henri, 1876, Somain (59).
- FERSON Pierre, 1879, Hersin-Coupigny (62).
- FRANCOIS Arthur, 1872, Grenay (62).
- GALLET Albert, 1882, Wingles (62).
- GAUTIER Henri, 1879, Burbure (62).
- GLERANT René, 1880, Aniche (59).
- GOUBE Antoine, 1878, Aniche (59).
- GRETSINGER André, 1887, Noeux-les-Mines (62).
- HERBEZ Jean-Baptiste, 1871, Lens (62).
- HERENGOT Jean-Baptiste, 1878, Wahagnies (59).
- HERLIN Louis, 1878, Waziers (59).
- HUOT Jules, 1879, Waziers (59).
- JOUGLET Ferdinand, 1879, Divion (62).
- LABALETTE J.B., 1878, Aniche (59).
- LAHUTTE Victor, 1883, Hersin-Coupigny (62).
- LECLERCQ Eugène, 1883, Hersin-Coupigny (62).
- LECLERCQ François, 1890, Auberchicourt (59).
- LEGRIS Adolphe, 1877, Hersin-Coupigny (62).
- LEMAIRE Arthur, 1879, Annoeulin (59).
- LEPAGNOT Théophile, 1870, Avion (62).
- LEQUINE Alexis, 1871, Denain (59).

- LEROY Gustave, 1891, Annoeulin (59).
- LESERT Louis, 1879, Noeux-les-Mines (62).
- LIAGRE Cyrille, 1877, Haillicourt (62).
- LIENART François, 1888, Barlin (62).
- LOZINGOT Joseph, 1877, Burbure (62).
- MARCY Charles, 1872, Béthune (62).
- MAYEUX Henri, 1884, Hersin-Coupigny (62).
- MERCIER Louis, 1878, Lens (62).
- MERIAUX Louis, 1877, Sin-le-Noble (59).
- MONCHAUX Jean-Baptiste, 1878, Lens (62).
- MOREAU Horace (père), 1884, Wingles (62).
- MORONVAL Louis, 1877, Ostricourt (59).
- MORTELECQUE Thomas, 1877, Annoeulin (59).
- MOYSON Charles, 1882, Wingles (62).
- MULLIER Augustin, 1881, Wahagnies (59).
- PARSY Edmond, 1883, Annoeulin (59).
- PASBECQ Jules, 1885, Ostricourt (59).
- PAUL Charles, 1881, Barlin (62).
- PECHE Victor, 1881, Hersin-Coupigny (62).
- PECQUEUR Emile, 1885, Burbure (62).
- PECQUEUX Victor, 1884, Barlin (62).
- PETIT Charles, 1872, Barlin (62).
- PETIT Victor, 1878, Douai (59).
- PICHON Louis, 1882, Hersin-Coupigny (62).
- PIERREUSE Gustave, 1878, Sin-le-Noble (59).
- POIRIER Alexandre, 1878, Burbure (62).
- POIX Jules, 1884, Barlin (62).
- POLS Alfred, 1883, Armentières (59).
- SEDE Alphonse, 1879, Sin-le-Noble (59).
- STACLENS Jules, 1882, Seclin (59).
- THIFFRIEZ, 1876, Billy-Montigny (62).
- THOBOIS Henri, 1879, Douvrin (62).
- TROGNON Emile, 1877, Billy-Montigny (62).
- TOUZARD Régis, 1882, Hersin-Coupigny (62).
- VAAST Henri, 1886, Agny (62).
- VAN ASSCHE Arthur, 1875, Wingles (62).
- VANDENBUSCHE Charles, 1883, Barlin (62).

II. Témoignages écrits et indications biographiques.

1°) Biographies :

a) Autobiographies :

BRETON (Ludovic), Les principaux événements de ma vie agrémentés d'anecdotes et l'Art de savoir rester jeune, Calais, Impr. J.Royer, 1912-1914, 8°, 4 vol.

DUMOULIN (Georges), Carnets de route (Quarante années de vie militante), Préface de René Bolin, secrétaire de la C.G.T., Lille, Editions de "L'Avenir", 1938, in-16, 319 p. 4 photos.

MONATTE (Pierre), "Souvenirs", L'Actualité de l'Histoire, oct. 1956, n° 16 (n° spécial, la Charte d'Amiens) pp. 6-19.
 THOREZ (Maurice), Fils du peuple, Paris, Editions Sociales, édit. 1960, 8°, 369 p.

b) Etudes biographiques et notices nécrologiques
 (classées par noms des personnalités évoquées).

Nous avons retrouvé le plus souvent ces documents, soit dans les archives des charbonnages, soit dans les papiers des familles :

Monsieur Joseph-Siméon AGNIEL, Agent général de la Cie des Mines de Vicoigne et de Noeux, 1832-1901, Lille, impr. Danel, 1902, 8°, 37 p.

Hommage à Mr et Mme BIGO-DANEL offert par leur neveu Léonard DANEL avec la collaboration de leur petite fille Mme Léon BARROIS, (Lille, impr. L. Danel, 1862, 4°, 39 p.).

Edouard BOLLAERT, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, Agent général de la Soc. des Mines de Lens et Douvrin, 1813-1898 (Lille, Impr. Danel, 1898, gr. 8°, 42 p.)

Louis BOUDENOOT, 1855-1922, Paris, s.d. (1923), 8°, 80 p.)

Notice biographique sur M. Adrien Obé de Bracquemont, ingénieur administrateur des mines de Vicoigne et de Noeux par E. Vuillemin, (extrait du "Bullet. de la Soc. de l'Ind. minérale", 2e série, t. XIV, St Etienne 1885, 10 p. B.N. : L²⁷ n 35 897.

Henri CORNU, Notice historique sur le Croÿ, maréchal de France (Valenciennes, 1846), BN Ln²⁷ 23 315, 8°, 54 p., impr. de A.Prignet.
 Vicomte de GROUCHY et P. COTTIN, Journal inédit du duc de Croÿ, Paris, 1906-1907, 4 vol.

WIMET (Pierre-André) Le duc de Croÿ et le Boulonnais, Revue de Boulogne 20e année, n° 257, juill.août 1958 p. 100-105.

Ernest Cuvelette, 1869-1936 (Lille, Impr. Danel, 1936 4°, 40 p.)

Hommage à Monsieur Louis Danel (Lille, Impr. Danel, 1877, 4°, 139 p.)

Hommage à Monsieur Léonard Danel (Lille, impr. Danel, 1906, 4°, 63 p.)

CASTEL (E.), Notice nécrologique sur M. Du Souich, in Annales Mines 8e série Mémoires t. XIX, 1ère livraison de 1891, pp. 215-252.

Cinquantenaire Scientifique de M. Jules GOSSELET, 30 nov. 1902, (1852-1902) (Lille, Liégeois-Sixp4, 1903, 8°, 140 p. (BML : 31 639)

Notice nécrologique sur Antoine-Florent GUILLAIN, in "La Géographie-
Bulletin de la Sté de Géographie de Paris" t. 30, 2è semestre 1914-
1915 p. 416 (BN : 4° G 831

INSTITUT DE FRANCE, Publications diverses 1927, 4°, n° 29 : Charles
JONNART (BN : 4° Z 1617 (1927-1929).

INSTITUT DE FRANCE, Académie des Sc. Morales, Notice sur Charles
JONNART (1827-1857) 28 p. (BN 4° Z 1617 (1930)

DU SAULT, La vie et l'oeuvre de Ch. Jonnart, Paris, 1936, 8°, 57 p.
(BN : 8° L n²⁷ 80 543).

Cinquantenaire de Paul Lenay, administrateur et Directeur Général
des mines d'Aniche (St Etienne, impr. Théolier, 1928, 8°, 46 p.

MARMOTTAN (Jules), Président fondateur de la Cie des mines de
Bruay (1829-1883) (Valenciennes, impr. Mostélier et Cacheux, 1907,
8°, 12 p), extrait de la Revue historique et artistique de la Sté
nationale d'agric. sc. et arts de l'arrt. de Valc.)

Rapport sur le prix Léonard DANIEL attribué en 1923 par la Sté des
Sciences de Lille à Monsieur L. MORIN, Directeur général des Mines
de Liévin(Lille, Impr. Centrale du Nord, 1923, 8°, 11 p.

V ASSART (Abbé) "Alfred MOTTE, 1827-1887," Mem. de la Société
d'Emulation de Roubaix, 1887-1888

Eugène MOTTE, 1860-1932 (Lille, Presses du Nord 1932, 4°, 105 p.(ADN)

MOTTE (Gaston), MOTTE-Bossut, un homme , , une famille, une firme,
(1843-1943), Tourcoing, 1944, 4°, XVII - 156 p.

TREWARD Louis, "Un industriel roubaisien du XIXe siècle par sa
correspondance (Extraits de lettres de Louis Motte-Bossut (1818-1883)"

RDN, t. L, janv./1968, n° 196, p. 35-54.

Centenaire d'Alfred MOTTE-GRIMONPREZ 1827-1927

(Lille, Impr. Dubar, 1928, 4°, 111 p.) (ADN).

BRETON (Ludovic) Jean-Joseph PROMPER, Un des premiers Directeurs
de Mines du début du Bassin du Pas-de-Calais, Calais, impr. Jules
Royer, 1910, 8°, 83 p.

Jean PRUDHOMME, 1866-1920, Hénin-Liétard, Impr. Plouvier, 8°,
1920, 30 p.

Prix Léonard Danel attribué pour la première fois par la Soc. des
Sciences de Lille à Monsieur Elie Reumaux, Directeur général des
Mines de Lens (Lille, 1908, 8°, 10 p.) BN :

La société des Mines de Lens à son Directeur-Général M. Elie Reumaux en souvenir de sa promotion à la dignité de Commandeur... de la Légion d'Honneur 15 mai 1910 (Lille, Impr. Danel, 1911, 4°, 61 p.)

Elie REUMAUX (1838-1922), (Lille, Impr. Danel, s.d. (1922) 4°, 67 p.

Maurice TILLOY, 1853-1921, (Carvin-Hénin, Impr. Plouvier & Chartreux (1921) gr. 8°, 34 p.

MAILLARD (R.) à Monsieur Emile VUILLEMIN, Notice biographique et discours prononcés s/sa tombe (Paris, Dunod, 1902, 8°, 26 p.)

BN : Ln ²⁷ 49 162

sur l'immense bibliographie consacrée à Adolphe Thiers, et que le Centenaire de la Commune n'a cessé d'accroître, mentionnons simplement ici, parce qu'il y est fait allusion aux derniers d'Anzin possédés par celui qui fut Administrateur de la Cie d'Anzin : AUBERT (Jean), De quoi vivait Thiers (Paris, Deux Rives, 1952, 8°, 141 p.

Il nous faut enfin faire une place à part à ces excellents travaux que constituent :

SAMUEL-LAJEUNESSE (R), Grands mineurs français (Paris Dunod, 1948, 8°; 252 p.) dont Cesandroux (pp. 48 - 55)
Du Souich (pp. 110-116)
De Bracquemont (pp. 117-121)
Vuillemin (pp. 136-139)
E. Cuvelette (pp. 205-215)

LAMBERT-DANSETTE (Jean), Origines et évolution d'une bourgeoisie : Quelques familles du patronat textile de Lille-Armentières (1789-1914) Préface de Jacques Chastenet de l'Institut, Lille, Emile Raoust, 1954, 8°, 811 p. Th. Droit Paris

LAMBERT-DANSETTE (Jean) et ROY (Joseph-Antoine) "Origines et évolution d'une bourgeoisie. Le patronat textile du bassin lillois (1789-1914)", RDN, t. XXXVII n° 148 oct-déc. 1955, 199-216
t. XXXIX n° 153 jv-mars. 1957, 21- 42
t. XL n° 157 jv-mars. 1958, 49- 70
t. XLI n° 161 jv-mars. 1959, 23- 38

(On retrouve dans les travaux de J. Lambert de nombreux noms d'administrateurs de charbonnages).

BARRAL (Pierre), Les Perier dans l'Isère au XIXe siècle d'après leur correspondance familiale (Paris, P.U.F., 1964, 8°, 247 p.), Th. compl. Paris

SORLIN (Pierre), Waldeck-Rousseau, Paris, A. Colin, 1967, 592 p. ; Paris Th. Lettres

MAYEUR (Jean-Marie), Un prêtre démocrate, l'abbé Lemire 1852-1920, Tournai, Casterman, 1969, 698 p. ; Paris Th. Lettres.

2°) Etudes généalogiques

Notons d'abord :

VERLY (H.), Essai de biographie lilloise contemporaine 1800-1869, Lille, Leleu, 1869, 8°, 250 p.

DENIS du PEAGE (Paul), Recueil de Généalogies lilloises, Lille, 1906-1927, 11 t. en 9 vol. (Soc. d'Et. de la Prov. de Cambrai)

DENIS du PEAGE (P.), Mélanges généalogiques (Lille, 1911, Soc. d'Et. de la Prov. de Cambrai)

DENIS du PEAGE (P.), Notes d'état-civil de la région du Nord, Lille, 1924-1943, Soc. Et. Prov. Cambrai.

DENIS du PEAGE (Paul), Notes généalogiques sur quelques familles d'Artois et de Flandre, Lille, S.I.L.I.C., 1951, 8°, 2 vol.

HACHE, Les grandes familles de Lille, Armentières et env. - de Roubaix, Tourcoing et env. - de la Flandre. - Cambrai, Douai, Valenciennes ; Tourcoing, nombreux vol. depuis 1928).

Puis, classées par noms des familles, les généalogies suivantes :

HANNEZO (Gérard), Histoire d'une famille du Nord, les Barrois, 139 feuillets ronéot. (ADN)

BERNARD (Paul), Généalogie de la famille Bernard 1575-1875, Lille, 1875, 8°, 64 p. (BML)

Généalogie de la famille BERNARD Lille 1575-1962, Fécamp, 1954, gr. 8°, 263 p.

BIGO D'HALLUIN (Auguste), Généalogie de la famille Bigo, Lille, Impr. Danel, 1887, 4°, 448 p.

Notes généalogiques 1954 Léonard DANIEL 1818-1905, Loos, Impr. Danel 1954, 8°, 23 p. (N.B. : ne concerne pas uniquement Léonard Danel).

Tableaux de la descendance de Louis-Augustin DATHLS-BERNARD dressés par Augustin ISAAC et Maxime DESCAMPS, Lille, Impr. Danel, 1898, 4°, 157 p. et 10 p. de tableaux.

DANSAERT (G.), Histoire de la famille Desandrouin, Doc. et rapp. de la Soc. Royale paléontologique et archéol. de l'arr. judiciaire de Charleroi, t. 42, 1937, pp. 1-115.

HAMOIR Eric, Notes sur les Hamoir et les débuts des Hauts Fourneaux de Maubeuge, Extrait de l'Intermédiaire des Généalogistes, n° 85, janv. 1960, 19 p.

La famille Motte de Roubaix 1794-1909, Tournai, Casterman, s.d., 4°, 86 p.

MOTTE (Gaston), Etude de la descendance des MOTTE-CLARISSE 1750-1950, Roubaix, Verschave, 1952, 8°, 173 p.

Généalogie de la famille Reumaux (travail manuscrit établi par Henri Leclercq et que nous avons consulté chez l'auteur à Lille en 1960).

3°) Dictionnaires biographiques et politiques :

a) Dictionnaires biographiques

VAPEREAU (G.), Dictionnaire universel des contemporains, Paris 1ère édit. 1858.... 6è édit. 1893.

BERNIER (T.A.), Dictionnaire biographique du Hainaut (Angre, 1871)

CARDEVAQUE (Adolphe de), Dictionnaire biographique du département du Pas-de-Calais, 1879, 1 vol., (BML.)

LAMI (E.O.), Dictionnaire encyclopédique et biographique de l'industrie et des arts industriels, Paris, Librairie des dictionnaires, 1881-1888, 4°, 8 vol. (BML)

BERNIER (T.A.), Dictionnaire géographique, historique, archéologique, biographique et bibliographique du Hainaut, 2e éd. 1891, 604 p.

Les dictionnaires départementaux : Dictionnaire biographique du Nord Paris, Jouve, 1893 (BML)

CARNOY, Dictionnaire biographique des hommes du Nord (Nord, Arden-
nes, Aisne, Somme, Pas-de-Calais et Oise), I. Les contemporains
Paris, s.d. (1894), 8°, 272 p. (BML)

DICTIONNAIRE biographique du Pas-de-Calais (Paris, Jouve, 1897,
VIII - 752 p. (BML)

CARNOY, Dictionnaire biographique des grands commerçants et indus-
triels français, Paris, 1902 (BN : 4° G 896 (2)

Dictionnaire illustré du Nord, Paris, Flammarion, s.d. (1908),
8°, 1228 p. (BML).

b) Dictionnaires politiques :

Des administrateurs ou des militants ouvriers
des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais ont souvent joué un
rôle politique important (rappelons simplement Casimir Perier,
Adolphe Thiers, Ignace Plichon, Jean Casimir-Perier, Emile Basly
etc.). Les dictionnaires consacrés aux parlementaires ou aux mili-
tants socialistes donnent donc des renseignements précieux, quoi-
que sommaires, sur certaines personnalités du bassin houiller du
N.P.C.

Signalons simplement ici :

BERTRAND (Alphonse), La Chambre des députés de 1889. Biographie
des 576 députés français, Paris, 1889, 8°, 622 p.

Dictionnaire parlementaire du département du Pas-de-Calais par un
bibliophile artésien, Arras, Impr. moderne, 1896, in-12, 163 p.(BML).

ROBERT Adolphe, BOURLOTON Edgar, COUGNY (Gaston), Dictionnaire des
parlementaires français, Paris, Bourlonton, 1891, 8°, 5 vol.

SAMUEL (René) et BONET-MAURY, Les parlementaires français 1900-1914,
Dictionnaire biographique et bibliographique, Paris, Georges Roustan,
1914, 8°, 479 p.

COMPERE-MOREL, Grand dictionnaire socialiste, 1924, 1058 p.

JOLLY (sous la direction de Jean), Dictionnaire des parlementaires
français (a entrepris de prendre la suite du dictionnaire classique
de Robert, Bourlonton et Cougny grâce à une série de volumes dont
le premier a été publié en 1960 et dont la parution se poursuit.

MAITRON (sous la direction de Jean), Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (depuis 1964 ont régulièrement paru les volumes qui pour le moment ont abouti à la Commune et doivent mener à 1940 ; nous y avons collaboré pour le N.P.C.)

III. Oeuvres littéraires et artistiques.

1°) Romans et recueils de poèmes.

Le Germinal de Zola domine évidemment toute la production littéraire et artistique qu'ont suscitée les mineurs et les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais.

Pour repérer les autres oeuvres, on peut utiliser :

RAGON (Michel), Histoire de la littérature ouvrière du Moyen-Age à nos jours, Paris, les Editions ouvrières, 1953, 8°, 222 p.

HEM DAY, "Essai d'une bibliographie littéraire consacrée à la mine et aux mineurs", Le Musée du soir, novembre 1958, 39 p.

REBOUL (Pierre), "La mine dans la littérature du XIXe siècle", Actes du colloque Charbon et Sciences Humaines, (Paris, Mouton, 1966), pp. 427-442 .

Nous considérons, quant à nous, comme d'importance plus ou moins grande pour le B.N.P.C. les oeuvres suivantes :

ARAGON, La semaine sainte, Paris, Gallimard, 1959, 8°, 598 p. (roman).

AUDEBERT Paul, Au Pays de Gayant. Poèmes, Préface de Jean Ott (Douai, Impr. P. Dutilleux, 1932).

BARTIER Léonce : né le 11.02.1880, mineur jusqu'à l'âge de 56 ans, s'est retiré à Auberchicourt (Nord), où il a composé 400 poèmes, en français et en patois, tous inédits, que nous avons pu lire.

BOEUF Félicien, Terrils, Paris, les Edit. du Scorpion, 1959, 8°, 315 p. (roman).

BONEFF (Léon et Maurice), Les métiers qui tuent, 1905 (Enquêtes).

BRASSEUR Pierre, (avec la collab. de Dalio), Grisou (pièce en 4 tableaux, 1935.)

BURLAT (A.) et SOULIE (Louis), l'Orpheline du mineur, roman historique et régional, feuilleton paru dans le Réveil du Nord du 18.03.1906 au 29.07.1906.

CHANPSAUR Félicien, L'empereur des pauvres, Les crassiers, Paris, Bibl. Charpentier, Edit. Fasquelle, 1921, 312 p. (roman)

CREHIEUX Albert, Fosse 15, Paris, Edit. Métal, 1955, 252 p. (roman).

CRESSON Fleury, A l'ombre des terrils, 1960 (roman).

DELCOURT (François), L'épopée des "Gueules noires", Paris, Le Borée, 1956, 8°, 127 p. (poèmes)

DELCOURT François, Chant de la mine, Paris, Ed. de la Revue Moderne, 1949, 8°, 50 p (poèmes)

GILBERT (Oscar-Paul), dans la série Les Bauduin, La mort est pour rien (1947), La victoire sans ailes (1948), Bauduin des mines (1948), Madeleine BAUDUIN (1948) romans parus chez Plon. - Du 20 au 23 mars 1959, on a joué une pièce tirée de Bauduin des Mines au Théâtre royal du Parc à Bruxelles.

HAMP Pierre, La France travaille (Paris, Ed. Horizons de France, 2 vol.) et Enquêtes, gueules noires (Paris, Gallimard, 1938, 336 p.)

LATEUR Marius, a écrit toute une série de recueils de poèmes inédits sur les mineurs du Nord ; plusieurs fois couronné par l'Académie d'Arras dans les années 1950.

LECLERCQ (François), 1889-1966, ancien mineur, a écrit en janvier-mars 1955 vingt-sept poèmes patoisants (inédits) sur le travail du fond avant 1914 et 15 poèmes sur la vie et les coutumes des mineurs ; son fils a bien voulu nous prêter les modestes cahiers d'écoliers de F. Leclercq.

LE GUET Marc, Les contes du pays noir, (Paris, Edit. Excelsior, s.d. 221 p.

LUCAS (Aimable), La muse d'un soir, brochure de 12 poèmes. Tué dans une fosse près de Lens en 1907.

MAHIEU Armand, Jean Manoir militant, Historique romancé du syndicalisme minier, Lens, Impr. de la Centrale, s.d. (1964), 276 p.

MALON (Benoît), La grève des mineurs, poème, Paris, Commission de propagande de l'Internationale, 1870, 16 p. (I.F.H.S.)

MOREL (Emile), Les gueules noires (Préf. de Paul Adam) Paris, Ed. R. Santot, 1907, 209 p. (Recueil de contes).

Oeuvres de Jules MOUSSERON, poète-mineur (1868-1943)

- Fleurs d'en bas, poésies patoises (Préface d'A. Jureuil) 1 vol. 1897, 2e édit.
- Croquis au charbon, poésies patoises, (Préface de Léon Delmotte), 1899, 2è édit.
- Feuilletts Noircis (moeurs et coutumes du pays minier), Poésies patoises, Lille, 1903, 2e édit., 126 p.
- Au pays des coronas (moeurs et coutumes du pays minier) Lille, 1907, 144 p.

- Coups de pic et Coups de plume (Moeurs et Coutumes du Pays Minier) 3e édit. 1913
- Eclats de gaillettes (1913)
- La Terre des Galibots (préface d'A. Jureuil) (1923)
- Les fougères noires (1926)
- Autour des terrils (1929)
- Nes dernières berlines (1933)
- Dans nos mines de charbon (1946, publicat. posthume)

NARCISSE (Alphonse) L'ombre de la morte, Paris, Plon, 1954, 8°, 219 p. (roman)

PARMELIN (Hélène), Léonard dans l'autre monde, Paris, Julliard, 1957, 8°, 282 p. (roman)

PENTEL (Abel), Bluettes du pays noir poésies et chansons en patois de mineurs de l'Artois, Douai, Paul Dutilleux, 1929, 8°, 63 p.

STIL (André), Le foudroyage, club des amis du livre progressiste, 1960, 8°, 271 p.

WANTHIEZ (Georges), Le grand terril, Paris 1959, Soc. nouvelle des Edit. Valmont, 8°, 223 p.

ZOLA (Emile), : Germinal a d'abord paru en feuilleton dans le Gil Blas de nov. 1884 à févr. 1885 mais avec d'assez nombreux passages remplacés par des points de suspension. Le roman, publié intégralement à Paris chez Fasquelle - Charpentier en 1885 (in-16, 2 vol., 328 et 263 p.) a connu depuis de multiples rééditions. En 1888, la pièce que William BUSNACH a tirée du roman a été interdite par la censure.

2°) Peintures et sculptures

Il n'y a pas pour les mines du Nord et du Pas-de-Calais d'oeuvres d'importance équivalente à celles que Constantin Meunier a consacrées aux mines de Belgique. Marcel Gromaire (1892-1970), un des plus grands artistes du Nord du dernier demi-siècle, a peint un des tableaux les plus remarquables inspirés par la mine mais après des notations prises au sommet du beffroi de Mons et il l'a intitulé Borinage (1953) ; la toile, 65 x 81, est conservée au Musée des Beaux-Arts de Lille.

Un ouvrage (37,5 x 27,5), Les Mines et les Arts à travers les âges a été édité en 1956 sous les auspices de la Société de l'Industrie Minérale lors de la Libération du Centenaire de la Société. - En 1958, Achille DELATTRE a publié : A la gloire du mineur. Anthologie. 33 illustrations (Cuesmes (Hainaut), Les Editions Impricoop, 18,5 x 14, 215 p). Enfin, chaque année à Douai est organisée une exposition de tableaux inspirés par la mine. (1).

Nous nous contenterons de signaler :

Les frères Emile BRETON (né et mort à Courrières : 1837-1902) et Jules BRETON (né à Courrières, mort à Paris : 1827-1906) ont eu une notoriété de peintres assez grande , principalement comme paysagistes mais malgré leurs origines, ils se sont fort peu inspirés de la mine.

R. BOUQUILLON, né en 1923 : Le musée de Douai possède de lui une toile Le jeune mineur.

Jean-Baptiste CARPEAUX (1827-1875), né à Valenciennes, fils d'un mineur belge, nous intéresse surtout par ses origines et le fait que Firmin Rainbeaux, le président de la Cie de Marles, a été son mécène.

CHALES (Paul), : le musée folklorique de Cassel possède de lui un portrait d'Elie Reumaux.

FOUGERON (André) : La Fédération régionale des mineurs du N.P.C. a publié (s.d.) de lui un recueil de planches in- 4° sur Le pays des mines.

(1) Le Musée Marmottan a été fondé à Paris à la fin du XIXe siècle par Paul Marmottan (1856-1932), fils de Jules Marmottan (1829-1883), Président de Bruay de 1862 à sa mort.

Lucien JONAS (1880-1947) né à Anzin a certainement été le peintre à qui les mineurs du N.P.C. ont inspiré l'oeuvre la plus abondante. Signalons notamment un dessin au fusain Le Galibot Boquet, La fosse 6 à Lens (huile sur toile) et le jeune mineur (huile), cette dernière toile au musée minier de Bochum.

LEVISSE (Marius) : ce peintre lensois a travaillé quelques mois au fond ; il a exposé à Lille en juin 1959, notamment un tableau de mineur agonisant des suites de la silicose.

Edouard PIGNON est né en 1905 dans le Pas-de-Calais d'une famille de mineurs et a été mineur lui-même dans son jeune âge. Son réalisme vigoureux a trouvé dans le combat de coqs, cette corrida des corons, une excellente occasion de déployer un total de sensations fortes en de grandes toiles. Une exposition remarquable notamment au Musée de Lille en juin 1965.

STEINLEIN (1859-1923) : son dessin Mineurs du Pas-de-Calais se trouve au Musée National d'Art Moderne de Paris.

THEUMISSEN (Corneille), a fait de nombreuses statuettes, dont une statuette de Nousseuron et une intitulée "La souris du fond". C'est lui qui en 1907 a réalisé la médaille commémorative du 150^e anniversaire de la Cie d'Anzin.

Vincent VAN GOGH (1853-1890) est arrivé comme pasteur dans le Borinage le 15 novembre 1878 et y est demeuré deux ans ; c'est là qu'il a réalisé ses premiers dessins et, à la suite de son échec comme évangéliste, trouvé sa voie d'artiste. En septembre 1880, il s'est rendu, en grande partie à pied, à Courrières pour voir Jules Breton.

3°) Films.

Dès 1912, Albert CAPELLANI tourna "Germinal" avec, dans des rôles importants, son frère Paul, Henry Krauss et Sylvie.

En 1931, le grand metteur en scène allemand G.W. PABST réalisa ce qui est devenu un classique du cinéma La tragédie de la mine, qui a pour thème la catastrophe de Courrières de 1906 ;

il a notamment insisté sur ce qui avait eu effectivement beaucoup de retentissement à l'époque, la venue d'équipes de sauveteurs allemands.

Dans son film de 1950, le point du jour, Louis DAQUIN, originaire de Calais et bon connaisseur de la région, a su retracer la vie quotidienne des mineurs du N.P.C. , telle que la découvre peu à peu un jeune ingénieur.

En 1962, Yves ALLEGRET a réalisé d'après Germinal un nouveau film, avec notamment Bernard Blier et Claude Brasseur.

B. ARCHIVES PRIVEES.

I. Archives des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais.

On voudra bien nous excuser d'avoir mentionné ici, dans une volonté de clarté et de simplification, à la fois les archives manuscrites et les publications des différentes sociétés houillères, celles-ci passées en revue par ordre alphabétique.

1°) Compagnie d'Aniche.

a) M. Gaston RIOLLOT, Directeur général honoraire de la Cie d'Aniche, demeurant 1, rue Girardet à Nancy, nous a prêté en 1956 tous les registres contenant les P.V. manuscrits des séances du conseil d'administration de la Cie de 1773 à 1914.

b) Dans les bureaux d'Auberchicourt de ce qui était le Groupe de Douai des H.B.N.P.C., nous avons pu consulter en 1957-1958 les archives fort complètes des services de la comptabilité et du personnel.

c) Dans les archives du Service du Contentieux de la Direction des H.B.N.P.C. à Douai se trouvaient conservées dix chemises de pièces diverses relatives à la Cie d'Aniche, dont notamment :

- statuts de 1773.
- inscriptions au livre des actionnaires d'Aniche du 27.06.1839 au 15.03.1851.

- liste des emprunts de la Cie.
- prix de vente des actions de 1840 à 1875.
- liste des actionnaires du 5 mars 1912.

Les dix chemises ont été déposées en 1969 aux A.D.N.
par M. Pierre MOREL.

d) Publications de la Cie :

- Mémoire imprimé sur l'action de "la Cie des mines d'Aniche contre les héritiers de M. le Baron de Nédonchel", 110 p. (déposé aux A.D.N.).
- Notice sur la Cie des mines d'Aniche, Douai, Impr. Crépin, 1909, 83 p.

e) A. de SAINT-LEGER a publié les P.V. du C.A. de 1773 à 1810 dans Les Mines d'Anzin et d'Aniche pendant la Révolution (Paris, Leroux, 1936, t. II (2 vol.))

2°) Compagnie d'Anzin.

a) Nous avons obtenu de la S.O.F.R.A.G.I., société liquidatrice d'Anzin, le versement aux A.D.N. des archives qu'elle avait conservées :

- ADN - J 316 - 1 et 2 : Délibérations du Conseil de Régie d'Anzin de 1858 à 1873 (Les registres contenant ces délibérations ont en outre été microfilmés pour les A.N. : 49 AQ).
- ADN - J 317 - 1 et 2 : résumés des principales délibérations du Conseil de Régie d'Anzin 1758 à 1943 (460 p. et 500 p.)
- ADN - J 318 - 1 à 37 : répertoire des associés d'Anzin. Les neuf premiers registres indiquent les actionnaires vivants à la fin de 1888 et l'évolution de leur avoir jusqu'à la fin de l'année 1888, cela par ordre alphabétique ; les 28 registres suivants relèvent, année par année, le nom et l'avoir des nouveaux inscrits.

b) Bureaux du Groupe de Valenciennes des H.B.N.P.C.
à Anzin :

nombreux rapports conservés sur le travail du fond.

c) Publications de la Cie :

- LEBRET, Du sort des travailleurs et de l'organisation du

travail dans les mines d'Anzin (1848).

- Procès de la Cie d'Anzin contre les sociétés réunies d'Escaupont, Thivencelles et Saint-Aybert, 1843-1851, Valenciennes, 1851, 52 p. (ADPC : C 1011)
- Mémoire pour la Cie d'Anzin concernant son origine et son droit de propriété sur les diverses concessions qu'elle exploite (Paris, J. Claye, 1863).
- Notice sur la Cie d'Anzin, Exposition de 1878 (B.M. Douai : Br 463).
- Notice sur la Cie des mines d'Anzin, Exposition Univ. de Paris 1889 (Ch. de Commerce de Roubaix : B 1013).
- Notice sur la Cie d'Anzin 1900 (Bibl. du Service des Relat. Publ. H.B.N.P.C., Douai)
- Notice sur la Cie d'Anzin 1910, 27 p. (ADN - BA - 6287).

d) A. DE SAINT-LEGER a publié les P.V. du Conseil de Régie d'Anzin de 1757 à 1810 dans les Mines d'Anzin et d'Aniche pendant la Révolution (1938-1939, t. I, 2 vol.)

3°) Compagnie de Béthune.

a) Les archives des services de la comptabilité et du personnel, que nous avons consultées dans les bureaux de Bully-les-Mines, ont pu être transférées aux A.D.P.C., grâce aux interventions de M. Pierre BOUGARD, Directeur des Services d'Archives du Pas-de-Calais.

b) Dans les bureaux du Groupe de Béthune des HBNPC (bureaux aujourd'hui désaffectés), à Noeux-les-Mines, nous avons pu consulter de nombreux dossiers relatifs à la Cie de Béthune, notamment :

- fondation de la société de recherches de Béthune
- différends entre les Cies de Béthune et de Bruay
- sondages et créations des premières fosses
- procès-verbaux des séances du conseil d'administration du 3.10.1851 au 19.11.1858
- état des ouvriers pensionnés au 31.12.1892.

- une décomposition de la main-d'oeuvre fosse par fosse de 1895-1896 à 1944.

c) Publications.

- Mémoire pour les actionnaires de la Cie de Béthune contre le conseil d'administration de ladite Compagnie, Lille, 1873, 4°, 42 p. (Bibl. de Noeux-les-Mines).

- Notice sur la Cie de Béthune, 1878 (BM Douai : Br 514).

- Notice sur la Cie de Béthune, 1900 (ADPC : B 1309 - 17)

- Notice sur la Cie de Béthune, 1905 (BM Douai : Br 461).

- Notice sur la Cie de Béthune, 1911 (BM Douai : Br 455)

4°) Compagnie de Bruay :

a) Entre 1961 et 1963, grâce à l'obligeance de M. VANDERPUTTEN, alors Secrétaire général, nous avons pu consulter dans les bureaux du Groupe de Bruay des HBNPC :

- les procès-verbaux du Conseil d'administration de 1852 à 1914 (copies).

- les rapports mensuels de l'Ingénieur en chef du fond au C.A. 1884-1914.

- La correspondance administrative de 1895 à 1914 (56 recueils).

- La correspondance du Contentieux de 1895 à 1914 (32 registres).

- La correspondance avec le service des mines de 1891 à 1909 (10 registres).

- Les archives de la Comptabilité, notamment 41 Grands-Livres de 1852 à 1914.

- des "renseignements statistiques sur la société houillère de Bruay" depuis l'origine et établis le 30.06.1892, 175 p. manuscrites.

- Les archives du service du personnel.

- Les archives du service commercial 1870-1914.

b) M. Léon DIDIER, ex-directeur général et administrateur de la Cie de Bruay, nous avait en 1960 prêté les notes

aux A.G. des actionnaires du 30.03.1857 à 1914, ainsi que les P.V. originaux du C.A. de Bruay de 1894 à 1920.

c) Publications de la Cie.

Notices sur la Compagnie de Bruay de 1878,
1889, 1913, (Bureaux de Bruay-en-Artois).

5°) Compagnie de Courrières.

a) D'importantes destructions d'archives ont eu lieu pendant la première guerre mondiale et en 1956, nous avons pu seulement retrouver dans les bureaux de Billy-Montigny des dossiers du service du personnel. Mr P. BOCA, secrétaire de la Direction du Groupe d'Hénin-Liétard, nous avait prêté l'étude qu'il avait rédigée sur l'histoire de la Compagnie :

"La Cie des mines de Courrières 1849-1939" (on peut consulter celle-ci aux A.D.P.C. : C 10001-17).

Très récemment, M. Pierre Bougard a retrouvé dans les bureaux de Billy-Montigny les P.V. du Conseil d'Administration de Courrières (période 1890-1940).

b) Publications de la Cie.

Notices sur la Cie de Courrières de 1878
(ADPC : D 152-9), de 1889 (ADPC : D 21-14), de 1900 (ADPC : D 163-2), de 1920 (ADPC : D 163-2).

6°) Compagnie de Douchy.

a) Notice sur la Cie des mines de Douchy, à Lourches
(Nord), Valenciennes, 1897, 39 p. (Bureaux d'Hénin-Liétard).

b) à la Bibliothèque municipale de Valenciennes

- Notices sur la Cie (1889 et 1900).
- Statuts de 1894.

c) Direction des Mines à Paris :

Statut de la Cie du 22.09.1855.

7°) Compagnie de Douvrin

- Les bureaux de Lens des HBNPC ont conservé les registres des P.V. du C.A. depuis 1854 jusqu'à l'absorption par Lens en 1873.

- Les statuts de 1865 sont conservés aux ADPC : bibl. 1005-15.

8°) Compagnie de Drocourt.

a) L'acte de société du 6.06.1877 se trouvait à la Direction des Mines à Paris.

b) Les P.V. des séances du C.A. de Drocourt, de 1882 à la guerre, étaient conservés aux bureaux de Noeux-les-Mines ; ils ont été transférés aux ADPC.

9°) Compagnie de Ferfay et Arnes.

Rapport du C.A. à l'A.G. du 27.12.1877 (BM Douai : Br 451).

10°) Compagnie de Ferques :

Notice sur la Cie, 1900, (BM Douai : Br 401).

11°) Compagnie de Gouy-Servins.

Les bureaux de Bully-les-Mines des HBNPC avaient conservé :

- P.V. des séances du C.A. de 1909 au 8.02.1934.
- Archives du service de la comptabilité de 1911 à 1940.
- Rapport des perions 1909-1923.

12°) La Compagnie de La Clarence.

Toutes les archives ont été détruites en 1940 dans l'incendie d'un wagon. Nous avons simplement retrouvé :

- a) à la Direction des Mines à Paris : acte de société du 20.02.1894.
- b) aux ADPC
des notices sur La Clarence de 1898 et de 1900 (B 804-3 et B 1332-12).

13°) Société des Mines de Lens.

- a) Les bureaux de Lens des HBNPC avaient conservé :
 - Minutes des délibérations du C.A. du 3.12.1892 au 10.07.1893 et du 4.11.1895 au 19.11.1906 (13 registres).
 - Inventaires : 1895-1899 et 1911-1914 (4 registres).
 - Historique des actions de Lens classées par ordre de numéros (1856-1875), 1 registre.
 - Rapports aux A.G. : du 10.11.1856 au 12.04.1920.

Nous avons remis tous ces documents aux A.D.P.C.
le 16.10.1967, après entente entre Mr. BOUGARD et Mr. Jean MICHAUX,
Directeur Délégué du Groupe de Lens.

b) Publications de la Société.

Notices sur la Soc. des Mines de Lens, 1900
(BM Douai : Br 485), 1901 (BM Lille : 107093), 1904 (BM Douai :
Br 381), 1905 (BM Lille : 32434), 1911 (ADPC : D 163-3).

14°) Compagnie de Liévin.

a) Mr. Roi, ex-directeur de la Cie, liquidateur
de la société, nous a prêté en 1955 :

- P.V. des réunions du C.A. : du 8.12.1905 au 5.03.1912
(2 registres manuscrits)

b) Publications de la Cie :

Notices sur la Cie, 1860 (ADPC : B 917-2), 1863
(ADPC : A 1005-12), 1889 (Bibl. des Relat. Publ, HBNPC, Douai), 1900
(ibid.), 1911 (ADPC : D 21-3).

15°) Compagnie de Ligny-les-Aire

R. DEMON, ex-président de la Cie, nous a permis
de consulter dans ses bureaux à Paris :

- P.V. des séances du C.A. de 1894 à 1914.
- Rapports aux A.G. 1894-1914.

16°) Compagnie de Marles.

a) MM. Gabriel GIROD DE L'AIN et P. LAURENT, liqui-
dateurs de la Cie, ont mis à notre disposition dans leurs bureaux
de Paris :

- Statuts de 1885, 1900, 1906.
- P.V. des séances du C.A. du 26.11.1874 au 29.11.1922.
- Rapports aux A.G. 1862-1906.
- P.V. des A.G. 3.05.1906 au 20.05.1946.
- Correspondances avec les administrateurs 1870-1914.

b) Archives de l'Etat à Mons (Belgique)

Archives des Sociétaires et de la Société civile
des Usines et Mines de houille du Grand Hornu, dossiers :

n^{os} 86 à 101 : valeurs mobilières de la famille Rainbeaux.

n^o 1269 : mouvements de capitaux entre la Cie des usines de houille de Marles, Paris, Auchel et la Soc. du Grand Hornu 1862-1942.

n^o 4186 : Soc. des Mines de Marles : rapports aux A.G. 1861-1910.

17^o) Compagnie d'Ostricourt.

P. CLAUDE, ex-secrétaire général de la Société, nous a prêté :

- le décret de concession 19-12.1860
- des documents sur Mme Declercq
- une notice sur la Cie (1913).

18^o) Compagnie de Vicoigne-Noeux-Drocourt :

a) Le Groupe de Béthune des HBNPC avait conservé pratiquement les archives complètes de la Compagnie depuis l'origine jusqu'à la nationalisation et nous avons fait dans les bureaux de Noeux-les-Mines de fréquents séjours, car les services : administratif, technique, comptable, commercial, avaient tous leurs archives accessibles et bien classées. Les notes infrapaginales de notre texte ont souligné notre dette envers ces archives, qui ont été transférées aux ADPC, où elles occupent plusieurs mètres cubes.

b) Publications :

- A. de BRACQUEMONT, Compte rendu à Messieurs les administrateurs des mines de Vicoigne et de Noeux de 1844 à 1872 (Paris, Impr. Chaix, 1872, 61 p.)

- Notices sur la Cie : 1878, 1909, 1911, 1924.

II. Archives d'autres sociétés.

1^o) Compagnie des mines de Blanzay.

En 1961, François PERRET, Président de la Cie du Centenaire, nous a autorisé à consulter dans ses bureaux les archives suivantes de la Cie de Blanzay :

P.V. des séances du C.A. du 1.08.1900 au 19.11.1914 (2 registres).

Il nous a en outre prêté des notices de la Cie de 1878, 1894, 1904.

2°) Société de Commentry, Fourchambault et Decazeville.

Grâce à l'autorisation de la Société d'Imphy, nous avons pu aux Archives Nationales consulter les archives suivantes de cette société

59 AQ 12 - 36 - M I - 15 : P.V. des séances du C.A. du 11.10.1906 au 29.08.1912.

3°) Société anonyme des Hauts Fourneaux de Maubeuge.

Nous avons pu à l'usine de Louvroil consulter les P.V. du C.A. et les rapports aux A.G. de 1849 à 1902.

4°) Société métallurgique de Senelle-Maubeuge : ibid., mêmes documents pour 1883-1914.

5°) Berliner Tiefbohrgesellschaft (Société berlinoise de soudages à grande profondeur).

A Louvroil également, nous avons pu trouver des archives de cette société qui en 1900-1902 s'est alliée aux Hauts Fourneaux de Maubeuge et à la Cie de Vicoigne-Noeux pour effectuer des sondages au sud du bassin du Pas-de-Calais.

III. Archives de particuliers.

1°) Archives de Jules Gosselet.

Le petit-fils de J. Gosselet, Mr Gosselet-Witz nous a prêté de nombreuses notes manuscrites de son grand-père, relatives à ses recherches géologiques.

2°) Archives de Jules Scribe-Loyer.

Guy Scribe-Loyer nous a prêté des papiers personnels de son grand-père, industriel lillois (1837-1898), qui a été membre du Conseil de Surveillance de Lens :

Journal de janvier 1879 à fin 1891 (J. Scribe-Loyer y donnait le détail de toutes ses affaires, avec ses impressions).

La B.M. de Lille possède également de nombreuses notes manuscrites de Jules Scribe-Loyer.

IV. Archives du Comité Central des Houillères de France.

1°) Nous avons déjà signalé que c'est Robert FABRE, ex-secrétaire général du Comité Central des Houillères de France, qui nous avait indiqué que les archives du Comité se trouvaient dans une cave du siège des Charbonnages de France, 9, Avenue Percier, à Paris. Ces archives, dont personne ne se souciait, étaient dans le plus grand désordre et, après avoir consacré une semaine à repérer les dossiers les plus importants, nous avons été autorisé à faire provisoirement transférer ceux-ci à la Direction des HBNPC à Douai, et nous les avons étudiés en 1956 et en 1957. M. Jean GALLAND, de la Direction des Charbonnages, a établi en 1964 un certain classement des archives.

Voici les dossiers que nous avons pour notre part dépouillés :

- Dossiers pour les A.G. du Comité 1905-1910
- Questions relatives au marché charbonnier, travaux parlementaires 1899-1914.
- Sociétés par actions, travail législatif 1884-1911.
- Enquête sur la répartition des actions des charbonnages en 1912.
- charges fiscales et sociales des Cies houillères 1909-1914.
- circulaires confidentielles aux compagnies au sujet de l'enquête parlementaire de 1902-1903 sur les mines, réponses des compagnies à cette enquête (en partic. réponses de chaque Cie du N.P.C.).
- projet de modification à la loi sur les sociétés (1903)
- tarifs de chemins de fer sur les houilles, 1895-1900
- impôts miniers, documents 1898-1902 et enquêtes du Comité 1909 et 1912.

- répartition par âge et par années de services des ouvriers mineurs, compagnie par compagnie et bassin par bassin (octobre 1901)

- enquête sur les habitations ouvrières 1911

- hygiène et sécurité des travailleurs 1882-1912 : enquêtes, travaux parlementaires

- maladies professionnelles, travaux parlementaires, en particulier enquête sur l'ankylostomiase

- hygiène et morbidité des mineurs, dont comparaison de la mortalité de mineurs en France, par comparaison avec la mortalité des autres ouvriers, de l'ensemble de la population française (1906-1907-1908) ; comparaison avec la mortalité des mineurs anglais 1901-1902.

- participation aux bénéfices dans les mines

- prud'hommes 1885-1910

- grève de 1893 dans le N.P.C.

- grèves en France de 1902 à 1913.

- assurances contre les grèves 1891-1913.

2°) Les rapports aux A.G. du Comité Central et les circulaires publiques du Comité se trouvent à la Bibliothèque de l'Ecole des Mines de Paris. Nous avons pour notre part pu consulter les circulaires (y compris les circulaires confidentielles) de façon complète en recoupant les circulaires possédées, soit par le Service du Contentieux des HBNPC à Douai, soit par les archives du secrétariat du Groupe de Béthune à Noeux-les-Mines.

3°) Les archives du Comité contiennent enfin un dossier par chacune des sociétés houillères de France. Pour les charbonnages du N.P.C., il s'agit le plus souvent des notes aux actionnaires pour les A.G. et de notices.

V. Archives de la Chambre et de l'Entente des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

Ces archives sont conservées par le Service du Contentieux des H.B.N.P.C. à Douai. Nous avons notamment consulté :

- P.V. des séances du bureau de la Chambre des Houillères du N.P.C. du 10.04.1907 au 26.05.1914.

- Circulaires et correspondance de l'Office de Statistique des Houillères du N.P.C. du 12.05.1906 au 31.12.1910.

- P.V. des séances de la Délégation (c'est-à-dire du bureau) de l'Entente commerciale des houillères du N.P.C. du 17.09.1901 au 19.05.1914.

- P.V. des réunions du Groupe des producteurs de coques du N.P.C., du 15.11.1901 au 16.04.1914.

C. ARCHIVES PUBLIQUES

I. Archives nationales.

Nous mentionnons ici uniquement les dossiers qui nous ont servi pour la rédaction de nos deux premiers volumes, à l'exclusion par exemple des sources concernant les problèmes proprement politiques et démographiques ou les dossiers de grèves. Que l'on nous excuse donc de faire ici le seul relevé des dossiers consultés dans les sous-séries (F 12, F 14 (la série qui nous a été la plus utile), séries constituées par les versements du Ministère des Travaux Publics, et la série AQ (série ayant recueilli les archives privées).

1°) F 12 :

- F 12 - 633 à 638 : rapports de Chambres de Commerce sur les tarifs houillers.

- F 12 - 2534 (a-d) : enquêtes sur les tarifs dont douanes : houilles étrangères 1816-1856.

- F 12 - 4446 à 4450 : situation industrielle des départements 1830-1888.

- F 12 - 6744 à 6746 : dossiers des sociétés de canaux.

2°) F 14 :

- 2736 - 1 : dr. de l'Ingénieur des Mines Firmin RAINBEAUX, qui a démissionné en 1857 pour prendre la direction de Marles.

- 2737-2 : dr. de l'Ingénieur des Mines Edouard SENS (dont problème de l'attribution de la concession de Bruay).

- 2738-1 : dr. de l'Ing. des Mines Charlès Alban du SOUICH (1812-1888).

- 4029 à 4032 : drs. de la redevance des mines - Nord de 1812 à 1859.

- 4034 et 4035 : id. Pas-de-Calais 1847 à 1859.

- 4158 à 4160 : id. Nord 1843-1880.

- 4161 : id. Nord 1881-1885 Pas-de-Calais 1843, 1853, 1860-1866.

- 4162 et 4163 : id. Pas-de-Calais (1867-1885.

- 4192 et 4193 : id. Nord et P.de.C. 1864-1880.

- 4208 et 4209 : accidents de mines 1822-1870 dans le Nord.

- 4210 : id. dans le Pas-de-Calais (1822-1870).

- 6673 : dr. n^{os} 35-57 : problèmes de l'Escaut (1849-1866).

- 6677, drs. 1-13 : traversées de Cambrai, de Valenciennes et de Condé (1821-1864).

- 6680, drs 17-36 : problèmes de la Scarpe (1841-1875).

- 6681, drs 1-25 : Scarpe, traversée de Douai (1822-1866).

- 6685 : Scarpe (1825-1860).

- 6822 à 6824 : canal d'Aire à la Bassée.

- 6968, drs 1-25 : canal de Mons à Condé (1818-1859).

- 7036 à 7042 : canal de Saint-Quentin et Aisne (1811-1888).

- 7060 et 7061 : canal de la Sensée (1817-1885).

- 7079 : canal de Saint-Quentin.

Les cotes suivantes concernent les importants dossiers de concessions dans lesquels on trouve essentiellement parmi des centaines de pièces :

- les rapports de l'Ingénieur ordinaire des Mines, de l'Ingénieur en Chef, de l'Inspecteur Général.

- les avis du Conseil des Mines et ceux du Conseil d'Etat

- les documents fournis par les sociétés demandereses (acte de sociétés, rôles des impôts des fondateurs, travaux effectués, rapports qui attaquent souvent les sociétés rivales
- des plans et coupes.
- les décrets instituant les concessions.

Nous avons consulté :

F 14 - 7811 Cr. 24 : Mines d'Aniche (1773-1834)

F 14 - 7812, concessions de mines du Nord 1834 à

1840 dont :

- Thivencelles (1838)
- Aniche (1838)
- Anzin (1836-1838).
- Crespin (en XI - 1839).
- Cie d'Hasnon (1833-1840) et problème de la concession de Vicoigne.

F 14-7813: mines du Nord 1837-1840.

F 14-7814: mines de Thivencelles, Fresnes-Midi, Escaupont, 1836-1841, mines de Bruille (1828-1841); nous n'avons pas trouvé dans ce dossier trace d'une demande des Rothschild concernant Escaupont.

F 14-7815 : concessions d'Azincourt et de Thivencelles.

F 14-7819 : mines de houille de l'Escarpele
(1846-1851)

F 14-7820 à 7823 : mines d'Anzin (1829-1852).

F 14-7827 : concession de Vicoigne 1836-1840

F 14-7828 : id. suite (1840-1843)

F 14-7830 : mines de Marly, de Douchy, d'Anzin et d'Azincourt (1834-1873).

F 14-7836 Cr. 17 : drs des concessions de Dourges et de Courrières (1847-1852).

F 14-7836 Cr. 18 : concessions de Noeux, Vicoigne, Grenay, Lens (1851-1853).

F 147837 Cr. 19 : extensions des concessions de Courrières et de Lens (1854)

F 14-7837 Cr. 20 : projet de réunion des conc. de Lens, Noeux, Dourges.

F 14-7837 Cr. 22 : mines de Vendin-les-Béthune (1854-1856).

F 14-7837 Cr. 23 : mines de Noeux, extension de conc. (1854-1856).

F 14-7838 : conc. de Bruay, Marles, Ferfay, Auchy-au-Bois (1852-1855)

F 14-7839 : demandes en extension de Courrières ; conc. de Dourges et Carvin (1857-1859)

F 14-7840 dr. 24 : demande de conc. des Cies dousaisienne, Dourges, Don, Carvin, Neurchin (1856-1857).

F 14-7841 : conc. de Douvrin, de Neurchin, de Liévin (1859-1863).

F 14-7916 : conc. de Douvrin et d'Ostricourt (1860-1869).

F 14-8166 : recherches de houille, Nord : au III-1870 ; Pas-de-Calais : 1836.

F 14-8232 : demandes d'autorisation de constitution de sociétés anonymes : Aniche (1831), Azincourt (1841), Denain-Anzin (1847-1848).

3-) Série 65 AQ :

formée par les dossiers de l'Association des porteurs français de valeurs mobilières, (notes aux actionnaires pour les A.G., coupures de presse).

a) Charbonnages du N.P.C.

L 20 : Cie d'Anzin

L 33 : Aniche

L 46 : Béthune

L 70 : Bruay

L 131 : Courrières

L 143 : Douchy

L 155 : Escarpelle

L 248 : Lens

L 252 : Liévin

L 454 : Vicoigne-Noeux.

b) Autres sociétés.

K 52 :

- Société des Houillères de Commentry et Montircq... (1855-1874).

- S.A. de Commentry-Fourchambault (1874-1899)

- S.A. de Commentry-Fourchambault et Decazeville

(1900-1922).

II. Direction des Mines à Paris.

En 1961, nous avons pu consulter les dossiers non déposés aux Archives Nationales.

- Concessions de Camblin-Châtelain (La Clarence).
- " Courcelles-les-Lens.
- " Drocourt.
- " Flines-les-Raches.
- Demandes au sujet du B.P.C. : dr. général.
- " de Fresnoy, Vimy, Ablain-Saint-Nazaire, Gouy-Servins, Fresnicourt, Beugin, dr. administratif.
- Concession d'Ablain-Saint-Nazaire.
- " de Beugin.
- " Fresnicourt.
- " Fresnoy.
- " Gouy-Servins.
- " Vimy.
- Fusion de Vimy et Fresnoy.

Nous avons malheureusement appris que les dossiers de redevances des mines "Nord 1899-1914 et "Pas-de-Calais" 1899-1918" avaient été détruits quelques années auparavant.

III. Archives départementales du Nord.

Nous nous limitons ici encore, et nous ferons de même pour les A.D. du Pas-de-Calais, aux dossiers utilisés pour la rédaction de nos deux premiers volumes. Nous n'avons pas en particulier relevé les nombreux dossiers de grèves que nous avons consultés, ni les dossiers politiques ou démographiques.

1°) Série M :

- M 24-2 : liste des éligibles et liste des membres du collège électoral du dépt. du Nord 1816.

- M 25-3 à 11 : liste des électeurs et des éligibles 1818, 1824, 1827, 1828, 1829, 1830.

- M 39-5 : police politique, dossiers de députés, dont Ignace Plichon.

- M-55-227 : fiche de Ch. de Marsilly conseiller général du Nord.

- M 121 : Légion d'Honneur, dossiers individuels, dont :
 - 121-2 : Bigo-Danel,
 - 121-10: Léonard et Louis Danel
 - 121-13: Alfred et Auguste Descamp
 - 121-34: Mathieu
 - 121-36: Albert et Eugène Motte
 - 121-47: Tilloy-Casteleyn.
- M 132/17 : indications sur la fortune des Bigo et des Danel.
- M 137-17 : indications sur la fortune des principaux fabricants de sucre du département du Nord à la fin du Premier Empire.
- M 139-16 : affaire d'Anzin (5-12-1851).
- M 140-12 : dont id.
- M 144-9. : élection de J.Casimir-Perier ; adresses par les communes du Nord (juill. nov. 1894).
- M 144.10 : démission de J.Casimir-Perier, élect. de Félix Faure (janv. 1895).
- M 146-1. : réception du ministre des Travaux publ. Freycinet (11.09.1878).
- M 146-2. : voyage de Freycinet dans le N.P.C. (1878).
- M 146-9. : voyage à Valenciennes du ministre des T.P. ; inaugurat. de la ligne Valenciennes-Solesmes, oct. 1884.
- M 156-1. : détenus politiques : Broutchoux (1907).
- M 157-1 et 2 : police politique : drs Basly et Broutchoux.
- M 205-14 : catastrophe de Courrières 1906.
- M 500-6 : 1884 : crise agricole et industrielle.
- M 510-28 : Soc. agric., sciences et arts de Valenciennes : brochures dont quest. des houilles (1851-1883).
- M 547-1 : enquête de 1848.
- M 547-5 : situat. économique dans le départ du Nord (1842-1855).
- M 547-22 : id. 1877-1882.
- M 551-8 : créat. de la Caisse commerciale du Nord (J.Decroix) et en 1858 de la banque Verley-Decroix.
- M 551-10 : Banque de France, assemblées des actionnaires 1849-et 1853.
- M 551-38 : créat. de comptoirs d'escompte dans le Nord.

- M 551-45 : créat. du Comptoir d'Escompte de Lille en 1848.
- M 551-48 : création d'un Comptoir d'Escompte à Valenciennes (1846-1848).
- M 555-4 : importations et exportat. de houilles, laines et lins (1840-1844).
- M 572-5 : situat. industrielle et agricole, visite des délégués de la commission parlementaire des 44, dont Clemenceau (1884).
- M 572-6 : situation industrielle (1885).
- M 572-9 : id. (1886).
- M 572-10 : id. (1887).
- M 572-11 à 18 : id. (1887-1891).
- M 576-7 : S.A. de Denain-Anzin (1847-1866).
- M 576-9 : S.A. des Hauts Fourneaux de Maubeuge (1849-1883).
- M 581-96 : hausse du prix des charbons 1850 - 1854 - 1873.-
- M 581-96 A : Chambre de commerce de Lille : question des houilles (1851)
- M 581-103 : Mines d'Aniche : ouvriers employés au XI et 1884.
- M 581- 85 : Situation de l'industrie sucrière (1881).
- M 581- 86 : situat. agric. et sucrière du départ (1884).
- M 581- 96 : hausse des charbons du Nord en 1873.
- M 581-122 : les industriels de Maubeuge et la politique douanière de Napoléon III.
- M 591-6 : situat. industrielle à la fin de 1850.
- M 596-1 à 3 : état des syndicats (1883-1905), dont le Comité des Houillères du N.P.C.
- M 597-1 à 8 : syndicat patronaux (dont B.N.P.C.).
- M 596-1 à 15 : syndicats ouvriers (id.).
- M 603-2 : demande de subsides pour les associations patrons-ouvriers, dont demande de la Soc. de Thivencelles-Fresnes-Midi.
- M 605-4 : enquête parlementaire de 1873.
- M 646-1 à 4 : Statistique générale de la France (1884-1894).
- M 650-22 : Statistique agric. annuelle 1880-1889.
- M 653-17 : Statist. industrielle 1841-1845.
- M 653-45 et 46 : id. 1881-1890.
- M 654-7 à 14 : id. 1845-1852.

2°) Série S.

- S 125 : rapports du Préfet du Nord sur les problèmes des Ponts et Chaussées (1838-1854).
- S 7704 à 7708 : canal du Nord ; avant-projet et enquêtes (1880-1881).
- S 8098 c-33 : instructions pour l'exécution de la loi de 1810 (1810), conflit Anzin-Thivencelles (1864).
- S 8104 : caisses de secours et de prévoyance dans les mines (1842-1845).
- S 8107 à 8110 c-169 : personnel des mines (1790-1818 ; 1835-1850 ; 1851-1893).
- S 8108 : ingénieurs des mines : personnel. (1835-1850).
- S 8111 à 8151 : accidents survenus dans les mines (1829-1909).
- S 8159 : rapport de l'ingénieur des mines (1866).
- S 8160 : id. (1873)
- S 8161 : id. (1880-1882)
- S 8162 : id. (1883-1892).
- S 8163 c-31 : rapports et vœux du Conseil Général du Nord (1893-1899).
- S 8164 c-33 : rapports au Conseil général du Nord (1900-1901).
- S 8165 à 8168 : délégués mineurs du Nord (1891-1908)
- S 8200 à 8204 : service d'exploitat. des mines : personnel, visites (1824-1900).
- S 8222-c-33 : sociétés de recherches de houille 1894-1899.
- S 8223 à 8234 : Redevances des mines 1811-1895.
- S 8237-c-95 : Tableau synoptique et statistique des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, avec carte (1864).
- S 8238 à 8242 : tableaux et correspondance pour la Statistique de l'Industrie minière (1868-1884).
- S 8243 : toponymie et géologie du bassin houiller du Nord (1840-1878)
- S 8249 et 8250 : topographie du bassin de Valenciennes (1854-1870).
- S 8251 : Cartes du B.H. du Nord (1876-1878).
- S 8253 : question des houilles (mai 1859).
- S 8254 : situation de l'industrie houillère (1857-1870).
- S 8259 : rapports et vœux du Conseil Général du Nord (1861-1863).

- S 8260 : id. 1867-1879.
- S 8282 : dr. de la concession d'Annoeulin.
- S 8283 : id. de Neurchin.
- S 8284 : id. d'Anzin.
- S 8292 : id. Azincourt.
- S 8299 : id. Bruille.
- S 8300 à 8302 : id. Carvin, Neurchin, Don.
- S 8304 : id. Château l'Abbaye.
- S 8306-8307 : id. Courrières (extension)
- S 8311 : id. Denain.
- S 8312 : id. Douchy.
- S 8317 : id. Dourges (projet fusion avec

Lens et Noeux).

- S 8318 : id. d'Escarpelle.
- S 8327 : id. Fresnes (Anzin).
- S 8329 : id. Hasnon
- S 8330 et 8331 : id. Liévin (extension).
- S 8333 : id. Marly.
- S 8340 : id. Ocomez (Anzin).
- S 8341 et 8342 : id. Ostricourt.
- S 8343 : id. Saint-Aybert.
- S 8346 : id. Thivencelles.
- S 8349 : id. Vicoigne.

IV. Archives départementales du Pas-de-Calais.

1°) Série M. (récolement) :

- M 101 : élect. législative du 22.02.1891 (Basly élu).
- M 102 : id. du 21.02.1892 (Lamendin élu).
- M 144 : tableaux statistiques et récapitulation des élections générales depuis le plébiscite de 1870 jusqu'en 1910 (par cantons)(1)
- M 970 : voyage du président de la République aux mines de Lens (1898).
- M 1045 : associations et syndicats déclarés et autorisés (1889-1904).

(1) Nous avons tenu à mentionner exceptionnellement les trois cotes ci-dessus à cause de leur importance.

- M 1074 : Exposition du Nord de la France à Arras (1904-1905).

- M 1092 à 1104 : Situation industrielle (département et arrondissements par mois), 1855 à 1892.

- M 1223 : travail des femmes, des enfants et des adultes dans les mines, 1855-1856, 1882-1883.

- M 1237 : agriculteur, sucreries et distilleries, 1914-1915.

- M 1247 : situation industrielle et commerciale, 1865-1868.

- M 1248 : id., 1861-1864.

- M 1265 : id., 1855-1857.

- M 1271 : id., 1867-1869.

- M 1277 : id., 1856-1860.

- M 1279 : enquête sur le traité de commerce avec l'Angleterre, 1860-1861.

- M 1291 : situat. industrielle et commerciale 1881-1911.

- M 1400 : statistiques et enquêtes sur la vie ouvrière et rurale, 1913.

- M 1467 : courtiers et agents de change, 1884-1887.

- M 1730 : visite du Président de la République, 1.06.1889.

- M 2103 : Conventions d'Arras : P.V. des séances et décisions, du 27.11.1891 au 31.10.1900.

- M 2106 à 2112 : syndicaux patronaux, 1907-1911.

- M 2116 : le syndicat des mineurs de Lens (1893-1914 (dr. important)).

- M 2662 : syndicats (1907-à 1914).

- M 2663 : état général des syndicats professionnels, 1911.

- M 2675 : voyage du Président de la République, 1889.

- M 2687 : drs. individuels de Légion d'Honneur dont Bollaert et Boudenoot.

- M 2691 : drs de Légion d'Honneur, dont F. Rainbeaux, P. Schneider, Poumairac (Perfay), Simon (Liévin), G. Viala, E. Vuillemin.

- M 2693 et 2696 : id, dr. d'E. Reumaux.

- M 2698 : autre dr. de F. Rainbeaux.

- M 4591/11 : procès intenté aux Cie de Bruay et de Béthune par le Baron de Gargan (1857-1858).

- M 4882 : rapports mensuels des sous-préfets de 1878 à 1910.

- M 4883 : rapports du préfet sur la situat. générale du dépt, 1913.

- M 4887 à 4897 : id. 1890 à 1909.

2°) Série S (non classée).

Nous avons pu consulter les dossiers des concessions :

- Ablain-Saint-Nazaire, 1904-1910.
- Béthune, 1899-1912.
- Beugin, 1901-1911.
- Bruay, 1878-1914 (trois drs.)
- Bully, 1894-1910.
- Carvin, 1857-1912 (trois drs.)
- Courcelles et l'Escarpelle, 1878-1880 (trois drs.).
- Courrières, 1895-1920.
- Dourges, 1868-1914 (deux drs.)
- Drocourt, 1876-1878.
- Escarpelle, Gouy-Servins, Hardingham, 1898-1914.
- Ferfay-Cauchy, 1853-1903.
- Ferques, 1873-1910.
- Frennes et Hardingham, 1840-1900.
- Fresnicourt, 1899-1911.
- Gouy-Servins, 1903-1912.
- La Clarence, 1896-1916.
- Lens, 1853-1914 (deux drs.).
- Liévin, 1858-1914 (deux drs.).
- Ligny-les-Aire, 1862-1915 (deux drs.)
- Marles, 1895-1916.
- Neurchin, 1860-1914 (deux drs.)
- Ostricourt, 1860-1912.
- Vendin-les-Béthune, 1894-1917 (deux drs.)

En outre, un dossier contenant un rapport, très critique, d'un inspecteur de la Marine, sur les charbonnages du P.de.C. (1860) et les dossiers de redevances des mines (1855-1913).

D. PERIODIQUES.

1°) Publications officielles.

- La Statistique de l'Industrie Minérale a été évidemment pour nous une source essentielle (voir t. I, p. XXI) ; elle a

remplacé, par un premier volume 1847-1852, les deux publications antérieures, Résumé des travaux statistiques de l'Administration des Mines (14 vol. de 1833 à 1846) et Comptes rendus des travaux des Ingénieurs des Mines. (14 vol. de 1833 à 1846). Après des volumes le plus souvent quinquennaux, la S.I.M. devient annuelle à partir de 1877. La collection complète de ces publications se trouvent à la Bibliothèque de l'Ecole des Mines à Paris (n° 434-8557). Nous avons pour notre part principalement utilisé les collections (qui se complétaient) de la B.U. et de la B.M. de Lille, des A.D.N., de la Chambre de Commerce de Roubaix et de la bibliothèque du Groupe de Béthune. (Séries rétrospectives dans les volumes de 1900 et de 1934).

- Les Ingénieurs des Mines ont publié en outre : Le Journal des Mines, de 1795 à 1815 et les Annales des Mines, depuis 1816 et qui continuent à paraître (B.N. et B.U. Lille).

- Publications de la STATISTIQUE GENERALE DE LA FRANCE, en particulier :

Annuaire Statistique de la France

(un volume annuel depuis 1878) ; séries rétrospectives dans les vol. de 1928, 1930 et dans les vol. de l'I.N.S.E.E. 1951, 1961 et 1966.

Annuaire des syndicats professionnels

publié par l'Office du travail (B N : Lc²⁵ 249 (3) ; l'année 1892 qui manque à la B N se trouve à la B U de Poitiers.

- CONSEIL GENERAL DU NORD,

Procès-verbaux des délibérations du Conseil général, rapports du préfet et des chefs de service (dont l'Ingénieur des Mines depuis 1860) : vol. imprimés depuis 1830 (Bibl. des A D N), avec des tables périodiques.

- CONSEIL GENERAL DU PAS-DE-CALAIS, id. (Bibl. des A.D.P.C. et B.M. de Lille).

- ARCHIVES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE

27 vol. imprimés de 1832 à 1905), collect. à la bibl. des A.D.N.

- I.N.S.E.E., Annuaire statistique régional Direction de Lille, édit. 1951 (rétrospectif).

- I.N.S.E.E., Population et économie de la région du Nord (Annuaire statistique rétrospectif), édit. 1960.

2°) Almanachs et annuaires non officiels.

- Annuaire statistique du département du Nord, annuel de 1803 à 1914 (collect. complètes aux A.D.N. et à la B.M. de Lille).

- Annuaire statistique du département du Pas-de-Calais, annuel de 1807 à 1914 (collect. aux A.D.P.C. et à la B.M. de Lille).

- Annuaire Ravet Anceau, Annuaire de Lille, de son arrondissement et du Nord, Lille, impr. F. Bracke, collect. depuis 1853 à la B.M. de Lille.

- Annuaire Ravet Anceau, Pas-de-Calais, depuis 1898 (à la B.M. de Lille).

- Almanach du Commerce, des Arts et d'Industries de la ville d'Arras 1830-1831 (ADPC).

- Almanach de Béthune et de son arrondissement (1871) - aux ADPC.

- Annuaire général de la ville de Douai et de son arrondissement, Douai, de 1882 à 1889 (B.U.L.).

- Almanach du commerce du département du Nord, Guide du commerce et du voyageur, publié par VAN DEN BOSCHE, 11 vol. de 1830 à 1848 (B M L : Pér C 9 et P 278).

Les annuaires suivants nous ont été particulièrement utiles pour repérer l'évolution des sociétés et des conseils d'administration :

- A. BURAT, secrétaire général du Comité des Houillères de France a fait paraître 9 vol. : Les houillères de France en ... entre 1863 et 1873.

- Annuaire des mines, de la métallurgie et de la construction mécanique, 1ère année 1876 (B.N. : 8° S 146)

- Annuaire des charbonnages et de toutes les industries minérales et métallurgiques de la France, Paris, J. Baudry, 1878-1879 (bibl. ADPC : B 1762).

- Annuaire du Comité Central des Houillères de France (vol. annuel de 1894 à 1914 (B N : 8° V 11 223)).

- BOURSE DE LILLE, cours authentique (1861-1889 :

BM Lille : JX 32.

- Annuaire des valeurs admises à la cote officielle de la Bourse de Lille (Nous remercions M. Jean LAMBERT-DANSETTE de nous avoir prêté sa collection personnelle : 1895 à 1913).

- Annuaire des valeurs admises à la cote officielle de la Bourse de Paris (B N : 3° V 4617, années 1881-1883, 1886-1894, 1896-1904; BN : 4° V 6252 ; années 1906 à 1914).

- Annuaire Chaix, Les principales sociétés par actions (BN : 8° V 24 882 ; années 1892-1906 et 1909-1927).

- Annuaire Desfossés (BN : 4° V 6363, années 1907-1913).

3°) Revue et journaux :

Nous faisons précéder par une croix (x) les périodiques les plus importants.

a) Périodiques nationaux :

- Annales de Géographie.
- Annales des Ponts et Chaussées (Mémoires et documents).
- Annales des Sciences géologiques.
- Année sociologique (L').
- Bataille syndicaliste.
- x - Bulletin des Mines.
- Bulletin de l'Office du travail.
- Bulletin de la participation aux bénéfices.
- x - Bulletin de la Société de l'Industrie minière.
- Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des finances.
- x - Echo des Mines et de la métallurgie (L').
- x - Journal Officiel (Débats et documents).
- Gazette des Tribunaux.
- Mouvement socialiste.
- Petite République (La)
- République française (La)
- Revue d'économie politique.
- Revue de la métallurgie (revue du Comité des Forges).
- x - Revue de Législation des mines (dont 1 série : Législation et articles
1 série : Statistique des Houillères en France et en Belgique).
- Revue des deux Mondes.
- x - Revue noire.
- Société des Ingénieurs civils de France (Mémoires et comptes rendus).
- Société géologique de France (une série : Bulletin de la . . . ; une série Mémoires de la)

x - Statistique des grèves (publiée par l'Office du travail).

- Temps (le), (en partic. années 1884, 1890, 1900, 1906).

- Vie ouvrière (La).

- Voix du Peuple (La).

b) Périodiques régionaux :

Il existe deux guides commodes :

- LEPREUX (G.), Nos journaux. Histoire et bibliographie de la presse périodique dans le département du Nord 1746-1889 (Douai, 1896, 2 vol.)

- et surtout : Bibliographie de la presse française politique et d'information générale 1865-1944 : 62- Pas-de-Calais, par Ghislaine BELLARD, Pierre BOUGARD et Jean Watelet (Paris, B.N., 1968).

Voici les périodiques que nous avons dépouillés au moins partiellement. Le Réveil du Nord, qui commence à paraître en 1889, a été le quotidien le plus lu par les mineurs du N.P.C. jusqu'en 1914 (les A.D.P.C. en possède une collection complète).

- Académie des sciences, lettres et arts d'Arras (Mémoires de l')

x - Action syndicale (L') (fait suite en 1904 au Réveil syndical).

- Ami du Peuple (L') (journal républicain de Douai).

- Archives historiques et littéraires du Nord de la France et du Midi de la Belgique (Valenciennes).

- Association des propriétaires de machines à vapeur du Nord de la France (Bulletin et comptes rendus).

x - Avenir d'Arras et du Pas-de-Calais.

- Avenir de Valenciennes.

- Bulletin scientifique, historique et littéraire du département du Nord.

- Commission historique Du Nord (Bulletin de la) ; avec une table générale des G.I (1843) à XXXV (1938), 1939, 111 p.

- Courrier du Nord (arrt. de Valenciennes).

x - Courrier du Pas-de-Calais (Le).

- Croix du Nord (La).

x - Croix d'Arras et des mines du Pas-de-Calais (La).

- Echo de Béthune et de son arrondissement (L').

x - Echo de la Frontière (L').

x - Echo du Nord (L').

- Messenger du Nord (Le), journal du Nord et du Pas-de-Calais.

x - Nord Industriel et Nord charbonnier (postérieur à 1919 mais contient des articles rétrospectifs).

- Organe des intérêts industriels du Nord (L').

x - Ouvrier mineur (L').

- Petit Béthunois (Le).

- Petit Lenois (Le).

- Plaine de Lens (La).

- Progrès de Denain (Le).

- Progrès du Nord (Le).

- Progrès du Pas-de-Calais (Le).
- Prolétaire (Le).
- Réforme du Nord (La).
- x - Réveil du Nord (Le).
- x - Réveil syndical (Le).
- Société Académique des Antiquaires de la Morinie

(avec une table générale des travaux publiés de 1833 à 1957, Saint-Omer, 1957).

- Société de Géographie de Lille (Bulletin de la).
- Société d'Etudes de la Province de Cambrai (Bulletin et Mémoires).
- Société géologique du Nord, (deux séries : Annales de la..... ; Mémoires de la.....)
- Société industrielle du Nord (Bulletin de la).
- Tribune (La).
- Voix du Mineur (La).

E. Livres et articles consultés.

On sait que nous nous limitons aux travaux touchant d'assez près l'évolution du B.N.P.C.

1°) Livres et articles antérieurs à 1914.

a) Sur l'économie et la société contemporaines dont l'industrie houillère.

AUDIGANNE (E.), Les populations ouvrières et les industries de la France, 2^e édit., 1860, 2 vol.

ANGLES d'AURIAC (P.), "L'évolution de la Sidérurgie française. Son état actuel et ses perspectives d'avenir dans le district du Nord", Extrait du Bulletin de la Société de l'Industrie minière, mai-juin 1912, 150 p.

BADOUREAU (A.), GRANGIER (P.), Les mines. Les minières et les carrières Paris, 1892, 320 p.

BERTRAND (Marcel), Préface à Ed. SUESS, La face de la terre, Paris, 1897, pp. V-XV ; 835 p.

BES de BERC (René), La loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines, Paris, A. Rousseau, 1906, 8°, 310 p. Th. Paris Droit.

BURAT (Amédée), Traité théorique et pratique des combustibles minéraux (1851).

BURIN des ROZIERES (A.), Manuel de l'administrateur des mines, Paris H.Champion, 1887, 8° XIV - 393 p.

BUTOR (Paul), Le risque professionnel et les accidents du travail dans les sociétés houillères, Béthune, impr. David, 1902, 8°, 112 p., Th. Droit Dijon.

CHALON (P.F.), Manuel du mineur, Paris, Béranger, 1909.

CHAUVET (Stephan), "Introduction à l'étude de l'hygiène et de la pathologie des mineurs (de houille)", Gazette des Hôpitaux, 86^e année, n° 97, 28 août 1913, pp. 1523-1527.

COMBES (Jacques), La réglementation de la durée du travail des hommes adultes dans les mines, Paris, Sirey, 1907, 8°, 236 p.
Thèse Droit Paris.

COURTIN (Gaston), La mine aux mineurs Etudes sociales et psychologiques, Vals-les-Bains, 1900, 44 p.

CRUSSARD (L.), Exploitation des mines : la taille et les voies contiguës à la taille, Paris, Octave Doin et fils, 1911, 8°, 393 p.

GHESEQUIERE (H.), La mine et les mineurs, Lille, Bibl. du P.O.F., 1901, in-12, 47 p.

DELECROIX (Emile), Traité théorique et pratique de la législation des sociétés de mines et spécialement des sociétés houillères en France et en Belgique, Paris, 1878, 408 p.

GLEPIN, De l'établissement des Puits de mines dans les terrains ébouleux et aquifères (1865).

GRUNER et FUSTER, Aperçu historique sur les syndicats de vente de combustibles dans le bassin Rhénan-Westphalien, Paris, C.C.H.F., 1898, 4°.

GRUNER (E.), et BOUSQUET (G.), Atlas général des Houillères, Paris, C.C.H.F., 1909, 2 vol. .

LANE-FLEURY, De la Législation minérale sous l'ancienne monarchie, Paris, Durand et Valmont, 1857, 8°, 224 p.

LAPPARENT (Albert De), La question du charbon de terre, Paris, Librairie F. Savry, 1890, 8°, 121 p.

LAUR (F.), De l'accaparement, 1900-1907, 4 vol. dont t. IV, Les comptoirs et syndicats français dans les mines et la métallurgie.

LE PLAY (F.), Les ouvriers européens, 2e édit., Tours, Mame, 1877-1879, 8°, 6 vol.

LE PLAY (F.), La réforme sociale en France, déduite de l'observation comparée des peuples européens, 6è édit., Tours, A. Mame, 1878, in-18, 4 vol.

MERRHEIM (A.), "Compagnies minières et sociétés métallurgiques", La vie ouvrière, 5.04.1911, pp. 385-397.

MERRHEIM (A.), La Métallurgie, son origine et son développement. Les forces motrices, Fédération des métaux, 1913, 630 p.

HERON de VILLEFOSSE (A.N.), De la richesse minérale, Paris 1810-1819, 3 vol.

HEMENT (Edgard), Histoire d'un morceau de charbon (Paris, Brunet, 1868, 212 p.)

MORAND (Dr), L'art d'exploiter les mines de charbon de terre, 1768, 3 vol.

PESCHAR, La houille et le fer dans le monde (1878)

PINOT (R.), "L'organisation collective de l'industrie métallurgique française", Revue financière universelle, 1912.

RENARD (Marius), Histoire de la houille, Bruxelles, Lebègue, 1911.

REYBAUD Louis, Le fer et la houille..., Paris, M. Lévy, 1874, 8°, XIII - 384 p.

Questions des houilles, Mission de M. de Ruelz en France et en Angleterre, Paris, 1872, gr. 8°, 719 p.

SEBILLOT (Paul), Les travaux publics et les mines dans les traditions et les superstitions de tous les pays, Paris, 1894.

SIMIAND (François), "Essai sur le prix du charbon en France et au XIXe siècle", L'année sociologique, 1900-1901, T. 5, pp.1-81.

SIMIAND (François), Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France, Paris, Cornély, 1907, 8°, 516 p.

SIMONIN (Louis-Laurent), La Vie souterraine. Les Merveilles du monde souterrain (1ère éd. 1868, Zola s'est inspiré pour Germinal de la 4è éd. 1878).

SIMONIN (Louis-Laurent), La vie souterraine ou les Mines et les Mineurs, Paris, Hachette, 1867, gr. 8°, III- 604 p.

SIMONIN (L.L.), Histoire de la terre, s.d., 8°, 320 p.

TISSANDIER, La houille, Paris, Hachette, 1869, 8°, 316 p.

VILLAIN, Le monde souterrain, Paris, 1881.

ZEVAES (A.), Les mines et la nation, Paris, 1913.

b) Sur la région du Nord et le bassin houiller du Nord Pas-de-Calais au XIXe siècle :

AFTALION (Albert), "Les Kartells dans la région du Nord de France, les Kartells à formes simples dans les filatures de coton et de lin (1899 - 1907)", Revue économique internationale, janvier 1908, pp. 107-165.

AFTALION (Albert), "Les cartels de la région du Nord de la France : Le cartel des mines de charbon du Nord et du Pas-de-Calais", Revue économique internationale, mai 1911, pp. 274 - 308.

BELLEVAL (Comte de), Le bassin houiller du Pas-de-Calais en 1873, Lille, impr. Danel, 1874

BEGHIN (E.), Histoire de la ville de Béthune, Douai, 1874, 8°, 250 p.

BLANCHARD, (Raoul), La densité de la population du département du Nord au XIXe siècle, Etude de dix recensements de population, Thèse complémentaire Lettres Lille, Lille, impr. Danel, 1906, 8°, 70 p.

BRUNEAU (César-Joseph Ernest), Histoire des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, Cambrai, Hattu, 1856, 8°, t. I, 372 p.

CANELLE (Jules), Carte du bassin houiller du Nord, 1877.

CUVELETTE (Ernest), "Recherches effectuées depuis 1896 pour rencontrer l'extension méridionale du bassin houiller du Pas-de-Calais", Comptes rendus mensuels de la Soc. de l'Ind. minière, avril 1905, pp. 110-114, id.in Bull. de la Soc. de l'Ind. Minière, 1906, pp. 453 - 499.

CUVELETTE (E.), Le coke et les sous-produits de sa fabrication, Lille, impr. Danel, 1914, gr. 8°, 52 p.

DANCOISNE (L.), Précis de l'histoire de Lens, Arras, 1878.

DAUBUISSON (J.F.), "Description des houillères d'Anzin", Journal des mines, n° 2, 1805.

DELCOURT (Raymond), De la condition des ouvriers dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, Paris, 1906, 8°, 229 p., Th. Caen Droit

DELECROIX (E), Le canal du Nord, Lille, impr. L. Danel, 1905, 45 p.

DESORBAIX, La grosse métallurgie dans l'arrondissement de Valenciennes, Thèse Lille Droit, 1910.

DORMOY (Emile), Topographie souterraine du bassin houiller de Valenciennes, Paris, Impr. impériale, 1867, 4°, 296 p.

DU SOUICH (A.), Essai sur les recherches de houille dans le Nord de la France, Paris et Arras, 1839, 8°, 132 p.

DU SOUICH (A.), "Notice historique sur la recherche du prolongement du bassin de Valenciennes dans le Pas-de-Calais", Bull. de la Soc. de l'Ind. Min., févr. 1913, pp. 113 - 155.

FEVRE et CUVELETTE, Notice géologique et historique sur les bassins houillers du Pas-de-Calais et du Boulonnais, Arras, Impr..Répessé-Crépel, 1900, 8°, 166 p., cartes et graph. ; cet ouvrage est extrait du Pas-de-Calais au XIXe siècle (id., t. III, p. 453 à 614).

FRANCOIS, "Le grisou aux mines d'Anzin", Annales des Mines, sept. et déc. 1892.

GARCENOR (A.), Les mines d'Anzin, Etude historique et technique, Paris, impr. J. Kugelman, 1884, 100 p.

GARNIER (F.), Mémoire... concernant les recherches entreprises à différentes époques dans le département du Pas-de-Calais pour y découvrir de nouvelles mines de houille..., Boulogne-sur-mer, 1828, 4°, 108 p.

GOSSELET (Jules), Observations sur le gisement de la houille dans le département du Nord, Lille, impr. Danel, 1863, 8°, 17 p.

GOSSELET (J.), "Etudes sur les gisements de la houille dans le Nord de la France", Bull. de la Soc. ind. France, n° 6, 1874, pp. 1 - 24.

GOSSELET (J.), Exposé de nos études sur le terrain houiller..., Lille, impr. Six - Horemans, s. d., 1891, 8°, 16 p.

GOSSELET (J.), "Etude préliminaire des récents sondages faits dans le Nord de la France pour la recherche du bassin houiller", Annales Soc. géolog. N., t. 27, 1898, pp. 139 - 149.

GOSSEZ (A.M.), Le département du Nord sous la deuxième République, Lille, Leleu, 1904, 8°, Thèse Lettres.

GRAR (Ed.), Histoire de la recherche, de la découverte et de l'exploitation de la houille dans le Hainaut français, dans la Flandre française et dans l'Artois, 1716 - 1791, Valenciennes, 1847 - 1851, 3 vol.

GRAUWIN (Charles), Les institutions patronales des Compagnies houillères du Pas-de-Calais, Lille, Camille Robbe, 1909, 8°, 134 p., Thèse Lille Droit.

HEURTEAU (Ch. E.), La catastrophe de Courrières (10 mars 1906), Paris, Dunod et Pinat, 1907, 177 p.

LEBRET, Du sort des travailleurs et de l'organisation du travail dans les mines d'Anzin, brochure de 1848.

LEGRAND (Adrien), La condition économique et sociale des marinières du Nord, Merville, 1910, 8°, 296 p., Th. Paris Droit.

LENGLIN (Paul), Des relations économiques entre les compagnies houillères et les industries de transport dans la région du Nord, Paris, Arthur Rousseau, 1908, 8°, 121 p., Th. Paris Droit.

Lille et la région du Nord en 1909, Lille, Impr. Danel, 1909, 4°, 2 vol., sur les mines et les carrières, t. II, pp. 156 - 298.

LOZE (Ed.), La grève de 1891 dans les bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais, Arras, Impr. Rohard-Courtin, 1891, 108 p.

LOZE (Ed.), Conciliation et arbitrage dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais (1889 - 1898), Paris, 1899, 8°, 80 p.

MACQUERON (Pierre), L'oeuvre du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, Lille, Libr. Camille Robbe, 1904, 8°, 231 p.

MARMOTTAN (Jules), Vrai caractère des caisses de secours instituées par les compagnies houillères, Paris, Guillaumin, 1870, 8°, 46 p.

MICHEL (G.) et RENOARD (A.), Histoire d'un centre ouvrier, Anzin, Paris, Guillaumin, 1891, 8°, XII, 288 p.

OLRY (A.), Le bassin houiller de Valenciennes, Paris, Impr. quantin, 1886, 4°, 414 p.

OLRY (A.), Topographie souterraine du bassin houiller du Boulonnais ou bassin d'Hardinghen, Paris, Impr. Nale, 1904, 4°, 240 p.

Pas-de-Calais au XIX^e siècle (le), Notices rédigées à la demande du Conseil général pour servir à l'histoire de ce département pendant le XIX^e siècle, Arras, 1900, Impr. Repessé - Crépel, gr. 8°, 3 vol., dt t. III Industries, 655 p.

PLICHON (P.), De l'importance économique des mines de houille, Paris, A. Pédone, 1895, 8°, 273 p., Th. Paris Droit.

REYBAUD (L.), "La Cie des mines d'Anzin", Revue des Deux Mondes, 1871-1872, pp. 134 - 165.

ROBINET (Paul), L'office de statistique des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, Lille, Camille Robbe, 1910, 8°, 184 p., Th. Lille Droit.

SCHMIDT (Ch.), "Un projet de nationalisation des mines d'Anzin en 1792", Bull. Com. Doc. écon. de la Réolut., 1910.

Société générale de Belgique (le centenaire de la), 1822 - 1922, Bruxelles, 1922, 8°, 229 p.

STIEVENART (A.), Rapport sur la situation du bassin houiller du Pas-de-Calais, Béthune, 1893, 20p.

VANLAER (M.), "La grève du Pas-de-Calais et le projet de loi sur les caisses de secours et de retraites pour les mineurs", Revue de Lille, t. V, 3^e année, 1891 - 92, pp. 286 - 300 et 364 - 374.

VUILLEMIN (E.), Enquête sur les habitations, les écoles et le degré d'instruction de la population ouvrière des mines de houille des bassins du Nord et du Pas-de-Calais, Lille, 1872, 49 p.

VUILLEMIN (E.), Nouvelle carte des bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais, Douai, Paul Dutilleul, 1874, in 12, 207 p., 3 cartes.

VUILLEMIN (E.), Les Mines de Houille d'Aniche. Exemple des progrès réalisés dans les houillères du Nord de la France depuis un siècle, Paris, Dunod, 1878, 8°, 320 p., pièces justificatives et un vol. de planches.

VUILLEMIN (E.), Le bassin houiller du Pas-de-Calais..., Lille, Impr. Danel, 8°, 1880 - 1884, 3 vol.

VUILLEMIN (E.), La grève d'Anzin de février-mars-avril 1884, Lille, impr. L. Danel, 1884, 8°, 86 p.

VUILLEMIN (E.), Les grèves des houillères du Nord de la France d'oct. nov. 1889, Lille, Impr. L. Danel, 1890, gr. 8°, 117 p.

2°) Livres et articles postérieurs à 1914.

a) Sur l'économie et la société du XIXe siècle, dont l'industrie houillère :

Actes du colloque international, Le fer à travers les âges, Hommes et techniques, Nancy, 3-6 octobre 1955 (Nancy, 1956, gr.8°, 582 p.

AGUET (Jean-Pierre), Contribution à l'étude du mouvement ouvrier français : Les grèves sous la Monarchie de Juillet (1830-1847) (Genève, Droz, 1954).

AGUET (Jean-Pierre), "Les grèves des mineurs en France sous la Monarchie de Juillet (1830-1848)", Revue suisse d'histoire, 1954, pp. 348-385.

ARIES (Ph.), Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIIIe siècle (Paris, Self, 1948)

ARNION (Jean-Marie), L'évolution des Conventions Collectives de travail, Lille, S.I.L.I.C., 1938, 274 p, Thèse Lille Droit.

BARTUEL (C.) et RULLIERE (H.), La mine et les mineurs, Paris, Doin, 1923, 8°, 577 p.

BAUD (P.), Les industries chimiques de la France, Essai de géographie industrielle, Paris, Masson 1931 gr. in-8°, 419 p.

BAUMONT (Maurice), La grosse industrie allemande et le charbon, Paris, Doin, 1928, 754 p., Paris Th. Lettres.

BEZY (Fernand), "Les phases de la conjoncture au sein de la firme. Les agencements cycliques de coûts de production dans un charbonnage belge 1836-1939" Bull. Inst. Rech. éc. et soc. (Louvain) t.XVII, fév. 1951 pp. 29-74)

BORGEAUD (Maurice), Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France depuis 1900, Paris, P.U.F., 1938, 8°, 128 p. Th. Lille Droit.

BOUDET (Jacques), Le monde des affaires de 1830 à nos jours, Paris, Société d'Edt. de Dictionnaires et d'Encyclopédies 1952 ; 4°, 767 p.

BOUVIER (Jean), Le Crédit Lyonnais de 1863 à 1882. Les années de formation d'une banque de dépôts, Paris, Impr. Nationale, 1961, gr. 8°, 2 vol. 936 p., Paris Th. Lettres.

BOUVIER (Jean), "Mouvement ouvrier et conjonctures économiques", Le mouvement social, n° 48, juill-sept. 1964, pp. 3-30.

BOUVIER (Jean), FURET (François), GILLET (Marcel), Le mouvement du profit en France au XIXe siècle, Paris, Mouton, 1965, 465 p.

BOUVIER (Jean), Les Rothschild, Paris, Le club français du livre et Libr. Fayard, 1967, 8°, 352 p.

BOUVIER (Jean), Histoire économique et sociale, Genève, Libr. Droz, 1968, 8°, 283 p.

BOUVIER (Jean), "Rapports entre systèmes bancaires et entreprises industrielles dans la croissance européenne au XIXe siècle, Studi Storici, XI, n° 4, oct.déc., 1970, pp. 623-660.

CAMERON (Rondo E.), "Some French Contributions to the Industrial Development of Germany, 1840-1870" Journal of Economic History XVI, n° 3, sept. 1956.

CAMERON (Rondo E.), "Le développement économique de l'Europe au XIXe siècle : Le rôle de la France", Annales (ESC), 12e année, n° 2, avril-juin 1957, pp. 243-257.

CAMERON (Rondo E.), France and the economic development of Europe 1800-1914, Princeton, Princeton Univ. Press, 1961, 8°, 586 p. ; ouvrage traduit en français, édit. du Seuil, 1971, 425 p.

Charbon et Sciences Humaines, Actes du colloque international organisé à Lille en mai 1963, Paris, Mouton, 1966, 468 p.

CHARDONNET (Jean), Géographie industrielle t. I Les sources d'énergie Paris, Edit. Sirey, 1962.

CIPOLLA (Carlo M.), "Sources d'énergie et Histoire de l'Humanité", Annales E.S.C., 1961, 3, 521-534.

Commentry-Fourchambault et Decazeville 1854-1954 (La Société de), Paris, 1954, 8°, 335 p.

CLARIS (Edmond), "La Mine ouvrière" L'Actualité de l'Histoire, déc. 1956, n° 17, p. 25-31.

CROUZET (François), L'économie britannique et le blocus continental 1806-1813, Paris, P.U.F., 1958, 2 vol. 949 p., Paris Thèse Lettres

CROUZET (F.), "Les origines du sous-développement économique du Sud-Ouest", Annales du Midi, t. 71, janv. 1959, pp. 71-79.

CROUZET (F.), "Le charbon anglais en France au XIXe siècle", Actes du colloque Charbon et Sciences Humaines, 1966, pp. 173-205.

CROUZET (F.), "Essai de construction d'un indice annuel de la production industrielle française au XIXe siècle", Annales E.S.C., janv. févr. 1970, pp. 56-99.

DEANE (Phyllis), et COLE (T.A.), British Economic Growth 1868-1959, Trends and Structure, Cambridge, 1964, 348 p.

DENAIN-ANZIN, Livre d'ordre de la société 1849-1949, Paris 4°, 1949, 105 p.

DENUC (Jules), "Dividendes, valeur boursière et taux de capitalisation des valeurs mobilières françaises de 1857 à 1932" Bulletin de la S.G.F., t. 23, 1933-1934, pp. 691-767.

DESCHAMPS (Henry-Thierry), La Belgique devant la France de Juillet, L'opinion et l'attitude françaises de 1839 à 1848, Paris, Les Belles Lettres, 1956, 8°, 561 p.

FOHLEN (Claude), L'industrie textile au temps du Second Empire, Paris, Plon, 1956, 8°, 534 p. Th. Lettres Paris.

GEORGE (P.), La géographie de l'énergie, Paris, 1950.

GILLE (Bertrand), La banque et le crédit en France de 1815 à 1848, Paris, P.U.F., 1959, 300 p. Th. Lettres Paris.

GILLE (Bertrand), Recherches sur la formation de la grande industrie capitaliste 1815-1848, Paris, SEVPEN, 1959, 8°, 164 p. Th. compl. Paris.

GILLE (Bertrand), Lettres adressées à la Maison Rothschild de Paris par son représentant à Bruxelles, I 1838-1840, II 1843-1853, Paris et Louvain, Edit. Neuvelaerts, 8°, 1961 et 1963.

GILLE (B.), "Syndicalisme patronal dans la sidérurgie française," Revue d'hist. de la sidérurgie, t. V, 1964, pp. 209-250.

GILLE (Bertrand), Histoire de la Maison Rothschild, t. I, des origines à 1848, t. II 1848-1870, Genève, Droz, 1965 et 1969.

GILLE (Bertrand), "Innovation et croissance dans le domaine de l'énergie" in Revue d'histoire de la sidérurgie t. VII, 1966, p. 17-34.

GILLE (B.), sidérurgie française au XIXe siècle, Genève, Droz, 1968, 318 p.

GIRARD (Louis), La politique des travaux publics du Second Empire, Paris, A. Colin, 1952, 415 p., Paris Th. Lettres.

GIRARD (Louis), Etude comparée des mouvements révolutionnaires en France en 1830, 1848 et 1870-1871, Paris, C.D.U., 1960.

GIRARD (L.), PROST (A.), GOSSEZ (R.), Les conseillers généraux en 1870. Etude statistique d'un personnel politique, Paris, 1967, 211 p.

GIRARD (L.), La Seconde République Paris, Calmann-Lévy, 1968, 310 p.

GIRAULT (Gabriel), Le Comité des Forges de France, Etude monographique, Paris, Ernest Sagot, 1922, 8°, 201 p.

GIRAULT (René), "Existe-t-il une bourgeoisie d'affaires dynamique en France avant 1914," Bull. de la S.H.M., 1969, 1, p.2-7.

GIRAULT (René), "Portrait de l'homme d'affaires français vers 1914," R.H.M.C., t. XVI, juill. sept. 1969, pp. 329-349.

GRAS (Christian), "Merrheim et le capitalisme", Le Mouvement Social, avril-juin 1968, n° 63, p.143-163.

GUILLAUME (Pierre), "La propriété minière en France jusqu'à la première guerre mondiale", Inf. Hist., 1959, n° 5, pp. 195-199.

GUILLAUME (P.), "Aux origines du Comité Central des houillères de France : Le Comité de 1851", Actes du 87e Congrès national des Soc. Savantes, Paris, 1962.

GUILLAUME (Pierre), La Compagnie des Mines de la Loire (1846-1854)..., Paris, P.U.F., 1966, 250 p. Th. 3è Cycle Clermont-Ferrand.

LABROUSSE (Ernest), La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution, Paris, P.U.F., 1943, Paris Thèse Lettres.

LABROUSSE (E.), Le mouvement ouvrier et les idées sociales en France de 1815 à 1848 (Paris, C.D.U., 1948).

LABROUSSE (E.), "Aspects de l'évolution économique et sociale de la France et du Royaume-Uni, 1815-1880", Paris, C.D.U., 1954.

LAFITTE-LAPLACE (Robert-Jean), L'économie charbonnière de la France, Paris, Joue, 1933, 762 p. Th. Paris Droit.

- LENOIR (Marcel), "Les variations des valeurs mobilières en France de 1350 à nos jours", Bull. de la S.G.F., octobre 1919, pp.65-92.
- LEON (Pierre), La naissance de la grande industrie en Dauphiné (fin du XVII^e siècle - 1869), Gap, 1954, 2 vol., Paris Th. Lettres.
- LEON (P.), "L'industrialisation en France en tant que facteur de croissance économique du début du XVIII^e siècle à nos jours" Première conférence internationale d'Histoire économique Stockholm 1960, Paris, Mouton, 1960, pp. 163-204.
- LEON (Pierre), "Un projet : l'étude quantitative de la croissance dans une région dominante de l'ensemble économique français : la région lyonnaise 1815-1967", Bull. du Centre d'Hist. écon. et sociale de la région lyonnaise, mai 1969, pp. 31-39 (et art. dans les n^{os} ultérieurs).
- LEVY-LEBOYER (Maurice), Les banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIX^e siècle, Paris, P.U.F., 1964, gr. in 8°, 813 p., Paris Th. Lettres.
- LEVY-LEBOYER (Maurice), "L'héritage de Simiand : prix, profit et termes d'échange au XIX^e siècle", R.H., tome CCXLIII, n° 493, janv. mars 1970, p. 77-120.
- LEVY-LEBOYER (M.), "Croissance économique en France au XIX^e siècle", Annales E.S.C., t. 23, 1968, 4, pp. 788-807.
- LHOMME (Jean), La grande bourgeoisie au pouvoir (1830-1880), Paris, P.U.F., 1960, 8°, 378 p.
- LOMBARD (Augustin), Le Charbon, Paris Dunod, s.d. (1946), 8°, 271 p.
- MANNERS (Gerald), The Geography of Energy, Londres, Hutchinson. Univ. Library, 1964, 205 p.
- MARKOVITCH (T.J.), L'industrie française de 1789 à 1964, Cahiers de l'I.S.E.A. n^{os} A F 4 à 7, 1965-1967.
- MARCZEWSKI (Jean), Le produit physique de l'économie française de 1789 à 1913 (comparaison avec la Grande-Bretagne), Paris, Cahiers de l'I.S.E.A. n° AF4, juill. 1965.
- MAUDUIT (Jean), Les hommes des ténèbres, Paris, Editions Fleurs, 1957, 8°, 124 p.
- MILWARD (Alan S.), The new order and the French economy, Oxford, At the Clarendon Press, 1970, 8°, 320 p.
- MONIEZ (Jacelyn), L'industrie charbonnière française depuis 1946, Thèse Lille Droit, 1959, 2 vol., 523 p. ronéotypées.
- MOUTTE (F.), La question de l'organisation internationale de l'industrie charbonnière, Thèse Paris Droit 1929.
- NEF (J.U.), The Rise of the Coal Industry Londres, 1932, 2 vol.
- NERE (J.), "Le projet de liaison Manche-Méditerranée 1875-1890" Bullet. A.H. Mod. janv.-fév. 1953, p. 11-14.
- PALMADE (Guy P.), Capitalisme et capitalistes français au XIX^e siècle Paris, A. Colin, 1961, 8°, 290 p.
- PERROUX (François), L'économie du XX^e siècle, Paris, P.U.F., 8°, 764 p., 3e édit. 1969.

- POUTHAS (Ch.H.), La population française pendant la première moitié du XIXe siècle, Paris, P.U.F., 1956, 8°, 224 p.
- PERROT (Michelle Mme), "Les rapports entre ouvriers français et ouvriers étrangers (1871-1893)", Bull. S.H.M., communication du 6.12.1959.
- PERROT (Michelle), "Grèves, grévistes et conjoncture... Vieux problème, trav. neufs", Le Mouvement Social, avril-juin 1960, n° 63, p. 109-124.
- POIDEVIN (Raymond), Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914, Paris, 1969, 920 p., Paris Thèse Lettres.
- POUNDS (N J G), and W.N. PARKER, Coal and Steel in Western Europe, Londres, 1957 .
- PRECHEUR (Claude), La Lorraine sidérurgique, Paris, S.A.B.R.I., 1959, 4°, 631 p., Paris Thèse Lettres.
- PRECHEUR (Claude), La sidérurgie française, Paris, A. Colin, 1963.
- PRIOURET (Roger), aux origines du patronat français, Paris, Grasset, 1963, 8°, 283 p.
- ROSTOW (Walt W.), Les étapes de la croissance économique (Paris, Edit. du Seuil, 1962, 207 p.) trad. d'un ouvrage de 1960.
- ROUFF (Marcel), Les mines de charbon en France au XVIIIe siècle, (1744-1791)...., Paris, 1922, 8°, LXII, 624 p, Paris Thèse Lettres.
- ROUSSELOT (J.P.), La théorie de l'espace chez August Lösch, Th. Lille Sc. Econ., 1960, 277 p. ronéot.
- SALA (Marcel), "Caractères historiques de l'économie des substances minérales," Annales des Mines, janv. 1958, pp. 2-52.
- SORLIN (Pierre), WALDECK-ROUSSEAU, Paris, Libr. Armand Colin, 1966, 8°, 591 p., Paris, Th. Lettres.
- Statistique générale de la France, Table de mortalité des ouvriers mineurs 1923-1928, Paris, Impr. Nat. 1933, 39 p.
- TREMPE (Rolande), Les mineurs de Carmaux 1848-1914, Paris, Les Edit. ouvr., 1971, 2 vol., 1012 p. Thèse Lettres.
- TREMPE (R.), "Le réformisme des mineurs français", Mouvement social, n° 65, 1960.
- TRENARD Louis, "Le charbon avant l'ère industrielle", Actes du colloque Charbon et Sciences Humaines, pp. 53-102.
- TUDESQ (A.J.), Les grands notables en France (1840-1849), Etude historique d'une psychologie sociale, Paris, 1964, 2 vol., 1277 p. Paris Thèse Lettres.
- TUDESQ (A.J.), Les conseillers généraux en France au temps de Guizot, Paris, Colin, 1967, 226 p.
- WRIGLEY (E.A.), Industrial Growth and Population Change, A Regional study of the Coalfield Areas of North-West Europe in the Later Nineteenth Century, Cambridge, 1961, 8°, 193 p.
- WILLARD (Claude), Les guesdistes, Paris, Edit. sociales, 1965, 770 p., Paris Th. Lettres.

b) sur la région du Nord et le B.N.P.C.

Atlas du Nord, préparé par l'Institut de Géographie de l'Université de Lille, édité par les édit. Berger-Levrault, Paris, 1961, 58 x 37,5, 74 planches.

BABIN (J.), "Le toponymisme dans la mine", Revue du Nord, t. 36, 1954, pp. 401 - 409.

BAKER (Robert P.), "Socialism in the Nord, 1880 - 1914, a regional view of the french socialism movment", International Review of Social History, t. XII, 1967, n° 3, pp. 357 - 389.

BALENSI, "Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France", Revue française de l'énergie,

n° 30 (avril 1952), pp. 226 - 229

n° 31 (mai 1952) , pp. 253 - 262

n° 32 (juin 1952) , pp. 298 - 302

n° 33 (août 1952) , pp. 332 - 338

BARKER (Richard J.), The Anzin mining company during the Restoration, 1959, 22 p. dactyl.

BARKER (Richard J.), "French entrepreneurship during the Restoration: the record of a single firm, the Anzin mining company, Journal of Economic history, t. 21, June 1961, pp. 166 - 178.

BARROIS (Charles), La vie et l'oeuvre de Jules Gosselet, Lille, 1920, 8°, 38 p.

BASLY (Emile), Le martyre de Lens, trois années de captivité, Paris, Plon, 1918, 8°, 279 p.

BOURGAUX (Louis), Les mines d'Anzin et d'Aniche pendant la Révolution, D.E.S., Lille, 1945.

BOUROZ (A.) et STIEVENARD (M.), "La structure de gisement des charbons gras du Pas-de-Calais et la notion de faille Reumaux", Ann. Sté Géol. N., t. 78, 1958, pp. 146 - 172

BOYAVAL (E.), Béthune, premier arrondissement de France, Arras, 1947, 199 p.

BUFQUIN (Victor), Histoire de la ville de Douai, Douai, édition J. Lauverjat, 1951, 150 p.

BUQUET (Alfred), Lens, son passé, ses houillères, Arras, Impr. Centrale Artois, 1950, 8°, 330 p.

Cahiers du centre d'Etudes économiques et sociales (C.E.R.E.S.), Lille Fac. de Droit:

n° 2 : Population et main-d'oeuvre (Nord, Pas-de-Calais), 1954, 84 p.

n° 3 : Les transports dans la région du Nord (N.P.C.), 1955, 123 p.

n° 4 : Inventaire des productions charbonnières et sidérurgiques dans les départements du N.P.C., 1955, 144 p.

- n° 5 : Peuplement et population active de la région du Nord, 1956, 111 p.
 n° 6 : Localisations industrielles de la région du Nord, 1956, 107 p.

CALLON (G.), Le mouvement de la population dans le département du Nord au cours de la période 1821 - 1920 et depuis la fin de cette période, Dunkerque, 1934, 52 p.

CAMIER (Madeleine), Cambrai sous la Monarchie de Juillet, D.E.S., Lille, 1957

CARON (François), "La compagnie du Nord et ses fournisseurs 1845-1848" R.D.N., t. XLV, n° 179, oct. déc., 1963, pp. 349 - 389.

CARON (François), Histoire de l'exploitation d'un grand réseau français. La compagnie du chemin de fer du Nord de 1846 à 1936 (Thèse Lettres 1969, 2 vol. dactyl.

CHABERT (A.), Les salaires dans l'industrie française (les charbonnages), Paris, A. Colin, 8°, 174 p.

CHOEUR (J.), "Evolution démographique de la région de Douai depuis l'exploitation du bassin minier", Revue du Nord, t. XXXVI, n° 143, juill. sept. 1954, pp. 1* - 20 *

Charbon et sciences humaines (Actes du colloque de Lille, mai 1963), Paris, Mouton, 1966, 467 p.

CLOZIEF (R.), "Le canal du Nord", Informat. géogr., 1966, 2, pp. 73-74

CONDEVAUX, Le mineur du Nord et du Pas-de-Calais : sa psychologie, ses rapports avec le patronat, Lille, 1928.

COURVAL (Hélène), "La situation de la classe ouvrière dans la région du Nord", Economie et Politique, n° 36 - 37, août-sept. 1957, pp. 650-671.

CUVELETTE, La destruction et la reconstitution des Mines de Lens, Lille, Impr. Danel, 1922, 92 p.

BURIEZ-DUEZ (O.), L'évolution démographique du département du Nord au XIXe siècle, D.E.S., Lille, 1970.

DARRE (R.), Billy-Montigny dans l'Artois, 1942, 125 p.

DEJONGHE (Et.), "Problèmes sociaux dans les houillères du N.P.C. pendant la seconde guerre mondiale", R.H.M.C. janv.-mars 1971, pp. 124-147.

DEJONGHE (Et.), "Problèmes sociaux dans les entreprises houillères du N.P.C. durant la seconde guerre mondiale", Bull. S.H.M. n° 13, 2e sem. 1970, pp. 3-8.

DELIGNY (Henri), Le Nord demain, Paris, Edit. Gamma-Presse, s.d, (1964), 8°, 94 p.

DUCHASTELLE (Françoise), Le commerce du charbon des mines d'Aniche de 1855 à 1873, D.E.S., Lille, 1956.

DELMOTE (Marcel), L'industrie du verre à Aniche, Thèse Droit Lille, 1950, 165 p. rénot.

DELORY (G.), Aperçu historique sur la Fédération du Nord (1876-1920), Lille, 1921, 8°, 344 p.

DEMOLLIENS, Hénin-Liétard au XIXe siècle, D.E.S., Lille, 1957

DEWAEPENAERE (Claude), L'illégitimité dans le Nord au XIXe siècle, D.E.S., Lille, 1970.

DOUXCHAMPS-LEFEVRE (Cécile), "Les premiers essais de fabrication du coke dans les charbonnages du Nord de la France et de la région de Charleroi à la fin du XVIIIe siècle,, R.D.N., janv-mars 1968, pp.25-34

FORTIN (A.), Le canton d'Houdain à travers les siècles, Lens, Impr. ouvr., 1942, 59 p.

FORTIN (A), Bruay-en-Artois, 1947

FORTIN (André), Contribution à l'histoire de la Révolution de 1848 dans le Pas-de-Calais, Arras, Société d'éditions du Pas-de-Calais, ... s.d., 126 p.

FORTIN (A.), "Les conflits sociaux dans les houillères du Pas-de-Calais sous le Second Empire", R.D.N., t. XLIII, n° 172, oct-déc. 1961, pp. 349-355.

FRUIT (René), La croissance économique du pays de Saint-Amand (Nord), P., 1963, A. Colin, 454 p., Thèse Lille Droit.

GALAND (Pierre), Les mines du Nord et du Pas-de-Calais depuis la guerre, Paris, Librairie technique et économique, 1937, 8°, 204 p.

GEIGER (Reed Glenn), The Anzin company, the history of a French coal mining firm, 1800-1833, Thèse de l'Université de Minnesota, juillet 1965, 2 vol., 585 p. dactyl.

GENDARME (René), La région du Nord, Essai d'analyse économique, Paris, A. Colin, 1954, 8°, 305 p.

GILLET (Marcel), "Aspects de la crise de 1846-1851 dans le bassin houiller du Nord", R.D.N., janv.-mars 1956, pp. 15-27.

"Aux origines de la première convention d'Arras : le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais de 1880 à 1891", R.D.N., avril-juin 1957, pp. 111 - 123 (texte intégral de la communication à la S.H.M., résumé dans le Bull. S.H.M. mars-avril 1957, pp. 7-10).

"L'âge du charbon et l'essor du bassin houiller du N.P.C. au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle", charbon et sciences humaines, 1966, pp. 23-52.

Grand quartier général allemand, l'industrie en France occupée (1940-1944), Trad. intégrale, Paris, Impr. Nale, 1923, 4^e, 534 p.

GRAVEZ (Andrée), "Aspects économiques de la région d'Auchel", R.D. n° 159, juillet 1958, pp. 15 - 66

Guide des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, Lille, Nord Industriel, 1924, 1925, 1932, 1936.

HARDY (Odette): Rationalisation à la Cie d'Anzin (1927-38), Le Mouvement Social, 1938, n° 159, p. 15-20.
HEAULME (Max), l'évolution commerciale des houillères du N.P.C., T. 1, Lille Droit, 1948, 460 p. rééd.

HILAIRE (Y.M.), "Remarques sur la pratique religieuse dans le bassin houiller du Pas-de-Calais dans la deuxième moitié du XIX^e siècle", Charbon et Sciences Humaines, pp. 265-280.

HILAIRE (Yves-Marie), "Les ouvriers de la région du Nord dans l'Eglise catholique, XIX^e et XX^e siècles", Le Mouvement Social, n° 7, 1966, pp. 181-201.

HOUDART (René), Enquête sur le comportement des ouvriers mineurs du Nord et Pas-de-Calais, Thèse Univ. Lille, Lettres 1952, 319p. dact.

JULLIARD (J.), "Jeune et vieux syndicat chez les mineurs du Pas-de-Calais", Le Mouvement Social, n° 47, avril-juin 1964, pp. 7 - 30.

JURENIL (André), Denain et l'Ostrevant depuis 1712, Denain, Amica Villars, 1929, 230 p.

LALOUX (Jacques), Le rôle des banques locales et régionales du Nord de la France dans le développement industriel et commercial, Thèse Paris Droit, 1924, 172 p.

LAMBERT-DANSETTE, La Bourse des valeurs de Lille et l'essor des charbonnages au XIX^e siècle, Charbon et Sciences Humaines, pp. 207-220.

LATEUR (Marius), Lexique du Parler Populaire et Ouvrier des Régions Minières d'Artois, Paris et Arras, 1951, 8^e, 223 p. et 60 fig.

LEGLAY (Marcel), Le canal du Nord, D.E.S., Lille, 1941

LENTACKER (F.), "Les facteurs du développement économique de la région du Nord", Information géographique, 1951, 2, 51-53.

LENTACKER (F.), "Les charbons belges sur le marché français au cours du XIX^e siècle", Bull. Acad. Sc. Outre-Mer, Bruxelles, juin 1964, pp. 1392-1431.

LEQUEUX (A.), "Les prospections houillères dans la France du Nord et leurs conséquences humaines", Revue du Nord, t. XL, n° 158, avril-juin 1958, p. 323-328.

LESTOQUOY (sous la direction de l'Abbé), Histoire des territoires ayant formé le département du Pas-de-Calais, (Arras, 1946, 506 p.).

MANGEZ (Maurice), De l'évolution des salaires des mineurs de France dans les houillères du Nord de la France, Lille, 1925, 167 p., Th. Paris Droit.

Mines, 1958, 1 et 2 : "Le deuxième centenaire de la fondation de la Cie des mines d'Anzin" par L. W.

MORAZE (Ch.), "La situation industrielle et financière du Nord de 1857 à 1870", Bull. S.H.N., oct. 1937, pp. 2 - 9.

MORTELEQUE (Louis), Les actionnaires de la Cie d'Anzin, 1888-1908, D.E.S., Lille, 1970.

PIERRARD (Pierre), La vie ouvrière à Lille sous le Second Empire, Paris, Bloud et Gay, 1965, 8°, 532 p., Lille Thèse Lettres

PINCHEMEL (Philippe), Les plaines de craie du Nord-Ouest du Bassin Parisien et du Sud Est du bassin de Londres et leurs bordures, Etude de géomorphologie, Paris A. Colin, 1954, 8°, 502 p. Paris Th. Lettres

POUCHAIN (Pierre), Ebauche d'une histoire de crédit du Nord de la fondation à 1939, D.E.S., Lille, 1969.

RATEL (Jean), Etude historique sur Marles-les-Mines, Vendin-le-Vieil, 1942, 216 p.

RATEL (Jean), Histoire d'Auchel, Auchel, 8°, 214 p.

Revue du Nord, n° 149, janv.-mars 1956 : n° spécial sur la crise de 1846-1851 dans la région du Nord.

ROGER (J.P.), Liévin (1970).

SAINT-LEGER (A. de), Les mines d'Anzin et d'Aniche pendant la Révolution, Paris, Leroux, 2 t. en 4 vol., 1935-1938.

SAVARY (Yvette), La condition du mineur et les conflits sociaux dans le bassin houiller du Nord de 1852 à 1873, D.E.S., Lille 1956.

SORRE (Max), L'industrie extractive (dans le Nord), Lille, 1927, 119 p.

TUDESQ (André-Jean), "La bourgeoisie du Nord au milieu de la Monarchie de Juillet", Revue du Nord, t. XLI, n° 164, oct.-déc. 1959, pp. 227-286.

VAIRON (Roger), "La mortalité accidentelle dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais" Revue du Nord, t. XXXVIII, n° 151, juillet-septembre 1956, pp. 15-52.

VALDOUR (Jacques), La vie ouvrière : Les mineurs, observations vécues, Lille et Paris, 1919, 8°, 390 p.

VILLAIN (Jean), Le réseau du Nord, ses origines, son rôle, son activité, Lille, Im. R. Danel, 1932, 168 p., Thèse Paris Droit.

ZEVAES (A.), "L'émeute des Quatre seus à Anzin" La révolution de 1848, mars 1937-fév. 1938, pp. 181-186.

WOLF (Marc), Eléments pour la construction d'un indice de la production industrielle dans le Nord 1815-1914, D.E.S. Lille, 1970.

TABLE DES CARTES ET COUPES HORS-TEXTE

| | <u>PAGES</u> |
|---|--------------|
| A - Le bassin houiller du N.P.C. | 58 |
| B - Les concessions des sociétés houillères du N.P.C. en 1913..... | 58 |
| C - Constitution progressive du B.N.P.C. | 58 |
| D - Les bassins houillers (Ruhr, Belgique, N.P.C.) en 1883..... | 59 |
| E - La formation géologique du B.N.P.C. selon J. Gosselet | 59 |
| F - La concession de Lens en 1880 (avec une ligne A B)..... | 59 |
| G - Coupe suivant la ligne A B de la concession de Lens..... | 59 |
| H - Coupes du B.H.N.P.C. en 1951..... | 59 |
| I - Les fosses du N.P.C. en 1880..... | 59 |
| J - Les fosses du Nord en 1880..... | 59 |
| K - Le projet Flamant du Canal du Nord..... | 59 |
| L - Le canal du Nord et le canal de St Quentin en 1966..... | 59 |
| M - Canaux et voies ferrées du N.P.C. en 1913..... | 59 |
| N - Houille et métallurgie dans la région du Nord en 1908..... | 60 |
| O - Entente des Houillères N.P.C : les marchés de houille en 1907.. | 60 |
| P - Entente des Houillères N.P.C : les zones de vente des cokes
en mars 1911..... | 60 |
| Q - Consommation de houille en 1907 dans les départements français.. | 60 |
| R - Consommation de houille en 1907 par les chemins de fer français | 60 |
| S - Les livraisons des houillères du N.P.C. en 1907..... | 60 |
| T - Les départements français 1871 - 1918..... | 60 |
| U - Prix de la tonne de houille à la consommation, par départe-
ment (1907)..... | 60 |
| V - Prix de la tonne de houille à la consommation, par départe-
ment (prix par classes)..... | 60 |
| W - Consommation totale de houille dans les départements
français (1907)..... | 60 |
| X - Répartition des ventes de houille dans les départements
français (1907) | 61 |
| Y - Consommation des houilles du N.P.C. (1907) <u>ibid.</u> | 61 |
| Z1 - Consommation des houilles belges (1907) " | 61 |
| Z2 - Consommation des houilles anglaises (1907) " | 61 |
| Z3 - Consommation des houilles allemandes(1907) " | 61 |

TABLE DES GRAPHIQUES HORS-TEXTE

- I. - Population de la France et de la région du N.P.C.
de 1821 à 1911.
- II. - Population du Pays noir et de la région du N.P.C.
de 1821 à 1911.
- III. - Population du Pays noir dans le département du Nord (id.).
- IV. - Population du Pays noir dans le département du P.de.C.(id.).
- V. - Population du Nord, du P.de.C. et de l'arrondissement
de Béthune (id.).
- VI. - Nombre d'ouvriers mineurs dans le Nord et le P.de.C.
de 1850 à 1913.
- VII. - Indices du revenu national en France et en Grande-Bretagne
de 1830 à 1910 (1913 = 100).
- VIII. - Production de houille dans le monde de 1890 à 1913.
- IX. - Les combustibles minéraux en France : Production totale,
prix moyens et nombre d'ouvriers de 1815 à 1900.
- X. - Production houillère de différents bassins français de
1815 à 1900.
- XI. - Indices de la production industrielle française de 1815
à 1913 selon F. CROUZET, M. LEVY-LEBOYER, T.J. MARKOVITCH.
(1913 = 100).
- XII. - Houille et production industrielle française de 1815 à
1913 (1913 = 100).
- XIII. - Production industrielle en France et dans le Nord de
1873 à 1912.
- XIV. - Houille et industrie dans le Nord de 1873 à 1912.
- XV. - Production et consommation de houille en France de
1815 à 1913.
- XVI. - Importations et exportations de houille en France de
1815 à 1913.
- XVII. - Importations de houille en France (totales et par pays
d'origine) de 1815 à 1913.
- XVIII. - Prix de la tonne de houille en France.

| | | |
|----------|---|----|
| XIX. | - Salaires (fond et jour) des ouvriers mineurs de
1850 à 1913 : France, N.P.C. | 63 |
| XX. | - Production du B.N.P.C. et dimensions des charbonnages. . . . | 63 |
| XXI. | - B.N.P.C. : Production, vente et prix de la houille. | 63 |
| XXII. | - B.N.P.C. : Produit brut et revenu net. | 63 |
| XXIII. | - Production et revenu net imposable : parts du B.N.P.C. . . . | 63 |
| XXIV. | - B.N.P.C. : Salaires, productivité et prix. | 63 |
| XXV. | - Bassin du P.de.C. : produit brut, autofinancement,
revenu net. | 64 |
| XXVI. | - Bassin du P.de.C. : salaires totaux, capitalisation et
dividende totaux. | 64 |
| XXVII. | - Coût relatif de la main-d'oeuvre par tonne dans le
bassin du P.de.C. et les bassins français. | 64 |
| XXVIII.- | Bassin du P.de.C. : moyennes mobiles et moindres carrés. . . | 64 |
| XXIX. | - Bassin du P.de.C. : capitalisation et dividende par tonne.
Rendements boursiers nominaux. | 64 |
| XXX. | - Bassin du P.de.C. : Rendements boursiers effectifs. | 64 |
| XXXI. | - Produit brut, capitalisation boursière et dividende totaux
(1873-1894 = 100) : Compagnies de LENS, et de COURRIERES. . . | 64 |
| XXXII. | - Id. : Cies de BRUAY et de BETHUNE. | 64 |
| XXXIII.- | Id. : Cies de LIEVIN et de VICOIGNE-NOEUX. | 64 |
| XXXIV. | - Id. : Cies de MARLES (70 %), de MARLES (30 %) et de DOURGES. . | 64 |
| XXXV. | - Id. : Cies d'OSTRICOURT et de MEURCHIN. | 65 |
| XXXVI. | - Id. : Cies de CARVIN et de FERFAY. | 65 |
| XXXVII.- | Rendements boursiers effectifs des différentes Compagnies
du Pas-de-Calais. | 65 |

TABLE DES TABLEAUX
Tableaux dans le texte

N°

| | |
|--|--------|
| 1. - Sociétés houillères créées en France entre 1836 et 1839. | p. 23 |
| 2. - Production du B.N.P.C. et des principaux bassins
britanniques (1874-1912). | p. 103 |
| 3. - Productions houillères comparées France - R.U. (1816-1912). | p. 104 |
| 4. - Productions (%) de l'axe houiller N.P.C.- Allemagne. | p. 106 |
| 5. - Productions moyennes des charbonnages du N.P.C.
(1865-1869). | p. 168 |
| 6. - <u>idem</u> (1890-1894). | p. 172 |
| 7. - Les dix premiers charbonnages français en 1904. | p. 174 |
| 8. - Production moyenne des charbonnages du N.P.C.
(1908-1912). | p. 176 |
| 9. - Les dix premiers charbonnages français en 1912. | p. 179 |
| 10. - Dépenses de la Chambre des Houillères du N.P.C.
en 1907. | p. 301 |
| 11. - <u>idem</u> (en 1912). | p. 302 |
| 12. - Engagement des houillères du N.P.C. pour la
construction du canal du Nord. | p. 322 |
| 13. - Comptes de la Chambre d'affrètement de Douai
(1905-1907). | p. 334 |
| 14. - Répartition des ventes de coke du N.P.C. en 1903. | p. 469 |
| 15. - Prix de la tonne de coke, 2 ^e semestre de 1906. | p. 475 |
| 16. - Tonnages de coke du N.P.C. à livrer en Meurthe-et-
Moselle (2 ^e semestre de 1910). | p. 482 |
| 17. - Tonnages de coke du N.P.C. livrés en Meurthe-et-
Moselle (année 1910). | p. 482 |

TABLE DES TABLEAUX (Suite)

PAGESTableaux hors-texte

| N° | | |
|-----|---|------------|
| 18. | - Les concessions du bassin houiller du Nord en 1913. | 654 |
| 19. | - Les concessions du Pas-de-Calais en 1913. | 655 |
| 20. | - La population du Pays noir de 1821 à 1911. | 657 |
| 21. | - Indices de la production industrielle française (1913=100)
selon F. CROUZET, M. LEVY-LEBOYER, T.J. MARKOVITCH. | 658 |
| 22. | - Indices WOLF de la production industrielle du Nord
(1912=100). | 659 |
| 23. | - Production et consommation de houille en France
(milliers de tonnes) de 1815 à 1913. | 660 |
| 24. | - Indices de la production et de la consommation de houille
en France (1913=100). | 661 |
| 25. | - Consommation des houilles dans les départements français
en 1907 (en milliers de tonnes). | 662 |
| 26. | - Consommation des houilles dans les départements français
% des houilles étrangères, des houilles du N.P.C., des
autres houilles françaises en 1907. | 664 |
| 27. | - Salaires (fond et jour) des ouvriers mineurs, de 1850
à 1910 : France ; N.P.C. | 666 |
| 28. | - Bassin houiller du N.P.C. : Production, produit brut,
prix de la tonne, salaires de 1851 à 1913. | 667 |
| 29. | - Bassin houiller du Nord : <u>id.</u> et nombre d'ouvriers. | 668 |
| 30. | - Bassin houiller du P.de.C. : Production, produit brut,
prix de la tonne, salaires, dividendes, autofinancement,
nombre d'ouvriers de 1851 à 1913. | 671 |
| 31. | - Revenu net imposable - France, N.P.C. (1851 à 1913)...
- Nord, Pas-de-Calais (id.)..... | 673
674 |
| 32. | - Coût de la main-d'oeuvre par tonne (France ; P.de.C.)
de 1851 à 1913. | 676 |
| 33. | - Production par journée d'ouvrier (fond et jour):
France ; Nord ; P.de.C. ; N.P.C. (1851 à 1913). | 678 |

| | |
|--|-----|
| 34. - Résultats boursiers globaux des sociétés houillères
du P.de.C. (1861 à 1912). | 679 |
| 35. - Cie de BETHUNE : Extraction, produit brut, résultats
(1861 à 1912). | 681 |
| 36. - Cie de BRUAY : id. | 682 |
| 37. - Cie de CARVIN : id. | 684 |
| 38. - Cie de COURRIERES : id. | 685 |
| 39. - Cie de DOURGES : id. | 687 |
| 40. - Cie de LENS : id. | 688 |
| 41. - Cie de LIEVIN : id. | 690 |
| 42. - Cie de MARLES (70 %) : id. | 691 |
| 43. - Cie de MEURCHIN : id. | 693 |
| 44. - Cie d'OSTRICOURT : id. | 694 |
| 45. - Cie de VICOIGNE-NOEUX : id. | 696 |

TABLE
des
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

| | |
|---|-----|
| Introduction. | 692 |
| A. ENQUÊTES ORALES ET TÉMOIGNAGES | 695 |
| I. Enquêtes orales. | |
| 1. Notre échantillonnage. | |
| 2. Nos interviews sur le terrain | 700 |
| a. Personnalités diverses. | |
| b. Notre méthode d'enquêtes orales auprès
des ouvriers mineurs | 705 |
| c. Les ouvriers mineurs interrogés | 708 |
| II. Témoignages écrits et indications biographiques | 710 |
| 1. Biographies. | |
| a. Autobiographies. | |
| b. Etudes biographiques et notices nécrologiques | 711 |
| 2. Etudes généalogiques | 714 |
| 3. Dictionnaires biographiques et politiques | 715 |
| a. Dictionnaires biographiques. | |
| b. Dictionnaires politiques | 716 |
| III. Oeuvres littéraires et artistiques | 717 |
| 1. Romans et recueils de poèmes. | |
| 2. Peintures et sculptures | 720 |
| 3. Films | 722 |
| B. ARCHIVES PRIVÉES | 723 |
| I. Archives des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais . | |
| 1. Compagnie d'Aniche | |
| 2. Cie d'Anzin | 725 |
| 3. Cie de Béthune | 726 |
| 4. Cie de Bruay. | 727 |
| 5. Cie de Courrières | 727 |
| 6. Cie de Douchy | 727 |
| 7. Cie de Douvrin | 728 |

| | |
|--|-----|
| 8. Cie de Drocourt | 728 |
| 9. Cie de Ferfay et Ames | 728 |
| 10. Cie de Ferques | 728 |
| 11. Cie de Gouy-Servins | 728 |
| 12. Cie de La Clarence | 728 |
| 13. Cie de Lens | 728 |
| 14. Cie de Liévin | 729 |
| 15. Cie de Ligny-les-Aire | 729 |
| 16. Cie de Marles | 729 |
| 17. Cie d'Ostricourt. | 730 |
| 18. Cie de Viccoigne-Noeux-Drocourt. | 730 |
| II. Archives d'autres sociétés. | 730 |
| 1. Cie des mines de Blanzy. | 730 |
| 2. Soc. de Commentry, Fourchambault et Decazeville | 731 |
| 3. Soc. An. des Hauts Fourneaux de Maubeuge | 731 |
| 4. Soc. métallurgique de Senelle-Maubeuge | 731 |
| 5. Berliner Tiefbohrergesellschaft. | 731 |
| III. Archives de particuliers | 731 |
| 1. Archives de Jules Gosselet | |
| 2. Archives de Jules Scrive-Loyer | 731 |
| IV. Archives du Comité Central des Houillères de France | 732 |
| V. Archives de la Chambre et de l'Entente des
Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. | 733 |
| C. ARCHIVES PUBLIQUES. | 734 |
| I. Archives nationales. | 734 |
| II. Direction des Mines à Paris. | 738 |
| III. Archives départementales du Nord | 738 |
| IV. Archives départementales du Pas-de-Calais. | 742 |
| D. PERIODIQUES | 744 |
| 1. Publications officielles | 744 |
| 2. Almanachs et annuaires non officiels. | 746 |
| 3. Revues et journaux. | 747 |
| E. LIVRES ET ARTICLES CONSULTÉS | 755 |

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

| | |
|-------------|--|
| A.D.N. | : Archives départementales du Nord. |
| A.D.P.C. | : Archives départementales du Pas-de-Calais. |
| A.G. | : Assemblée générale. |
| Ann. des M. | : <u>Annales des Mines.</u> |
| A.N. | : Archives Nationales. |
| B.M. | : Bibliothèque Municipale. |
| B.N. | : Bibliothèque Nationale. |
| B.N.P.C. | : Bassin du Nord et du Pas-de-Calais. |
| B.S.I.M. | : <u>Bulletin de la Société de l'Industrie Minérale.</u> |
| B.S.H.M. | : <u>Bulletin de la Société d'Histoire Moderne.</u> |
| B.U. | : Bibliothèque universitaire. |
| C.A. | : Conseil d'administration. |
| C.C.H.F. | : Comité Central des Houillères de France. |
| Dr. ou Drs | : Dossier ou dossiers. |
| H.B.N.P.C. | : Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais. |
| I.H. | : <u>Information Historique.</u> |
| I.F.H.S. | : <u>Institut français d'Histoire Sociale.</u> |
| N.P.C. | : Nord-Pas-de-Calais. |
| J.O. | : <u>Journal Officiel.</u> |
| R.H. | : <u>Revue Historique.</u> |
| R.H.M.C. | : <u>Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine.</u> |
| R.D.N. | : <u>Revue du Nord.</u> |
| S.I.M. | : Statistique de l'Industrie Minérale. |

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|--------|
| INTRODUCTION | I - XX |
| CHAPITRE PREMIER. - LA CONQUETE DU BASSIN DU NORD | |
| I. La découverte du bassin du Nord au XVIIIe siècle..... | |
| II. La stagnation des recherches de la Révolution à la fin de la Restauration | |
| III. La fièvre des houillères - Ses origines. Les années, 1834 - 1839 | |
| CHAPITRE II. - LA CONQUETE DU BASSIN DU PAS-DE-CALAIS | |
| I. La découverte du prolongement du bassin du Nord (1842 - 1847) | |
| II. Le partage du bassin du Pas-de-Calais de 1847 à 1854 .. | |
| III. La fièvre de recherches de 1855 | |
| IV. La fièvre de recherches de 1873 - 1875 | |
| V. Les recherches à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle : l'intervention des sociétés métallurgiques | |
| Conclusion | |
| CHAPITRE III. - LES STRUCTURES INDUSTRIELLES DES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS | |
| I. L'importance relative du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais en France et en Europe | |
| II. Réunions de concessions et absorptions de sociétés dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais.... | |
| III. Le développement des liens entre les conseils d'administration | |
| IV. Dimensions et expansion des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais | |
| Conclusion | |
| CHAPITRE IV. - LIENS COMMERCIAUX ET GROUPES DE PRESSION DANS LES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS JUSQU'A LA FIN DU XIXe SIECLE | |
| I. La première moitié du XIXe siècle | |
| 1. Quelques accords commerciaux limités | |
| 2. Les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais et l'Union des Houillères de France | |

| | |
|--|-----|
| II. Durant le Second Empire | 202 |
| 1. Maintien de l'entente commerciale
Anzin-Viccinne | 202 |
| 2. Les charbonnages régionaux, le Comité des
Houillères françaises et le Comité des
Houillères du Nord et du Pas-de-Calais..... | 204 |
| III. Durant la période 1873 - 1895 | 215 |
| 1. Premiers pas incertains vers une entente
régionale sur les prix | 215 |
| 2. Le Comité et l'Union des Houillères du Nord
et du Pas-de-Calais | 219 |
| 3. Les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais
et le Comité Central des Houillères de France.. | 264 |
| CHAPITRE V. - LES CHARBONNAGES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS ET
LES ORGANISATIONS PATRONALES DE DEFENSE CORPORA-
TIVE ET SOCIALE (1895-1914) | 282 |
| I. Les associations régionales des charbonnages du Nord
et du Pas-de-Calais | 283 |
| 1. L'Union des Houillères du N.P.C. | 283 |
| 2. Les délégations patronales | 289 |
| 3. La Chambre des Houillères du N.P.C. | 296 |
| II. Les charbonnages du N.P.C. et le Comité Central des
Houillères de France | 344 |
| Conclusion | 358 |
| CHAPITRE VI. - L'ENTENTE ET L'OFFICE DE STATISTIQUE DES
HOUILLERES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS
(1901 - 1914) | 361 |
| I. La mise en place et l'évolution des structures de
l'Entente et de l'Office des Statistique des Houillères
du N.P.C. | 374 |
| II. L'organisation du marché charbonnier | 401 |
| 1. Les zones de vente | 402 |
| 2. La fixation des prix | 416 |
| 3. Les règlements commerciaux et financiers | 442 |
| III. L'organisation du marché des cokes | 459 |
| 1. Les concurrents et les clients | 459 |
| 2. La période 1901 - 1904 | 462 |
| 3. La période 1904 - 1910 | 472 |

| | |
|---|-------|
| 4. La période 1910 - 1914 ..... | ..... |
| 5. L'organisation des marchés des sous-produits de la
cokéfaction et des agglomérés | |
| IV. Les réactions provoquées par l'Entente et l'Office des
Houillères du Nord et du Pas-de-Calais..... | |
| Conclusion ..... | ..... |
| CONCLUSIONS ..... | ..... |
| CARTES ET COUPES HORS-TEXTE..... | ..... |
| GRAPHIQUES HORS-TEXTE ..... | ..... |
| TABLEAUX HORS-TEXTE ..... | ..... |
| SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE ..... | ..... |
| TABLE DES CARTES ET COUPES HORS-TEXTE ..... | ..... |
| TABLE DES GRAPHIQUES HORS-TEXTE ..... | ..... |
| TABLE DES TABLEAUX | |
| - Tableaux dans le texte ..... | ..... |
| - Tableaux hors-texte ..... | ..... |
| TABLE DES SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE ..... | ..... |
| ABREVIATIONS UTILISEES ..... | ..... |
| TABLE DES MATIERES ..... | ..... |

